CAHIERS-BIJDRAGEN

Joden uit België in Spaanse burgeroorlog
François De Kinder, messager auprès du Roi
De staking van 1936
Ecrivains belges en 1940-1941
De Algemene-SS Vlaanderen
Le salon Didier (1933-1945)
Bibliografie 1994

entre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale
orsings- en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog

Wetenschappelijk Comité		Comité scientifique
Voorzitter	Y. Ylieff, Minister van Wetenschapsbeleid – Ministre de la Politique scientifique.	Président
Ondervoorzitters	F. Balace, F. Erauw.	Vice-présidents
Leden	H. Balthazar, M. Bassleer, J.L. Charles, A. Colicis, H. Corijn, L. De Vos, C. Droesbeke, J. Gotovitch, F. Hermans, J. Jacob, V. Janssens, J. Lory, P. Muls, E. Persoons, J. Pilate, C. Segers, J. Stengers, M. Van den Wijngaert, J.L. Vellut, E. Witte.	Membres

Redactiecomité		Comité de rédaction
Directeur	J. Gotovitch	Directeur
Redactie-secretarissen	I. Ponteville, F. Selleslagh	Secrétaires de rédaction
Wetenschappelijke medewerkers	A. Colignon, C. Kesteloot, D. Martin, W. Meyers, R. Van Doorslaer.	Collaborateurs scientifiques

De auteurs zijn verantwoordelijk voor de artikels die verschijnen in de *Bijdragen*.

Het redactiecomité aanvaardt slechts één repliek op een artikel. De schrijver ervan mag op de repliek antwoorden. Van verdere polemiek wordt beslist afgezien.

Integrale of gedeeltelijke overname uit de *Bijdragen* is niet toegelaten, behoudens voorafgaande toestemming van het *Navorsings- en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog*.©

De artikels die in de *Bijdragen* verschijnen worden samengevat en gerepertorieerd in *Historical Abstracts* en *America : History and Life*.

Les articles publiés dans les *Cahiers* n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Le Comité de rédaction n'accepte qu'une seule réplique à un article. L'auteur de celui-ci aura la faculté de la faire suivre de ses observations. Après quoi le débat sera tenu pour clos.

La reproduction intégrale ou partielle des *Cahiers* est interdite sauf autorisation expresse du *Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale*.©

Les articles paraissant dans cette revue sont résumés et répertoriés dans *Historical Abstracts et* America : History and Life.

CAHIERS — BIJDRAGEN

17

décembre / december 1995

Op de omslag:

1 mei 1937: enkele van de joodse verpleegsters uit Antwerpen en Brussel voor het Hotel Colon, partijlokaal van de K.P. in Barcelona
(Foto Rachel Luftig, Parijs)

En couverture:

1er mai 1937: Quelques-unes des infirmières juives d'Anvers et de Bruxelles devant l'Hôtel Colon, local du P.C. à Barcelone
(Photo Rachel Luftig, Paris)

NAVORSINGS- EN STUDIECENTRUM VOOR DE GESCHIEDENIS VAN DE TWEEDE WERELDOORLOG

CENTRE DE RECHERCHES ET D'ETUDES HISTORIQUES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

BIJDRAGEN

CAHIERS

17
December 1995

17
December 1995

INHOUD **SOMMAIRE**

Avant-propos – Woord vooraf

Rudi VAN DOORSLAER
Tussen wereldrevolutie en joodse identiteit. Joden uit België in de Spaanse burgeroorlog p. 13

Etienne VERHOEYEN
François De Kinder: messager auprès du Roi (décembre 1943 – avril 1944) p. 87

Gita DENECKERE
De algemene staking van 1936. Wetten en praktische bezwaren tegen een volksfront p. 103

Fabrice SCHUERMANS
La communauté émotionnelle des écrivains belges de langue française durant la guerre (1940-1941) p. 129

Bart CROMBEZ
De Algemene-SS Vlaanderen p. 165

Xavier DEHAN
Jeune Europe, le salon Didier et les Editions de la Toison d'Or (1933-1945) p. 203

Résumés – Samenvattingen – Summaries p. 237

Bibliografie 1994 p. 251

In memoriam Alain DANTOING p. 283

Cahiers-Bijdragen (1967-1995): Index p. 287

Résidence Palace - Blok E
Wetstraat, 155 - Bus 2
1040 Brussel - Tel. 287.48.11

Résidence Palace - Bloc E
Rue de la Loi, 155 - Bte 2,
1040 Bruxelles - Tél. 287.48.11

AVANT-PROPOS

Au revoir, ...et à très bientôt !

Ce dix-septième volume [1] est le dernier des *Cahiers-Bijdragen* édités par le Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde guerre mondiale.

Nés en septembre 1970 sous le nom de *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, ils avaient pris leur forme actuelle en 1985 (numéro 9), par abandon de la publication parallèle dans chacune des deux langues nationales, devenue financièrement injustifiable.

Depuis 1970, ces *Cahiers* ont publié sur plus de 4.200 pages, près de 70 contributions originales dont l'*Index* publié ci-après permettra de découvrir la diversité.

Au delà de ces chiffres, le bilan est positif à plusieurs titres. Le parcours des sujets abordés permet de constater que la revue s'est préoccupée de tous les aspects de la période de guerre, des prémices et des suites immédiates de celle-ci. Plus précisément, elle a permis que s'ébauchent dans ses colonnes des directions de recherches que nul encore n'avait entreprises. Par ailleurs, elle a offert à de jeunes licenciés en histoire les moyens de porter à la connaissance du public des travaux élaborés dans le cadre de leur mémoire de fin d'études, trésors souvent enfouis à jamais dans les bibliothèques... ou les travaux d'autrui.

Il faut placer l'immense étude hors pair d'Albert De Jonghe qui occupa sept numéros et qui, en plus de mille pages, nous mena dans les dédales tortueux et passionnés des politiques allemandes d'occupation, éclairant et résolvant au passage de multiples questions essentielles de la collaboration tant en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles. On lui doit des pages décisives sur von Falkenhausen, Canaris, Reeder, Himmler, mais aussi Van de Wiele, Staf De Clercq, Elias, Degrelle... Sans les *Cahiers* du Centre, cette somme n'aurait sans doute jamais pu voir le jour.

Mais c'est aussi dans ces pages, les chercheurs y font sans cesse référence obligée, qu'apparurent, approfondissant et affinant les notions de «moindre mal» et d'«air du temps» mises à jour par les auteurs de l'*An quarante*, les premiers essais systématiques sur le monde patronal, son idéologie et ses pratiques de survie sous l'occupation. Etienne Verhoeyen et Dirk Luyten ont signé des textes essentiels sur le sujet.

---

1 En fait dix-huitième si l'on inclut le numéro spécial *Belgique et Hongrie 1945-1956*. Il faut également prendre en compte le volume unique édité en 1967 par l'institution qui précéda le Centre, les *Cahiers d'histoire de la deuxième guerre mondiale* publiés par le Centre national d'Histoire des deux guerres mondiales dirigé par Jacques Willequet.

Des travaux pionniers ont été publiés tant sur le Travail Obligatoire, objet quasi exclusif du tout premier numéro, que sur la déportation, notamment l'unique étude menée en Belgique sur la déportation des Tsiganes. Le regretté Jean Dujardin a présenté dans ces colonnes ses approches minutieuses des Services de Renseignements. Il faut souligner d'ailleurs que les premières approches scientifiques sur l'histoire de la Résistance ont trouvé place dans nos colonnes. L'avant et l'immédiat après occupation ont été l'objet de travaux qui constituent des références incontournables dans leur domaine. La *Vlaamse Landsleiding* de Wim Meyers demeure depuis 1972 la seule approche du monde de la débacle collaboratrice en Allemagne après septembre 1944. Avec *Les volontaires gantois des Brigades internationales en Espagne*, Rudi Van Doorslaer a fourni le modèle de toutes les études sur la participation belge à la guerre d'Espagne. Nous avons d'autre part publié en premier les travaux de Martin Conway sur Degrelle.

Quoique résolument campés sur le terrain «civil», les *Cahiers* ont offert des pages originales sur le Canal Albert, les militaires canadiens et polonais.

Il n'est pas question de dresser ici la table des matières des 17 numéros: les travaux cités en cachent bien d'autres. Mais les *Cahiers* ne se sont pas contentés d'établir les faits, d'explorer des sources nouvelles, d'offrir depuis 1982 la bibliographie exhaustive de notre domaine de recherches [2], ils ont livré des éléments essentiels de la discussion scientifique autour du «révisionisme» avec des textes de Jean Stengers et de Maxime Steinberg.

La collection des *Cahiers* constitue ainsi un ensemble référentiel qui rendra encore de nombreux services à l'avenir.

Plusieurs numéros de la revue sont épuisés, malgré un tirage respectable. Mais il ne faut pas se cacher que la disparition des *Cahiers* unilingues a porté un coup certain à la diffusion dans le «grand public», que la présence des résumés en deux autres langues n'a pu combler. Malgré notre volonté de conserver un prix au plus près des prix de revient, la crise (et sans doute le «photocopillage») n'a pas servi notre cause...

Si le Comité scientifique du Centre a cependant décidé de mettre fin à la publication sous cette forme, c'est qu'il partage la conviction que cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre, l'intérêt de celle-ci s'inscrit dans l'approche globale de cette période cruciale du XX^{ème} siècle marquée par les suites de la guerre de 1914-1918 et qui s'étend aux lendemains de la guerre froide. Les travaux et les rencontres scientifiques démontrent chaque fois avec plus de force que les clés de compréhension des phénomènes de guerre résident dans ce «ventre mou» du siècle, les années vingt et trente, et ne trouvent effectivement leur plein éclairage qu'en prenant distance des années cinquante.

---

2 Willem C.M. MEYERS, *Bibliografie van de publikaties betreffende België tijdens de tweede wereldoorlog, Cahiers 9 et suiv.*

C'est pour suivre pleinement cette évolution de la recherche et donner à celle-ci un outil de communication adapté et stimulant que les *Cahiers-Bijdragen* cèdent la place en 1996 à une nouvelle revue qui traduira explicitement son champ d'investigation dans le temps présent, des années trente aux années soixante.

Il ne s'agira pas d'un «ravalement de façade». Le titre nouveau recouvrira une équipe et une formule nouvelles. Les travaux, les colloques et séminaires réguliers du Centre ont peu à peu constitué autour de celui-ci une équipe de chercheurs de nos différentes universités avec lesquels la coopération s'est développée avec bonheur. Les liens tissés par cette collaboration, leurs échos dans les travaux des séminaires d'histoire contemporaine, l'ouverture vers des domaines voisins, ont permis de franchir une étape: associer ces forces créatrices à notre équipe, créer avec elles le collectif de rédaction qui mènera l'expérience. L'accueil enthousiaste que nous avons reçu de tous ceux que nous avions sollicités préjuge d'un bon départ. A la structure nouvelle correspondra une architecture nouvelle: nouvelles rubriques, nouvelle présentation et, nous l'espérons, public élargi tant en Belgique qu'à l'étranger.

Avant de tourner cette dix-septième et dernière page de l'histoire des *Cahiers*, nous voudrions saluer la mémoire de deux des nôtres qui en furent, à titre divers, des animateurs: Jean Dujardin, disparu en 1986 et Alain Dantoing (†1994), secrétaire de rédaction, auquel nous rendons hommage dans ces pages.

José Gotovitch
Directeur

WOORD VOORAF

Tot ziens, ... en tot (heel) binnenkort!

Dit zeventiende deel [3] is het laatste van de door het Navorsings- en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de Tweede wereldoorlog uitgegeven *Cahiers-Bijdragen*.

Die publicatie verscheen voor het eerst in 1970 onder de naam *Bijdragen tot de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog* en nam in 1985 (nummer 9) haar huidige vorm aan, omdat, om financiële redenen, van een uitgave in de twee landstalen werd afgestapt.

Sinds 1970 publiceerden die *Bijdragen* meer dan 4.200 pagina's, of ongeveer 70 originele artikels die, zoals de in fine van dit deel gepubliceerde indices aantonen, de belangrijkste aspecten van de periode 1930 - 1950 behandelen.

Afgezien van die cijfers, is de balans in meer dan een opzicht positief. Als we de lijst van de behandelde onderwerpen overlopen, stellen we vast dat het tijdschrift zich met alle aspecten van de vooroorlog, de oorlog zelf en de naoorlogse periode heeft beziggehouden. Het stond open voor vernieuwend historisch onderzoek en bood aan jonge licentiaten geschiedenis de mogelijkheid ons lezerspubliek kennis te laten maken met de soms verrassende onthullingen uit hun eindejaarsverhandeling.

Ongeëvenaard is de gigantische studie van Albert De Jonghe, die niet minder dan zeven nummers in beslag nam. Terwijl hij ons met vaste hand doorheen het labyrint van de Duitse bezettingspolitiek loodste, ontsluierde hij in het voorbijgaan tal van essentiële vragen en raadsels in verband met de collaboratie in Vlaanderen, Wallonië en Brussel. Zo bezorgde hij ons niet alleen doorslaggevende teksten over von Falkenhausen, Canaris, Reeder, Himmler, maar ook over Van de Wiele, Staf De Clercq, Elias, Degrelle.... Zonder de *Bijdragen* van het Centrum, had deze «summa» waarschijnlijk nooit het daglicht gezien.

In het zog van de door de auteurs van *L'An Quarante* aangebrachte nieuwe begrippen als «het minste kwaad» en «tijdgeest» verschenen in ons tijdschrift eveneens de eerste bijdragen over de werkgeverskringen, hun ideologie en hun overlevingspolitiek tijdens de bezetting. Etienne Verhoeyen en Dirk Luyten publiceerden baanbrekende artikels op dat gebied.

---

3 In feite het achttiende, indien wij het speciaal nummer *België en Hongarije 1945-1956* meerekenen. Men moet eveneens rekening houden met het enige nummer dat in 1967 werd uitgegeven door de instelling die aan het Centrum voorafging, de *Bijdragen* tot de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog uitgegeven door het Nationaal Centrum voor Wetenschappelijke Navorsing op het gebied der Geschiedenis van Wereldoorlogen I en II, geleid door Jacques Willequet.

Pionierswerk werd er ook verricht zowel inzake de Verplichte Tewerkstelling, die quasi het hele eerste nummer in beslag nam, als over de wegvoering, namelijk met de enige studie die in België over de Zigeuners werd gerealiseerd. De betreurde Jean Dujardin beschreef haarfijn de werking van de Inlichtingendiensten. Het was trouwens in ons tijdschrift dat de eerste wetenschappelijke studies over de geschiedenis van het Verzet zijn verschenen.

De voor- en naoorlog leverden enkele stevige studies op waar men niet omheen kan. Zo blijft sinds 1972 *De Vlaamse Landsleiding* van W. Meyers het enige werkstuk over de ineenstorting van de collaboratie in Duitsland na september 1944. Met *De Gentenaars in de Internationale Brigaden in Spanje*, leverde Rudi Van Doorslaer het model voor alle verdere studies over de Belgische deelname aan de Spaanse Burgeroorlog. Anderzijds publiceerden wij als eersten de studies van Martin Conway over Degrelle.

Alhoewel de *Bijdragen* resoluut de voorkeur gaven aan «burgerlijke» onderwerpen, namen ze toch ook enkele originele artikels over het Albertkanaal en de Canadese en Poolse militairen op.

Het ligt niet in onze bedoeling hier de inhoudstafel van de 17 nummers weer te geven: achter de vermelde studies schuilen er nog vele andere. De *Bijdragen* stelden zich niet tevreden met het vaststellen van feiten, het aanboren van nieuwe bronnen en het aanbieden, sinds 1982, van een exhaustieve bibliografie over ons onderzoeksgebied [4]. Met teksten van Jean Stengers en Maxime Steinberg brachten ze ook belangrijke gegevens aan voor een wetenschappelijk debat over het «revisionisme».

De *Bijdragen*-collectie is werkelijk uitgegroeid tot een referentiewerk dat in de toekomst nog veel diensten zal bewijzen.

Verschillende nummers van het tijdschrift zijn uitgeput, ondanks een vrij aanzienlijke oplage. Men kan echter niet ontkennen dat de verdwijning van de eentalige *Bijdragen* de verspreiding onder het «grote publiek» serieus heeft benadeeld, wat door het gebruik van samenvattingen in twee andere talen zeker niet werd opgevangen. Ondanks onze wil de marge tussen kost- en verkoopprijs zo klein mogelijk te houden, speelde de crisis (en waarschijnlijk ook de fotocopieerrage) ons lelijk parten...

Indien het Wetenschappelijk Comité van het Centrum geoordeeld heeft dat de publicatie onder die vorm moet worden stopgezet, dan is het om het onderzoeksveld te verruimen. Vijftig jaar na het einde van de Tweede Wereldoorlog beseft men dat die gebeurtenis kadert in een globale benadering van een cruciale periode uit de twintigste eeuw die begint met de nasleep van de Eerste Wereldoorlog en die zich uitstrekt tot de naweeën van de Koude Oorlog. De wetenschappelijke studies en bijeenkomsten tonen

---

4 W.C.M. MEYERS, *Bibliografie van de publikaties betreffende België tijdens de tweede wereldoorlog*, *Cahiers-Bijdragen* 9 e.v.

telkens met meer nadruk aan dat het begrip van de oorlogsverschijnselen besloten ligt in de zogenaamde «weke buik» van deze eeuw, de jaren twintig en dertig die slechts vanuit de vijftiger jaren in een helder daglicht kunnen gesteld worden.

Het is precies om die evolutie van het onderzoek op de voet te volgen en om over een geschikt en stimulerend communicatiemiddel te beschikken dat de *Cahiers-Bijdragen* in 1996 de plaats ruimen voor een nieuw tijdschrift dat zijn onderzoeksveld uitdrukkelijk in de nieuwste tijd, van de dertiger tot de zestiger jaren, zal verankeren.

Het gaat hier niet om een gewone opknapbeurt. Niet alleen de titel, maar ook de redactieploeg en de werkwijze zullen worden vernieuwd. Door zijn studies, colloquia en seminaries verzamelde het Centrum een team vorsers, afkomstig van al onze universiteiten, rondom zich waarmee een vlotte samenwerking tot stand kwam. Dank zij die kontakten, hun weerklank in de seminarieoefeningen voor nieuwste geschiedenis en het ontsluiten van verwante onderzoeksgebieden konden wij een nieuwe stap zetten: die creatieve krachten bij onze ploeg betrekken en samen met hen een redactieteam oprichten dat het experiment zal realiseren. De enthousiaste bijval vanwege al degenen die wij hierover aanspraken laat het beste voor de toekomst vermoeden. Bij een nieuwe structuur zal een nieuwe architectuur horen: nieuwe rubrieken, nieuwe presentatie en, laat het ons hopen, een breed publiek zowel in België als in het buitenland.

Alvorens deze zeventiende en laatste bladzijde van de *Cahiers-Bijdragen* om te draaien, willen we nog even blijven stilstaan bij de nagedachtenis van twee collega's die, in menig opzicht, de bezielers ervan waren: Jean Dujardin (†1986) en Alain Dantoing (†1994), redactiesecretaris. Aan deze laatste brengen wij in deze aflevering een gepaste hulde.

José Gotovitch
Directeur

Rudi Van Doorslaer

TUSSEN WERELDREVOLUTIE EN JOODSE IDENTITEIT

Joden uit België in de Spaanse burgeroorlog

Dit artikel vertelt het verhaal van 196 joden die in België verbleven en zich aan de zijde van de Spaanse republiek engageerden tijdens de burgeroorlog (1936-1939). De hoofdrolspelers in dit verhaal hebben hun engagement in Spanje gemeen. Of hun levens ook nog andere parallellen vertonen stond uiteraard bij voorbaat niet vast en was een belangrijke vraag in dit onderzoek.

Deze studie is opgebouwd als een collectieve biografie waarin een veelheid aan factoren een rol spelen. Zo komen aan bod: de joodse situatie in Oost-centraal Europa, de migratie naar België, de wereld van het communisme, maar ook familiebanden en culturele tradities, en, nadrukkelijk, het toeval.

Vele wegen van de hedendaagse geschiedschrijving kruisen elkaar in de collectieve biografie, in wetenschappelijke termen prosopografie geheten. Toen de prosopografie op het einde van de 19de eeuw opgang maakte, kaderde dat in de strijd die historici leverden om hun tanende machtspositie in de menswetenschappen te herstellen. In het spoor van de exacte wetenschappen wilden zij kwantificeerbare elementen introduceren om sociologen, psychologen, etnologen en antropologen de pas af te snijden. De maatschappij maakte toen een belangrijke omwenteling door als gevolg van de industrialisatie en de elite werd in vraag gesteld. De historici poogden hierop een antwoord te formuleren en de prosopografie richtte zich op het eliteonderzoek. Naast het biografisch-kwalitatieve, werd het kwantitatieve geïntroduceerd, ondermeer in vergelijkende studies over de Romeinse keizers.

Met het succes van de prosopografie rezen al snel ook de kritische vragen. Zo bleek het aflijnen van de elite(s) bijzonder moeilijk en was het al evenmin eenvoudig de band tussen elite(s) en massa te definiëren.

Van een andere orde, maar al even belangrijk, was de vraag hoe groot de te bestuderen groepen wel moe(s)ten zijn. Na de Tweede Wereldoorlog, en vooral vanaf de jaren zeventig, won door het gebruik van moderne informatica en het aanleggen van databanken het kwantitatief onderzoek van grote groepen van personen (duizenden, in sommige gevallen zelfs tienduizenden) aan belangstelling. Hiermee was de verhouding tussen het beschrijvende individueel-biografische en het meer kwantitatief gerichte

collectief-statistische vanzelfsprekend zoek. Deze verhouding, meer precies het evenwicht tussen beide invalshoeken, moet mijns inziens als kenmerkend worden gezien voor de prosopografie.

Ook inhoudelijk kon er met de prosopografie een andere weg worden ingeslagen. Beïnvloed door de «history from below», evolueerde de prosopografie van een elite-onderzoek naar een methode om meer inzicht te krijgen in anonieme groepen. Dikwijls ging het om groepen in de marge van de grote geschiedenis (bijv. politieke dissidenten, religieuze minderheidsgroepen, criminelen, enz.), waarover meestal slechts werd bericht doorheen bronnen geproduceerd door de overheid of door de politieke machthebbers. De prosopografie laat toe dit beeld te corrigeren, door het opnieuw samenstellen van meer objectieve collectieve parcours gesteund op de levensverhalen van de protagonisten.

Ook en vooral laat de prosopografie toe een vorm van totale geschiedschrijving na te streven en is het er, naast de lokale historiografie, het meest aangewezen instrument voor. Zij laat toe de diverse «niveaus» van het maatschappelijk gebeuren en van het menselijk handelen interactief te bestuderen: het sociale en het economische, het culturele en het politieke terrein kruisen elkaar permanent in de prosopografie. Zij integreert het dagelijks leven in andere maatschappelijke aspecten (bijv. op het politieke terrein), die wellicht opvallender zijn maar niet los staan van de sociaal-economische en cultureel-mentale context.

In de geschiedschrijving is er de laatste jaren een evolutie merkbaar naar een grotere aandacht voor het beschrijvende. In deze «verhalende» geschiedenis wordt, op een lager niveau, gestreefd naar toenemende integratie van de diverse maatschappelijke deelgebieden, dit in tegenstelling tot de meeste andere menswetenschappen die neigen naar een toenemende specialisatie. Ook de prosopografie heeft, door haar biografische aanpak, veel aandacht voor beschrijvende en verhalende aspecten van het historisch gebeuren, wat niet wil zeggen dat zij de informatieve rijkdom geleverd door de kwantificeerbare gegevens overboord gooit. Het kwalitatieve vormt in de prosopografie de schering, het kwantitatieve de inslag.

Ook, en tenslotte, zet de prosopografische methode zich nadrukkelijk af tegen de «postmoderne» invloed op de geschiedschrijving, die het vertoog nog als enig werkbare gegeven aanvaardt. De prosopografie relateert, of confronteert, voortdurend het vertoog met vatsstelbare attitudes en gedragingen van een individu of een groep. Op die manier plaatst zij de subjectieve historische beleving tegenover de, meestal onbewuste, beïnvloeding door de historische context. Tegenover de historische verminking van de «deconstructie» poogt de prosopografie het maatschappelijk gebeuren in het verleden, op het niveau van het individueel dagelijks leven, te contextualiseren.

Met het verzamelen en ordenen van het biografisch materiaal staat de historicus maar aan het begin van de prosopografische studie. Daarna volgt de moeilijke fase van het opnieuw aan elkaar breien van de groep en het identificeren van de subgroepen. Hierbij volstaat het niet de biografieën

zondermeer naast elkaar te plaatsen, maar moeten door alerte waarneming en veel verbeelding de sociale banden worden gereconstrueerd. Een gemeenschappelijke tijd doorgebracht in een organisatie, een werkplaats, een school of universiteit, een woonplaats in dezelfde huizenblok of straat, een relationele familie- of vriendenband, zijn even zoveel voorbeelden van elementen die hiertoe een bijdrage kunnen leveren. Uit deze ambachtelijke arbeid ontstaat uiteindelijk een collectieve biografie, die evenwel steeds voldoende ruimte biedt om ook individuele - bijv. psychologische - fenomenen te beschrijven. De economische en sociale evoluties blijven hierbij belangrijke verklaringselementen, die zich inschrijven in een geheel dat meestal groeps- én generatiegebonden blijkt te zijn.

In een breed perspectief opent de prosopografie mogelijkheden voor de sociale en culturele studie van de Hedendaagse Tijd. Zij kiest «stalen» van groepen die een welomschreven politieke, culturele of sociale identiteit manifesteren. Zij bestudeert de individuen die deze groepen vormen in de dynamisch context van het tijdssegment waarvan ze deel uitmaken. De prosopografie bestudeert bijgevolg niet enkel de verandering, maar net zo goed de 'traagheid' van de verandering, omdat zij als geen ander toelaat diverse menselijke attitudes en handelingen met elkaar te confronteren.

In dit kader situeert zich deze studie over de joodse Spanjevrijwilligers. Het leven van de protagonisten wordt erin belicht in twee tijdssegmenten: voor en na het engagement in Spanje. Vanuit meer thematische perspectieven worden in ieder tijdssegment meerdere subgroepen belicht. Deze subgroepen vormen de stukjes van de legpuzzel die langzaam maar zeker wordt opgebouwd, in de bedoeling uiteindelijk een volledig beeld te creëren.

1. NAAR SPANJE

1.1. De eerste vrijwilligers

Het toeval speelt in een mensenleven soms een niet te miskennen rol. Op 18 juli 1936 zat de Belgische delegatie voor de Barcelonese Volksolympiade ongeduldig in een stilstaande trein te wachten om de Catalaanse hoofdstad binnen te rijden. Na enkele uren sijpelde het bericht door dat er een militaire opstand was uitgebroken. Een groot deel van de afvaardiging bestond uit joodse sportlui, leden van de Joodse Arbeiderssportclub JASK, uit Antwerpen en de sportvereniging *Prokor* uit Brussel en Charleroi. Beide verenigingen leunden nauw aan bij de joods-communistische familie [1]. Aan de Frans-Spaanse grens had Emmanuel Mink zich bij de Belgische groep aangesloten [2]. Samen met Abracha «Krasny» Krasnowiecki, nam Mink enkele dagen later aan de eerste gevechten in Barcelona deel. Zij waren de eerste vrijwilligers uit België die zich gewapenderhand engageerden in de Spaanse burgeroorlog.

---

1 Voor de achtergrond van JASK en *Prokor* en andere aspecten van de geschiedenis van de joodse revolutionairen in België verwijs ik naar mijn boek. *De kinderen van het getto. Joodse revolutionairen in België, 1925-1940*, Antwerpen, Hadewijch, 1996.

2 *Interview met Emmanuel Mink*, Brussel, 25.9.1986.

«Mundek» Mink was geboren in 1909 in Tomaszow, een kleine textielstad op een 50 km. ten zuidoosten van Lodz, in een orthodoxe familie met 5 kinderen [3]. Zijn vader werkte voor de Eerste Wereldoorlog als wever. Na de oorlog kon hij door de crisis in de textiel niet aan het werk blijven en de miserie deed haar intrede in het huishouden. Een gelijkaardige jeugd in kommer en armoede kende Krasnowiecki [4]. Abracha, een jaartje jonger dan Mink, woonde in Bialystok, een middelgrote stad een 150 km ten noordoosten van Warschau. De joden maakten er 45% van de bevolking uit [5]. Nog als kind verloor hij zijn moeder, terwijl zijn vader niet voldoende verdiende om de familie te onderhouden. Als oudste zoon begon Abracha's nachts bij een bakker te werken op zijn twaalfde. Overdag zorgde hij voor zijn broers en zussen. Ook Mink was pas 13 toen hij bij een meubelmaker in de leer ging. Beiden werden in hun prille jeugd met armoe en onrecht geconfronteerd en de strijd die zij daartegen aanbonden zou hun leven op een wel erg nadrukkelijke manier beïnvloeden.

Voor beiden was de eerste stap in die strijd een syndicale activiteit. In het links georiënteerde syndicaat van Tomaszow zaten aanhangers van de links-zionistische arbeiderspartij *Linke Poale Tsion*, maar de communisten vormden de sterkste groep. Schietschijf voor de extreem-linkerzijde was toen de joods-socialistische *Bund*. Via het vakbondswerk, kwam Mink in de communistische jeugd terecht. Abracha voerde in Bialystok actie onder de bakkersgasten, lokte een staking uit, maar verloor daardoor ook zijn job. Hij kon bij geen enkele bakkerspatroon meer aan de slag en zwierf als losse werkman van stad naar *shtetl* om te overleven. Tegelijkertijd werd hij een communistische beroepsrevolutionair die vooral in de kleine steden de vakbondsstrijd ging prediken.

Opvallend voor Mink en Krasnowiecki was hun nadrukkelijk streven naar assimilatie. Hun moedertaal was Jiddisch, maar beiden volgden de Poolse lagere school. In de communistische jeugdorganisatie van Tomaszow sprak Mundek Pools. Enkel de specifieke propaganda voor de oudere joodse generatie was in het Jiddisch. Abracha kende niet alleen Pools, maar ook Russisch en Witrussisch. «In die talen wekt hij hét bewustzijn van de massa's op voor een betere morgen, voor een verbroedering van alle volkeren», schreef de Brusselse communist Sluszny in een necrologie van Krasnowiecki [6].

---

3 De bronnen voor de levensschets van Mink waren: AMBZ, 11.170 (Dossier Spaanse Burgeroorlog) David Diamant, *Combattant juifs dans l'armée républicaine espagnole*, Parijs, Editions Renouveau, 1979. – AAN, MSZ, 12.333, 39-64. – AAN, ZBOWID, 26, 1. 43-45. – Ber MARK, *Des voix dans la nuit. La résistance juive à Auschwitz*. Paris, Plon, 1982. – *Interview met Emmanuel Mink*, Brussel, 25.9.1986. De gegevens uit de archieven van het Pools Staatsarchief voor Hedendaagse acten in Warschau (AAN) werden mij bezorgd door historicus Frank Caestecker, waarvoor mijn dank.

4 *Di Naie Presse*, 23.7.1937, p. 3. – Necrologie van *Abrasha Krasni* door Ilia Rot.

5 Martin GILBERT, *Atlas of the Holocaust*, London, 1982, p. 32 (op basis van de volkstelling van 1931).

6 *Idem*, noot 4.

Mink was in 1929 lid geworden van de Communistische Jeugd en in 1931 werd hij samen met het partijcomité van Tomaszow door een uitzonderingsrechtbank tot 4 jaar gevangenisstraf veroordeeld. Onder de groep van elf die terechtstond was hij de enige jood. De gevangenis was voor Mink, zoals nog voor velen in dit verhaal, zijn echte leerschool. Van oude bolsjewieken en marxistische intellectuelen kreeg hij in de gevangenis van Piotrkow zijn levensvorming. Na drie jaar kwam hij vrij, maar nog geen half jaar later werd hij opnieuw aangehouden en voor drie maanden opgesloten. Na zijn vrijlating ging hij vruchteloos op zoek naar werk en vroeg hij toestemming aan de partij om te emigreren. Begin 1935 vertrok Mink illegaal naar Antwerpen.

Krasnowiecki woonde toen wellicht reeds enkele jaren in Antwerpen (maar over de preciese datum zijn we niet ingelicht). Ook hij was door de chronische repressie en de al even chronische werkloosheid in de emigratie gedreven. «Hij veranderde van land, maar de inhoud van zijn geest bleef dezelfde: activiteit en strijd», schreef Sluszny [7]. Abracha kon eerst bij een joodse bakker werken, maar net als in Polen wou hij weg uit het joods milieu. Hij kreeg werk in een Antwerps cementfabriek, leerde Vlaams en zette zijn communistische activiteit verder. De *Yidishe gas* was evenwel nooit ver weg, want Abracha bleef een trouw bezoeker van de *Kultur Fareyn* en werd één van de leiders van de communistische solidariteitsorganisatie *Patronatn* in Antwerpen. Toen hij na een ongeval in de fabriek een vinger verloor, was de terugkeer naar het joods milieu ook op professioneel vlak de enige uitweg. In 1935 ging hij in de koosjere beenhouwerij van Van Engel in de Lange Kievitstraat werken. De communistische syndicale leider Faiwelis Vinikas zwaaide er de plak [8]. Ook «Srulek» Feld en Avram Farcas stonden als gasten in Van Engels slagerij en meldden zich later voor de Internationale Brigaden [9].

«Mundek» Mink reisde dus in 1935, overigens niet zonder hindernissen (enkele dagen gevangenis in Aken), naar Antwerpen. Daar kende hij ondermeer een vriend van de familie, een haarkapper uit zijn geboortestad, en enkele kameraden van de partij. Met zijn vriend en *khaver* Motek «Motoush» Grinberg uit Tomaszow - die in november 1936 naar Spanje vertrok - deelde hij in de Scheldestad een mansarde in de joodse buurt aan het Centraal Station. Zonder verblijfs- en werkvergunning overleefde hij er, zo goed en zo kwaad als het ging. Hij zocht contact met de Rode Hulp en de *Patronatn* en voetbalde in zijn vrije tijd in de club van JASK. Voetballen had hij trouwens ook al gedaan in de vakbondsploeg van Tomaszow. Zo groeide de idee om naar Spanje te gaan, niet alleen om er met de Belgische afvaardiging aan de Olympiade deel te nemen, maar ook om er zich definitief te vestigen.

Het was dus geen onoverkomelijke drang van politiek idealisme die Mink en Krasnowiecki er toe bracht in juli 1936 in Barcelona te blijven.

---

7 *Ibidem.*
8 *Interview met Sophie Wanderer,* Brussel, 19.7.1989.
9 *Interview met Israël Feld,* Antwerpen, 13.3.1986.

Ondanks het feit dat de rechterzijde eind 1933 in Spanje de verkiezingsoverwinning had behaald was de Catalaanse hoofdstad een uitwijkoord geworden voor joodse migranten. Tot omstreeks 1300 had Barcelona een belangrijke joods gemeenschap gekend. Toen werden de handelsvoorrechten teruggeschroefd en verviel de gemeenschap in armoede. Pogroms voltooiden de neergang en in het begin van de 14de eeuw verlieten zo goed als alle nog overlevende joden Barcelona. Na de val van de monarchie in 1931, heeft de stad, gedurende de Tweede Republiek, geprobeerd deze zwarte bladzijde om te draaien. Joodse migranten mochten zich min of meer vrij opnieuw in de stad vestigen, wat ca. 3.500 ook deden. Een groep communistische beroepsrevolutionairen, uit Oost-Europa en uit de migratie, volgden in hun spoor. Ondermeer twee oud-leiders van de joods-communistische groepen in Brussel en Antwerpen, Szaja Kindermann en Jacob Penczyna, waren er komen wonen. Met hen zouden Mundek en Abracha contact opnemen.

Krasnowiecki's politieke activiteit kon ook in Antwerpen niet onopgemerkt blijven. Hij kreeg moeilijkheden met de politie, werd uitgewezen en verhuisde eind 1935 illegaal naar Brussel [10]. Hij vond er werk in een regenmantelbedrijf (wellicht *Le Roi du Caoutchouc* waar zijn latere biograaf Sluszny bediende was), studeerde Frans en werd verantwoordelijke voor de Brusselse *Patronatn* in de joodse sectie van de *Main d'Oeuvre Immigréé* (de MOI), de vreemdelingenorganisatie van de KPB. In juni was hij nog één van de voortrekkers van de staking in de Brusselse confectie, maar «werkloos geworden, illegaal en opgespoord door de politie» – aldus Sluszny [11] – besliste hij net als Mink naar Spanje te emigreren.

Krasnowiecki reisde midden juli met de sportdelegatie naar Spanje, maar voor Mink, die zelfs geen Poolse identiteitspapieren meer bezat, koos de partij een andere weg. Aan het Brusselse Zuidstation werd hij opgewacht door een contactpersoon – Nuchem «Michel» Kotek, die later in Spanje sneuvelde – die hem in opdracht van de partij illegaal over de Frans-Belgische grens bracht. Van daar ging het dan verder naar het lokaal van de *Yidisher Arbeter Sportklub* in Parijs. De dag nadien werd Mink op de trein naar de Spaanse grens gezet, dezelfde trein waarin zich de Belgische delegatie voor Barcelona bevond en waar Mink voor het eerst verbroederde met Krasnowiecki die hij slechts van ver uit Antwerpen kende. Op 21 juli meldden ze zich allebei op het recruteringsbureau van de arbeidersmilities en de 23ste vertrokken ze met enkele tientallen vreemdelingen-vrijwilligers naar het Aragonfront [12]. Mink bleef tot het einde van de burgeroorlog in Spanje. In 1938 werd hij commandant van de joodse Botwin-compagnie. Krasnowiecki – inmiddels tot luitenant gepromoveerd in de Internationale Brigaden – sneuvelde op 14 april 1937 in Tardienta.

---

10 *Di Naie Presse*, 24.6.1937, p. 3. – *Abrasha Krasni. Zeyn heldisher tuyt uyfn slakhtfeld fun freyheyt* (Ilia Rot).

11 *Ibidem.*

12 Patrick von zur Mühlen, *Spanien war ihre Hoffnung. Die deutsche Linke im Spanischen Bürgerkrieg, 136 bis 1939*, Bonn, Verlag Neue Gesellschaft, 1983, p. 207.

Het klein aantal joodse vrijwilligers dat voor de oprichting van de Internationale Brigaden in oktober 1936 naar Spanje vertrok, geeft reeds een aantal elementen aan van het globaal portret van de joodse vrijwilliger uit België. Toch vertonen deze pioniers ook specifieke karakteristieken. Zo waren velen onder hen communistische beroepdsrevolutionairen die door hun politiek engagement in een situatie van vogelvrij-veklaarde migranten waren terecht gekomen. Zij werden aangevuld met een voorlopig nog zeer beperkte groep van jonge politiek gemotiveerde enthousiastelingen, die pas in de migratie waren geradicaliseerd. Onder hen trof men in die beginmaanden ook een groepje trotskisten aan, wat later niet meer het geval zou zijn. Tenslotte waren er enkele *drop-outs* bij wie de politieke bindingen erg vaag waren of gewoon ontbraken. Sociale of persoonlijke motieven (of een samenspel van beide) blijken bij hen vaak te hebben doorgewogen om naar Spanje te vertrekken.

Op 8 augustus 1936 verliet een groep van de *Yidisher Arbeter Sportklub* Parijs voor Irun. Onder hen Leon Baum en Chaim Cukier die allebei jarenlang in België hadden gewoond en waren uitgewezen voor hun communistische activiteiten [13]. Baum, die in Parijs in 1934 ook al op de barricaden had gestaan, sneuvelde in Irun op 3 september. Cukier sneuvelde in 1937 toen hij reeds was opgenomen in de Brigaden.

Op 27 juli was, eveneens uit Parijs, Lajbusz «Leon» Inzelsztajn naar Barcelona vertrokken [14]. Geboren in 1902 in Wloszczowa, een wat grotere *shtetl* tussen Kielce en Czestochowa, belandde Inzelsztajn in 1924 voor twee en een half jaar achter de tralies wegens zijn lidmaatschap van de Poolse Communistische Partij (KPP). In 1929 werd hij, bij verstek, nogmaals tot zes jaar veroordeeld wegens medeplichtigheid aan de moord op een politie-indicateur. Een jaar later emigreerde schoenmaker Leon naar Antwerpen. Ook hij werd uitgewezen en emigreerde, na een tijd illegaal in Brussel te hebben verbleven, naar Parijs. Inzelsztajn sneuvelde in december 1936 aan de Casa del Campo in Madrid.

In augustus 1936 pakte ook Jacques Bachrach, die in de Belgische MOI een belangrijke rol had gespeeld, zijn valies en vertrok naar Baskenland. Net als Mink, Krasnowiecki, Cukier, Baum en Inzelsztajn, was Bachrach in feite een beroepsrevolutionair. Anders dan zij was hij een intellectueel, die eerst in Nancy en later aan de Brusselse ULB geneeskunde had gestudeerd en er in de joodse studentenclub actief was geweest. Anders ook dan de communistische militanten die we tot nu toe portretteerden, kwam dr. «Kuba» Bachrach niet uit Polen maar uit Letland. Reeds in Riga werd deze zoon van een welgestelde handelaarsfamilie aangetrokken door de communistische

---

13 *Di Naie Presse*, 17.7.1938, p. 2. – *Fun Leon Buym biz der Botvin-kompanie* (A. Raiski).

14 *Di Naie Presse*, 16.11.1936, p. 1. – *A bagegenish mit a yidishe militsianerkomisar fun a kuylnvarfer-brigade* (I. Lechter) – *Di Yidishe Presse*, 20.11.1936. – *Der yidishe shuster Leon fun Brisl militsianer in der spanisher republikanisher armey* (I. Lechter).

partij [15]. Lid werd hij pas toen hij in 1924 naar Berlijn ging om er te studeren. Twee jaar later besliste hij zijn studies in Nancy verder te zetten, samen met zijn broer Isaac [16]. «Kuba» richtte er de marxistische studentenorganisatie *Funk* op. Zijn politiek militantisme bezorgde hem een uitwijzingsbevel, zodat hij verplicht werd om in 1931 naar Brussel uit te wijken waar hij in 1933 aan de ULB afstudeerde als dokter in de geneeskunde.

Na zijn studie verplaatste Bachrach zijn actieterrein naar Antwerpen, waar hij zich met de Jiddische sectie van de Rode Hulp en met de politieke en culturele scholing ging bezighouden. Hij werd secretaris van de joodse MOI in Antwerpen [17]. Als gevolg daarvan werd hij in juni 1935 uit België gewezen. Zijn vriendin (en ex-echtgenote van zijn broer Isaac), de in Letland geboren Civja «Cyla» Vospe, was deze eer reeds in maart 1933 te beurt gevallen. «Kuba» Bachrach verhuisde illegaal naar Brussel en in augustus 1936 reisde hij naar Baskenland [18]. Hij werkte er in de medische dienst aan het front, werd een eerste maal in Irun gekwetst, maar keerde na de val van de Frans-Spaanse grensstad de tweede week van september 1936 via Frankrijk naar Spanje terug. Zijn tweede verwonding die hij opliep aan het Aragonfront in oktober (hij werd door 5 kogels getroffen) werd hem bijna fataal. Hij genas op een miraculeuse wijze, maar frontdienst zat er voor hem niet meer in. «Kuba» promoveerde tot chef-arts in het hersteloord van de Brigaden in Benicassim. In maart 1937 kwam zijn vriendin «Cyla» als verpleegster naar Spanje om er te werken in de kliniek van de Socialistische Internationale in Onteniente.

Het was wellicht geen toeval dat de linkse joodse studentenclub aan de ULB, net als deze van Nancy, de naam *Funk* (Vonk) meekreeg. Bachrachs enthousiasme en redenaarstalent bezorgde hem bij zijn meestal heel wat jongere medestudenten een grote populariteit. Rond zijn figuur kreeg de studentenclub in het begin van de jaren dertig gestalte. Nog vooraleer de communisten het vertrek naar Spanje organiseerden, volgden een aantal jonge *Funk*-leden zijn voorbeeld. Begin augustus 1936 trok Abram Gostynski met zijn vriendin Estera Zilberberg naar Irun [19]. Zij waren de eersten in een rij van jonge intellectuelen die later nog zouden volgen. Gostynski was in 1910 in de grote Poolse textielstad Lodz geboren. Eén-derde van de bevolking was er joods. Net als de twee jaar oudere «Estucha» Zilberberg, kwam hij in 1932 naar de ULB om er geneeskunde te studeren. Zij zag het daglicht in de aan Duitsland grenzende provinciestad Kalisz. Ongeveer 35% van de bevolking was er joods. Beiden manifesteerden zich als uitstekende studenten. Toen ze in 1935 haar eerste doctoraat aanvatte kreeg «Estucha» een onderzoeksopdracht in het laboratorium van professor Zunz. Abraham kreeg hetzelfde bij professor Bigwood. Zilberberg was ondertussen ook

---

15 *Di Naie Presse*, 24.10.1936, p. 1 en 3. – *Dr. Kuba Bachrach gefaln uyfn Hueska-front*. – De Nieuwe Pers meldde voorbarig het overlijden van Bachrach. Hoewel zwaar gewond, herstelde hij van zijn kwetsuren.

16 *Dossier Dienst Vreemdelingenzaken Schaarbeek*, Vospe Civja, E31, SP 11.552.

17 *Di Naie Presse*, 24.10.1936, p. 3.

18 *Di Naie Presse*, 24.10.1937, p. 3 – *Meyn bagegenish mit dr. Kuba Bachrach* (A. Doverman).

19 *Interview met Israël Mandelbaum*, Brussel, 4.8.1989.

politiek actief geworden in de *Patronatn* en daarna als partijlid. Voor Gostynski hebben wij geen spoor gevonden van een politieke activiteit buiten het studentenmilieu, maar een *Funk*-lid was hij wel. In augustus 1936 kwam hij bij de vader van Israël Mandelbaum geld vragen om naar Spanje te gaan (Israël Mandelbaum nam enkele maanden later in Brussel de leiding van de communistische sportclub *Einheit* op zich en studeerde eveneens geneeskunde). Gostynski bekocht zijn haat tegen het fascisme met zijn leven. Nauwelijks een maand in Spanje, sneuvelde hij begin september in Irun. Estera Zilberberg bleef nog een tijdje in Bilbao werken en werd na de oprichting van de Internationale Brigaden in de *Servicio Sanitario Internacional* opgenomen.

Jews and Armenians in East Central Europe, ca. 1900

Historical Atlas of East Central Europe

Midden augustus 1936 vertrokken ook twee of drie militanten van de *Groupe de Langue*, de joodse groep die aanleunde bij de trotskistische *Parti Socialiste Révolutionnaire* (PSR), naar Barcelona [20]. Jakub Fajgelzon – in 1910 in Warschau geboren – emigreerde in 1931 naar België. Hij vond werk in de Anderlechtse maroquinerie, het bruggehoofd van de kleine *Bund*-groep waartoe hij behoorde. Trotskist geworden, bracht Fajgelzon een aantal jonge Bundisten naar de PSR, waaronder Abraham «Maurice» Beziner. «Maurice» was in 1918 in het Poolse Aleksandrow geboren – hij was dus pas 18 jaar toen hij met Jakub naar Spanje vertrok – en kwam in 1925 met zijn familie naar Anderlecht. Zijn moeder stierf er een jaar later bij de geboorte van de derde zoon. In 1929 hertrouwde Breziners vader, een melkuitvoerder, en op zijn vijftiende ging Maurice ook als marokijnarbeider werken. Na twee weken wachten in Barcelona vertrokken Jakub en Maurice (en/of «Motke») op 2 september 1936 met de internationale kolonne Lenin van de POUM (de links-socialistische *Partido Obrero de Unificaciòn Marxista* die door de communisten als trotskistisch werd bestempeld, maar door Trotsky zelf als «centristisch» werd afgewezen) naar het front van Huesca. «Motke» raakte er steeds de eerste dag gewond en werd voor verpleging naar Barcelona afgevoerd. De tol lag trouwens erg hoog. Van de 21 buitenlanders in de Lenin-kolonne werden er de eerste dag aan het Aragonfront reeds 3 gedood. De joodse trotskisten stonden dan ook, samen met enkele van hun Belgische kameraden die in Irun hadden gevochten, erg kritisch t.a.v. de organisatie van de Spaanse arbeidersmilities. De meesten onder hen keerden snel naar België terug. Jakub stond in november 1936 al opnieuw in Brussel, maar «Motke» verbleef in januari 1937 nog in de Catalaanse hoofdstad. Wanneer hij terugkeerde weten wij niet.

De derde week van augustus kwam ook Désiré Glaszer in Catalonië aan. Hij was toen 26 jaar en had enkele jaren illegaal bij zijn broer in Angleur gewoond [21]. Waar Glaszer precies vandaan kwam weten wij niet, maar hij bezat de Franse nationaliteit en was uit Frankrijk weggevlucht omdat hij gezocht werd als deserteur. Hij was ook gehuwd maar de naam of de verblijfplaats van zijn vrouw kennen wij evenmin. Wel woonde haar familie in Mexico. Glaszer had in het Luikse als vrachtwagenbestuurder gewerkt en was volgens zijn verklaring tegelijkertijd socialist en communist en lid van de Internationale Rode Hulp. Hij vroeg in Spanje het lidmaatschap van de Spaanse Communistische Partij (PCE) aan. Zijn houding in de 14de Brigade werd door zijn politiek commissaris als – *bonne, toujours prêt au travail* omschreven. Eind 1939 opteerde hij, bij de demobilisatie van de Brigaden, voor een emigratie naar Mexico.

Net als Glaszer kunnen wij ook Nechemjasz «Leo» Wächter (een lompenkoopman uit Rozniatow, een *shtetl* aan de Poolse westgrens) als een

---

20 Nadia DE BEULE, *Met de loupe op zoek naar de Belgische trotskisten in de Spaanse arena*, in *BTNG*, jrg. 18, 1987, nr. 1-2, p. 406-407. – Of het nu om twee of drie personen gaat is niet duidelijk. «Jacob» is ongetwijfeld Fajgelzon, maar of «Maurice» (Breziner) ook nog identiek is aan «Motke» is onduidelijk. In ieder geval hebben wij «Motke» niet kunnen identificeren.

21 *RTSCHIDNI-Moskou, Fonds 545, Microfilm*, G.S. Albacete, 8.39. – Autobiografie van Glaszer Désiré, 7.11.1938. – *Archieven Bevolkingsdienst Angleur*. Charles Louis Glaszer was timmerman en woonde in Kinkempois-Angleur.

Einzelgänger beschouwen. In 1934 emigreerde hij met zijn moeder naar Antwerpen, terwijl zijn vader in Polen achterbleef. Wächter vertrok de tweede week van september naar Spanje. Hij was toen 32 jaar, wat maakt dat wij hem onder de Spanjevrijwilligers eigenlijk reeds als oud kunnen bestempelen. Wellicht als gevolg daarvan werd hij niet aan het front ingezet maar bij de veldartillerie in Barcelona. In september 1938 kwam hij met verlof naar Antwerpen om zijn moeder te bezoeken en in maart 1939 keerde hij, na een maand opsluiting in het kamp van Argelès definitief naar de Scheldestad terug. Dit definitief bleek evenwel van korte duur, want begin mei 1939 kreeg hij van de Belgische overheid een uitwijzingsbevel. Voor de oorlogsperiode zit er een hiaat in onze informatie. In 1948 vestigde Wächter zich in de pas opgerichte joodse staat Israël. Dit was, zo kan ik gerust stellen, niet de levensweg van een modale joodse Spanjevrijwilliger. Wel staat hij wellicht symbool voor de verpauperde en vervreemde joodse kleinburger, voor wie – hoe a-politiek ook – het fascisme een natuurlijke pesthaard en later *Eretz Israël* een natuurlijke zegen was.

1.2. Het georganiseerde vertrek

Het georganiseerd vertrek van de meestal communistische vrijwilligers uit België naar Spanje vanaf de tweede week van oktober 1936 was het gevolg van beslissingen die daaromtrent door Moskou en de Komintern waren genomen [22]. Het vertrek van de joodse vrijwilligers uit Antwerpen en Brussel vormde geen uitzondering op die regel. Eind september stemde het Politbureau van de KPSU in met de vorming van een vrijwilligerskorps en enkele dagen later sloot het Uitvoerend Comité van de Communistische Internationale zich daar bij aan. «Tussen de arbeiders van verscheidene landen» zouden «militair opgeleide vrijwilligers» worden gerecruteerd om ze naar Spanje te sturen [23]. Begin oktober werd hierover een akkoord bereikt met de Spaanse regering: het vrijwilligerskorps werd onder een «autonome» bevelvoering geplaatst (d.w.z. onder de leiding van de Komintern) en kreeg de naam Internationale Brigaden mee. Op 12 oktober 1936 kwamen de eerste vrijwilligers in de pas opgerichte basis van de Brigaden in Albacete aan.

Uit Gent vertrok er op 23 oktober een eerste kleine groep en op 30 oktober een tweede wat grotere groep. De joodse vrijwilligers uit Antwerpen gingen hen zowat een halve maand vooraf. Over het vertrek van die joodse vrijwilligers ben ik eigenlijk relatief slecht ingelicht. Vast staat dat op 17 oktober een grote groep communisten en sympathisanten uit Antwerpen afreisde naar Spanje [24]. Ik zal deze groep de groep Emiel Akkerman noemen,

---

22 Rudi VAN DOORSLAER, *Gentenaars in de Internationale Brigaden. Motivaties voor het vrijwilligerschap in een politiek-militair konflikt*, in *Bijdragen tot de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog*, VI, 1980, p. 152-154.

23 A.I. SOBOLEV e.a., *Outline History of the Communist International*, *op.cit.*, p. 416.

24 Ik had zo goed als uitsluitend getuigenissen ter beschikking om dit te achterhalen. Ik vroeg aan de getuigen met wie zij vertrokken waren. Wanneer ik uiteindelijk die interviews samenlegde, bleek iedereen zowat met iedereen te zijn vertrokken. Deze verwarring was opvallend groot voor het «massale» vertrek in de maand oktober. Dit wijst er nogmaals

omdat de oudste Akkerman er de spilfiguur van was [25]. Wat opvalt bij dit «communistisch» vertrek was dat niet alleen Poolse joden deel uitmaakten van de groep, maar tevens Hongaarse joden. In Antwerpen waren er de Pools-joodse en Hongaarse MOI-groepen en dit verklaart de dubbele samenstelling van de groep die op 17 oktober naar Spanje vertrok.

Diezelfde dag vertrokken er ook een aantal Vlaamse communisten uit Antwerpen, aangevoerd door de drieëntwintig jarige Wilfried Wouters [26]. Zij gingen evenwel rechtstreeks met de trein naar Parijs, terwijl de joodse vreemdelingen over de grens werden geloodst in de buurt van Menen, en pas van daar de trein namen naar de Franse hoofdstad [27]. Allen meldden zich daar bij het recruteringscentrum van de Internationale Brigaden in de rue Mathurin Moreau – waar het huis van communistische vakbonden gevestigd was – en spoorden een dag later naar Marseille. Van daar scheepten ze samen met honderden vrijwilligers van diverse nationaliteiten in voor Valencia.

Hoe talrijk deze joodse groep uit Antwerpen was kon ik niet met zekerheid uitmaken. Volgens de ene getuige een 20-tal, volgens de andere een 30-tal [28]. Het is evenwel waarschijnlijk dat in dat laatste getal ook de Antwerpse Vlamingen, die vanuit Parijs samen met de joodse groep de reis naar Albacete maakten, werden meegeteld.

Bij deze groep trof ik nog migranten aan die reeds communist waren toen ze naar België emigreerden, maar diegenen die in België zelf communist werden vormden toch reeds duidelijk de meerderheid. Alter Szerman kwam in 1921, hij was toen 12 jaar, met zijn familie uit het Poolse Ozarow naar Brussel. Hij leerde het kleermakersvak en werd door zijn werkmakkers naar de *Kultur Fareyn* geloodst. In 1932 vond hij werk in Antwerpen en werd partijlid. Hij begon zich intensief bezig te houden met de vakbondscommissie die binnen de Antwerpse *Kultur Fareyn* actief was. Toen poogden de communisten in de centrales revolutionaire oppositiegroepen te stichten, wat Alter in de kleding ten dele ook lukte. In 1934 werd Szerman als gevolg van zijn politieke activiteiten aangehouden en 4 weken in de gevangenis van de Begijnenstraat opgesloten. Op 3 maart 1934 werd hij bij Koninklijk

---

op hoe voorzichtig er moet omgesprongen worden met interviews om dergelijke preciese gegevens te achterhalen. Het geheugen volgt eigen selectiepatronen – want het gaat in dit geval niet om een bewuste vervorming van de feiten – die vaak afhankelijk zijn van de persoonlijke gevoelsmatige beleving van de gebeurtenissen. Zo bleek de herinnering aan de personen waarmee men naar het front trok veel precieser te zijn dan de opsomming van de personen waarmee men de reis naar Spanje maakte. Zo waren in het algemeen de Spanje-herinneringen vager voor diegenen die daarna in het verzet hadden gestaan dan voor diegenen die daar niet hadden ingestaan.

25 Interviews met David Stern (Brussel, 3.11.1986), Gustav Frumer (Brussel, 9.5.1988), Elie Goth (Brussel, 16.5.1990) en Leon Schreiber (telefonisch, Wenen, 4.5.1990).

26 I.v.m. Wilfried Wouters – in Spanje ook auteur van de brochure «Vlamingen in strijd voor de Vrijheid» – zie: H. DANKAART en R. VAN DOORSLAER, *De aktiviteiten van een kommunistische sabotageorganisatie in Antwerpen en Rotterdam. De organisatie Wollweber (1933-1939)*, in *V.M.T.-Cahier*, 1, 1979, p. 145 e.v.

27 *Interview met Gustav Frumer*, Brussel, 9.5.1988.

28 *Ibidem*, noot 25.

Besluit uitgewezen en over de Franse grens gezet. Hij was echter «sneller terug in Antwerpen dan de gendarmen» en trok naar Etterbeek om te proberen zijn situatie daar te legaliseren [29]. Terug in Antwerpen werd hij één van de vele honderden illegale gastarbeiders die met de permanente schrik leefden te worden aangehouden en uitgewezen. Toen de politie op 23 november 1935 een razzia uitvoerde in een café aan de Plantin en Moretuslei (een café dat de reputatie bezat vaak door «niet in regel zijnde» vreemdelingen te worden bezocht) trof ze daar Alter Szerman in de toiletten aan [30]. Opnieuw zette de caroussel van aanhouding, opsluiting, uitwijzing en illegale terugkeer zich in beweging. Dit leven in permanente angst en spanning was echter zeer zwaar om te dragen, ook voor een overtuigde politieke militant als Szerman. Deze situatie heeft dus zeker meegespeeld in zijn beslissing om, eens het signaal van de partij op groen stond, met de eerste joodse groep uit Antwerpen te vertrekken.

Stond deze levensloop van Szerman, althans voor de periode van de immigratie in België, nog erg dicht bij deze van de beroepsrevolutionairen als Bachrach, Inzelsztajn, Krasnowiecki of Mink, dan was dat voor «Maks» Stark niet het geval. Hij staat eerder model voor de vele joodse arbeiders of ambachtslui die zich aangetrokken voelden tot de antifascistische eenheidspolitiek van de communisten. Hij was m.a.w. een volksfrontrekruut van de jaren 1935-1936.

«Maks» Meier Stark was geboren in 1907 in een klein dorpje in Oost-Galicië, dat toen nog bij Oostenrijk hoorde, en immigreerde in 1927 naar Antwerpen. Hij had in zijn jeugd niets anders dan armoe en ellende gekend. Zijn vader werkte in de mijnen in de buurt van Boryslaw («waar duizenden joodse proletariërs leven in een situatie van koelies», aldus het joods-communistisch blad *Faroys*) en op zijn twaalfde daalde ook «Maks» aan de hand van zijn vader af in de mijn [31]. Om aan deze uitzichtloosheid te ontsnappen, week hij op zijn twintigste naar België uit. Zijn vriendin Genia Gross volgde hem twee jaar later. Ze was pas 20 geworden. Enkele weken na haar aankomst huwden ze voor een rabbijn in de Scheldestad. Met Genia slopen ook de linkse ideeën in het huishouden binnen [32]. Haar vader had na 1917 jarenlang in Siberië gewerkt en bracht zijn revolutionaire sympathieën naar Boryslaw mee terug. Toen haar zus in 1933 voor communistische activiteiten in een Poolse gevangenis belandde, zocht Genia contact met de Lvov-*Patronatn* in Antwerpen. Zo zette ze een eerste stap in een militantenleven dat haar en haar man naar Spanje zou leiden en later in het verzet deed belanden.

«Maks» vond in de Metropool werk als brooduitvoerder, ging daarna in de leer bij een haarkapper en opende tenslotte zelf een klein kapperssalon. Genia werkte reeds van in 1930 als coiffeuse bij Träger in de Mercatorstraat. Op het appartementje van «Maks» en Genia vergaderden vanaf 1934 de

---

29 *Interview met Alter Szerman*, Jette, 21.5 en 5.6.1979.
30 *Dossier Dienst Vreemdelingen*, Stad Antwerpen, 186.433.
31 *Faroys*, n° 2, merts 1938, p. 2.
32 *Interview met Genia Gross*, Antwerpen, 23 januari 1986.

Lvov-*Patronatn*. Een jaar later werd Genia partijlid en enkele weken voor hij naar Spanje vertrok trad ook haar man tot de partij toe. Op een avond in oktober kwam hij naar huis en vertelde Genia dat hij samen met zijn vriend, Isaac «Lombard» Baumol, naar Spanje wou vertrekken. Van de partij hadden ze wat zakgeld en een treinbiljet gekregen. De avond daarop bracht Genia hen naar het Centraal Station waar de rest van de groep hen opwachtte.

Stark, die zoals de meeste vrijwilligers geen enkele militaire ervaring bezat, werd in het Bataljon Edgar André van de 11de Brigade – de Duitse – ingedeeld. Op 2 november 1936 beleefde hij met zijn Bataljon de vuurdoop aan het front van Madrid. «Dit was een historische dag» schreef hij aan Genia, «Franco zal geen koffie drinken in Madrid» [33]. Nog geen week later sneuvelde de 21-jarige Jacob Berbee uit Warschau in de moordende huis-aan-huis gevechten rond de *Ciudad Universitaria*, aan de zuidrand van de Spaanse hoofdstad [34]. Hij was de eerste uit de groep van 17 oktober, maar lang niet de laatste. Met Stark was hij in het Edgar André-bataljon ingedeeld, waar trouwens ook de meeste Vlamingen terechtkwamen. «Maks» bleek een gedisciplineerde en intelligente vrijwilliger te zijn en werd in het voorjaar van 1937 naar de officierenschool van Pozorrubio gestuurd. Bij de slag van Brunette in juli was Stark terug aan het front met de graad van luitenant. Als erg populaire officier bij de manschappen in de Brigade, lanceerde hij toen de idee van een aparte joodse eenheid tijdens een gesprek met de Amerikaanse joodse journaliste Gina Medem [35]. Het zou evenwel nog tot december 1937 duren vooraleer de joodse compagnie Botwin tot stand kwam.

Eind april kwam ook Genia Gross naar Spanje. Zij werd verpleegster in het hospitaal van de Socialistische Arbeidersinternationale in Onteniente. In mei zag ze «Maks» terug, ze had hem een half jaar niet gezien. In de zomer van 1937 kregen ze twee weken verlof die ze samen doorbrachten met dr. «Kuba» en «Cyla» Vospe in het idyllisch hersteloord van de Brigaden in Benicassim. «Maks» was er verplicht in de officierenmess te eten, wat hij erg vervelend vond, maar wat deel uitmaakte van de militarisering en disciplinering van de Brigaden die in april 1937 in het Spaanse Volksleger waren geïncorporeerd [36]. In oktober 1937, bij de militaire campagne in Teruel, werd «Maks», de haarkapper uit Antwerpen, tot kapitein bevorderd [37]. Tussen de veldslagen door lifte Genia zo vaak als mogelijk naar Albacete om er bij haar man te zijn. Midden februari 1938 stortte haar wereld in elkaar. Twee pakjes gecondenseerde melk die ze naar «Maks» had gestuurd werden teruggestuurd met de mededeling: «geadresseerde gesneuveld». Stark was

---

33 *Faroys*, nº 2, merts 1938, p. 2.

34 *Interview met Leon Schreiber (telefonisch)*, Wenen, 18.5.1990 en *het Vlaamsche Volk*, 26.6.1937 (over het sneuvelen van Jack Perbee, in feite Jacob Berbee).

35 David DIAMANT, *Combattants juifs dans l'armée républicaine espagnole*, Parijs, Editions Renouveau, 1970, p. 142.

36 Andreu CASTELLS, *Las Brigadas Internacionales de la guerra de España*, Barcelona, Ariel, 1974, p. 105 e.v.

37 Ramon SALAS LARRAZABAL, *Historia del Ejercito popular de la Republica*, Madrid, Editora Nacional, 1973, IV, p. 3507.

op nieuwjaarsdag van 1938 door twee fragmentatiekogels (dum-dumkogels) getroffen en bezweek na twee dagen doodsstrijd in het veldhospitaal. Iedereen in Onteniente was op de hoogte, maar niemand had het aan Genia durven vertellen. «De joodse arbeiders van België en Antwerpen in het bijzonder zullen hem nooit vergeten», schreef *Faroys* in maart 1938 [38].

Van de 19 joodse vrijwilligers, waarvan wij met min of meer zekerheid konden uitmaken dat ze op 17 oktober uit Antwerpen vertrokken, waren er toen (begin 1938) reeds 5 gevallen. Onder hen Emiel «Tarzan» Akkerman, de oudere broer van «Piet» en de Hongaarse jood Andor «Bondy» Brunner, net als Emiel, een diamantsnijder. De groep van 19 telde trouwens 5 «Hongaren». Drie woonden na het definitief uiteenvallen van de Dubbelmonarchie in 1922 nog in Hongarije, één woonde in het Transsylvanische Viseul (Roemenië) en één in de Karpaten-Oekraïne (Tsjechoslovakije). De belangrijkste onder hen was ongetwijfeld Jouska «Joseph» Weisz. Net als Brunner was hij geboren in Satoraljaujhely, gelegen in het noordoosten van Hongarije tegen de Karpaten aan. Voor de grote crisis uitbrak kwam Weisz in 1928 naar Antwerpen – hij was toen pas 19 – en vond er werk als diamantsnijder. Hij was één van de honderden thuissnijders die, zoals de socialistische leider van de Algemene Diamantbewerkersbond Bartels het verwoordde, zich «als wrakhout» aan het beroep vastklampten. Werkloos geworden ging hij in 1930 naar Binche werken, maar in 1932 was hij alweer in Antwerpen terug [39]. Toen werd hij ook in de partij en in het Hongaarse «1ste Septembercomité» actief [40]. Tot zijn vertrek naar Spanje leidde hij deze organisatie in Antwerpen en werd in 1937 zelfs uit Spanje teruggeroepen om de Hongaarse partijgroepen in België te reorganiseren [41]. Eind 1937 vertrok hij opnieuw naar Spanje om pas in het voorjaar van 1939 naar België terug te keren.

Uit Brussel vertrokken vanaf de derde week van oktober eveneens joodse vrijwilligers naar Spanje. Nochtans kan ik, wat die periode betreft, voor de hoofdstad niet van het «grote vertrek» gewagen. Het is evenwel mogelijk dat zulks aan onvolledig bronnenmateriaal te wijten is, ondermeer aan het kleiner aantal interviews dat ik van Brusselse vrijwilligers heb kunnen afnemen [42]. Onder deze oktober-vrijwilligers waren er opnieuw enkele Polen, maar de meeste Polen uit Brussel vertrokken – zo is althans mijn indruk – toch pas in november. Op 26 oktober vertrok wel een familie Hongaarse Joegoslaven, wat het mogelijk maakte nog een stukje toe te voegen aan de legpuzzel van de Habsburgs-Hongaarse joden, na de Poolse joden de belangrijkste groep onder de joodse Spanjevrijwilligers uit België. Wij hebben reeds vermeld hoe enkele voor de Eerste Wereldoorlog in Hongarije geboren vrijwilligers, na het uiteenvallen van de Habsburgse dubbelmonar-

---

38 *Faroys*, n° 2, merts 1938, p. 2.

39 *Dossier Dienst Vreemdelingen*, Stad Antwerpen, 261.601.

40 *Archieven KPB*, Dossier CPK, autobiografie J. Weisz, 1945.

41 Wellicht was dit omdat er problemen waren met de toepassing van de Volksfrontpolitiek bij de Hongaarse taalgroepen, maar zekerheid hieromtrent heb ik niet. - *Interview met David Stern*, Brussel, 3.11.1986.

42 Dit is grotendeels te wijten aan het niet meer in leven zijn van die vrijwilligers.

chie de Roemeense (Transsylvanië) of Tsjechoslovaakse (Karpaten-Oekraïne) nationaliteit toebedeeld kregen. De joden die verspreid leefden over de diverse nationale groepen die Oostenrijk-Hongarije rijk was, vormden in feite een (zoniet het enige) bindend element in deze sinds het einde van de 19de eeuw door oplaaiend nationalisme verscheurde mozaïek. Bij de onder Hongaars bestuur levende joden was er een intens magyariseringsproces op gang gekomen, dat zich onder meer uitte in het gebruik van de taal. Ook na de Eerste Wereldoorlog, toen Hongarije een groot deel van zijn grondgebied moest afstaan aan Roemenië, en in mindere mate aan de nieuwe staten Tsjechoslovakije en Joegoslavië, bleef het Hongaars voor de joden van die «herschikte» deelgebieden een bindend element.

Endre Basch en Anamarija Revesz stapten in 1915 in Budapest in het huwelijksbootje. Beiden waren afkomstig uit de Banat (Bacza), een streek in het noorden van Servië, en respectievelijk in 1890 en 1898 geboren. Endre studeerde aan de universiteit van Budapest voor ingenieur en ontmoette er zijn vrouw die een verpleegstersopleiding volgde. Beiden kwamen uit een begoede middenklassefamilie. De moeder van Anamarija was in de ban van de Franse taal en cultuur en volgde daarmee het «modernisme» van de joodse middenklassen en intellectuelen op het einde van de 19de eeuw [43]. In 1916 werd Endre's zoon Jovan in Wenen geboren, terwijl hij zelf dienst deed als officier in het Oostenrijks-Hongaarse leger. Na de oorlog kreeg de familie Basch door de internationale grensherschikkingen de Joegoslavische nationaliteit. De jonge Jovan ging naar school in de noordelijke hoofdplaats van de Banat, Subotica, en leerde er in goede Habsburgse traditie niet alleen Servo-Kroatisch maar ook Hongaars en Duits. Het gebruik van het Jiddisch was bij de familie Basch volledig verdwenen. Toen Jovan 6 was lieten zijn ouders hem dopen, nog een element in het assimilatieproces van deze joodse familie. Endre werd actief in de Joegoslavische Communistische Partij en zijn vrouw één van de leidsters van de Internationale Arbeidershulp (IAH). Anamarija Revesz kreeg ook bekendheid door haar feministische standpunten. In 1929 nam ze deel aan een internationaal congres van de IAH in Berlijn waar ze kennis maakte met de Brusselse communist Pasteel [44]. Bij de familie Pasteel, in de cité van Moortebeek, vond haar man later, in moeilijker tijden, nog onderdak.

Als gevolg van zijn politieke actie verloor Endre zijn werk en in 1931 besloot de familie naar Brussel te emigreren. Tussen 1931 en 1936 woonden ze er achtereenvolgens in Elsene, Anderlecht, Brussel, opnieuw Elsene en Schaarbeek. Endre Basch zette zijn politiek activisme in België verder en werd al snel één van de leiders van de Hongaarse MOE in Brussel en lid van de Centrale Sectie van de MOE. Op 10 januari 1933 werd hij bij Koninklijk Besluit uitgewezen. Hij bleef illegaal in Brussel, maar werd in oktober 1934 aangehouden en over de Franse grens gezet. De vogelvrij verklaarde beroepsrevolutionair die hij inmiddels was geworden, liet zich

43 *Interview met Laja Pryzant* (de echtgenote van Jovan Bach), Brussel, 21.11.1986.
44 *Ibidem.*

daardoor niet afschrikken. Hij kwam naar Brussel terug en tot zijn vertrek naar Spanje betrok hij een kamer bij de familie Pasteel.

Anamarija vond werk in een Brussels ziekenhuis, maar toen de KP het «officiële» vertrek naar Spanje organiseerde vertrok ze samen met haar man op 26 oktober 1936. Ook Jovan, die slechts 19 jaar oud was en pas na de uitdrukkelijke toestemming van de toenmalige leider van de Hongaarse MOI - Laslo Gyaros (die niet van joodse afkomst was) – mocht meereizen, vergezelde hen naar het Iberisch schiereiland. Endre Basch werd militair commandant van de kazerne van de Internationale Brigaden in Albacete en daarna kolonel-instructeur voor de artillerie in Pozorrubio. Anamarija Revesz werd verpleegster en later luitenant-hoofdverpleegster in de kliniek van de SSI (*Servicio Sanitario Internacional*) in Valencia. Jovan tenslotte werd sergeant, eerst in de XIde (Duitse), later in de XIIIde (Slavische) Brigade.

Dit veelkleurig portret van de joodse vrijwilligers, dat wij hebben getekend middels deze selectieve doorlichting van het door de communisten georganiseerde vertrek in oktober 1936, bleef in zijn belangrijkste karakteristieken geldig voor het gehele joodse vrijwilligersschap. Qua afkomst: een meerderheid uit Polen, met daarnaast Russen uit het Tsaristisch vestigingsgebied en «Hongaarse» joden in al hun «nationale» diversiteit. Qua politiek profiel: een overgrote meerderheid van communisten, leden en nauwe sympathisanten, waarin de professionele revolutionairen gaandeweg een minder belangrijke plaats innamen. De vrijwilligers verdeelden zich ook tussen Antwerpen en Brussel, hoewel in de beginfase de Scheldestad duidelijk voorsprong nam. Professioneel gezien tenslotte waren er zowel handarbeiders als intellectuelen. Nochtans moeten we ook rekening houden met andere persoonlijke en sociale motieven in het vertrek naar Spanje. Het relatief groot aantal vogelvrijverklaarde beroepsrevolutionairen dat in het begin naar Spanje trok, wijst erop dat het vrijwilligersschap voor hen een gedroomde uitweg was. Bij hen speelden er ongetwijfeld politieke oorzaken mee in hun maatschappelijke marginalisering. Bij anderen waren de oorzaken veeleer van sociaal-culturele oorsprong te noemen.

1.3. De schipbreukelingen van het leven.

Tussen het politiek engagement van de personen die in dit verhaal zo'n grote rol spelen en hun maatschappelijke marginalisering was er een verband dat ik als dialectisch causaal zou willen omschrijven. Uit de sociale achteruitzetting en de ellende groeide het verzet en het politiek bewustzijn, wat op zijn beurt leidde tot een blijvende maatschappelijke marginalisering. Hieruit putten deze beroepsrevolutionairen dan weer de kracht om vast te houden aan hun ideaal.

Dat andere migranten, die om zeer diverse persoonlijke of sociale motieven aan de zelfkant van de maatschappij waren terecht gekomen, als Spanjevrijwilligers het pad van de communisten kruisten hoeft niet te verbazen. In deze periode van crisis, werkloosheid en toegenomen dreiging voor vreemdelingen, in deze periode van angst en uitzichtloosheid, werd

de Spaanse burgeroorlog ook door vele niet politiek-geëngageerden ingehaald als een hoopvolle gebeurtenis. Ginds waren de verschoppelingen opgestaan tegen de machthebbers. Wie nog niets had gemaakt van zijn leven, en evenmin het vooruitzicht had dat nog te kunnen doen, kreeg met het vrijwilligersschap voor Spanje als het ware een onvoorziene kans voorgeschoteld. In het nieuwe Spanje zouden de paria's aanvaard worden en zouden ze de kans krijgen hun waardigheid en zelfrespect terug te winnen. Deze dimensie van het Brigaden-fenomeen lijkt mij bij zeer velen een belangrijk motief te hebben gevormd. Uit de gesprekken met oud-vrijwilligers blijkt dit trouwens zowel bij de «politieken» als bij de «niet-politieken» het geval te zijn geweest.

Het levensverhaal van Mordko Szymanowicz wijkt eigenlijk nauwelijks af van dat van de politieke militanten uit de vorige hoofdstukken. Alleen was hij geen communist toen hij in november 1936 met een joodse groep uit Brussel naar Spanje vertrok. Geboren in 1910 in de Poolse textielstad Lodz, woonde hij met zijn 2 broers en 2 zusters in een klein stadje in de nabijheid van Lodz, waar zijn vader een kleermakerszaak uitbaatte. Net als zowat overal in Polen waren er echter ook daar te veel (joodse) kleermakers. Vaker dan hem lief was ging Mordko met een lege maag naar bed. Zijn vader, die lid was van de religieus-zionistische vereniging *Misrachi*, stuurde hem naar een zionistische school waar het onderwijs in het Hebreeuws werd gegeven. Thuis sprak de familie Jiddisch. Mordko verliet de school toen hij 12 werd en zocht dan een beroep aan te leren. Eerst ging hij in de leer bij een timmerman, maar kon dat lichamelijk niet volhouden. Daarna zocht hij heil bij een chocolademaker, een banketbakker en een slotenmaker. Al die tijd bleef zijn bedoeling een beroep aan te leren om in Israël iets nuttig te kunnen doen. Mordko had zich in de jeugdbeweging van de socialistisch-zionistische vereniging *Poale Tsion*, de *Dror*, ingeschreven, terwijl één broer communist was en een andere broer samen met een zuster in de *Betar*, de jeugdbeweging van de extreem-rechtse «revisionistische» zionisten, militeerde. Toen hij 19 was verliet Mordko Szymanowicz Polen voor België, met de uiteindelijke bedoeling naar Israël of naar de Verenigde Staten door te reizen.

Eerst wou hij geld verdienen en daarom trok hij naar Seraing waar een kennis van de familie woonde. Dank zij deze kennis vond hij bijna onmiddellijk werk in een metaalbedrijfje in Flémalle-Haute. Twee jaar later trouwde Mordko met het uit Polen overgekomen nichtje van zijn huisbaas. Maar het huwelijk liep op de klippen en Mordko hield het in de kleine joodse gemeenschap van Seraing, waar iedereen iedereen kende, niet meer uit. Zijn schoonfamilie wees hem met de vinger en vol schuldgevoelens vluchtte Mordko in 1935 naar Brussel.

De contacten die hij in het Luikse had onderhouden met de *Poale Tsion* en de *Dror*, ruilde Szymanowicz in Brussel in voor contacten met de communisten. In Luik waren zijn sociale relaties trouwens beperkt gebleven tot de joodse ambachtslui en arbeiders – en ook wel zijn Belgische werkmakkers – terwijl de talrijke joodse studenten in het Luikse voor hem onbekenden bleven. Deze getuigenis wijst erop dat er een duidelijke sociale differentiatie bleef bestaan in het joods migrantenmilieu die ook in het

communistisch milieu niet helemaal werd opgeheven. Het feit dat Mordko Szymanowicz in Brussel in een communistisch midden verzeilde, was aan een toeval toe te schrijven: hij ontmoette er de broekenmaker «Nathan» die hij vaag uit Seraing kende. Dat dit milieu ook zijn nieuwe vrienden- of kennissenkring werd, was al veel minder toevallig. Zonder enig perspectief en in een persoonlijke crisissituatie, hadden enkele joodse communisten, die zelf met moeite het hoofd boven water konden houden, hem een houvast gegeven. Met hen – Leib «Leon» Reiss, Jozef Ghilman en «Nathan» – vertrok Mordko Szymanowicz in november 1936 naar Spanje [45].

Opvallend bij deze groep uit Brussel was dat er geen enkele «Brusselaar» bij was: «Nathan» en Szymanowicz kwamen uit Seraing, Ghilman en Reiss uit Antwerpen. Reiss was geboren in 1909 in een klein dorpje in Oost-Galicië, Ghilman in 1906 in de Bessarabische hoofdstad Kichineff. Beiden kwamen vóór de crisis uitbrak naar Antwerpen. Ghilman vond er werk als timmerman, Reiss werkte als losse werkman achtereenvolgens bij General Motors, in de loodfabriek van Merksem, in de glasfabriek van Merksem en bij een kleine joodse fabricant van fantasieartikelen in plastiek. In 1929 huwde Ghilman met Ruchla Coperbac. Drie jaar later werd hun dochter geboren, maar in 1935 volgde een scheiding en in april 1936 verhuisde hij met zijn dochter naar Anderlecht. Daar was sinds twee maanden ook Reiss aanbeland, op zoek naar werk.

Anders dan Szymanowicz, waren zowel Ghilman als Reiss reeds enkele jaren communistische sympathisanten. Reiss was al sinds 1932 een regelmatige bezoeker van de *Kultur Fareyn* geweest en had contact met de Antwerpse communisten Jef Van Extergem en René Dillen. Ghilman zowel als Reiss werden begin 1936 dus buren van «Nathan» en Mordko Szymanowicz, die sinds eind 1935 in de joodse buurt van Anderlecht een kamer betrokken. Enkele maanden later vertrok Szymanowicz, de verloren zoon van het zionisme, samen met hen naar Spanje om het fascisme te verslaan.

*

Eind november 1936 vertrok Abraham Ehrenberg, een bontwerker uit Brussel, naar Spanje. Geboren in Szczepanow (nabij Wroclaw) in 1909, woonde hij met zijn familie in het West-Galicische Tarnow en kwam op zijn achttiende naar Brussel. Een jaar later volgde zijn vader en samen betrokken ze een appartementje in de Krakeelstraat in de Marollen. Een paar huizen

---

45 'Nathan', de broekenmaker uit Seraing, die in Spanje was en tijdens de bezetting aan de Brusselse Beurs werd doodgeschoten, kon ik niet identificeren. Szymanowicz kende zijn familienaam niet meer, en de andere Brusselse getuigen konden mij evenmin helpen. Wellicht houdt dit verband met het feit dat 'Nathan', als 'migrant' uit Seraing, in het Brussels communistisch milieu niet zo gekend was. Leib Reiss die Nathan eventueel had kunnen identificeren, was reeds te ziek om nog geïnterviewd te worden (wij beschikken wel over het interview dat Ward Adriaens afnam van Reiss maar dit gegeven komt daarin niet voor). – Ward ADRIAENS, *Vrijwilligers voor de vrijheid. Belgische anti-fascisten in de Spaanse burgeroorlog*, Leuven, Kritak, 1978, p. 61 e.v.

verder installeerde zich in 1931 de vijf jaar oudere schoenmaker Israël Cyngiser.

De bij uitstek populaire Marollenwijk telde vanaf het midden van de jaren twintig een omvangrijke joodse inwijking, waar vooral de pas aangekomen arme immigranten een eerste nederzetting vonden. Met de bewoning ten zuiden en ten westen van het Zuidstation (Sint-Gillis en Anderlecht) en het zuid-westelijk deel van Brussel zelf (rond het Anneessens- en Rouppeplein en in de Marollen) vormde dit deel van de hoofdstad het belangrijkste woongebied van de joodse migranten. Een tweede concentratie situeerde zich rond het Noordstation, op het grondgebied van Schaarbeek en Sint-Joost-ten-Node.

Cyngiser, die toen reeds een dochter had van zijn vriendin (die officieel nog in Antwerpen woonde), trouwde in januari 1934 en verhuisde naar de Huidevettersstraat, in feite op enkele stappen van zijn vorig verblijf. Werkloos geworden door de crisis, ging Cyngiser voor eigen rekening werken en opende een schoenmakersatelier in een kelder in de Merodestraat in Sint-Gillis. Daar kreeg hij gemiddeld een drietal klanten per week [46].

Ehrenbergh, die een vriend van Cyngiser was geworden, vond werk in een bedrijf van bontmantels in Anderlecht, trouwde in 1933 met een kleermaakster uit Warschau en ging ook in Sint-Gillis wonen. Een jaar later werd zijn dochter geboren. Maar toen liep het mis. Ehrenberghs vrouw moest als psychiatrische patiënte opgenomen worden in Geel. Hij ging met zijn dochter twee jaar vlak bij het Anneessensplein in de Anderlechtsesteenweg wonen, en vertrok eind november 1936 naar Spanje. Hij had voordien nooit enige politieke activiteit betoond, maar zijn vriend Cyngiser – die zich in maart 1937 ook meldde voor de Brigaden – onderhield wel contacten met de communistische familie.

Ehrenberg werd in april 1939 vrijgelaten uit het kamp van Gurs en kwam toen in de Wasserijstraat in de Marollen bij zijn vader en tante inwonen. Nog geen jaar later stierf hij, ziek en gebroken, in het Brugmannziekenhuis. Cyngiser, die het tot sergeant in de Dombrowski had gebracht, liep na vier maanden een zware kwetsuur op en werd in oktober 1937 als invalide gerepatrieerd. Ook hij kwam in de Wasserijstraat wonen, waar zijn vrouw inmiddels haar intrek had genomen.

Zijn Spaans avontuur kostte hem niet alleen zijn gezondheid, maar ook zijn Poolse nationaliteit. Op vraag van zijn advocaat maakte het Pools consulaat in alle duidelijkheid de reden bekend van de maatregel die ze had getroffen: *Monsieur Israel Jakub Cyngiser a perdu la nationalité polonaise par le même fait qu'il a accepté le service militaire dans l'armée espagnole* [47]. Ook voor de Belgische autoriteiten was Cyngiser niet direct een welkome

---

46 Stadsarchief Brussel, *Dossier Dienst Vreemdelingen*, 188.775.

47 *Brief van het Konsulat Rzeczypospolitej Polskiej w Brukseli aan de advocaat van Cyngiser*, dd. 8.11.1938, in *Ibidem*.

gast. Door zijn vertrek naar Spanje had hij zijn onbeperkte verblijfsvergunning verspeeld. Eind 1937 en eind 1938 had hij nog twee maal een tijdelijke vergunning gekregen, maar in december 1939 werd die op bevel van de Vreemdelingenpolitie ingetrokken. Op 22 decembe 1939 werd hij opgesloten in Sint-Gillis en naar het vluchtelingencentrum van Merksplas overgebracht. Van daar werd hij in mei 1940 als «verdachte» naar Gurs gedeporteerd. In december 1940 kon hij het kamp ontvluchten en kwam naar de Marollen terug.

Het zou niet de laatste ontsnapping van Cyngiser zijn. Opnieuw in contact met de joodse communisten sloot hij in 1942 aan bij de Brusselse partizanen en later bij het Mobiel Korps van de partizanen gebouwd rond de MOI [48]. Aangehouden in maart 1943 werd hij op 3 april naar de kazerne Dossin in Mechelen overgebracht. Ingeschreven op de deportatielijsten voor Auschwitz, was hij één van de joodse verzetslui die met het XXste konvooi van 19 april 1943 werd weggevoerd en uit de rijdende trein wist te springen [49]. Enkele maanden later zette Cyngiser zijn ultieme vlucht naar het leven op touw: hij slaagde erin naar Zwitserland te ontkomen. Deze «desertie» uit de rangen van de partizanen koste hem na de oorlog zijn erkenning als gewapend weerstander.

*

Eind februari 1936 maakte modeontwerpster Jeanne P. uit Jette op de trein Parijs-Brussel kennis met een mijnheer uit Noorwegen die haar zo veel vertrouwen inboezemde dat ze inging op zijn voorstel voor haar een winkel te openen in Oslo [50]. Samen zouden ze met het vliegtuig naar de Noorse hoofdstad vertrekken en Jeanne P. betaalde hem 4.000 F voor de vliegtuigbiljetten. Aangekomen in Brussel stuurden ze twee omslagen met geld, in totaal 26.000 F, poste restante naar Malmö en Bergen om de eerste kosten te dekken. Bij de volgende afspraak kwam de Noorse mijnheer evenwel niet opdagen. De twee omslagen die in Noorwegen lagen te wachten, bleken bij nazicht alleen krantenpapier te bevatten. Mevrouw P. was het slachtoffer geworden van een oplichter, die naderhand door de politie werd geïdentificeerd als Kalma «Clement» W. uit Antwerpen.

Geboren in Bedzin (Silezië) in 1909, kwam Kalma toen hij vijftien was bij zijn grootvader in Antwerpen wonen. Deze had zich reeds voor de Eerste Wereldoorlog als diamanthandelaar in de Scheldestad gevestigd. Vijf jaar later besloten ook zijn ouders en broer naar Antwerpen te komen. Zij richtten er een confectiebedrijfje op aan de Offerandestraat en de oudste zoon Kalma werd vertegenwoordiger voor de zaak. Hij leek dus in alle opzichten meer geluk te hebben dan de meerderheid van zijn geïmmigreerde joodse landgenoten, maar door een speling van het lot kreeg zijn leven een zware klap. In 1935, bij de bevalling van hun dochter, stierf zijn vrouw. Kalma raakte

---

48 Maxime STEINBERG, *L'Etoile et le fusil. La traque des Juifs* (Vol. II), Brussel, Vie Ouvrière, 1986, p. 10, 25 en 55.

49 *Ibidem*, p. 85-88.

50 *P.v. Politie van Brussel ten laste van W. Clement*, 22.2.1936 (Eigen verzameling documenten).

daardoor erg van slag en verhuisde naar Brussel. Wat er daarna precies gebeurde zouden we alleen met onze verbeelding kunnen invullen. De summiere gekende feiten kunnen als volgt worden samengevat: in februari 1936 werd tegen Kalma W. een onderzoek ingeleid wegens oplichting en hij vertrok, zonder zijn ouders of wie dan ook op de hoogte te brengen, eind 1936 naar Spanje. Op politiek vlak was hij nooit actief geweest.

W. werd in Spanje officier en bleef tot begin 1939, na de officiële ontbinding van de Brigaden, met de laatste buitenlandse desperado's doorvechten om in Catalonië de aftocht te dekken. Politiek engagement of idealisme zijn niet eendimensioneel, en de weg die er toe leidt evenmin. Slechts in de globale context van alle sociale en emotionele aspecten van een menselijk bestaan, als individu én als onderdeel van een sociaal collectief, kan men een politiek engagement of een politieke daad correct duiden. Het geïsoleerd observeren van het moment van de politieke daad biedt een onvolledig en soms vals perspectief, wat in deze collectieve biografie reeds meermaals impliciet is gebleken. Enkel een in de tijd van een mensenleven gespreide kijk, gelardeerd met de maatschappelijke context, laat toe door de oppervlakte te prikken. Slechts dan kan de historicus de politiek-ideologische dimensie uit het abstract en mystifiërend carcan halen waarin zij maar al te vaak wordt gestopt.

Nochtans houdt de werkelijkheid nimmer op valstrikken uit te zetten voor de geschiedschrijver. Josef Zalcsztejn uit Warschau, kwam als zevenjarige met zijn oudere en jongere broer in 1921 naar Schaarbeek wonen. Josef kon van zijn familie niet de financiële ruggesteun krijgen die Kalma W. wel kreeg. Vanaf zijn zestiende werd hij in het harde bestaan gegooid dat het lot was van zo vele joodse migranten. Zijn zoektocht naar werk bracht hem tussen 1932 en 1936 achtereenvolgens in Charleroi, Borgerhout, Brussel, Antwerpen, Villers-la-Ville en opnieuw Antwerpen. Daar was hij winkelknecht geworden bij een joodse poelier uit de Lange Kievitstraat. Toen hij op 29 maart 1937 per fiets de stad had doorkruist om voor zijn baas de rekeningen te ontvangen, kwam hij niet meer terug opdagen [51]. Een dag later stelde de politie vast dat hij was verdwenen. Uit de gegevens over oud-Interbrigadisten die zich in maart 1939 in het Franse concentratiekamp van Saint Cyprien bevonden, kon ik afleiden dat Zalcsztejn toen naar Spanje was vertrokken [52]. Had hij die negentiende maart 1937 geld gestolen omdat hij vechten tegen het fascisme zinvoller vond dan kippen rondvoeren, of was hij naar Spanje gegaan omdat hij een dief was ?

1.4. De beste zonen en dochters van het communisme.

Op 23 november 1936 bracht een trotse Julien Lahaut voor het Secretariaat van de Komintern in Moskou verslag uit over de inspanningen die zijn partij,

---

51 *P.v. Politie Stad Antwerpen*, 4.4.1937 (E.v.d.).

52 A.M.B.Z., *Spanje-Burgeroorlog*, dossier nr. 11.170. Brief van *Prefect van de Pyrennées Orientales aan Walter Loridan*, Zaakgelastigde van de Belgische Ambassade in Amelie-les-Bains, 14.3.1939.

de KPB, voor de Spaanse zaak had geleverd: *Nous avons décidé de ne pas nous borner à envoyer que des vivres et nous avons envoyé des hommes. Nous avons estimé qu'il fallait en Belgique donner l'exemple. Et nous sommes parvenus à envoyer 600 camarades MOE et Belges* [53]. Dat Lahaut zo nadrukkelijk het aandeel van de buitenlandse communisten vermeldde in het vrijwilligersschap voor Spanje, is geen toeval. De KPB had vanaf de derde week van oktober de organisatie van het vertrek ter hand genomen en een maand later waren de resultaten voor een kleine communistische partij als de Belgische ongetwijfeld opmerkelijk te noemen. Precies het groot aandeel van de MOE daarin had dit mogelijk gemaakt. Onder de ca. 2.400 vrijwilligers uit België die naar Spanje trokken, bevonden zich ca. 800 vreemdelingen [54]. Een op drie onder de vrijwilligers was dus vreemdeling, terwijl in 1930 de vreemdelingenbevolking maar 3,9% uitmaakte van de totale Belgische bevolking [55]. De 800 vreemde vrijwilligers verdeelden zich grosso modo als volgt: 245 Polen (exclusief joden uit Polen), 200 joden van diverse nationaliteiten, 165 Italianen en ca. 190 van andere nationaliteiten (in dalende orde van belangrijkheid: Duitsers, Joegoslaven, Tsjechoslovaken, Hongaren, Roemenen, Russen, enz.) [56].

Door dit talrijke vertrek van de vreemde communisten was het haast ondenkbaar dat de MOI-leiders aan de kant bleven toekijken, terwijl ze wel het vertrek organiseerden. Nochtans stond de partij meestal weigerachtig t.a.v. het vertrek van haar vreemde kaders, zoals ze trouwens ook

---

53 Archieven KPB, *Microfilm I.M.L.-Moskou - nr. 15.* - P.v. van de vergadering van het Secretariaat van de Komintern, 23.11.1936, p. 13.

54 Dit cijfer van 1.600 vrijwilligers van Belgische nationaliteit, steunt op het zeer uitgebreid bronnenonderzoek van Belgische en Spaanse archieven die ik reeds partieel gebruikte voor de monografie over de Gentse Brigadenvrijwilligers. Toen, in 1980, had ik 1.100 steekkaarten aangelegd van Belgische vrijwilligers. Bij het opmaken van een tweede *status quaestionis* voor het VUB-ULB colloquium in 1986 over «België en de Spaanse Burgeroorlog» waren daar 200 steekkaarten bijgekomen. Dit was hoofdzakelijk toe te schrijven aan de incorporatie van de namen die in de Archieven van het Ministerie van Buitenlandse Betrekkingen op de paspoortlijsten voorkwamen. Sinds 1986 kwamen daar nogmaals 300 namen bij dank zij de archieven van het Auditoraat Generaal in Brussel (met de zo goed als volledige lijsten van de vrijwilligers die door de Belgische politiediensten werden gesignaleerd) en de archieven van de Belgische sectie van de Generale Staf van de Internationale Brigaden in Albacete. Deze laatste dossiers berusten in het Russisch Centrum voor de Conservatie en de Studie van de Documenten betreffende de Moderne Geschiedenis (RTSCHIDNI) in Moskou (het voormalige Instituut voor Marxisme-Leninisme). Ik kon dit precieus materiaal raadplegen dank zij José Gotovitch. – Rudi VAN DOORSLAER, *Gentenaars in de Internationale Brigaden, op.cit.* – Rudi VAN DOORSLAER, *De Internationale Brigaden: de vrijwilligers uit België – een status quaestionis*, in *BTNG*, XVIII, 1987, 1-2, p. 159 e.v.

55 *Démographie de la Belgique de 1921 à 1939*, Bruxelles, Ministère des Affaires Economiques – Office central de Statistique, 1943, p. 41.

56 Voor de Polen cfr.: Frank CAESTECKER en Rudi VAN DOORSLAER, *Poolse vrijwilligers uit België in de Internationale Brigaden*, in *BTNG*, XVIII, 1987, 1-2, p. 215 e.v. – Voor de Italianen cfr.: Anne MORELLI, *Les Italiens de Belgique face à la Guerre d'Espagne*, in *BTNG*, XVIII, 1987, 1-2, p. 187 e.v. Wat het geschat aantal buitenlanders van andere nationaliteiten betreft heb ik mij gesteund op de 60 namen die reeds in mijn steekkaartbak zaten. Dit cijfer 190 ligt ongetwijfeld nog aan de lage kant, zeker wanneer ik bedenk dat bij het begin van het onderzoek over de joodse vrijwilligers er slechts een 20-tal (van de in totaal 196 !) op steekkaart stonden.

weigerachtig stond t.a.v. het vertrek van haar Belgische kaders. De moeilijkheden die enkele joodse MOI-verantwoordelijken ondervonden om naar Spanje te gaan zijn hiervoor illustratief.

De vierde week van oktober vertrok Israël «Piet» Akkerman en volgde hiermee het voorbeeld van zijn broer Emiel die de week voordien naar Spanje was afgereisd [57]. Anders dan de beroepsrevolutionairen die eigenlijk in de clandestiniteit trachtten te overleven, zat Piet Akkerman in een relatief comfortabele positie. Zijn naturalisatie was dan wel afgewezen, maar dat betekent nog niet dat het voor de Belgische autoriteiten gemakkelijk zou zijn geweest om hem uit te wijzen. Piet was in Antwerpen geboren en genoot in 1936 bescherming van het sociaal netwerk dat hij door zijn vakbondsactie in de diamant had opgebouwd. In het licht van de terughoudendheid die de KP-leiding daarna aan de dag legde om haar «sociaal» belangrijke militanten te laten vertrekken, is dit vertrek bijgevolg niet goed te begrijpen. Piet was natuurlijk een erg karaktervolle idealist die wellicht door niemand kon tegengehouden worden, ook door de partij niet. «Ik had toch niet het recht om niet te gaan. Ik moest toch gaan» schreef hij in de brief aan zijn moeder. «Als ik gezien heb, hoe daar in Spanje het vat buskruit ligt, dat heel de wereld in vuur en vlam ging zetten, de verdrukking bestendigen, de menschenmoord wetenschappelijk ging doorvoeren, heel de voortbrengende menschheid verbeesten en vertrappen; toen ik dat gezien heb, kon ik toen niet gaan ? Kon ik dan aarzelen, al is het zelfs met mijn luttele (...) krachten mede te helpen de wereldoorlog te verhinderen en 't fascisme te verslaan ?» [58].

Piet Akkerman deed in Spanje wat hij ook in Antwerpen had gedaan. Hij discussieerde, organiseerde en bracht het met zijn charismatische leiderskwaliteiten op twee maanden tijd tot politiek commissaris van het Frans-Belgisch Bataljon André Marty. *Vers la Liberté*, de krant van het Bataljon A. Marty, waarin trouwens de meeste Belgische vrijwilligers waren ondergebracht, werd door hem gesticht. Tussen de frontacties door was Akkerman permanent bezig secties bij elkaar te brengen om problemen uit te praten, een persoverzicht voor te lezen of politieke scholing te geven. In zijn dagboek noteerde hij: «De mens moet de eerste bekommernis zijn van de politiek commissaris» [59]. De politiek commissaris moest ervoor zorgen dat iedereen goed gevoed en gekleed werd, maar ook dat de culturele behoeften niet werden verwaarloosd, want dat was «essentieel om het klassebewustzijn te versterken». In zijn nagelaten bloc-note bekritiseerde hij niet alleen het gebrek aan discipline en de dronkenschap onder de manschappen, maar ook de militaire fouten die door de bevelvoering werden

---

57 Voor een uitgewerkte biografie van de uitzonderlijk boeiende figuur van Piet Akkerman verwijs ik naar mijn artikel in het Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis. – Rudi VAN DOORSLAER, *Israël «Piet» Akkerman, de diamantzager (1913-1937). Een joodse militant van de Derde Internationale in Antwerpen*, in *BTNG*, XXII, 1991, 3-4, p. 721-782.

58 *Herdenkingsnummer gewijd aan de gebroeders Ackerman*. Uitgegeven door de KP-federatie Antwerpen, s.d. (1937), p. 4.

59 *Vers la Liberté. Journal du Bataillon A. Marty*, 12ème Brigade Internationale, n° 32, 18.5.1937, p. 6.

gemaakt. De kracht van de Brigaden lag volgens Akkerman bij de soldaat die moest «begrijpen» waarvoor hij vocht. Dat bewerkstelligen was de taak van de politiek commissaris. Deze klemtoon op de politieke motivatie van de Brigade-vrijwilliger vormt ook een aanwijzing voor de innerlijke strijd die zich bij de jonge Akkerman had afgespeeld tussen zijn antimilitaristische overtuiging en de nieuwe situatie die door de strijd tegen het fascisme was ontstaan. In een brief aan de vriendin van Israël Akkerman getuigde een frontkameraad uit het Bataljon van deze tweespalt, die trouwens niet alleen bij «Piet» maar bij een gehele generatie van jonge arbeidersmilitanten aanwezig was. «Ikh hob im gekent als feynt fun krig», schreef hij in zijn brief die later in *Di Naie Presse* werd afgedrukt [60]. Piet haatte niet alleen de oorlog, maar alle geweld en wapens, zoals het joodse volk ieder militarisme haatte. Daarom ook had zijn frontkameraad «Piet» zo bewonderd «ven ikh hob gezen mit velker farshtendish er hot zikh tsugepast tsu di militerishe nuytvendikeytn» [61]. De laatste zin in zijn nagelaten notaboek luidde: «Zich laten doodschieten is geen kunst» [62]. Op 1 januari 1937 liep hij in Algora, een schamel Spaans dorpje in de Guadalajara, in een hinderlaag en kreeg een bajonetsteek in de buik [63]. Een dag later overleed hij aan zijn verwondingen. Op de plaats waar ze hem begroeven stopten zijn kameraden een fles onder de grond waarin ze een papiertje met zijn naam hadden geschoven.

*

Jacques Gunzig, de nummer twee van de joodse MOI in Antwerpen, vertrok in november 1936, enkele weken na Piet Akkerman, eveneens naar Spanje. Voor hem lagen de kaarten anders. Sinds oktober had hij zich zeer actief bezig gehouden met het begeleiden van vreemde vrijwilligers over de Frans-Belgische grens en die clandestiene bezigheid was ook aan de politie niet helemaal ontgaan. Gunzig, de oud-leider van de links-zionistische pioniersvereniging *Hashomer Hatsaïr*, was één van de militanten die in 1936 opdrachten voor de Internationale uitvoerde. In het voorjaar van 1935 werd hij één van de leiders van de Birobidjan-propagandaclub *Prokor*. Zijn professionele bezigheden als handelsvertegenwoordiger voor de Architectuuruitgeverij Tunnel lijken mij een dekmantel te zijn geweest voor allerlei opdrachten, die hem trouwens één maal per week naar Parijs brachten [64]. Om die reden was Gunzig met zijn vriendin, de oud-Palestinapionier Ruchla «Rachel» Eksztejn, in maart 1936 naar Elsene verhuisd [65]. Terwijl Gunzig niet thuis was kreeg «Rachel» op hun appartement in Elsene bezoek van de politie. Zij herinnerde zich hoe zij nog de dag voordien toevallig tussen de boeken van Jacques een kaart had gevonden waarop de overgangen aan de Frans-Belgische grens waren aangekruist. Wijselijk had

---

60 «Ik heb hem gekend als een vijand van de oorlog» – *Di Naie Presse*, 24.11.1937, p. 3 (ook gedeeltelijk afgedrukt in *Het Vlaamsche Volk*, 24.4.1937, p. 3).
61 *Ibidem*.
62 *Vers la Liberté*, *op.cit.*
63 *Het Vlaamsche Volk*, 27.11.1937.
64 *Interview met Ruchla Eksztejn*, Brussel, 23.11.1983.
65 Stadsarchief Antwerpen, *Dossiers Dienst Vreemdelingen*, 251.511.

«Rachel» die kaart goed weggestopt. De politie, die haar vragen stelde over het tijdsgebruik van haar vriend, vond niets.

Als gevolg van dit bezoek besloot Gunzig dat het tijd was om te vertrekken. Hij vroeg en kreeg toelating van de partij. «Rachel» kreeg die toestemming echter niet. De partij meende dat niet iedereen kon vertrekken, dat er voor haar, anders dan voor Jacques, geen dwingende redenen bestonden en dat ze haar politieke taak in de joodse MOI-jeugd in Brussel moest verderzetten. Voor «Rachel» was het de tweede weigering. In juli 1936, toen ze met de Olympiadedelegatie in Barcelona verbleef, hadden de PCE-MOI verantwoordelijken haar naar België teruggestuurd. Deze keer wou ze van geen wijken weten en samen met haar vriend nam ze de trein naar Parijs. Ze zou er Joseph Leemans, die naar het verzamelcentrum van de Brigaden was afgevaardigd door de KPB, trachten te overtuigen haar naar Spanje te laten vertrekken [66]. Leemans stemde na aandringen van Gunzig in, op voorwaarde dat ook André Marty, de chef van de Internationale Brigaden in Albacete, akkoord kon gaan. Dat verliep uiteindelijk vlotter dan «Rachel» had verwacht, aangezien een apothekeres in de kazerne van de Brigaden wel nuttig werk kon verrichten. Luitenant Rachel werd er uiteindelijk hoofd van de centrale farmacie.

«Met de tien mensen die in haar laboratorium werken heeft ze nu een kibboets in het klein uitgebouwd», schreef Dov Lieberman een jaar later in een portret van Rachel voor *Di Naie Presse* [67]. Met die «kleine kibboets» maakte Lieberman uiteraard allusie op haar *Hashomer Hatsaïr*-verleden. Zijn bedoeling met dit portret was Rachel tot voorbeeld te stellen voor de socialistisch-zionistische pioniers. Zij was eerst «met haar mooie utopische commune-idealen ver weg gebleven van de brede massa en de arbeidersbeweging», maar kwam later tot het inzicht dat het «niet door 'het geluk' van enkelen in de kibboetsen was dat de problemen van de joodse massa zouden worden opgelost». In plaats van «kommunistish far zikh aleyn» (communistisch voor zich alleen), stond Rachels «kibboets» in Albacete nu ten dienste van de massa, benadrukte Lieberman.

Op 30 mei 1938 huwde Rachel met Jacques «Dolly» Gunzig in Mataro en een maand later werd hun zoon geboren. Zij gaven hem symbolisch de naam Aragon-Edgar mee. Gunzig, die na zijn aankomst in Spanje enkele maanden op de postcensuurdienst van de Generale Staf werkte, had ondertussen reeds de officierenschool van Pozorrubio beëindigd en was aan het front ingezet. Hij werd kapitein in het Bataljon Masaryk en bleef net als Rachel tot het bittere einde – februari 1939 – in Spanje. Na een oponthoud

---

66 Joseph Leemans (Verviers, 31.1.1901 – Verviers 1976), lid van het Politiek Bureau, was vertegenwoordiger van de KPB bij de Generale Staf van de Internationale Brigaden van oktober 1936 tot april 1937. Hij reisde hiervoor heen en weer tussen Albacete en Parijs. Later werd hij achtereenvolgens vervangen door de Brusselaar Raymond Dispy en de Antwerpenaar René Dillen. – *RTSCHIDNI-Moskou, Fonds 545, Microfilm*, Generale Staf Albacete, 8.53.

67 *Di Naie Presse*, 18.11.1937, p. 3. – *Rashel, gevezene firem fun Hashomer, eine fun die heldishste kemferns*, Doverman.

in Franse concentratiekampen konden beiden, dank zij de tussenkomst van de Belgische zaakgelastigde Walter Loridan, in mei 1939 naar België terugkeren [68].

De twee zonen – en één dochter – van het communisme die wij in dit hoofdstuk hebben geportretteerd, hadden een gemeenschappelijke politieke «zuigfles»: de *Hashomer-Hatsaïr*. De vierde figuur die wij in dit kader willen belichten sluit daarbij aan. Hij behoorde echter niet meer tot de «beste», maar eerder tot de «afvallige» zonen van het communisme. Isidoor «Sabor» Springer was in maart 1934 uit de Communistische Jeugd gestapt (hij was toen lid van het Centraal Comité) omdat hij het niet eens was met de partijlijn inzake de bestrijding van het fascisme [69]. Springer had zich verder met de linkse studentenvereniging «Liga-Universiteit Gent» bezig gehouden en later met de Rode Studentenbond. In de zomer van 1936 studeerde hij af aan de RUG als scheikundig ingenieur en wellicht veranderde ook toen, met het 7de Kominterncongres, opnieuw zijn houding t.o.v. Moskou en de communisten. De zelfbewuste vlaamsgezinde intellectueel die Springer was, vocht in die periode waarschijnlijk een tweestrijd uit met zichzelf: kon hij de partij opnieuw vervoegen ? Het is niet duidelijk of hij daartoe tussen eind 1936 en november 1937 een poging heeft ondernomen. Vast staat dat hij die laatste maand niet via de KP-kanalen naar Spanje reisde, maar geholpen werd door de socialisten Isabelle Blume en Edward Anseele.

Springer, die de Belgische nationaliteit bezat, had tussen september 1936 en oktober 1937 zijn militaire dienst gedaan bij het 8ste Artillerieregiment in Mechelen, waar hij trouwens ook de school voor reserveofficieren volgde, en werd als gevolg daarvan artillerie-instructeur in de basis van Albacete. Op 16 januari 1938 werd hij als luitenant naar de 3de Artilleriegroep aan het Zuidelijk front (Valencia) gestuurd.

In november 1938 vroeg «Sabor» het lidmaatschap van de Spaanse Communistische Partij (PCE) aan. In de rand van de biografie die Springer bij zijn aanvraag voegde noteerde de secretaris van de PCE: «De Belgische partij staat erop in dit geval zelf te beslissen». Springers dissidentie van 1934 bleef hem tot in Spanje achtervolgen, zoals trouwens blijkt uit het rapport dat de politiek commissaris van de 3de Artilleriegroep over hem opstelde. Springer was een erg bekwaam en actief officier, maar op politiek vlak had hij zich dikwijls tegen de politiek commissarissen van zijn groep gekeerd. Nochtans had de rapporteur de indruk dat Springer – die «alle karakteristieken vertoonde van een kleinburgerlijk intellectueel» – er alles aan deed om opnieuw lid te worden van de partij [70]. Onder «diversen» noteerde de politiek

---

68 AMBZ, Spanje-Burgeroorlog, nr. 11.170. *Brief van Jacques Gunzig aan Walter Loridan*, Saint Cyprien, 18.3.1939. – Stadsarchief Antwerpen, *Dossiers Dienst Vreemdelingen*, 261.511.

69 *Autobiografie van Isidoor Springer bij zijn aanvraag tot lidmaatschap van de PCE*, 3.11.1938. – *RTSCHIDNI-Moskou, Fonds 545, Microfilm*, Generale Staf Albacete, 10.46.

70 *Averiguaciones sobre los cuadros. Apreciaciòn sobre el camarada Springer Sabor.* Comisariado de Guerra de las Brigadas Internacionales, Barcelona, 24.11.1938 (handtekening onleesbaar). – *RTSCHIDNI-Moskou, Fonds 545, Microfilm*, Generale Staf Albacete, 10.46.

commissaris van de 3de Artilleriegroep: «Werd uit de Belgische partij gesloten wegens trotskistische tendensen. Hier heeft hij al het mogelijke gedaan om een partijboekje te krijgen; hij beweert dat al die beschuldigingen vals zijn». Deze documenten, die ons een kijk bieden op het reële functioneren van het communistisch apparaat, geven ons evenwel geen uitsluitsel over het al dan niet aanvaarden van het partijlidmaatschap van «Sabor».

Wanneer hij precies naar België terugkeerde kon ik evenmin achterhalen, maar wellicht was dat in de weken volgend op de demobilisatie van de Brigaden, eind november 1938. Zijn naam dook voor het eerst opnieuw op wanneer hij samen met Joseph Leemans, Paul Nothomb, Jean Bastien, Victor Thonet, Jean Schalbroeck en Raoul Baligand, in naam van de Belgische Vriendenkring van Oud-Spanjestrijders, op 17 februari 1939 een huldebetoon aan André Marty onderschreef [71]. Bij het stichtingscongres van de Vlaamse Afdeling van die Vriendenkring – 4 en 5 februari 1939 in Antwerpen – lijkt Isidoor Springer nog geen rol van betekenis te hebben gespeeld [72]. Uit een mededeling van de partijkrant *Het Vlaamsche Volk* blijkt evenwel dat hij in maart 1939 reeds tot voorzitter van die organisatie was gepromoveerd [73]. Wij kunnen hieruit met een zekere waarschijnlijkheid besluiten dat zijn situatie t.a.v. de KPB toen was geregulariseerd geworden. Enkele maanden, hoogstens iets meer dan een jaar later, engageerde «Sabor» zich in een ander avontuur. Hij werd de rechterhand van Leopold Trepper en organisator in Vlaanderen van het Sovjet-inlichtingennet, dat de geschiedenis inging onder de *Abwehr*-betiteling *Rote Kapelle*.

Springer kreeg in de *Rote Kapelle* het gezelschap van een andere oud-Interbrigadist, die net als hij zionist was geweest en als ingenieursstudent in Gent had gezeten: David «Kamy» Kamenomostsky. Davids familie – zijn vader was een rijke bankier – verbleef tot de revolutie in St. Petersburg [74]. Zij vluchtte toen via het Verre Oosten naar Shangai en Japan. Later vestigde ze zich in Palestina, waar David en zijn oudere broer Ben-Josef het gymnasium van Hersliyya, een residentiële voorstad van Tel Aviv, bezochten. Midden de jaren twintig kwam Ben-Josef naar Gent en in 1928 kwam David hem vervoegen [75].

---

71 *Het Vlaamsche Volk*, 25.02.1939, p. 1. – Het voor die tijd typisch stuk apologetisch proza luidde als volgt: «Zij (de Vriendenkring van Oud-Spanjestrijders, nvda) groet u, oude revolutionaire strijder, held van de Zwarte Zee, gij die den weg van de vrijmaking van het volk van Frankrijk gewezen hebt (...). A. Marty, gij die de eerste in Spanje kwaamt en de laatste vertrokken zijt, (...) om in Spanje den vrede en de vrijheid te verdedigen, gij waart ons voorbeeld. (...)». Men moet dit stuk uiteraard zien op de achtergrond van de kritieken die in vele – ook linkse – kringen tegen het optreden van Marty in Spanje waren geuit. In rechtse kringen kreeg hij daardoor de bijnaam : «de slachter van Albacete»..

72 *Het Vlaamsche Volk*, 28.1.1939, p. 3.

73 *Het Vlaamsche Volk*, 11.3.1939, p. 6.

74 Arno LUSTIGER, *op.cit.*, p. 371 e.v.

75 *Stad Gent - Dienst Vreemdelingen*, O.V. 133.564 en B.R. 1930.

Beiden schreven zich in aan de Polytechnische school [76]. Meer nog dan zulks voor zijn joodse medestudenten het geval was, bleek David een polyglot te zijn: hij beheerste het Russisch, Jiddisch, Hebreeuws, Arabisch, Frans, Engels en Spaans. De verhouding met zijn broer was in Gent, althans in het begin, niet erg goed. Op de achtergrond van deze twist stonden politieke meningsverschillen. David hield vast aan zijn zionistische overtuiging, terwijl Ben-Josef een fervent verdediger was van de Sovjetunie en het communisme. Emmanuel Mailer, de latere MOI-leider, was getuige van een slaande ruzie tussen de twee broers. Onder invloed van de overheersende pro-communistische stroming in de *Yiddisher Studentenfareyn* in Gent evolueerde David na verloop van tijd in de richting van zijn broer.

In 1932 werd zijn naam middels een officieel attest van de Engelse autoriteiten in Palestina van Kamenomostsky in Kamy gewijzigd [77]. In 1935 verliet David Gent, wellicht voor Brussel of Parijs, waar zijn broer zich had gevestigd. In januari 1937 meldde David zich voor de Brigaden en werd stafofficier van generaal Vladimir Copic, de Joegoslavische commandant van de Lincolnbrigade. Midden 1938 kwam ook zijn broer naar Spanje en sneuvelde er enkele weken voor de Brigaden in oktober van het front werden teruggetrokken. David vocht tot begin 1939 door in Catalonië in de «Agrupaciòn-Torunczyk» en vestigde zich – na een «verplicht verblijf» in Saint-Cyprien – in Parijs. Hij meldde zich als vrijwilliger voor de Poolse Brigade in Frankrijk en streed tijdens de mei-veldtocht aan de Aisne. Terug in Parijs werd hij actief in het clandestien apparaat van de PCF. Daar werd hij door Trepper aangeworven voor zijn inlichtingendienst en terug naar

---

76 Archieven RUG, *Inschrijvingsregisters*.

77 Dit illustreert de grote moeilijkheden die ik ondervond bij de zoektocht naar de identiteit van personen die via getuigenissen of zelfs geschreven bronnen werden gesignaleerd. David Kamy werd geïdentificeerd door Leopold Trepper als een joodse oud-Interbrigadist die in de *Rote Kapelle* actief was en in Breendonk onder de naam Anton Danilow op 30 april 1943 werd terechtgesteld. De naam «Danilow» had Kamy zichzelf gegeven nadat hij door de Duitse politie was gefolterd. Hij had zich voorgesteld als een luitenant van het Rode Leger, die verder niets wist over de groep van Trepper. In feite exploreerde de *Abwehr* systematisch de oud-Interbrigadistenfilière en Kamy wou absoluut voorkomen dat men hem daarover aan de tand voelde. Over de joodse oud-Spanjestrijdersfilière – en over de Gentse filière – wist hij namelijk veel te veel. Anders dan vele inlichtingsdiensten was de *Rote Kapelle* samengesteld uit sterk politiek gemotiveerde idealisten, die vaak ook op het persoonlijk vlak banden hadden. Uit gesprekken met Emmanuel Mailer bleek dat de David Kamy uit Treppers boek in Gent had gestudeerd. Hierin lag dus de mogelijkheid om zijn identiteit terug te vinden. Navraag bij het archief van RUG leverde evenwel niets op. Tijdens het systematisch nakijken van alle inschrijvingslijsten vanaf 1925 botste ik op de handgeschreven – nauwelijks leesbare – vermelding op de lijsten van het tweede jaar werktuigkundig ingenieur in 1932 dat student Kamenomostsky zijn naam in Kamy had veranderd. Het einde van de zoektocht bracht mij dus bij de inschrijving in 1928 van Kamenomostsky David, geboren in Warschau op 10 maart 1911. Met dat gegeven trok ik naar de archieven van de Dienst Vreemdelingen van de Stad Gent waar zijn – erg mager ! – dossier berustte. Ondanks al dat zoeken kon ik over Davids broer Ben-Josef, die volgens twee getuigen ook aan de RUG studeerde, niets terugvinden. – Leopold TREPPER, *Le grand jeu*, Paris, 1975, p. 143, 146-149. – *Interview met Emmanuel Mailer*, Brussel, 30.9.1986. – Archieven RUG, *Inschrijvingsregisters*. – *Stad Gent Dienst Vreemdelingen*, O.V. 133.564.

België gestuurd, waar zijn oude studiekameraad Springer inmiddels bezig was een Vlaams net uit te bouwen.

Ook «Dolly» Gunzig kreeg een speciale partijopdracht in het begin van de bezetting: hij werd «commercieel directeur» van een joods confectiebedrijfje dat voor de financiering van het clandestien partijapparaat van de KPB moest instaan.

*

Ondanks het feit dat wij in deze levensverhalen mensen beschreven die in hun jeugd door de zionistische beweging waren gevormd, zijn wij in dit hoofdstuk haast ongemerkt dichter en dichter gekomen bij de Belgische partij, de Belgische communisten en de Belgische maatschappij in het algemeen. Dit tekent ongetwijfeld het profiel van de geïntegreerde joodse MOI-leider en het zegt ook veel over de graad van moderniteit die bij vele van deze jonge zionistische pioniers aanwezig was. Sommigen onder hen behoorden tot de tweede generatie migranten (uit Galicië: Akkerman en Springer). Anderen behoorden tot de eerste generatie, zoals Gunzig en Kamenomostsky. Emmanuel Mailer, de secretaris van de Centrale Sectie van de MOI, die zich in juni 1937 eveneens als vrijwilliger voor de Internationale Brigaden meldde, was geen oud-zionist. Wel was hij, net als Akkerman, Gunzig, Springer en Kamenomostsky, geboren in een burgerlijke, gefortuneerde familie. Net als Springer en Kamenomostsky was hij ingenieur en had hij in Gent gestudeerd. Emmanuels vader was een rijke graanhandelaar uit de Russische graanschuur, de Oekraïne, die met de Oktoberrevolutie van 1917 al zijn bezittingen verloor, maar door Lenins Nieuwe Economische Politiek (NEP) in 1921 opnieuw een bedrijfje kon opstarten. Een jaar later hield vader Isaac Mailer het echter voor bekeken en vluchtte met zijn familie naar het Bulgaarse Varna waar zijn broer reeds woonde. Emmanuel was toen 15 jaar en beëindigde zijn middelbare studies in Bulgarije. In 1925 kwam hij als vluchteling voor het Sovjetbewind (wat ietwat ironisch klinkt in het licht van zijn latere evolutie) met een Nansen-paspoort naar Luik en daarna naar Gent om er te studeren. In 1926 werd Mailer lid van de IRH en toen hij in 1930 afstudeerde aan de RUG als werktuigkundig ingenieur trad hij toe tot de communistische partij. In Gent lagen zijn sociale contacten vooral onder de Russisch sprekende joodse studenten uit Litouwen en Bessarabië. Mailer, wiens familie model kon staan voor de assimilatie van een beperkt burgerlijk joods milieu in het tsaristisch Rusland, kende namelijk geen Jiddisch. In 1933 werd hij syndicaal verantwoordelijke in de Centrale Sectie van de MOE, in juni 1936 werd hij secretaris van de MOI. Toen hij in 1930 naar Brussel was getrokken om er werk te zoeken, brak de grote crisis uit en kon hij niet als ingenieur aan de slag. Hij werd toen «plakker» van regenmantels en ging later in de schoennijverheid werken.

Als verantwoordelijke voor de vreemdelingenwerking reisde Mailer vanaf het najaar van 1936 het land af om voordrachten te geven over de Volksfrontpolitiek en over Spanje. Hoe meer vrijwilligers er vertrokken – van de Italiaanse, Poolse, joodse of andere secties – hoe moeilijker Mailer voor zichzelf kon verantwoorden dat hij veilig in België bleef. Velen van

diegenen die hij had opgeroepen om naar Spanje te gaan waren gesneuveld en dat begon zwaarder en zwaarder op hem te wegen. Daarenboven was in april 1937 ook Emmanuels vriendin, Rajza Goldfinger, met wie hij al drie jaar samenleefde, als verpleegster naar Onteniente vertrokken. Nog langer in België blijven zou «politieke zelfmoord» zijn geweest [78]. Daarom vroeg hij aan de partij om te mogen vertrekken. Mailer werd uitgenodigd op een vergadering van het Politiek Bureau waar Andor Bereï, de afgevaardigde van de Komintern, hem uitlegde dat hij gezien zijn functie in België moest blijven. Xavier Relecom, de toenmalige secretaris van de KPB, met wie Mailer erg goede contacten onderhield, sprong echter voor hem in de bres en er werd besloten dat Mailer zich in Parijs zou aanmelden. Julien Lahaut, die m.b.t. de Spanje-activiteiten de verbinding met de Franse hoofdstad onderhield, vroeg hem daar een vragenlijst in te vullen. De uitkomst was dat hij volgens Lahaut terug naar Brussel moest. Emmanuel Mailer ging zich toen individueel in het verzamelcentrum van de rue Mathurin Moreau inschrijven en vertrok op 20 juni 1937 naar Albacete. Hij kwam er in de artillerie-eenheid Skoda terecht en werd later artillerie-instructeur. Op 15 oktober 1938 huwde Mailer in Onteniente met Rajza «Janina» Goldfinger, die haar bacteriologiestudies aan de ULB had onderbroken om naar Spanje te gaan. Begin 1939 kwamen ze beiden in Frankrijk terecht van waaruit Razja, door bemiddeling van de socialistische senator Rolin, in februari naar België kon terugkeren. Ondertussen zat Emmanuel nog in Saint-Cyprien. Dank zij de inspanningen van zijn vrouw en opnieuw Rolin, kreeg Mailer een vrijgeleide voor België en begin mei 1939 was hij in Sint-Gillis terug. Minder dan een jaar later, bij het vertrek van Alexander Cohen naar de USA, werd hij opnieuw secretaris van de Centrale Sectie van de MOI. De Tweede Wereldoorlog stond voor de deur, en meer nog dan de Spaanse burgeroorlog zou die de joods-communistische familie op de proef stellen.

1.5. Een familieportret met vrouwen.

Met 21 zaten de joodse meisjes uit Antwerpen en Brussel op de trein naar Figueras. Toen ze de Franse grens overschreden, diepte Rachel Wacsman een rood onderkleed op uit haar valies, scheurde het in stukken en liet het als een vlag door de venster waaien [79]. Het was de feestdag van de arbeiders, 1 mei 1937. De daaropvolgende dag reisde de groep verder naar Onteniente, een klein dorp in de buurt van Valencia, waar de meesten onder hen bijna twee jaar als verpleegster zouden werken. Het hospitaal van Onteniente was op initiatief van de Socialistische Arbeidersinternationale en het Internationaal Verbond van Vakverenigingen tot stand gekomen en daarin had de Belgische Werkliedenpartij (BWP) een eerste-plansrol gespeeld.

Op het congres van de Socialistische Arbeidersinternationale van maart 1937 in Londen was de beslissing genomen om een kliniek in Spanje te

---

78 *Interview Emmanuel Mailer*, Brussel, 30.9.1986.
79 *Interview met Genia Gross*, Antwerpen, 23.1.1986.

financieren [80]. Om dit plan te realiseren was Jean Delvigne in februari naar Spanje gestuurd. Van de Republikeinse regering kreeg hij een oud Franciscanerklooster toegewezen. *Depuis que Camille (Huysmans, nvda) est venu, tout le monde ici est convaincu que l'hôpital est chose faite*, schreef Delvigne aan BWP-secretaris August De Block vanuit Valencia op 18 februari 1937 [81]. Tussen februari en april zette Delvigne zich met hart en ziel in om het oude klooster te verbouwen, om geld bijeen te sprokkelen bij Walter Schevenels (Internationaal Verbond van Vakverenigingen) en August De Block, om bedden te kopen, geneesmiddelen en chirurgisch materiaal te laten overkomen [82]. Ook een aantal camions werden overgebracht, want het transportprobleem was nog het belangrijkste, noteerde Delvigne begin april. De eerste van die maand waren er trouwens al 400 gekwetsten aangevoerd in de kliniek die maar half was afgewerkt. Delvigne verheugde er zich bijgevolg over dat in april dr. Marteaux en professor Neumann van de ULB naar Spanje zouden komen. *Il faudrait que le matériel, les chirurgiens et, si possible, des infirmières, arrivent le plus tôt possible*, schreef hij op 14 maart [83] Het was in dit kader en via de bemiddeling van Albert Marteaux, de socialistische volksvertegenwoordiger die in 1939 naar de KPB overstapte, dat aan de joodse vrijwilligsters de kans werd geboden om hun politiek engagement in daden om te zetten. In april begeleidde Isabelle Blume, samen met Anseele, Buset en De Block, de camions met het materiaal naar Onteniente [84]. In hun voetspoor kwam Albert Marteaux mee, die er een maand bleef, en de jonge Antoon Spinoy, die beheerder werd van de kliniek.

Feigla «Vera» Luftig schreef meer dan twee jaar later in een artikel voor *Het Vlaamsche Volk* hoe ze, nadat haar man Emiel Akkerman was gesneuveld, maar aan één ding meer dacht: «Toen is er voor mij één weg, één doel in het leven gebleken, en dat was: Spanje. Maar hoe kon ik er heen ?» [85]. Toen Emiel haar had gezegd dat hij van plan was zich als vrijwilliger voor de Internationale Brigaden te melden, had ze eerst erg negatief gereageerd: «Ik weende, ik had angst om hem en om mij; ik meende eerst dat het een onrecht was van mij om weg te gaan, mij alleen te laten. Hij merkte het en zegde: 'Heb ik het recht hier rustig te blijven zitten, van het leven te genieten terwijl er ginder duizenden vrouwen zoals gij, duizenden onschuldige kinderen, vermoord worden ? (...)'». Nadat Emiel en haar schoonbroer «Piet» gesneuveld waren, dacht «Vera» daar ook zo over. Ze zou hoe dan ook naar Spanje vertrekken, maar zoals we reeds in het verhaal van «Rachel» Eksztejn hebben gezien, zag men bij de partijleiding in België en bij de communistische verantwoordelijken in Spanje het nut van het sturen van vrouwelijke

---

80 *Isabelle Blume. Entretiens recueillis et présentés par José Gotovitch*, Brussel, Fondation Joseph Jacquemotte, 1976, p. 65.

81 *Brief van Jean Delvigne aan August De Block, Valencia*, 18 februari 1937, AMSAB, Fonds S.M. Het Licht, doos 29 – correspondentie Jean Delvigne. 1936-1939. – Camille Huysmans maakte in februari 1937 een reis door Spanje in het gezelschap van Isabelle Blume, Max Buset en Paul Finet.

82 *Diverse brieven van Jean Delvigne aan August De Block vanuit Valencia en Onteniente*, 4-10-18-24 maart en 1 en 5 april. – AMSAB, *ibidem*.

83 *Brief van Jean Delvigne aan August De Block, Toulouse*, 14 maart 1937.

84 *Isabelle Blume...*, *op.cit.*, p. 78-79.

85 *Het Vlaamsche Volk*, 8.4.1939, p. 3.

vrijwilligers niet in. Met de oprichting van het hospitaal in Onteniente werd dus de mogelijkheid geschapen die «Vera» met twee handen en zonder aarzelen greep. Maar ze was niet alleen. Twintig joodse vrouwen uit België volgden haar voorbeeld en onder die twintig ook de twee zusters van «Vera» Luftig, Golda en Rachel.

Mozes Luftig was voor de Eerste Wereldoorlog een welstellende textielhandelaar in Chrzanow, in West-Galicië. Chrzanow kan een typische *shtetl* genoemd worden en lag op nauwelijks 20 km van Oswiecim, het stadje dat na 1945 onder zijn Duits-Oostenrijkse naam Auschwitz de geschiedenis inging [86]. Mozes was een orthodox gelovige chassid die zijn zeven kinderen een traditionele opvoeding wenste mee te geven. Chrzanow, waar tien- van de twaalfduizend inwoners joden waren, was haast nog even gesloten gebleven als het getto steeds was geweest. In 1903 werd zijn eerste dochter Golda geboren, en in 1905, 1908 (Rachel), 1909 (Vera) en 1910 volgden nog vier dochters. In 1914 en 1918 kwamen daar tenslotte twee zonen bij. De voertaal op school in het Oostenrijkse Chrzanow van voor 1914 was Duits, maar de kinderen leerden ook Pools en thuis werd er Jiddisch gesproken. Het strenge ouderlijk geloof woog zwaar op Rachel en haar zusters. Dagen brachten ze door in de plaatselijke bibliotheek, want lectuur vormde zowat de enige mogelijkheid om aan de beklemmende gesloten gemeenschap te ontsnappen. Het lezen bracht hen kennis bij en liet hen dromen over verre reizen en andere horizonten.

Bij de Poolse machtsovername na de Eerste Wereldoorlog maakte Chrzanow kennis met het Pools antisemitisme. Een progrom zaaide paniek en vernieling en door angst gegrepen besloten de *chassidim* van het stadje collectief naar Palestina te emigreren. Vader Luftig werd uitgezonden om voor dit project in de Verenigde Staten geld bijeen te brengen. Die reis liep echter op een groot fiasco uit en op de terugweg, in juli 1926, bleef Mozes Luftig bij zijn zuster in Antwerpen hangen. Midden 1927 liet hij zijn oudste dochter Golda overkomen en in december 1927 de rest van de familie.

Het contact met de Vlaamse leefwereld versterkte nog het proces dat Rachel en haar zusters van de joodse traditie verwijderde. Reeds in Chrzanow waren Rachel en Vera lid van de links-zionistische *Poale Tsion*. Dat werd door hen als een veel grotere stap ervaren als deze die hen later in Antwerpen naar de communistische beweging bracht. Het aansluiten bij een arbeidersorganisatie, die de *Poale Tsion* was, beschouwden zij als de echte breuk met hun begoede en religieuze middenklassefamilie. Maar eens in België verloor de nationalistische dimensie aan betekenis – «wij werden meer *Poale* dan *Tsion*», vertelde Rachel Luftig mij – en radicaliseerden Rachel en haar twee zusters. Het marxisme trok hen aan en de *Kultur Fareyn* werd hun nieuwe thuis. Daar ontmoette Vera haar Emiel en in juli 1934 huwden ze. In de communistische «familie» ontmoette Golda Szmul «Solek» Berliner en Rachel maakte kennis met Elias «François» Goth. Net als Emiel Akkerman

86 *Interview Rachel Luftig*, Brussel, 29.5.1986 (ook voor het verdere verhaal).

trokken ze allebei in oktober 1936 naar Spanje. Hun vrouw en verloofdes volgden hen een half jaar later.

Hoe geëmancipeerd ze zich ook voelden en gedroegen, de drie zusters werkten in traditionele joodse beroepen: Vera en Golda als kleermaakster, Rachel als diamantsnijdster voor een joodse patroon in de Pelikaanstraat die 8 mensen tewerkstelde. Nadat Emiel naar Spanje was vertrokken verdiende Vera nog wat bij als model aan de Antwerpse academie. Vooral Vera sprak, nadat har man was gesneuveld, steeds opnieuw met haar zusters over haar intentie om naar Spanje te gaan. Ook andere vrouwen van vrijwilligers dachten daaraan. Alleen zou Rachel nooit gegaan zijn, maar ze werd meegezogen in het collectief project van haar zusters en vriendinnen. Om de meisjes toch enigszins voor te bereiden – de meesten onder hen hadden zelfs nooit in hun leven een verband gelegd – werd een cursus ingericht. Mozes Kleinhaus, een diamanthandelaar met communistische sympathieën, stelde zijn huis ter beschikking en dr. Blank (een radioloog uit Keulen die voor de nazi's was gevlucht) bracht hen de eerste beginselen van de verpleegkunde bij. Ook kregen ze wat elementaire lessen Spaans. Genia Gross – de vrouw van «Maks» Stark – en «Gutka» Wajnsztejn uit Brussel gingen op bezoek bij Albert Marteaux en Isabelle Blume en daar werden afspraken gemaakt over het vertrek van de groep [87]. Een autobus zou hen ophalen in Brussel en vandaar zouden ze onder begeleiding over de Frans-Belgische grens worden gebracht.

Eind april 1937 verkocht Rachel Luftig haar fiets, gaf haar ontslag bij haar patroon, maar behield haar molen om diamant te snijden. Die gaf zij aan een vriendin in bewaring. Op 26 april nam de Antwerpse groep de trein naar Brussel en verzamelde er op het appartement van «Sabor» Springer. Springer onderhield zowel met Anseele als met Isabelle Blume contacten en hij kende ook zowat iedereen in het joods-communistisch milieu in Antwerpen. In het bijzonder kende hij Vera Luftig die hij later in de *Rote Kapelle* binnenloodste. Het is dus best mogelijk dat hij de schakel is geweest tussen het socialistisch initiatief en de communistisch gezinde joodse vrijwilligers. Dit zou ook de samenkomst op zijn appartement verklaren. Van daaruit begon in ieder geval de reis, eerst met de bus en daarna met de trein, over Parijs, Figueras, Barcelona en Valencia, naar Onteniente.

Voor Rachel, Vera en Golda begon het harde verpleegsterswerk, waarvan ze eigenlijk nog alles te leren hadden. «Toen het eerste transport gewonden kwam, is de omroeper met een tamtam door het dorp gegaan en heeft om hulp gevraagd. We hebben heel veel meisjes en vrouwen uit het dorp gehad die ons kwamen helpen. Nadat we het hospitaal hadden ingericht, hebben we de Belgische meisjes nog verder opgeleid» getuigde één van de zeven gediplomeerde Nederlandse verpleegsters die rond diezelfde tijd naar Onteniente waren gekomen [88]. In december 1937 schreef

---

87 *Interview met Genia Gross*, Antwerpen, 23.1.1986.

88 Els BLOK, *Uit de schaduw van de mannen. Vrouwenverzet 1930-1940*, Amsterdam, SARA, 1985, p. 243. – Zie ook: Hans DANKAART, Jaap-Jan FLINTERMAN, Frans GROOT, Rik VUURMANS, *De oorlog begon in Spanje. Nederlanders in de Spaanse burgeroorlog 1936-1939*, Amsterdam, Van Gennep, 1986, p. 120 e.v.

Vera een brief naar de redactie van *Het Vlaamsche Volk* waarin ze haar woede beschreef omdat ze, met nachtdienst, lijdzaam had moeten toekijken hoe een jonge Spaanse boerenzoon zijn doodsstrijd verloor: «Sinds ik de klassenstrijd, de sociale en politieke kwesties begrepen heb, ben ik antifascist. Sinds de oorlog in Spanje woedt (...) heb ik nog meer het fascisme leeren bekampen. Ik weet ook dat een Italiaanse fascistische kogel mijn allerliefste echtgenoot van het leven beroofde. Reden genoeg om het fascisme te haten ! Maar praktisch gezien en gevoeld wat de fascisten doen, dit deed ik juist tijdens dien nachtdienst» [89].

In oktober 1937 kwam «Dov» Lieberman (leider van de Joodse Arbeiderssportclub JASK in Antwerpen) het hospitaal van Onteniente bezoeken en bracht hij verslag uit voor de *Naie Presse* over het werk van de joodse verpleegsters, waarvan hij de meesten zo goed kende uit Antwerpen [90]. «De joodse arbeidersbeweging uit België mag trots zijn dat ze haar dochters heeft uitgestuurd», schreef hij ten behoeve van de communistische lezers van *De Nieuwe Pers*, «(...) de kameraden van onze volksorganisaties, aan Antwerpen verbonden met duizenden draden, houden niet op vragen af te vuren over hun partijcellen, over het syndicaat, over JASK, de *patronatn*, enz.». Het was zonder twijfel het politiek idealisme en de politieke strijd die deze vrouwelijke militanten – de meesten onder hen waren partijleden of sympathisanten – naar Spanje had gebracht. De politiek was dus ook in Onteniente permanent aanwezig. Zo werd er een communistische cel opgericht in de socialistische kliniek, maar vrij spel kreeg die niet. *Notre travail politique fut difficile à cause de la direction de l'hôpital*, getuigde Adèle Korn, één van de celleden, daarover in een autobiografie die ze voor de partij opstelde in 1945 [91]. Zij was net als Genia Gross eerst in de *patronatn* actief geweest en in 1936 partijlid geworden.

Het engagement in Spanje had ook voor de thuisgebleven achterban een mobiliserende symboolfunctie. Die boodschap was evenwel anders voor de lezers van *De Nieuwe Pers* dan voor de lezers van *Di Yidishe Presse*, het «open» religieus-zionistisch blad van Antwerpen. In zijn verslag voor *Di Yidishe Presse*, dat in november 1937 verscheen, repte «Doverman» met geen woord meer over de partijcellen en de communistische massaorganisaties [92]. Wel hadden de joodse meisjes hem nu vragen gesteld over de medewerking van de Bund en de *Poale Tsion* aan het «Farayniktn» Joods Hulpcomité voor Spanje. Er werd m.a.w. politieke kritiek geleverd op de afwijzing door beide organisaties van de communistische eenheids- en volksfrontpolitiek. Deze boodschap was veeleer voor de gehele joodse bevolking van Antwerpen en Brussel bestemd.

---

89 *Het Vlaamsche Volk*, 25.12.1937, p. 3.

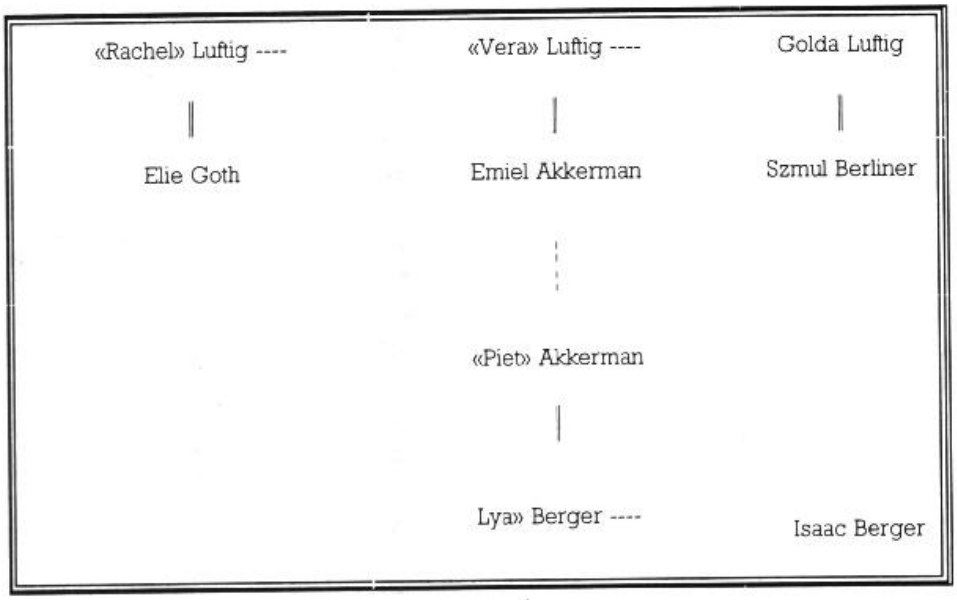
90 *Di Naie Presse*, 27.10.1937, p. 3. – *25 yidishe arbeterns fun Belgie arbetn als krankn-shvester in shpital fun Ontenente* (Doverman).

91 Archieven KPB, *Dossiers CPK*, Autobiografie Adèle Korn, 1945.

92 *Di Yidishe Presse*, 12.11.1937, p. 4. – *25 yidishe krankn-shvester fun Antwerpn* (Doverman).

«Zes onder hen hebben reeds hun mannen verloren aan het front van Guadalajara en Huesca. Het grootste deel van de andere hebben hun mannen op één of ander front in de Internationale Brigaden», schreef Lieberman in hetzelfde artikel. 12 van de 21 Onteniente-verpleegsters hadden inderdaad hun echtgenoot of vriend in Spanje. Dat was trouwens het geval voor 16 van de 27 joodse vrouwen uit België. Het is dus niet alleen omdat de drie Luftig-zusters als een rode draad doorheen dit hoofdstuk lopen, dat wij het de titel «een familieportret» hebben meegegeven. In de relatief kleine joodse gemeenschappen van Brussel en Antwerpen, waar niet iedereen iedereen kende, maar dan toch bijna, vormde de communistische familie een zeer hechte groep, die niet alleen door politieke maar ook door persoonlijke banden werd samengehouden. Vaak had het gemeenschappelijk politiek engagement hen samengebracht, hoewel dat zeker niet in alle gevallen zo was. Naast de 16 koppels die naar Spanje trokken (waarvan er velen niet gehuwd waren, maar daar komen wij nog op terug), waren er nog eens 5 joodse vrijwilligers die samenleefden met vrouwen die hun broers in Spanje hadden.

Deze politieke en personele unie kan wellicht niet beter gesymboliseerd worden dan door de onderstaande «stamboom» van Spanjevrijwilligers in de familie Luftig en door «Aragon» Gunzig (de zoon van Jacques en Ruchla Eksztejn, geboren in Albacete op 25 juni 1938) en «Madrid» Berliner (de zoon van Szmul en Golda Luftig, geboren op 3 augustus 1938 in Onteniente).

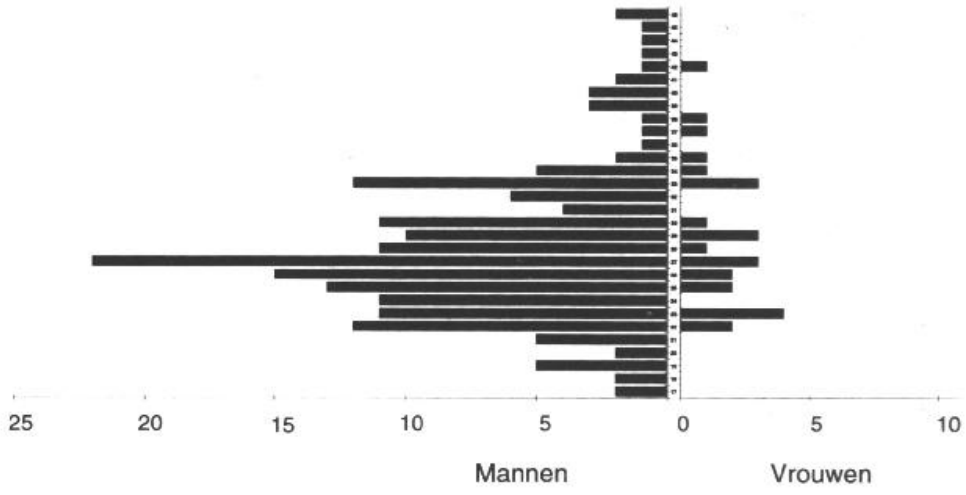


Relatie tussen de zusters Luftig en andere Spanjevrijwilligers
(= vriend of echtgenoot; ---- = broer of zuster).

Deze wel zeer bijzondere sociabiliteit, waarin zowel de joodse als de migratiefactor een rol speelde, vormt wellicht de belangrijkste verklaring voor de verbazingwekkende continuïteit in het politiek gedrag van deze groep mensen.

1.6. Een robotfoto

In totaal telde ik 196 joodse vrijwilligers die uit België vertrokken of er, zoals de eersteling Inzelsztajn, zo lang hadden gewoond dat ze tot de «familie» van de Belgische migratie kunnen gerekend worden. In 1936 waren de meesten onder hen tussen 22 en 30 jaar oud, met een duidelijke piek voor de 27-jarigen (*cfr. Grafiek 1: leeftijd van de joodse Spanjevrijwilligers in 1936*). Zij waren bijgevolg geboren tussen 1906 en 1914. Het duidelijk aflijnen van deze generatie is erg belangrijk. Het is namelijk precies deze generatie die, alle relativiteit in acht genomen, sterk werd aangetrokken door het communisme.



Grafiek 1. Leeftijd van de joodse Spanjevrijwilligers in 1936.

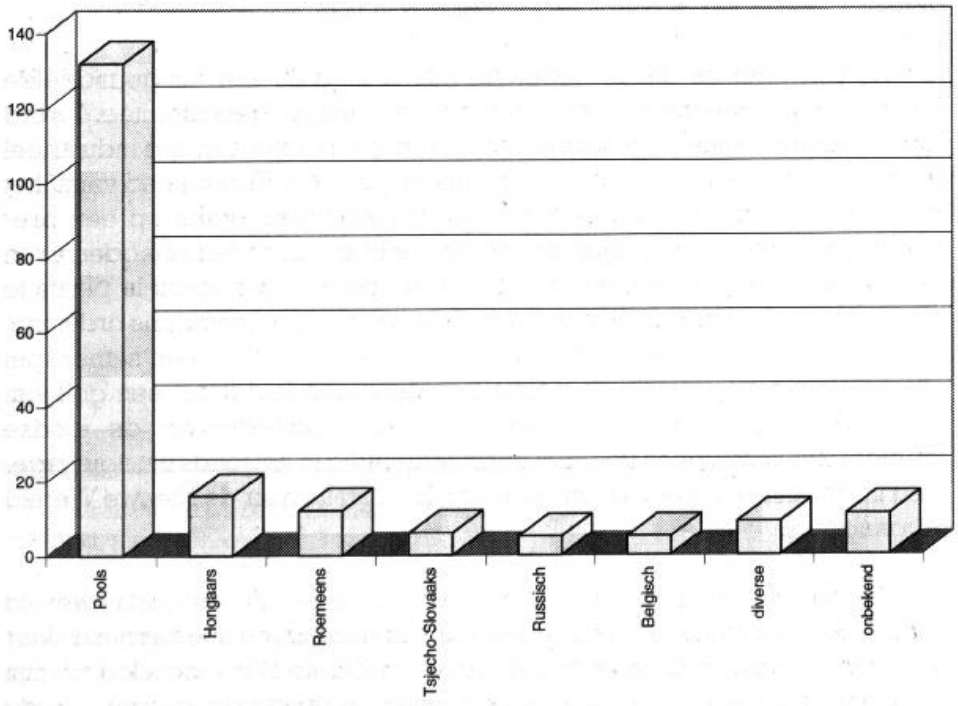
Zij vormden de derde generatie (als ik 25 à 30 jaar als gemiddelde neem voor een generatie) van Oosteuropese joden die geconfronteerd werd met de nieuwe situatie geschapen door de doorbraak van het industrieel kapitalisme. De economische transformatie van Oost-Europa had vanaf het laatste kwart van de 19de eeuw de joodse sectoren, geënt op een pre-industriële samenleving, diepgaand ontwricht en de joden slaagden er in de daaropvolgende decennia niet meer in opnieuw een stabiele plaats te verwerven in de dynamisch geworden Oosteuropese economische ordening. Hun grootouders werden volwassen in de jaren 1880 toen een samenspel van economische, sociale en politieke spanningen leidde tot een golf van pogroms en antijoodse maatregelen. Toen manifesteerde de joodse arbeidersbeweging zich voor het eerst zelfstandig in het joods vestigingsgebied in Rusland. Toen ook kwam de massale migratie naar de Nieuwe Wereld op gang.

De ouders van de vrijwilligers werden volwassen in een joodse wereld die reeds in zijn traditionele voegen kraakte, die diep werd beroerd door de revolutie van 1905, maar vooral door de Eerste Wereldoorlog en zijn gevolgen. De jeugd van de Spanjevrijwilligers droeg de sporen van de verwarde, onzekere en angstige wereld van hun ouders. De nieuwe maatschappij die vanaf het laatste kwart van de 19de eeuw leek te ontstaan

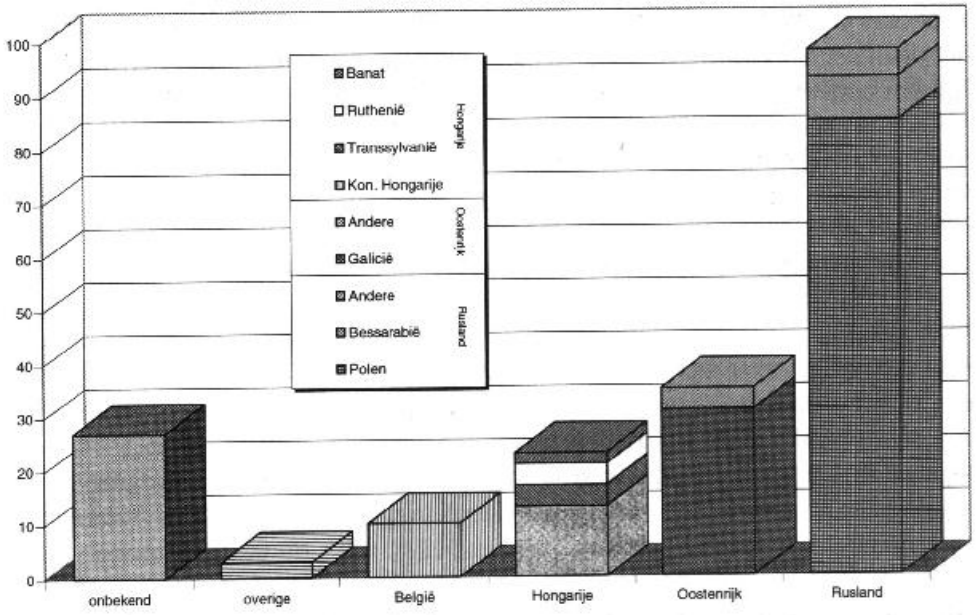
in Oost-Europa bracht voor de joden ook hoop op Verlichting en burgerlijke emancipatie. Tegelijkertijd werd deze periode gekenmerkt door economische instabiliteit en een antisemitisme dat parallel liep met een versterking van de diverse Oosteuropese nationalismen. De Eerste Wereldoorlog bracht voor sommige joden relatieve welvaart, maar voor de meesten grote miserie, wisselende bezettingen, deportaties en pogroms.

De hertekening van de Europese landkaart na 1918 heeft op de situatie van deze generatie joden eveneens een aanzienlijke invloed gehad. Voor diegenen die in Congres-Polen onder Tsaristisch bestuur waren geboren, was het onafhankelijk Polen de staatkundige consecratie van de Poolse nationale idee, waarin de joden tweederangsburgers werden. Ingrijpender nog was het voor de Oostenrijks-Galicische joden, die onder Pools bestuur kwamen, of de Hongaars-Transsylvaanse joden, die onder Roemeens bestuur kwamen. Voor hen werd de relatieve hoop op voortschrijdende integratie, gelijkberechtiging en emancipatie de kop ingedrukt. Ook de sociaal-economische situatie van de joden in Oost-Europa was er in de jaren twintig niet beter op geworden. In een samenspel van deze factoren lag de oorsprong van de sympathie voor de Oktoberrevolutie bij velen uit de generatie van de joodse Spanjevrijwilligers.

Om deze Oosteuropese context te stofferen, en mijn hypothese over de «relatieve» deprivatie en «blokkeringen» door de grensherschikkingen na de Eerste Wereldoorlog concreet uit te werken, bekijk ik nu in detail de nationaliteit en vooral de geboorteplaatsen van de Spanjevrijwilligers *(cfr. Grafiek 2: Nationaliteit en Grafiek 3: Geboorteplaatsen)*.



Grafiek 2. Nationaliteit van de joodse Spanjevrijwilligers.

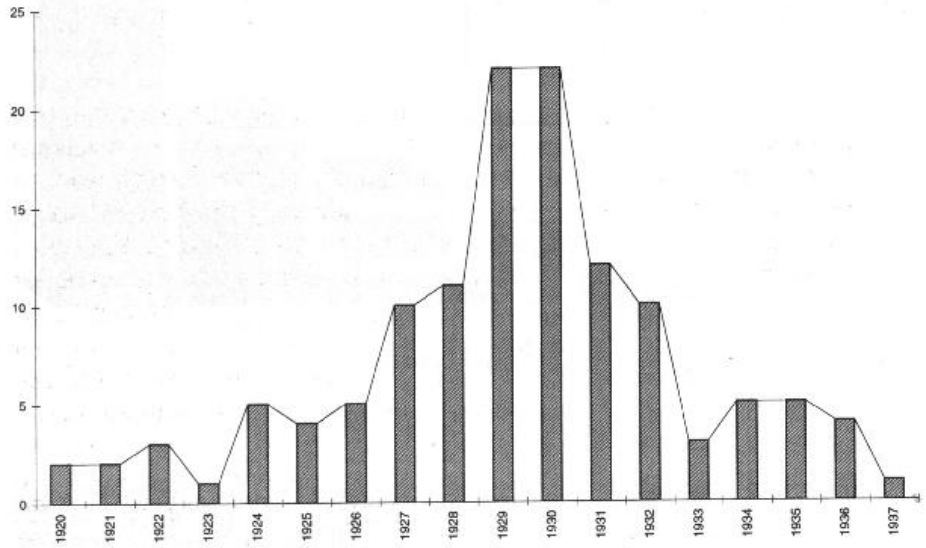


Grafiek 3. Geboorteplaatsen van de joodse Spanjevrijwilligers.

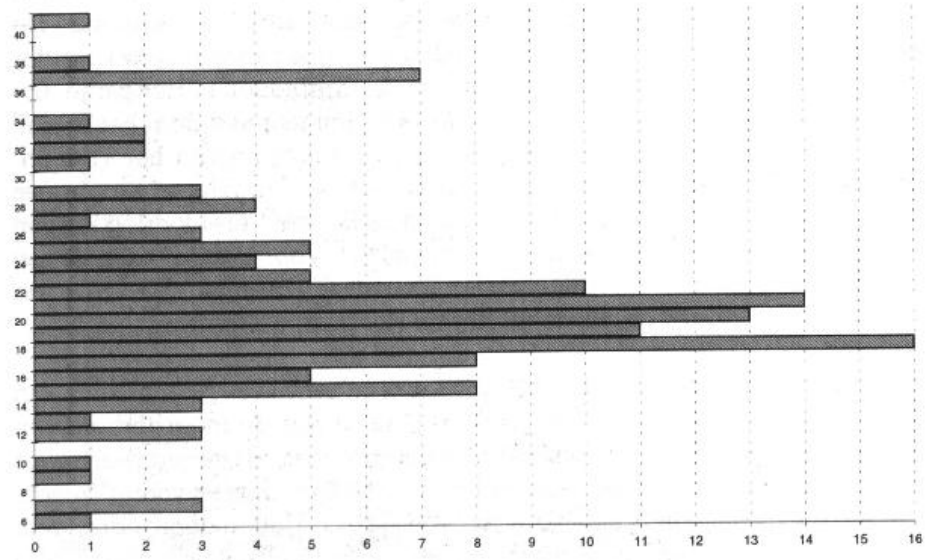
Voor 185 vrijwilligers kon ik de nationaliteit bepalen en liefst 71% van hen had de Poolse nationaliteit. Volgden dan kleine groepen met Hongaarse, Roemeense, Tsjechoslovaakse, Russische en Belgische nationaliteit. Merkelijk anders ziet de situatie eruit wanneer ik de geboorteplaatsen van de vrijwilligers in kaart breng. Op 169 vrijwilligers waarvan de geboorteplaats gekend is, werd er slechts 50% in Polen geboren en 8% in andere delen van het verplicht joods vestigingsgebied van Tsaristisch Rusland. De Oostenrijks-Hongaarse dubbelmonarchie was nu goed voor 34%, waaronder 18% voor Galicië en 14% voor de diverse deelgebieden in Hongarije. 6% tenslotte was in België geboren. Van de 14% Hongaarse joden (het betreft hier uiteraard steeds de Spanjevrijwilligers), schoten er na het Trianon-verdrag nog goed 8% over. Eén enkele joodse vrijwilliger was in het Roemenië van voor 1914 geboren, maar na de Eerste Wereldoorlog kregen wel 6,5% onder hen de Roemeense nationaliteit. Voor twee-derden waren ze afkomstig uit het voorheen onder Tsaristisch bestuur ressorterende Bessarabië en voor één-derde uit het ex-Hongaarse Transsylvanië.

Het meest ingrijpend voor de joden was ongetwijfeld de annexatie van Oostenrijks Galicië door Polen (in West-Galicië was de meerderheid van de bevolking Pools, in Oost-Galicië, Oekraïens). Hoewel later en veel trager dan in andere deelgebieden van Oostenrijk, zoals Bohemen en vooral Wenen, waren de emancipatie-ideeën ook tot de Galicische joden doorgedrongen. Zo was de moedertaal van de meerderheid van de joodse Spanjevrijwilligers uit Galicië niet meer het Jiddisch, maar het Duits. Anderzijds bleef de orthodoxie in Galicië, waar de joodse bevolking naar verhouding meer dan in Congres-Polen in de *shtetls* woonde, nog bijzonder invloedrijk. 18% van de vrijwilligers waren in Galicië geboren en aangevuld met de in België geboren «Poolse» joden, waarvan de ouders eveneens bijna allen uit Galicië afkomstig waren, betekende dat, dat de *Galitsianer* zowat 30% van de

«Poolse» vrijwilligers uitmaakten. Dit zegt nog niet alles over de invloed van het Galicisch jodendom, want door de concentratie van de *Galitsianer* in Antwerpen vormden zij daar precies een zeer invloedrijke groep.



Grafiek 4. Jaar van immigratie in België van de joodse Spanjevrijwilligers.

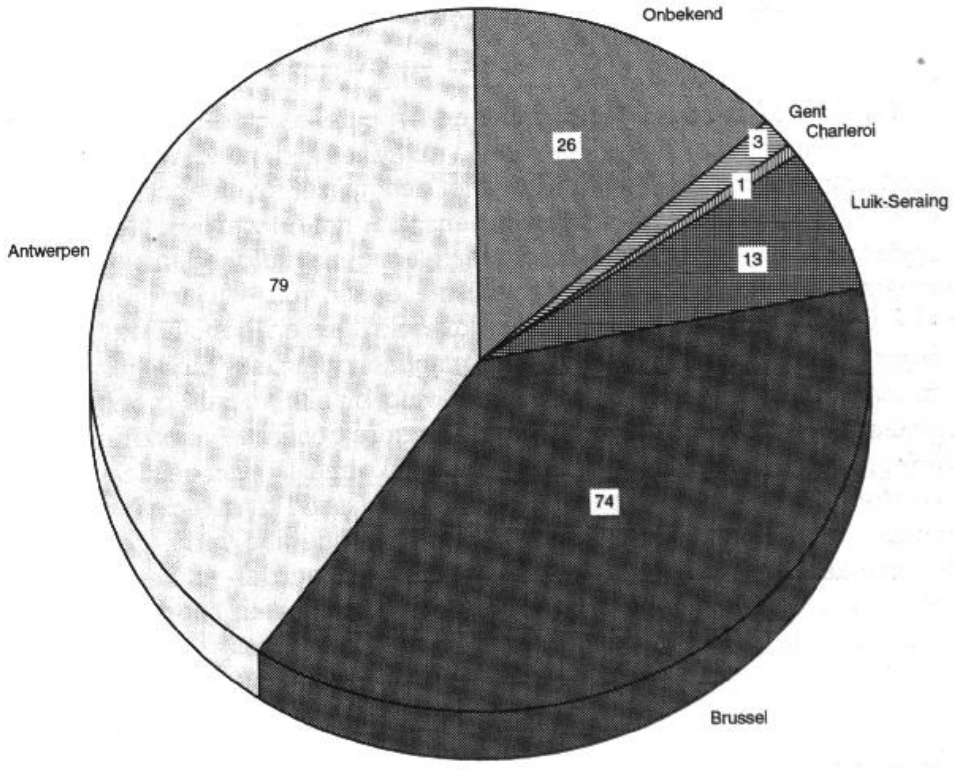


Grafiek 5. Leeftijd bij aankomst in België van de joodse Spanjevrijwilligers.

Wanneer kwamen de joodse vrijwilligers als migranten naar België en hoe oud waren ze toen *(cfr. Grafiek 4: Immigratie in België en Grafiek 5: Leeftijd bij aankomst in België)* ? Van de 137 vrijwilligers waarvan wij het jaar van migratie kennen, kwamen er 63,5% tussen 1927 en 1932 naar België,

met piekjaren in 1929 en 1930. Beide jaren waren samen goed voor 32%. De meesten onder hen – 47% – waren toen tussen 18 en 22 jaar, m.a.w. zeer jonge volwassenen. Wanneer ik diegenen samentel die op jongere leeftijd naar België kwamen (minder dan 18 jaar, naar alle waarschijnlijkheid migratie in familieverband) met diegenen die in België geboren waren, dan bereikte ik toch nog 29%. Ook viel mij bij deze telling op dat onder de ouderen (meer dan 22 jaar) de beroepsrevolutionairen zaten. Hen zou ik eigenlijk politieke vluchtelingen moeten noemen die door hun politiek engagement ook economische migranten waren geworden.

Het combineren van deze gegevens, met de vorige over geboorteplaatsen en -data, laat mij toe te stellen dat de meeste van de joodse vrijwilligers gemiddeld tien jaar opgroeiden – tussen hun tiende en twintigste jaar – in de Oosteuropese situatie van na de Eerste Wereldoorlog. Hun ouders hadden bewuster dan zijzelf de dramatische jaren tussen 1914 en 1918 (voor sommigen tot 1920 en zelfs 1922) meegemaakt. Het lijkt er dus op dat de fundamentele twijfel aan de oude uitwegen (of toekomstprojecten) in de Oosteuropese context voor de joodse vrijwilligers een essentiële rol heeft gespeeld. Terugvallen op het traditionele getto met zijn religieuze waarden werd uitgesloten geacht. Maar ook het samenleven met de niet-joden in het nieuwe Oost-Europa zagen deze migranten blijkbaar niet meer zitten. Dat gold in het bijzonder voor de kwantitatief onbelangrijke, maar kwalitatief – voor de immigratie dan – des te belangrijker groep communistische beroepsrevolutionairen.



Grafiek 6. Woonplaatsen in België van de Spanjevrijwilligers.

Waar vestigden de joodse vrijwilligers zich eens ze naar België waren geëmigreerd (*cfr. Grafiek 6: Woonplaatsen*) ? 46,4% woonde in Antwerpen en 43,5% in Brussel. Luik-Seraing was goed voor 7,6%. Ik heb voor deze berekening wel de plaats gekozen waar de migrant het langst verbleef voor zijn vertrek naar Spanje, wat niet noodzakelijkerwijze overeenstemt met de woonplaats op het ogenblik van het vertrek. Wanneer ik enkel rekening houd met de vrijwilligers uit Antwerpen en Brussel (en ze dus samen gelijkstel aan 100%), kom ik op 51,6% voor de Scheldestad en 48,4% voor de hoofdstad. Wanneer ik hetzelfde doe voor de Poolse inwoners van beide steden in 1930, kom ik aan respectievelijk 54% en 45,9% [93]. Deze cijfers benaderen elkaar sterk, en wanneer er rekening mee wordt gehouden dat de communistische invloed in Brussel relatief iets sterker was, kunnen zelfs de kleine verschuivingen verklaard worden.

De relatie tussen de geboorteplaats in het land van herkomst en de vestigingsplaats in de migratie (waar nieuwe migranten familie, vrienden of bekenden opzochten) is voor migranten van alle nationaliteiten een gegeven. M.b.t. de joodse vrijwilligers heb ik daarenboven de wel zeer bijzondere «sociabiliteit» beklemtoond. Daarom heb ik deze relatie voor de belangrijkste groep – de Poolse vrijwilligers – van dichterbij bekeken. Van 112 van de 132 vrijwilligers met Poolse nationaliteit kon ik de geboorteplaats localiseren. 48 onder hen woonden in Antwerpen, 49 in Brussel en 15 elders in België (hoofdzakelijk in Luik-Seraing). Opvallend daarbij is dat de helft van de Antwerpse «Polen» uit Galicië kwam en daarenboven meestal uit de traditionele joodse *shtetls*. Omgekeerd waren 44 van de 49 Brusselse Polen wel in Polen geboren en dan nog voor de helft in de twee grote en meest geïndustrialiseerde steden Warschau en Lodz.

Dit verschil is zo duidelijk, dat ik de hypothese zou durven naar voor schuiven dat het voor de gehele joodse migratie geldigheidswaarde heeft. De combinatie van de *shtetl*-traditie met een aanzet tot emancipatie in het ex-Oostenrijks Galicië, geeft mijns inziens voor het Antwerps jodendom de oorsprong aan van een aantal fundamentele tegenstrijdigheden: een sterke aanwezigheid van het politiek nationalisme, een in vergelijking met Brussel niet te veronachtzamen kern van orthodox-gelovigen en tenslotte, mede door de vrij talrijke aanwezigheid van Nederlandse joden, een duidelijk proces van integratie in de Antwerpse samenleving bij alle sociale groepen. De opvallende bloei van het zionisme bij de jongere generatie van na de Eerste Wereldoorlog in Galicië (waar trouwens de bakermat lag van de idealistische zionistische beweging bij uitstek, de *Hashomer Hatsaïr*) kan precies verklaard worden door de onmogelijkheid waarin deze generatie verkeerde om na de annexatie door Polen het integratieproces verder te zetten. Vaak behoorden deze jongeren tot middenklassenfamilies en hadden zij geen voeling met de joodse arbeidersbeweging die nog nauwelijks tot de kleinere steden in Galicië was doorgedrongen. In dit opzicht zette ook het politiek

---

93 *Centrale Dienst voor de Statistiek*. Algemene telling op 31.12.1930 (3de deel), Brussel, 1937, p. 87-88. – Cfr. ook Hoofdstuk 1.2.

nationalisme – het zionisme in al zijn tendensen – de modernisering van het Oosteuropees jodendom verder. Het is eveneens duidelijk dat deze Galicische specificiteit ook de communistische beweging in Antwerpen heeft beïnvloed, al was het maar omdat de meeste van haar leiders na 1935 overgelopen zionisten waren.

Omgekeerd werd het Brussels jodendom beïnvloed door het Pools jodendom van de grote steden, waar de arbeidersbeweging een veel grotere invloed had verworven. Het is geen toeval dat de kleine Bund-kern en de Borochov-aanhangers van de *Linke Poale Tsion*, die beiden steunden op arbeiders uit de artisanale sector, enkel in Brussel voet aan de grond kregen. Het is evenmin toeval dat precies in de hoofdstad in de jaren twintig en de eerste helft van de jaren dertig, de aversie bij de joodse communisten voor de «reformisten» van de Bund en voor de linkse zionisten het grootst was. Precies in de grote Poolse steden woedde deze concurrentieslag in alle hevigheid.

Hoe hadden de joodse Spanje-vrijwilligers zich economisch in de Belgische samenleving ingeschakeld (*cfr. Statistiek 1: Indeling naar beroepscategorieën*) ? Uit dit schema blijkt hoe aanzienlijk hun professionele profiel wel afweek van dat van de Belgische bevolking. De traditionele joodse beroepen zijn manifest aanwezig (de confectie, de huiden- en lederbewerking en de diamantnijverheid), tevens zijn er opvallend veel beroepen uit de tertiaire sector en vooral een oververtegenwoordiging van studenten en intellectuele beroepen.

Statistiek 1: Indeling naar beroepscategorieën
(A = Antwerpen B = Brussel O = overige)

1. Confectie	
* naaister, kleermaker, kleermaakster, confectiearbeider (thuiswerkende - atelierarbeid(st)ers zijn hier niet te onderscheiden	13 (A) + 11 (B) + 3 (O)
* hoedenmaker	2 (B)
* winkelbediende confectie	1 (A)
	Totaal: 30
2. Huiden- en lederbewerking	
* marokijnarbeider	10 (B)
* pelsarbeider	5 (B) + 1 (A)
* schoenmaker	2 (A) + 2 (B)
	Totaal: 20
3. Intellectuele beroepen	
* student (universitair en hoger niet- universitair)	7 (B) + 2 (O)
* ingenieur	4 (B) + 1 (A) + 1 (O)
* geneesheer	3 (B)
	Totaal: 18

4. Bedienden en gelijkaardige beroepen	
* verpleegster	3 (B) + 2 (A)
* bediende	4 (A) + 1 (B)
* drukker	2 (B)
* apotheekhelpster	1 (A)
* landmeter	1 (O)
* handelsvertegenwoordiger	1 (A) + 1 (B)
	Totaal: 17
5. Diamant- en precisienijverheid	
* snijder	8 (A)
* slijper	2 (A)
* zager	1 (A)
* goudsmid	1 (B)
* horlogemaker	1 (B)
	Totaal: 13
6. Metaalindustrie, mijnsector en andere industriële sectoren	
* mijnwerker	4 (O)
* metaalarbeider	2 (B) + 1 (A)
* pistoolschilder	1 (B)
* fabriekwerker	1 (A) + 1 (B)
* mekanieker	1 (A) + 1 (B)
	Totaal: 12
7. Bouwnijverheid en aanverwante	
* elektrieker	3 (B) + 2 (A)
* huisschilder	2 (B)
* meubelmaker	2 (A)
* behanger	1 (A)
* timmerman	1 (A)
* metselaarsknecht	1 (O)
	Totaal: 12
8. Voedingssector, hotelnijverheid en huisbedienden	
* beenhouwersgast	4 (A) + 1 (B)
* melkuitvoerder	1 (A)
* poelierwinkelknecht	1 (A)
* kelner	3 (A)
* dienstmeid	1 (A)
	Totaal: 11
9. Leurders en marskramers	
* lompenkoopman	2 (A)
* marskramer	1 (A) + 1 (B)
	Totaal: 4
10. Andere	
* haarkap(st)per	3 (A) + 1 (B)
* chauffeur	1 (O)
* cinemaoperateur	1 (B)
	Totaal: 6
Beroep onbekend: 52 op 196	

Interessant zijn de verschillen tussen Antwerpen en Brussel. De confectie verdeelde zich in haast gelijke mate over de twee steden, maar de diamant

was Antwerps en de huiden- en lederbewerking Brussels. In de voeding overheerste Antwerpen, wat wellicht toe te schrijven is aan het groter aantal koosjere beenhouwerijen en bakkerijen in de Metropool en bijgevolg ook aan het talrijker orthodox cliënteel dat er woonde.

Voor de andere beroepen is er min of meer een evenwicht en zijn de verschillen eigenlijk te klein om er enige betekenis aan te hechten. Een duidelijke trend is er enkel nog voor de mijnwerkers (zij woonden allen in Luik-Seraing) en voor de intellectuele beroepen. De afgestudeerden trokken zo goed als allen naar Brussel. Uit het schema hieronder (*cfr. Statistiek 2: Universitaire studies*) blijkt dat 24 joodse vrijwilligers voor korte of langere tijd een universiteit hadden bezocht, maar ook dat er slechts 10 waren afgestudeerd: 8 ingenieurs en 2 geneesheren.

Statistiek 2: Universitaire studies in België voor de joodse Spanjevrijwilligers

	Ingenieurs		Geneeskunde		Overige		Totaal		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
RUG	5	1					5	1	6
ULB	1	1	1	2		8	2	11	13
ULg	1	1		1			1	2	3
Totaal	7	3	1	3	0	8	8	14	22

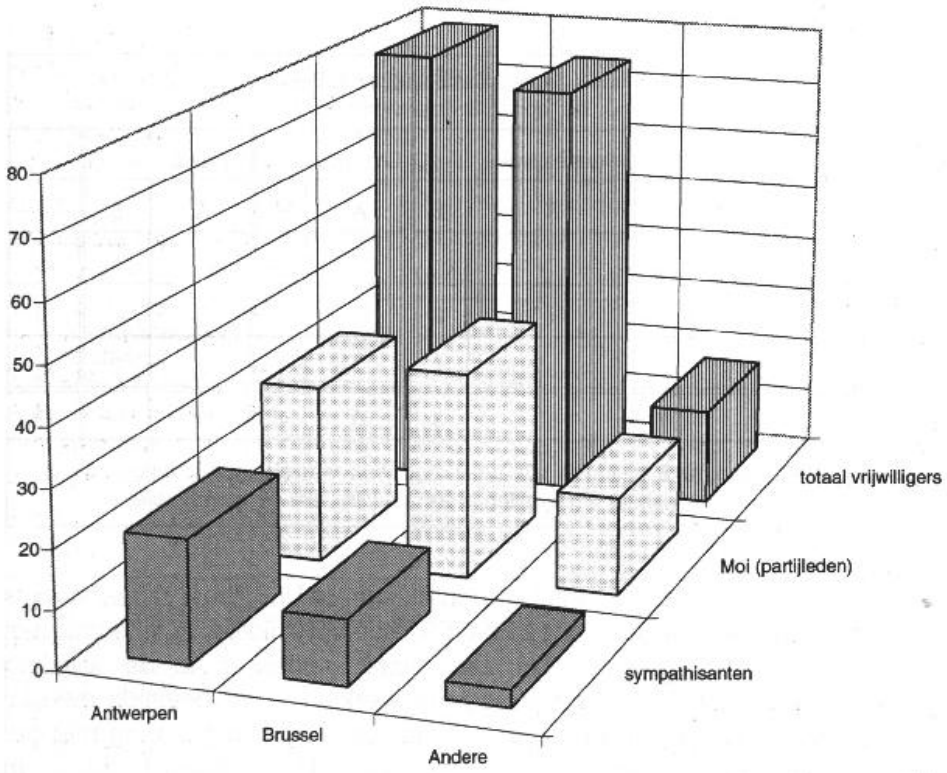
A = studies beëindigd, B = studies niet beëindigd voor vertrek naar Spanje
(1 ingenieur en 1 geneesheer studeerden af aan universiteiten buiten België)

Opvallend is het groot aantal studenten aan de ULB, waarvan er slechts 2 hun studies beëindigden voor ze naar Spanje vertrokken. In feite volgden vele van die studenten slechts een aantal cursussen in de afdeling pedagogiek, scheikunde of bacteriologie en werkten ze ook deeltijds, meestal in een typisch joods beroep zoals de confectie. Dit hangt samen met het feit dat vele immigranten onvoldoende financiële middelen hadden om jarenlang te studeren. Tijdens de jaren dertig bood de inschrijving als student tevens de mogelijkheid om de immigratiebeperkende maatregelen die tijdens de crisisperiode waren ingevoerd te omzeilen en een tijdelijke verblijfsvergunning te krijgen. Dit laatste krijgt nog meer gewicht wanneer ik de verhouding studies beëindigd/niet beëindigd aan de RUG bekijk. Daar lag die verhouding helemaal anders dan in Brussel. Naar Gent kwam de joodse student om te studeren, naar Brussel kwam hij om te immigreren. In Gent was er vooral een joodse studentengemeenschap, in Brussel was er een joodse migrantengemeenschap. Dat verklaart meteen ook waarom, eens afgestudeerd, de ingenieur van de RUG naar Brussel trok en hij maar zelden in het Gentse werk zocht.

In ieder geval hadden ook deze ULB-migranten/studenten hun middelbare studies in Oost-Europa beëindigd, wat een scholingsgraad veronderstelt die de modale Belg in die periode niet had bereikt. Ik kan wat de joodse

Spanjevrijwilligers betreft, met 12% «universitairen», van een bijzonder hoog geschoolde groep spreken.

Uit de analyse van dit sociaal-economisch profiel komt naar voren hoezeer het nog een kopie was van de «joodse anomalie» uit Oost-Europa. Dit is des te belangrijker, omdat ik hier een communistisch «staal» van de joodse migratie onder de microscoop heb gelegd. De communisten wilden in hun politiek internationalisme en in hun integratiestreven, maar ook in hun privéleven, een model zijn van de nieuwe joodse mens die gebroken had met het Getto.



Grafiek 7. Verhouding tussen het aantal communistische partijleden en sympathisanten onder de joodse Spanjevrijwilligers.

Dat het hier om een communistisch «staal» gaat kan niet worden betwijfeld. Uit de hiernavolgende grafiek (*cfr. Grafiek 7: Communisten en sympathisanten t.o.v. totaal vrijwilligers*) blijkt dat van de 119 joodse vrijwilligers waarvan ik de politieke affiliatie voor het vertrek naar Spanje kon achterhalen, er 109 van dicht of nabij betrokken waren bij de communistische familie [94]. Opnieuw vallen daarbij de verschillen tussen

94 Het achterhalen van de politieke affiliatie was één van de minst zekere elementen in deze robotfoto. Ik kon die niet uit een administratieve bron halen, zoals de meeste andere gegevens. Voor de publieke figuren was dit geen probleem. Ook bij de geïnterviewden kon ik over henzelf en hun vrienden de nodige informatie krijgen. De archieven van de Generale Staf van de Brigaden uit het Moskouse IML, kon ik enkel voor de Belgische sectie

Antwerpen en Brussel op. In Brussel waren er naar verhouding meer partijleden, in Antwerpen meer sympathisanten. In Antwerpen cirkelden er tijdens de Volksfrontperiode meer sympathisanten rond de KP, die er als enige arbeidersorganisatie in de joodse straat actief was. Dat was in Brussel niet het geval. In Antwerpen was ook één op drie van de partijleden-vrijwilligers lid geweest van een zionistische vereniging – bijna steeds de *Hashomer Hatsaïr* – wat in Brussel evenmin het geval was. Andere politieke stromingen waren slechts marginaal vertegenwoordigd: drie behoorden tot de links-zionistische familie (twee van de *Linke Poale Tsion* en één van de *Poale Tsionistische* jeugdvereniging *Dror*), één was van de *Bund*, twee waren Trotskisten, drie behoorden tot de socialistische familie (waaronder twee leden van de SJW) en één tenslotte was anarchist.

Ook bij deze hoofdzakelijk uit communisten bestaande groep stelde ik een duidelijk joods beroepsprofiel vast. De vraag is of deze joodse migranten op beroepsvlak wel andere mogelijkheden hadden. Het lijkt mij dat die mogelijkheden net zo groot – of klein – waren als voor de andere (niet-joodse) immigranten en die werkten in het interbellum toch vooral in de zware nijverheid. Dat zij in meerderheid in een joods beroep en in een joods milieu werkten, heeft m.i. in de eerste plaats te maken met de fundamentele remming bij deze recente migranten om met dat eigen milieu te breken. Wanneer ik naga welke elasticiteit het traditioneel agrarisch Vlaanderen wel kon opbrengen om zich niet te laten desintegreren door de industrialisatie, hoeft deze joodse reactie helemaal niet te verbazen [95]. De joden hadden geen grond waarin ze economisch en mentaal waren geworteld, maar ze hadden wel even traditionele professionele bezigheden die een essentieel bindend element vormden in hun groepssociabiliteit. Hoe modern zij zich ook op andere vlakken voordeden of gedroegen, in dat professioneel element zat de navelstreng verscholen die ook de joodse communisten bond aan het getto.

Toch kondigde bij deze communistische «kinderen van het getto» de nieuwe wereld zich middels diverse duidelijke tekenen aan. Het communistisch militantisme was daarin ongetwijfeld niet het minst belangrijke. Het was een uiting van de wil om al het oude in de geest te veranderen en het ging gepaard met een gevorderde secularisatie [96].

---

consulteren, en daarin vond ik slechts een klein aantal van de joodse vreemdelingen terug. Dat ik dus voor 77 van de 196 vrijwilligers geen politieke activiteit voor het vertrek terugvond, betekent m.a.w. nog niet met zekerheid dat zij ook allemaal politiek niet actief waren.

95 Cfr. het doctoraal proefschrift van Eric Vanhaute, *De dynamiek en de ontmanteling van de rurale inkomens- en overlevingsstructuur. De Antwerpse Kempen tussen 1750 en 1910. Een micro-studie*, RUG, 1989.

96 Ik heb slechts in een gevorderd stadium van deze studie de vraagstelling naar «mentale indicatoren» ingebouwd. Dit betekent bijv. dat slechts bij de laatste interviews systematisch vragen werden gesteld over een al dan niet religieus huwelijk, over het in ere houden van de Sabbatrust en de traditionele joodse feesten Yom Kippur en Roch Hachanah, over de religiositeit van de ouders, enz. De wel zeer partiële resultaten hiervan wijzen erop dat, hoewel de a-religiositeit duidelijk overheerst, er zeker gradaties moeten aangebracht worden.

Andere indicatoren van een mentale verandering vond ik in de persoonlijke sfeer. Het meest opvallend is het uitermate grote engagement van de vrouwen. 27 van de 196 joodse vrijwilligers waren vrouwen en dit is veel meer dan het totaal aantal vrouwen onder de 1.600 Belgische vrijwilligers. Zoals deze prosopografie reeds heeft uitgewezen, duidt dit op een hoog niveau van emancipatie. In hoeverre dit element specifiek is voor het communistisch milieu in de schoot van de joodse migratie, blijft een open vraag. De al even opvallende deelname van vrouwen aan de zionistische pioniersgroepen voor Palestina (en de cultuurschok die de vrouwelijke aanwezigheid veroorzaakte bij de Arabische plattelandsbevolking), is evenwel een indicatie van een meer omvattende culturele evolutie. De gemiddeld grotere aanwezigheid van vrouwen uit middenklassenfamilies, gekoppeld aan een hogere scholingsgraad onder de joodse migranten kan hierin een rol hebben gespeeld.

Voor 143 van de 196 vrijwilligers is de burgerlijke staat op het ogenblik van het vertrek naar Spanje gekend (cfr. Grafiek 8: Burgerlijke Staat van de vrijwilligers). Daaruit blijkt dat 69% niet en 26% wel gehuwd was, 4% was gescheiden. Deze gegevens gelden voor een leeftijdscategorie tussen 22 en 30 jaar, die wanneer ik ze vergelijk met de mannelijke joodse bevolking in Polen (categorie 25 tot 29 jaar) in 1931 toch opvallend minder gehuwden telde: 45,5% in Polen, 26% bij de vrijwilligers [97]. De migrantenstatus heeft het huwelijksgedrag van de joodse vrijwilligers beïnvloed, maar daarin schuilt m.i. slechts in tweede instantie de verklaring voor dit fenomeen [98]. Wanneer namelijk de ongehuwd samenwonenden – 16% – bij de gehuwden worden geteld, dan kom ik aan 42%, wat al veel dichter het Pools cijfer van 45,5% gehuwden benaderd. In ieder geval ligt de verhouding alleenstaanden-koppels opnieuw binnen de normale grenzen.

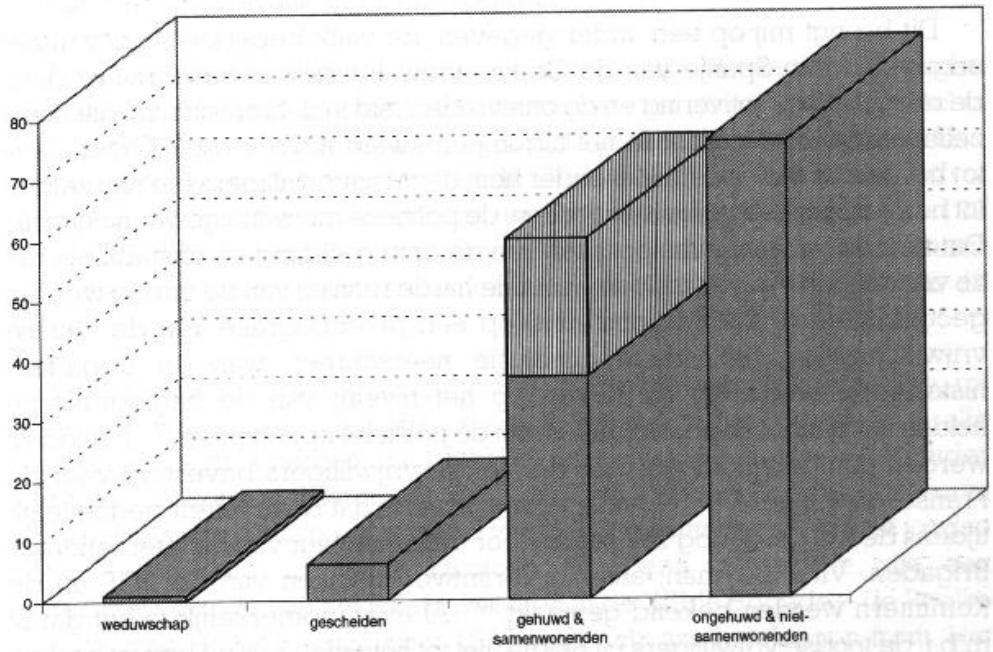
Het aantal ongehuwd samenwonenden onder de Spanjevrijwilligers lag uitzonderlijk hoog en drukt de vooruitstrevende ideeën uit die in de joods-communistische familie hieromtrent werden gekoesterd. Toch is de praktische realisatie van deze ideeën m.i. ook beïnvloed door het afnemen van de sociale controle van de gemeenshap en de familie in de migratie. Deze joodse migratie was in belangrijke mate individueel en niet in familieverband gebeurd en betrof in meerderheid jonge volwassenen (47% van 18 tot 22 jaar). Deze omstandigheid heeft er ongetwijfeld toe bijgedragen dat deze

---

97 Shaul STAMPFER, *Marital Patterns in Interwar Poland*, in *The Jews of Poland. Between two World Wars*, Edit. by Yisrael Gutman, Ezra Mendelsohn, Jehuda Reinharz and Chone Shmeruk, Hannover en Londen, University Press of New England, 1989, p. 186.

98 Bij de telling van 1930 zag de burgerlijke staat van de vreemdelingen in de provincie Antwerpen (waar verhoudingsgewijs toch het meest joden woonden) er als volgt uit: 51,5% ongehuwd, 43,6% gehuwd, 4,3% weduwstaat, 0,6% gescheiden. Aangezien het hier alle vreemdelingen en alle leeftijdscategorieën samen betreft, kan er moeilijk met de joodse vrijwilligers vergeleken worden. Wel is het zo dat hieruit blijkt dat het aantal ongehuwden onder de vreemdelingen hoger lag dan onder de Belgische bevolking. – *Vreemdelingen naar burgerlijke staat in de provincie Antwerpen*. Ministerie van Economische Zaken, Centrale Dienst voor de Statistiek. Bevolking. Algemeene Telling op 31.12.1930, 3de deel, Brussel, 1937, p. 26.

groep het verwerpen van het huwelijk als een traditioneel en burgerlijk gebruik, ook in de praktijk kon omzetten.



Grafiek 8. Burgerlijke staat van de joodse Spanjevrijwilligers.

Wij kunnen uit deze robotfoto besluiten dat de joodse vrijwilligers jongeren waren – tussen hun 22ste en 30ste – en idealistische, zelfs radicale, aanhangers van de moderniteit en de integratie. Desalniettemin bleven zij, meer dan zij welllicht zelf beseften, geconditioneerd door hun Oosteuropese joodse afkomst.

2. NA SPANJE

2.1. Een Spaanse balans

In oktober 1938 richtte het *Aktsie komitet farn antifashistishn front in Shpanie* een manifest tot de joodse bevolking van Brussel met een oproep voor steun aan de gewonde en invalide Spanjevrijwilligers die waren gerepatrieerd: (...) *tsendliker yidishe heldn habn virdik geopfert zeyere yunge lebns, uysfirndik troy dem mandat fun gantsn yidishn folk, kemfdik kegh fashizm un zeyn leiblekhn bruder, dem eklhaftn antisemitizm* [99]. De prijs die de joodse vrijwilligers uit België hadden betaald lag inderdaad hoog: 38 van de 196 waren gesneuveld, en dit komt neer op bijna 20%. Voor de 68 Gentse vrijwilligers, die wij op dezelfde gedetailleerde manier onder de loupe namen, kwamen wij slechts tot 12% [100]. Wellicht is dit verschil te verklaren

99 «(...) tientallen joodse helden hebben waardig hun jonge leven geofferd; daarmee hebben ze trouw (onafgebroken) een opdracht uitgevoerd van het gehele joodse volk en de strijd aangebonden tegen het fascisme en zijn onafscheidelijke broer, het verwerpelijke antisemitisme». - *Di Naie Presse*, 14.10.1938, p. 3.

100 Rudi VAN DOORSLAER, *Gentenaars in de Internationale Brigaden*, *op.cit.*, p. 184.

door het feit dat de joodse vrijwilligers gemiddeld veel langer in Spanje hebben verbleven dan de Gentse.

Dit brengt mij op een ander gegeven: de vaak beperkte duur van het engagement in Spanje van de Gentse vrijwilligers was veroorzaakt door de onduidelijke motivering en de ontevredenheid in de frontsituatie, die soms zelfs leidde tot desertie. In het algemeen kwam ik voor de «Gentenaars» tot het besluit dat bij een deel onder hen, de crisisvrijwilligers die niet zelden tot het lompenproletariaat behoorden, de politieke motivatie gewoon ontbrak. Dat was de voornaamste oorzaak van de ontmoediging en onstabiliteit die ze vertoonden eens ze in Spanje met de harde realiteit van de oorlog werden geconfronteerd. Toen ik gesteund op een prosopografie van de Gentse vrijwilligers in 1980 deze conclusie neerschreef, was de Brigaden-historiografie nog blijven steken op het niveau van de hagiografische heldenliteratuur of de scheldtirades van de politieke opponenten [101]. Inmiddels werden mijn bevindingen voor de Gentse vrijwilligers bevestigd voor de Franse vrijwilligers [102]. Opvallend is trouwens dat deze feiten gedeeltelijk tijdens de burgeroorlog zelf reeds door de inspecteur van de Internationale Brigaden, Vital Gayman, aan de verantwoordelijken van de PCF en de Komintern werden bekend gemaakt [103]. Al even opmerkelijk is het dat ik m.b.t. de joodse vrijwilligers uit België niet tot hetzelfde besluit ben gekomen.

Slechts voor één joodse vrijwilliger, «Lucien» Nuson Vaiser, een landmeter uit het Roemeense Tighina die in Luik woonde, vond ik een – trouwens dubieuze – vermelding van een desertie [104]. Een vijftal anderen werden om onduidelijke redenen uit Spanje gewezen. Isaac Berger, de broer van «Piet» Akkermans vriendin Lya, wou niet naar het front en werd in een bedrijf tewerkgesteld. Jacques «Kuba» Bachrach, de oud MOE-leider van Brussel en Antwerpen, kreeg moeilijkheden met de politieke politie van de *Servicio de Investigaciòn Militar* omdat hij contact zou hebben gehad met een vrouw

---

101 Ook de studie van Ward Adriaens over de Belgische vrijwilligers ontsnapte hier niet aan: cfr. *Ward ADRIAENS, Vrijwilligers voor de vrijheid. Belgische antifascisten in de Spaanse burgeroorlog*, Leuven, Kritak, 1978 en mijn kritiek hierop, in *Mededelingen*, nr. 9, maart 1979, NCWOII, Brussel, p. 38-40.

102 Carlos SERRANO, *L'Enjeu Espagnol. PCF et guerre d'Espagne*, Paris, Messidor/Editions Sociales, 1987 (vooral p. 81 e.v.).

103 Cfr. *Vital Gayman et les Brigades internationales*, Présentation de Carlos Serrano, in *Cahiers d'Histoire de l'Institut de Recherches Marxistes*, n° 28, 1987, p. 107-137.

104 AMBZ, *Dossiers Espagne*, 15.679/1. – Vaiser werd wegens desertie op 24 november 1938 door de militaire rechtbank van Catalonië ter beschikking gesteld van de Belgische consul. Deze mededeling van de Rechtbank van Catalonië is vreemd, omdat op 24.11.1938 de Brigaden reeds gemobiliseerd waren en Vaiser werd gesignaleerd als Lucien Vaiser, geboren in Eupen op 26.2.1910 en van Belgische nationaliteit, terwijl hij in werkelijkheid Nuson Vaiser heette, geboren werd in Tighina op 26.2.1910 en de Roemeense nationaliteit bezat. Vaiser leidde tijdens de bezetting in Luik een groep Russische partizanen (krijgsgevangenen die in de Limburgse mijnen waren tewerkgesteld geweest en er waren ontsnapt) en werd in 1948 nog veroordeeld wegens wapensmokkel (zaak waar waarschijnlijk één of andere Sovjetinlichtingsdienst bij betrokken was). In deze context komt deze uitwijzing toch in een vreemd daglicht te staan en lijkt de hypothese gewettigd dat ze werd georchestreerd om Vaiser – die in 1934 wegens politieke activiteiten uit België was gewezen – toe te laten naar België terug te keren.

die later werd aangehouden als spionne voor de nationalisten [105]. In ieder geval leveren deze gegevens niet hetzelfde portret op als datgene wat wij van de Gentse vrijwilligers samenstelden.

Nog een andere element bevestigt dit verschil: 29 van de 196 joodse vrijwilligers werden officieren (15%), terwijl dat het geval was voor slechts 5 van de 68 Gentse vrijwilligers (7%). Dat de scholingsgraad van de joodse vrijwilligers merkelijk hoger lag dan de Gentse heeft hierin wellicht een rol gespeeld. Minstens even belangrijk was evenwel het politiek profiel: 109 van de 196 joden stonden in min of meer nauwe relatie met de communistische beweging (56%), bij de Gentenaars was dat slechts voor 16 van de 68 het geval (24%).

Ook hebben de «Belgische» joden in Spanje een opmerkelijke rol gespeeld, wat van de Gentenaars en de Belgen in het algemeen – alle relativiteit in acht genomen (ca. 1.600 Belgen t.o.v. 196 joden) – veel minder kan gezegd worden. Niet alleen de figuur van de jonge «Piet» Akkerman zorgde daarvoor. Daarnaast waren 3 van de 6 commandanten van de joodse Botwin-compagnie uit België afkomstig [106]. Deze compagnie, die een onderdeel vormde van het Palafoxbataljon in de XIIIde Brigade – de Poolse Dombrowski – was in december 1937 opgericht aan het Aragon-front. Het dagorder van de Brigade Dombrowski onderstreepte de talrijke aanwezigheid van de joodse vrijwilligers in de Brigaden en in de Dombrowski in het bijzonder. Om de vele joden die waren gesneuveld in de «strijd voor de vrijheid» en tegen de «doodsvijand van de mensheid, het fascisme» te eren, zou de 2de compagnie voortaan een joodse compagnie zijn met de naam Naftali Botwin [107]. Deze oprichting kwam rijkelijk laat, alhoewel ook het Belgisch bataljon Brachet pas twee maanden eerder was ontstaan. Ook hier weer beantwoordde deze oprichting aan een politieke verzuchting van het thuisfront. De actie rond de strijd in Spanje, die zo vele joden naar de Internationale Brigaden had gebracht, vroeg om een specifieke erkenning [108]. Andere «nationaliteiten» hadden hun eenheden vaker naar «nationale helden»

---

105 Ook dit verhaal is onduidelijk. Bachrach, die toen chef-arts was in Benicassim, werden ook «Trotskistische deviaties» toegeschreven. Dat hij op een bepaald ogenblik moeilijkheden heeft gehad met de partij en de politie werd ons door diverse getuigen bevestigd. Daarover zouden trouwens artikels verschenen zijn in *Di Naie Presse* en in een Brussels studentenblad, die wij evenwel niet terugvonden. *Interviews met Genia Gross en Bolek Zygelman*, Antwerpen (23.1.1986) en Jeruzalem (5.6.1989).

106 In de internationale literatuur over Spanje treft men steevast de naam van «Piet» Akkerman (in alle mogelijke schrijfwijzen) aan. Akkerman kreeg, nog tijdens de burgeroorlog, ook een plaats op de ere-begraafplaats van de Brigaden in Fuencarral. In zekere zin groeide ook Pierre Brachet, de vroeg in Spanje gesneuvelde oud ULB-student en redacteur van *Le Peuple*, tot een symbool uit, toen het Belgisch bataljon dat in oktober 1937 werd opgericht naar hem werd genoemd. Net zoals dat bij de oprichting van de Botwin-compagnie het geval was, had deze stichting van het Belgische bataljon (waarin trouwens slechts een kleine minderheid Belgen diende) een politieke symboolfunctie voor het thuisfront. Daarom werd ook de naam van de socialist Pierre Brachet gekozen. Hij verpersoonlijkte de antifascistische eenheidsgedachte die centraal stond in de communistische Volkfsfrontpolitiek.

107 *Tag-bafel* van de Generale Staf van de 13de Brigade Domsbrowski, dd. 12 december 1937, afgedrukt in *Di Naie Presse*, 5.2.1938, p. 3.

108 Cijfers m.b.t. de joodse vrijwilligers vindt men in bijlage.

genoemd – Garibaldi, Washington, Lincoln, Mickiewicz, Rakoczi, Masaryk, Saklatvala, enz. – dan figuren uit de revolutionaire strijd, maar zo ver wensten de communistische verantwoordelijken m.b.t. de joden niet te gaan.

De oprichting van een joodse eenheid was reeds van bij het ontstaan van de Internationale Brigaden opgeworpen. Toen vielen zelfs de namen van de joodse helden uit de oudheid Bar Kochba en Maccabi, maar het werd in december 1937 uiteindelijk Botwin [109]. Naftali Botwin was een in brede kringen eigenlijk weinig bekende jonge communist uit Lvov, die in 1925 in Polen was terechtgesteld wegens de moord op een politie-infiltrant. Dat de keuze op een communistische martelaar viel i.p.v. op een joodse nationale figuur was geen toeval, maar symboliseerde de ambigue opstelling van de communisten t.o.v. het joods nationaal feit en in extenso t.o.v. de joodse kwestie. Tijdens de volksfrontperiode groeide er een symbiose tussen de joodse communisten en de sociale en mentale identiteit van de duizenden Oosteuropese migranten in Antwerpen, Brussel, Parijs en elders. Deze symbiose liep evenwel niet parallel met de ideologische basisstelling van de communisten inzake de joodse kwestie die de assimilatie bleef vooropstellen.

In deze Botwin-compagnie, die trouwens niet alleen joden maar ook Polen, Spanjaarden en zelfs twee Palestijnse arabieren in haar rangen telde, trof ik slechts 11 (een 6%) van de 196 joodse vrijwilligers uit België aan. Door de vele overplaatsingen is het trouwens moeilijk uit te maken in welke eenheden de joodse vrijwilligers het langst verbleven. De meesten zaten ongetwijfeld in de 11de, de Duitse Thälmann-Brigade, en in de 13de, de Poolse Dombrowski. De «nationale» verschillen bepaalden evenwel niet zelden ook de opdeling in de Brigaden en bataljons: Israël Akkerman zat bij de Belgische vrijwilligers in het Frans-Belgische bataljon André Marty, «Dolly» Gunzig was compagniecommandant bij het Tsjechische bataljon Masaryk, de Hongaar Sandor Weiss was kapitein in het bataljon Rakoczi, de Duitssprekende *Galitsianer* «Maks» Stark werd officier in het bataljon Edgar André van de XIde (Duitse) Thälmann-Brigade. Toch kwamen 3 van de 6 commandanten van de Botwin-compagnie uit de Belgische migratie: Mowsza «Micha» Sapir, Emmanuel «Mundek» Mink en Alter Szerman [110].

Mink was de eersteling die in juli 1936 met de Olympiadesportgroep naar Barcelona trok en sindsdien via de officierenschool van Pozorrubio zijn weg had gemaakt in de Brigaden. Szerman was met de groep van Emiel Akkerman op 17 oktober 1936 uit Antwerpen vertrokken. Hij had met het Edgar André-bataljon aan de slag voor Madrid deelgenomen en was na de campagne aan de Guadalajara in maart 1937 naar de officierenschool gestuurd. Als luitenant werd hij in de 86ste Brigade (een «gemengde» Brigade hoofdzakelijk samengesteld met vrijwilligers uit Centraal- en Oost-

109 Over deze projecten en de oprichting van de Botwin-compagnie: David DIAMANT, *op.cit.*, p. 133-156. – Arno LUSTIGER, *op.cit.*, p. 302-313. – Cfr. ook de kritische bemerkingen terzake van G.E. Sichon: G.E. SICHON, *op.cit.*, p. 47 e.v.

110 *Interviews met Alter Szerman en Mundek Mink*, Jette (5 juni 1979) en Brussel (25 september 1986).

Europa) geplaatst en kwam, na een verwonding en een tijdelijke hospitalisatie, uiteindelijk in de 2de compagnie van het Palafox-bataljon, de Botwin-compagnie, terecht.

Mowsza Sapir, de 3de commandant van de Botwin-compagnie na Karol Gutman uit Byalistock en Leon Rubinstein uit Parijs, was geboren in 1909 in de Litouwse hoofdstad Vilna – het «Jeruzalem van het Noorden». In 1928 schreef hij zich in aan de Technische Scholen van de RUG en in 1933 studeerde hij er af als ingenieur electronica [111]. De oudere broer Hirsz, een elektrieker, was in 1932 uit Sint-Gillis ook naar Gent komen wonen en had werk gevonden bij de firma Haché-Van Loo in de St. Jacob Nieuwstraat [112]. Begin november 1936 werden ze beiden uitgeschreven voor Sint-Gillis. «Micha» meldde zich daarna, wellicht na een oponthoud in Parijs waar zijn zuster Rachel woonde (die verpleegster werd in Spanje), als vrijwilliger voor de Internationale Brigaden. Hij voerde slechts twee maanden het commando over de Botwin-compagnie toen hij op 3 april 1938 in Lerida zwaar werd gekwetst. In mei stierf hij in een kliniek in Barcelona. Hij werd opgevolgd door een oud-soldaat uit het Franse Vreemdelingenlegioen, Israël Halbesberg. Ook deze sneuvelde, op 30 juli 1938. De vijfde en zesde commandant (de Poolse niet-jood Tadeusz Szlachta die de compagnie slechts 2 dagen leidde niet meegerekend) van de Botwin-compagnie, Mink en Szerman, hadden meer geluk. Zij waren beiden gewond afgevoerd, toen de compagnie op 21 september 1938 aan de Ebro door Marokkaanse soldaten van het Nationalistische leger werd ingesloten en alle «internationalen» werden afgemaakt. De Spanjaarden bleven gespaard. Hiermee was de lijdensweg van Szerman en Mink niet ten einde. Voor hen werd de demobilisatie en de terugkeer uiteindelijk een niet-terugkeer.

2.2. De niet-teruggekeerden.

Van de 157 resterende vrijwilligers (38 sneuvelden en één bleef tot 1944 in een krijgsgevangenenkamp in Spanje opgesloten) keerden er 92 naar België terug tijdens of na het einde van de burgeroorlog. Deze terugkeer liep dus niet van een leien dakje. Op 21 september 1938 kondigde de president van de Spaanse Republiek Negrin in de Volkenbond de ontbinding van de Brigaden aan. Twee dagen later werden ze van het front teruggetrokken en in de loop van oktober in Parafrugell, in de omgeving van Barcelona, geconcentreerd met het oog op een door de Volkenbond gesuperviseerde repatriëring. Dit was ook het geval voor de joodse vrijwilligers uit België.

Enkele gekwetsten of «indésirables» waren voor september 1938 individueel naar België teruggkeerd. Zij hadden daarbij doorgaans geen moeilijkheden ondervonden, hoewel ze hun verworven rechten – bijv. een permanente verblijfsvergunning – waren kwijtgespeeld. Naderhand bracht

---

111 ARUG, *Inschrijvingsregisters 1928-1929/1931-1932.*

112 Archief Stad Gent, *Dienst Vreemdelingen*, Dossier Mowsza Sapir, 64/200.

dit sommigen (wij hebben reeds het voorbeeld van Cyngiser aangehaald) wel degelijk in de problemen.

Na oktober 1938 kwamen de vrijwilligers in een officieel statuut van gemobiliseerd Interbrigadist terecht en werd hen de terugkeer door de rechts-dictatoriale landen ontzegd. Dit gold voor de Duitse, Oostenrijkse en Italiaanse vrijwilligers, dit gold tevens voor bijna alle Oosteuropeanen. De Polen werden bij regeringsdecreet hun nationaliteit ontnomen. Uit het verslag van de Militaire Commissie van de Volkenbond over de repatriëring blijkt dat van de 12.688 Interbrigadisten er minder dan de helft – 5.850 – tussen oktober 1938 en 5 februari 1939 naar huis waren teruggekeerd [113].

Tijdens de campagne van de nationalisten in Catalonië vroegen de vrijwilligers die in Parafrugell waren achtergebleven om terug te worden bewapend en trokken ze onder de nieuwe naam *Agrupaciones* opnieuw naar het front. Eén van deze *Agrupaciones* werd geleid door kolonel Heniek Torunczyk, een joodse textielingenieur uit Lodz die in 1933 aan de *Ecole Supérieure des Textiles* van Verviers was gepromoveerd. Midden in de chaos van het ineenstortend Catalonië had deze herinzet van de internationalen militair geen enkele betekenis meer. Na enkele weken schermutselingen om de aftocht te dekken, trokken de resterende 6.838 buitenlandse vrijwilligers tussen 5 en 10 februari 1939, samen met naar schatting 450.000 Spaanse vluchtelingen de Franse grens over.

In de kustplaatsen Saint-Cyprien en Argelès werden door de Franse autoriteiten inderhaast geïmproviseerde tentenkampen opgericht waar ook de internationalen terecht kwamen [114]. Omgeven door prikkeldraad en bewaakt door Soedanese soldaten, waren dit geen opvangkampen voor vluchtelingen maar gevangenissen. De toestand in de kampen was op het vlak van de voeding en de hygiëne bijzonder slecht. De joodse ex-Brigadisten organiseerden zich om het interne kampleven draaglijk te maken. In het joods comité, dat net zoals de andere comité's in feite door de communisten werd geleid, zaten de twee «Belgen» Hersch Zimmerman en Alter Szerman [115]. Er werden door het comité diverse culturele activiteiten georganiseerd en een gestencild blaadje, *Hinter Shtakhldrotn* (Achter Prikkeldraad), uitgegeven.

Vanuit Saint-Cyprien en Argelès vertrokken er vanwege de joodse ex-Interbrigadisten aanvragen naar de Belgische zaakgelastigde in Amelie-les-

---

113 *League of Nations. Situation in Spain: withdrawal of non-Spanish combatants. Action taken in execution of the resolution of the Council dated September 30th, 1938*, Geneva, May 8th, 1939. – United Nations Library, Genève, C.138.1939.IX.

114 Gilbert BADIA e.a., *Les barbelés de l'exil*, Grenoble, P.U.G., 1979. – *Plages d'exil. Les camps de réfugiés espagnols en France – 1939*, Paris, B.D.I.C. - Hispanistica XX, 1989. – Pierre MILZA, Denis PESCHANSKI (red.), *Exils et migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994. – Monique-Lise COHEN, Eric MALO, *Les camps des Sud-Ouest de la France, 1939-1944. Exclusion, internement et déportation*, Toulouse, Privat, 1994.

115 David DIAMANT, *op.cit.*, p. 254. – Interview met *Alter Szerman*, Brussel, 5 juni 1979.

Bains, de socialist Walter Loridan, om vrijgeleides voor België te krijgen [116]. Deze aanvragen werden via de kanalen van Buitenlandse Zaken naar de Administratie van de Openbare Veiligheid doorgestuurd. Daar werd beslist wie een visum kon krijgen en wie niet. Enkel de vreemdelingen die legaal in België hadden verbleven ontvingen in januari, toen ze nog in het opvangkamp van de Brigaden in Parafrugell (Barcelona) verbleven, of in februari in de kampen van Argelès en vooral Saint-Cyprien toestemming om naar België terug te keren [117]. Voor 12 personen werd de aanvraag geweigerd, omdat ze niet legaal in België verbleven – meestal waren ze reeds uitgewezen geworden – of er onbekend waren. Dat was ondermeer het geval voor Emmanuel «Mundek» Mink, de oud-commandant van de Botwin, en voor de Hongaarse communist uit Antwerpen Isaac Mehrel, de latere communistische partijchef in Budapest die in 1956 door opstandelingen werd vermoord [118].

In feite waren er nog veel meer joodse vrijwilligers die niet naar België konden terugkeren. 33 onder hen waren reeds voor hun vertrek bij Koninklijk Besluit uit het land gewezen, zodat terugkeer al per definitie onmogelijk was [119]. Alter Szerman deed, toen hij nog in Parafrugell zat, wel een aanvraag maar kreeg daarop nooit een antwoord [120]. In ieder geval is dit hoog aantal uitgewezenen (17%) opnieuw een aanwijzing voor de grote politisering van de joodse vrijwilligers.

Wat gebeurde er nu met de vrijwilligers die niet konden terugkeren [121] ? In april 1939 werden de Internationalen, samen met de «politieke Spanjaarden», naar het concentratiekamp van Gurs overgebracht. 20 van de 34 waarover wij gegevens konden terugvinden slaagden erin uit Gurs of later het kamp van Le Vernet (of voor de vrouwen uit nog andere kampen) weg te komen [122]. 8 onder hen verlieten Frankrijk voor de inval van de Duitse troepen in mei 1940. Jacques Bachrach, de oud-leider van de Antwerpse en Brusselse MOI, was één van de drie ex-vrijwilligers uit België die erin

---

116 AMBZ, *Dossiers Espagne*, 11.170.

117 *Lijsten van 25.1.1939 en 23.2.1939 van de Openbare Veiligheid via de Administratie van Buitenlandse Zaken opgestuurd naar Loridan in Amelie-les-Bains*, AMBZ, *Dossier Espagne*, 11.170.

118 Zoals de meeste joodse communisten die na de oorlog naar Hongarije terugkeerden, had ook Mehrel zijn naam veranderd. Imre Mezö klonk alvast minder joods dan Isaac Mehrel. Die naamsveranderingen hebben het mij moeilijk gemaakt om bepaalde joods-Hongaarse vrijwilligers uit België te identificeren. Op de lijst die de Federatie van Hongaarse Verzetsmensen mij toestuurde stonden enkel diegenen die in Spanje waren gesneuveld met hun oorspronkelijke naam vermeld. *La solidarité des peuples avec la République Espagnole*, *op.cit.*, p. 316. – *Lijst van de Fédération des Résistants et des Antifascistes Hongrois*, mei 1986.

119 ARA, *Fonds Charles de Broqueville*, nrs. 674 en 675 (kabinetsverslagen). Bibliotheek Rechtbank Kortrijk, Papieren Marcel-Henri Jaspar (Volledige lijst kabinetsverslagen augustus 1928 – december 1930). – Ministerie van Justitie – Administratie der Vreemdelingenpolitie, *Repertorium der vreemdelingen die uit het Rijk werden gezet of gedreven van 1934 tot 1944*, Brussel, Belgisch Staatsblad, 1944.

120 *Interview met Alter Szerman*, Brussel, 5 juni 1979.

121 65 keerden niet terug naar België; voor 31 onder hen vonden wij geen gegevens.

122 De meeste gegevens over diegenen die niet naar België terugkeerden vonden wij bij het Bestuur der Oorlogsslachtoffers van het Ministerie van Volksgezondheid (V.G./D.O.) en in het *Centre de Documentation Juive Contemporaine* in Parijs.

slaagde in Groot-Brittannië te geraken [123]. Hij meldde zich als vrijwilliger voor het Britse leger en werd er opnieuw officier. De 12 anderen bleven in Frankrijk en 7 onder hen waren actief in het, meestal communistische, verzet. Hersz Zimmerman, een oud-student scheikunde van de ULB, sloot aan bij één van de eerste communistische stadsguerillagroepen in Parijs en kwam bij de ontploffing van een zelfgemaakte bom in april 1942 om het leven [124].

Van de 14 die tot april 1941 in Gurs – en sommigen ook in Argèles en Le Vernet – opgesloten bleven, werden er tussen april en november 1941 11 naar het kamp van Djelfa, in het Algerijnse Atlasgebergte, gedeporteerd. In Djelfa, officieel een *Centre de Séjour Surveillé* ingericht door het Vichy-regime, werden enkele honderden Spanjaarden van het Republikeins leger en ca. 280 Internationalen – vooral uit Oost-Europa – samengebracht [125]. Bij deze groep Internationalen waren er 184 joden, onder wie Alter Szerman, Benjamin Zygelman en Nathan Ulmann. Ulmann had in het begin van de jaren dertig nog het lokaal van *Gezerd* in Antwerpen uitgebaat [126]. De levensomstandigheden in Djelfa waren nog harder dan in de Franse kampen. Tot juni 1942 verbleven de gedetineerden in tenten en dat met temperaturen die de 60°C haalden in de zomer en -10°C in de winter. In juli 1942 werden barakken betrokken die door de gevangenen waren gebouwd en liep het sterftecijfer – dat vooral onder de Spanjaarden hoog lag – terug.

Op 8 november 1942 landden de Brits-Amerikaanse strijdkrachten in Algerije en in maart 1943 werd het kamp bezocht door een intergeallieerde commissie. Dit resulteerde, hoewel niet zonder moeilijkheden, in de vrijlating van de gevangenen [127]. De Poolse consul stelde aan de ex-Brigadisten de vraag of ze al dan niet van joodse afkomst waren en of ze bereid waren tegen de Sovjetunie te vechten. Een dertigtal Polen werden als gevolg daarvan (maar onder het voorwendsel dat ze hun nationaliteit hadden verloren door dienst te nemen in de Internationale Brigaden !) niet als Polen erkend. De meesten onder hen – bijna allen joden – kwamen uiteindelijk in het Britse *Pioneer Corps* terecht. Dit was ook het geval voor Szerman [128].

De eindbalans voor de 34 joodse ex-vrijwilligers die niet naar België terugkeerden en waarover wij gegevens vonden, zag er als volgt uit: 3 kwamen om in het verzet, 1 sneuvelde bij de partizanen in Wit-Rusland en 5 volgden de weg van de raciale deportatie via Drancy naar Auschwitz. Van deze 5 werden er 3 gerepatrieerd, wat een uitzonderlijk percentage is, maar op deze problematiek kom ik m.b.t. de uit België naar Auschwitz gedeporteerde vrijwilligers nog terug.

---

123 *Interview met Genia Gross*, Antwerpen, 23.1.1986.

124 *Interview met Malka Zimmerman*, Brussel, 6.10.1988.

125 *Quelques renseigements sur le camps d'internés politiques étrangers de Djelfa*. Niet ondertekend rapport (vermoedelijk Dr. A. Roubakine), eind april 1943. – Archieven van het Centre de Documentation Juive Contemporaine in Parijs, CCCLXXXV-9.

126 *Interview met Alter Szerman*, Brussel, 5 juni 1979.

127 *Ibidem* noot 125.

128 *Interview Alter Szerman*, Brussel, 5 juni 1979.

2.3. In België tijdens de bezetting

158 van de 196 vrijwilligers uit België overleefden het Spaans avontuur. 92 onder hen keerden naar België terug en 76 maakten ook de Duitse bezetting in België mee [129]. In het portret van de Gentse Brigadenvrijwilligers kwam ik tot de bevinding dat de continuïteit in het politiek gedrag – van de antifascistische strijd vóór de oorlog naar het verzet tijdens de oorlog – niet zo voor de hand lag als vaak wordt aangenomen [130]. Op een meeting van het «Verenigd Joods Comité voor Spanje» in Brussel legden drie teruggekeerde vrijwilligers in oktober 1938 een verklaring af waarin ze zich bereid verklaarden «do uyfn ort veiter tsu kemfen far dizelbe idealn» [131]. De vraag was dus of deze politieke continuïteit bij de joodse vrijwilligers meer aanwezig was dan bij de Gentse.

De vervolging waaraan de joden door de nazi-bezetter werden onderworpen geeft een bijkomende dimensie aan deze problematiek. De aanvullende vraag die daarbij kan gesteld worden luidt: gedroegen zij zich anders t.o.v. deze anti-joodse dwangmaatregelen (die niet het gevolg waren van hun politieke ideeën of daden, maar louter van hun jood-zijn) dan de modale joodse burger in België ?

Van de 76 ex-Spanjevrijwilligers die in België woonden, vond ik voor 51 onder hen sporen van verzetsactiviteiten. Van de 60 Gentse vrijwilligers, die in 1940-1944 nog in leven waren, vond ik met veel goede wil 5 personen die op één of andere manier aan verzet hadden gedaan. Ik heb reeds gewezen op de verschillende samenstelling van de twee groepen, zowel qua sociaal profiel als qua politieke affiliatie. Een ander element in de veel grotere politieke continuïteit van de joodse Brigadisten (in samenspel met de twee vorige factoren) was hun opvallende sociabiliteit. Bij het vergelijken van diverse subgroepen – korte en lange tijd in Spanje of al dan niet behoren tot de KPB in 1940 – drong de vaststelling zich op dat enkel het blijvend partijlidmaatschap een duidelijke invloed had op de continuïteit in het gedrag van de Gentse Spanjevrijwilligers [132]. Ik schreef toen ook dat «naast het behoren tot een organisatie, direct persoonlijke banden van belang waren bij de keuze van de weg die meerdere oud-vrijwilligers in bepaalde crisisomstandigheden zouden volgen». Deze conclusie m.b.t. de betekenis van de persoonlijke associatiegraad voor het politiek gedrag, wordt door de oorlogsgeschiedenis van de joodse Brigadisten bevestigd.

---

129 14 ex-vrijwilligers verlieten België opnieuw voor 10 mei 1940. Eén overleed en van de 4 die in de meidagen met de «spooktreinen» werden gedeporteerd werd er één – Michael Garfunkel – in Abbeville door Franse soldaten vermoord. De drie andere keerden naar België terug en zijn in deze 76 meegeteld. – M.b.t. Michael Garfunkel cfr. Carlos Vlaeminck, *Dossier Abbeville. Arrestaties en deportaties in mei 1940*, Leuven, Davidsfonds, 1977.

130 Rudi VAN DOORSLAER, *Gentenaars in de Internationale Brigaden, op.cit.*

131 «Hier ter plaatse verder te strijden voor dezelfde idealen». – *Di Naie Presse*, 14.10.1938, p. 3.

132 Rudi VAN DOORSLAER, *Gentenaars in de Internationale Brigaden, op.cit.*, p. 187.

Nog in 1940 vonden drie joodse «oud-Spanjaarden» de weg naar het Sovjetinlichtingennet dat Leopold Trepper in België had uitgebouwd: Isidoor «Sabor» Springer, Vera Luftig en David «Kamy» Kamenomotsky. Springer werd één van de directe medewerkers van Trepper, die «Sabor» kende sinds het prille begin van de jaren dertig. Toen stonden ze op meetings in Brussel als kemphanen tegenover elkaar, Trepper als afgevaardigde van de Parijse MOI, Springer als vertegenwoordiger van de Belgische *Hashomer Hatsaïr* [133]. Het Sovjet-Duits niet-aanvalspact was voor Springer een drama geweest, schreef Trepper in zijn mémoires. Net als in de jaren dertig, toen hij zich moeilijk had kunnen verzoenen met de partijstandpunten over het fascisme, en later toch naar Spanje vertrok, engageerde «Sabor» zich in 1940 in één van de meest gevaarlijke clandestiene activiteiten, alsof hij daarmee zijn aarzeling wou compenseren. Rondom zich verzamelde Springer enkele van zijn Vlaamse vrienden die hij had leren kennen aan de Universiteit en meer in het bijzonder in de vrijzinnige studentenvereniging «'t Zal Wel Gaan».

Naast de Vlaamse ingenieurs- en de «'t Zal»-filière, exploreerde Springer ook de joodse filière. Zijn directe medewerkster werd Vera Luftig, de weduwe van Emiel Akkerman. Zij overleefde als enige van het drietal de oorlog. Ook Jacques «Dolly» Gunzig en zijn vrouw Rachel Eksztejn, net als Springer en Trepper zelf oud-*Hashomer Hatsaïr*-militanten die naar het communisme waren gekomen, bezorgden inlichtingen aan Springer [134]. Gunzig kreeg van de partij evenwel een andere belangrijke opdracht, de organisatie van een commercieel financieringsapparaat voor de clandestiene KPB [135]. Op 29 april 1942 werd Gunzig tijdens een vergadering aangehouden en op 28 juli van datzelfde jaar in Mauthausen vermoord [136].

Ook Springer en de andere oud-Spanjevrijwilliger in de *Rote Kapelle*, David «Kamy», overleefden de oorlog niet. Na de razzia van de *Abwehr* in de Atrebatenstraat in juni 1941, die een zware slag toebracht aan het net, zette Trepper wat nog restte van de Belgische groep op non-actief en stuurde Springer in december 1941 naar Lyon [137]. Daar ging «Sabor» onder de schuilnaam Alfred Debie, verder met zijn inlichtingswerk en knoopte contacten aan met oud-minister August Balthazar en de consul van de Verenigde Staten [138]. Deze activiteit werd hem uiteindelijk fataal: op 19 december 1942 werd hij aangehouden door de Politieke Sectie van de Franse politie. Op bevel van de directeur van de Staatsveiligheid in Vichy werd hij aan de *Sicherheitspolizei* uitgeleverd. Op 27 december 1942 pleegde Springer in de gevangenis van Fresnes zelfmoord door over de ballustrade van de derde verdieping te springen [139].

---

133 Leopold TREPPER, *Le grand jeu*, Paris, Albin Michel, 1975, p. 119.
134 Leopold Trepper, *op.cit.*, p. 119.
135 *Interview met Rachel Eksztejn*, Brussel, 9.11.1983 (i.s.m. José Gotovitch).
136 MVG-DO, *Dossier O.D.O. en P.G. Jacques Gunzig.*
137 Leopold TREPPER, *op.cit.*, p. 180.
138 *Ibidem.*
139 MVG-DO, *Dossier O.D.O. Isidoor Springer.* Zijn lijk werd door de Duitse politie afgeleverd op de begraafplaats van Ivry waar het pas in 1953, na lange nasporingen door de familie, werd ontdekt. Op 1 december 1954 werd het stoffelijk overschot van Isidoor Springer naar Antwerpen overgebracht. – *Interview met Jacques Springer*, Antwerpen, 10 januari 1986.

De andere ingenieur van de RUG en ex-zionist, David Kamenomostky, werd in Parijs «gerecruteerd» voor het orkest en naar Brussel gezonden [140]. Daar deed hij «radiowerk» in de Atrebatenstraat en werd één van de slachtoffers van de razzia van juni 1941. Na te zijn gemarteld, «bekende» hij Anton Danilov te heten en als Russisch officier in de diplomatieke missie van de USSR in Vichy te hebben gewerkt. Wellicht wou hij op die manier de «Spanjefilière» beschermen, waarvan de *Abwehr* vermoedde dat ze achter het Rode Orkest schuilging. Hij werd naar Breendonk gebracht en daar op 30 april 1943 onder de naam Danilov terechtgesteld [141].

Uit dit Rode Orkest-verhaal blijkt reeds hoezeer het engagement van de joodse Spanjevrijwilligers tijdens de oorlog in het verlengde lag van hun eigen geschiedenis en hoe sterk de persoonlijke banden er een rol in speelden. Een deel van de intellectueel-politieke elite onder hen kwam in het inlichtingswerk terecht, iets waar zij ongetwijfeld ook het best voor geschikt was. De andere ex-vrijwilligers kwamen ten dele – 20 – terecht in het politiek verzet rond de KPB en aanverwante organisaties en ten dele – 23 – in het gewapend verzet. Slechts voor 4 onder hen was dit een niet met de communisten gelieerde verzetsbeweging.

Opvallend is de rol die enkele joodse communisten tijdens de bezetting in het illegaal partijapparaat – en in de jeugdwerking – in Vlaanderen speelden [142]. De meesten onder hen waren jongeren van de tweede generatie die niet zelden via de Joodse Arbeiderssportclub JASK hun eerste stappen in de politiek hadden gezet. Door het Vlaams en geïntegreerd profiel dat hiervoor vereist was, vonden wij onder hen slechts uitzonderlijk joodse oud-Interbrigadisten terug. Die behoorden tijdens de bezetting eigenlijk reeds tot de oudere generatie. Uitzondering daarop vormde Israël «Jozef» Feld, een *Galitsianer* uit Rymanow die twee en een half jaar in de Edgar André had gediend [143].

Geboren in een arme maar progressieve familie (zijn broer was de plaatselijke leider van de *Hashomer Hatsaïr*), immigreerde Feld in 1929 naar Antwerpen waar zijn oom, een diamantsnijder, reeds woonde. Voor hem bracht de Scheldestad de bevrijding van het antisemitisme, maar sociaal was zijn migrantenbestaan, zoals voor de meeste van de joodse migranten, erg hard. Hij zwierf samen met zijn broer van de mijn in Limburg naar de Glasfabriek in Merksem om werk te vinden. In Antwerpen kwam hij uiteindelijk bij meestergast Vinikas in de beenhouwerij van Van Engel werken. Hij was toen reeds een groot bewonderaar van de Sovjetunie – dat

---

140 Leopold TREPPER, *op.cit.*, p. 143.

141 MVG-DO, O.D.O., *Dossier Danilov-Demets-Kamy*.

142 Dit blijkt bijv. uit de studie van Hector Goossens over de clandestiene pers van de KPB en het Onafhankelijkheidsfront in Oost-Vlaanderen. – Hector GOOSSENS, *Met pen en stencilmachine in strijd tegen de Nieuwe Orde*, in *VMT-Cahier 1* (Opstellen over de Belgische arbeidersbeweging), oktober 1979, p. 6-128.

143 *Interview met Israël «Jozef» Feld*, Antwerpen, 13 maart 1986.

hij zag als het paradijs voor de proletariërs – maar KP-lid werd hij pas in 1939 toen hij uit Spanje was teruggekeerd.

Na zijn terugkeer – hij kwam in oktober 1938 gewoon individueel met de trein terug en kreeg een voorlopige verblijfsvergunning – vond hij werk als biertapper in Café Greenwich aan de De Keyserlei. Hij leerde toen ook zijn latere vrouw kennen. In mei 1940 kwam de bezetting en in december van dat jaar werd de familie Feld, met zoon Robert die in augustus was geboren, naar Limburg gedeporteerd in het kader van een actie tegen de vreemdelingen in Antwerpen (die zo goed als uitsluitend de joden trof) [144]. Tot april verbleef Israël in het Limburgse Nieuwerkerken [145]. Toen kwam hij terug naar Antwerpen, maar begin augustus 1942 stelde de Antwerpse gemeentepolitie vast dat hij was vertrokken zonder adres na te laten [146]. Op 4 augustus was het eerste konvooi uit Mechelen naar Auschwitz vertrokken en Feld was ondergedoken, vroeger dan de vele duizenden joden die dat pas vanaf september zouden doen. Hij was evenwel niet zomaar ondergedoken. Reeds verantwoordelijk voor de MOI-jeugd in Antwerpen na zijn terugkeer uit Limburg, werd «Jozef» Feld in augustus 1942 naar Gent gestuurd waar hij politiek secretaris werd in de daar gedecimeerde federale leiding. Lang duurde zijn vrijheid echter niet. Israël Feld werd in december 1942 in Brussel aangehouden en via St. Gillis, Breendonk en Mauthausen in augustus 1943 naar Auschwitz gedeporteerd [147]. Hij was bij de gelukkigen die overleefden: in juli 1945 werd hij naar Antwerpen gerepatrieerd.

Deze activiteit in het niet-gewapend verzet hoeft voor de oud-Spanjestrijders niet te verbazen. Zij lag volledig in het verlengde van het communistisch engagement van deze joodse militanten, die afhankelijk van hun mogelijkheden en contacten, maar ook van de plaats die de partij hen toewees, tijdens de bezetting een bepaalde rol speelden in het verzet. Voor sommigen, zoals voor Feld en een aantal van zijn Antwerpse vrienden, lag dat op het politieke vlak, wellicht omdat de KPB in Vlaanderen een ontstellend gebrek had aan gevormde kaders. Door het uiteenvallen van de MOI-structuur tijdens de zomer van 1942, bij de eerste deportaties van joden, kwamen er joodse kaders vrij die naar de Vlaamse structuur werden overgeheveld [148]. Het feit dat deze overplaatsing ook mogelijk was reveleert het proces van integratie dat in de loop van de jaren dertig had plaatsgegrepen.

In Brussel lijkt de rol van de joodse MOI-kaders in de partij minder duidelijk en vinden wij de oud-Spanjevrijwilligers, zoals Mordko Szymanowicz en Felix Fajbusiak, in de plaatselijke groepen van de Joodse Solidariteit. De Onteniente-verpleegster Henia Hass werd ingezet als koerierster van de

---

144 Deze deportaties van vreemdelingen die na 1938 in Antwerpen waren gekomen, gebeurden op bevel van de plaatselijke *Feldkommandantur* in het kader van de «militaire beveiliging». – Maxime STEINBERG, *L'Etoile et le fusil. La Question Juive*, Brussel, Vie Ouvrière, 1983, p. 91 e.v.

145 Archieven Stad Antwerpen, *Dienst Vreemdelingenzaken*, 267.295.

146 *Ibidem.*

147 MVG-DO, *Dossier O.D.O. en P.G.*, Feld Israël.

148 Maxime STEINBERG, *L'Etoile et le fusil. La traque des juifs, 1942-1944*, Brussel, Vie Ouvrière, 1986, Vol. 1, p. 40 e.v.

kindersectie van het Joods Verdedigingscomiteit, opgericht op initiatief van de joodse communisten na de dramatische zomermaanden van 1942. Deze verzetsactiviteiten bleven zich dus situeren in het kader van de vreemdelingenorganisatie. Hetzelfde kan, althans in een eerste stadium, gezegd worden voor de wijze waarop de joodse oud-Interbrigadisten in het gewapend verzet terechtkwamen.

Vanaf het najaar van 1941, na de aanval van Duitsland op de Sovjetunie, bouwde de KPB gewapende groepen uit. Deze steunden vooral op oud-Spanjestrijders, jongeren van de vooroorlogse *Jeune Garde Socialiste Unifiée* en intellectuelen [149]. In het voorjaar van 1942 werd aan de Brusselse MOI-leider, de Bulgaarse oud-Interbrigadist Todor Angheloff, gevraagd om steunend op de vreemdelingengroepen in Brussel kernen te vormen om tot gewapende acties over te gaan [150]. Dit resulteerde in het Mobiel Korps van de partizanen in Brussel, dat organisatorisch gescheiden bleef van het «territoriale» Korps van Brussel. De drie kernen (later compagnies genaamd) die tot stand kwamen, weerspiegelden de samenstelling van de Brusselse MOI en werden bij de aanvang alle drie geleid door joodse oud-Interbrigadisten.

De Poolse – eigenlijk Jiddische – groep werd aangevoerd door een toen 29-jarige kleermaker uit Warschau, Szaja «Charles» Rochman. Nog als kind emigreerde Szaja in 1924 met zijn familie uit Warschau naar Parijs. In 1929 kwamen ze met zijn zessen in Vorst wonen, waar Szaja's vader nog datzelfde jaar overleed [151]. Als 16-jarige werd Szaja Rochman actief in de communistische jeugd en als leerling-kleermaker lid van de *Nodl Farein* (het pro-communistisch syndicaat van de kleding in Brussel). Samen met zijn oudere broer Chaïm moest hij zijn moeder en jongere broer en zuster onderhouden. Eind 1936 vertrok hij naar Spanje en begin 1939 keerde hij als invalide terug. Dit belette hem niet in het kader van de MOI en de in 1939 opgerichte *Yidishe Solidaritet* te militeren. In mei 1940 vluchtte hij naar Frankrijk waar hij in het kamp van Gurs werd opgesloten, van waaruit hij vrij snel opnieuw ontsnapte om naar Brussel terug te keren en zijn politieke vrienden terug op te zoeken. Langs deze weg engageerde «Charles» Rochman zich in het voorjaar van 1942 in het Mobiel Korps van de partizanen.

De keuze van oud-Interbrigadisten voor het gewapend verzet heeft wellicht meer te maken met de Spanje-filière dan met de militaire ervaring die de vrijwilligers tijdens de burgeroorlog hadden opgedaan. Een gevechtservaring in een door grote eenheden uitgevochten strijd is – afgezien van het wapengebruik – weinig bruikbaar voor de stadsguerilla van de partizanen. De bedoeling van de partizanen bestond erin door gerichte terreur- en sabotageacties tegen de collaboratie en de bezetter het maatschappelijk klimaat te destabiliseren en te polariseren. In dat globaal

---

149 José GOTOVITCH, *Le Parti Communiste de Belgique 1939-1944*, *op.cit.*, niet-gepubliceerd doctoraat, p. 204 e.v.

150 Over het ontstaan en de ontwikkeling van het Mobiel Korps heeft Maxime Steinberg uitgebreid bericht in Deel II en Deel III van *L'Etoile et le fusil*, *op.cit.*

151 *Dossier Vreemdelingendienst Schaarbeek*, 171/116.

Belgisch kader was het zo goed als uitsluitend uit joden samengestelde Mobiel Korps in de hoofdstad actief. Maar het Korps richtte zich ook tegen de joodse collaboratie toen op 25 juli 1942 de steekkaarten van de Jodenvereniging in België werden in brand gestoken en op 29 augustus de chef van de «tewerkstelling in het Oosten» van dezelfde vereniging werd doodgeschoten [152]. Deze aanslagen werden uitgevoerd door de groep van Rochman, die erin slaagde deze activiteit een jaar lang vol te houden. Aangehouden op 22 februari 1943, werd hij via Breendonk als *Nacht und Nebel*-gevangene naar Mauthausen gedeporteerd waar hij op 26 november 1943 werd vermoord [153].

Naast deze Poolse «compagnie» bestond het Mobiel Korps verder uit een Hongaars-«Habsburgse» en een Bessarabische groep. De eerste werd geleid door de Hongaarse huisschilder Sandor Weiss, alias «Istvan Molnar», die net als Rochman in Schaarbeek woonde. Hij had als kapitein gediend in het Hongaarse bataljon Rakoczi, en later al commandant in het Poolse Palafox. Weiss kan model staan voor de geassimileerde Hongaarse jood. In september 1939, enkele maanden na zijn terugkeer uit Spanje, vertrok hij naar Budapest en trouwde er met Therèse Nemeth, een niet-joodse. Hij meldde zich in 1940 voor het Tsjechisch Legioen in Frankrijk, maar kwam in april 1941 naar Schaarbeek terug. Het was de groep van Weiss die op 6 september 1942 verantwoordelijk was voor de bomaanslag in de filmzaal Marivaux waar de DeVlag een voorstelling inrichtte [154]. Deze aanslag luidde een reeks in die culmineerde in een spiraal van terreur en represailles rond de jaarwisseling 1942-1943. In ieder geval viel deze aanslag niet in een «joods» maar in een communistisch kader te situeren, maar dat was voor de Internationale Brigaden niet anders geweest. In maart 1943 werd Sandor Weiss gearresteerd en op 19 april met het XXste konvooi uit Mechelen naar Auschwitz gedeporteerd. Net als die andere oud-Interbrigadist uit het Mobiel Korps, Jacob Cyngiser, wist hij uit de rijdende trein te springen. Voor Weiss was het maar uitstel: op 4 juli 1943 werd hij in een treffen met de Duitse politie in Bosvoorde doodgeschoten.

De derde compagnie van het Mobiel Korps – de Bessarabische – werd in 1942 geleid door een toen 32-jarige confectiearbeider uit Kichineff, Srulek «Georges» Livschitz. Minder talrijk dan de twee andere groepen, lijken de Bessarabische partizanen slechts weinig activiteiten te hebben ontplooid [155]. In ieder geval maakte naast Livschitz nog een andere oud-Interbrigadist deel uit van de groep: Chlioma «Mikado» Fridman, net als Livschitz uit Kichineff, een ex-ingenieursstudent van de RUG. Ook in de Jiddische en Hongaarse groepen troffen wij nog oud-vrijwilligers uit de burgeroorlog aan, net als in het Korps van Brussel trouwens, maar zij vormden allen samen in feite slechts een kleine minderheid van de joodse partizanen. Zij maakten deel uit van de eerste generatie partizanen die in de loop van 1942 en 1943 door aanhoudingen, deportaties en terechtstellingen zo goed als helemaal

---

152 Maxime STEINBERG, *L'Etoile et le fusil*, op.cit., p. 175 e.v. en p. 216 e.v.
153 MVG-DO, *Dossiers O.D.O. en P.G.*, Szaja Rochman.
154 Maxime STEINBERG, *L'Etoile et le fusil*, op.cit., Deel 2, p. 218.
155 *Ibidem*, Deel 3, Vol. II, p. 136.

was verdwenen. Het Mobiel Korps werd in 1943 om die reden ontbonden en samengesmolten met het Korps van Brussel. De joodse jongeren, geradicaliseerd door de deportaties van de zomer van 1942, hadden ondertussen rechtstreeks hun weg gevonden naar het Korps van Brussel. Zij zorgden voor de aflossing, maar dit is uiteraard een ander verhaal.

Srul Livschitz werd samen met zijn vriendin Gitla Kinzclewska – een ex-verpleegster uit Onteniente – op 23 maart 1944 opgepakt. Beiden werden met het 24ste konvooi op 4 april naar Auschwitz gedeporteerd. Livschitz stierf in mei 1945, Kinzclewska werd enkele maanden later naar Brussel gerepatrieerd [156].

Als gevolg van hun verzetsactiviteiten kwamen 5 joodse oud-Interbrigadisten om (doodgeschoten tijdens een actie, terechtgesteld of gestorven in Breendonk of een gevangenis) en werden er 20 als politieke gevangenen naar diverse concentratiekampen gedeporteerd. 15 onder hen werden na de bevrijding van de kampen in 1945 naar België gerepatrieerd. Dit overlevingspercentage – 75% – ligt iets hoger dan het gemiddelde van alle politieke gevangenen die uit België werden gedeporteerd dat 66% bedraagt [157].

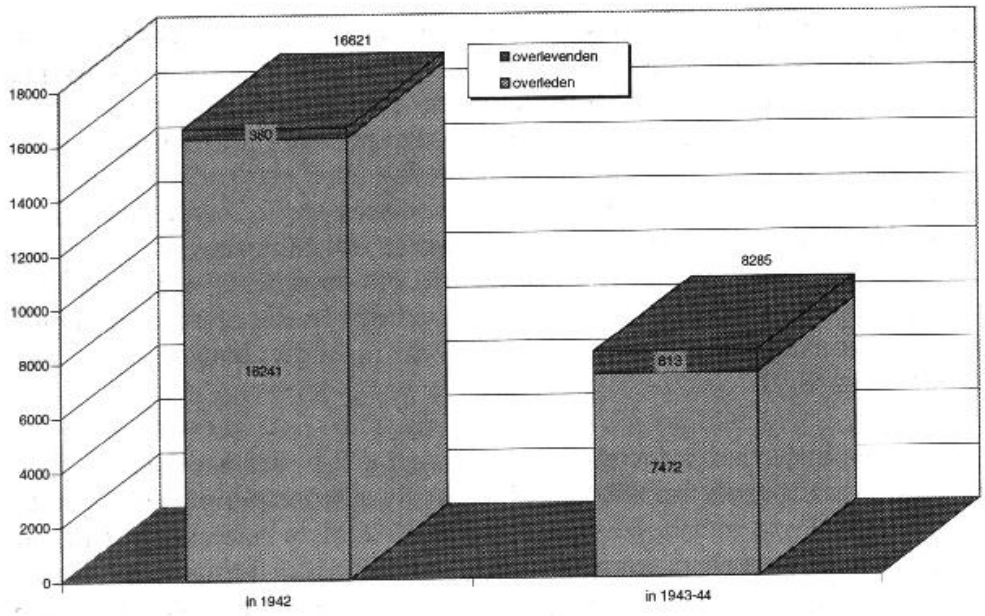
Daarnaast werden ook 29 oud-Spanjevrijwilligers door de raciale deportatie gegrepen. Dit onderscheid tussen de politieke en raciale wegvoering is essentieel en vormt in feite een paradox in het nazisysteem. Diegenen die gegrepen werden om hun jood-zijn, waren in principe onschuldige burgers (hoewel het ook om joden kon gaan die in het verzet stonden en wiens activiteit voor de bezetter onbekend was gebleven, wat voor 11 van de 29 naar Auschwitz gedeporteerde Interbrigadisten trouwens het geval was) die enkel op basis van de Duitse raciale criteria uit Mechelen naar Auschwitz werden weggevoerd. Van deze onschuldige burgers werden er, voor wat de joden uit België betreft, slechts 5% gerepatrieerd, terwijl de Belgische politieke gevangenen, die zich tegen de nazibezetter hadden verzet, voor 66% de oorlog overleefden.

In de raciale deportatie, meer nog dan in de politieke deportatie, weken de Spanjevrijwilligers af van het modale uitroeiingspatroon. Enkelen onder hen werden reeds vroeg gegrepen, zoals Golda Luftig die samen met haar zoon Madrid Berliner tijdens de Antwerpse razzia van 28 augustus 1942 werd aangehouden. Enkele dagen later werd ze naar Auschwitz gevoerd en verdween er in de gaskamers. Hetzelfde gebeurde met de Antwerpenaars Jacob «Griner» Censor en Nuchem Lipszyc. Beiden verdwenen in Auschwitz tijdens de dramatische zomermaanden van 1942 toen twee derden van de joodse gedeporteerden uit België naar Galicië werden gevoerd. Statistisch vormden zij, voor wat de ex-Spanjevrijwilligers betreft, evenwel een minderheid (cfr. grafieken 9 en 10).

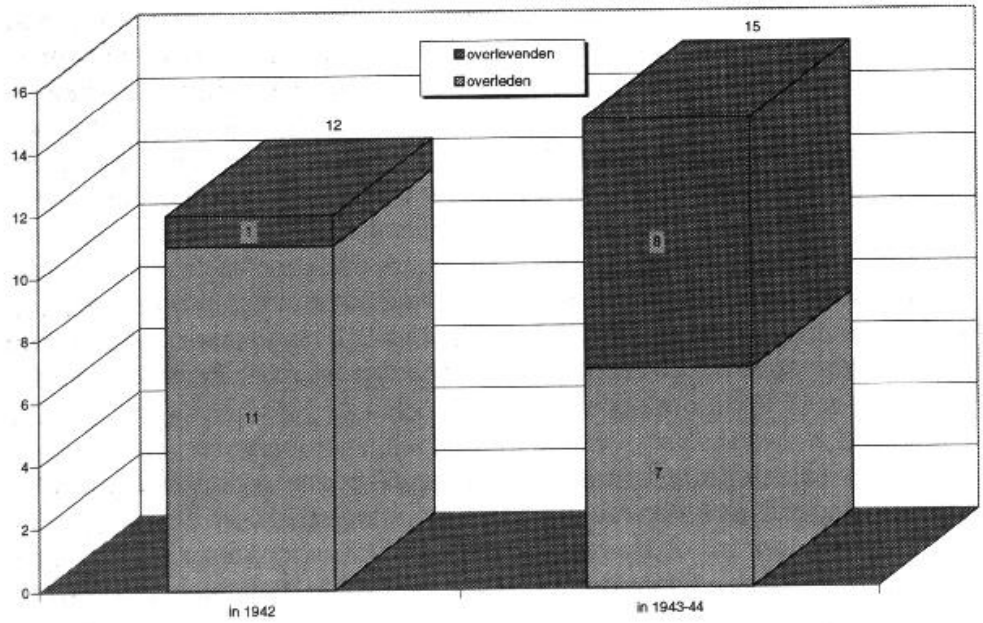
---

156 MVG-DO, *Dossiers O.D.O. Srulek Livschitz en Gitla Kinzclewska.*

157 Maxime STEINBERG, *Les yeux du témoin et le regard du borgne. Lecture critique d'un génocide au quotidien*, in *Cahiers-Bijdragen*, nr. 12, mei 1990, p. 78.



Grafiek 9. Joden gedeporteerd uit Mechelen naar Auschwitz.



Grafiek 10. Joodse Spanjevrijwilligers gedeporteerd uit Mechelen naar Auschwitz.

Tussen 4 augustus 1942 en 31 oktober 1942 slaagde de SS-politie erin 16.000 joden uit België te deporteren in 17 konvooien [158]. Tot het einde van de oorlog – goed twee jaar later – kwamen daar nog 8.000 personen bij. Twee derden werden dus gedeporteerd in de 3 herfstmaanden van 1942, een derde in de daaropvolgende twee jaar. Samen vormden ze ca. 45%

158 Cfr. Maxime Steinberg, *Ibidem.*

van de joden die tijdens de bezetting in België verbleven. 55% van die joden ontsnapten bijgevolg aan de deportatie en ze konden dat in eerste instantie doen door in de nazomer van 1942 massaal onder te duiken. Van de Auschwitz-gedeporteerden kwamen er maar 5% levend terug.

Voor de oud-Spanjevrijwilligers is dit beeld van de raciale deportatie helemaal anders: 12 gedeporteerden tot en met het 17de konvooi, 17 (waaronder 2 ontsnapten van het XXste konvooi) daarna. Van de 29 gedeporteerden overleefden er 11 (38% i.p.v. de 5% voor alle joodse gedeporteerden). Onafgezien van het klein aantal – 29 t.o.v. het totaal van 24.906 raciaal gedeporteerden – moeten wij in deze vergelijking rekening houden met diverse gegevens. Ongetwijfeld waren de Spanjevrijwilligers allen nog relatief jonge volwassenen, terwijl in de jodendeportatie ook kinderen en ouderen zijn meegeteld. Nochtans is het duidelijk dat de Spanjevrijwilligers niet zijn ingegaan op de oproep om zich in de Dossin-kazerne te melden, dat er een naar verhouding te verwaarlozen aantal onder hen gearresteerd werd tijdens de razzia's in augustus 1942, wat erop wijst dat de reflex om onder te duiken (en de mogelijkheid om dat te doen) bij de Spanjevrijwilligers meer en sneller aanwezig was dan bij de modale joodse burger. Dit had dan voor gevolg dat de grootste groep onder hen later in Auschwitz toekwam, toen een groter aantal gedeporteerden voor de werkkampen werd geselecteerd en er minder direct in de gaskamer werden vermoord. Al deze elementen verhoogden dus hun overlevingskansen. Ook lijkt het mij dat het behoren tot het communistisch oud-Spanjestrijdersmilieu in hun overlevingskansen een rol heeft gespeeld. In vele concentratiekampen, en ook in Auschwitz, slaagden de communisten erin door hun cohesie, ideologische kracht en solidariteit hun eigen mensen te beschermen.

Over 130 van de 158 joodse vrijwilligers uit België die na de afloop van de burgeroorlog nog in leven waren kon ik gegevens verzamelen met betrekking tot hun lot tijdens de Tweede Wereldoorlog. 94 onder hen bleken het er uiteindelijk levend van afgebracht te hebben. Wanneer ik het gemiddelde overleveningspercentage van de joden in België (55%) op deze groep van 130 doorbereken, kom ik aan 72 overlevenden. De 94 werkelijk overlevenden vertegenwoordigen 72% van het totale aantal. Natuurlijk, ik schreef het reeds, deze groep is niet representatief voor de joodse bevolking. De joodse vrijwilligers waren jonge volwassenen, de verhouding vrouwen-mannen in hun groep was 1 op 7 en de meeste gedeporteerden onder hen werden relatief laat in de oorlog naar Auschwitz gevoerd. Dat laatste gegeven is evenwel geen toeval meer en is in feite reeds het gevolg van een samenspel van duidelijk te benoemen factoren.

2.4. Tusssen wereldrevolutie en joodse identiteit

196 joden trokken uit België naar Spanje om er te vechten in de Spaanse burgeroorlog. Tussen de vele individuele verschillen door, kon ik in de loop van dit artikel voor deze groep komen tot een aantal patronen en min of meer gemeenschappelijke kenmerken.

Onder de eerste vrijwilligers bevonden zich verhoudingsgewijs veel communistische beroepsrevolutionairen, studenten en trotskisten. Zij gingen naar Spanje nog voor de Komintern en de communistische partijen de organisatie van het vrijwilligerschap ter hand namen. Met het begrip beroepsrevolutionair is evenwel enige voorzichtigheid geboden. Velen onder hen waren in Oost-Europa beroepsrevolutionair geworden tegen wil en dank. Hun vakbondsengagement en hun politiek militantisme had hen in een dergelijke mate maatschappelijk gemarginaliseerd, dat zij geen normaal sociaal leven konden leiden gestoeld op familie en arbeid. Hun beroep en hun familie was de communistische partij geworden. Zij trokken naar Spanje vanuit een hele reeks, soms overlappende, motieven: om er zich te vestigen (dus te emigreren uit België), om te vechten voor de belangen van de arbeidersklasse en tegen het fascisme en om hun partij (de communistische partij) en de Sovjetunie te verdedigen.

De trotskisten trokken naar de Spaanse burgeroorlog om er de revolutie te voeren. Hun engagement was spontaan, hevig en snel, hun teleurstelling in de Spaanse werkelijkheid al even groot en hun terugkeer even spoedig. Ook onder de joodse studenten zette een opwelling van spontaan enthousiasme zich om in daden. De traditionele sociale banden waren in het studentenmilieu veel losser, wat hun vertrek ongetwijfeld heeft vergemakkelijkt. Vele van deze vrijwilligers-studenten van het eerste uur belandden later in de Internationale Brigaden en kregen er een prominente rol.

Vanaf de tweede week van oktober 1936 kwam het door de communisten georganiseerd vertrek op gang. De joodse communisten, hoofdzakelijk Oosteuropese migranten uit Brussel en Antwerpen, trokken mee in het spoor van de andere communisten en vormden op dit vlak ten genendele een uitzondering. Wel stuurde België met zijn 2.400 vrijwilligers niet alleen bijzonder veel mensen naar Spanje (relatief gezien waren de 1.600 Belgen het talrijkst in Spanje!), maar waren vooral de vreemdelingen-migranten onder hen zo opvallend sterk vertegenwoordigd. De ongeveer 800 migranten (dit is een voorzichtige schatting) vormden 33% van het contingent, terwijl de vreemdelingen toen slechts 3,9% van de Belgische bevolking uitmaakten.

Op andere vlakken was de groep van 196 joodse vrijwilligers wel veeleer uitzonderlijk. De vergelijkingsbasis, een kleine groep van 68 Gentse vrijwilligers, is weliswaar smal, maar de verschillen zijn zo duidelijk dat de inventaris ervan hier niet kan achterwege blijven. Deze verschillen situeerden zich op het culturele en sociale vlak, en verduidelijken in belangrijke mate het specifiek karakter van het politiek engagement van de joodse vrijwilligers.

De joodse Spanjevrijwilligers waren voor meer dan de helft betrokken bij de communistische familie, bij de Gentenaars was dat maar voor één op vier het geval. De joden kwamen in bijna gelijke mate uit Antwerpen en Brussel, in Antwerpen stamde een belangrijke minderheid oorspronkelijk uit de zionistische jeugdbeweging.

Op sociaal vlak behoorden de Gentse vrijwilligers hoofdzakelijk tot de ongeschoolde arbeiders, met hier en daar kenmerken van het lompenproletariaat. Met name vertoonde een deel onder hen een grote mate van professionele en familiale labiliteit. 'Brood'-criminaliteit kwam bij deze groep bijzonder frequent voor.

Bij de joodse vrijwilligers trof ik een uitgesproken joods beroepsprofiel aan: veel handarbeiders in de confectie, de maroquinerie en de diamant, maar tevens opvallend veel studenten en intellectuelen. De scholingsgraad lag bij de Gentse vrijwilligers onder het modale Belgische niveau, bij de joodse vrijwilligers was dat net andersom.

Het joods beroepsprofiel, bij deze toch voornamelijk communistisch georiënteerde joden, duidt op een blijvende en sterke culturele vervlechting met het joods milieu. Anderzijds waren er op het culturele vlak duidelijke uitingen van hun streven naar modernisme, naar het breken van de kettingen van het traditionele getto. Het aanhangen van het communisme was een uiting daarvan, maar ook, en breder, de veranderingen die zich in de persoonlijke sfeer situeerden. Er waren onder de Gentse vrijwilligers geen vrouwen, onder de andere Belgische vrijwilligers waren ze op de vingers van een hand te tellen, maar onder de 196 joden bevonden zich 27 vrouwen. Dit signaal van ontvoogding vond ik ook terug in het aanzienlijk aantal ongehuwd samenwonenden. Mijn hypothese is dat de afkomst van de joodse vrijwilligers, velen waren kinderen uit middenklasse- of zelfs begoede families, deze verschillen kunnen verklaren. De hoge scholingsgraad, de emancipatorische attitude, het sterk ideologisch gemotiveerd communistisch engagement, dat alles staat niet geïsoleerd, maar vormt één samenhangend geheel.

De inbreng van de joodse vrijwiligers in Spanje was dan ook, alle relativiteit in acht genomen, aanzienlijk groter dan deze van de Gentse vrijwilligers. De joden bleven gemiddeld veel langer in Spanje en onder hen trof ik veel meer officieren aan. Ook na de burgeroorlog bleven de verschillen opvallend. Slechts enkele Gentse Spanjevrijwilligers namen actief deel aan het verzet, zodat de continuïteit in de antifascistische strijd meer mythe dan realiteit leek te zijn.

In feite waren niet weinigen van de Gentse (en wellicht Belgische) Spanjevrijwilligers producten van de economische crisis, mensen die sociaal en vaak ook affectief gemarginaliseerd waren. In een opwelling van niet-beredeneerd enthousiasme vertrokken zij naar Spanje om aan hun pariabestaan te ontsnappen. Door de armoede in Spanje, de intense militaire inzet van de Brigaden en het uiteindelijk verlies van de Republiek, was de ontgoocheling bij vele van de Gentse vrijwilligers groot. Zij werden in Spanje niet gepolitiseerd, maar gedesillusioneerd. Door hun gebrek aan politieke motivatie, door hun sociaal-culturele achtergrond en door de losse, bijna niet-bestaande, affectieve relaties, vertoonde hun houding tijdens de Tweede Wereldoorlog weinig rechtlijnigheid. De meesten trachtten te overleven, bijvoorbeeld door vrijwillig naar Duistland te gaan werken, terwijl het aantal

van degenen die collaboreerden haast even groot was als van degenen die in het verzet gingen.

Bij de joodse vrijwilligers lag dit, ondanks hun migrantenstatus, anders. De overgrote meerderheid deed aan verzet. De continuïteit in hun ideologie en gedrag was groot, waarbij in eerste instantie het blijvend communistisch partijlidmaatschap van belang bleek te zijn. De joodse vrijwilligers hadden niet enkel gemeenschappelijke culturele wortels en gemeenschappelijke ideologisch-politieke opvattingen, zij hadden niet zelden ook onderlinge affectieve banden. In feite kon ik uit deze prosopografie afleiden dat de groep van joodse Spanjevrijwilligers bestond uit een netwerk van subgroepen en binnen deze subgroepen werden de individuen samengehouden door affectief-emotionele relaties. Deze band tussen het affectieve en de politiek vertaalde zich in de joods-communistische partijorganisatie. Precies deze band ontbrak zo goed als volledig bij de Gentenaars. Bij de joodse vrijwilligers lag daar de basis van hun grote politieke standvastigheid en kan dat als één van de verklaringen voor hun opvallend 'positief' afwijkend deportatie- en mortaliteitspatroon worden naar voor geschoven.

Niet de ideologie op zich zorgde voor de volgehouden revolutionaire dadendrang van deze generatie joodse migranten. Wel de blijvende vervlechting van de ideologie en cultuur met de onderlinge banden. Daarom schreef deze generatie ook geschiedenis, niet alleen in België waar zij zoals overal elders numeriek marginaal bleef, maar wereldwijd. Overal waar door de massale uitwijking uit Oost-Europa sinds het laatste kwart van de 19de eeuw joodse migranten zich vestigden, hebben zij een buiten proportie belangrijke rol gespeeld in de linkse bewegingen. De ontwikkeling van een linkse joodse subcultuur, gestoeld op het samengaan van affectief-associatieve banden en ideologie, is daar, net als bij de joodse Spanjevrijwilligers, in mijn ogen de belangrijkste verklaring voor. De sterkte van deze generatie lag niet in het feit dat haar revolutionaire dadendrang een breuk veroorzaakte met de joodse identiteit. Veeleer het tegenovergestelde was waar: haar kracht sproot voort uit een merkwaardige, want voor de protagonisten meestal onbewuste, convergentie tussen beide.

LIJST VAN AFKORTINGEN, JIDDISCHE WOORDEN EN ORGANISATIES

AAN	*Archivum Akt Nowych* (Archief van de Hedendaagse Acten), Pools Staatsarchief
ADB	Algemene Diamantbewerkersbond
AMBZ	Archieven Ministerie van Buitenlandse Zaken
AMSAB	Archief en Museum van de Socialistische Arbeidersbeweging
ANDB	Algemene Nederlandse Diamantbewerkersbond
ARA	Algemeen Rijksarchief
ARUG	Archief Universiteit Gent
Birobidjan	Joods autonoom district in de Sovjetunie
BTNG	Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis
BVV	Belgisch Vakverbond
BWP	Belgische Werkliedenpartij
CDJ	*Comité de Défense des Juifs* (Joods Verdedigingscomiteit)
Chassid	Aanhanger van het chassidisme, een mystiek-religieuze joodse beweging
CNHEJ	*Centre National des Hautes Etudes Juives*
CPK	Centrale Politieke Kontrolecomissie (van de KPB)
DISK	*Demokratish-yidisher Sport Klub*, pro-communistische sportgroep uit Charleroi
Dror	Vrijheid, jeugdvereniging van de Poale Tsion
Galitsianer	Inwoner van Galicië, voor WOI Oostenrijks,na WOI Pools
Gezerd, Prokor	Propagandaclub voor Birobidjan
Hashomer Hatsaïr	Jonge Wacht, links-zionistische pioniersvereniging
IAH	Internationale Arbeidershulp
IC	*Internationale Communiste* (Komintern)
IISG	Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis
IML	Instituut voor Marxisme-Leninisme (bij de KPSU)
IRH	Internationale Rode Hulp
ISAOL	Internationale Socialistische Anti-Oorlogsliga
JASK-YASK	Joodse Arbeiders Sportclub - *Yidisher Arbeter Sportklub*, pro-communistische sportvereniging in Antwerpen
KB	Koninklijk Besluit
Khaver	Kameraad
KJ	Kommunistische Jeugd
KPB	Kommunistische Partij van België
KPP	*Komunistyczana Partia Polski* (Poolse communistische partij)
KPSU	Communistische Partij van de Sovjetunie
Kultur Fareyn	Culturele Vereniging, door de communisten geleide joodse migrantenclub (1928-1933)
Linke Poale Tsion	Linkse Arbeiders van Zion, extreem-linkse zionistische beweging
Misrachi	Religieus-zionistische partij
MOE	*Main d'Oeuvre étrangère*, vreemdelingenorganisatie van de KPB

MOI	*Main d'oeuvre immigrée*, vreemdelingenorganisatie van de KPB
MVG-DO	Ministerie van Volksgezondheid – Dienst Oorlogsslachtoffers
Naye Presse (Di)	De Nieuwe Pers, joods-communistisch dagblad verschijnend in Parijs
NCWOII	Navorsings- en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog
Nodl Fareyn	Naaldenvereniging, joodse benaming van het kleine communistische kledingsyndicaat in Brussel (1928-1935)
OSR	*Opposition Syndicale Révolutionnaire*
Patronatn	Vereniging voor steun aan de politieke gevangenen in het vaderland, verbonden met de IRH
PCB	*Parti Communiste de Belgique*
PCE	*Partido Comunista Español*
PCF	*Parti Communiste Français*
PCI	*Partito Communista Italiano*
Paole Tsion	Arbeiders van Zion, socialistisch-zionistische partij, voorloper van de Arbeiderspartij in Israël
POUM	*Partido Obrero de Unificación* Marxista
Prokor	Cfr. Gezerd
PSUC	*Partit Socialista Unificat de Catalunya – Partito Socialista Unificado de Cataluña*
RTSCHIDNI	Russisch Centrum voor de Conservatie en de Studie van de Documenten betreffende de Moderne Geschiedenis (voormalig IML bij de KPSU)
RUG	Universiteit Gent
RVI	Rode Vakverenigingsinternationale (Profintern)
RVO	Revolutionaire (Roode) Vakbondsoppositie
SIM	*Servicio de Investigación Militar*
SIPO	*Sicherheitspolizei*
SJW	Socialistische Jonge Wacht
SRI	*Secours Rouge International*
SSI	*Servicio Sanitario Internacional*
UCL	*Université Catholique de Louvain*
ULB	*Université Libre de Bruxelles*
ULg	*Université d'Etat de Liège*
VKP	Vlaamse Kommunistische Partij
VUB	Vrije Universiteit Brussel
Yidishe Solidaritet	Joodse Solidariteit, joods-communistische onderlinge-hulp organisatie gesticht in 1939
Yidishe Presse (Di)	De Joodse Pers, Jiddisch blad verschijnend in Antwerpen in de jaren twintig en dertig
Yidisher Studentenfareyn	Joodse Studentenvereniging

BIJLAGE

DE JOODSE VRIJWILLIGERS IN DE INTERNATIONALE BRIGADEN IN CIJFERS

Over het totaal aantal vrijwilligers aan de Republikeinse kant bestaat geen enkele wetenschappelijke zekerheid, enkel schattingen kunnen gemaakt worden. Hetzelfde kan met nog meer redenen voor de joden onder hen worden gezegd. Volgens de «standaard»-geschiedenis over de Spaanse burgeroorlog van de Britse historicus Hugh Thomas waren er in totaal 40.000 vrijwilligers, volgens de Franse historicus Jacques Delperrie de Bayac 35.000 en volgens de Spanjaarden Andreu Castells en Ricardo de la Cierva y de Hoces zelfs respectievelijk 59.000 en 63.000 (a). Aan de Oosteuropese zijde vinden wij in het in Moskou uitgegeven *La solidarité des peuples avec la République Espagnole* de getallen 35.000 à 50.000 terug, getallen die door de historicus M.T. Mesjtsjerjakov in 1981 werden overgenomen, hoewel hij de archieven van de Brigaden in het voormalige Instituut voor Marxisme-Leninisme in Moskou kon inkijken (wat in zijn bronnenopgave slechts gedeeltelijk tot uiting komt) (b).

De oorzaak van deze discrepantie – tussen 35.000 en 63.000 – ligt zowel in het feit dat de archieven lang onbeschikbaar bleven, als in de onvolledigheid en chaotische onnauwkeurigheid van de archieven zelf. Wat de archieven betreft zijn er twee internationale fondsen voor de geschiedenis van de Brigaden: de *Servicios Documentales* in Salamanca (in feite alle documenten die door de nationalisten werden buitgemaakt) en het voormalige Instituut voor Marxisme-Leninisme, nu het Russisch Centrum voor de Conservatie en de Studie van de Documenten betreffende de Moderne Geschiedenis (RTSCHIDNI) (met de administratieve dossiers van de Brigaden uit Albacete) (c).

In Salamanca werden door de politieke politie van Franco individuele fiches aangelegd van de vreemde vrijwilligers met vermelding van de nationaliteit. Deze fiches verwijzen naar dossiers die erg onvolledig zijn en in ieder geval slechts als onrechtstreekse bronnen kunnen beschouwd worden. Daarenboven is de schrijfwijze van de namen heel dikwijls niet correct, wat maakt dat naast de vele personen die men er niet aantreft, er andere 2 of 3-maal onder een andere schrijfwijze in voorkomen. Deze fiches samentellen, zonder individuele uitsplitsing en historische kritiek, is dus zinloos.

Beter is het gesteld met de archieven van de Staf van de Internationale Brigaden in Moskou, maar ook deze gegevens zijn nog onvolledig. Laat ik als proef even in detail de «Belgische» archieven van de Staf bekijken: op 30.12.1937 werden er 1.043 vrijwilligers van Belgische nationaliteit geteld (exclusief doden en gerepatrieerden) (d). Op 28 mei 1938, 4 maanden voor de demobilisatie van de Brigaden, waren er in totaal 1.404 Belgen in de centrale administratie van Albacete en later Barcelona ingeschreven (e). Hierin waren de doden, gerepatrieerden en vermisten wel meegeteld. Volgens de schattingen van de diverse auteurs waren er respectievelijk 3.100 Belgen (Andreu Castells), 2.000 Belgen (Jacques Delperrie de Bayac) en 2.000 Belgen (M.T. Mesjtsjerjakov) in Spanje. Bij Thomas kwamen de Belgen gewoon niet voor. Mijn uitgebreid onderzoek leverde 1.608 Belgen op die

voor korte of lange tijd in alle mogelijke diensten en organisaties – binnen en buiten de Brigaden – als vrijwilliger naar Spanje trokken. 357 onder hen kwamen uit Vlaanderen, 241 uit Brussel en 1.010 uit Wallonië. 161 Belgische vrijwilligers, zijnde 10%, sneuvelden in Spanje. Het verschil 1.400-1.600 kan ten dele verklaard worden door het afsluiten van de lijst van Albacete op 28 mei 1938 en door het feit dat enkel de Brigaden-vrijwilligers werden geteld. Nochtans komen op deze lijst van Belgen – er staat *Inventario general por orden de la cartotega de nacionalidad Belga* – ook 24 niet-Belgen voor, o.m. een aantal joodse vrijwilligers, de meesten van Poolse nationaliteit. Omgekeerd staan er Belgen, waaronder 2 van de 5 joodse vrijwilligers met Belgische nationaliteit, niet op deze lijst. Nochtans waren ze vóór 28 mei 1938 naar Spanje gekomen.

Dit geeft al in het klein aan wat er gebeurt wanneer de joden van alle nationaliteiten worden geteld. Volgens Josef Toch, een joods ex-Interbrigadist van Oostenrijkse afkomst, waren er in totaal 7.758 joden in Spanje op een totaal van 45.000 vrijwilligers (f). Diamant, die aangeeft dat het preciese aantal wel nooit zal kunnen achterhaald worden, houdt het bij 6.000 op een totaal van 35.000 (g). Arno Lustiger is van mening dat de aantallen van Toch nog te laag zijn ingeschat (h). Ik kan echter G.E. Sichon (pseud. voor Dr. G. Ersler) grotendeels volgen wanneer hij van dit cijfergegoochel brandhout maakt (i).

Vooreerst kan men zich de vraag stellen of het historisch zinvol en correct is «alle» joden samen te tellen, om dan aan te tonen dat de joodse «nationaliteit» het sterkst vertegenwoordigd was in Spanje, wat bij sommige auteurs de achterliggende bedoeling is. Wat zinvol is voor Palestijnse of Oosteuropese – inzonderheid Poolse – joden met hun eigen taal en identiteit, is het al veel minder voor de joden van Britse, Amerikaanse, Franse en Duitse nationaliteit (ook al waren velen in tweede of derde generatie Oosteuropese migranten). Verder wordt bij deze becijfering, zoals Sichon terecht opmerkt, maar al te vaak dubbel geteld. Zo kwamen de meeste Poolse vrijwilligers (joden en niet-joden) uit de migratie naar Spanje, maar werden zowel bij de Polen als bij de «gastlanden» geteld. Dit alles belet niet dat de joden in Spanje oververtegenwoordigd waren. Wat ik dus wel als historisch significant beschouw is de vergelijking tussen het aandeel van de joden in de Poolse bevolking en hun aandeel in de vrijwilligers van Poolse nationaliteit: het eerste was 10%, het tweede 19,5% (j).

(a) Hugh THOMAS, *The Spanish Civil war*, London, Penguin Books, 1971. – Andreu Castells, *Las Brigadas Internacionales de la guerre de Espana*, Barcelona, Ariel, 1974. – Ricardo de la Cierva y de Hoces, *Leyenda y tragedia de las Brigadas Internacionales: una aproximaciòn històrica a la guerra civil desde las avanzadas del Ejército Popular*, Madrid, Editora Nacional, 1973.

(b) *La solidarité des peuples avec la République Espagnole, 1936-1939*, Moskou, Editions du Progrès, 1974. M.T. MESJTSERJAKOV, *Hispanskaja Republika i Komintern* (De Spaanse Republiek en de Komintern. De nationaal-revolutionaire oorlog van het Spaanse volk en de politiek van de Communistische Internationale), Moskou, Mysl, 1981. (Met dank aan Myriam Van Hee voor de vertaling).

(c) Cfr. Rudi VAN DOORSLAER, *Gentenaars in de Internationale Brigaden*, *op.cit.*, p. 150.

(d) *Liste des volontaires Belges, établie d'après age, en date du 30.12.1937, RTSCHIDNI-Moskou, Fonds 545, Microfilm*, G.S. Albacete, 6/31.

(e) *Base de las Brigadas Internacionales. Inventario General por orden de la cartotega de nacionalidad Belga*, Barcelona, 28.5.1938. – *RTSCHIDNI-Moskou, Fonds 545, Microfilm.*

(f) Josef TOCH, *Juden im Spanischen Krieg 1936-1939*, in *Zeitgeschichte*, 1. Jahr, Heft 7, April 1974, p. 157-170.

(g) David DIAMANT, *op.cit.*, p. 127-128.

(h) Arno LUSTIGER, *op.cit.*, p. 59 e.v.

(i) G.E. SICHON, *Les volontaires juifs dans la guerre civile en Espagne*, in *Les Temps Modernes*, 44e Année, n° 507, octobre 1988, p. 46-61.

(j) Romana TORUNCZYK, *O skladzie osobowym polskich ochotinokow w Hiszpanii republikanskiej w latach 1936-1938* (Over de samenstelling van de Poolse vrijwilligers in Republikeins Spanje in de jaren 1936-1938), in *Z Pola Walki*, Warszawa, 1965, nr. 1/29, p. 183-187). (met dank voor vertaling aan Frank Caestecker). Deze studie is gesteund op de archieven van de Poolse sectie van de Brigaden uit het voormalig IML in Moskou.

Etienne Verhoeyen

FRANÇOIS DE KINDER: MESSAGER AUPRÈS DU ROI (décembre 1943 – avril 1944)

François De Kinder fut le dernier émissaire auquel le gouvernement en exil confia une mission d'approche du roi Léopold III sous l'occupation. Le mystère a longtemps entouré cette mission. Or, ainsi que nous le verrons, il n'y a rien de mystérieux à la mission De Kinder, si ce n'est les circonstances de son arrestation en avril 1944. Il est un fait que la mission de chaque agent chargé d'approcher le Roi ou la Cour était caractérisée par le désir du gouvernement de conserver le secret le plus absolu. Cette volonté valait évidemment vis-à-vis des Allemands et pour la période de guerre. Il est clair que, plus de cinquante ans après, on ne viole pas le secret d'Etat en traitant de missions qui étaient secrètes à l'époque et qui tendaient toutes à réconcilier le Roi et le gouvernement. Les ministres voulaient en premier lieu éviter de compromettre le roi vis-à-vis des Allemands, pour lesquels il était «prisonnier au château de Laeken» ne s'occupant pas de politique. Or, cette thèse défendue par le Roi et son entourage se serait écroulée si les Allemands avaient su que Léopold III avait reçu ou songé à recevoir – personnellement ou par intermédiaire – un messager du gouvernement Pierlot, qui n'existait plus aux yeux d'Hitler. Disons d'ailleurs d'emblée que le Roi n'a reçu aucun de ces messagers.

La mission De Kinder est connue dans ses grandes lignes [1]. Dans un livre paru récemment, il en est longuement question [2]. Les auteurs se basent en partie sur des sources publiées, mais aussi sur des sources inédites, notamment des documents provenant des archives du *Foreign Office*. Malgré leur souci évident d'être aussi complets et aussi critiques que possible, leur étude par ailleurs excellente, risque, à propos de la mission De Kinder, de créer des légendes. Les pages qu'ils y consacrent contiennent, en effet, à côté d'éléments exacts, une série d'inexactitudes que, faute de documents de première main, il aurait été difficile d'éviter. C'est une des raisons qui m'ont amené à rédiger cet article basé également, en partie, sur des sources inédites.

* * *

---

1 Voir e.a. J. STENGERS, *Léopold III et le gouvernement: les deux politiques belges de 1940*, Ed. Duculot, Gembloux, 1980, p. 173-175, et F. STRUBBE, *Geheime oorlog*, Tielt, Uitg. Lannoo, 1992, p. 425-428.

2 J. VELAERS & H. VAN GOETHEM, *Leopold III. De koning, het land, de oorlog*, Tielt, Uitg. Lannoo, 1994, p. 822-830.

Avant d'analyser en détail la mission De Kinder, signalons brièvement les missions confiées à d'autres agents mandatés pour approcher le Roi ou chargés de contacter la Cour.

Le premier agent auquel le gouvernement, ou tout au moins un ministre, a confié un message destiné au Roi est en même temps le premier dont il a su d'avance qu'il allait partir en Belgique. Cet agent est Constant Martiny, parachuté le 13 octobre 1940 [3]. Avant de partir, il a rencontré plusieurs fois le ministre De Vleeschauwer. Dans des carnets tenus au jour le jour à Londres, il a consigné quelques détails concernant ces rencontres. A la date du 27 septembre, Martiny note que le ministre lui a remis un message pour le Roi et le Cardinal [4]. Nous ignorons tout du contenu de ce message, mais nous savons qu'il a été remis au comte Capelle, secrétaire privé du Roi, par l'épouse de Martiny. Par la suite, Martiny a créé un réseau de renseignements que les Britanniques désignaient sous le nom *Schuter* et auquel ils ont envoyé deux autres agents: Emile Hingot le 21 novembre 1940 et Gaston Poplimont le 18 février 1941. Tous les deux étaient également chargés de remettre un message à Capelle. Hingot ne réussit pas à se faire recevoir par le secrétaire du Roi. Quant à Poplimont, il a simplement remis sa lettre à Martiny.

Un mois avant l'envoi de Poplimont, les services britanniques expédient un premier opérateur radio au réseau *Clarence*. Il s'agit de Jean Lamy; lui aussi doit remettre un pli à Capelle [5]. L'agent Richard Van de Walle, parachuté le 9 mai 1941, a même reçu pour mission de servir d'opérateur radio pour assurer éventuellement une liaison télégraphique clandestine entre le Roi et le gouvernement [6].

Dans le courant de l'année 1941, deux autres agents, du *Special Operations Executive* cette fois, sont chargés de ce qu'on peut considérer comme une mission d'information au sujet du Roi. Il s'agit du père jésuite Robert Jourdain et de l'officier d'active Jean Cassart. A côté de sa mission *SOE* proprement dite et d'une mission d'information sur le haut clergé belge, Jourdain a aussi – selon une proposition d'octroi de distinction honorifique – «une mission secrète pour le gouvernement belge», que seuls Pierlot et Spaak auraient connue. Jourdain y fait lui-même une allusion très voilée dans un rapport qu'il adresse de Lisbonne au gouvernement en août 1942. A propos d'une rencontre avec le baron Robert Goffinet, officier d'ordonnance du prince Charles, Jourdain note ceci:

---

3 Avant Martiny, l'*Intelligence Service* britannique avait envoyé sept agents en Belgique entre le 18 juin et le 31 août 1940. Les premiers sont donc partis avant même que le premier ministre belge (De Vleeschauwer) n'arrive en Grande-Bretagne. Pour ces premiers agents, voir: E. VERHOEYEN, «Missions britanniques et réseau Martiny-Daumerie», in *Jours de Guerre*, n° 6, Crédit Communal de Belgique, 1992, p. 7-18.

4 Une copie de ces carnets est déposée au Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale (CREHSGM), *Papiers Martiny-Daumerie*, 8 S 16, n° 3. Mr Alfred Dubru a préparé une édition annotée de ces carnets, qui n'a pas trouvé d'éditeur. Elle se trouve au CREHSGM.

5 CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 58.

6 *Idem*, n° 170.

«Je lui demande s'il pourrait être intermédiaire *direct* pour transmettre au Roi une proposition du Gouvernement. Il accepte. Je l'avertis qu'après ce que j'ai vu et entendu en Belgique, je me rends compte que la proposition a peu de chance d'être acceptée, et que je ne la transmets que par acquit de conscience. Après avoir entendu la proposition, il [Goffinet] me dit qu'il ne faut pas songer à la transmettre, que cela ferait la plus mauvaise impression sur le Roi, car la proposition témoignerait à ses yeux d'une complète incompréhension de la position qu'il [le Roi] a prise. Je transmets ensuite la demande concernant le Prince Charles, prévenant moi-même l'objection que Goffinet allait faire. Il répond en effet que l'entourage du Roi en profiterait pour opposer les deux frères (...). La proposition ne pourrait être transmise au Roi que si la situation devenait tragique en Belgique, si le Roi n'obtenait plus du tout ce qu'il espère obtenir des Allemands pour le ravitaillement de la population en particulier.» [7]

Sur base de cette longue citation, dont la dernière phrase est la plus décisive, on peut formuler l'hypothèse que Jourdain devait sonder le Palais sur la question de savoir si le Roi et le prince Charles seraient disposés à venir clandestinement en Grande-Bretagne.

Le rapport de Jourdain a l'avantage d'avoir été rédigé presque sur le vif. Quant à Cassart, ce n'est que dans une interview accordée en 1977 à un chercheur du Centre qu'il a raconté qu'il avait été chargé, entre autres choses, de s'informer sur le désir éventuel du Roi de venir en Angleterre en avion [8]. Bien qu'il l'ait révélé bien tardivement, il n'est pas exclu que Cassart ait été chargé de s'informer sur les possibilités dans ce domaine. En effet, à des dates indéterminées entre le 3 octobre (date de son parachutage) et le 12 décembre 1941 (date de son arrestation), Cassart a, à la demande de Pierlot, rencontré plusieurs fois Louis Wodon, ancien chef de cabinet du Roi. Son code particulier comprenait des noms convenus pour le Roi et le prince Charles. Toutefois, nulle part dans ses télégrammes ni dans son rapport de fin de mission (qui date de 1944) Cassart ne parle d'une opération *Lysander* pour le Roi. Dans l'interview accordée à J. Dujardin, Cassart dit que Léopold III a refusé la proposition [9].

Pour l'année 1942, au moins quatre agents doivent être mentionnés dans le contexte qui nous occupe ici. A nouveau nous ne disposons, pour deux d'entre eux, que de témoignages d'après-guerre. Le premier est Gérard Waucquez (*Baldrick*), parachuté le 3 mars 1942. Selon des notes personnelles dont il a bien voulu me remettre une copie, il devait, entre autres, essayer

---

7 Arch.Pers.A. Voir aussi: F. STRUBBE, *op.cit.*, p. 187-190.

8 Le livre de J. LOCAMOR, *Dis à ma mère que son fils a gardé le sourire* (Ed. D. Hatier, Bruxelles, 1984), ne mentionne pas le projet. A Jean Dujardin, Cassart a dit le 24 mars 1977 qu'il avait convenu oralement avec le *SOE* et Pierlot que le Roi pouvait prendre sa place dans l'avion qui viendrait le chercher sa mission terminée.

9 Pour la mission Cassart, voir: CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 78; *Papiers Luc-Marc*, n^{os} 33-41; ainsi que V. MARQUET, «La mission Hireling-Rhomboïd», in *Jours de Guerre*, n° 9, Crédit Communal de Belgique, 1993, p. 103-116, et F. STRUBBE, *op.cit.*, p. 228-230.

de savoir via le baron Goffinet, déjà cité, si la famille royale – au grand complet ou en partie – voudrait un jour partir en Grande-Bretagne, car, aurait dit Goffinet, ils étaient menacés d'être un jour déportés. Mais nulle part dans les documents contemporains qui se rapportent à la mission de Waucquez il n'est question d'un tel mandat. On ne voit d'ailleurs pas comment Goffinet aurait appris que tous ou certains des membres de la famille royale étaient menacés de déportation, car ce n'est que début 1943 qu'il en fut question pour la première fois, et pour le Roi seul [10].

Le second agent est Pierre Vandermies, parachuté le 17 novembre 1942. Dans une interview accordée à la *BRT* en 1982, celui-ci a affirmé qu'il avait rencontré, par personne interposée, le baron Louis Frédéricq, chef de cabinet du Roi (la personne interposée était le magistrat Raoul Hayoit de Termicourt). La question était la même: le Roi voudrait-il partir en Grande-Bretagne ? Selon Vandermies, la réponse fut négative. Quoiqu'il en soit, il est certain que le gouvernement a fait des propositions au Roi pour venir en Angleterre. Le 23 septembre 1943 – la mission De Kinder était alors en préparation – Pierlot demanda au Conseil des ministres si le gouvernement devait faire une «nouvelle offre» au Roi tendant à l'aider à atteindre la Grande-Bretagne. Le Conseil jugea que c'était inutile, étant donné l'accueil que le Roi avait auparavant réservé à de pareilles propositions [11].

Un volet de la mission de Joseph Van Hooff, parachuté fin mars 1942, se rapportait au clergé catholique. Pierlot lui donna une lettre qu'il devait remettre en mains propres au Cardinal. Dans un projet – je ne sais d'ailleurs pas avec certitude si Van Hooff a effectivement emporté la lettre lors de son départ – Pierlot écrivait à Mgr Van Roey que le gouvernement s'inquiétait «du silence obstiné du Palais», et qu'il souhaitait «ardemment» que le Roi prenne contact avec ses ministres et leur fasse connaître son sentiment quant à la politique d'après-guerre «pour éviter lors de la débâcle de l'ennemi des troubles sérieux» [12].

---

10 Pour la déportation du Roi et ses rétroactes, voir: A. DE JONGHE, «Aspekten van de wegvoering van koning Leopold III naar Duitsland», in *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 11, 1988, p. 5-119. - Il est intéressant de noter que l'agent 0144 du réseau *Zéro* (le commandant Verweyen) s'est entretenu le 23 mars 1943 avec un officier d'ordonnance du Roi, le capitaine Jacques de Dixmude, au sujet d'une éventuelle déportation du Roi. Verweyen ayant demandé d'obtenir le texte de la lettre que le Roi avait envoyée à Hitler pour protester contre le travail obligatoire, Jacques de Dixmude lui répondit qu'il ne pouvait le remettre, étant donné qu'il s'agissait d'un «document diplomatique». L'officier d'ordonnance ajouta que la lettre avait causé à Berlin «une véritable fureur» et qu'«il ne tenait qu'à un rien que le Roi soit envoyé en Allemagne comme prisonnier». Verweyen répondit «qu'il ne manquait pas de Belges qui estimaient que, dans les circonstances actuelles, le départ du Roi en Allemagne serait peut-être un bien». «Nous le savons», lui répondit-on, «cependant, le Roi ne passera jamais un acte dont le seul but serait de soigner sa popularité». De plus, le Roi craignait qu'après son départ, le général von Falkenhausen soit remplacé «par le gouvernement d'un Gauleiter avec tous les inconvénients que la chose comporte». Ce rapport fut envoyé par courrier à Londres le 30 mars 1943 (CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n° 207).

11 J. VELAERS & H. VAN GOETHEM, *op.cit.*, p. 850. L'interview de Vandermies est conservée à la *BRTN*. Pour la mission Vandermies de 1942-43, voir: CREHSGM, *Papiers W. Ugeux*, n^{os} 280-284.

12 Arch.Pers.A.

Le quatrième agent parti en 1942 est l'officier aviateur Paul Henry de la Lindi, issu d'une illustre famille qui s'était distinguée tant sur le plan militaire que colonial. Henry de la Lindi, parachuté le 25 septembre 1942, avait obtenu avant son départ l'autorisation de contacter des membres de la Maison militaire du Roi pour leur signaler qu'il était disposé à transmettre une communication du Roi à Londres. Le contact avec la Maison militaire eut lieu, la proposition reçut un accueil favorable, mais aucune communication ne vint du Palais [13].

Cette énumération n'est peut-être pas exhaustive, mais elle montre de toute façon qu'entre fin 1940 et fin 1942 le gouvernement n'avait pas abandonné l'espoir de réaliser la réconciliation avec le Roi après la rupture provoquée par les événements de mai 1940 [14]. Il fallut attendre fin 1943 et le départ de François De Kinder pour assister à une dernière tentative. Cette fois, il ne s'agissait plus d'un départ éventuel du Roi, mais bien de lui transmettre des «suggestions» du gouvernement.

FRANÇOIS DE KINDER DANS LA RÉSISTANCE [15]

François De Kinder, fils d'Ernest De Kinder et de Marie Jacobs, est né à Anvers le 13 novembre 1897. Il est le beau-frère du Premier ministre Pierlot, qui a épousé sa soeur Marie-Louise. Avocat et administrateur de sociétés, il est, en 1936, parmi les fondateurs de l'ASBL *Pressa*, destinée à assurer le financement de la presse catholique. En 1940, il est entre autres administrateur délégué de la Société de Participations et de Gérances, dont Jean del Marmol (également co-fondateur de l'ASBL *Pressa*) est un des administrateurs et Hubert Pierlot un des actionnaires.

Lorsque Pierre van Outryve d'Ydewalle, chef de cabinet du Premier ministre, rentre en Belgique en octobre 1940, il se remet d'emblée en rapport avec De Kinder. Pierlot l'a chargé de lui fournir tous les renseignements qui pourraient lui être utiles (il les enverra à Londres, entre autres via le réseau *Zéro*, sous le nom de *Tyl*). De ce contact renouvelé se développe un tissu de relations entre des personnes qui sont souvent des amis et dont la plupart se retrouvent, en 1941-1942, dans la mouvance du réseau *Zéro*: William Ugeux, chef de réseau, De Kinder (indicatif: 025; lors de son passage à Londres en août 1942, Ugeux indiquera De Kinder comme une de ses sources de renseignements politiques), Pierre d'Ydewalle, Albert Hachez (qui succèdera à Ugeux), l'Auditeur général Walther Ganshof van der Meersch. En outre, De Kinder s'est depuis longtemps lié d'amitié avec Jean del Marmol. On retrouve ce dernier dans l'entourage du colonel Bastin, qui commande alors la Réserve Mobile de la *Légion Belge*, première mouture de l'*Armée Secrète*. Parmi ses collaborateurs, De Kinder compte aussi Yves

---

13 *Papiers W. Ugeux*, n° 68.

14 Voir à ce sujet: J. STENGERS, *op.cit.*; J. VANWELKENHUYZEN, *Quand les chemins se séparent*, Ed. Duculot, Gembloux, 1988; J. GERARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *Léopold III, de l'an 40 à l'effacement*, PolHis, Bruxelles, 1991.

15 Arch.Pers.A. Je remercie Marie-Pierre Verhaegen et Mr Gérard Waucquez de l'aide qu'ils m'ont apportée.

de Brouwer, né en 1907, administrateur de la Compagnie Internationale du Gaz et directeur de la Compagnie Générale de Gaz et d'Electricité. Celui-ci, après avoir fait partie du réseau *Martiny-Daumerie* (qui saute en mai 1941) est passé à *Zéro*, puis au groupe constitué par De Kinder. Enfin, De Kinder peut compter sur l'aide dévouée d'Elisabeth Motte [16]. C'est par l'intermédiaire de celle-ci que De Kinder participe à la distribution de *La Libre Belgique* clandestine, et c'est elle qui lui sert d'agent de liaison avec les personnes précitées. Après la parution de la brochure semi-clandestine *La Belgique loyale* sous la responsabilité du comte Xavier de Grunne (automne 1941), De Kinder rédige, en collaboration avec deux autres juristes, Charles De Visscher et André De Staercke, une réponse qui paraîtra clandestinement sous le titre *La Vraie Belgique* [17]. Cette brochure est imprimée chez Lielens, qui imprime aussi *La Libre Belgique* clandestine; la distribution et l'expédition de 3.000 exemplaires sont assurées par Elisabeth Motte. C'est encore elle qui contacte quelques personnes avec lesquelles Gérard Waucquez, envoyé en mission secrète en mars 1942, doit se mettre en rapport: le ministre Delfosse, Pierre d'Ydewalle, André De Staercke et Fernand Spaak, fils du ministre [18].

L'arrestation de Waucquez, le 6 mai 1942, compromet De Kinder. Le 7 juillet 1942, un agent allemand qui se dit agent de l'*Intelligence Service*, se présente à son bureau, 72 rue du Commerce à Bruxelles. Il est reçu par Elisabeth Motte qui, aidée de sa soeur, s'empresse d'avertir toutes les personnes avec lesquelles De Kinder est en rapport. Celui-ci se réfugie dans la propriété de Jean del Marmol à Falaën près de Dinant. Il y séjourne du 12 au 15 juillet. Durant ces quelques jours, il y rencontre le colonel Bastin et un de ses collaborateurs, Jacques van der Bruggen. Au cours de cette réunion, qui sera connue dans l'histoire de l'*Armée Secrète* comme «la rencontre de la petite vallée», Bastin expose à De Kinder les buts de la *Légion Belge* [19]. De Kinder, en effet, se prépare à partir pour Londres. Au moment

---

16 Après le départ de F. De Kinder vers la Grande-Bretagne, Elisabeth Motte, née à Ixelles le 9 février 1916, se mit à la disposition de l'Auditeur général W. Ganshof van der Meersch, qui dirigeait à ce moment-là le réseau *Tournay*, et après le départ de celui-ci en juin 1943, de son successeur W. Loppens. Elle était la dactylo-secrétaire du réseau pour lequel elle faisait aussi le codage des messages transmis par *Zéro* ou *Clarence*. Elle assista à nouveau De Kinder lors de sa mission en janvier 1944 et dirigea en 1944 le bureau de codage de l'*Armée Secrète*.

17 CREHSGM, *Fonds Lejeune*, n° 421. Voir aussi: J. GOTOVITCH, «L'opinion et le roi», in *Res Publica*, 1978/1, p. 56-97. Charles De Visscher présidera à partir de fin 1942 les travaux de l'antenne clandestine du gouvernement, le «Comité Gilles». Après son départ pour Londres en mai 1942, André De Staercke y sera chef de cabinet d'Hubert Pierlot.

18 Waucquez rencontra F. Spaak et A. De Staercke dans le bureau de F. De Kinder à Bruxelles. De Kinder servit également d'intermédiaire entre Waucquez et Arthur Bernelmans, administrateur de la Société Générale de Belgique, qui prit sur lui d'honorer un Bon du Trésor apporté par Waucquez. Ces fonds étaient destinés au financement du réseau *Clarence*, de la ligne *Comète* et de la presse clandestine. De Staercke et Spaak fils quittèrent la Belgique via *Comète* en mai 1942 et firent escale à Paris dans le flat dont F. De Kinder disposait rue Royale, au-dessus d'un magasin de ganterie (lettre de G. Waucquez à l'auteur, 30/01/1995).

19 H. BERNARD, *Jean del Marmol, une grande figure de l'Armée Secrète*, P. de Meyère éd., Bruxelles, 1972. Jean del Marmol était l'adjoint de Bastin et un ami de longue date de F. De Kinder.

de l'entrevue de Falaën, le chef de la *Légion Belge*, le commandant Claser, qui est parti pour la Grande-Bretagne en avril 1942, n'a pas encore donné de ses nouvelles; en fait, il n'est même pas encore arrivé à Londres. On peut penser que les dirigeants de la *Légion Belge* ont voulu profiter du départ de De Kinder – beau-frère de Pierlot, rappelons-le – pour lui demander de plaider la cause de la *Légion* auprès du gouvernement belge, qui considérait cette organisation comme un groupement à tendance autoritaire et anti-gouvernementale. On aurait, toutefois, voulu connaître les propos que Bastin a tenus à De Kinder. On sait en effet que l'intervention de celui-ci auprès de Pierlot a pesé dans la balance lorsqu'il s'est agi, en décembre 1942, de désigner un successeur à Claser, avec lequel le gouvernement ne voulait plus travailler. Ce successeur sera précisément le colonel Bastin, dont nous savons maintenant qu'il ne partageait pas en tout la manière de voir et de juger de Claser. Depuis que Bastin avait pris la direction effective de la *Légion Belge*, celle-ci avait en août 1942 – pour la première fois, soulignons-le – exprimé la volonté d'agir selon les directives du pouvoir légal, c'est-à-dire du gouvernement [20].

En juillet 1942, De Kinder veut donc partir pour Londres. Ce départ est préparé par le demi-frère de l'épouse de Waucquez, Yves de Brouwer. Celui-ci mobilise ses relations d'affaires à Paris. La frontière est franchie à Menin, où de Brouwer dispose de quelques collaborateurs, employés de «Gazélec» [21]. C'est d'ailleurs lui qui conduit De Kinder à Paris. Dans la capitale française, ce dernier est hébergé par les époux Soulange-Bodin et par Raymond Casaubon, ingénieur dans une société d'électricité liée au groupe financier dans lequel travaille de Brouwer [22]. Ce relais parisien de De Kinder est organisé avec la complicité de la direction de la Compagnie Générale du Gaz pour la France et l'Etranger à Paris (Etienne Noël, beau-frère d'Yves de Brouwer, son adjoint Fernand Thomas et le directeur Charles Ditandy).

De Kinder, qui voyage sous le nom de Verhoustraete, est accompagné jusque Pau par Jeanne Theisen, secrétaire de direction à la Compagnie Générale du Gaz pour la France et pour l'Etranger. Repliée à Pau en été 1940, en même temps qu'Yves de Brouwer, elle l'y présente à un

---

20 Voir à ce sujet: V. MARQUET, *Aux origines de l'Armée Secrète: la Légion Belge*, Musée Royal de l'Armée, Centre d'Histoire Militaire, Travaux n° 25, 1991; E. VERHOEYEN, *La Belgique occupée*, PolHis, Bruxelles, 1994, p. 412-423, et du même auteur: «La Résistance belge vue de Londres. Ententes et divergences entre Belges et Britanniques: le cas du SOE», in *La Résistance et les Européens du Nord*, CREHSGM, 1994, p. 143-156.

21 Il s'agit d'Oscar Verschaete, Alphonse Van Eecke, Hector Lecoutre et Emile Houthave, qui étaient tous employés par la Compagnie Générale de Gaz et d'Electricité (rappelons que Yves de Brouwer était directeur de cette société).

22 Roger Soulange-Bodin, né le 26 décembre 1887, a également hébergé De Kinder début 1944. Arrêté le 26 avril 1944, il mourut à Dachau le 4 février 1945. Son épouse, Alice Trubert, née le 11 août 1893, était directrice du bureau central des infirmières de la Croix-Rouge française. Elle fut arrêtée le 2 mai 1944 et mourut à Ravensbrück le 28 janvier 1945. Raymond Casaubon, né le 20 mai 1875, possédait un pied-à-terre tout près du bureau central de la police allemande à Paris, avenue Foch, et une maison dans le Loiret. De Kinder fut hébergé à ces deux adresses.

M. Destracq, qui organisera pour De Kinder le passage des Pyrénées [23]. Nous ne savons rien de la traversée de la péninsule ibérique. Par contre, il est sûr que De Kinder quitte Lisbonne le 15 novembre 1942 et qu'il sera à Londres quelques jours plus tard. Il y travaillera au Service d'Etudes de la Sûreté de l'Etat.

LA MISSION «XAVIER» [24]

C'est en août 1943 que le Conseil des ministres délibère pour la première fois de deux projets de texte qui seraient éventuellement envoyés au Roi. Mi-septembre, il est convenu que le message sera emporté par un émissaire qui serait parachuté en territoire occupé, et le 27 septembre 1943, Spaak met son collègue britannique Anthony Eden au courant des intentions du gouvernement (il s'agit, selon Spaak, d'obtenir du Roi, directement, son opinion sur la politique suivie par le gouvernement) et du contenu du message [25].

Il est certain que François De Kinder s'est porté lui-même volontaire pour accomplir cette mission, au plus tard en octobre 1943. En effet, le 27 octobre, Walther Ganshof van der Meersch, devenu à Londres haut-commissaire à la Sécurité de l'Etat, apprend de Pierlot que celui-ci ne formule plus d'objections à propos du départ de son beau-frère. Il aura fallu quelque insistance de la part d'Antoine Delfosse, ministre de la Justice, et de François De Kinder lui-même.

La lettre que De Kinder doit apporter au Roi, est datée du 20 novembre 1943. Elle est signée par tous les ministres (dans l'ordre: par Pierlot, Spaak, Delfosse, De Schrijver, Gutt, Balthazar et De Vleeschauwer). Son point de départ est la certitude de la victoire alliée et de la libération prochaine du pays. Dès lors, le gouvernement considère qu'il est de son devoir de faire connaître au Roi «comment il conçoit les conditions de reprise de la vie publique en Belgique et quelques-unes des idées essentielles qui doivent dominer la politique du pays». Concrètement, le gouvernement pense qu'il est «hautement désirable» que le Roi, dès qu'il aura recouvré sa liberté, adresse au pays une proclamation dans laquelle il affirmera que la Belgique n'a pas cessé d'être en guerre avec l'Allemagne, qu'elle veut participer, en étroit accord avec les Alliés, à la reconstruction du monde, que «de justes sanctions» frapperont les collaborateurs, et que l'ordre sera rétabli «sur la base du respect de la Constitution et des libertés publiques». De plus, le gouvernement souhaite que le Roi se sépare de ceux qui, dans son entourage, «doutant de la victoire alliée, (...) s'accomoderaient peut-être de la domination et certainement de l'idéologie allemandes», et qu'il condamne publiquement la collaboration et les projets de dictature caressés par

---

23 Pour le passage de la montagne, il fut fait appel à Jean-Emile Haurie, domicilié à Paris mais né dans les Basses-Pyrénées (et employé de la Compagnie Générale du Gaz pour la France et l'Etranger), et à Charles Destracq, qui habitait Pau.

24 CREHSGM, dossier Z 8, Mission X-7. De Kinder.

25 J. VELAERS & H. VAN GOETHEM, *op.cit.*, p. 823.

d'aucuns [26]. Cette lettre doit, dans l'esprit du gouvernement, être remise au Roi par le cardinal Van Roey. Par conséquent, De Kinder emportera aussi une lettre signée de Pierlot seul, dans laquelle le Premier ministre exprime l'espoir que l'archevêque voudra bien «prêter son patriotique concours, vu le caractère d'intérêt public qui s'attache à la démarche dont il s'agit».

La mission de De Kinder comporte encore un volet secondaire et tout différent. Il doit en effet s'adresser à Alexandre Galopin, gouverneur de la Société Générale, et lui demander de trouver par mois et en Belgique-même 25 millions qui seraient mis à la disposition des délégués du gouvernement [27].

L'ordre de mission de De Kinder est rédigé le 9 décembre par Ganshof lui-même, ce qui souligne son caractère ultra-confidentiel et sa grande importance. La mission reçoit le nom de *Xavier* (c'est aussi le nom de guerre que portait De Kinder avant son départ de Belgique) ou de *Stella*. Il est stipulé que De Kinder sera déposé en avion en France et reçu par le réseau franco-belge *Phénix* [28]. Il sera hébergé par le réseau *Clarence*, qui assurera également ses communications, sans connaître toutefois le contenu de sa mission. De Kinder devra tout d'abord se mettre en rapport avec *Boromée* (probablement l'avocat René Marcq). Il sera porteur d'une fausse carte d'identité au nom de François-Joseph Parent, né à Anvers le 13 novembre 1891 et domicilié à Bruxelles, 14 avenue Marnix (en réalité, De Kinder était domicilié avenue Jeanne).

Les réseaux *Clarence* et *Phénix*, qui devront s'occuper de François De Kinder, sont avertis dès le 24 novembre de son arrivée prochaine. L'avion *Lysander* qui le déposera en France part dans la nuit du 16 au 17 décembre 1943. Il atterrit aux environs de Thénezay (département des Deux-Sèvres); De Kinder y est attendu par le chef du réseau *Phénix* Jean De Praetere, par son opérateur radio Albert Luyckx et par deux Français qui font partie du réseau [29]. Dans le même avion s'embarquent Joseph Dubar, chef du réseau *Ali-France* [30] et l'Anglais Robin Hooper, pilote de l'avion qui s'est embourbé lors d'un atterrissage antérieur, le 17 novembre 1943. De Kinder passe la nuit à Niort chez Louis Michaud, agent de *Phénix*, et part en train à Paris le lendemain, accompagné par De Praetere. De Paris, il se rend immédiatement à Bruxelles, où il arrive le 19 décembre. Dès le 22 décembre, il est

---

26 La lettre du gouvernement et la réponse du Roi sont publiées dans le *Recueil de documents établi par le Secrétariat du Roi concernant la période 1936-1949*, p. 499-501.

27 Il n'est pas facile de savoir à quels buts le gouvernement destinait ces fonds. Sans doute s'agissait-il du financement de la résistance en général, peut-être aussi de l'aide aux réfractaires et du soutien de fonctionnaires démis de leur fonction par l'occupant et des familles de fusillés et déportés.

28 Pour le rôle du réseau *Phénix*, voir: *Papiers W. Ugeux*, n^{os} 263-269. Cfr aussi: J. FOSTY, «Les réseaux belges de France», in *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 2, 1972, p. 79-111.

29 Voir: M. CHAUMET & J.-MP. POUPLAIN, *La Résistance en Deux-Sèvres*, Geste Ed., Niort, 1994, p. 47-59 et 161-172 (chapitres consacrés à l'action des réseaux belges dans le département).

30 Voir: E. VERHOEYEN, «Un réseau belge du Nord: Ali-France», in *Revue du Nord*, LXXVI, n° 306, juillet-septembre 1994, p. 545-564.

en contact avec Elisabeth Motte, qui a déjà collaboré avec lui avant son départ à Londres. Elle s'occupera du codage des documents qu'il enverra à Londres et lui servira d'agent de liaison avec le magistrat Willy Loppens, avec le professeur Charles De Visscher (qui dirige le «Comité Gilles» et par lequel De Kinder reprendra contact avec Pierre van Outryve d'Ydewalle), ainsi qu'avec Galopin. Par l'intermédiaire d'Yves de Brouwer, De Kinder est hébergé pendant son séjour à Bruxelles par l'agent de change Emile Charliers, boulevard Lambermont. Le 29 décembre 1943 au plus tard, De Kinder rencontre Loppens et l'avocat Jean de Lantsheere, administrateur de la donation royale. A la même date, le Cardinal a accepté de transmettre la lettre au Roi. C'est De Kinder lui-même qui l'a rencontré à Malines [31].

Le 5 janvier 1944, le Cardinal rencontre Léopold III [32]. La réponse du Roi, écrite de sa main, est remise par celui-ci à l'Archevêque le 11 janvier 1944. Elle porte l'en-tête «Note à Son Eminence le Cardinal» et est libellée comme suit:

> «Le Roi n'a jamais cessé de considérer comme son suprême devoir le maintien de l'indépendance nationale.
> Le Roi, à l'exemple de ses prédécesseurs, s'est toujours astreint au respect de la Constitution. Jamais il n'a eu l'intention d'y porter atteinte.
> Il ne conçoit sa révision éventuelle que par la volonté du peuple belge, librement exprimée.
> Les bruits qui tendent à jeter le doute sur ces points sont dénués de fondement et quiconque les propage commet un crime contre la Dynastie et la Belgique.
> Quant au reste, depuis le 28 mai 1940, le Roi s'en est tenu strictement à sa position de prisonnier de guerre aux mains de l'ennemi.
> Il juge conforme à la dignité de la Couronne et à l'intérêt de la Nation de ne pas s'en départir ni directement ni indirectement.
>
> Léopold
> Roi des Belges
> prisonnier de guerre au Château de Laeken
> le 11 janvier 1944» [33]

En fait, ce texte n'a pas été rédigé par le Roi, mais par son conseiller militaire, le général Van Overstraeten. Le Roi n'y a changé que quelques mots [34].

---

31 Télégramme de *Clarence*, reçu à Londres le 29/12/1943: «De Tunis (Loppens) pour Joseph (Ganshof): Xavier a vu Bernadette (de Lantsheere) et Francine (Loppens). Xavier dit que Bernadette trouve rédaction parfaite. (...) Tacite (Mgr Van Roey) accepte transmettre occasion Nouvel An dans esprit sympathique mais escompte réaction propos Antoinette (entourage du Roi)». CREHSGM, *Fonds Clarence*, 3 S 8.

32 Cette date figure sur la transcription que le Cardinal a faite de sa main de la lettre du gouvernement, et qui se trouve dans les archives de l'Archevêché à Malines (*Fonds Cardinal Van Roey*, III, Cour et Question Royale). Avec des remerciements à Mr E. Raskin.

33 La réponse manuscrite du Roi se trouve dans les archives de l'Archevêché (voir note 32).

34 R. VAN OVERSTRAETEN, *Léopold III prisonnier*, Ed. Didier Hatier, Bruxelles, 1986, p. 272-273.

Le 14 janvier, le Cardinal transmet la réponse du Roi à De Kinder. Le 19, le réseau *Clarence* envoie à Londres un télégramme résumant cette conversation: «Xavier dit: au cours longues conversations confiantes Yvonne (Van Roey) communique généralités très réservées exprimées par Thérèse (le Roi) répondant à côté après méditation durant dix jours STOP Lorraine (?) estime cependant les entretiens révèlent évolution favorable des dispositions» [35].

Le 18 janvier 1944, le réseau *Zéro* communique la note du Roi presque littéralement dans son courrier qui arrive à Londres le 2 février. Ce procédé de transmission n'est pas conforme aux instructions de Londres (Ganshof), qui cable le 9 février 1944 à Loppens: «... instructions données par souci discrétion absolue prévoyaient voie *Clarence*. (...) Insistons formellement avenir pour pareilles communications voie *Clarence* sauf impossibilité.» [36]

Mais ce n'est plus nécessaire: De Kinder considère sa mission comme terminée. Il a réussi à mettre 2.500.000 F à la disposition de l'*Armée de Belgique*, la future *Armée Secrète*, mais Galopin, qu'il a rencontré plusieurs fois, a estimé ne pas pouvoir l'aider pour le moment [37]. Quant au volet principal de sa mission, on peut déduire du ton légèrement désabusé des télégrammes qu'il a remis à *Clarence*, qu'il en avait attendu plus. Dans un message courrier rédigé à Paris le 17 février 1944, et destiné au gouvernement, il écrit en effet: «Nadette (Jean de Lantsheere) a été bien plus contente que moi du résultat obtenu. Elle pense aussi que la persistance de la réserve de Thé (le Roi) résulte, dans une certaine mesure, d'une conception moins assurée que la vôtre quant à l'issue et surtout la durée du conflit. Les milieux qui se croient ici bien informés sont moins optimistes que chez vous et pensent qu'il peut y avoir encore des surprises.» [38]

Ainsi que nous l'avons vu, la réponse du Roi – si on peut appeler ainsi le billet remis au Cardinal – se situe en effet à côté de la question. De plus, elle est adressée au Cardinal comme si la communication du gouvernement n'existait pas. Jean Stengers a remarqué que la «réponse» du Roi était pour le gouvernement, objectivement, aussi décevante que possible, mais il ajoute – se basant sur des témoignages de Pierlot et de Spaak – que le simple fait de recevoir quoi que ce soit de Bruxelles était «malgré tout un signe encourageant». L'auteur souligne à juste titre que cet espoir était naïf, surtout quand on sait que le Roi entamait au même moment la rédaction du document qui sera connu comme son «testament politique», dans lequel il prend, vis-à-vis du gouvernement, l'attitude intransigeante que l'on connaît, et qui, en vérité, n'a pas changé depuis le 28 mai 1940 [39].

---

35 CREHSGM, *Fonds clarence*, 3 S 8. «Lorraine» pourrait être J. de Lantsheere.

36 Note de Tunis (Loppens) à Joseph (Ganshof), 21/02/1944, CREHSGM, *Fonds Clarence*, 3 S 6.

37 «Monique (Galopin) affirme impossible assurer actuellement mensualité» (télégramme envoyé le 10/01/1944, probablement par *Zéro*).

38 «Personnelle pour Joseph (Ganshof)», le 18/02/1944 (*Papiers W. Ugeux*, n° 317).

39 J. STENGERS, *op.cit.*, p. 173-175; J. VELAERS & H. VAN GOETHEM, *op.cit.*, p. 830-847. Ces auteurs signalent qu'un informateur mit le *Foreign Office* au courant de ce que le Roi aurait dit au Cardinal que, tout bien pesé, il était disposé à se réconcilier avec le

On se souviendra que, dans sa lettre au Roi, le gouvernement avait dit qu'il serait «hautement désirable» que le Roi adresse une proclamation au pays dès qu'il aurait recouvré sa liberté. Il semblerait en effet que De Kinder se soit entretenu du contenu de cette proclamation avec quelques personnalités. Un document rédigé par De Kinder le 23 janvier 1944 mentionne des démarches auprès de Frédéricq dès le 27 octobre 1943 et de «nombreuses conversations» de Jean de Lantsheere avec Léon Cornil, René Marcq (avocat près la Cour de Cassation et professeur à l'ULB) et Alexandre Galopin. Ces «démarches» et «conversations» ont mené à la rédaction d'un avant-projet d'un communiqué du Palais daté du 19 janvier 1944 (le texte est arrivé à Londres le 30 mars 1944). En voici le contenu:

> «Le Roi a reçu ce matin M. Pierlot, Premier Ministre. Celui-ci a rendu compte au Roi de la politique du Gouvernement depuis le 25 mai 1940. Le Roi a approuvé cette politique et a rendu compte aux efforts du Gouvernement pour la libération de la Belgique.
> Un long entretien a suivi. Il a dissipé le malentendu qui avait surgi entre le Roi et ses ministres en mai 1940, et qui avait augmenté encore les souffrances morales de la Belgique sous l'occupation ennemie.
> Dans l'après-midi, les ministres se sont réunis sous la présidence du Roi et ont décidé les mesures immédiates exigées par les besoins les plus pressants du Pays, puis M. Pierlot, Premier Ministre, a exposé la grande ligne du rapport qu'il se propose de faire devant le Parlement. Le projet a été unanimement approuvé.»

Rien ne permet d'affirmer que cet «avant-projet» de communiqué du Palais ait été rédigé par le Roi ou en accord avec lui. Bien au contraire, vu son contenu on peut dire avec quasi-certitude que le texte de ce document n'a pas été discuté avec le Roi et qu'il ne s'agit que d'un projet que certains des interlocuteurs de François De Kinder (ou De Kinder lui-même, au nom du gouvernement) espéraient faire accepter par le Roi. En effet, peut-on imaginer, compte tenu de tout ce que l'on sait à l'heure actuelle de l'attitude du Roi vis-à-vis du gouvernement Pierlot, que le souverain eût accepté de proclamer publiquement qu'il avait approuvé la politique de ce gouvernement depuis le 25 mai 1940 ? Au cours des démarches préalables faites auprès de Frédéricq (probablement par Jean de Lantsheere), le chef de cabinet du Roi aurait, selon la note de François De Kinder, désiré que dans la proclamation le gouvernement exprime des regrets (sans doute au sujet du discours de Pierlot du 28 mai 1940) et couvre les actes (du Roi) depuis le 25 mai, ce qui est tout autre chose que l'avant-projet cité ci-dessus. On peut supposer que les «désirs» de Frédéricq étaient en réalité ceux du Roi.

Par contre, le gouvernement pouvait avoir ses apaisements quant à un autre point épineux: la crainte de voir le Roi mener une politique personnelle après la guerre. En effet, un message daté du 7 juin 1943, et arrivé à Londres avant le départ de François De Kinder pour la Belgique, disait ceci:

---

gouvernement. Spaak disait même à Eden le 23 mars 1944 que le Roi aurait demandé à être mis en rapport avec Pierlot ... Il va de soi que tout ceci était faux, et Spaak était d'ailleurs bien placé pour le savoir.

«L'entretien a eu lieu à titre personnel et amical. On n'est pas autorisé à recevoir des communications ou à en faire. (...) Il n'y a aucune crainte à voir les choses s'orienter dans le sens d'une autorité personnelle. Influence exercée dans le sens du respect de la légalité. Accent mis sur les nécessités sociales.» Ce message était destiné à *Joseph*, c'est-à-dire Ganshof, mais nous ignorons tout de son auteur. Quant à l'interlocuteur, on peut présumer que «on» indique le Roi, et que celui-ci s'est exprimé librement envers un ami (Victor Van Straelen ?).

LA FIN

François De Kinder quitte la Belgique le 24 janvier 1944 en direction de Paris. Il est en effet entendu qu'il partira à Londres comme il est venu, en avion *Lysander*. Le départ sera organisé à nouveau par le réseau belge *Phénix*, dont la base est à Niort, chef-lieu du département des Deux-Sèvres. A Paris, De Kinder est hébergé successivement par les Soulange-Bodin, puis à l'Hôtel Kugler, rue de la Pompe jusque fin mars 1944. Il y dispose de plusieurs boîtes aux lettres, dont une chez Isabelle de Hurtado, agent du réseau belge *Clarence*, et une auprès de Mme Henriat-Chauvau, belle-mère du secrétaire général de la Société Bruxelloise du Gaz, dont Yves de Brouwer est le directeur [40].

De Paris, De Kinder envoie quelques rapports à Londres, très probablement via le PCC, le relais central de la Sûreté de l'Etat en France. On peut y lire quelques réflexions sur les contacts qu'il a eus en Belgique, mais surtout qu'il s'ennuie: «... cette vie d'oisiveté forcée me pèse. J'en ai un peu assez de cette vie obligée de cafés et de restaurants où, comme disait un loustic, la chère est chère et le menu... menu» [41].

Le 30 mars 1944, Louis Michaud, agent du réseau *Phénix*, vient chercher De Kinder chez Mme Henriat, 26 rue Roussel à Paris. Il l'emmène à Niort en vue d'une opération de *pick-up*, dont les dirigeants de *Phénix* mettent au point les modalités avec la *Royal Air Force*. De Kinder est logé chez Fernande Fleury, secrétaire des Ponts et Chaussées à Niort et agent de *Delbo-Phénix* depuis 1943, puis chez les frères Gaufreteau à la ferme de la Vecquière à Surin, où est déjà hébergé un autre agent de Londres, l'aviateur Joseph Guillaume [42]. Celui-ci, parachuté dans la nuit du 3 au 4 mars 1944 a été envoyé auprès de *Phénix* pour effectuer le choix des terrains dont le réseau se servira pour ses opérations aériennes. Guillaume ayant

---

40 Isabelle de Hurtado, née le 17 octobre 1890, était assistante sociale à la Croix-Rouge française.

41 Comme note 38.

42 Joseph Guillaume, né à Auvelais le 30 avril 1907, alias *Tussore* et *Henriot*. Après l'arrestation de De Praetere le 12 avril 1944, Guillaume se réfugia à Paris, où il fut hébergé pendant quelques jours dans la famille Degrange, 20 rue Royale (ceux-ci connaissaient F. De Kinder depuis l'avant-guerre). A la même adresse se trouvait le siège de la S.A. Crédit Foncier d'Orient, dont un cousin germain de De Kinder, Jean-Pierre Jacobs, était le directeur. De Kinder y avait un bureau et était passé à cette adresse en juillet 1942 sur la route de Londres. Guillaume fut arrêté le 5 mai 1944 près de la frontière suisse.

agréé un terrain à Amberac en Charente, la *RAF* décide de tenter une opération de *pick-up* dans la nuit du 11 au 12 avril 1944.

Le 11 avril, Jean De Praetere, chef de *Phénix*, son radio Albert Luyckx, Joseph Guillaume, Louis Michaud, François De Kinder, le radio Jean Hoyoux et Georges Gibeault se rendent de Niort à Amberac. Les trois derniers partiront par l'avion annoncé [43]. Mais tard dans la soirée, la *RAF* décommande l'opération en raison des conditions atmosphériques en Grande-Bretagne. Le 12 avril, De Praetere demande à Londres des explications par télégramme. Peu de temps après, il est arrêté. Pour échapper au danger qui le menace, De Kinder retourne à Paris. Par l'intermédiaire d'Isabelle de Hurtado, il est logé dans un appartement rue des Carmes à partir du 15 avril. A Niort et dans les environs, les arrestations se multiplient: entre le 12 et le 19 avril, des policiers allemands et français y arrêtent dix-neuf personnes [44]. Tout indique que cette action policière est l'aboutissement d'un plan pour anéantir les réseaux belges de France, plan dont les premières mesures d'exécution sont prises dès janvier 1943.

Tout indique aussi que les Allemands recherchent déjà François De Kinder, dont ils ne connaissent pas encore le nom réel mais dont ils possèdent une photo dès avant le 12 avril. Le 19 avril 1944, des policiers français et allemands arrêtent Mme Henriat. Elle est relâchée le même jour, mais les policiers organisent une souricière dans son appartement. Et ce qu'ils espèrent se passe en effet: le 20 avril, De Kinder téléphone chez elle pour annoncer son arrivée prochaine. A celle-ci, il y est évidemment arrêté à son tour.

On pourrait se demander si Londres n'aurait pas pu venir chercher De Kinder plus tôt que le 12 avril 1944, car, après tout, on savait depuis fin janvier qu'il attendait en France. Il faut toutefois tenir compte du fait qu'un ramassage en avion demande que plusieurs conditions soient remplies: il faut une nuit de lune claire et le personnel nécessaire doit être disponible, tant en Grande-Bretagne que sur le terrain. Quant aux conditions atmosphériques, elles doivent être bonnes des deux côtés de la Manche; ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de brouillard en France qu'il n'y en a pas en Grande-Bretagne. Tout ceci explique pourquoi un contact radio quotidien doit être possible, ce qui dans le cas de *Phénix* était certainement garanti.

---

43 Hoyoux et Gibeault étaient brûlés depuis qu'un agent français à la solde des Allemands avait essayé de pénétrer le réseau *Phénix* en février 1944, et avait été blessé lors d'une confrontation avec les deux précités (J.-M. POUPLAIN, *L'affaire Gibeault*, Niort, 1987, aimablement communiqué par l'auteur).

44 Il s'agit de Fernande Fleury, trois membres de la famille Bernit, Mme Seigné (chez qui De Praetere avait émis juste avant son arrestation), André Ecalle (chez qui se trouvait le poste de *Keeper*), Louis Michaud, Huguette Moinard, André Bellot, 4 membres de la famille Fouchier (dont aucun ne revint d'Allemagne), 2 membres des familles Nocquet et Gibeault, Maurice Marteau et le radio Jean Hoyoux, alias *Rider* (M. CHAUMET & J.-M. POUPLAIN, *op.cit.*, p. 170-172).

Malgré plusieurs enquêtes approfondies menées après la guerre, il n'a pas été possible de déterminer la cause exacte de l'arrestation de François De Kinder. Tout indique qu'il a été attiré dans un guet-apens, et qu'on a réussi à lui faire croire que son départ en avion était proche – sans qu'il soit possible de dire avec plus de précision qui est ce «on». Si tel n'était pas le cas, on ne comprend pas pourquoi De Kinder a lui-même téléphoné chez Mme Henriat, alors qu'il savait que cette adresse était connue de Jean De Praetere et par conséquent brûlée. Or, pendant sa captivité à Ravensbrück, Mme Soulange-Bodin a dit à Fernande Fleury (qui avait hébergé De Kinder début avril 1944 à Niort) que De Kinder s'était présenté chez elle le 20 avril 1944. Alors qu'il était là, elle avait reçu un coup de téléphone se servant du mot de passe («Alphonse» pour le premier correspondant, «Daudet» pour l'autre) priant De Kinder de passer au domicile de Mme Henriat. Mme Soulange était une des rares personnes qui savait où De Kinder pouvait être touché. Le hasard a voulu qu'il soit présent lors du coup de téléphone. Reste à expliquer comment les Allemands prirent connaissance de l'adresse de Mme Henriat. Il est vrai qu'elle figurait dans des télégrammes échangés entre *Clarence* et Londres, mais ces télégrammes ne furent pas déchiffrés par les Allemands. Beaucoup plus plausible me paraît l'explication selon laquelle elle fut trouvée lors d'une opération policière à Niort le 16 avril. Ce jour-là les policiers fouillèrent de fond en comble la maison de Louis Michaud (qui, rappelons-le, était allé chercher De Kinder chez Mme Henriat le 30 mars), dans laquelle le radio Albert Luyckx, ayant pu échapper de justesse, avait dû abandonner son poste, son code et une série de télégrammes en clair [45].

Dans les semaines qui suivirent, plusieurs personnes avec lesquelles De Kinder avait été en rapport à Paris furent arrêtées. De la série d'arrestations se dégage l'impression qu'il avait été suivi pendant les derniers jours qu'il passa en liberté.

Londres fut avertie le 8 mai 1944 de l'arrestation de François De Kinder par le réseau *Clarence*. La veille, le même réseau reçut un télégramme de Londres, disant que «Xavier serait incessamment contacté par Mme Henriat ou Melle de Hurtado pour évacuation par voie nouvelle ...» [46]. Il semblerait que la police allemande ait appris, par lettre anonyme reçue fin mai 1944, le nom réel de De Kinder. A partir de début juin 1944, ce nom est en effet cité à brûle-pourpoint devant plusieurs détenus, alors qu'avant la police allemande ne parlait que de François Parent.

* * *

François De Kinder fut abattu, sans autre forme de procès, le 31 août 1944 à Tavannes près de Verdun, avec seize résistants français. La famille

---

45 Télégramme de *Busker*, radio du réseau *Zéro*, envoyé le 4 mai 1944: «Keeper (Luyckx) échappé. Poste complet et clefs saisis ainsi que tous messages». Il n'était pas anormal qu'un opérateur radio conservait le clair de ses messages envoyés et reçus, parce que Londres demandait parfois la répétition d'un message ou des explications sur l'un ou l'autre télégramme.

46 CREHSGM, *Fonds Clarence*, 3 S.

dut attendre presque un an pour être fixée sur son sort. Sa mort fut exploitée dans la presse antiléopoldiste, qui la caractérisa d'«inutile», non pas par sa faute mais par la fin de non-recevoir que le Roi opposa à la lettre du gouvernement. Certains journaux allèrent même jusqu'à suggérer que l'arrestation de De Kinder pouvait être attribuée au fait que le Roi aurait tergiversé pour remettre sa réponse au Cardinal.

Nous avons vu que ceci était inexact: le 5 janvier 1944, le Roi était en possession de la lettre du gouvernement, et il remit sa «réponse» au Cardinal le 11 janvier. De Kinder eut cette «réponse» en mains le 18 janvier au plus tard, et il quitta le pays le 24 janvier. Ma conclusion à propos de l'arrestation de François De Kinder est plus prosaïque: elle est due à l'exploitation habile par la police allemande de données découvertes lors des actions policières dans les Deux-Sèvres d'avril 1944, et le Palais n'y est pour rien.

D'autre part, il ne fait pas de doute que la mission De Kinder ait été une mesure pour rien, et que le gouvernement pouvait savoir d'avance qu'il en serait ainsi. La phrase, datée du 7 juin 1943 et connue à Londres avant le départ de De Kinder («On n'est pas autorisé à recevoir des communications ou à en faire») laisse rêveur. Il faut bien reconnaître que le Roi ne s'est pas départi de cette ligne de conduite: il n'a pas vraiment répondu à la lettre du gouvernement, mais il a remis au Cardinal une sorte de déclaration de principe dont l'original est resté à Malines. De Kinder a donc dû prendre note de son contenu ou le mémoriser. Si le Roi avait voulu répondre à la missive du gouvernement (ce qui théoriquement aurait été possible), et s'il l'avait fait dans l'esprit de l'avant-projet de proclamation envoyé à Londres par De Kinder... Mais le déroulement de la mission De Kinder montre une fois de plus que l'histoire ne s'écrit pas avec des si.

Addendum

Après la rédaction définitive de cet article, nous avons pris connaissance d'une étude que M. Alfred Dubru a consacrée à Constant Martiny. Cette étude n'a pas trouvé d'éditeur, mais elle est déposée au Centre. Elle nous apprend que le message confié à Martiny par le ministre De Vleeschauwer et destiné au Roi (p. 84 de cet article) est très probablement le texte de la déclaration lue à la *BBC* par les ministres Gutt et De Vleeschauwer, le 3 octobre 1940. M. Dubru base son hypothèse sur le fait que Martiny avait emporté, recopié sur du papier pelure d'une écriture illisible à l'oeil nu, le texte de cette déclaration. Les ministres y affirment qu'ils sont le seul gouvernement légal et qu'ils combattront jusqu'à la victoire finale. La déclaration se termine par: «La Belgique est prisonnière, vive la Belgique ! Le Roi est prisonnier, vive le roi !».

M. Dubru signale encore que Emile Hingot était également chargé de faire savoir verbalement au comte Capelle que «Sa Majesté devait s'attendre à recevoir dans le futur plusieurs messages de Londres qui lui seraient transmis par parachutistes» - ce qui s'est d'ailleurs avéré exact (A. DUBRU, *Constant Martiny, ses carnets intimes*, Arlon, 1995, 234 pages).

Gita Deneckere

DE ALGEMENE STAKING VAN 1936. WETTEN EN PRAKTISCHE BEZWAREN TEGEN EEN VOLKSFRONT [1]

Elites are not actually responding to [the formal organizations of lower-class people]; they are responding to the underlying force of insurgency. But insurgency is always short-lived. Once it subsides and the people leave the streets, most of the organizations which it temporarily threw up and which elites helped to nurture simply fade away. As for the few organizations survive, it is because they become more useful to those who control the resources on which they depend than to the lowerclass groups which the organizations claim to represent. Organizations endure, in short, by abandoning their oppositional politics
(Frances Fox PIVEN and Richard A. CLOWARD, *Poor People's Movements. Why They Succeed, How They Fail*, New York, 1977, p. xi).

De grote maatschappelijk-politieke crisis van de jaren dertig die in de Tweede Wereldoorlog uitmondde, markeert een breuk met de democratische en sociale hervormingen die in de jaren twintig op gang waren gebracht. Toch liggen de wortels van de «verzorgingsstaat» in de recessieperiode. De centrale staat werd mede onder druk van de grote stakingen in 1932 en 1936 belast met een corrigerende en aanvullende rol en kreeg een verdeelfunctie die erop gericht was de sociale ongelijkheid eigen aan de kapitalistische maatschappij te verminderen. Tijdens de crisis zelf was van de verdeelfunctie nog niet veel te merken. Tot 1935 hielden de regeringen vast aan de klassieke liberale spelregels om de crisis te bestrijden.

In zijn studie over de werkloosheid in de jaren dertig geeft Guy Vanthemsche een indringende analyse van de sociale crisispolitiek. De sociale politiek wordt opgevat als een globale machtsconfrontatie tussen drie actoren die binnen de besluitvormingscircuits van de Belgische staat optraden: het patronaat, de christelijke en de socialistische arbeidersbeweging [2].

De synthese van Vanthemsches bevindingen vormt het uitgangspunt voor een probleemstelling die ik als volgt wil formuleren: hoe heeft «de straat» de sociale politiek in de jaren dertig beïnvloed ? Met de inkapseling van de socialistische organisaties in de politieke structuren van de

---

1 Dit artikel is een uittreksel uit mijn doctoraatsverhandeling *Sire, het volk mort. Collectieve actie in de sociale geschiedenis van de Belgische staat, 1831-1940*, Universiteit Gent, 1993.

2 G. VANTHEMSCHE, *De werkloosheid in België 1929-1940*, Berchem, 1989, p. 105-151.

kapitalistische maatschappij was de socialistische arbeidersbeweging in belangrijke mate ontwapend en onschadelijk gemaakt. Maar de twee voornaamste massale protestacties in het interbellum – de wilde staking in 1932 en de algemene staking in 1936 – kunnen niet met het optreden van de georganiseerde arbeidersbeweging vereenzelvigd worden. De collectieve acties stonden immers haaks op de strategie van de arbeidersbeweging om straatrumoer en stakingen af te remmen in de crisistijd.

I. ECONOMISCHE CRISIS EN SOCIALE CRISISPOLITIEK

In de tweede helft van het jaar 1930 was het overduidelijk dat ook de Belgische economie in de wurggreep van de crisis terecht was gekomen [3]. Naarmate deze onrustwekkender vormen aannam, tekenden de contouren van het sociaal-economisch beleid dat de opeenvolgende katholiek-liberale regeringen tot 1935 zouden handhaven, zich duidelijker af. Sinds 1927 werd zonder de socialisten geregeerd. De regeringen-Jaspar (november 1927-mei 1931), Renkin (juni 1931-oktober 1932), de Broqueville (oktober 1932-november 1934) en Theunis (november 1934-maart 1935) verleenden vóór alles prioriteit aan een deflatoire politiek, die achteraf bekeken uiteraard sociaal maar ook economisch nefast was. Het exportvolume daalde tussen 1929 en 1932 naar 76% en de exportwaarde naar 46,6%. Tengevolge van de enorme werkloosheid door de daling van de industriële productie werd ook de binnenlandse markt erg aangetast. Maar het begrotingsevenwicht was heilig en de koppeling van de munt aan de goudstandaard ook. De oplossing voor de bevordering van de export zag men in het drukken van het prijzenpeil. Daartoe verminderden de bedrijven de productiekosten : in de eerste plaats werd op de factor arbeid bespaard. In een periode van hoge werkloosheid was het niet moeilijk om ook drastische loonsverminderingen door te voeren. Er werd eveneens ferm gesnoeid in de staatsuitgaven. Of zoals de socialistische belofte Hendrik De Man het samenvatte *men legde een vermagerde bevolking een vermageringskuur op.*

Maar de deflatietechnieken werkten niet meer. Het leek er niet op dat met de non-interventiepolitiek van de staat een economische heropleving kans op slagen had.

In zijn studie over de werkloosheid toont Vanthemsche aan dat de methode en de objecten/de slachtoffers van de deflatoire besnoeiingen steeds politieke keuzes waren, die veel minder te maken hadden met rationeel beleid dan met sociale machtsrelaties.

Hier verschijnt de meest toonaangevende actor in de sociale politiek op het toneel : het patronaat. Filosofie en doelstellingen van het regeringsoptreden liepen in hoge mate parallel met filosofie en doelstellingen van het patronaat, die de trendsetter was van de sociale crisispolitiek. Op het gebied

---

3 K. VERAGHTERT, «Het economisch leven in België 1918-1940», (*AGN*, XIV), 1979, p. 79-85.

van de werkloosheidsverzekering onderstreept Vanthemsche de opmerkelijke en totale afwezigheid van het parlement in de besluitvorming. Onder invloed van het patronaat weigerde de regering halsstarrig het parlement te betrekken in de discussie. Wetsvoorstellen van de socialistische oppositie kregen geen kans en zelfs een wetsontwerp van de christen-democratische minister Hendrik Heyman liep in 1932 spaak op een weigering van de regering-Renkin. De syndicale greep op de werkloosheidsverzekering zou in het parlement immers wettelijk kunnen worden bekrachtigd aangezien de vertegenwoordigers van de arbeidersbeweging (socialisten, communisten en christendemocraten) er een meerderheid zouden vormen. En dat was absoluut niet naar de zin van het patronaat.

De uitwerking van de sociale crisispolitiek vond dus plaats in de besloten kring van de regering, die bovendien over bijzondere machten beschikte om ook op andere terreinen dan de werkloosheidsvergoedingen te besnoeien. Er was sprake van een symbiose tussen politieke besluitvorming en de patronale wereld, via nota's en adviezen, via delegaties van werkgevers en via de sterke persoonlijke banden tussen leidende financiële en industriële kringen en sleutelfiguren in de regering (de Broqueville, Jaspar, Francqui, Theunis, Gutt). Die symbiose werd als een natuurlijk gegeven aanvaard : het patronaat werd nooit ervaren als een drukkingsgroep.

Het sociale gewicht van de vakbonden was een ander paar mouwen. Dat was een nieuw element in het interbellum, vooral omdat één vakbond, het ACV, de regeringen steunde en dus niet over het hoofd kon worden gezien. Voor de traditionele conservatieve groepen was de inmenging van de arbeidersbeweging in de besluitvorming ongehoord : de natuurlijke symbiose tussen regering werd doorkruist. Het sterk georganiseerd en mandaterend optreden van de arbeidersbeweging stond bovendien in schril contrast met de gebrekkige, losse 19de-eeuwse structuren van de liberalen en conservatieve katholieken. Het is in die context dat het hele discours rond de particratie en de decadentie van het parlementair regime welig tierde. Herman Balthazar heeft gewezen op de mentale continuïteit tussen het misprijzend anti-parlementarisme dat na de invoering van het algemeen enkelvoudig mannenstemrecht in de sterk Belgicistische, Franssprekende en vooral katholieke bourgeoisie aanwezig was en het discours van de Rex-beweging in de jaren dertig, dat in dezelfde invloedrijke salons werd geëchood en geschraagd [4]. Het feit dat goed georganiseerde arbeiderspartijen een reële impact konden hebben op de besluitvorming, speelde mee in de apologie van de sterke uitvoerende macht die zo kenmerkend is voor het interbellum.

Guy Vanthemsche typeert de invloed van de christelijke arbeidersbeweging op de besluitvorming in de sociale crisispolitiek als «twee stappen achteruit, één stap vooruit». Telkens werden de harde restricties van de conservatieve regeerders verzacht, aangepast en geamendeerd, waardoor

---

4 H. BALTHAZAR, «De ontwikkeling van de particratie voor de Tweede Wereldoorlog», in *Res Publica*, 1981, (XXIII), 1, p. 9-22.

indirect de crisispolitiek op lange termijn mogelijk werd gemaakt maar ook een polarisatie rond de sociale breuklijn vermeden kon worden.

Als verklaring voor de christen-democratische houding moet in eerste instantie rekening gehouden worden met de traditie van verzoening en gematigdheid en de afkeer voor straatagitatie en socialisme. In de tweede plaats was er op organisatorisch vlak een gebrek aan doorstroming van de syndicale basisgroepen naar de christen-democratische ministers, die over een grote autonomie beschikten. Ten derde wilden de ACV- en ACW-leiders in feite nooit breken met de conservatieve katholiek-liberale regeringen, ondanks de pijnlijke toegevingen die de christen-demokratische ministers keer op keer moesten doen. Een toetreding van de socialisten tot de coalitie werd – regelmatig verwijzend naar de regering-Poullet-Vandervelde (1925-1926) – als een gewisse catastrofe voorgesteld.

De wending die het kabinet Van Zeeland in 1935-1936 nam, maakt duidelijk dat het catastrofe-scenario in feite vooral verhulde dat de christelijke arbeidersbeweging kost wat kost een eigen profiel wilde behouden in de concurrentieslag met de grotere socialistische arbeidersbeweging. Een vaak aangehaald punt van onderscheid was dat de christelijke arbeidersbeweging in de regering nog kon onderhandelen en graduele aanpassingen bekomen, terwijl de socialisten slechts op straat betoogden...

De socialistische arbeidersbeweging werd vóór de regeringsdeelname in 1935 inderdaad nauwelijks betrokken in het besluitvormingsproces. Bovendien was de ontreddering tengevolge van de economische crisis en de werkloosheid in socialistische rangen zeer groot [5]. Vóór de enthousiaste aanvaarding van het Plan van den Arbeid op het Kerstcongres in 1933 werd geen coherent alternatief voor de deflatiepolitiek geformuleerd. De BWP verzette zich in die eerste periode louter defensief en verbaal tegen de besnoeiingsmaatregelen. De rol van de vakbonden was volledig afgestemd op het werk in de paritaire comités. Maar tijdens de eerste jaren van de crisis werd dit nieuw overlegsysteem feitelijk alleen door de vakbonden in ere gehouden. Na 1921 viel het sociaal overleg in de paritaire comités zo goed als stil, om tijdens de crisis door de deflatiepolitiek compleet ondergraven te worden. Het systeem werd volledig uitgehold, terwijl het gebrek aan dynamisme van de vakbonden de sociale afbraak bestendigde en een vervreemding van de basis veroorzaakte. Pas eind 1931 lanceerde de BWP een noodplan, dat slechts het *kurieren am Symptom* inhield en de regeringspolitiek niet in vraag stelde. De stakingsfrequentie nam onder invloed van de recessie voortdurend af. Het systeem dat de werkloosheids-

---

5 Zie J. DHONDT, E. EVALENKO, R. RESZOHAZY, «L'influence de la crise de 1929 sur les mouvements ouvriers en Belgique», in *Machten en Mensen. De belangrijkste studies van Jan Dhondt over de geschiedenis van de 19de en 20ste eeuw*, Gent, 1976, p. 440-442; A. PLETINCKX, «Le POB dans la première phase de la crise économique 1930-1933», in *BTNG*, 1976, (VIII), nrs. 3-4, p. 281-326 en 1977, (IX), nrs. 1-2, p. 237-257; G. VAN GOETHEM, *Vakbonden in het interbellum (1918-1940). Problemen van organisatie, functioneren en financiën van een nieuwe sociale macht*, Gent, 1980, OLV.

verzekering aan de vakbonden was gekoppeld, hypothekeerde de syndicale bewegingsvrijheid nog meer dan de werkloosheid op zichzelf.

De concurrerende en diep verdeelde vleugels van de arbeidersbeweging waren fundamenteel machteloos en in het defensief gedrongen. Ze lieten het initiatief van het sociaal-economische beleid aan de patronale en conservatieve krachten over. Dit is de balans die Vanthemsche maakt van de crisispolitiek in de jaren 1931-1935.

Een niet onbelangrijk element in zijn analyse is de afwezigheid van straatrumoer. Volgens Vanthemsche werd het enige middel dat eventueel halt kon toeroepen aan de sociale crisispolitiek daardoor onbenut gelaten.

Welk gewicht had «de straat» in het sociaal-politiek gebeuren van de jaren dertig ? Om die vraag te beantwoorden wordt de aandacht ten eerste toegespitst op de straatagitatie die voorafging aan het toetreden van de BWP tot de eerste regering-Van Zeeland, om vervolgens de invloed van de algemene staking in mei-juni 1936 op de sociale politiek te behandelen. Centraal staat de wisselwerking tussen het sociaal protest aan de basis, de socialistische woordvoerders en de respons van de leidende kringen. De ontsluiting van de archieven van het partijbureau en de Algemene Raad van de BWP (AMSAB), het Koninklijk Archief en de proces-verbalen van de ministerraad (Algemeen Rijksarchief) heeft ervoor gezorgd dat die dynamiek zeer helder kan worden belicht.

De algemene staking in 1936, die in feite een spontaan volksfront in het teken van *Brood, Vrede en Vrijheid* was en subjectief ook zo ervaren werd door de betrokken actoren, verdient in de ontwikkeling van de sociale politiek bijzondere consideratie. De staking was geënt op de politieke crisis in mei-juni 1936, dat voor tal van commentatoren ook het uitverkoren vergelijkingspunt is met de «crisis van de democratie» sinds 1991. Temidden van die crisis forceerde de algemene staking een breuk in de sociale crisispolitiek die tot dan toe door het patronaat beheerst was.

2. VAN DE STRAAT NAAR DE REGERING (1933-1935)

Toen de BWP met het Plan van den Arbeid en een nieuw elan de crisis te lijf wilde gaan, ontging de propagandacampagne [6] die daartoe op touw werd gezet de pas gekroonde koning Leopold III alvast niet *L'état de l'opinion publique devient de plus en plus imprudent et se traduit par des projets ou des plans dont la valeur constructive est nulle, mais qui n'entretiennent pas moins de fallacieux espoirs. C'est ainsi que l'on prépare des révolutions* [7].

---

6 Zie F. EELENS, *De propaganda voor en de reakties op het Plan van den Arbeid (dec. 1933 - 1 mei 1935)*, Gent, 1976, OLV; J. DE CALF, *Non-fiction film als historische bron. Het AMSAB-archief*, Gent, 1992, p. 40-48 (over de film «Het Plan aan de Macht»).

7 Nota Leopold III, *Quelques idées pour une lettre au Premier Ministre*, s.d. (KA, *Secretariaat Leopold III*, IIC/Br).

Secretaris van het Koninklijk Huis Louis Wodon (rechtsgeleerde, magistraat, professor aan de ULB, voormalig koninklijk kabinetschef) beschouwde het Plan De Man als *une absurdité pure et simple*. Sinds de dood van de bedaagde Joseph Wauters in 1929 waren de socialisten volgens hem teruggekeerd naar het rijk van de utopie [8]. Aan het Hof meende men dat de regering het publiek moest laten weten dat ze eveneens aan een plan van de arbeid bezig was. Maar noch de regering-de Broqueville, noch de regering-Theunis die na de Boerenbond-affaire in november 1934 was gevormd, maakte daar werk van : de drastische deflatiepolitiek met bijzondere machten werd onverminderd voortgezet.

De nieuwe besluitwetten van de «regering der bankiers» [9] veroorzaakten een heftige agitatiegolf, die in de socialistische en christendemocratische pers werd vertolkt en in januari 1935 ook zeer dreigend op straat tot uiting kwam. De groeiende opstandigheid van de massa werd door de BWP benut om de zogenaamde «derde golf» in de propaganda van het Plan te lanceren [10]. Uit de BWP-verslagen vóór dat moment blijkt dat het resultaat van de Plan-propaganda weinig positief geëvalueerd werd in de interne partijkeuken [11].

Het groeiend arbeiders- en werklozenverzet begin 1935 kan niet met de goed georchestreerde Plan-campagne van de BWP vereenzelvigd worden. In zijn autobiografie duidt Hendrik De Man, «de vader van het Plan», dit treffend aan : «Ik beleefde dit conflict in zijn meest dramatische vorm op de beruchte manifestatie van Quaregnon op 19 januari. Het was wat men noemt een regionale concentratie voor de werklozen en arbeiders van de Borinage. Ik zal nooit dit ontzaglijke en vreselijke toneel vergeten. Tegen het vallen van de avond zag men van de op de dorpsplaats gebouwde tribune van alle zijden sombere kolommen zonder een vlag, zonder een fanfare, zonder een kreet, aanrukken. Het was alsof heel de woede van dit land van ellende zich daar eensklaps had samengetrokken voor een laatste stomme bedreiging. Deze bedreiging richtte zich op sommige ogenblikken zelfs tegen de sprekers, vooral Spaak en mij, die aan de massa vroegen de staking niet onmmiddellijk te beginnen. Minutenlang moesten we het hoofd bieden aan het geroep van «algemene werkstaking !» dat ons belette ons verstaanbaar te maken. Het kwam overigens slechts van een minderheid; veel indrukwekkender was de stilte van de massa, die, na eindelijk onze redevoeringen aanhoord te hebben, terug verdween door de nacht. Want het was voldoende geweest haar te zien om er ons rekenschap van te geven dat zij naar ons beroep op geduld niet lang meer luisteren zou» [12].

Op 20 januari 1935 manifesteerden in de hoofdstad duizenden staatsambtenaren op de zeer gedisciplineerde manier die kenmerkend is

---

8 Wodon aan Max, 7 juli 1934 (SAB, *Cabinet du Bourgmestre*, 70).

9 M.-R. THIELEMANS, *La grande crise et le gouvernement des banquiers*, Brussel, 1980.

10 Bureau, 9 januari 1935 (AMSAB, *BWP-Algemene Raad/Bureau*, 169).

11 Zie b.v. de bureauvergaderingen van 16 maart en 8 juni 1934 (AMSAB, BWP-Algemene Raad/Bureau, 147-148).

12 *Hendrik De Man. Persoon en ideeën. I. Autobiografie*, Antwerpen, 1974, p. 292.

voor de massabetogingen in de jaren dertig. Na de demonstratie vertrok een delegatie naar de Wetstraat voor een onderhoud met de eerste minister [13]. Theunis kondigde aan dat hij de weddeverlaging in de openbare diensten zou verzachten. De koning bevestigde zijn vertrouwen in de regering der bankiers op een moment dat de ministerraad zich op hevige sociale agitatie voorbereidde [14]. Met de belofte aan de openbare diensten, begon de regering terug te komen op de trein besluitwetten die in december 1934 waren getroffen. Het was een teken van zwakte, dat voor de BWP nieuwe mogelijkheden opende.

De socialistiche parlementsfractie kondigde een grootse parlementaire interpellatie aan op 30 januari 1935. De dag voordien zouden de werklozen in Brussel betogen en aan de koning een verzoekschrift overhandigen. Dit belangrijk symbolisch moment werd knap geënsceneerd door Emile Vandervelde, die in de protestcampagne een merkwaardige dubbelrol speelde [15]. De mijnwerkers van hun kant wilden op 4 februari 1935 in staking gaan, tegen de zin van de Syndicale Commissie. Voor 24 februari 1935 was een massale, nationale manifestatie op touw gezet, die de apotheose moest worden van de acties voor het «Plan aan de Macht».

Onder de druk van de agitatiegolf gingen in de schoot van de regering stemmen op om een tripartite te vormen met de socialisten. Dat was uiteraard volstrekt onmogelijk temidden van de agitatie tegen de bankiersregering, zoals patron Emile Vandervelde in regerings- en Hofkringen duidelijk maakte. Op 24 januari 1935 had hij een lang onderhoud met minister van Financiën Camille Gutt (technicus), die met de toestemming van Vandervelde verslag uitbracht aan Theunis. Zonder enig mandaat van zijn partij lanceerde Vandervelde samen met zijn oude vriend Francqui het idee om naar analogie met de *Commission d'Enquête du Travail* van 1886 een nationale commissie voor de studie van het werkloosheidsprobleem op te richten, waarin socialisten zouden zetelen [16].

Voor de regering was de beteugeling van het sociaal protest van vitaal belang. Daarom werd het voorstel van Vandervelde gesteund. Theunis schreef in dit verband aan Leopold III : *Ceci serait sans doute le moyen pour les chefs socialistes raisonnables de reprendre leurs troupes en main* [17]. Hij

---

13 SAB, *Politie*, D21/43 (C. ERVYNCK, *Straat en parlement in het Interbellum. Een eerste benadering: repertorium van de straatmanifestaties te Brussel, 1933-1940*, Gent, 1985, OLV, p. 118-119).

14 Capelle aan Leopold, 19-20 januari 1935; Leopold aan Theunis, 22 januari 1935; Theunis aan Leopold, 22 januari 1935 (KA, Secretariaat Leopold III, IIC1/Th). PV's, 12, 16, 20 januari 1935 (ARA, *Ministerraad*, 2025).

15 Vandervelde aan Wodon, s.d. (KA, Wodon, 33).

16 Vandervelde opperde dat Wauters en De Man geschikt waren. Voor Gutt lag De Man moeilijk, omdat de regering de indruk zou geven dat zijn Plan realiseerbaar was. Vandervelde: *Mais je ne crois pas que De Man soit dangereux dans cette commission. Il y serait probablement assez vite seul, comme cela lui arrive fréquemment chez nous !* Verslag over onderhoud Vandervelde-Gutt, 24 januari 1935 in bijlage van een brief van Theunis aan Leopold, 26 januari 1935 (KA, *Secretariaat Leopold III*, IIC1/Th).

17 *Ibidem*.

kondigde als antwoord op de socialistische interpellatie van 30-31 januari de oprichting van een *Commission Nationale du Travail* aan, wat de regering een vertrouwensstemming in het parlement en de intrekking van de mijnwerkersstaking opleverde [18]. Mede onder invloed van Leopold III, die zeer verheugd was over Theunis' parlementair succes, zou de Commissie voorgezeten worden door Emile Francqui. Paul Hymans becommentarieerde die aanstelling tegenover zijn vriend Max zonder veel hoop op een democratische besluitvorming: *Francqui va pouvoir y exercer ses facultés dictatoriales* [19].

De pacificatiepoging liep evenwel spaak op het betogingsverbod dat de regering met het oog op de grote manifestatie van 24 februari 1935 liet treffen. Uit de briefwisseling bewaard in het archief van het Paleis en de verslagen van de ministerraad blijkt duidelijk hoe verschrikkelijk bang de regering-Theunis was voor deze confrontatie met opstandige werklozen en arbeiders. Het was op zich al heel uitzonderlijk dat de regering het initiatief nam een betoging te verbieden, die reeds door de burgemeester van Brussel was toegelaten. Theunis oordeelde dat de manifestatie revolutionair was en een bedreiging voor het wettelijk land vormde. Het aangekondigde betogersaantal (200.000) en de sociale samenstelling (ongeorganiseerden en werklozen) boezemden angst in. De regering vreesde dat de gemoederen zouden worden opgezweept door extremistische socialisten en communisten. Ze beschikte over maximum 4000 rijkswachters en meende niet op het leger te kunnen rekenen bij de ordehandhaving [20].

Uit de verslagen van Bureau en Algemene Raad van de BWP blijkt van de andere kant dat de partij een gedisciplineerde beweging organiseerde, met 1 commissaris per 50 betogers om de orde te verzekeren. De betoging moest in rijen van 10 opmarcheren, zonder meeting bij de ontbinding, enkel een estrade waar de grootste kopstukken plaats zouden nemen. In de context van de socialistiche deelname aan de *Commission Nationale du Travail* was de betoging minder bedoeld als virulent protest, dan als uitlaatklep voor de sociale spanningen [21].

De regering was evenwel sceptisch over de greep van de kopstukken op een woelige achterban. Gezien de grimmige atmosfeer was dat misschien niet ten onrechte.

---

18 PV, 25 januari en 1 februari 1935 (ARA, *Ministerraad*, 2025). *Parlementaire Handelingen*, Kamer, 30-31 januari 1935. Hymans aan Max, 3 februari 1935 (SAB, *Cabinet du Bourgmestre*, p. 67). P. HYMANS, *Mémoires*, Brussel, 1950, p. 711-714.

19 Leopold aan Theunis, 31 januari 1935; Theunis aan Leopold, 7 februari 1935 (*Ibidem*). PV's, 4 en 9 februari 1935 (ARA, *Ministerraad*, 2025). Hymans aan Max, 12 februari 1935 (SAB, *Cabinet du Bourgmestre*, 67).

20 PV, 12 februari 1935 (ARA, *Ministerraad*, 2025). Mededeling Theunis, 13 februari 1935 (KA, *Secretariaat Leopold III*, IIC2/TH). Officiële dokumentatie m.b.t. betoging en betogingsverbod (*Ibidem*, 105/3).

21 Bureau/Algemene Raad, 16 januari-4 februari 1935 (AMSAB, *BWP-Algemene Raad/Bureau*, 169-171). Zie ook C. ERVYNCK, *op.cit.*, p. 73-75.

De BWP reageerde zeer ontstemd op het betogingsverbod. Tijdens een spoedvergadering van het Bureau was vooral Vandervelde woedend : *J'éprouve un sentiment de colère à l'égard de pareille décision.* Als het van hem afhing moest er massaal protest worden aangetekend tegen de regeringspolitiek in het algemeen, die meer en meer fascistische allures kreeg : *Je tiens à dire que j'ai le sentiment profond qu'une atteinte aussi flagrante, qu'une rupture aussi éclatante avec une tradition qui n'a jamais été interrompue et que cette rupture faite par un gouvernement qui a des pleins pouvoirs et qui se propose à demander de nouveaux pleins pouvoirs, est un acte qui doit inquiéter tous ceux qui ont le sens de la liberté et de la démocratie.* Vandervelde, die nauwelijks drie weken mee aan de basis had gelegen van de *Commission d'Unité Nationale*, zoals Leopold de studiecommissie betitelde, was nu voorstander van een algemene proteststaking van 24 uur. Het Bureau van de Syndicale Commissie was daar vierkant tegen. Ook ondervoorzitter Hendrik De Man was niet direct gebrand op een algemene staking en wilde tijd winnen [22]. Zijn visie werd op de één of andere manier onmiddellijk bekendgemaakt aan Theunis, die zeer tevreden was met die reactie : *Il semble que les chefs ont voulu gagner du temps, ce qui est toujours ce qu'il y a de mieux quand il s'agit de laisser passer une émotion* [23].

Het gezamenlijk congres van BWP en Syndicale Commissie verwierp op 21 februari met een nipte meerderheid de 24-urenstaking en besliste partiële verkiezingen uit te lokken om de kloof tussen werkelijk en wettelijk land in de verf te zetten, een idee van P.H. Spaak. De parlementaire meerderheid had na een interpellatie van de BWP over het ongrondwettelijk betogingsverbod de regeringsmaatregel overigens goedgekeurd [24].

Het belangrijkste resultaat van het betogingsverbod was dat de socialisten op 22 februari 1935 collectief ontslag namen uit de *Commission Nationale du Travail.*

Dezelfde dag besloot de ministerraad dat nieuwe volmachten aan het parlement moesten gevraagd worden [25]. De regering bekwam nieuwe volmachten op 13 maart, met 90 stemmen tegen 84. Het was duidelijk dat de regering-Theunis wankelde. Op het onder de duim gehouden sociale verzet tegen de deflatiepolitiek entte zich in maart 1935 een zeer zware financiële crisis, die de complete mislukking en onhoudbaarheid van het gevoerde sociaal-economisch beleid eens te meer onderstreepte. De regering viel op 18 maart : de weg naar een regering van nationale unie en van een devaluatie van de Belgische frank lag open [26].

---

22 Bureau, 15 februari 1935; AR en SC, 16 februari 1935; bureaus AR en SC, 20 februari 1935 (AMSAB, *BWP-Algemene Raad/Bureau*, 171 en 187).

23 Theunis aan Leopold, 16 februari 1935 (KA, *Secretariaat Leopold III*, IIC1/Th). Verslag onderhoud Theunis met Vandervelde, Brunet en Mertens op 16 februari 1935 (*Ibidem*, 105/3).

24 *Parlementaire Handelingen, Kamer*, 19 februari 1935.

25 PV, 22 februari 1935 (ARA, *Ministerraad*, 2025).

26 M.-R. THIELEMANS, *op.cit.*

Leopold III heeft de socialisten op dat moment bijna tot regeringsdeelname *gedwongen*. Op 19 maart 1935 werd Vandervelde op het Paleis ontboden voor een onderhoud waarbij de koning hem op «dreigende toon» voor de keuze stelde tussen een tripartite en een dictatuur, aangezien het parlement volgens zijn informatie compleet in discrediet was geraakt. Enigszins van de kaart bracht Vandervelde van dit onderhoud verslag uit aan het partijbureau : *Bien entendu il n'a pas dit qu'il était prêt à créer un gouvernement dictatorial, mais il a insisté sur le péril d'un dictature dans des termes qui m'ont fait la plus désagréable impression* [27].

3. HET «VOLKSFRONT» VAN JUNI 1936

Si le Ministère Van Zeeland N° 2 est beaucoup moins bon que le Ministère Van Zeeland N° 1, c'est parce que l'explosion du mouvement gréviste a, l'an passé, précipité les choses. Il fallait avoir une gouvernement à tout prix, le plus tôt posssible : l'opération a été mal faite. On en voit encore les fâcheuses conséquences [28].

De nieuwe wind die met de jonge ploeg onder leiding van de niet-parlementair Van Zeeland waaide, de economische heropleving onder invloed van de devaluatie, de socialistische regeringsdeelname : uit dit alles zou men kunnen afleiden dat er een periode van nationale verzoening aanbrak. Niets was minder waar, zoals zeer scherp in de verkiezingsuitslagen van mei 1936 tot uiting kwam. De complexiteit van deze politieke crisis is niet in enkele regels te vatten : ik verwijs hier naar de analyses van Herman Balthazar en Emmanuel Gerard [29].

Een belangrijk verschil met de verkiezingsuitslagen van 24 november 1991 was de links-rechts polarisatie in de nieuwe machtsverhoudingen. De BWP verloor 3 zetels in de Kamer, won er 3 in de Senaat, maar werd ondanks een aanzienlijk stemmenverlies de grootste partij, een positie die de katholieken sinds 1884 hadden bekleed. De communistische partij won 6 zetels in de Kamer (van 3 naar 9) en kreeg voor het eerst 4 senatoren. Voor de katholieke partij in crisis was 24 mei 1936 dramatisch : min 16 zetels voor de Kamer, min 17 in de Senaat. Meer dan 400.000 kiezers, hoofdzakelijk katholieken, hadden gestemd voor Rex (in één klap 21 kamer- en 12 senaatszetels) of VNV (van 8 naar 16 parlementsleden; van 1 naar 9 senatoren). Binnen de katholieke fractie kwam het zwaartepunt op de ACW-vertegenwoordiging te liggen, die versterkt uit de kiesstrijd was gekomen. De liberalen verloren 1 zetel in het parlement (van 24 naar 23) en 2 in de senaat (van 21 naar 19). Een katholiek-liberale coalitie beschikte na deze aardschok voor het eerst sinds 1919 niet meer over een regeringsmeerder-

---

27 Bureau, 20 maart 1935 (AMSAB, *BWP-Algemene Raad/Bureau*, 173).

28 Louis Wodon aan Adolphe Max, 3 juli 1937 (SAB, *Cabinet du Bourgmestre*, 93).

29 H. BALTHAZAR, «Het maatschappelijk-politieke leven in België 1918-1940», (*AGN*, 1979), 14, p. 148-199. E. GERARD, *De katholieke partij in crisis. Partijpolitiek leven in België (1818-1940)*, Leuven, 1985, p. 285-483.

heid. Als men volgens de traditionele breuklijnen een regering wilde vormen, was een regering met de socialisten de enige mogelijkheid. Voor de conservatieve socialisten was de onmisbaarheid van de BWP onverteerbaar. Een regering zonder socialisten impliceerde een alliantie met Rex of met VNV, of met allebei. Het is in die context dat we de verschillende rechtste concentraties moeten situeren. Ter linkerzijde won de gedachte aan een democratisch Volksfront veld, vooral in het licht van de machtsovername van het *Front Populaire* onder leiding van Léon Blum in Frankrijk.

Politieke elektriciteit

De algemene staking in juni was in bepaalde opzichten een spontaan Volksfront, dat net als bij de wilde staking van 1932 van onderuit tot stand kwam, maar nu massaler was en niet beperkt bleef tot Wallonië en de Kempense steenkoolmijnen. De staking verspreidde zich als een olievlek, veel meer ondanks dan dankzij de vakbonden. De CAO's werden op vele plaatsen radicaal genegeerd door de stakers.

Het begon allemaal in Antwerpen, waar in volle kiesstrijd twee socialistische plakkers waren doodgeschoten door fascisten. De socialistische Havenarbeidersbond organiseerde op 26 mei een rouwstaking van 24 uur en een grote begrafenisstoet. Volgens *Vooruit* was de lijkplechtigheid voor pater Damiaan niets vergeleken met de reusachtige proletarische stoet voor Pot en Grijp : *een heel volk was letterlijk op straat gekomen.* De massaal bijgewoonde zerkonthulling een jaar later werd verfilmd als levende aanklacht tegen het fascistisch machtsvertoon [30].

Samen met de berichten over de grootse volksfrontstaking in Frankrijk en de politieke crisis in eigen land, bevorderde deze mobilisatie de drang om te staken aan de haven. De collectieve arbeidsovereenkomst van 27 december 1928, waarin de lonen van de dokwerkers gekoppeld werden aan de indexschommelingen, werd niet meer als bindend aanvaard. Uit de massale ontlading van sociale energie na die verzetsdaad blijkt zeer goed hoezeer de onderhandelingsmechanismen van na de Eerste Wereldoorlog gericht waren op de beheersing c.q. onderdrukking van sociale conflicten en spanningen.

Van zodra de geloofwaardigheid van de loonindexering openlijk in twijfel werd getrokken, kwam het hele systeem van sociaal overleg en sociale vrede op de helling te staan. Dat er sinds de devaluatie in 1935 een toenemende discrepantie was ontstaan tussen de evolutie van het indexcijfer en het verloop van de reële levensduurte (de bestaande prijsindex was *an sich* al geen betrouwbare meter voor de levensduurte) [31], was binnen de sociaal-democratie een bron van scherper wordende kritiek, ook in *Le Peuple*. De

---

30 J. DE CALF, *op.cit.*, p. 50-53.

31 P. SCHOLLIERS, *Loonindexering en sociale vrede. Koopkracht en klassenstrijd in België tijdens het interbellum*, Brussel, 1985, p. 105-164 en 234-242.

dokwerkers lapten het indexsysteem zonder meer aan hun laars en eisten een algemene loonsverhoging. De houding van de Havenarbeidersbond tegenover de eerste wilde staking van de dokwerkers was aanvankelijk afwijzend : «Wij hebben een loonovereenkomst. Wij hebben een reglement dat zoo maar niet over het hoofd mag gezien worden».

Maar de arbeiders luisterden niet en de volgende ochtend stonden ze massaal op de Paardenmarkt voor de zetel van de vakbond. De vakbond begreep de kracht van dit verzet, dat tegen alle regels inging en besloot de leiding van de staking op zich te nemen. Het is opvallend dat in het eisenpakket dat de vakbond aan burgemeester Camille Huysmans overhandigde slechts op een zeer indirecte manier naar de looneis van de dokwerkers verwezen werd. De dokwerkers eisten de volstrekt logische opslag van 14 fr./dag ofwel 28% : precies het percentage van de muntontwaarding. De patroons in het Nationaal Havencomiteit weigerden onderhandelingen aan te knopen en verweten de syndicale afgevaardigden dat de CAO was verbroken. Diezelfde avond was het Sportpaleis gevuld met 10.000 dokwerkers, de geestdrift en de strijdlust stak de leiders aan en het hek was van de dam.

Een vergelijkbare dynamiek ontwikkelde zich ook elders in het land, maar het is opvallend dat slechts na de erkenning en legitimering van de stakingsbeweging door het gemeenschappelijk vakbondsfront en vooral na de Nationale Arbeidskonferentie de mobilisatie pas goed op gang kwam, meestal van onderuit. «We zouden haast mogen zeggen dat het nieuws door de fabrieksmuren heen drong», schreef *Vooruit*. Vanaf 2 uur 's middags werd de Gentse Vrijdagmarkt overspoeld door uitgelaten stakers die naar Ons Huis afzakten waar de verschillende syndicaten gevestigd waren. Toen de massa te groot werd, moesten de vakbonds- en partijleiders luidsprekers gebruiken voor hun geïmproviseerde toespraken [32].

De rol van communistische militanten was zoals in 1932 belangrijk, maar niet beslissend in de mobilisatie van meer dan 500.000 arbeiders én bedienden [33].

De regeringsvorming

De links-rechts polarisatie had een grote invloed op de moeizame regeringsvorming in 1936. Er zijn twee duidelijke fasen te onderscheiden, met de algemene staking als breuklijn.

De aanstelling van Vandervelde, leider van de grootste partij, als informateur, was een koninklijk maneuver om Van Zeeland meer kans op slagen te geven. Ondanks de weerstanden die hij ontmoette van liberale

---

32 *Vooruit*, 17 juni 1936.

33 Zie M. DEVRIENDT, Y. VAN DEN BERGHE, *De algemene werkstaking van 1936*, Hasselt, s.d., p. 2 e.v.

en conservatief-katholieke zijde, rapporteerde Vandervelde echter aan de koning dat hij meende een regering onder zijn leiding op de been te kunnen brengen. Het hoger geciteerd onderzoek van E. Gerard toont aan dat dit minder met de stijfkoppigheid van de oude patron te maken had dan vaak wordt aangenomen. De christen-democratische parlementsgroep steunde Vandervelde aanvankelijk in zijn streven naar een regering met een sociaal-democratische stempel [34]. Het sociaal-conservatief offensief om een regering-Vandervelde te verijdelen was snel en doeltreffend. Dit offensief werd in Hofkringen bevorderd. De liberale voorman Paul Hymans schrijft in zijn memoires hoe hij werd benaderd door Robert Capelle, secretaris van de koning [35]. In het archief van de liberale Brusselse burgemeester Adolphe Max zit een brief van Louis Wodon, waarin volgende passus boekdelen spreekt : *Il y a lieu de penser qu'après l'échec de Vandervelde, et la constatation – qui devrait suivre – que les catholiques et les libéraux n'entendent collaborer qu'à un Ministère dirigé par une personnalité non-politique, c'est à dire Van Zeeland, celui-ci pourra former le Cabinet désiré, sans plus être gêné par les revendications excessives des socialistes et qu'il acceptera alors la mission de constituer ce Cabinet. Si, du côté libéral, par une déclaration repudiant toute autre solution, on pouvait hâter les choses, je pense que ce serait fort bien. Il est bien entendu que tout ceci est pour toi seul* [36]. Wodon meende dat de socialisten op grond van de verkiezingsuitslagen niet te veeleisend moesten zijn [37]. Zowel Max als Pierlot spraken zich namens hun fracties uit voor een coalitie onder leiding van Van Zeeland. Vandervelde gaf op 8 juni 1936 onverrichterzake zijn formatieopdracht terug aan de koning.

De weerstand van het Hof tegenover de *revendications excessives* van de socialisten was rechtstreeks geïnspireerd door het *Comité Central Industriel* (CCI), de in 1895 opgerichte voorloper van het *Verbond van Belgische Ondernemingen* (VBO) en veruit de machtigste patroonsvereniging. Het CCI maakte op 5 juni 1936, de dag waarop Vandervelde de formatieopdracht kreeg, bij monde van haar adjunct-directeur Paul Goldschmidt een nota aan Wodon over met de discrete titel *L'avis de l'industrie concernant la future politique gouvernementale*. Het was duidelijk dat een travaillistisch overwicht in de regering de industriëlen allerminst zou bevallen : *Le point essentiel sur lequel il y a lieu d'attirer l'attention, c'est que les dernières élections n'ont amené aucun fait économique nouveau qui puisse ni justifier ni autoriser aucune modification des conditions dans lesquelles l'industrie belge s'est exercée jusqu'ici. Celle-ci reste dominée essentiellement par les facteurs extérieurs [...] Il est nécessaire également de s'exprimer nettement au sujet de certaines revendications formulées à la suite des éléctions par les organisations ouvrières tant socialistes que chrétiennes et dont, par souci de*

---

34 E. GERARD, *op.cit.*, p. 460.

35 P. HYMANS, *op.cit.*, p. 766.

36 Wodon aan Max, 6 juni 1936 (SAB, *Cabinet du Bourgmestre*, 68).

37 Nota Wodon, juni 1936. Wodon zag Rex als een vorm van protest tegen alle traditionele partijen en vreemd genoeg niet als een extremistische partij: *On ne peut pas dire que [le corps électoral] va aux extrêmes, le Rexisme ne représentant ni des tendances extrémistes de gauche, ni des tendances extrémistes de droite* (KA, *Wodon*, 24).

briéveté, nous retenons provisoirement ici que quelques éléments. Meer bepaald de 40 uren-week, de verlenging van de schoolplicht tot 15 jaar en de verlaging van de pensioenleeftijd tot 60 jaar waren voor het CCI uit den boze. De nieuwe regering moest wél de belastingen verlagen, in de eerste plaats de belastingen die direkt de kostprijs beïnvloedden [38].

Van Zeeland aanvaardde de formatieopdracht op 8 juni 1936. Hij wilde het socialistisch overwicht in de regering niet consacreren door de BWP zes portefeuilles te geven. Dat werd één van de twistappels in de verdere regeringsvorming, waarover we nu veel beter zijn ingelicht door de ontsluiting van het BWP-archief. Pas op 10 juni werd het partijbureau betrokken in de besluitvorming, nadat Van Walleghem een boze brief geschreven had waarin hij het gebrek aan democratische inspraak aan de kaak stelde. Tot dan hield een Commissie van XII een oogje in het zeil bij de onderhandelingen.

Heel wat leden van het Bureau vonden het regeringsprogramma, waar iedereen het raden naar had, veel belangrijker dan de portefeuilleverdeling. Uit de uitleg die Spaak verstrekte, bleek duidelijk dat het sociale luik van het regeringsprogramma maar een mager beestje was. Op dat moment was de staking nog beperkt tot de Antwerpse haven.

Op 11 juni 1936 werd de Algemene Raad geconvoceerd en had de staking een eerste uitloper naar het Luikse steenkoolbekken gevonden. Vandervelde bracht verslag uit van de onderhandelingen, die op het moment, oppervlakkig bekeken, spaak waren gelopen op de weigering van Van Zeeland om zes socialisten in de regering op te nemen. Ook waren er exclusieven uitgesproken. Vandervelde b.v. maakte zelf aanspraken op Buitenlandse Zaken, maar zijn positie als voorzitter van de Internationale was niet verzoenbaar met de onafhankelijkheidspolitiek die België zou voeren in het gepolariseerd internationaal klimaat. Tegen de ex-mijnwerker Achilles Delattre als minister van Arbeid, waar hij zichzelf zou opvolgen, was een exclusief uitgesproken door het CCI. Vandervelde van zijn kant meende dat hijzelf als «bourgeois» dit hem aangeboden ambt behoorde te weigeren. Waarschijnlijk de Boerenbond wilde geen socialist op Justitie. Van Zeeland had ook, tegen vroegere afspraken in, steun gevonden bij mensen die duidelijk niet tot de democratische strekking van hun partij behoorden : d'Aspremont-Lynden (voorzitter van de *Fédération des Cercles Catholiques*) zou Justitie krijgen.

Zijn retorisch talent kan daarin een rol spelen, maar het beeld van de potdove Vandervelde die koppig en zielig naar een ministerportefeuille hengelde en daarmee de regeringsvorming blokkeerde, stemt niet overeen met de indruk die men krijgt in de BWP-verslagen. Vandervelde ijverde voor een ondubbelzinnige democratische macht. Hij stelde zeer uitdrukkelijk : *Dès à présent nous devons donner suite à ce qui déjà au dernier Congrès avait été proposé : grouper pour la défense des libertés démocratiques tous*

---

38 Nota Goldschmidt aan Wodon, 5 juni 1936 (KA, *Wodon*, 24).

ceux qui sont disposés à lutter contre la tendance dictatoriale et contre les groupes fascisants.

Hendrik De Man van zijn kant kon enkel walgen van de onmacht van de «souvereine partijen» om de problemen op te lossen. Dit had hij ook in *Le Soir* gezegd, verwijzend naar de opvattingen van Jacques Pirenne. Pirenne was aan liberale zijde de grootste onheilsprofeet wat het gehalte van de parlementaire democratie betrof, doch lag zelf als niet-parlementair en niet-partijgebondene aan de basis van enkele regeringscrisissen [39]. Voor velen binnen de BWP was De Man's openlijke referentie naar Pirenne volstrekt onbegrijpelijk.

Verschillende afgevaardigden in de BWP-raad walgden namens hun achterban ook, maar dan van het gebrek aan klaarheid en inspraak dat door een verdeelde top geschapen werd. De personenkwesties waren voor hen absoluut secundair, het sociaal programma van de regering-Van Zeeland II moest duidelijk zijn. Onder Van Zeeland I hadden de arbeiders immers niet van de heropleving geprofiteerd : de uitdeinende staking was een belangrijk signaal. Een tweede punt van kritiek was de pendel naar een autoritair regime. Die indruk kreeg men althans van de vage berichten over de versterking van de uitvoerende macht, over de beroepsorganisatie, enz. De traditionele partijen leken op de kar van Rex te willen springen. De personenkwestie verhulde volgens sommigen fundamenteel tegengestelde opvattingen over democratie en dictatuur.

De naoorlogse partijvoorzitter Max Buset, die deel uitmaakte van de Commissie van XII, bevestigde dat de institutionele structuurhervormingen die Van Zeeland voorzag tot doel hadden de kritieken van Rex een stap voor te zijn en de klerikale conservatieven voldoening te schenken. De rol van het parlement zou worden teruggeschroefd ten voordele van een proto-corporatistische beroepsorganisatie. Op sociaal vlak waren er enkel flauwe interventieverklaringen en geen engagementen. Van de socialistische eisen, te weten verlenging van de schoolplicht, 40-urenweek en een graduele verlaging van de pensioenleeftijd, was geen spoor in het programma te bekennen. Achilles Delattre voegde daar veelbetekenend aan toe : *Personne ne peut se rendre compte de l'influence du CCI, même dans les milieux très hauts placés* [40].

Van Zeeland strandde dus wel degelijk op fundamentele tegenstellingen, die evenwel versluierd werden door in het discours over de regeringsvorming de nadruk te leggen op de macht van de partijen, op exclusieven en de bedenkelijke slag om ministerportefeuilles.

De interventie van Leopold III, die op 11 juni 1936 uit elk van de drie traditionele partijen twee prominente figuren voor een collectieve audiëntie/terechtwijzing bij zich ontbood, versterkte de diagnose dat er

---

39 Zie G. DENECKERE, *op.cit., passim.*

40 Bureau, 10 juni en Algemene Raad, 11 juni 1936 (AMSAB, *BWP-Algemene Raad/Bureau*, 212 en 244-247).

behoefte was aan een sterk uitvoerend gezag. In zijn toespraak tot Spaak, Vandervelde, Pierlot, Van Isacker, Max en Dens tilde Leopold III zwaar aan wat hij «secundaire kwesties m.b.t. dosering en persoonlijke voorkeur» noemde. Hij begreep niet waarom partijleiders of militanten het land aan een periode van regeringsloosheid wilden blootstellen, wanneer de binnenlandse en buitenlandse toestand uitdrukkelijk een leefbare, stabiele en sterke regering vereiste. De koning drukte zijn verbijstering uit en vroeg de politici tot een oplossing te komen. Op 13 juni 1936 slaagde Van Zeeland er uiteindelijk in een regering van nationale unie te vormen.

Ondertussen was de stakingsbeweging hand over hand toegenomen. Welke rol speelde de staking nu in de ontknoping van de regeringscrisis ? In het licht van wat voorafgaat kan aan de staking een zeer grote invloed toegekend worden. De onderhandelingspositie van de BWP werd aanzienlijk versterkt. Op 12 juni consulteerde Van Zeeland een delegatie van de Syndicale Commissie en de BWP over de eisen van de stakers. Zijn respons was voor de Syndicale Commissie een bron van tevredenheid. Het zou Max Buset tijdens de vergaderingen van partijbureau en Algemene Raad op 13 juni de bedenking uitlokken dat er pas op dat ogenblik serieus met de socialisten onderhandeld werd over hun sociaal programma. Het was de allereerste keer in haar geschiedenis dat de BWP zich in zo'n comfortabele onderhandelingspositie bevond. De doelstellingen van het Congres van 1 juni kwamen dichtbij de realizatie. Toch bleek Van Zeeland inzake de drie eisen, waartegen het CCI van in den beginne verzet had aangetekend – schoolplicht, pensioenen en 40-urenweek – ernstig voorbehoud te maken. In de strijd tegen extreem-rechts zou Van Zeeland, op uitdrukkelijke vraag van Buset, de socialistische visie in de regeringsverklaring opnemen, d.w.z. een versterking van het parlementair regime aankondigen [41].

Sociale hervormingen

In de regeringsverklaring van 24 juni 1936 was het luik «Sociale vooruitgang» ongetwijfeld een indrukwekkende overwinning voor de georganiseerde arbeidersbeweging en een aantasting van de belangen van het patronaat : aanpassing van de minimumlonen, betaald verlof van 6 dagen/jaar, aanpassing van de gezinsvergoedingen, invoering van de 40-urenweek in gevaarlijke, ongezonde en lastige arbeidsomstandigheden, uitbreiding van paritaire commissies en CAO's, verplichte werkloosheidsverzekering, syndicale vrijheid, verzachting van de werkloosheidsreglementering, uitbreiding van de schoolplicht, verlaging van de pensioenleeftijd in ongezonde bedrijven en eventueel in het openbaar ambt en tenslotte een programma van openbare werken.

---

41 Bureau, 13 juni en Algemene Raad, 13 juni 1936 (AMSAB, *BWP-Algemene Raad/Bureau*, 214 en 247).

De politiek-institutionele structuurhervormingen die in de regeringsverklaring waren opgenomen, stemden minder overeen met bepaalde democratische verzuchtingen binnen de BWP. Het «herstel van het evenwicht tussen de machten» kwam neer op een verzwakking van de macht van het parlement (slechts de verwerping van de begroting zou geldig zijn om het ontslag van de regering te bewerkstelligen; het referendum zou in overweging worden genomen,...). Kaderwetten en Koninklijke Commissarissen moesten de omslachtigheid van parlementaire procedures op verschillende belangrijke terreinen opvangen. Er moest een band worden gecreëerd tussen de politieke organen en de economische machten, gebaseerd op een stelsel van beroepsorganisatie, overkoepeld door een Economische Raad, die naast adviesrecht ook initiatiefrecht zou hebben om voorstellen in te dienen bij de uitvoerende macht : een eerste stap naar corporatisme. Verschillende programmapunten lokten applaus uit op de banken van Rex, niet in het minst de maatregelen ter «sanering van de zedelijke atmosfeer» (onverenigbaarheid van een publiek mandaat met beheersfuncties in vennootschappen en kredietinstellingen) [42].

Het is niet mogelijk hier het lot van de verschillende programmapunten van de regering-Van Zeeland II te behandelen. Zeer belangrijk in de afwikkeling van de algemene staking was dat nog vooraleer de regering op 29 juni 1939 het vertrouwen kreeg van het parlement (119 voor; 51 tegen; 9 onthoudingen), minister van Arbeid Delattre (!) wetsontwerpen [43] indiende die bepaalde sociale elementen uit de regeringsverklaring wettelijk bekrachtigden : de syndicale vrijheid (unaniem aanvaard in het parlement), het betaald verlof (1 onthouding) en ... de 40-urenweek, die door 160 op 183 aanwezige volksvertegenwoordigers werd goedgekeurd. De VNV-parlementariërs en enkele conservatieve katholieken onthielden zich. Zonder de algemene staking was een dergelijke unanimiteit ongetwijfeld ondenkbaar geweest.

Ook buiten het parlement en chronologisch verweven met de regeringsvorming had de algemene staking verstrekkende gevolgen. Heel snel legden de socialistische en christelijke vakbondsleiders officieus contacten om de uitdeinende staking onder controle te krijgen, samen te werken en eisen te formuleren. Op 13 juni 1936 werd de samenwerking officieel bekendgemaakt. Dit eerste nationaal gemeenschappelijk vakbondsfront in de sociale geschiedenis van België – waar ook de liberale vakbonden en de communisten bij betrokken werden – zette de regering-Van Zeeland onder druk om het CCI aan de onderhandelingstafel te krijgen. Het was een historisch feit, dat correspondeerde met het volksfront dat over de partijgrenzen heen aan de basis ontstond.

Aan de dubbele druk van de staking en van de regering [44] kon het CCI niet weerstaan. Het Vlaams Economisch Verbond (VEV) en het Algemeen Christelijk Verbond van Werkgevers (ACVW) hadden eerder al toegezegd

---

42 *Parlementaire Handelingen*, Kamer, 24 juni 1936.
43 PV's, 19 en 21-22 juni 1936 (ARA, *Ministerraad*, 2026).
44 PV, 16-17 juni 1936 (ARA, *Ministerraad*, 2026).

om met de vakbonden aan tafel te gaan zitten. Op 17 juni 1936 vond naar analogie met de akkoorden van Matignon in Parijs de eerste Nationale Arbeidsconferentie plaats, onder voorzitterschap van Van Zeeland. Het was een voorafspiegeling van het naoorlogse sociaal pakt. Het akkoord dat hier werd bereikt werd gereflecteerd in de regeringsverklaring. Het patronaat gaf aan alle vakbondseisen toe, behalve wat de 40-urenweek betrof.

Vandaar dat de socialisten aanstuurden op de snelle wettelijke bekrachtiging van het **principe** van de arbeidsduurvermindering. De implementatie van de akkoorden in de overgebleven paritaire commissies en in tientallen kersverse gelegenheidscomités werd door de syndicaten als een grote overwinning ervaren. Eind 1935 telde men nog slechts 26 paritaire commissies. Van 1936 tot 1940 liep het aantal op tot 172, waarvan de overgrote meerderheid in de stakingsgolf van 1936 het licht had gezien.

De sociale hervormingen en concessies waren in 1936 ongetwijfeld niet afgedwongen zonder de staking. De vakbonden maakten gebruik van de druk van onderuit om op hun beurt druk uit te oefenen op de regering, die op haar beurt het patronaat tot concessies dwong. *Opnieuw vooruit* is de treffende titel van het triomfantelijk boekje dat twee woordvoerders van de Syndicale Commissie, J. Bondas en J. Rens, aan de staking wijdden [45].

In leidende kringen was men minder gelukkig met de gang van zaken dan de vakbonden. Eén van de neveneffecten van de staking was dat het corporatisme-debat acuut op de politieke agenda werd geplaatst. Om connotaties met het fascistisch corporatisme te vermijden, sprak men van beroeps- of bedrijfsorganisatie. Inzet was het feit dat CAO's zomaar door stakers waren genegeerd en verbroken. Het maximalistisch doel was het stakingsrecht te beperken door de vakbonden rechtspersoonlijkheid te geven en behalve civiel- ook strafrechtelijke sancties op te leggen bij overtredingen van CAO's.

Volgend citaat uit een nota, d.d. 27 juni 1936, van Louis Wodon geeft goed het traumatiserend effect van de algemene staking weer : *Il est regrettable qu'avant de consentir à l'examen des revendications subitement produites par les syndicats pour légitimer un mouvement d'allure révolutionnaire déchaîné par des agitateurs inconnus et insaissisables, l'on ait pas commencé par rappeler les vrais principes. [...] Le mal étant fait, était, il est vrai, jusqu'à un certain point irréparable; mais il eût été bon de prendre des garanties, au moins morales, pour l'avenir. Il semble que personne n'y ait songé. Dans ces conditions, on aura inévitablement – il faut le craindre – donné aux agitateurs l'impression qu'il leur suffirait de recommencer à l'occasion le coup qui a si bien réussi, pour arracher au Gouvernement et aux chefs d'entreprise de nouvelles concessions, dussent-elles entraîner des catastrophes irréparables* [46].

---

45 J. BONDAS, J. RENS, *Opnieuw Vooruit. De staking van juni 1936*, Brussel, 1936.
46 KA, *Wodon*, 41.

De regering nam dit soort overwegingen kennelijk ook ter harte, want in september 1936 kon de Leuvense hoogleraar Henri Velge een voorontwerp van wet op de bedrijfsorganisatie voorstellen op het congres van de katholieke patroonsverenigingen LACVW en APIC. Velge was met de voorbereiding belast door minister van Economische Zaken Van Isacker en voorzag de rechtspersoonlijkheid. Een absoluut stakingsverbod, zoals René Goris, ondervoorzitter van het LACVW eiste, was voor Velge niet noodzakelijk om de sociale vrede te handhaven. Een andere consequentie van het voorontwerp was dat economische beslissingen aan het parlement zouden worden onttrokken. Niettemin balanceerde het corporatisme van Velge nog steeds op de rand van de democratie.

De Syndicale Commissie reageerde resoluut afwijzend op het ontwerp, het ACV hield zich op de vlakte en het patronaat was zeer positief gestemd, met uitzondering van het CCI, dat het oude liberale model hoog hield en de prijs van de versterking van de vakbonden in de economische besluitvorming niet wilde betalen voor de sociale vrede. Uit de besprekingen in het Studiecentrum voor de hervorming van de Staat (voorzien in regeringsprogramma van Van Zeeland II) in diezelfde post-stakingsperiode blijkt dat het CCI de arbeidersbeweging wél wilde muilkorven met het strafrechtelijk stakingsverbod en in die zin toch iets zag in corporatisme als strategie om sociale conflicten te beheersen. Mede omdat het uiteindelijke wetsontwerp van P. Heymans (1938) duidelijk een compromiskarakter had (de rechtspersoonlijkheid werd niet verplicht gesteld om opgenomen te worden in het overlegcircuit; geen zware sancties bij overtredingen van CAO's) werd het door de socialistische arbeidersbeweging dan toch gunstig onthaald. Precies wegens het gebrek aan garanties voor sociale vrede en de te grote beperking van de economische vrijheid werd het wetsontwerp door het CCI de grond ingeboord [47].

Rex of Moskou

Het trauma van de succesvolle algemene staking in 1936 bevorderde in verschillende milieus de constructie van een nieuwe communistische complottheorie. Het schrikbeeld van «het communistisch gevaar» werd in het leven geroepen in milieus met een sterk antidemocratisch karakter. Het functioneerde uitstekend als bliksemafleider voor de reële oorzaken van het sociaal protest dat in de jaren dertig buiten de ingekapselde structuren van de arbeidersorganisaties groeide. De Belgische communisten konden dit protest van onderuit zeer goed recupereren, maar waren er niet verantwoordelijk voor. Hun invloed op de arbeiders steeg niet toevallig precies tijdens de twee grote agitatiemomenten 1932 en 1936, maar had geen duurzaam karakter. De opgeklopte angst voor het communisme en

---

47 D. LUYTEN, «Wetgevende initiatieven met betrekking tot bedrijfsorganisatie in de dertiger jaren in België», in *BTNG*, 1988, XIX, nrs 3-4, p. 587-654. Zie ook *id.*, *Het corporatisme in België. Ontwikkeling en transformatie van het corporatisme als ideologisch en politiek-sociaal verschijnsel 1886-1944*, Brussel, 1992, ODV.

de imaginaire komplotten die achter de agitatie werden «gezien», waren buitensporig in verhouding tot de reële betekenis van links buiten de BWP.

Rudi Van Doorslaer en Etienne Verhoeyen hebben in verschillende publicaties gewezen op het schrikbeeld van het communisme als **binnenlandse** vijand van de Kerk, de privé-industrie, het leger, de oudstrijders en andere gevestigde machten. In een sfeer van angst voor «agenten van Moskou» en ingebed in een bredere antidemocratische stroming, zagen een aantal anticommunistische organisaties en parallelle inlichtingsdiensten het licht, al is «het licht zien» misschien een weinig toepasselijke uitdrukking. De belangrijkste anticommunistische organisatie was SEPES (*Société d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales*). In 1925 opgericht als Belgische afdeling van de *Entente Internationale contre la IIIe Internationale* onder voorzitterschap van Théodore Aubert, gaf SEPES een *Bulletin* uit waarin conservatieve en extreem-rechtse bladen geregeld informatie over de communisten en hun activiteiten putten. Politiek-ideologisch sloot SEPES aan bij de antidemocratische Belgisch-nationalistische stroming. Het anticommunisme van SEPES en aanverwante organisaties was slechts een dekmantel om fundamenteel antidemocratische, reactionaire en autoritaire strevingen te verbergen. In de jaren dertig werd SEPES gefinancierd door het CCI, dat o.a. aangesloten werkgeversorganisaties om een jaarlijkse bijdrage van 1 fr. per tewerkgestelde arbeider verzocht. In 1939 vertegenwoordigde het CCI niet minder dan 306 werkgeversorganisaties en groepeerde 11.000 bedrijven die 850.000 arbeiders tewerkstelden [48]. De Staatsveiligheid stond eerder sceptisch tegenover de «inlichtingen» van SEPES. Dit blijkt uit een brief van administrateur Robert De Foy aan Louis Wodon, naar aanleiding van een vertrouwelijke nota over «instructies uit Moskou» aan de Belgische communisten eind 1937. De publicaties van SEPES riepen volgens De Foy bepaalde reserves op. Volgens SEPES ontving de KPB jaarlijks 10.000.000 fr. van Moskou (juli 1936), terwijl de Staatsveiligheid in 1937 twijfelde of de partij überhaupt wel gesteund werd door de Komintern. De bronnen van de parallelle inlichtingsdienst waren (volgens de Staatsveiligheid) voornamelijk kranteknipsels en propagandamateriaal, maar ook het interne partijbulletin. Het commentaar van De Foy over de SEPES-nota bevestigt de werking van de anticommunistische propagandadienst : informatie die in de media verspreid werd en feitelijk gemeengoed was, werd met retorische kunstgrepen geheimzinnig en angstwekkend gemaakt, **alsof** het communisme het daglicht niet kon velen [49].

In Vlaamse werkgeverskringen was na de staking van 1936 sprake van de oprichting van een patronaal eenheidsfront van ACVW, VEV en CCI. De

48 Zie onder meer R. VAN DOORSLAER, E. VERHOEYEN, «L'Allemagne nazie, la police belge et l'anticommunisme en Belgique (1936-1944) – Un aspect des relations belgo-allemandes», in *BTNG*, 1986, (XVII), nrs. 1-2, p. 61-125. *Id., De moord op Lahaut. Het communisme als binnenlandse vijand*, Leuven, 1985. W. DE BOCK, «De kerk en het rode gevaar: pater Morlion van REX naar CIA», in *De mooiste jaren van een generatie. De Nieuwe Orde in België, vóór, tijdens en na WO II*, Berchem, 1982, p. 43-53.

49 De Foy aan Wodon, 21 december 1937; maandelijks rapport van de Staatsveiligheid over de activiteiten van de linkse partijen, 12 november-12 december 1937 (KA, *Kabinet Leopold III*, 300).

staking werd beschouwd als het gevolg van een «revolutionaire actie ingegeven door de communistische cellen». Men dacht eraan patronale milities op te richten om de bezetting van de fabrieken bij een volgende wilde staking te beletten. Ook spionage-activiteiten werden overwogen. De rijkswacht en de politie hadden immers onvoldoende middelen om «doortastend op te treden tegen de revolutionairen en de woelmakers» [50].

In een vertrouwelijk rapport van SEPES wordt onderstreept dat zij de oprichting van een Volksfront in België van tevoren hadden voorspeld, eerst op ideologisch vlak in het teken van het antifascisme, dan op practisch vlak, in de fabrieken en bedrijven. Volgens SEPES was dit het resultaat van de actie van communistische «noyauteurs» in de vakbonden. Uit «goede bron» kon SEPES ook vertellen wat de perfide strategie was van de communisten : *Il comptent exploiter le malaise actuel en suscitant des grèves partielles pour entretenir «l'état permanent de revendication et de grève». Aussitôt que les circonstances le permettront, ils déclencheront la GREVE GENERALE SIMULTANEE, suivant la technique actuelle, revue et perfectionnée* [51].

Dit soort «inlichtingen» moeten met een grove korrel zout genomen worden : ze weerspiegelden en onderhielden een buitensporige angst voor «het rode gevaar», die helemaal niet in verhouding stond met de werkelijke invloed van de Belgische communisten tijdens de algemene staking.

De rapporten van de Staatsveiligheid aan de regering waren in elk geval genuanceerder. Er werd kort aandacht besteed aan de economische, politieke en psychologische oorzaken van de staking. Toch zette De Foy vooral de clandestiene rol van communistische «agitatoren» in de verf. De voorstelling van de staking als een komplot gedirigeerd door Moskou kon de administrateur evenwel niet onderschrijven. Men kon natuurlijk niet uitsluiten dat de «agitatoren» zich hadden laten inspireren door de directieven van het VIIe congres van de Komintern (juli-augustus 1935) waar secretaris-generaal Georgi Dimitrov gepleit had voor de oprichting van eenheidsfronten tegen het fascisme in landen met socialistische regeringsdeelname. Maar van een vooraf beraamde samenzwering was zeker geen sprake [52]. De slechte ervaringen die de Staatsveiligheid na de stakingen van 1923 en 1932 had gekend met de declaratie van communistische komplotten, lag in 1936 wellicht mede aan de basis van een zekere omzichtigheid daaromtrent. De socialistische regeringsdeelname zal tot terughoudendheid genoopt hebben.

In een geheim rapport dat De Foy enkel aan Van Zeeland en Wodon toestuurde, oordeelde hij dat het communisme in België enkel kon triomferen via het Volksfront : *Le «front populaire» est le plus grave danger auquel il faut parer en ce moment.* Socialisten en christen-democraten droegen een zware

---

50 Voorbereidende notities en verslag vergadering Toezichtcomité, 10 juli 1936 (KADOC, *Papieren Craen*, 105). Met dank aan Dirk Luyten voor zijn notities m.b.t. deze vergadering.

51 *Rappel des principales communications faites depuis le 1er janvier 1935. Au sujet des circonstances qui ont amené la situation présente*, 29 juni 1936; *La situation au lendemain de la grève générale*, 4 juli 1936 (KA, *Wodon*, 41).

52 *Rapport sur les grèves de juin 1936*, De Foy aan Wodon, 24 juli 1936 (KA, *Wodon*, 41).

verantwoordelijkheid. Als vanuit «kortzichtige electorale overwegingen» een alliantie werd aangegaan met de communisten, zouden de aangekondigde structuurhervormingen niet doorgevoerd worden en zou België op de vreselijkste avonturen afstevenen, aldus De Foy [53].

De officiële en niet-officiële inlichtingsdiensten bekeken met argusogen de oprichting van een Volksfront ter verdediging van de democratie, het elan van de algemene staking en de aanwezigheid van talrijke socialistische parlementairen en militanten, liberale personaliteiten en groeperingen, intellectuelen en universiteitsprofessoren. De ministers Jules Merlot (BWP) en Marcel-Henri Jaspar (lib.) betuigden schriftelijk hun steun [54]. Het leidmotief voor het Volksfront werd uitgedrukt in de woorden van Louis De Brouckère (soc.) : *Il faut nous unir ou périr*. Door de afzijdigheid van de christen-democraten was het Volksfront-idee politiek-institutioneel tot mislukking gedoemd. De regeringsdeelname van de BWP, de vakbonden die bang waren dat de communisten hun leden zouden opeten, de angst voor een antisocialistische reactie van alle burgerlijke krachten sloten een exclusief eenheidsfront met de communisten uit.

Binnen de BWP leidde het Volksfront niettemin tot verscheurende discussies, vooral na een regeringsverklaring via de radio in september 1936. Het feit dat Van Zeeland ter verdediging van de democratie het Volksfront op dezelfde lijn had geplaatst als de «fascistische groepen» (die *niet* bij naam werden genoemd) en dit namens een regering met zes socialistische ministers, was voor velen onbegrijpelijk en onverteerbaar. Bovendien werden de aangekondigde maatregelen ter bestrijding van het extremisme eerst en vooral in linkse organisaties toegepast (bv. huiszoekingen in Volkshuizen en socialistische syndicaten). Het partijbureau kreeg woedende brieven van professor Paul Brien, voorzitter van het Volksfront en van professor Verlaine namens het *Comité de vigilance des intelletuels anti-fascistes*.

Minister Vandervelde die de Volksfrontgedachte persoonlijk zeer genegen was, verklaarde hoe het voorontwerp van het discours van Van Zeeland een regelrechte aanval op het Volksfront was geweest. Onder druk van de socialisten was die aanval gecensureerd. Het was bovendien «flagrant onjuist» dat de premier in naam van de regering had gesproken, want als ze akkoord konden gaan met de grote lijnen van het betoog hadden de zes socialistische ministers zich verzet tegen het bij naam noemen van het Volksfront in de beeldvorming over de keuze tussen «Rex of Moskou». Uiteindelijk hadden de socialistische ministers moeten erkennen dat er ondanks de vorm geen aanval op het Volksfront besloten lag in de regeringsverklaring. Het taalgebruik was natuurlijk subtiel. Door het Volksfront

---

53 De Foy aan Van Zeeland, 22 juli 1936; kopie aan Wodon (KA, *Wodon*, 41).

54 Vertrouwelijk rapport (wellicht opgesteld door SEPES): *L'Organisation communiste en Belgique*, 7 juli 1936. Ten persoonlijken titel door Theunis doorgestuurd aan Capelle, met het verzoek *cette petite documentation* aan de koning voor te leggen, 8 juli 1936; *Le Front Populaire en France – Les grèves*, bulletin van de *Entente Internationale contre le IIIe Internationale*, juni 1936 (KA, *Secretariaat Leopold III*, 105/4).

met Moskou te associëren, gingen de beladen stigma's rond het «rode gevaar» er onvermijdelijk op over.

Niet enkel de linkervleugel, maar ook gematigde partijleiders zoals August Balthazar en Max Buset, die inzagen dat het Volksfront ten dode was opgeschreven, waren bovendien zeer verontrust over het gebrek aan klaarheid rond het beleid dat de regering ter verdediging van de democratische instellingen bezig was te voeren. Dat er repressief werd opgetreden was duidelijk : het rijkswachteffectief was met 1000 eenheden verhoogd, niet alleen de fascisten, ook de socialisten werden beschuldigd van wapenbezit, et cetera. Maar hoe zat het eigenlijk met de derde, democratische weg tussen het fascisme en het communisme ? Buset formuleerde daaromtrent zijn grote twijfels *C'est cela au fond le problème, car, si vous nous demandez de tourner le dos au Front populaire, aux communistes en particulier, et à continuer notre position à l'égard des fascistes, il faut que vous nous donniez autre chose* [55].

De glorieuze overwinning van Van Zeeland in zijn persoonlijk electoraal duel met Léon Degrelle in april 1937 kwam uiteraard tegemoet aan de democratische verzuchtingen in brede lagen van de bevolking. De politieke uitschakeling van Rex belette evenwel niet dat de derde, democratische weg tussen Berlijn en Moskou in de aanloop naar de Tweede Wereldoorlog zeer moeilijk realiseerbaar was.

BESLUIT

Met de definitieve politieke integratie van de arbeiders na de Eerste Wereldoorlog brak een nieuwe tijd aan. De inkapseling van de socialistische organisaties in de politieke structuren en de nieuwe vormen van conflictbeheersing via overleg, maakten de socialistische arbeidersbeweging tijdens de crisis van de jaren dertig in zekere zin onschadelijk als drager van sociaal protest. De BWP was een gigantische organisatie geworden, die een luide stem kon opzetten in het parlement. Dit volstond evenwel niet om de patronale deflatiepolitiek, die de cisis op de arbeiders afwentelde, ook maar lichtjes om te buigen. Het eenheidsstreven in de katholieke partij verhinderde een polarisatie rond de sociaal-economische breuklijn.

Op drie verschillende momenten werd de sociale afbraakpolitiek evenwel doorkruist door hevige sociale agitatie, die telkens effect sorteerde. Onder druk van de wilde staking in 1932 boekte de BWP een tijdelijk parlementair succes, dat de christen-democratische minister Heyman een belangrijk wapen bezorgde bij zijn tot dan toe vruchteloze bemiddelingspogingen bij het CCI om tot een loonstabilisering te komen.

---

55 Bureau, 10 september 1936; Algemene Raad, 23 september 1936 (AMSAB, *BWP-Algemene Raad/Bureau*, 220 en 254).

De agitatiegolf tegen de besluitwetten van de «regering der bankiers» in 1935 werd op een vergelijkbare manier benut om het crisisbeleid in het parlement aan te vallen. De regering was te zeer verzwakt om het gevreesde sociale protest te beteugelen zonder de BWP volledig tegen zich in het harnas te jagen.

Ondanks de historische recurrentie in de keuze van het geschikte moment had de administrateur van de Staatsveiligheid in juni 1936 de explosie van populaire energie absoluut niet verwacht. De onvoorspelbaarheid van de staking was zeker een verklaringsfactor voor het bereikte succes. De eis voor algemene loonsverhoging, kracht bijgezet door de massale stakingsgolf, ontwrichtte de beheersingsmechanismen in de nauwelijks ontwikkelde en door het patronaat met de voeten getreden sociale overlegstructuur. De arbeiders weigerden zich nog langer te onderwerpen aan de sociale afbraakpolitiek en kozen voor hun collectieve actie het opportuun moment van politieke crisis en electorale destabilisering.

De algemene staking ontwrichtte niet alleen de economie. Het politiek regime werd bedreigd, zeker in het licht van de links-rechts polarisatie in eigen land en de machtsverschuivingen in Frankrijk en Spanje. De algemene staking viel dus niet te negeren. Harde repressie kon tot een breuk met de georganiseerde arbeidersbeweging leiden, die onmisbaar was in de regering. Zonder de staking waren de sociale hervormingen zonder enige twijfel niet afgedwongen in 1936. De snelle wettelijke bekrachtiging van de sociale elementen in het regeringsprogramma en de Nationale Arbeidsconferentie waren de enige middelen om het sociaal verzet met de hulp van de BWP in minder verstorende vormen van politieke interactie te kanaliseren : formele dialoog en overleg met de woordvoerders die de contesterende groepen vertegenwoordigen. Het CCI was in de jaren dertig enkel bereid/gedwongen te onderhandelen met de vakbonden als de druk van onderuit dat onvermijdelijk maakte.

De keerzijde van de medaille was echter dat het trauma van de geslaagde algemene staking de constructie van angstaanjagende communistische complottheorieën bevorderde, die helemaal niet strookten met de werkelijke invloed van de communisten. Het schrikbeeld dat de autoriteiten zich van de Derde Internationale vormden, klopte niet met de realiteit. Terwijl de sociaal-democraten de angst voor het «rode gevaar» in de loop der jaren door hun reformistisch optreden enigszins konden logenstraffen, was het spookbeeld weer opgedoken na de Eerste Wereldoorlog. Het anticommunistisch discours fungeerde in het gewijzigd maatschappelijk klimaat uitstekend als bliksemafleider voor de reële oorzaken van het sociaal protest in de jaren dertig. Na 1936 werd het anticommunisme ingeschakeld in de strijd tegen het Volksfront, dat als een ernstige bedreiging werd ervaren in de «onafhankelijke» koers tussen Berlijn en Moskou.

GEBRUIKTE AFKORTINGEN

AGN	*Nieuwe Algemene Geschiedenis der Nederlanden*
AMSAB	Archief en Museum van de Socialistische Arbeidersbeweging
AR	Algemene Raad (BWP)
ARA	Algemeen Rijksarchief
BTNG	*Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis*
KA	Archief van het Koninklijk Paleis
ODV	Onuitgegeven doctoraatsverhandeling
OLV	Onuitgegeven licentiaatsverhandeling
SAB	Stadsarchief Brussel
SC	Syndicale Commissie

Fabrice Schuermans

LA COMMUNAUTÉ ÉMOTIONNELLE DES ÉCRIVAINS BELGES DE LANGUE FRANÇAISE DURANT LA GUERRE (1940-1941)

«Dès que l'on appréhende la littérature dans ses usages, elle sort de sa pureté idéale pour s'affirmer comme tributaire d'une insertion historique et sociale.»

Jacques Dubois, *L'institution de la littérature.*

L'analyse du phénomène littéraire belge en temps de guerre révèle un réseau assez dense de relations interpersonnelles. Les écrivains et les journalistes se connaissent plus ou moins bien; fréquentent parfois les mêmes milieux; conçoivent ensemble des projets de revues ou de publications. Souvent au-delà des clivages politiques et des engagements idéologiques de certains.

La communauté des clercs de Belgique francophone apparaît ainsi guidée non par un quelconque esprit d'écurie ou une idéologie partagée mais, jusque dans ses actes les moins connus, par un sentiment fort d'appartenance à un groupe. Groupe non structuré, lâche, dont les liens se serrent et se déserrent au gré des marées de l'esprit. Assez proche somme toute, de ce que Rémy Ponton appellait, par ailleurs, une communauté émotionnelle. Mais sans chef véritable. Sans leader charismatique incontesté.

C'est cette communauté qu'il nous faudra poursuivre tout au long de notre travail. L'analyse de la nature des relations unissant entre eux les agents du champ étudié nous aidera à comprendre les motivations de certains engagements. Et, pour les membres de cette communauté émotionnelle, les actes posés entre mai 1940 et septembre 1944 ne représentent rien d'autre qu'une conséquence logique des relations les unissant. Ils se connaissaient avant l'Occupation, ils continueront à se fréquenter sous le drapeau à croix gammée.

I. ORIGINES DE LA COLLABORATION ET RÉSEAUX LITTÉRAIRES

Le champ politico-littéraire belge connaît entre 1937 et 1939 une intense activité: publication de manifestes, organisation de salons, création de revues. Un certain nombre de relations, importantes pour l'avenir, se tissent alors entre les intellectuels en général et les écrivains en particulier.

1. Premier engagement: schizophrénie [1] et Manifeste du groupe du Lundi [2]

Entre 1936 et 1942, tout ce que la Belgique francophone compte d'écrivains légitimés par les instances de consécration et de célébration, se réunit le premier lundi de chaque mois. D'abord à la Maison d'art, ensuite dans un restaurant bruxellois proche de la porte de Namur [3]. L'armature du groupe repose sur trois hommes. Trois personnalités. Franz Hellens, «le créateur», Arnold de Kerchove, «la cheville ouvrière» et Robert Poulet, «le penseur» [4]. Ce dernier a raconté, dans ses *Mémoires inédits*, la genèse, la vie et la mort du Groupe du Lundi:

> «L'auteur de *Treize hommes dans la mine* vint me faire part d'une idée de Franz Hellens, idée pour laquelle je pris feu un peu vite... Il s'agissait de créer une société d'écrivains, qui ne fût pas une académie, mais où les romanciers, les dramaturges, les poètes, les essayistes résidant à Bruxelles puissent se rencontrer, causer sans retenue et sans cérémonie, échanger des renseignements, exposer leurs projets.
>
> Nous dressâmes une première liste, qui fut agréée par le promoteur et les invitations furent lancées. Ainsi naquit le Groupe du Lundi, nommé de la sorte parce qu'il se réunissait le premier lundi de chaque mois (ce qui parut encore beaucoup: nous ne sommes plus au temps où Musset, Hugo, Lamartine, Vigny, Dumas, Balzac, se voyaient tous les jours !). Au début, ces soirées furent très courues: on y rencontrait Grégoire Le Roy, Georges Marlow, Charles Bernard, Paul Fierens, Michel de Ghelderode, Hermann Closson, Robert Vivier, Mélot du Dy, Gaston Pulings, d'autres encore. On lança des manifestes, on composa des programmes.
>
> Puis, comme il fallait s'y attendre, les défections commencèrent. Franz Hellens, selon son habitude, se dégoûta le premier de sa propre invention. Il tira sa révérence, suivi de la plupart des messieurs d'âge. En leur lieu et place apparurent Marie Gevers, Madeleine Ley, Paul Werrie, Georges Marlier, élus par cooptation unanime. Les séances

---

1 J.M. KLINKENBERG, «La production littéraire en Belgique francophone, esquisse d'une sociologie historique», in *Littérature*, n° 44, décembre 1981.

2 Bruxelles, 1er mars 1937, imprimerie Van Doorselaar. Voir annexe 1.

3 B. DELCORD, «A propos de quelques chapelles politico-littéraires (1919-1945)», in *Cahiers-Bijdragen*, n° 10, novembre 1986, p. 153-205.

4 *Idem*, p. 173. Entrevue du 05.04.1990.

– si l'on peut dire – se tenaient d'abord à la maison d'art, puis après divers essais malheureux, échouèrent dans la salle haute d'un petit restaurant, qui jouait les Drouant avec une odeur de graillon et des tapisseries en pièces.

A travers vents et marées, le Groupe du Lundi se maintint jusqu'au coeur de la guerre. Il y eut des dîners l'été 1941, réunissant, sans inconvénient ni difficulté, anglophiles, communistes, collaborationnistes, attentistes. On peut dire qu'à ce moment, autour de cette table, jaillirent les dernières lueurs de la liberté d'esprit, de la courtoisie intellectuelle et de la mutuelle bonne foi. C'était trop beau ! Tout à coup, nous ne fûmes plus que trois ou quatre... La dernière lueur s'était éteinte. Désormais, Arnold de Kerchove, secrétaire bénévole, n'eut plus le courage d'envoyer ses convocations aux 'lundistes'. L'expérience avait duré cinq ans. Elle était significative [5].»

«Significative», elle l'était à plus d'un titre. D'abord, elle avait réuni pendant cinq ans un nombre assez important d'écrivains de qualité autour d'une idée fondamentale à leurs yeux. La Belgique littéraire francophone est une province française comme le Québec ou la Suisse romande. Il n'existe pas de littérature nationale, sinon un détestable régionalisme de clocher.

Ensuite, au moment où un nombre considérable d'écrivains européens s'engagent dans la lutte contre le fascisme, les membres du Groupe du Lundi se cantonnent dans les problèmes littéraires. Ils scindent volontairement la relation de l'écrivain au vécu.

«Sa négligence [celle du manifeste] concrète de l'ici est foncière puisqu'on le voit faire silence, en pleine époque de montée des fascismes, sur toutes les questions politiques qui animent les années trente et rassembler des écrivains d'opinions fort contradictoires sur le sujet. [...] L'universalisme abstrait mène cependant à d'étranges errances. Alors que nos écrivains déploient de grands efforts pour affirmer leur communauté avec les écrivains français, ne constate-t-on pas que ceux-ci sont entrés dans l'engagement tandis que les nôtres demeurent sur la touche ?» [6]

Le Groupe du Lundi poursuivait un but bien précis en éliminant le régionalisme belge. Se détourner de l'embryonnaire institution bruxelloise et s'oublier vers les instances de célébration parisiennes. La stratégie mise au point visait à nier l'existence d'un champ littéraire belge, pour forcer, plus sûrement, les limes du champ voisin. Mais cette recherche d'une légitimisation par les instances de consécration de l'Ile de France, ne postule

---

5 R. POULET, *L'oiseau des tempêtes*, chapitre V, Maturité (1929-1939), p. 75-76.

6 M. QUAGHEBEUR, «Balises pour l'histoire de nos lettres», in *Alphabet des lettres de langue française*, Bruxelles, Promotion des lettres belges de langue française, 1982, p. 58. Notons cependant qu'ils ne demeurent pas tous sur la touche. Voir, notamment, «La guerre civile en Espagne et les écrivains belges francophones: étapes d'une réception littéraire», in *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, LXV, 1987, p. 581-603.

pas *de facto* une attitude hostile à l'existence de l'Etat belge et favorable au rattachement de la Wallonie à l'Hexagone.

Il n'y avait nulle contradiction, dans le chef des Lundistes, à concilier francophilie manifestaire et nationalisme pointilleux. Certains montrèrent un appui sans faille à la politique étrangère belge, notamment lors de la rupture des accords militaires franco-belges en 1936. Les mêmes encore qui, plus tard, suivirent le Roi et son gouvernement sur le chemin glissant du neutralisme total: «Ni Paris, ni Berlin» [7].

En conclusion, le Groupe du Lundi et son manifeste rassemblèrent, autour d'un combat commun, des écrivains issus d'horizons politiques différents qui construisirent entre eux une trame de relations littéraires, amicales... Il n'est dès lors pas étonnant de constater que, sous l'Occupation, toute tentative d'un des lundistes pour lancer une revue ou un périodique attirera immanquablement une partie de ses compagnons.

Indépendamment de toutes compromissions politiques, ils agiront sous le couvert de l'amitié ou de la sympathie intellectuelle. Même en temps de guerre, «la culture ne perd pas ses droits», avanceront-ils pour convaincre les indécis. Les choses de l'esprit n'ayant que faire du conflit, Poulet, Hellens, Hubermont, Gevers et les autres continueront à se fréquenter, collaboreront ensemble à certaines revues, agiront comme si les événements n'avaient aucune prise sur le champ littéraire. Pérennisant une posture héritée du XIX^{e} siècle, ils s'enfermeront dans une tour d'ivoire éloignée, du moins le croyaient-ils, des fureurs de l'époque. A partir de septembre 1944, la politique de répression se chargera de faire éclater la tour et d'en répandre les restes dans l'arène. Bien des amitiés passeront alors pour coupables. Et la qualité littéraire des acteurs incriminés n'y changera rien.

2. Politique de neutralité et lieux de rencontres

A l'inverse des Lundistes, un certain nombre d'intellectuels belges francophones, face à une situation internationale alarmante, choisirent de s'engager dans le champ politique. Tirant profit du capital symbolique accumulé, ils entendaient agir sur les événements et, si possible, éviter les affres de la guerre au pays. Ecrivains et/ou journalistes, futurs collaborateurs pour la plupart, ils défendirent, avant la guerre, une politique de neutralité tout à

---

7 Bien plus tard, dans un texte sujet à caution, Pierre Daye, non-signataire du manifeste mais sympathisant des idées exprimées par Poulet dans celui-ci, reviendra sur cette attitude caractéristique de certains intellectuels d'avant-guerre: «En politique, les sentiments et le réalisme sont deux choses et si mon affection pour la culture et le peuple de France n'a jamais varié, je ne pouvais pas rester aveugle devant la folie de la politique guerrière, que menait alors Léon Blum», in P. DAYE, *Mémoires*, ouvrage inédit, p. 831 (conservé au C.R.E.H.S.G.M. sous la cote PD 9). Pour mieux cerner l'attitude de Pierre Daye face à la France, on lira: *L'Europe aux européens*, Bruxelles, NSE, 1942.

fait conforme aux voeux royaux et à la politique officielle des gouvernements successifs [8].

UN EXEMPLE PRESTIGIEUX: LE SALON DIDIER

Le salon constitue à l'époque le meilleur moyen d'établir des contacts informels entre hommes d'opinions politiques divergentes. Discret, réservé à une élite, on pouvait y discuter sans crainte de voir sa conversation répercutée dans les journaux.

Ainsi, deux fois par mois, au 37 Avenue de l'Hippodrome à Ixelles, en face des étangs, se réunissaient, sous les auspices des époux Didier, hommes politiques, écrivains et journalistes.

Lui, Edouard, «était une espèce de grand lévrier, très distingué» [9]. «Fondateur de Jeune Europe et rédacteur en chef du bulletin du même nom. Il connaissait depuis 1933-1934 l'Allemand Otto Abetz [...]. Et dès 1935, le futur représentant du Reich à Paris vint parler à Bruxelles sous les auspices de Jeune Europe» [10].

Elle. Lucienne, «était une des plus belles femmes de Bruxelles, qui servait de modèle aux sculpteurs, aux peintres. Elle s'était mis en tête d'avoir un salon politico-littéraire recevant de jeunes élites» [11].

Le mode d'organisation du salon était assez simple: «il consistait à prévoir, deux fois par mois, un bref exposé par un des hôtes puis à laisser librement se développer des échanges de vues et des conversations privées» [12]. En fait, tous les exposés tournaient autour des thèses d'Henri De Man auquel Lucienne Didier vouait une admiration certaine. L'auteur d'*Après coup* s'y rendit lui-même à plusieurs reprises.

---

8 Sur ce point, voir J. GERARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *L'An 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, CRISP, 1971, p. 15-70.

9 Léo Moulin, entrevue du 22 mars 1990. Ce dernier fréquenta le Salon Didier à, au moins, dix reprises. Paul Willems, qui publia *Tout est réel* aux éditions de la Toison d'Or, aura, plus tard, ces mots pour décrire Edouard Didier: «Un dilettante. Il avait du goût et l'instinct de la qualité (par exemple, la typographie des livres qu'il éditait était impeccable). Il était élégant et mondain. Lui et sa femme fréquentaient beaucoup l'aristocratie française. Vers les années 30, ils faisaient la une des magazines à la mode. Tout à fait correct en affaires, il n'était ni bête ni intelligent. Je ne crois pas qu'il ait eu des idées politiques précises. Il a cru à la victoire allemande et croyait à la nécessité d'un accord avec le pays. S'il avait été Français, il eût été pétainiste. Jamais il ne m'a parlé de ses opinions. Jamais il ne m'a proposé d'écrire une oeuvre engagée pour ce que l'on appelait l'*Ordre nouveau* [...]». Paul Willems, lettre à l'auteur, 18.07.1990.

10 J. GERARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 44.

11 Léo Moulin, entrevue.

12 J. GERARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 46.

Parmi les jeunes fréquentant le salon, le groupe de l'*Avant-Garde* [13] jouissait d'une large audience et lui donnait une coloration pacifiste. Les journalistes y étaient également bien présents: ceux de *Cassandre*, de *La Nation belge*, de *L'Ouest*. Joris Van Severen, leader du *Verdinaso*, fit quelques apparitions. On pouvait aussi y humer l'air du temps en discutant avec Raymond De Becker, ou José Streel du côté belge, Brasillach, Montherlant et Fabre-Luce du côté français, Max Liebe et Otto Abetz du côté allemand [14].

Ce dernier, d'après Léo Moulin, «jouait le rôle du monsieur qui désamorçait ce que pouvait être le National-Socialisme. Peut-être ne savait-il pas lui-même, par son éloignement parisien, ce qu'il en était exactement. Il pouvait donner l'impression que l'Allemagne n'était pas si menaçante, ce qui nous confortait dans notre pacifisme». Liebe, lui, «blond aryen aux yeux bleux, parlant aussi bien le français qu'Abetz, était moins radieux que ce dernier, plus insinuant, plus lié à l'Ambassade aussi à partir de septembre 1939» [15].

D'après *L'An 40*, Max Liebe avait bien pour but de gagner un nombre important d'intellectuels au neutralisme ultra des droites européennes d'ordre nouveau, c'est-à-dire à une politique de mains libres à l'est pour le *Reich*. Avant le dix mai 1940, «le diplomate Max Liebe s'édifia, par ce salon, un réseau important de relations dans la grande bourgeoisie et la noblesse bruxelloises, dans la presse libérale et catholique et dans divers milieux politiques» [16].

Au lendemain de la débâcle, les époux Didier continuèrent leurs activités tout en les diversifiant. Ils créèrent notamment les éditions de la Toison d'Or [17] en mars 1941. Gotovitch et Libois décrirent la genèse de cette maison dans *L'An 40*:

> «La maison d'édition fut créée sous forme de société anonyme dont Edouard Didier était administrateur-directeur. En fait, le groupe de presse allemand Mundus y détenait dès l'origine une participation importante. Ce groupe, fondé en Slovaquie, était contrôlé par le département des affaires étrangères de Berlin et, à ce titre, il pouvait aider les éditions de la Toison d'Or, facilitant ses approvisionnements en papier, neutralisant certaines tracasseries de la Propaganda Abteilung,

---

13 Journal quotidien des étudiants de l'Université catholique de Louvain, fortement influencé par le personnalisme de Mounier. On y trouvait Léo Moulin, Auguste Marin (auteur, entre autres, de *Statues de neige* (1931), recueil de poèmes, tué à 29 ans en mai 1940), Henry Bauchau, Raymond De Becker (futur directeur du «*Soir volé*»), Louis Carette alias Félicien Marceau...

14 Au point de vue strictement littéraire, le salon donna l'occasion aux époux Didier d'établir de fructueuses relations pour l'avenir. Certains hommes de plume belges et français, présents aux soirées de l'avenue de l'Hippodrome, firent aussi partie de l'écurie d'agents littéraires dont disposait la maison d'édition la Toison d'Or, créée par Lucienne et Edouard Didier en mars 1941.

15 Léo Moulin, entrevue.

16 J. GERARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 46.

17 Voir annexe 2.

favorisant des accords de traduction ou encore ouvrant le marché parisien, car Mundus avait son propre représentant à Havas et aux Messageries Hachette.

Du point de vue allemand, le circuit est assez clair: Ribbentrop avec son groupe de presse Mundus, soutient et contrôle les Editions de la Toison d'Or dont l'influence n'est pas négligeable en Belgique et en France. C'est le couple Didier qui en détient la direction nominale; nombre d'écrits publiés émanent de journalistes et de personnalités qui ont fréquenté le salon Didier et qui ont connu, avant le dix mai 1940, le diplomate de charme Max Liebe, représentant le plus assidu de Ribbentrop dans ce salon.» [18]

Ainsi s'établirent maintes relations entre le politique et le littéraire. De part et d'autre, on a pu se juger, se connaître et ce, longtemps avant le dix mai 1940. La collaboration entre certains intellectuels et hommes politiques proches de l'ordre nouveau n'est pas née à partir de rien.

Beaucoup de jeunes écrivains «prometteurs», selon le mot de Léo Moulin, fréquentèrent les salons bruxellois [19], en quête de reconnaissance, de contacts avec les hommes politiques et les intellectuels reconnus. D'autres, au talent déjà confirmé, venaient y asseoir leur réputation, autour d'une table bien garnie. Ainsi Pierre Daye chercha-t-il la légitimation de son oeuvre, en fréquentant maintes soirées dominées par des gens qu'il estimait seuls capables de juger ses livres. Tentait-il une analyse politique, il savait que la reconnaissance de son ouvrage passerait par le jugement des politiciens et clercs de salon. En retour, ces derniers n'acceptèrent Daye qu'en qualité d'écrivain politique.

Il existe donc, à côté des instances de légitimation et de consécration officielles, principalement l'Académie Royale et les prix qu'elle attribue, un deuxième réseau d'instances, non-officiel celui-là, et auquel participent les salons. Relevons que, dès cette époque, les écrivains belges francophones, reconnus comme talentueux par leurs pairs parisiens, jouissant d'un capital symbolique plus ou moins important, se moquent de notre académisme et se ruent à la conquête du deuxième réseau [20].

---

18 J. GERARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 47.

19 A côté du salon des époux Didier, il en existait d'autres, au moins aussi prestigieux: le salon Errera, rue Royale, le salon de Madame Destrée, rue des Minimes, etc.

20 A l'époque, Poulet, dans une analyse sociologique avant la lettre, critiqua la forte institutionnalisation de notre champ littéraire: «[Si on se fait éditer dans la capitale belge], c'est aussi parce que Bruxelles est le théâtre d'une certaine gloire, point du tout populaire, mais académique et officielle, qui a été mise à leur portée par une habile manoeuvre des Jeune Belgique de la troisième génération. Il s'agissait de faire admettre par les pouvoirs publics et par les gens du monde, rivalisant toujours d'ignorance en ces matières, que la littérature belge, c'était les épigones, confidents et anciens partenaires au Whist des géants de la belle époque.» R. POULET, «La querelle du régionalisme», in *La Revue catholique des Idées et des Faits*, 13 mars 1936. Par cette critique, Poulet se rapproche de l'analyse du même phénomène par Marc Quaghebeur dans *La Belgique malgré tout*: «L'époque consécutive au miracle [l'ère léopoldienne et la Jeune Belgique] vit en effet la mise en place d'institutions et de circuits littéraires divers qui régentent toujours indirectement la production actuelle et s'inscrivent dans une optique de repli. Ne visent-ils

Dédaignant la pompe académique pour s'attacher à tout prix la reconnaissance des Lumières de Paris, certains écrivains, souvent talentueux, entendaient s'appuyer sur leurs relations de salon pour s'immiscer dans le champ littéraire et y occuper une place de choix. Ce faisant, ils lièrent langue avec des acteurs politiques d'importance. Des acteurs qui auront un rôle à jouer durant les années sombres qui s'annoncent.

Car, sur la scène internationale – nous l'avions un peu oubliée -, le temps est à la tempête. L'orage gronde déjà du côté du levant. La guerre éclair a déchiré le ciel de Pologne. Et les démocraties occidentales craignent maintenant qu'une pluie de fer et d'acier s'abatte sur leur sol.

> «Le cerveau humain eût-il été raisonnable durant cette période critique, la seule question que les dirigeants de Londres, de Paris, de Berlin se fussent posée en 1938 eût été la suivante: comment faire pour éviter à tout prix une conflagration qui nous ruinerait et nous saignerait tous ?» [21].

Un groupe d'intellectuels belges pense alors détenir la réponse adéquate: écrire un manifeste, rassembler des signatures au poids symbolique important, mobiliser l'opinion publique et la faire réagir.

LE MANIFESTE DE SEPTEMBRE 1939 POUR LA NEUTRALITÉ [22]

Ce manifeste a poursuivi les buts précités sans atteindre toujours les espérances de ses promoteurs. S'il est vrai, par exemple, que les trois principaux rédacteurs du texte, Robert Poulet, Gaston Derycke et Gabriel Figeys alias Mil Zankin, firent la chasse aux signatures belges de renom, le résultat ne fut pas tout à fait concluant.

Dans un droit de réponse [23] envoyé au *Soir*, qui avait vilipendé les idées défendues dans le texte, Poulet écrit que le manifeste a été envoyé à «vingt ou vingt-cinq personnes tout au plus». Parmi celles-ci, la moitié répondit négativement [24] aux invitations à signer envoyées par Mil Zankin.

Dans toutes ses lettres, ce dernier insiste sur la rapidité de la réponse à donner. Effectivement, le temps presse, la première publication du texte

---

pas la mise en place de réseaux qui assurent à la plupart une reconnaissance qui n'existerait pas sans ce protectionnisme ? [...].» M. QUAGHEBEUR, «Littérature et fonctionnement idéologique en Belgique francophone», in *La Belgique malgré tout*, Revue de l'Université de Bruxelles, 1980, p. 502.

21 R. POULET, *L'oiseau des tempêtes*, chapitre V (1929-1939), p. 81-82.

22 Voir annexe 3.

23 *Le Soir*, 8 octobre 1939.

24 On citera parmi les récalcitrants: Pierre Hubermont, Franz Hellens, Pierre Fontaine, Roger Avermaete...

étant prévue pour le 29 septembre 1939, dans *La Revue catholique des Idées et des Faits*.

Il faut ajouter que les événements se sont précipités. A la fin du mois d'août 1939, Charles Maurras publiait une série d'articles dénonçant une guerre dont la France sortirait «les reins brisés pour cent ans». On sait aujourd'hui que la lecture de ces articles impressionna profondément Poulet, rédacteur principal du manifeste et suscita certainement le projet manifestaire belge.

Le premier septembre 1939, l'Allemagne entrait en Pologne. Le 3, la France et la Grande-Bretagne lui déclaraient la guerre, mais ne faisaient rien pour aider leur alliée. Les trois journalistes rédacteurs, encouragés par la prise de position de l'*Action Française*, décidèrent qu'il était temps de faire quelque chose.

> «Les promoteurs ne constituaient pas un groupe structuré avec réunions régulières. Dès qu'on sut qu'on pouvait compter sur *Cassandre* et sur Zankin, on adressa le texte à une liste de personnalités choisies par les promoteurs, par un système de cooptation. Les rexistes notoires, certains neutralistes dont la signature pouvait être plus compromettante qu'utile furent écartés de la liste des sollicités. Ainsi en fut-il des nationalistes flamands, qui n'eussent d'ailleurs pas admis la coloration nettement belgiciste du manifeste, des communistes, qui n'auraient pu se rallier à l'idée sous-jacente de politique des mains libres à l'Est pour le Reich, ou encore d'hommes comme le journaliste Raymond De Becker, de l'*Indépendance Belge*, dont les relations avec Paul-Henry Spaak étaient pourtant assez suivies à l'époque.
>
> L'horizon politique appelé à se retrouver dans les signatures devait aller de la tendance nationale-belge représentée à l'extrême-droite par Robert Poulet, Paul Colin, Pierre Daye et, à gauche, par des partisans francophones de Henri de Man ou par des socialistes sans allégeance explicite pourvu qu'ils soient ralliés aux thèses neutralistes-pacifistes.» [25]

Finalement, en plus de Poulet, Zankin et Derycke, signèrent dix écrivains et journalistes: Georges Marlier, Paul Colin, Léo Moulin, Paul Herten, Marc Eemans, Jean Libert, Marcel Dehaye, Gaston Pulings, Paul Neuhys et Pierre Daye.

Nous avons interrogé deux des signataires: Léo Moulin et Marc Eemans. Le premier connaissait déjà nombre d'entre les manifestaires. Il faisait en effet partie du groupe *Le Rouge et le Noir* [26] où l'on retrouvait aussi Mil Zankin, Gaston Derycke, Pierre Fontaine, Léo Campion... Il avait de plus fréquenté les mêmes salons que Pierre Daye. D'après lui, une fraction importante de l'opinion publique belge désirait la neutralité défendue par

---

25 J. GERARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 38.

26 Nom d'une revue et d'un groupe littéraire anarchisants. «Le point commun à tous les membres du groupe était l'hostilité violente aux bonzes politiques qui s'accrochaient au pouvoir.» Léo Moulin, entrevue.

le Roi: les Flamands par souci d'échapper à la sphère d'influence française, les Wallons par pacifisme socialiste inconditionnel.

Comment explique-t-il, dès lors, le refus de certains écrivains et journalistes de signer le manifeste ?

> «Ils se méfiaient de personnes comme Paul Colin, prodigieusement intelligent, de très haute valeur artistique, le meilleur journaliste que nous ayons eu, une plume étincelante, mais amoral. Par ailleurs, Zankin était anarchiste, trop extrémiste au goût de certains.»

Cette méfiance entraîna force désaffections, ce qui réduisit la portée symbolique du manifeste: «si l'on m'avait dit qu'il n'y aurait que ces noms-là, je n'aurais pas signé», reconnaît Léo Moulin. Ajoutons à cela que certaines signatures ne jouissent d'aucune reconnaissance: Jean Libert n'est l'auteur que d'un seul roman, *Capelle-aux-champs* paru en 1937, et Marc Eemans, malgré son poste de co-directeur à la revue *Hermès*, ne jouit pas d'une large audience en Belgique [27].

Un manifeste signé par une poignée d'écrivains dont l'acte ainsi posé allait provoquer une avalanche de réactions, négatives pour la plupart. En cause, le contenu du texte. Celui-ci défendait en effet la neutralité totale de la Belgique vis-à-vis de ses deux puissants voisins, tout en laissant le Troisième *Reich* libre d'action à l'est. «Quant aux périls qui résulteraient de l'hégémonie allemande en Europe centrale et orientale, nous pensons que cette hégémonie, pour regrettable et nuisible qu'elle soit, ne met pas et ne mettrait pas de sitôt l'Occident en danger véritable.» [28]

Ce texte parut pour la première fois le 29 septembre 1939 dans *La Revue catholique des Idées et des Faits* [29].

La presse et le monde politique réagissent vite, très vite. Passionnellement. Ainsi *La Libre Belgique* titre-t-elle le 3 octobre, page deux, dans sa revue de presse: «Un manifeste défaitiste»; *Le Soir* du 2 octobre: «Un manifeste inopportun». Dans un registre différent, *Le Pays Réel* (3 octobre 1939), intitule son édito: «Le message... de paix». Et enfin *De Dag*, quotidien populaire du *V.N.V.*, le 1er octobre: «*Een manifest voor vrede en neutraliteit...*».

---

27 *Hermès*, revue littéraire fondée en 1933 et auto-sabotée au début de la drôle de guerre. L'autre directeur en était René Baert, futur collaborateur au *Soir* volé et au *Pays Réel*. Henri Michaux était secrétaire de rédaction, Camille Goemans et Jean Paulhan, notamment, fournissaient des articles de fond. Marc Eemans naquit en 1907 à Termonde, élevé dans une famille appartenant à la petite bourgeoisie; son père était fonctionnaire au télégramme, il baigna dans la culture allemande dès son plus jeune âge. Peintre surréaliste et critique d'art, collaborateur au *Soir* durant l'Occupation, il fut condamné à huit ans de prison en 1946.

28 Manifeste, copie de l'exemplaire remis à Pierre Daye par Zankin (CREHSGM, PD9 225).

29 N° 27 - Revue fondée le 25 mars 1921 sous les auspices du Cardinal Mercier. Le manifeste parut encore dans *Cassandre* (30 septembre 1939), dans *Le Pays Réel* (1 octobre 1939), et enfin dans *Les Cahiers franco-allemands* (octobre 1939).

Nos deux témoins restèrent pantois face au déchaînement que suscita le manifeste auquel ils croyaient fermement. Ecoutons Léo Moulin: «J'étais mobilisé, loin de tout ce bruit. C'est mon père, en visite, qui me mit au courant. Il me rapporta les paroles de Louis Piérard, le député socialiste de Frameries: 'et puis il y a aussi Léo Moulin dont la confusion mentale est bien connue'. Je n'étais pas surpris d'une réaction des journaux, mais bien de leur ton.»

Même étonnement chez Marc Eemans: «On ne s'attendait pas à une telle violence verbale. On nous a traités de Roublesmark, d'agent de l'écurie Von Ribbentrop...»

Que leur reproche-t-on au fait ? De calquer la politique germano-soviétique du moment. En effet, pour l'Allemagne et l'URSS, la question polonaise avait cessé d'exister. Ces deux pays tentèrent donc de timides ouvertures de paix en direction de l'ouest. Mais, du côté occidental, on considérait qu'appuyer une paix de compromis, équivalait à servir les desseins de la politique du *Reich*. Ainsi *Le Soir* du 2 octobre 1939 explique-t-il que:

> «Cette thèse [la paix de compromis] est la thèse allemande. Elle est devenue la thèse russe. Ceux qui s'en font les protagonistes prennent parti pour le Reich hitlérien. Que des neutres participent à la propagande allemande en faveur d'une telle paix, ce serait d'une partialité certaine, ce serait une rupture de l'esprit de neutralité.» [30]

Mais les signataires ne comptent pas en rester là. Sûrs d'avoir trouvé un écho dans certains milieux influents, ils lancèrent un journal neutraliste dont le but était de développer les idées défendues dans le manifeste. Le journal fut fondé par Raymond De Becker qui n'avait pas signé, mais se sentait proche des manifestaires [31].

---

30 Par ailleurs, cet article du *Soir* intéresse notre propos par la définition qu'il donne de l'intellectuel. «[La rupture de l'esprit de neutralité] rend inaccessible l'initiative prise par des Belges, fussent-ils des *intellectuels*, adoptant publiquement une attitude qui rentre dans le cadre d'une propagande étrangère.» Un peu plus loin, le journaliste ajoute: «En résumé, l'écrit de ces quelques 'intellectuels' dont certains doivent regretter déjà de s'être mis en si fâcheuse vedette sera aplaudi à Berlin, méprisé à Paris et à Londres.» Par contre, le même article parle positivement des intellectuels de culture flamande qui ont publié un manifeste neutraliste - *Vrede door neutraliteit* - dégagé de toute prise de position dans le conflit en cours. En conclusion, dès l'instant où un agent symbolique francophone quitte les sphères éthérées pour se fourvoyer du mauvais côté de la politique, on met en doute son engagement en tant qu'intellectuel. Le mot lui-même semble ne désigner que l'engagement au service d'une noble cause (voir les intellectuels flamands), ou paraissant telle à une idéologie donnée. Celui qui s'engage du côté ennemi n'est plus considéré comme un clerc. On le met entre guillemets et on le rejette par l'emploi du démonstratif («ces»). Plus tard, et dans un tout autre contexte, la presse de la Résistance évoquera une idée similaire. «Lorsqu'en 1936, on apprit que Monsieur Pierre Daye se décidait à descendre des sphères éthérées de la pensée pure sur le terrain tumultueux de l'action rexiste, ce fut partout de la stupeur», in *La Belgique Nouvelle*, 20 juin 1943.

31 Fils naturel, De Becker entreprit des études de philosophie, à Louvain, qu'il ne termina pas. Journaliste, il s'occupa de la revue *Communauté* (dont fit partie Léo Moulin), puis des *Cahiers politiques*. Il fut attaché à *L'Indépendance* de 1936 à 1939 et obtiendra le poste

Léo Moulin excepté, *L'Ouest* rassembla dans son comité de rédaction la quasi-totalité du groupe des treize intellectuels signataires du manifeste pour la neutralité. Cet organe de presse s'opposait donc à toute politique belliciste; il adoptait la position «ni Paris, ni Berlin» et se déchaînait contre tous les -philes et les -phobes du pays. Cependant, De Becker, en acceptant des fonds allemands, dirigea la neutralité vers une politique de discrète bienveillance vis-à-vis du Troisième *Reich*. Le fondateur ne cacha jamais à ses collaborateurs que *L'Ouest* recevait de l'argent, mais il oublia d'en mentionner l'origine: «On croyait que c'était l'argent des Finlandais, en guerre contre la Russie à ce moment-là» [32].

Dans son *Livre des vivants et des morts* [33], De Becker a raconté la courte aventure de *L'Ouest*:

> «[...] La Belgique paraissait vouée à servir de lieu de rencontre, d'échanges et de compréhension entre la France et l'Allemagne, entre le monde roman et le monde germanique et comme requise à un travail de confrontation et, si possible, de synthèse.
>
> C'est cette grande mission européenne de la Belgique qu'avec quelques amis, nous espérions faire comprendre au pays et à ses dirigeants. C'est dans ce but que je fondis alors l'Ouest, hebdomadaire de combat en faveur de la neutralité. Celui-ci compta bientôt parmi ses collaborateurs un bon nombre de ceux qui participèrent dans la suite à la politique de collaboration. Comme dans tous les organes qui, en France avant la guerre, en Belgique ensuite, s'opposèrent à la politique belliciste, on y rencontrait des hommes venant des horizons les plus variés et qui adhéraient aux idées nouvelles pour des mobiles fort différents.
>
> A l'Ouest, Jean de Villers, qui avait accepté le poste de directeur, apportait avec lui, l'adhésion de milieux aristocratiques pour qui la politique d'indépendance était avant tout la politique du roi; des hommes comme Léon Jacobs ou Georges Beatse représentaient là les milieux conservateurs cherchant à se faire une place dans le monde nouveau où ils espéraient jouer le rôle de notables qu'ils ne possédaient plus en démocratie; Robert Poulet qui, sous le pseudonyme d'Orlando, publiait chaque semaine une brillante chronique faite, du 'point de vue de Sirius', voyait dans la neutralité et le retour à la paix, en même temps qu'un moyen de sauver son pays, celui d'éviter la destruction de la civilisation latine et chrétienne à laquelle il se sentait particulièrement attaché.
>
> D'autres comme Gaston Derycke, venaient des milieux anarchistes et pacifistes et trouvaient comme une volupté physique à participer par

---

de rédacteur en chef du *Soir* volé. Il démissionna de ce poste en septembre 1943 et fut assigné à résidence surveillée en Allemagne de 1944 à 1945. Personnalité étrange, De Becker connaissait d'énormes problèmes affectifs: il était homosexuel et devait s'en cacher. «Il en a souffert» (Léo Moulin).

32 Paul Jamin, alias Jam, caricaturiste à *L'Ouest*, entrevue du 29.03.1990.

33 Paris-Bruxelles, Editions de la Toison d'Or, 1942, cote: 428 18B, ULG - IV 16656 A. Bibliothèque Royale.

des sarcasmes et des railleries au travail de destruction du vieux monde cocardier et capitaliste; des Flamands comme Guido Eeckels ou Piet Meeuwissen, qui y signait du pseudonyme d'Economicus, se laissaient porter par leurs affinités ethniques vers un mouvement qui n'était pas sans profiter au monde germanique; celui-ci attirait d'ailleurs déjà plus particulièrement certains qui, tels Léon Van Huffel ou Marc Eemans, possédaient de leur culture une connaissance fort rare chez les jeunes gens de notre génération; enfin des hommes comme Pierre Daye qui, en 1932, avait déjà collaboré à l'Esprit nouveau, apportait dans ce groupe varié ses sympathies idéologiques pour le national-socialisme, son sens européen de grand voyageur et sa distinction d'homme du monde.

D'excellents artistes ne manquèrent pas de participer également à ce travail d'équipe: à côté du peintre Marcel Stobbaerts qui publia dans l'Ouest des dessins amers, parfois sarcastiques et toujours empreints de tristesse, à côté également d'Hergé, dont le prestige dans le monde de l'enfance n'est égalé par personne en Belgique et qui y donna quelques heureuses caricatures contre le bourrage de crâne, l'illustre Jam [Paul Jamin] [34], déjà célèbre par ses dessins du Pays Réel, et qui commençait alors à être connu à l'étranger et spécialement en Allemagne, y apporta le déchaînement de sa verve et sa vision à la fois mordante, tragique et cependant toujours amusante des événements intérieurs et extérieurs. En de grandes fresques où abondaient les personnages et composées parfois de multiples petits tableaux, il atteignit vraiment le sommet de son art où la profondeur et la vitalité égalaient la grâce et le sens satirique.

Un jeune dessinateur, du nom de Jehan Denis, illustrait encore les nouvelles, à la manière d'un visionnaire plein de finesse et de génie. D'autres encore, comme Jacques de Dixmude et Paul Decoster, Marcel Dehaye, Marcel Schmitz ou Georges Kellner, apportèrent leur contribution et leur talent à l'oeuvre ainsi entreprise.

Malgré la diversité des tempéraments et même des mobiles, une mentalité commune commençait à naître. Des milieux jusque-là fermés les uns aux autres apprenaient ainsi à se connaître, avant d'apprendre à s'estimer: par Robert Poulet et par Gaston Derycke, le contact était établi avec Cassandre dont le directeur, Paul Colin, n'était pas encore en notre esprit débarrassé de l'opinion qu'avait créée à son sujet le monde innombrable de ses adversaires politiques; par Pierre Daye et par Jam, les liens étaient noués avec les rexistes et le Pays Réel. L'on ne travaillait pas encore ensemble, mais l'on était bien forcé de constater, malgré l'isolement dans lequel chacun se tenait toujours, que l'on travaillait en réalité à la même cause. Une oeuvre identique était accomplie par les nationalistes flamands et par Henri de Man dans Leiding, de telle sorte que, sous la pression des événements, un nouveau parti était né, le parti de la neutralité et de la paix, le parti de l'Europe.

---

34 Voir annexe 4.

> Il apparaissait cependant de plus en plus que ce parti n'avait aucune chance de s'affirmer avant que ne s'accomplisse l'irréparable et qu'il travaillait en réalité pour après la tourmente.»

Cet extrait montre une nouvelle fois, de façon très claire, combien jouèrent alors les relations interpersonnelles. Au-delà des tempéraments et des mobiles, une communauté émotionnelle se mit lentement en place qui favorisera, plus tard, les collaborations à divers journaux et revues. Rassemblés autour d'un projet commun, imposer une société d'ordre nouveau, ces hommes ne cachèrent pas, avant septembre 1944, la nature de leur engagement. Ils désiraient consciemment s'inscrire dans un champ politique soumis aux pressions de l'occupant. Le moindre acte, politique ou intellectuel, posé à cette époque, dans le contexte de la collaboration, ne pouvait s'envisager sans le consentement, au moins tacite, de l'autorité allemande.

Si les journalistes officiels agirent alors dans le but avoué de modifier la société belge pour aboutir à une nouvelle organisation, répondant aux critères fascistes du bonheur, il en est d'autres, dans le domaine culturel qui, de façon moins nette, acceptèrent la présence d'une autorité nouvelle, imposée par la force des armes.

Certains écrivains, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, voudront perpétuer les choses de l'esprit malgré les contraintes morales et politiques du moment. Ils publieront, travailleront à la création de revues, se réuniront «comme avant». Sans voir, sans comprendre qu'en 1941, chaque ligne écrite, publiée dans une Maison nécessairement soumise à la censure, contribuait à asseoir, encore un peu plus, l'autorité allemande sur le champ culturel belge.

La seconde partie de cet article s'attachera, à travers un exemple précis, à démontrer combien la posture, alors souvent défendue, de l'art pour l'art ne pouvait que s'inscrire, aussi sûrement qu'un ouvrage engagé, dans la ligne culturelle défendue par l'occupant. Perpétuant la supercherie de l'écrivain enfermé dans une tour d'ivoire, jetant ses textes parmi les flots agités du public et des censeurs, la plupart des clercs belges refuseront souvent d'accepter l'idée même qu'ils aient pu se tromper. C'est donc aussi l'histoire, très incomplète, d'un échec que nous rapporterons maintenant.

II. SPHÈRE LITTÉRAIRE ET SPHÈRE POLITIQUE: PRODUCTION ET INTERACTION

En 1940, le champ littéraire belge vit une crise profonde. Bientôt, il ne ressemblera plus à son homologue d'avant-guerre. D'abord, le conflit a rompu les liens avec la France; la presse, les grandes maisons d'édition françaises, qui, avant le 10 mai, abreuvaient notre marché en biens symboliques, n'assurent plus un approvisionnement régulier.

Ainsi, un entrefilet paru dans le *Nouveau Journal* du 2 octobre 1940, nous apprend-il, sous le titre *Disette intellectuelle*, que: «Pour l'habitué des librairies

bruxelloises, la chose commence à être sensible: les livres s'en vont, les rayons s'éclaircissent. Non sans inquiétude, les marchands de littérature se prennent à envisager l'avenir avec une certaine inquiétude: lorsque tous les auteurs 'à succès' seront épuisés, que vendra-t-on ? [...]».

L'auteur, inconnu, de ces lignes apporte une réponse cadrant bien avec la politique littéraire défendue par le *Nouveau Journal*. La grande majorité des auteurs à succès nous venaient de Paris et inondaient le marché belge, empêchant par là une reconnaissance publique des écrivains du terroir.

Par conséquent, la crise actuelle de l'influence française permettra l'éclosion ou la rééclosion des écrivains nationaux. La presse collaboratrice cherchera dès lors à tout prix à (re)constituer le patrimoine littéraire belge. Elle profitera au maximum de la rupture des signaux de France vers la Belgique.

Dans cette perspective, l'occupant a évidemment mis en place de nouvelles instances de célébration tel le Conseil culturel francophone qui, après modification de l'arrêté royal du 07.02.1938, voit ses compétences largement étendues. Les buts poursuivis ne laissent planer aucune ambiguïté sur cette organisation du nouveau régime.

> «Les initiatives à prendre tendant à coordonner, à faire concorder, à réorganiser les groupements et associations culturels existants, relèvent également des attributions des Conseils culturels. Au surplus, ils ont pour tâche de favoriser les relations culturelles avec les pays limitrophes, notamment avec l'Allemagne.»

Les membres de ce Conseil [35] disposent donc, comme nous le dit plus loin le texte du *Moniteur*, de trois années pour mettre en place une toute nouvelle structure prête à accueillir les associations culturelles et à promouvoir une politique plus efficace que par le passé. Plus que jamais nous nous trouvons alors dans cette fameuse «période de transition» dont n'arrêtent pas de parler tous les journalistes d'Ordre nouveau.

En ce qui concerne la littérature, le Conseil culturel d'expression française entendait bien peser sur l'institution de tout son poids. Fin décembre 1940, il émet, par voie de presse [36], un avis important, adressé entre autre à l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises. Là aussi le message est clair, toujours dans l'air du temps.

---

35 Membres du Conseil culturel d'expression française: MM. Corin A., professeur à l'université de Liège; Davignon H., membre de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises; Fourmalier P., professeur à l'université de Liège, membre de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique; Frère H., préfet honoraire de l'athénée du Centre; Rousseau V., sculpteur, membre de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique.

36 Voir le *Nouveau Journal* du lundi 30.12.1940, p. 4: «Un voeu du Conseil culturel d'expression française».

«Considérant la nécessité, en l'absence de toute organisation actuelle de la carrière d'écrivain, d'assurer annuellement le recrutement effectif d'un certain nombre d'ouvrages d'expression française;

Le Conseil Culturel d'expression française recommande au Ministère de l'Instruction publique de prier l'Académie Royale de Langue et de Littérature françaises de procéder chaque année, avec le concours d'hommes de lettres et de critiques pris en dehors de son sein, au choix de quelques manuscrits émanant d'écrivains débutants ou peu connus et susceptibles d'être édités dans l'intérêt des lettres nationales.

[...] Le Conseil Culturel d'expression française recommande au Ministère de l'Instruction Publique de prendre les mesures nécessaires pour que des manuscrits ainsi choisis à l'intervention de l'Académie Royale de Langue et de Littérature française soient édités dans le plus bref délai possible et dans les meilleures conditions de présentation et de diffusion.

[...] Le Conseil d'expression française recommande au Ministère de l'Instruction Publique de prier l'Académie de Langue et de Littérature françaises de procéder périodiquement à un choix d'oeuvres essentielles et qu'on peut dénommer classiques, ainsi qu'à l'établissement de recueils de pages choisies d'auteurs connus, cette double catégorie étant destinée à être éditée à l'intervention de l'Etat, comme les manuscrits de 'débutants' mais dans des conditions de présentation, d'impression et de publicité particulièrement soignées.»

A lire ce texte, le but poursuivi par le Conseil apparaît clairement: il s'agit bel et bien sinon de jouer un rôle clef dans un champ en pleine restructuration, à tout le moins de peser sur les instances déjà en place. La guerre puis l'occupation ont quelque peu perturbé l'organisation du champ littéraire. Mais le choc fut-il assez puissant pour contraindre les acteurs de premier plan à modifier leur comportement ?

Il nous a semblé intéressant de voir dans quelle mesure l'Académie avait répondu aux voeux du Conseil. Nous avons examiné la presse de l'année suivante dans l'espoir de découvrir des échos relatifs à une prise de position académique. Longtemps nous avons cru que les journalistes se désintéressaient du sujet. Il fallut, en effet, attendre le mardi 4 novembre 1941 pour enfin trouver en première page du *Nouveau Journal* un article intitulé *Nos académies en veilleuse* et signé Georges Marlier.

Celui-ci rappelle d'abord le triple voeu du Conseil dont nous avons donné le texte plus haut. Ensuite, il déplore le silence total des Académies belges.

«[...] Nous sommes bien obligé de constater que toute l'activité de nos deux institutions académiques – la jeune Académie de Langue et de Littérature et la vénérable Académie Royale de Belgique – témoigne d'une discrétion qui tranche singulièrement sur l'allant et l'énergie de leurs consoeurs flamandes.

[...] On se perd en conjectures quant aux raisons d'un aussi singulier comportement. Se croiraient-ils *compromis* en nouant des relations avec

des journaux qui ne sont pas autorisés à publier les communiqués de Radio-Londres ou de Radio-Kazan ?

Nous ne pouvons croire à pareil enfantillage de la part de personnalités aussi distinguées. Une telle pusillanimité serait à peu près du même ordre que celle du receveur de tramway qui se sentirait *coupable* du fait qu'il transporte sur sa plate-forme les membres de la Wehrmacht.»

D'après le journaliste, nos académies en veilleuse ne légitiment donc plus les écrivains belges. Elles ne décernent plus le label recherché [37]. Cependant, il faut ajouter que, dès le mois de juin 1940, la *Propaganda Abteilung* lui avait déjà retiré ce pouvoir de légitimation en établissant un nouveau cahier de charges littéraires que nous rappelle *L'An 40*:

«La littérature – vente et prêts – fut le champ du Referat Schriftum de la Propaganda Abteilung: une ordonnance du 13 août 1940 visait à assainir la librairie belge de toute littérature agressive d'origine française, anglaise et hollandaise. Les bibliothèques furent *épurées* en août-septembre 1940 et le contrôle des librairies belges se fit strict au début de 1941. Les manuscrits que des éditeurs belges envisageaient d'éditer étaient censurés (100 refus sur 600 manuscrits en 1940), sur base de l'ordonnance du 20 août. Les importations, surtout en provenance de Paris, étaient surveillées. Des maisons d'édition furent encouragées par l'occupant, spécialement lorsqu'elles mettaient sur le marché des traductions d'auteurs allemands ou flamands agréés; parmi les Flamands, on notait surtout E. Claes, F. Timmermans, G. Walschop, F. De Pillecijn, C. Verschaeve. L'occupant obtint la coopération du cercle

37 Les archives de l'Académie confirment la volonté d'intégrité de l'institution: au cours de sa séance du 21 octobre 1944, le secrétaire perpétuel, Gustave Vanzype, fit un «bref exposé sur l'activité de l'Académie au cours des quatre années écoulées». Il précisa «que les publications n'ont été soumises à aucune censure. Lorsque, en 1943, une ordonnance a exigé la communication préalable des textes destinés au Bulletin et à l'Annuaire, l'Académie a suspendu la publication de ceux-ci». Cependant, l'Académie ne sortira pas tout à fait indemne du conflit. Car si l'institution s'en tire à bon compte, il n'en va pas de même pour certains de ses membres. Ainsi concernant Marie Gevers. «L'Académie considère qu'[elle] a commis une faute en se prêtant à la réédition de certaines de ses oeuvres par une maison connue pour ses relations avec l'ennemi [La Toison d'Or]; elle regrette d'autre part que Mme Marie Gevers ait manqué de prudence dans ses relations avec des journalistes à la solde de l'ennemi». Un blâme très durement ressenti par Marie Gevers mais aussi par son fils, Paul Willems. Dans une longue lettre datée du 27.10.1990, il nous expliquait combien la blessure fut alors profonde: «Cela a été une épreuve *très* douloureuse pour ma mère. J'ai craint pour sa santé. Elle ne se sentait pas coupable et ne l'*était* pas. Tous les deux, nous avions la même certitude: le poète, l'écrivain d'imagination n'est responsable que de ce qu'il écrit. Il n'est pas responsable des opinions de son éditeur. On s'est acharné pendant plus d'un an sur elle. On n'a rien trouvé de condamnable dans ce qu'elle a écrit. J'ai publié aussi à la Toison d'Or et n'ai eu aucun reproche à ce sujet. Pourquoi deux poids et deux mesures ? J'ai publié tout de suite après la guerre un roman chez Gallimard et un peu plus tard chez Plon. Marie Gevers a dû attendre plusieurs années avant de trouver un éditeur ! Tout cela fait partie du grand désordre des passions violentes, qu'il y a eu pendant un ou deux ans après la guerre.»

> des libraires flamands pour l'établissement d'une liste de mille ouvrages à épurer ou à interdire.» [38]

C'est donc dans un champ littéraire en pleine restructuration que vont s'inscrire les différentes activités inhérentes à celui-ci. Le choc de la défaite et l'occupation modifieront la relation de l'écrivain au littéraire, l'empêchant souvent de reproduire ses comportements d'avant-guerre. Tous les agents en place vont se trouver entraînés dans un jeu de repositionnement. Non plus vis-à-vis de Paris, comme avant mai 40, mais relativement à un nouveau pouvoir, une nouvelle idéologie. C'est dorénavant vis-à-vis d'un public belge coupé de la France que l'on cherchera directement la reconnaissance et la consécration. Au prix parfois de curieux revirements de pensée.

Ainsi, Poulet, dans la première chronique littéraire qu'il donna au *Nouveau Journal* [39], affirme-t-il que l'affaiblissement du prestige intellectuel de nos voisins (affaiblissement consécutif à la défaite), favorisera l'éclosion et la reconnaissance de nos créateurs nationaux. On décèle sous sa plume les traces, encore ténues, d'un démarquage vis-à-vis de certaines idées exprimées dans le Manifeste du Groupe du Lundi. Le vocabulaire qu'il utilise dans son article annonce déjà cette réserve par rapport au message de 1937. Ne parle-t-il pas en effet de «lettres belges» et de «littérature de Belgique» ?

Mais plus important encore, quant à notre propos, cet article illustre très clairement quel était alors l'état d'esprit de bon nombre d'hommes de lettre au lendemain de la débâcle. Poulet, «un peu gêné de reprendre la plume» alors que le pays crève de faim et de misère, décrit la révolution qui s'annonce.

Malgré la tempête, l'esprit va reprendre ses droits. Il doit le faire. «On ne peut se laisser aller.» Et même, pourquoi ce cataclysme humain n'en entraînerait-il pas un autre, esthétique celui-là ?

> «Peut-être allons-nous à travers le fer et le feu vers une sorte de libre et tumultueuse Renaissance, qui serait marquée – dans le cas le plus favorable – par une effervescence inouïe de l'esthétique et du goût.»

Pour les acteurs dominants du champ, la révolution européenne génèrera aussi une révolution esthétique. Rien ne sera plus comme avant. L'esthétique d'hier puisait trop profondément, à leurs yeux, sa vigueur dans les racines de l'ancien régime. La chute de l'un entraînera par conséquent la chute de l'autre. Selon Poulet, la nouvelle organisation politico-sociale s'exprimera dans une écriture neuve [40], débarrassée de la mesure de la Troisième République et de sa littérature.

---

38 J. GERARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 324.

39 *Nouveau Journal*, le mercredi 2 octobre 1940, p. 2.

40 Les innovations formelles du *Voyage au bout de la nuit* se rapprochent beaucoup de ce que Poulet entend par écriture neuve.

Remarquons que dans la pratique littéraire, ce type de discours se marquera par un retour à l'imaginaire belge. Les thèmes abordés par l'oeuvre de fiction concernent notre pays, les événements qui s'y déroulent ou qui le concernent. La séparation avec le monde parisien est donc bien totale; on peut même la qualifier de double.

D'abord une séparation matérielle, provoquée par la guerre (on ne communique plus avec la France). Elle s'impose comme telle au champ littéraire belge francophone dans sa totalité, qui se trouve obligé de l'accepter. Elle s'observe, par exemple, par le manque d'ouvrages français en librairie.

Ensuite, une séparation spirituelle, favorisée par la précédente, nous dirons même stimulée par elle. Le monde critique prône alors le retour à une autre culture, belge celle-là [41]. Elle provoquera l'apparition d'une littérature aujourd'hui peu connue, faisant fi de la schizophrénie caractéristique de nos lettres.

Ainsi en va-t-il pour Oscar Van Godtsenhoven et Louis Carette, tous deux engagés dans les médias officiels, le premier en tant que journaliste au *Nouveau Journal*, le second en tant qu'animateur à Radio-Bruxelles. Engagés par leur métier mais aussi par leurs romans. Van Godtsenhoven donnera en 1943 *Vent de combat* [42]: histoire d'un groupe de soldats belges du Canal Albert au stalag, et de leur libération à l'engagement de l'un des leurs, Walter, pour le front de l'Est où il trouvera la mort. Carette, lui, dans *Le Pêché de Complication* [43], nous livre le récit d'une passion amoureuse entre deux adolescents sur fond d'ascension du national-socialisme. Le jeune protagoniste de l'histoire, Paul-Jean, plonge tout au long de l'oeuvre, les sèves bouillonnantes de ses vingt ans dans un Ordre nouveau qu'il estime révolutionnaire.

---

41 Dans un autre article, intitulé *L'heure des écrivains belges* (*Nouveau Journal*, mercredi 7 novembre 1940, p. 5), il propose de favoriser la littérature «*made in Belgium*» par une politique éditoriale dynamique et constructive. Selon lui, la production nationale a bien besoin d'un tel encadrement, car auparavant: «Elle se ramenait presque toujours à la rencontre d'un amateur-écrivain avec un amateur-libraire, sous l'égide d'un humiliant et fastidieux compte d'auteur. Cependant qu'une douzaine de favorisés allaient se faire imprimer à quatre cents kilomètres d'ici, la plupart des romanciers, des essayistes ou des critiques nés entre Vesdre et Lys couraient après la considération distinguée de leurs compatriotes, une quittance signée Plantin junior à la main. Toujours selon Poulet.» La solution à ce problème de l'édition belge réside en la création d'une entreprise semi-officielle dont le but consiste à faire paraître d'abord les classiques de notre littérature, ensuite, des «oeuvres nouvelles choisies parmi celles qui caractérisent le mieux les diverses tendances de la littérature contemporaine». En contrepartie d'une aide importante, les pouvoirs publics exigeraient le respect par l'éditeur d'un cahier de charges dont le contenu aurait été préalablement discuté et approuvé par les deux parties. Il ne restera plus alors qu'à favoriser l'éclosion d'histoires des «lettres belges d'expression française ou de littérature française de Belgique: l'un et l'autre se disent. Il s'agira de donner au public des ouvrages sérieux ne tenant compte que des cinquante véritables écrivains de la Belgique et non des six cents versificateurs de clocher».

42 Bruxelles-Paris, Toison d'Or, 1943, 365 p. Cote Bibliothèque Royale: IV 17257 A.

43 Bruxelles-Paris, Toison d'Or, 1942, 234 p. Cote Bibliothèque Royale: IV 15210 A.

Selon nous, le champ littéraire soumis aux pressions de l'occupation répondit aux bouleversements, tant factuels qu'intellectuels, suivant deux modes distincts d'engagement. D'abord, la littérature collaboratrice proprement dite, celle qui, par ses thèmes, épouse le mieux les idées d'Ordre nouveau. Ici, écriture journalistique et écriture de fiction mêlent leurs encres à la poursuite d'un but unique: asseoir un régime neuf sur de solides assises culturelles. Ensuite, la littérature désireuse de se dégager des contingences du moment; de publier des oeuvres non-engagées.

L'exemple du Manifeste du Lundi montre qu'un tel type de posture ne posait aucun problème en 1937. On pouvait alors secouer, critiquer, bouleverser une institution littéraire endormie sans pour autant faire allusion aux crises nationales et internationales. *La Littérature française de Belgique* signait son acte de naissance par une schizophrénie de sa relation au vécu. Les auteurs du manifeste perpétuaient ainsi une conception du littéraire dont les bases furent jetées sur papier mythique au XIX^{e} siècle. A la veille du déferlement nazi sur l'Europe, le poète belge reste un albatros se mouvant difficilement sur le pont des navires. Ce scandale intellectuel, ce mensonge romantique tentera de se maintenir jusqu'au coeur de la tourmente. Sans succès. L'affaire du *Disque Vert* en constitue un exemple éclatant.

L'affaire de la revue *Disque Vert*: De l'impossibilité du non-engagement en période de guerre

Le 15 juillet 1941 paraissait le numéro un du *Disque Vert*, nouvelle série. Numéro tabou, refoulé par les historiens des lettres belges de langue française. Le *Disque Vert*, cuvée 41, illustre pourtant excellemment les limites du concept de schizophrénie. La critique a souvent commenté l'histoire et le contenu de cette célèbre revue, mais sans jamais aborder la période de l'occupation. Ainsi Maurice Piron, parlant des revues littéraires en Belgique au début du XX^{e} siècle, cite le «Disque Vert (1921-1925) qui a pour fondateur Franz Hellens [...]», en omettant de préciser l'existence de la nouvelle série [44]. Burniaux et Fricks, eux, abordent la période considérée, mais retranchent une année à la date réelle de publication: «De 1921 à 1940, elle [la revue] imprimera son action sur l'entre-deux-guerres.» [45]

Enfin, Quaghebeur, à l'instar de Piron, évite la guerre et oublie l'an 1941: «[...] Le projet du vieux *Disque Vert* connaît un nouveau souffle, après la seconde guerre mondiale, avec la relance en 1952 d'une nouvelle série de fascicules [...].» [46]

---

44 M. PIRON, *Aspects et profil de la culture romane en Belgique*, Liège, Editions Sciences et Lettres, 1978, p. 82.

45 R. BURNIAUX & R. FRICKS, *La littérature belge d'expression française*, Paris, PUF, 1982, p. 58.

46 M. QUAGHEBEUR, «Balises pour l'histoire de nos lettres», in *Alphabet des lettres belges de langue française*, Bruxelles, Association pour la promotion des lettres belges de langue française, 1982, p. 56.

Nous avons essayé de voir pourquoi l'amnésie belge touchait aussi le *Disque Vert*, pourquoi elle refusait de l'intégrer dans la longue série des revues animées par Franz Hellens. Mais, on ne répondra adéquatement à ces interrogations qu'en reconstituant l'histoire de ce numéro et en observant les réactions multiples et contradictoires du champ littéraire face à cette nouvelle tentative schizophrénique [47].

Etant donné la relative fiabilité des souvenirs de Poulet en ce qui concerne la matérialité des faits, nous articulerons notre exposé autour de «L'affaire de la revue Disque Vert» narrée par le journaliste dans ses Mémoires inédits [48]. Au besoin, nous corrigerons ou complèterons ses souvenirs par l'adjonction de l'une ou l'autre pièce trouvée au Musée de la Littérature.

A le lire, tout a donc commencé aux premiers beaux jours de l'année 1941.

> «Au printemps de 1941, quelques membres du Groupe du Lundi, dont je faisais partie, firent réflexion qu'il était regrettable que la littérature nationale n'eût plus d'organe propre, où les écrivains de toute opinion pussent communier dans le culte de la poésie éternelle, au sein du malheur des temps.»

Nous apporterons une première rectification quant à la date avancée par Poulet au début de son Affaire. Selon lui, les premières discussions informelles auraient vu le jour au printemps 1941. Or, dans une lettre datée du 21.01.1941, Hellens annonce à Mélot du Dy qu'il a «d'intention de reprendre la direction d'une nouvelle série du Disque Vert, à partir du mois d'avril prochain» [49]. On constatera l'ancienneté du projet par rapport aux premières réflexions dont parle Poulet. De plus, toujours selon cette même lettre, le stade des discussions préliminaires semble bien dépassé puisque Hellens invite son correspondant à:

> «faire partie d'un comité de rédaction où vous retrouveriez quelques amis et anciens collaborateurs de l'ancien Disque Vert [...] et quelques autres: Crommelynck, Marie Gevers, Robert Poulet, Pulings, Pierre Nothomb.»

Donc, dès janvier 1941, le *Disque Vert* entrait en chantier. Il n'en sortirait que sept mois plus tard. D'après les lettres lues, nous attribuons ce retard à la réticence de certains écrivains à participer à une revue en temps de guerre, fût-elle littéraire [50].

---

47 Tentative schizophrénique, car les promoteurs du numéro entendaient, en pleine guerre et indépendamment de leurs engagements publics, se cantonner dans la littérature.

48 R. POULET, *L'oiseau des tempêtes*.

49 Musée de la Littérature, cote 4291-71.

50 Sur ce point, la lettre de Robert Guiette (1895-1976: philologue et poète, *Signatures* en 1966, *Ombres vives* en 1969...) à Franz Hellens est très claire: «Anvers, 4 juin 1941. Mon cher ami, Le *Disque Vert* reparaît le 1er août prochain! Je vous félicite d'avoir obtenu

Revenons à présent au texte de Poulet:

> «L'idée fut adoptée d'enthousiasme par la plupart des membres du groupe, lequel n'avait pas cessé de se réunir depuis le début des hostilités et où l'on voyait, causant en bonne intelligence, des hommes comme Fernand Crommelynck, Paul Desmeth, Marcel Lecomte, Herman Closson, Gaston Pulings, Michel de Ghelderode, etc., avec l'aimable Madeleine Ley. Après avoir pesé le pour et le contre, la création de la revue Disque Vert fut décidée. Gaston Pulings, Arnold de Kerchove, Jean Libert, F. Crommelynck, Herman Closson, Pierre Nothomb, Franz Hellens et moi-même en constituions, si ma mémoire est bonne, le comité de rédaction [51]. Le premier nommé se chargea d'obtenir l'autorisation de l'autorité allemande: il emporta la partie de haute lutte. Nous n'avions pas de censure à subir puisque nous excluions toute allusion à la politique.»

Ce dernier point revient sans cesse dans les lettres que Hellens envoie à divers écrivains belges, en vue d'obtenir leur participation. Ainsi dans sa lettre à Melot du Dy, écrit-il:

> «Il me semble qu'il importe de tenir bon et de montrer qu'on existe... La revue serait purement littéraire, sans l'ombre d'une allusion politique. Pas de contrôle de censure.»

On retrouvera ce leitmotiv sous la plume d'Arnold de Kerchove dans une lettre à Hubert Colleye:

> «Comme vous le verrez, la revue ne s'occupera que de littérature, car nous voulons éviter toute controverse politique, en des circonstances où des discussions de ce genre sont particulièrement pénibles et déplacées.» [52]

Nous montrerons la non-pertinence d'une telle démarche schizophrénique lorsque nous aurons proposé aux lecteurs toutes les données du problème. Toujours est-il qu'à ce moment-là, les promoteurs ne doutent pas de leurs bonnes intentions. Ils s'organisent et sortent leur premier numéro.

---

l'autorisation requise et je suis ravi pour vous que ce projet se réalise, car vous sembliez, l'autre jour, y tenir beaucoup. Vous me demandez de réfléchir encore. J'ai réfléchi pendant plus d'une semaine. Mais je maintiens mon point de vue. Même, la réflexion m'y a engagé davantage. Vous ne m'en voulez pas n'est-ce pas de vous le dire franchement ? Ma réponse demeure formelle: Je tiens à ne pas collaborer avec l'équipe que vous m'avez indiquée, que la revue s'appele le *Disque Vert* ou autrement, que l'on y fasse de la politique ou non. Je tiens à ce que mon nom ne figure pas parmi les collaborateurs, ni réguliers ni même momentanés de cette revue. Je suis, en effet, têtu et décidé à ne pas faire de littérature avant que la paix ne soit conclue. Croyez bien que je suis très sensible à votre affectueuse insistance et que c'est à regret que je renonce à être des vôtres dans cette occurence. A vous ma très vive amitié. Robert Guiette.»

51 La présentation de la revue donne dans le comité de rédaction, en plus des noms cités par Poulet, Marie Gevers et Marcel Lecomte. Par contre Nothomb n'y figure pas.

52 Bruxelles, datée du 21 mai 1941 (Musée de la Littérature: 3523/53 bis).

«Frans Hellens fut choisi comme directeur sur ma proposition [celle de Robert Poulet]. Hubert Colleye, d'autres encore, nous apportèrent leur concours [53]. Le premier numéro parut, il était fort remarquable et fut très favorablement reçu par les milieux intellectuels. On sait que la période 1940-1943 fut des plus fécondes dans les lettres et dans les arts. Un vaste mouvement de rénovation esthétique s'élaborait en Occident sur des bases à la fois originales et traditionnelles. La nouvelle revue pouvait donner à la Belgique littéraire une place de choix dans ce mouvement; dès l'origine, elle lui faisait en tout cas honneur [54].»

Ceci dit, malgré les résolutions prises, les problèmes ne tardèrent pas à accabler la nouvelle rédaction:

«Malheureusement, l'effort ne put être continué. Des influences occultes intervinrent auprès de l'occupant. La guerre russo-allemande ayant éclaté dans l'intervalle, on fit valoir que certains dirigeants ou collaborateurs du Disque Vert avaient manifesté jadis des sympathies à l'Union Soviétique. Je soupçonnai que cet *on* était Paul Colin, et l'interpellai à ce sujet quand la revue fut interdite, sans considération des engagements auparavant pris. Paul Colin se défendit d'être pour quelque chose dans le revirement allemand: j'avais des raisons pour ne pas toujours prendre chez lui de telles dénégations pour argent comptant...

A la demande de mes amis, j'allai protester à la Propaganda Abteilung où je mettais les pieds pour la première fois. Un fonctionnaire mi-figue mi-raisin offrit de me montrer les documents en vertu desquels F. Hellens et deux ou trois autres étaient considérés par ces messieurs comme suspects de germanophobie active. Je refusai, bien entendu, cette communication, j'ajoutai quelques mots sur la sottise qu'il y avait à mêler les questions étroitement politiques aux choses de l'esprit, et je me retirai [...]. De cette affaire, j'avais gardé mauvaise impression, en ce qui concerne l'attitude de mon directeur.»

---

53 Hubert Colleye, enthousiaste, adhéra complètement à la ligne défendue par la revue: «Le 12.VI.1941. Cher ami, voici pour vous deux abonnés certains: Hubert Dubois, 34 rue André Dumont, Liège et Joseph Pirlet, 5, rue Tirogne, Hollogne-aux-Pierres. J'ai par lettre sollicité l'aide de quelques autres amis d'ici, en faveur du Disque Vert. Un seul m'a jusqu'ici répondu, et sa réponse vous intéressera sans doute. La voici: [...] *puisque je vous vois soucieux de servir autrui. Je voudrais suivre cet exemple, mais j'avoue que certaines raisons m'empêchent de le faire inconditionnellement. Il ne me suffit pas que la revue ainsi ranimée se cantonne strictement sur le terrain littéraire: j'aimerais encore de constater que ce n'est point pour y bâtir une chapelle. De quoi je ne pourrai juger qu'à l'épreuve.* Dites-moi: pour convaincre de telles gens, ne pourriez-vous leur adresser une copie de votre manifeste ? Ne projetez-vous pas de faire imprimer un prospectus où se trouveraient définis le programme et peut-être, les premiers sommaires de votre revue ? Et si oui, quand m'en enverrez-vous quelques exemplaires ? Je cherche aussi pour vous cet homme qui pourrait activement s'occuper de rassembler des abonnés. Allez, je pense à vous, n'en doutez nullement. Croyez, cher ami, à mon profond attachement. Hubert Dubois.» (Musée de la Littérature: 2982-22).

54 Léo Moulin, Marc Eemans et Paul Jamin, nos trois témoins directs, s'accordent eux aussi sur l'idée selon laquelle, entre 1940 et 1943, la Belgique connut une grande effervescence intellectuelle. Tous expliquent ce phénomène par la séparation avec Paris.

Dans une lettre adressée à Marie Gevers, le principal intéressé, F. Hellens, déplore lui aussi le retard pris dans la publication du numéro deux:

> «Pulings me dit que vous êtes venue vendredi dernier à la chambre. Je pensais que De Kerchove avait prévenu les membres du comité que la réunion n'aurait pas lieu, dans l'indécision où nous sommes sur le sort du Disque Vert. Le retard a déjà été trop long. Si je ne suis pas fixé à la fin de la semaine, je demanderai à De Kerchove de fixer rendez-vous au comité pour un jour très prochain. Il faut que cette comédie finisse et, au besoin, que nous y mettions fin nous-mêmes.» [55]

Hellens clôt ainsi l'Affaire du *Disque Vert*, nouvelle série. Le contexte historique posé, nous nous attacherons à décrypter les intentions de la revue et, ensuite, à voir dans quelle mesure les membres du comité de rédaction s'y conformèrent. Ces intentions, le comité de rédaction les imprima dans la préface du *Disque Vert*. Une préface bien dans l'air du temps: même si la revue s'interdit toute intervention politique, elle ne s'intègre pas moins à l'esprit de renouveau inhérent à tous les groupes partisans d'une politique de présence. Car il faut être là, surtout en littérature:

> «La reprise du *Disque Vert* ne signifie pas un retour au passé [...]. L'esprit ne perd jamais ses droits. Il ne peut les perdre, et ne saurait gagner ni à un abandon quelconque, ni à un silence prolongé. Nous dirons plus: c'est un devoir pour l'esprit de manifester sa continuité à travers les événements les plus contradictoires, au sein des crises économiques et morales, en dépit de tous les obstacles. Pourvu que cette activité se déploie en toute indépendance et avec la volonté de n'exprimer que le vrai et le beau.»

Plus loin, le comité insiste sur la coloration autochtone donnée à la revue:

> «Disons en terminant que nous entendons imprimer à cette revue la marque de notre caractère. [...] Une littérature belge privée de son aliment autochtone tendrait à se dessécher. C'est pourquoi nous n'excluerons pas les proses, les poèmes ou les essais d'un caractère régionaliste, pourvu qu'ils s'intéressent au fait humain et s'intègrent dans l'ensemble d'une culture.»

Ces dernières phrases de la préface, revendiquées par Poulet, Hellens... peuvent surprendre le lecteur attentif du Manifeste du Lundi. Les mêmes signataires donnent à quatre ans d'intervalle, deux définitions de nos lettres assez différentes, voire contradictoires. Les Lundistes, nous l'avons vu, excluaient le régionalisme parce qu'il avait empêché la littérature de nos provinces d'atteindre l'universel. Ils repoussaient même l'appellation contrôlée de littérature belge, lui préférant celle de littérature française de Belgique.

---

55 Lettre datée du 3 septembre 1941 (Musée de la Littérature: 4477-10).

Or, en 1941, nous revenons à une littérature belge plus autonome et à une définition de notre champ littéraire plus autonomiste.

Cette rupture avec le Lundisme montre combien la manoeuvre des manifestations de 1937 était idéologique et répondait à une stratégie implicite de conquête. Il s'agissait, en effet, pour eux de s'imposer dans le champ littéraire francophone contemporain et de s'octroyer, en Belgique, un pouvoir symbolique sans partage. Nous pensons, avec d'autres, que le but non-avoué du Groupe du Lundi était d'attirer l'attention de Paris, d'abord par la négation du fait littéraire belge, ensuite par le rejet de tous ceux qui n'entendaient pas écrire selon les prescriptions du manifeste (d'où le chapitre consacré à la critique du régionalisme).

Mais quatre ans plus tard, les circonstances historiques ont modifié les données du problème. Depuis mai 1940, la Belgique vit en autarcie culturelle. Délestée, libérée d'une bonne partie des liens qui l'inféodaient à Paris, elle produit, en effet, tout ce dont elle a besoin (romans, représentations théâtrales, concerts...).

Et les journalistes collaborateurs donnent le ton. Ils ne cessent de proclamer l'existence d'une spécificité belge et de regretter l'influence néfaste de la presse française sur nos provinces. Dès lors, pour s'imposer dans ce champ littéraire en pleine restructuration, il fallait, sans nul doute, s'adapter à un état de fait dont on pouvait croire, à ce moment, qu'il se prolongerait bien au-delà de l'année 1941. Les Lundistes en général et Hellens en particulier n'hésitèrent pas, l'espace d'une préface, à réajuster le message de 1937 aux circonstances de 1941.

Ceci dit, dans sa préface, Hellens n'entend s'engager que dans l'éther littéraire. Il ne veut pas faire de politique. En théorie, il évite ainsi toute compromission avec le pouvoir, il se rend indépendant de ce dernier. En pratique, il intègre sa revue dans un champ littéraire dominé par l'occupant, il accepte de demander l'autorisation de publier et par conséquent de se soumettre à un régime d'auto-censure (même si la revue se déclare littéraire et rien que littéraire, elle ne risquera pas l'interdiction en donnant des comptes rendus d'oeuvres anglophiles ou résistantes).

Cette distorsion entre les discours théoriques et les pratiques inhérentes au champ explique, en partie, l'impossibilité d'une relation schizophrénique du littéraire au vécu entre mai 1940 et septembre 1944. Cependant d'autres facteurs interviennent, nous en voyons principalement trois dans le cas du *Disque Vert*.

D'abord, le support éditorial. Le choix d'un éditeur participe souvent d'une stratégie de conquête du pouvoir symbolique: impression de qualité, services de distribution et de diffusion performants, écurie d'auteurs reconnus et, pendant l'Occupation, autorisation d'imprimer accordée par la *Propaganda Abteilung*. Les éditions Les Ecrits, auxquelles fut publié le *Disque Vert*, possédaient tous ces atouts.

De plus, Hellens avait déjà investi le milieu puisqu'en cette même année 1941, Les Ecrits lançaient ses *Nouvelles réalités fantastiques*. Cependant aux yeux du public, Les Ecrits [56] apparaissaient aussi comme l'éditeur de José-André Lacour et de son fameux *Panique en Occident* (où l'auteur présentait en quelques tableaux tendancieux la vie des civils belges en mai 1940) et du jeune Jean Libert, journaliste au *Nouveau Journal*, qui y publia *Filles et Garçons* et y réédita *Capelle-aux-Champs*. En conséquence, la revue apparut, dès le départ, engagée voire compromise, ce malgré la volonté affichée de ses promoteurs de ne s'intéresser qu'à la littérature.

Mais aux yeux de ses détracteurs, c'est surtout la composition du comité de rédaction de la revue qui pose problème. Parmi ses membres, quelques-uns (Poulet, Pulings, Libert) appartenaient au milieu de la collaboration. Ainsi, à l'époque, considère-t-on Poulet, d'abord comme responsable des services politiques du *Nouveau Journal* et, ensuite, de façon tout à fait secondaire, comme écrivain ou critique. C'est du moins ce qui ressort d'un échange épistolaire entre Robert Guiette et Jean Sasse [57].

Dans une lettre du 2 juillet 1941 [58], ce dernier propose à Guiette une participation aux *Cahiers Nouveaux* de Fernand Verhesen [59].

> «Le numéro s'annonce excellent à tous points de vue, et je crois que sa sortie coïncidera avec la publication du Disque Vert de Poulet et compagnie; vous voyez l'intérêt de la chose...» [60]

La seule présence de Poulet suffisait, semble-t-il, à disqualifier la revue aux yeux du jeune étudiant. Il ne voyait donc pas en lui le critique littéraire du *Disque Vert* ni même un simple membre du comité de rédaction parmi les autres, mais plutôt, avant toute chose, un collaborateur. Dans une autre lettre, du 20 août 1941, il amalgame pratiquement *Disque Vert* et collaboration:

---

56 A. Ayguesparse, dans un article intitulé «En Belgique pendant l'occupation» (*Les Nouvelles Littéraires*, jeudi 31.01.46, n° 965), parlant des maisons d'édition, dira des Ecrits qu'ils «jouissaient d'une liberté relative». A propos de Lacour, il donnera aussi ces quelques lignes: «De jeunes écrivains furent édités et leurs oeuvres se vendirent [pendant l'Occupation]. Le meilleur d'entre eux me paraît être José-André Lacour. Son roman Panique en Occident, chose rare en Belgique, connut un véritable succès de librairie. Ce livre amer, bâti comme un long poème en prose, rappelle à la fois John Dos Passos et Céline.» Il explique les succès de la littérature chez nous entre 1940 et 1944, comme suit: «Tout un peuple cherchait dans la lecture une diversion à la faim, à la misère, aux avanies de l'occupation.»

57 Jean Sasse était, en 1941, un jeune étudiant en histoire et en droit. Poète débutant, il envoyait ses textes à Guiette pour correction.

58 Lettre de Jean Sasse à Robert Guiette (Musée de la Littérature: 4469/1021).

59 F. Verhesen, né en 1913, à Bruxelles, poète, éditeur et hispanisant de renommée internationale (*Franchir la nuit*, Le Cormier, 1970).

60 Et il ajoute commettant les mêmes erreurs de jugement que les promoteurs du *Disque Vert*: «Les Cahiers Nouveaux sont indépendants, exempts de toute compromission, etc...».

«J'apprends par W. Konnicks et P. Neuhuys que le *Disque Vert* est bel et bien interdit. Poulet s'efforcerait d'arranger les bidons... Les gaietés de la collabo !»

Ces témoignages montrent combien Poulet écrasait de son poids la revue et son contenu. Selon Jean Sasse, peu importe l'esprit, somme toute bien proche des *Cahiers Nouveaux* auxquels il collabore, seule compte la présence du journaliste collaborateur. Il ira même, comme on vient de le voir, jusqu'à confier la responsabilité de la revue à Poulet, gommant ainsi le rôle joué par Hellens.

Enfin, le contenu. La préface était claire: «Le *Disque Vert*, dans sa nouvelle carrière, ne défendra que des idées littéraires. C'est dire que les considérations politiques actuelles ou anciennes n'y trouveront aucune place.»

La lecture de la revue nous amena à nuancer quelque peu cette affirmation. En effet, à au moins trois reprises, A. de Kerchove, Poulet et Pulings commirent des dérapages verbaux, trahissant un état d'esprit bien ancré dans l'air du temps.

De Kerchove, dans sa chronique romanesque consacrée à Hans Carossa parlera, par exemple, «d'un monde ancien qui s'écroule et d'un monde nouveau qui s'édifie» [61]. Un peu plus loin, il ajoute: «[...] Si plusieurs d'entre nous découvraient dans les bouleversements de l'heure une occasion de s'affirmer par un geste d'adhésion ou de refus, il en était aussi qui doutaient s'il leur serait jamais plus permis, sans commettre une faute, de se consacrer tout entier à cette retraite en soi où ils trouvaient autrefois leur principale et peut-être unique raison de vivre.»

La constatation de l'importance des *bouleversements de l'heure* apparaît aussi dans la chronique poétique de Poulet:

«Comme nous-mêmes, la poésie s'interroge, se tâte, s'inquiète, se découvre. Comme nous-mêmes, elle sent à la fois que les catastrophes temporelles ne sauraient empiéter sur les parties essentielles de son être et que, pour le reste, tout est changé, tout va changer.»

Quant à Gaston Pulings, dans son étude sur les revues, il se demande si nous ne revenons pas à «une nouvelle époque créatrice».

Il apparaît donc que, sans jamais entrer dans une voie trop compromettante, les collaborateurs du *Disque Vert* contribuèrent par leur action à légitimer, au point de vue littéraire, une situation de fait: l'installation, par

---

61 Le choix de Carossa est lui aussi significatif. «Carossa Hans, né en 1878. Etudes de médecine. S'installe comme médecin en 1903. Exerce jusqu'en 1929. Ensuite vit de sa plume. Nombreux prix littéraires. Oeuvres d'inspiration humaniste. Il donna ainsi bonne conscience, par son ralliement au nazisme, à la bourgeoisie humaniste allemande.» (L. RICHARD, *Le nazisme et la culture*, Bruxelles, Complexe, 1988, p. 346). Il était aussi président de la Société Européenne des Ecrivains, fondée à Weimar fin 1941.

la force, d'un nouveau pouvoir de légitimation. Les promoteurs de la revue acceptèrent, en effet, de s'inscrire dans un champ littéraire dominé par une puissance étrangère, avec tout ce que cela comporte de concessions et d'obligations vis-à-vis de cette puissance. Cette expérience nous permet ainsi de montrer que le comportement schizophrénique des Lundistes ne constituait nullement un modèle infiniment reproductible. Arrive un moment où, selon le truisme, ne pas s'engager, c'est encore s'engager [62].

62 L'attitude de Franz Hellens fut souvent, de ce point de vue, ambiguë. La lecture de la rubrique *Les Livres* des *Cahiers de la Cigale* nous apprend, par exemple, qu'il fit partie sous l'Occupation du jury Rossel: «Le jury du Prix Rossel en ne couronnant point *Sébastien ou le jeu magique* par G. Linze a fait perdre au Soir une belle occasion de signaler au public une oeuvre belge [...]. Cette dernière cependant recueillit le vote du plus grand des écrivains belges de sa génération: F. Hellens. Avec sa générosité coutumière, celui-ci justifie son vote, dans le grand journal bruxellois, à l'issue du concours.» (*Cahiers de la Cigale*, mars-avril 1941, p. 36-37. Royale: B6031). Rappelons simplement qu'il s'agit bien du *Soir* dit «volé» dirigé par Raymond De Becker, ancien directeur de *L'Ouest*, condamné à mort en juillet 1946. Quelques années après les faits, dans une lettre adressée à Jean Paulhan, Hellens, soulagé du poids de certaines amitiés embarrassantes, concluera définitivement l'Affaire de la revue *Disque Vert*: «[...] Je ne puis tout à fait partager ton point de vue quant à la réhabilitation spectaculaire d'écrivains notoirement compromis sous l'occupation. Tu te souviens sans doute de ce que tu m'écrivais, au début de la guerre, à propos des collaborateurs, de Drieu et de Poulet, que j'avais appelés à collaborer au *Disque Vert* ? L'aurais-tu oublié ? Nous pouvions croire, pourtant, que le *Disque Vert* était un défi à l'ennemi avec ses collaborateurs communistes et ses Poulet unis dans une commune volonté de défier l'occupant de notre seul point de vue littéraire. L'aventure a failli me coûter cher, et tu avais raison, sans doute, de refuser ta collaboration à une revue où figurait le nom de Poulet. Je jouais un peu à cette époque, le rôle d'un Romain Rolland qui n'aurait pas quitté son pays. Rôle tout de même assez - et plus, dangereux.» (Lettre datée du 01.05.1948, Musée de la Littérature, 40/12).

ANNEXE 1

LE MANIFESTE DU GROUPE DU LUNDI

Ce texte est divisé en quatre parties et réparti sur six pages:

1. QU'EST-CE QUE LES LETTRES BELGES ?

Cette première partie repose sur la critique de la définition contemporaine de la littérature belge en tant que littérature aux qualités intrinsèques, dissociable et dissociée de la littérature française. «Une telle conception des lettres belges constitue, à notre avis, une erreur radicale.»

2. LITTÉRATURE ET NATIONALITÉ

Il existe entre la France et la Belgique des différences d'ordre politique et géographique, mais les hasards de l'histoire, le voisinage, les relations spirituelles, le caractère éminemment universel et attractif de la culture française ont réduit au minimum, entre les littératures des deux pays, les nuances de la sensibilité (p. 2-3).

3. LES MOEURS ET L'OPINION LITTÉRAIRE

La coupure entre la France et la Belgique a provoqué dans nos lettres «une paresse [...] qui devient fatalement la loi d'un petit milieu où la notoriété est rapide et peut-être indéfiniment conservée à peu de frais» (p. 3).

Le manifeste insiste ensuite sur la médiocrité d'un grand nombre d'écrivains belges et «d'une vie littéraire [qui] se réduit chez nous d'une part à une pompe académique, respectable en soi, mais sans aucune autorité, fondée sur des noms et des oeuvres, d'autre part à un associationnisme puéril [...]».

Enfin, il déplore l'absence de travaux critiques de grande envergure.

4. LA QUESTION DU RÉGIONALISME

Le manifeste développe l'idée de l'existence de deux régionalismes.
1) Le régionalisme au sens large: s'alimentant à «la réalité concrète d'un lieu déterminé, il [est] cependant viable sur le plan universel».
2) Le régionalisme au sens restreint: le régionalisme de clocher tel qu'on le pratique en Belgique.

«Autant il est naturel que la littérature qui s'inspire de la vie régionale exerce sa fonction de divertissement local et d'exercice préparatoire, à la limite de l'art et du folklore, autant il est dangereux de réduire l'activité

littéraire à cette défense et illustration des particularités géographiques.» (p. 6)

Charles Bernard, Hermann Closson, Hubert Dubois, Paul Fierens, Marie Gevers, Michel de Ghelderode, Eric de Haulleville, Franz Hellens, Pierre Hubermont, Arnold de Kerchove, Grégoire Le Roy, Georges Marlow, Charles Plisnier, Robert Poulet, Camille Poupeye, Gaston Pulings, Marcel Thiry, Henri Vandeputte, Horace Van Offel, René Verboom, Robert Vivier.

ANNEXE 2

LIQUIDATION DE LA TOISON D'OR

A la fin du conflit, le Conseil de guerre de Bruxelles entama un procès contre les éditions de la Toison d'Or. Le recoupement de divers journaux nous permet d'en donner le récit suivant [63].

La troisième chambre, que présidait le conseiller Demuylders, jugea le vendredi 29.11.1946, par défaut, Edouard Didier, administrateur délégué de la société anonyme «Les Editions de la Toison d'Or», dont le siège était établi au numéro 10 de la rue du Musée.

Le substitut de l'Auditeur Général Charles expose que Didier et son épouse étaient connus pour leurs activités suspectes dès le temps de paix, ce qui leur valut d'être l'objet d'une mesure d'internement en mai 1940. En fait, le Conseil de guerre n'a pu établir si les Didier servaient déjà consciemment l'Allemagne avant 1940. Mais, «dès sa libération en France, Didier revint en Belgique et se rendit à l'ambassade d'Allemagne. Le 10 août Otto Abetz donnait un dîner auquel assistaient Degrelle et sa femme, les époux de Man et les époux Didier» [64].

Ne disposant donc d'aucune preuve tangible concernant une quelconque collusion entre les époux Didier et l'Allemagne hitlérienne avant le 10 mai 1940, la justice s'intéressa dès lors à la partie visible de l'iceberg: la Toison d'Or. Le substitut de l'Auditeur Général articula son accusation autour de trois points essentiels, à savoir les membres dirigeants de la maison d'édition, les buts qu'elle poursuivait et la présence dans son écurie, d'agents littéraires compromis avec l'occupant.

Il commença donc par attirer l'attention du Conseil sur la présence dans le conseil d'administration de personnages engagés dans la collaboration intellectuelle: Géo Clavier, De Becker, Van Huffel et Henrard travaillaient effectivement au *Soir* tandis que Pierre Daye écrivait pour *Le Nouveau Journal* et *La Gerbe*. Selon lui, l'engagement de ces journalistes suffisait déjà à condamner les activités de la maison.

Ensuite, il insista sur les visées de celle-ci. La Toison d'Or fut créée pour promouvoir une politique culturelle déterminée d'après les directives des instances allemandes, décrites dans un rapport confidentiel de la *Propaganda Abteilung*. En outre, elle devait continuer à fonctionner même en cas de paix de compromis et devenir ici la principale maison d'édition.

Enfin, elle publia quelques auteurs belges (et français) collaborateurs, ou proches des milieux de la collaboration: Poulet, Van Offel «crapule de talent» [65], Marie Gevers «la maternelle châtelaine aux lunettes d'écaille»,

---

63 *Le Soir, Le Gaulois, La Libre Belgique.*
64 *Le Soir*, samedi 30.11.1946.
65 *Le Gaulois*, 25.11.1947, p. 5.

Paul Willems «bien aimé fils de la châtelaine précitée» [66], Louis Carette, Emile Lecerf, Raymond De Becker... [67]. Elle publia également des traductions d'œuvres allemandes, nordiques, italiennes, flamandes (Marie Gevers traduisit *Moi, Philomène* de Marcel Matthijs), et des oeuvres françaises d'écrivains tels Fabre-Luce, Barjavel, Brasillach...

Après une courte péroraison, l'organe de la loi requit les travaux forcés à perpétuité pour Edouard Didier; l'Etat, lui, demanda cinq millions de dommages-intérêts. Le Conseil de guerre, après délibération, condamna le prévenu à la peine de mort et à cinq millions de dommages-intérêts envers l'Etat [68].

---

66 Poulet lui consacre un article dithyrambique dans *Le Nouveau Journal* du 10 juillet 1941, p. 2, pour la sortie de *Tout est réel ici* à la Toison d'Or.

67 Ils y publièrent les titres suivants: Poulet, *L'Ange et les dieux*; Van Offel, *Le capitaine du vaisseau fantôme*; Gevers, *Paix sur les champs*; Willems, *Tout est réel ici* et *L'herbe qui tremble*; Carette alias Félicien Marceau, *Le péché de complication*; De Becker, *Le livre des vivants et des morts*; Lecerf, *La résurrection des vivants*.

68 D'après les journaux consultés, on n'a pu établir aucune activité répréhensible à charge de Lucienne Didier.

ANNEXE 3

POUR LA NEUTRALITÉ BELGE, CONTRE L'ÉTERNISATION DE LA GUERRE EUROPÉENNE, POUR LA DÉFENSE DES VALEURS DE L'ESPRIT

Le texte original comprend quatre pages et s'articule autour de trois points de vue:

I. du point de vue belge
II. du point de vue international
III. du point de vue spirituel

I. DU POINT DE VUE BELGE

«Les seuls motifs qui pourraient obliger les Belges à prendre les armes sont: I. – Une attaque directe contre leur pays; II. – Une action militaire qui mettrait incontestablement et gravement en danger l'existence même de l'Europe occidentale. Ni l'une ni l'autre de ces circonstances ne se présentent aujourd'hui. La Belgique n'est pas envahie. Les frontières de l'Occident sont bien défendues. Donc la neutralité s'impose [...].»

«Notre voeu n'est point de verser dans un nationalisme étroit et agressif, mais nous avons la conviction que la nation ne peut faire face aux épreuves qui l'attendent qu'à la condition d'être unie, saine et forte.»

II. DU POINT DE VUE INTERNATIONAL

«Nous pensons en fait que la guerre actuelle a, pour le moins, quatre causes. Deux causes permanentes: l'impérialisme revendicateur de l'Allemagne prussifiée; l'impérialisme conservateur de l'Angleterre. Deux causes contingentes: 1) l'absurde politique des gouvernements anglais et français pendant la période 1919-1939, politique dont la conséquence a été de laisser les mains libres à l'Allemagne sans la mettre – par contrainte ou par accommodement – hors d'état de nuire; 2) l'automatisme créé au dernier moment par les entraînements illimités des uns, par les engagements inconsidérés des autres. Chacun a pensé intimider chacun. Pour finir, l'Allemagne d'une part, l'Angleterre et la France d'autre part, ont été victimes de leur propre bluff [...].»

«Nous posons également en fait que le conflit actuel, s'il se prolonge outre mesure, dégénérera fatalement en guerre d'extermination, de famine, de destruction furieuse et universelle [...].»

«Quant à la question du régime national-socialiste. Nous estimons que ce régime n'est, selon toute apparence, que l'expression naturelle et spontanée du germanisme en expansion. Il serait donc vain de le supprimer, ce régime, – toute question de possibilité mise à part – si on laissait se

perpétuer dans les pays germaniques les conditions politiques, économiques et sociales, qui lui ont donné naissance. Au surplus, sous l'angle philosophique, les Allemands ont le droit de se donner ou de supporter tel ou tel régime à leur convenance, aussi bien que les Anglais, les Français ou les Belges respectivement [...].»

III. DU POINT DE VUE SPIRITUEL

«[....] C'est un fait que le mensonge, l'ignorance et la mauvaise foi organisée, l'excitation à la haine, à la bêtise et à la violence, le bas utilitarisme, le conformisme général et officiel, l'avilissement volontaire composent déjà, à l'heure qu'il est, l'atmosphère morale de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre, avec tendance à la contagion des pays neutres. Nous entendons réagir, dans les limites de nos moyens, contre cette tendance proprement monstrueuse [...].

Nous tendons la main à ceux qui, dans tous les pays, veulent coopérer à ce sauvetage. Avec eux, nous lutterons de toutes nos forces pour que, le cauchemar passé, notre race puisse retrouver la disposition d'une bonne conscience, d'un jugement sain, d'une raison claire, d'une sensibilité pure [...].»

ANNEXE 4

JAMIN, JAM, ALIDOR

«Je suis le seul survivant, je crois, des temps héroïques de 1936.»
Paul Jamin [69]

Paul Jamin (1911-1995) naquit à Liège, rue Saint-Gilles, troisième fils d'Alfred Jamin (1874-1940) et d'Olga Petit (1881-1964).

«Mon père était commerçant. C'était un homme peu cultivé; il ne s'intéressait pas aux arts et estimait avec Léopold II que la musique était un bruit qui coûte cher; par contre, il avait beaucoup d'esprit, il était sarcastique et même féroce [...].

Ma mère, plus pieuse, mais sans exagération, était la fille d'un violoniste qui mourut très jeune. Elle jouait du piano, chantait très bien, mais surtout, était passionnée par la peinture.»

1914. Alfred Jamin, garde civique dans la Cité Ardente, choisit d'abord de défendre sa famille. «[...] Cet émule du brave soldat Chveik, estimait que sa présence n'était pas nécessaire dans une affaire qui ne le concernait pas et n'avait nulle envie d'arrêter un ennemi pour lequel il n'avait personnellement aucune antipathie.» Le petit Paul va d'ailleurs grandir dans un milieu familial baigné par la culture allemande. Sa mère, élevée dans un pensionnat allemand, parlait couramment la langue de Goethe. «Elle avait beaucoup d'amies allemandes et n'avait pas été touchée par la propagande anti-prussienne que les Français semèrent après la raclée de 1870 [...]. Sans doute cela eut-il une influence sur mon comportement ultérieur: bien que de culture française, je n'avais aucune aversion pour l'Allemagne et les Allemands.»

Après des études secondaires difficiles à l'institut Saint-Boniface (1923-1929), Jamin entre au *XX^e siècle*, journal catholique dirigé par l'abbé Wallez. Là-bas, il retrouve Hergé qu'il avait bien connu dans le scoutisme et, en sa compagnie, travaille à l'élaboration du supplément jeunesse: le fameux *Petit Vingtième* où Tintin avait vu le jour l'année précédente.

Mais le travail paie mal. Et, bientôt, Jamin doit faire face à des charges nouvelles. Marié en 1934 [70], père d'une petite fille en 1935, il lui faut d'autres revenus.

«Fin 1935, une journaliste du XX^ème me conseilla d'aller voir Degrelle qui me procurerait sûrement du travail. Je le connaissais un peu pour

---

69 Citation tirée d'une courte autobiographie écrite à notre demande en juin 1990. En guise d'introduction, il nous avait aussi envoyé un petit mot libellé en ces termes: «Voici la confession d'un enfant du siècle. J'ai tout avoué en dehors des crimes et délits restés impunis ou commis en dehors de mes activités politiques ou journalistiques [...].»

70 Marié à Lucy Terseleer (1914-1971).

l'avoir vu au journal au moment où il rentrait de son voyage au Mexique [...].»

Il commence donc à dessiner pour *Rex* au tarif de 75 francs la page. «Après le coup de Courtrai auquel j'avais assisté (en compagnie d'Etienne de la Vallée-Poussin, directeur du XX^{ème} !), et qui m'avait fort amusé, j'accentuai ma collaboration avec Degrelle.»

Cependant, l'agitation rexiste commence à préoccuper sérieusement les milieux catholiques. Jamin n'eût alors même pas à choisir son camp. Renvoyé par le *XX^{e} siècle*, il participe activement au lancement du *Pays Réel*. «J'avais alors 24 ans, je m'amusais follement, je faisais enfin – en toute liberté – ce que j'avais toujours rêvé de faire: de la caricature politique. C'est Degrelle qui m'avait lancé, je lui en ai gardé une grande reconnaissance et toute mon amitié. Je le revois de temps à autre, nous sommes comme deux frères. Même si je ne partage pas certaines de ses convictions.» Le pseudonyme sous lequel il travaille, Jam, connaît alors une certaine renommée.

1940. Ebranlé par l'écroulement des puissances occidentales face à l'Allemagne, Jamin, déjà fort attiré par les mouvements de droite avant guerre, choisit de travailler pour les journaux collaborationnistes. Il caricaturera successivement pour *Le Soir* volé [71], dont le directeur était Raymond De Becker et pour le *Brüsseler Zeitung* jusqu'à la fin du mois d'août 1944. A l'approche des Alliés, il préfère fuir.

«Je me suis réfugié en Allemagne avec ma mère et ma famille. Rapatrié après la défaite, j'ai été arrêté à Hasselt, puis amené à Bruxelles.» Le 1er avril 1946, son pourvoi en cassation vient d'être rejeté, il entre dans la cellule numéro 13, à Saint-Gilles, dans le quartier des condamnés à mort. Sous-alimenté, dévoré par la vermine, coupé du monde extérieur, vivant dans une promiscuité totale, il attend l'exécution de la sentence. Il attendra sept mois. Il ne sera finalement pas passé par les armes mais devra rester cinq ans derrière les barreaux.

«J'ai été libéré sous condition la veille de Pâques 1951. Je suis toujours - en principe – sous le coup de l'article 123sexties, article à effet rétroactif [...], qui m'interdit toute collaboration à la presse, à la radio, au cinéma, à la télévision. Je le viole avec beaucoup de plaisir», sous le pseudonyme aujourd'hui bien connu d'Alidor.

---

71 Les tintinophiles se souviendront qu'Hergé y publiait également les aventures de son héros.

Bart Crombez

DE ALGEMENE-SS VLAANDEREN

I. DE OPRICHTING VAN DE ALGEMENE-SS VLAANDEREN

Op 23 augustus 1940, bijna drie maanden na de Belgische capitulatie, besprak *Reichsführer-SS* Heinrich Himmler met Hitler de oprichting van een Vlaamse Algemene-SS. Vlaanderen zou daardoor, na Duitsland en Nederland, het derde gebied worden waar een dergelijke Algemene-SS zou worden opgericht. De eigenlijke formele oprichting van de organisatie zou er echter pas komen op 30 november [1]. In de tussentijd had men uiteraard niet stil gezeten. In elk geval al vanaf begin september 1940 was men in België bezig met het uitbouwen van het kader van de organisatie [2].

Aan Vlaamse zijde lijkt voornamelijk een groep mensen rond Ward Hermans betrokken te zijn geweest bij de oprichting van een Vlaamse Algemene-SS. Hermans had vóór de oorlog reeds lang contacten gehad met Duitse nazi-milieus, o.a. met een zekere *Regierungs-Präsident* Hans Krebs, met *Schriftleiter* Grenzlein van de *Angriff* en met *SS-Obersturmführer* (en plaatsvervanger van Heydrich als leider van het *SD-Hauptamt*) Dr. Werner Best [3]. Het was ook waarschijnlijk Hermans die er voor zorgde dat de verslagen die de uitgeweken oud-activist Paul Vrijdaghs tussen 1936 en 1939 opstelde voor de SD te Aken, inderdaad te Aken toekwamen [4]. Ward Hermans zelf werd na de oprichting trouwens hoofdredacteur van het weekblad van de Algemene-SS Vlaanderen, *De SS-Man* genoemd. De leiding van de nieuwe organisatie werd in handen gegeven van René Lagrou. Over de contacten die Lagrou – die ook geen onbekende was voor Hermans – vóór de oorlog had met de Duitse instanties en in het bijzonder met de SS, blijft helaas nog veel onopgehelderd. Voor ons staat echter vast dat Lagrou dergelijke contacten in elk geval moet gehad hebben, aangezien het zeer onwaarschijnlijk is dat de SD akkoord zou gegaan zijn met de benoeming van Lagrou tot leider van de Algemene-SS Vlaanderen indien zij vooraf niet genoeg informatie over hem gehad zou hebben. Twee feiten sterken ons

---

1 Algemeene Schut-Scharen Vlaanderen, Bevel Nr 1/40 (Archief BRTN, 235.4).

2 Voor meer details over de politieke implicaties van de oprichting van de Algemene-SS Vlaanderen, verwijzen we naar de studie van Dr. A. De Jonghe over de strijd Himmler-Reeder : A. DE JONGHE, «De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel», in *Bijdragen tot de geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog*, delen 3-5 & 7-8, 1974-1984.

3 D. MARTIN, *De Vijfde Kolonne : Mythe en realiteit. De Duitse inmenging in België tijdens de periode der onafhankelijkheidspolitiek*, V.U.B., Faculteit der Letteren en Wijsbegeerte, Onuitgegeven licentiaatsverhandeling, s.d., p. 113.

4 B. DE WEVER, *Vlag, groet en Leider. Geschiedenis van het Vlaams Nationaal Verbond, 1933-1945*, RUG, Doctoraatsverhandeling, 1992, deel II, boekdeel 2, p. 822-824.

in de overtuiging dat de benoeming van Lagrou als leider van de Algemene-SS, te maken had met contacten die hij voor de oorlog reeds moet gehad hebben met de SD. Ten eerste is er het voorbeeld van Nederland, waar de leiding van de Nederlandse Algemene-SS werd toevertrouwd aan de leider van de «Mussert-Garde», J.H. Feldmeijer, die óók reeds voor de oorlog contacten had met SD-functionarissen [5]. We kunnen hier enkel de vergelijking maken met de Nederlandse SS, aangezien de Noorse en de Deense SS relatief laat zijn opgericht en we dus mogen aannemen dat daar de houding van bepaalde personen tijdens de oorlog een grotere invloed zal gehad hebben dan het onderhouden van vooroorlogse contacten met de SD. Een tweede feit dat er volgens ons op wijst dat contacten met de SD in niet onbelangrijke mate bepalend waren voor het toekennen van leidende functies, is dat geen enkel lid van een zeer nationaal-socialistisch ingestelde organisatie als de Nationaal Socialistische Vlaamsche Arbeiderspartij (NSVAP), in de leiding van de Algemene-SS werd opgenomen. Dit terwijl verscheidene leden van de NSVAP zowel vóór de oorlog als tijdens het begin van de bezetting, contacten onderhielden met verschillende Duitse organisaties en diensten zoals de *Volksbund für das Deutschtum im Ausland* (VDA), de SA, de *Fichtebund*, het consulaat-generaal en na de capitulatie met de *Oberkriegsverwaltungrat* van de Antwerpse *Oberfeldkommandantur*. Als zodanig hadden zij dus zelfs contact met een dienst die onder het gezag van de SS viel (de VDA), maar dus niet met de SD. Ook dit doet ons ertoe besluiten dat de SD wellicht andere criteria gebruikte dan enkel contact met één of andere Duitse instantie om een organisatie of om personen als betrouwbaar te beschouwen.

Aan Duitse zijde was bij de oprichting van de Algemene-SS voornamelijk *SS-Sturmbannführer* Karl Leib betrokken [6]. Leib was verbonden aan het *SS-Hauptamt* [7] en leidde vanaf 1 juli 1940 het *SS-Ergänzungsamt* van de *Waffen-SS* in Antwerpen [8]. Ook Dr. Perey, die tot de Duitse inval in het Westen lid was van de SD te Aken en in het begin van de bezetting verbonden was aan de Sipo-SD *Dienststelle* te Brussel [9], heeft in deze beginperiode een actieve rol gespeeld. Meer in het bijzonder was hij nauw betrokken bij onderhandelingen met andere politieke organisaties om hen ertoe te overhalen tot de Algemene-SS toe te treden.

Dat het precies officieren waren, verbonden aan enerzijds het *SS-Hauptamt* en anderzijds de SD, die de leiding hadden met betrekking tot de oprichting van de Algemene-SS in Vlaanderen, is uiteraard niet toevallig. Gedurende de hele oorlog zouden de Algemene-SS-eenheden in de verschillende gebieden onder toezicht blijven van het *SS-Hauptamt*. Deze situatie werd pas formeel vastgelegd in september 1941, toen de «Algemeene

---

5 N.K.C.A. IN 'T VELD, *De SS en Nederland*, Amsterdam, 1987, p. 221-222.

6 M. DE WILDE, *België in de Tweede Wereldoorlog. Deel 5 : De kollaboratie*, Antwerpen, 1985, p. 100.

7 *Karl Leib, Dienstlaufbahn*, s.d. (*Berlin Document Center*, voortaan BDC).

8 F. VAN LAEKEN, E. VERHOEYEN, *Lexicon Politieke & Jeugdkollaboratie*, Brussel, 1985, p. 49.

9 M. DE WILDE, *op.cit.*, p. 100.

SS Vlaanderen» werd erkend als «1ste SS-Standaard Vlaanderen» [10]. Op 1 oktober 1942, in het kader van een algemene vorming van de Algemene-SS-eenheden in de Germaanse gebieden, werd de Algemene-SS in Vlaanderen herdoopt tot «1ste standaard van de Germaansche SS in Vlaanderen» [11]. Deze naamwijziging had echter geen echte gevolgen voor wat de leiding van de standaard betrof. Hiernaast was de buitenlandse politiek van de SS eigenlijk een deel van het werkterrein dat de SD zich toeëigende zodat het, zeker voor de overgang van de vóóroorlogse periode naar de bezetting, vanzelfsprekend was dat de SD bij de oprichting van dergelijke eenheden betrokken werd.

SS-Hauptsturmführer Perey voerde reeds in oktober 1940, dus nog vóór de formele oprichting van de Algemene-SS, gesprekken met vertegenwoordigers van het Verdinaso [12]. Deze gesprekken bleven evenwel zonder gevolg. Doorheen de oorlog is de Algemene-SS niettemin steeds blijven lonken naar leden van het Verdinaso. Zo werd in verschillende artikels in *De SS-Man* in zeer positieve zin over Joris Van Severen geschreven, en werd Van Severen voorgesteld als een soort vooroorlogse drager van het SS-gedachtengoed in Vlaanderen.

Het Verdinaso was uiteraard niet de enige groepering waar de Algemene-SS naar versterking zocht. Zo trachtte men de NSVAP te laten opgaan in de Algemene-SS. Met het oog hierop had Leib eind september 1940 al gesprekken gehad met leidende personen uit de NSVAP. Deze NSVAP beschikte bovendien al over een eigen SS. In elk geval stond vanaf 5 juli tot 4 september 1940 een «Vlaamsche SS» (dus niet «Algemeene SS Vlaanderen» !) onder leiding van een zekere Paul Géron [13]. Midden september kreeg deze «Vlaamsche-SS» een nieuwe naam : «Vlaamsche SA» [14], dit hoogstwaarschijnlijk naar aanleiding van het begin van het organiseren van de Algemene-SS Vlaanderen diezelfde maand. Géron werd echter uitgesloten als lid van de NSVAP en leider van de «Vlaamsche-SS» [15]. Alhoewel de groep rond Géron slechts een 10 à 20 man zou hebben bedragen [16], deed de NSVAP toch bijzonder veel moeite om de Duitse instanties ervan te overtuigen dat Géron een onbetrouwbaar persoon was. In een uitvoerig document gericht aan Dr. Essen, *Oberkriegsverwaltungsrat* van de Antwerpse *Oberfeldkommandantur*, trachtte men Géron te discrediteren. Zo verklaarde men dat hij zowel bij Rex als bij de DMO van

---

10 J. VINCX, *Vlaanderen in uniform*, Antwerpen, 1982, deel IV, p. 323.
11 J. VINCX, *op.cit.*, deel IV p. 302.
12 *Scenario BRTN-reeks Politieke Collaboratie, Programma 6 : De stroomversnelling*, 1984, p. 4-5 – J. CREVE, *Recht en Trouw. De Geschiedenis van het Verdinaso en zijn milities*, Antwerpen, 1987, p. 103 – B. DE WEVER, *op.cit.*, deel III, boekdeel 1, p. 1049.
13 Vercammen aan het Duits consulaat-generaal te Antwerpen, 5.9.1940 (NCWOII, 3C3, nr. 11).
14 Vercammen aan het Duits consulaat-generaal te Antwerpen, 17.9.1940 (NCWOII, 3C3, nr. 13).
15 Vercammen aan het Duits consulaat-generaal te Antwerpen, 5.9.1940 (NCWOII, 3C3, nr. 11).
16 Vercammen aan Dr. Essen, 25.9.1940 (NCWOII, 3C3, nr. 14).

het Verdinaso voor problemen zou gezorgd hebben [17]. Wat er later van Géron geworden is, is niet duidelijk. Belangrijker is echter dat Leib aan één van de leiders van de NSVAP eind september 1940 gemeld zou hebben dat Géron zich onder meer schriftelijk tot het *Führerhauptquartier* gericht had met het aanbod zijn SS in de Algemene-SS te laten overgaan. Wat meer is, men zou dit aanbod daar serieus opgevat hebben [18]. Na de besprekingen van Leib trad één deel van de NSVAP inderdaad toe tot de Algemene-SS, een ander deel, dat onder leiding van Alfons Wachtelaer nog een tijdlang zelfstandig bleef bestaan, zou dit pas doen begin januari 1941 [19].

Er bestond ook een toenadering tot organisaties als Volksverwering (een zuiver anti-joodse organisatie), het «Comité voor Dietsche Actie» (CDA), de NSB in Vlaanderen (NSBiV), de Nationaal-Socialistische Voorlichting, Aktie & Propaganda (ook NSVAP geheten) van Maurits Lambreghts [20]. Deze organisaties sloten zich echter niet aan als geheel, maar het was de leden van de Algemene-SS wel toegelaten verder actief te zijn in deze organisaties, voor zover hun dienst als SS-lid hier niet onder leed [21].

Na de 10de juli 1941 verdween Leib van het toneel in Vlaanderen en werd de Algemene-SS toevertrouwd aan de zorgen van de *SS-Brigadeführer* Kammerhofer [22]. Leib werd naar Nederland gestuurd om zich daar bij de *Ergänzungsstelle Nordwest* (Den Haag) met de werving voor het pas opgerichte Legioen Nederland bezig te houden [23].

In de Algemene-SS zelf had Jef De Langhe ondertussen René Lagrou opgevolgd, die na problemen met Leib vervangen werd [24]. Volgens Reeder was het de bedoeling dat Lagrou vóór het einde van de oorlog niet meer

---

17 Leiding NSVAP aan Dr. Essen, 13.9.1940, (NCWOII, 3C3, nr. 12).

18 Vercammen aan Dr. Essen, 25.9.1940 (NCWOII, 3C3, nr. 24). De brief dateert van 25 september 1940. We mogen ons inziens gerust aannemen dat Leib slechts enkele dagen eerder contact met de leiding van de NSVAP zal opgenomen hebben. Indien hij dit al eerder gedaan zou hebben, zou de NSVAP dit in elk geval al in een eerder schrijven vermeld hebben. Bovendien vond de NSVAP dit geval duidelijk zo belangrijk dat zij geen weken zal gewacht hebben om de *Oberfeldkommandantur* hiervan op de hoogte te stellen.

19 *De SS Man*, 25.1.1941.

20 Mede onder impuls van Lambregths, die toen nog lid was van het Verdinaso, was in mei 1939 aan de joodse advocaten het lidmaatschap van de «Vlaamsche Conferentie der Balie van Antwerpen» ontzegd. Deze versie van de NSVAP is in elk geval tot einde 1941 naast de Algemene-SS blijven bestaan (L. SAERENS, «Het Verdinaso en de Joden (1931-1940). Deel II : 1936-1940», in *Wetenschappelijke Tijdingen*, 1987, (XLVI), 4, p. 250 en NCWOII, 3C3, nrs. 27-30).

21 Standaardbevel nr. 22, 25.11.1941 (Verzameling Documenten Frank Seberechts, voortaan Doc. Seberechts).

22 Berger aan Kammerhofer en Leib over *Übernahme der Führung der Allgemeinen-SS in Flandern durch SS-Brigadeführer Kammerhofer*, 7.7.1941 (*Bundesarchiv Koblenz* (BAK), NS 19 (neu) 2140). Konstantin Kammerhofer : Geboren op 23.1.1899 in Oostenrijk. Italiaans krijgsgevangene in 1918, en lid van de Oostenrijkse NSDAP. Vanaf 1937 leider van *SS-Abschnitt* XXV, vanaf 1938 politiedirecteur van Innsbrück en later dat jaar leider van *SS-Abschnitt* XXXI (Wenen) (N. VON PRERADOVICH: *Österreichs hörere SS-Führer*, Berg am See, 1979, p. 107-114).

23 A. De JONGHE, *op.cit.*, deel 2, p. 46.

24 A. DE JONGHE, *op.cit.*, p. 40.

naar Vlaanderen zou terugkeren [25]. Lagrou keerde echter nog datzelfde jaar terug, maar heeft hierna geen rol van belang meer gespeeld in de Algemene-SS [26].

Voor wat de concrete uitbouw van eenheden betreft, blijkt dat in Vlaanderen zeer getrouw het Duitse voorbeeld werd gevolgd. Terwijl in Noorwegen, Nederland en Denemarken de leiding van de respectievelijke SS-eenheden meer een eigen versie was van de *Reichsführung-SS*, bleek ook uit de organisatie van de leiding van de Algemene en Germaanse-SS in Vlaanderen dat men zich beschouwde als gewoon een nieuwe *Standarte*, een standaard, van de Duitse *Allgemeine SS*. De *Standarte* was eigenlijk de basiseenheid van de *Allgemeine SS*, en omvatte normaal gezien zo een 1.600 à 2.000 man [27]; gedurende de oorlog viel dit terug tot 300 à 400 man [28]. Elke *Standarte* was onderverdeeld in drie actieve *Sturmbanne* en één *Reserve-Sturmbann*. Deze actieve *Sturmbanne* waren op hun beurt onderverdeeld in vier *Stürme* en een medische eenheid: een *Sanitätsstaffel*. De *Stürme* waren onderverdeeld in drie of vier *Truppe*. Deze structuur werd in Vlaanderen gewoon overgenomen, met dit verschil dat deze organisatie nooit reserve-stormbannen gekend heeft om de eenvoudige reden dat men zo al moeite had een volledige standaard te bemannen. Antwerpen, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen werden elk een afzonderlijke stormban [29]. Naast deze vier – later vijf – Vlaamse stormbannen, is er ook nog een stormban geweest in Noord-Frankrijk, die aangeduid werd als stormban VI. Deze stormban moest de SS-mannen onder de Vlaamse frontarbeiders in Noord-Frankrijk groeperen [30]. Aan deze stormban werd echter zeer weinig aandacht besteed; zelfs in *De SS-Man* vindt men nauwelijks sporen terug van het bestaan van deze afdeling.

Binnen de stormbannen vormden de steden meestal de standplaats van een storm. In de meeste gevallen echter was de aanhang in deze steden niet groot genoeg om een volledig zelfstandige storm te bemannen. Om deze reden werden de afdelingen in verschillende gemeenten in de buurt van de stad in kwestie als troep benoemd. De verzameling van meestal een viertal troepen in de buurt werd dan benoemd als storm.

---

25 *Tätigkeitsbericht nr. 15 der Militärverwaltung, für den Monat März 1941.*

26 A. DE JONGHE, *op.cit.*, Deel 2, p. 40.

27 *Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force. Evaluation and Dissemination Section. G-2 (Counter Intelligence Sub-Division). Basic Handbook. The Allgemeine SS (The General SS)*, Middlesex, World War II Investigator Limited, s.d., p. 17-20.

28 J.R. ANGOLIA, *Cloth Insignia of the SS*, s.l., R. James Bender Publishing, 2e druk, 1989, p. 82.

29 De stormban Brabant-Limburg werd gesplitst in 1944 toen de Limburgse afdeling van de Germaanse-SS praktisch volledig betrokken was bij de SS-Wacht St. Truiden. Leider van de stormban Limburg werd toen Jan Morael, voordien al de leider van de SS-Wacht St-Truiden. Tot deze stormban behoorden ook twee Waalse troepen van de Germaanse-SS, namelijk één te Luik en één te Namen. In 1944 werden beide troepen die voordien onder Storm Hasselt ressorteerden, samengevoegd tot Storm 17/1 Wallonië (J. VINCX, *op.cit.*, p. 347. Interview met standaardleider, 2.11.94).

30 Berger aan RFSS over *Arbeit in Nordfrankreich*, 6.3.1941 (BAK, NS 19 (neu 2140).

Was de structuur van de Algemene-SS in Vlaanderen gewoon overgenomen van het Duitse voorbeeld, dan was men wel origineler in de wijze waarop men in Vlaanderen lid kon zijn van de organisatie. Zoals in de andere gebieden waar een Algemene-SS-eenheid werd opgericht, had men ook in Vlaanderen het onderscheid tussen de gewone SS-mannen en de Beschermende Leden. Deze Beschermende Leden (BL) betaalden een zekere financiële bijdrage en bezaten in ruil daarvoor het recht een zwart speldje met SS-runen te dragen, maar kregen geen uniform en waren ook niet onderworpen aan dezelfde dienstverplichtingen als de actieve SS [31]. In Duitsland was lidmaatschap van *Fördernde Mitglieder* (naar welk voorbeeld de organisatie van Beschermende Leden was opgezet), een gemakkelijke manier geworden om zich aan allerlei verplichtingen te onttrekken [32]. Volgens de derde standaardleider van de Algemene-SS, Raf Van Hulse, onder wiens leiding de BL-afdeling werd opgericht, was deze afdeling voornamelijk gecreëerd om de SS-mannen waarvan hij oordeelde dat zij eigenlijk niet in de organisatie thuishoorden, op een diplomatische manier uit de actieve SS weg te krijgen. Nog volgens Raf Van Hulse, kwamen deze BL wel op allerlei posten waar ze met hun SS-lidmaatschap schermden [33]. De BL hadden duidelijk ook niet dezelfde rechten als de SS-mannen en de leden van het Vlaanderen-Korps. Zo mochten zij bijvoorbeeld de scholingsavonden voor SS-mannen niet bijwonen, enkel de scholingsavonden die ingericht waren door de BL-afdeling zelf of door de DeVlag [34]. Ook indien de stormleider kameraadschapsavonden wilde inrichten waarop ook BL zouden toegelaten worden, was hiervoor vanaf november 1942 de toestemming nodig van de standaardleider [35]. De BL werden zelfs op gelijke voet gesteld met «buitenstaanders» en «aanzoekers voor de keuring» wanneer het ging om het deelnemen aan de oefeningen van de actieve eenheden. Concreet betekende dit dat zij niet aan deze oefeningen mochten deelnemen [36]. Ook waren de BL niet onderworpen aan dezelfde toetredingscriteria als bij de actieve SS-mannen. Daarenboven konden ook vrouwen lid worden van de BL. Naar het einde van de oorlog toe werden de BL er wel toe aangespoord een actievere rol te gaan spelen in de organisatie [37].

Terwijl men in de andere gebieden waar een Algemene-SS bestond naast een gelijkaardige BL-organisatie enkel SS-mannen had, duidde binnen de Algemene-SS Vlaanderen de term «SS-man» eigenlijk slechts een bepaalde groep van de actieve leden aan, namelijk deze groep die voldeed aan de gestelde raciale en fysieke eisen. Concreet betekende dit onder meer dat men tussen de 17 en de 35 jaar en groter dan 1,70 m moest zijn [38]. Naast deze groep werd toetreding echter ook mogelijk gemaakt voor «zij die door hun bezigheden of hun ouderdom niet in staat zijn den dienst der SS mee

---

31 E. KOGON, *Der SS-Staat. Das System der deutschen Konzentrationslager*, München, 1991, p. 366-367.
32 E. KOGON, *op.cit.*, p. 367.
33 Raf Van Hulse aan Maurice De Wilde (*Archief BRTN, Kollaboratie 234*).
34 Standaardbevel nr. 9, 30.1.1943 (Doc. Seberechts).
35 Standaarbevel nr. 41, 7.11.1942 (Doc. Seberechts).
36 Als vorige noot.
37 *De SS-Man*, 17.6.1944.
38 J. VINCX, *op.cit.*, deel 4, p. 337.

te maken...» maar ook voor «diegene die in de toekomst tot de SS komen, en te klein zijn of rassig niet geschikt» om, «evenals de SS aktief aan den strijd deelnemen: oefenen, marcheren, echter niet zoo dikwijls en niet zoo hard als de SS» [39]. Deze groep, die werd gecreëerd op 18 september 1941, werd als de SS-Militie aangeduid. Vanaf 1 augustus 1942 werd de naam van deze militie gewijzigd in «Vlaanderen-Korps» [40]. Hoewel deze titel ook op de uniformen van de leden van dit «korps» vermeld was, werd echter vaker de Duitse benaming *Flandernkorps* gebruikt en werden de leden van dit korps aangeduid als «F.K.-mannen». Deze SS-militie is uniek voor de Algemene-SS in Vlaanderen. Noch in Nederland, noch in Denemarken of Noorwegen, en zeker niet in Duitsland, bestond er een equivalent van het *Flandernkorps*. Strikt genomen was de creatie van een dergelijke groep die niet aan de strengste selectie-eisen voldeed, trouwens in tegenspraak met wat de SS claimde te willen zijn, namelijk de elite. Bovendien was de SS oorspronkelijk slechts een militie en creëerde men in Vlaanderen dus een militie binnen een militie. Deze splitsing tussen SS-mannen, FK-mannen en BL bestond wel in de Vlaamse afdelingen van de zgn. «Germaanse stormbannen». Dit waren SS-eenheden in Duitsland, waartoe arbeiders uit de gebieden waar reeds een eigen Germaanse-SS was opgericht, konden toetreden [41]. Met de werving van leden voor deze afdelingen was in Duitsland begonnen vanaf februari 1942 [42]. De leden van deze stormbannen werden ondergebracht in *Sonderstäbe* die genoemd werden naar de *SS-Oberabschnitt* waar ze deel van uitmaakten [43]. Net zoals in de Germaanse SS-eenheden in de gebieden van waaruit ze afkomstig waren, ging het ook in deze *Sonderstäbe* om zeer kleine aantallen leden. Een sterktemelding op 1 februari 1944 maakte melding van 2179 leden, verspreid over 7 *Sonderstäbe*. Van deze 2179 waren net iets meer dan de helft Vlamingen [44]. Over het eigenlijk doel van deze eenheden bestond geen twijfel : *Diese erfaßten Männer werden weltanschaulich ausgerichtet und wenn die geistigen und körperlichen Voraussetzungen geschaffen sind, für die Waffen-SS geworben. Darüber soll ein Kern für die landeseigene germanische SS geschaffen werden* [45]. Naarmate de situatie aan het oostfront slechter werd, werd natuurlijk meer aandacht besteed aan de werving voor de *Waffen-SS*, dan aan het opleiden van SS-mannen voor de SS-organisatie in hun land van herkomst. De standaardleider in Vlaanderen had geen zeggenschap over deze Germaanse stormbannen. De leiding van deze stormbannen lag bij de referenten uit het land van herkomst, van *Amt D II/1* van het *SS-Hauptamt*. De eerste Vlaamse referent was *SS-Obersturmführer* Jozef Van Acker [46]. Na het vertek van Van Acker naar het oostfront bleef zijn plaats een tijd onbezet, tot ze werd ingenomen door de vierde leider van de Germaanse SS, Jef François, nadat deze de

---

39 Standaardbevel nr. 7, 18.9.1941 (Eigen verzameling documenten, voortaan Evdoc.).
40 *De SS-Man*, 29.8.1942.
41 *Stärke und Aufgliederung*, 1.2.1944 (BAK, NS 19 (neu) 1460).
42 *Statistische Aufstellung über zur Waffen-SS und Legion eingestellte, entlassene und gefallene germanische Freiwillige*, 14.12.1942 (BAK, NS 31/455).
43 J. VINCX, *op.cit.*, deel 4, p. 349.
44 Zie noot 41.
45 *Entwicklungsbericht über die Germanische Leitstelle, Finanzen, Wirtschaft und Vermögensverwaltung*, 30.9.1943 (BAK, NS 1 vorl.524).
46 M. DE WILDE, *op.cit.*, p. 115.

leiding van de standaard in Vlaanderen had overgedragen aan Tony Van Dijck [47].

De verhouding tussen de standaard van de Germaanse-SS in Vlaanderen en de arbeiders van de Germaanse stormbannen was niet zeer goed. De SS in Vlaanderen zou op deze stormbannen neergekeken hebben als een soort carnavalsvereniging die alleen maar het uniform droeg op feestelijke aangelegenheden. In de Germaanse stormbannen zou men dan weer de standaard in Vlaanderen beschouwd hebben als gecamoufleerde soldaten en als een politietroep [48].

II. PROPAGANDA EN IDEOLOGIE

Het belang van de propaganda binnen het nationaal-socialisme is genoegzaam bekend. Ook wat betreft de Algemene-SS Vlaanderen is het zeker van belang hier even bij stil te staan. Enerzijds bekijken we hier de kanalen langswaar de SS trachtte het SS-gedachtengoed onder haar leden en naar buiten uit te verkondigen; anderzijds bekijken we ook de inhoud van deze propaganda. Het is immers in grote mate op basis van de ideologie verspreid in deze propaganda, dat ook een politieke strijd werd gevoerd met andersgezinde groeperingen. Met het begrip «ideologie» doelen we hier niet enkel op de theoretische SS-opvattingen, maar ook op de min of meer praktische opleiding, kortom over de opvattingen en gedragingen die een SS-lid moesten kenmerken.

Een van de belangrijkste kanalen voor het verspreiden van het SS-gedachtengoed was wel *De SS-Man*. Dit weekblad, met als ondertitel : «Kampblad der Algemeene SS Vlaanderen», verscheen voor de eerste maal op 7 december 1940. Hoofdredacteur van het blad werd Ward Hermans [49]. Hermans heeft deze functie echter slechts kort waargenomen. Reeds op 12 maart 1941 werd hij voor de laatste maal vermeld als hoofdredacteur [50]. Vanaf 10 mei 1941 (ook de datum waarop Lagrou in *De SS-Man* meldde dat hij de leiding overgaf aan Jef De Langhe) werd M.H. Van de Walle vermeld als «verantwoordelijke hoofdopsteller» [51]. De redacteurs en het technisch personeel betrokken bij de samenstelling van het blad waren in vaste dienst en werden dus voor hun werk betaald [52]. Eigenlijk hadden enkel hoofdopsteller Van de Walle en redactiesecretaris Wuyts een voltijdse baan bij *De SS-Man*. Zij konden wel nog rekenen op een beperkt aantal mensen die op min of meer regelmatige tijdstippen iets publiceerden, en op bijdragen van

---

47 M. DE WILDE, *op.cit.*, p. 116. François werd op zijn beurt midden 1944 opgevolgd door *Waffen-SS*-officier Theo Pasques, die daarvóór enige tijd actief was geweest binnen de Germaanse-SS als stormbanleider voor Oost-Vlaanderen.

48 M. DE WILDE, *op.cit.*, p. 116.

49 *De SS-Man*, 7.12.1940.

50 *De SS-Man*, 1.3.1941.

51 *De SS-Man*, 10.5.1941.

52 *Monats-Budget «De SS Man»*, s.d. (BAK, NS 21/930).

gewone SS-leden die zij vroegen een artikel over één of ander onderwerp op te stellen, of die zelf voorstellen voor een artikel formuleerden [53].

Het papier waarop het weekblad in Vlaanderen gedrukt werd, werd geleverd door het Militair Bestuur. De toebedeelde hoeveelheid bleek echter niet altijd voldoende, zodat extra papier op de zwarte markt moest gekocht worden [54].

Het weekblad was misschien wel het belangrijkste instrument langswaar men sympathisanten voor het nationaal-socialisme en voor dé drager van dit gedachtengoed in Vlaanderen, namelijk de Algemene-SS, trachtte te winnen. Tot een van de meest frequente taken van de actieve leden behoorde dan ook het deelnemen aan colportagetochten, waarbij men van huis tot huis ging om nummers van *De SS-Man* te verkopen. Ook moest ieder SS-man geabonneerd zijn op het blad en werd verondersteld daarbij nog zelf twee lezers aan te werven [55].

De manoeuvreerruimte van de redactie was wel enigszins beperkt door de ingestelde censuur. Er waren twee verschillende kanalen waarlangs censuur kon uitgeoefend worden. Enerzijds was er de censuur ingesteld door het Militair Bestuur [56], anderzijds was er censuur vanwege de hogere SS-leiding te Berlijn in de persoon van de chef van het *SS-Hauptamt* Berger, of zijn vertegenwoordigers in de *SS-Dienststelle* in België. Alhoewel we niet beschikken over uitvoerige informatie betreffende de onderwerpen waarover er geen artikels mochten verschijnen, zal het aantal artikels dat gecensureerd werd waarschijnlijk eerder klein geweest zijn. In het blad werd het nationaal-socialistisch Duitsland en zijn verwezenlijkingen immers zó opgehemeld dat men daar van hogerhand weinig problemen mee zal gehad hebben. Het lijkt erop dat de hogere SS-leiding de redactie van *De SS-Man* eerder nog moest intomen. Dit was onder meer het geval na een klacht van Koning Leopold III tijdens een ontmoeting met *Reichsminister Meissner* op 31 mei 1941 [57]. Koning Leopold bekloeg zich over een artikel in *De SS-Man* waarin kritiek gegeven werd op de rol van Koning Leopold II bij de oprichting van Congo. Als gevolg hiervan beval Berger dat Leib de redactie moest laten weten dat er geen artikels over de koning en de dynastie meer mochten verschijnen [58]. De censor van het Militair Bestuur zal waarschijnlijk de meeste aandacht besteed hebben aan het feit of de inhoud van de artikels niet te veel betrekking hadden op de *Tagespolitik*. Het was de Algemene-SS namelijk verboden zich hierin te mengen [59]. Concreet betekende dit blijkbaar voornamelijk dat het VNV niet openlijk mocht aangevallen worden. Artikelen gericht tegen de joden en de geallieerden bijvoorbeeld, vielen hier duidelijk

---

53 *SS-Man*, s.d. (NCWOII, 3LG1). – Interview met redactiesecretaris, 23.1.1993.
54 *Etatvoranschlag für das Jahr 1943*, 9.11.1942 (NCWOII, DJ 302).
55 *Formations Paramilitaires* : 4 SS-Vlaanderen (NCWOII, *Sureté de l'Etat*, 2LG3).
56 Interview met redactiesecretaris, 23.1.1993.
57 A. DE JONGHE, *Hitler en het politieke lot van België (1940-1944). De vestiging van een Zivilverwaltung in België en Noord-Frankrijk*, Antwerpen, 1982, p. 90.
58 Berger aan Himmler over Vlaanderen en Finland, 17.6.1941 (BAK, NS 19 (neu) 1539).
59 Vanaf maart 1941 werd overeengekomen dat de Algemene-SS zich niet meer zou inlaten met *Tagespolitik* (A. DE JONGHE, *De strijd Himmler-Reeder...*, deel 2, p. 40-41).

niet onder. De oplagecijfers van *De SS-Man* overtroffen in elk geval het aantal leden van de Algemene en Germaanse-SS. Volgens Berger had het blad in september 1941 een oplage van 15.000 exemplaren [60]. Het grootste deel van de productie werd echter niet in Vlaanderen verspreid, maar ging naar Duitsland voor de Vlaamse oostfrontvrijwilligers en later ook nog gedeeltelijk naar de leden van de Germaanse-SS in de Germaanse stormbannen [61].

Een tweede zeer belangrijk kanaal voor het verspreiden van het SS-gedachtengoed vormden de storm- en troepvergaderingen. Deze vergaderingen waren eigenlijk de essentie van het lidmaatschap van de Algemene-SS. Lid zijn van de Algemene-SS betekende immers dat men bereid was om naast zijn dagelijkse activiteiten, in het weekend ook deel te nemen aan oefeningen en scholingen die werden gegeven tijdens de storm- en troepsamenkomsten. Deze samenkomsten kenden vijf verschillende aspecten, al werden deze niet noodzakelijk altijd alle samen gegeven en zal de aard van de activiteiten wel aan veranderingen onderhevig geweest zijn in de loop van de tijd. De vijf aspecten van dergelijke samenkomsten waren : het geven van turnoefeningen, ideologisch onderricht gevolgd door een bespreking van het behandelde onderwerp, bespreking van de dienstbevelen en het uitvoeren van paramilitaire oefeningen [62]. Het ging hier wel enkel om oefeningen zonder wapens. Oefeningen met wapens werden enkel gehouden in de SS-school te Schoten en naar het einde van de oorlog toe ook op een schietbaan in de buurt van Etterbeek [63].

Bij deze stormactiviteiten behoorden vanzelfsprekend ook de propagandamarsen. Dit waren marsen die af en toe in verschillende steden gehouden werden en waar de SS-mannen en leden van het Vlaanderen-Korps (nooit de Beschermende Leden), van een stormban of zelfs van de volledige standaard als geheel door de stad marcheerden.

Net zoals de activiteiten op de stormvergaderingen soms verschilden, werd ook de ideologische scholing niet altijd op dezelfde manier gebracht. Soms werd de scholing gegeven door de stormleider, soms door de stormbanleider, andere keren door een scholingsleider of door SS-mannen aan wie gevraagd was een spreekbeurt over één of ander onderwerp voor te bereiden [64]. De bespreking van het behandelde onderwerp mocht slechts een kwartier duren en mocht «nooit (...) een debat worden, wel een vruchtbare woordenwisseling» [65].

De eerste maanden van het bestaan van de Algemene-SS werd de ideologische scholing gegeven op basis van maandelijkse scholingsbrieven

---

60 Berger aan Himmler over toestand in Vlaanderen, 17.9.1941 (BAK, NS 19 (neu) 2140).
61 Interview met redactiesecretaris, 23.1.1993.
62 *Formations Paramilitaires* : 4 SS Vlaanderen, Opleidingsplan februari 1941 en *Uurrooster* (NCWOII, *Sureté de l'Etat*, 2LG3).
63 Interview met standaardleider 2.11.1994.
64 Interview met SS-man, 12.12.1992, met stormleider, 2.4.1993, met stormbanleider, 17.2.1993.
65 Scholingsbrief, Nr. 1, januari 1941, p. 7 (Evdoc.).

die werden uitgegeven door de Algemene-SS zelf. Deze scholingsbrieven waren eigenlijk dunne boekjes van ongeveer een vijftigtal bladzijden. Het grootste deel van de bijdragen in deze scholingsbrieven was opgesteld door Vlaamse SS-leden; slechts een klein deel van de bijdragen was rechtstreeks van Duitse auteurs. Dat de Vlaamse opstellers van de bijdragen hun inspiratie ten dele uit Duitse werken haalden, is echter meer dan waarschijnlijk. Vooral Jef De Langhe nam een redelijk deel van de artikels voor zijn rekening [66], wat niet echt verwonderlijk is als men naar zijn politiek verleden kijkt. Als lid van het Verdinaso had Jef De Langhe al verschillende artikels gepubliceerd met duidelijke anti-joodse inslag waarbij hij ook de vrijmetselarij en het marxisme als afhankelijk beschouwde van «het Jodendom» [67]. In eerste instantie waren deze scholingsbrieven bedoeld voor alle SS-mannen [68]. Later was het de bedoeling dat enkel de stormbanscholingsleiders, stormbanleiders, stormleiders en medewerkers aan de scholingsbrieven, een exemplaar ontvingen [69]. In een later stadium werd het scholingsmateriaal geleverd door het *SS-Hauptamt* [70].

Wanneer precies het *SS-Hauptamt* zelf het materiaal voor deze scholing verstrekt heeft, hebben we niet exact kunnen bepalen. We mogen echter gerust aannemen dat ten laatste bij de omvorming van de Algemene tot Germaanse-SS deze ommekeer er zal gekomen zijn. De inhoud van de scholingsbrieven was in vergelijking met *De SS-Man* veel theoretischer en zelden expliciet op het oorlogsgebeuren gericht.

Net zoals het oprichten van Algemene-SS-eenheden in de Germaanse gebieden, was ook het oprichten van een SS-school in de desbetreffende gebieden een element in de Germaanse politiek van het *SS-Hauptamt*. De SS-school in Vlaanderen was gevestigd in het kasteel Horst in Schoten bij Antwerpen. De verantwoordelijken in deze school waren maar ten dele Vlamingen; de hoogste functies waren weggelegd voor Duitse *Waffen-SS*-officieren, alhoewel de school tot september 1944 hiërarchisch afhankelijk was van het *SS-Hauptamt* [71].

In het begin diende deze school vooral als opleidingscentrum voor de hogere kaders van de Algemene-SS. Vooral de stormleiders en de toekomstige stormbanleiders werden hier getraind. Deze training duurde ongeveer zes tot acht weken [72]. Later, ongeveer vanaf het einde van 1942, kwamen hele delen van troepen en stormen hier op oefening. Bij hen duurde de scholing normaal gezien slechts enkele dagen [73]. Dit kon men eigenlijk zien als een verderzetting van de stormvergaderingen. De Algemene-SS was immers een paramilitaire organisatie en deze training werd verdergezet

---

66 Scholingsbrief, Nrs. 1-6, 1941 (Evdoc.).
67 L. SAERENS, *op.cit.*, p. 162-165.
68 Scholingsbrief, Nr. 1, januari 1941, p. 5 (Evdoc.).
69 *Vorschlag zum Schulungsbrief*, s.d. (NCWOII, DJ 33).
70 *Handleiding der SS voor het onderricht in de wereldbeschouwing*, Thema 12-25 (BAK, NS 31/413).
71 J. VINCX, *op.cit.*, deel 4, p. 269-272.
72 Interview met stormbanleider, 17.2.1993.
73 Interview met SS-Man, 12.12.1992.

te Schoten. Het is uiteraard wel zo dat de scholing te Schoten intensiever en beter georganiseerd zal geweest zijn dan de wekelijkse stormvergaderingen. Naar het einde van de oorlog toe, kregen de leden van de Germaanse-SS in Schoten eigenlijk een voorbereiding op dienst in de *Waffen-SS* [74].

Een volgend instrument om de SS-leden meer te overtuigen van hun gemeenschappelijke Germaanse achtergrond, was de uitgave van de *Germanische Leithefte*. Het eerste nummer hiervan verscheen in augustus 1943 [75]. Slechts een beperkt deel van de oplage was echter bestemd voor de Germaanse-SS. Het grootste deel was bestemd voor de vrijwilligers voor de *Waffen-SS* [76]. De hoofdverantwoordelijkheid voor de inhoud lag bij de *Germanische Leitstelle* van het *SS-Hauptamt*. Er konden wel aanvullende bijdragen komen uit de gebieden waarvoor de oplage bedoeld was [77]. De inhoud van de *Leithefte* ging meer de mystieke richting op, en had het eerder over bepaalde helden dan over de concrete problemen van de tijd [78].

In januari 1944 verscheen een nieuwe soort *Leitheft*, het *SS-Leitheft voor Vlaanderen* [79]. Ook hier waren de bijdragen voor het grootste deel uit het Duits vertaalde stukken, die waarschijnlijk vroeger al in het Duitse *SS-Leitheft* verschenen waren [80]. Blijkbaar is men met de publicatie van dit *Leitheft* doorgegaan tot in 1945 [81]. De inhoud van het *SS-Leitheft voor Vlaanderen* was wel actueler en meer op het oorlogsgebeuren gericht dan de *Germanische Leithefte*.

Naast de uitgave van *De SS-Man* werden er sporadisch ook boekjes uitgegeven geschreven door SS-leden. Eind december 1940 verscheen het eerste – en enige nummer – in de «SS-Reeks» bij Uitgeverij Steenlandt. Dit nummer was geschreven door de latere hoofdredacteur van *De SS-Man*, M.H. Van de Walle. Het werk kreeg de titel *En Vlaanderen* mee ? [82].

In tegenstelling tot Nederland beschikte de Germaanse-SS in Vlaanderen niet over eigen radiozendtijd. In Nederland kon men vanaf 1942 wekelijks luisteren naar «De Stem der SS» [83]. Zover is het in België nooit gekomen. Enkel René Lagrou werd eenmaal op de radio geïnterviewd naar aanleiding van zijn boek *Wij verdachten*. Tijdens het interview werd echter met geen woord over de Algemene-SS gerept [84]. Wel werden er regelmatig filmvertoningen georganiseerd, maar deze waren ook voornamelijk voor SS-leden bedoeld. Meestal ging het hier om Duitse propagandafilms, zoals

---

74 Interview met standaardleider, 16.12.1992.
75 Berger aan Himmler over *Arbeit in Flandern*, 23.6.1941 (BAK, NS 19 (neu) 2140).
76 *Betr. Germanische Leithefte*, 9.12.1941 (BAK, NS 31/75).
77 Zie noot 75.
78 *SS Germanische Leithefte*, Antwerpen, *Der RFSS-SSHA*-VI/3, nrs 1-9, 1941-1943.
79 *SS Leitheft voor Vlaanderen*, I, 1, De *Reichsführer SS*, Berlin Grunewald, jan./febr. 1944.
80 N.K.C.A. IN'T VELD, *op.cit.*, p. 264.
81 *Manuscript für Druckerei, Leitheft Flämisch*, 1945/3 (BAK, NS 31/407).
82 M.H. VAN DE WALLE, *En Vlaanderen ?*, SS-Reeks Nr. 1, Brussel. 1940.
83 N.K.C.A. IN'T VELD, *op.cit.*, p. 268.
84 BRT-NCWO II, *België beeft... en buigt, originele klankfragmenten uit de periode 1936-1940*, nr. 55, 20.7.1940.

Sieg im Westen [85] of *Feldzug im Polen* [86]. Het heeft zeer lang geduurd voordat men meer aandacht besteedde aan het verspreiden van de SS-ideologie buiten de eigen kring. Pas nadat de SS-gezinde uitgeverij «De Burcht» was opgestart begin 1943, werd hier echt mee begonnen. Het initiatief voor het oprichten van deze uitgeverij werd in juni 1942 vanuit Duitsland genomen. Wie in aanmerking kon komen om een dergelijke uitgeverij te leiden, werd onderzocht door *SS-Obersturmführer* Dr. Hans Schneider [87], voordien reeds verbonden aan de staf van de *HSSuPF* van Nederland, *SS-Gruppenführer* Rauter [88]. Schneider nam hiervoor onder meer contact op met Dr. Wilkening, de leider van de *Propaganda-Abteilung* te Brussel. Als kandidaten voor deze functie werden beschouwd Bernaerts, verantwoordelijk voor de uitgeverij «Phalanx», Cayman van uitgeverij Cultura (tevens *Ortsgruppenleiter* van de DeVlag), en Mevr. Van de Walle van de Uitgeverij Zeemeeuw en tevens secretaresse van Cyriel Verschaeve [89]. De SS-leiding was van mening dat er nood was aan een dergelijke uitgeverij aangezien er *hier in Flandern ein der Germanischen Freiwilligen Leitstelle nahestehender Verlag nicht besteht* [90]. Dit betekent dus dat Uitgeverij Steenlandt, voordien verantwoordelijk voor de uitgave van onder meer *De SS-Man*, en waarvan de leider Jan Acke binnen de DeVlag verantwoordelijk was voor het referaat Sociale Politiek [91], niet beschouwd werd als een SS-gezinde uitgeverij.

Leider van de nieuwe uitgeverij werd Bernaerts. Vanaf januari 1943 verscheen er bij uitgeverij De Burcht ook een nieuw maandblad, *Hamer* geheten. Het blad was eigenlijk een licht aangepaste versie van het Nederlandse origineel [92], en verscheen tussen januari 1943 en juli 1944 op een gemiddelde oplage van ongeveer 5000 exemplaren [93].

Welke waren nu precies de visies die langs de hiervoor genoemde kanalen verspreid werden ? Bij de behandeling van deze vraag zullen we niet elk detail van de SS-ideologie helemaal uitwerken. Evenmin is het onze bedoeling hier de verschillende visies over de essentiële kenmerken van Nieuwe Orde-bewegingen te behandelen en daar een eigen visie tegenover te zetten; bepaalde aspecten zoals een anti-democratische ingesteldheid of het belang dat gehecht werd aan het *Führerprinzip* komen hier dus niet

---

85 *De SS-Man*, 4.07.1942.
86 *De SS-Man*, 2.5.1942.
87 Schneider over reis naar Vlaanderen, 20.6.1942 (BDC, Documenten Tréfois).
88 Schneider over studiebeurzen, 15.5.1942 (BDC, Documenten Tréfois).
89 Schneider over reis naar Vlaanderen, 20.6.1942 (BDC, Documenten Tréfois).
90 *Etatvoranschlag für das Jahr 1943*, 9.11.1942 (NCWOII, DJ 302).
91 F. SEBERECHTS, *Geschiedenis van de DeVlag. Van cultuurbeweging tot politieke partij 1935-1945*, Gent, 1991, p. 25.
92 N.K.C.A. IN'T VELD, *op.cit.*, p. 281.
93 *Etat «Hamer» am 26. august 1944* (BAK, NS 21/930). Wanneer men het aantal verkochte nummers en abonnementen van *Hamer* bekijkt, valt op dat men vanaf het ingaan van 1944 steeds meer moeilijkheden ondervond om voor deze nummers afnemers te vinden. Echt rampzalig werd het pas vanaf mei 1944. Werden van de voorgaande nummers telkens 50 exemplaren voorzien voor het depot, dan werden vanaf mei 1944 telkens 1675 exemplaren aan het depot geschonken, en dan nog bleef men met een overschot van om en bij de 1500 nummers per maand op een oplage van ongeveer 5000, een «detail» dat Bernaerts overigens nooit aan zijn SS-oversten gemeld heeft.

ter sprake. Wel willen we hier een beschrijving geven van de belangrijkste onderwerpen die in de SS-propaganda in Vlaanderen aan bod kwamen. Daarbij plaatsen we deze onderwerpen in het algemeen kader van de SS-ideologie. Verschillende van deze onderwerpen kwamen natuurlijk niet enkel in de SS-propaganda aan bod. Het is dan ook niet onze bedoeling hier enkel de propagandistische onderwerpen te schetsen waardoor de SS zich onderscheidde van andere nationaal-socialistische organisaties. Wat volgt is een algemene analyse van de inhoud van de SS-propaganda in Vlaanderen. Voor deze analyse hebben we ons gebaseerd op de verschillende jaargangen van *De SS-Man* en de scholingsbrieven en ander scholingsmateriaal dat voor interne scholing van de leden gebruikt werd.

Bij de behandeling van de SS-ideologie moeten we ons inziens twee zaken onderscheiden. Een eerste onderscheid dat we willen maken, is er een tussen algemene onderwerpen van de SS-ideologie en tijds- en plaatsgebonden onderwerpen.

Met de term «algemene onderwerpen», bedoelen we die onderwerpen die vóór de oorlog reeds een belangrijke plaats in de SS-propaganda innamen. Hierbij moeten we nogmaals een onderscheid maken tussen primaire en secundaire onderwerpen. Met «primaire onderwerpen» bedoelen we die onderwerpen die eigenlijk als de belangrijkste peilers van de SS-ideologie konden beschouwd worden en die dan ook zeer sterk in de propaganda aanwezig waren. Ons inziens zijn er slechts vier «primaire onderwerpen» in de SS-propaganda. Een eerste is uiteraard het anti-joodse aspect met onlosmakelijk daaraan verbonden de rassenleer. Het «joodse probleem» werd voorgesteld als méér dan een maatschappelijk probleem. Een rechtvaardiging van de manier waarop men de joden behandelde, vond men in de rassenleer. Het joodse probleem was niet *een* probleem, maar was hét probleem. Alles wat Duitsland maar enigszins kwaad berokkende, werd toegeschreven aan de joden. Daarbij werd het zo voorgesteld dat de organisatie of de staat in kwestie een instrument was van het *mondiale jodendom* en dat men dit moest zien in een streven naar het verwerven van wereldheerschappij door de joden. Zo was «de vrijmetselarij [is] een van de werktuigen voor de oprichting van den joodschen wereldstaat» [94]. Het probleem van het joodse streven naar de wereldheerschappij stond volgens de SS-theoretici niet op zichzelf. Volgens de scholingsbrieven was «Het jodenvraagstuk, [is] eerst en vooral een ras- en bloed-vraagstuk. De jood is voor alle hoog- en reinrassische volkeren het gehate zoogenaamde tegenras» [95]. Hand in hand met de visie van de joodse poging tot wereldheerschappij kwam dan ook uitleg over erfelijkheid en ras. In Vlaanderen was vooral Jef De Langhe zeer actief in het verstrekken van uitleg over de rassenleer, en van hem verschenen dan ook verschillende artikelen zowel in *De SS-Man* als in de scholingsbrieven.

---

94 *Handleiding der SS voor het onderricht in de wereldbeschouwing, Thema 19 : De vrijmetselarij – Instrument van het internationale jodendom* (BAK, NS 31/413).

95 *Handleiding der SS voor het onderricht in de wereldbeschouwing, Thema 18 : De jood vernietigt de levensordening der volkeren* (BAK, NS 31/413).

Een tweede primair onderwerp was de trouw aan Adolf Hitler, een aspect waaraan de SS haar ontstaan verleende. Trouw aan Hitler en bewondering voor wat hij allemaal gedaan had, kwam regelmatig tot uiting. Reeds in de eerste scholingsbrief werd vermeld : «Allereerste principe van de SS-man is de trouw aan den Führer en de gehoorzaamheid aan zijn oversten» [96]. Natuurlijk waren er artikels in *De SS-Man*, die enkel over Hitler gingen. Daar lezen we onder meer : «Hitler is ook Vlaanderen's Führer» [97] en «wij zweren dat wij alleen nog willen leven in en door en voor den Führer en zijn gedachte [98]». Trouw en bewondering voor Hitler kwamen echter ook meer «terloops» ter sprake in artikels die niet over de persoon van Hitler gingen, maar waar men duidelijk trachtte te maken hoeveel men wel aan Hitler te danken had : «Dank zij Adolf Hitler, onzen Führer, zal onze Vlaamsche boerenzoon er eindelijk zijn kans krijgen» [99].

Een derde primair onderwerp was het streven naar een Groot-Germaans Rijk. Dit streven is misschien wel het sterktst tot ontwikkeling gekomen tijdens de oorlog, maar reeds vóór de oorlog bestond al het idee dat men Vlamingen en Nederlanders, samen *10 Millionen reinen deutschen Volkstums* weer *zu bewussten Germanen und Deutsche* kon heropvoeden [100].

Om aan te tonen welke positie de leiding van de Algemene en Germaanse-SS in Vlaanderen hierover innam, volgen hier enkele van de belangrijkste punten uit een bijdrage van Jef De Langhe die onder de titel *Vlaams-Dietsch-Duitsch-Germaansch-Noorsch* verscheen in scholingsbrief nr. 4 van 1941 :

«De naam Vlaanderen heeft twee beteekenissen : 1. Vlaanderen, het aloude land der Vlamingen, is oorspronkelijk het graafschap Vlaanderen (...). 2. In den uitgebreiden, oneigenlijken zin van het woord verstaan wij door Vlaanderen gansch Zuid-Nederland, gelijk door Holland soms gansch Noord-Nederland wordt bedoeld.»

«Het woord Dietschland heeft twee beteekenissen : 1. de oorspronkelijke, eigenlijke beteekenis is het land der Nederfranken, beschouwd als Nederduitschers. 2. De huidige beteekenis is Nederland van af den Dollard tot de Somme. (...) Dietschland kan nooit beteekenen eng-Nederland hoe groot Nederlandsch dit ook gezien wordt. (...) Nederland is een integreerend deel van Nederduitschland. Alhoewel Nederland een eigen volkswezen heeft, dat zich in eigen taal en kultuur uitdrukt, is het ondenkbaar buiten het Nederduitschdom, om taalkundige, volkskundige, raskundige, stamkundige, geopolitische, economische, krijgskundige redenen. (...) De 100 millioen Neder-, Middel- en Opperduitsche menschen van Vlaanderen tot Memelland, van Sleeswijk tot Tirol vormen samen een gemeenschap geweldig rijk aan innerlijke verscheidenheid en toch één : de Duitsche gemeenschap». (...).

---

96 Scholingsbrief, Nr. 1. januari 1941, p. 10 (Evdoc.).
97 *De SS-Man*, 25.4.1942.
98 *De SS-Man*, 26.4.1941.
99 *De SS-Man*, 25.10.1941.
100 N.K.C.A. IN'T VELD, *op.cit.*, p. 157.

De Duitsche menschen (Neder-, Middel- en Opperduitschers) zijn Germanen.» [101] Hierna werd wel gezegd : «Wij mogen Duitschdom en Germanendom niet met elkaar verwarren, gelijk dit maar al te vaak geschiedt» [102], maar De Langhe liet na te vermelden wat wij dan wel precies onder «Duitschdom» moesten verstaan.

De visie van de SS-leiding in Vlaanderen was dus dat Vlaanderen gewoon deel uitmaakte van Duitsland. Er kon dan ook geen sprake zijn van een annexatie van Vlaanderen door Duitsland aangezien Vlaanderen er al deel van uitmaakte. Hoe deze eenheid staatkundig zou uitgedrukt worden, werd echter niet duidelijk gemaakt. Wanneer we Raf Van Hulse, de eerste Vlaamse standaardleider van de tot Germaanse-SS omgevormde Algmene-SS bezighoren, lijkt het erop dat, alhoewel het feit dat Vlamingen ook Duitsers waren voor hem buiten kijf stond, Van Hulse toch op een zekere zelfstandigheid voor Vlaanderen hoopte. In een redevoering die hij hield in het najaar van 1942 lezen we het volgende : *Es ist wohl überflüssig, hier darauf hinzuweisen, dass wir die Begriffe «Deutsch» und «Reich» in ihrem ewigen, heiligen Sinn gebrauchen und nicht in der falschen staatlichen Bedeutung, die antigermanische Jahrhunderte diesen erhabenen Worten zu geben verstanden. Wenn wir uns Deutsche nennen, so bedeutet das keineswegs, dass wir unser Flamentum verleugnen. Vielmehr findet unser Sein als Flamen hierin seine höchste Bestätigung, ist es doch aus unserem deutschen Blut heraus, dass wir Flamen sind» (...) Ja, Reich und Zentralismus, Reich und Imperialismus, Reich und Despotismus, das alles sind regelrechte Gegensätzlichkeiten. Reich bedeutet nicht Beherrschung, sondern Dienst und Sendung; nicht Hegemonie, sondern Ordnungskraft, Führung, Verantwortung* [103].

Alhoewel Himmler deze redevoering als *ein wenig akademisch, sonst aber sehr gut* beoordeelde [104], wijzen ook andere gegevens erop dat Van Hulse aan de bloedverbondenheid niet noodzakelijk ook een staatkundige eenheid wilde koppelen, waarbij Vlaanderen gewoon een nieuwe provincie van Duitsland zou worden.

Alhoewel anti-kerkelijkheid niet echt een propagandistisch onderwerp op zich vormde, kwam een anti-kerkelijke ingesteldheid van de SS in de literatuur toch tot uiting, en was het toch duidelijk dat men bij de hoge SS-leiding te Berlijn de bedoeling had om van de Algemene en *Germaanse-SS* in Vlaanderen ook en anti-kerkelijke ingestelde organisatie te maken. In een brief aan Himmler einde 1941 stelde Heydrich dat die *Flämische SS als Träger der Reichsidee und spätere Kampftruppe gegen den Klerikalismus unbedingt vorhanden sein muß* [105]. We mogen gerust aannemen dat dit ook de bedoeling van Himmler zelf en van Berger zal geweest zijn. Met het begrip antikerkelijkheid bedoelen wij hier een ingesteldheid die in Vlaanderen tot uiting kwam

---

101 Scholingsbrief, Nr. 4, april 1941, p. 8-13 (Evdoc.).
102 Als vorige noot.
103 *Flanderns Sendung im germanischen Raum*, s.d. (BAK, NS 19 (neu) 1550).
104 *Der Reichsführer-SS Persönlicher Stab* aan Berger, 8.10.1942 (BAK, NS 19 (neu) 1550).
105 Heydrich aan Himmler, 9.9.1941 (BAK, NS 19 (neu) 2140).

in een zekere negatieve houding tegenover de katholieke kerk en haar dienaars.

In de propaganda-kanalen van de Algemene en Germaanse-SS in Vlaanderen waren rechtstreekse aanvallen tegen het katholieke geloof als zodanig wel eerder uitzonderlijk. In een artikel afkomstig uit het Duitse *SS Leitheft* en bedoeld voor publicatie in de Vlaamse versie van het tijdschrift, werd in een artikel getiteld «Het geloof aan God», het scheppingsverhaal van de katholieke kerk gewoon naast andere versies geplaatst, zonder dat de auteur zijn voorkeur voor de één of de andere versie uitsprak. Wel werd duidelijk gemaakt dat het geloof aan een God zinvol was en dat deze God, wie hij ook was, duidelijk aan Duitse kant stond : «Van God stammen ook de verordeningen van deze aarde en haar volkeren. Ieder volk gaf hij een taak, den een een groote den anderen een kleine taak. En ook ons volk stamt van hem. Onder zijn opperbevel doorstond het duizende jaren en vervulde het zijn opgave» [106]. Wanneer de verhouding tot de kerk wel expliciet ter sprake kwam, werd het volgende standpunt ingenomen : «Wij eischen van onze leden, dat ze in een Opperwezen zouden gelooven, maar wij laten eenieder vrij, die kerkgemeenschap te volgen die hij voor zich zelf verkiest. Wij zelf bekennen ons echter niet tot gelijk welke kerkgemeenschap. Dat wil zeggen, als gemeenschap bemoeien wij ons niet met deze privaataangelegenheden. Wij dulden echter ook niet, dat gelijk welke Kerk zich met onze gemeenschapsaangelegenheden zou bemoeien, of dat de Kerk de volksgemeenschap zou willen schaden» [107].

Een meer subtielere manier waarbij tot uiting kwam dat de SS geen rechtvaardiging van de kerk nodig had, en zich zeker niet als verdediger van het katholieke geloof wilde opstellen, was de manier waarop elementen die hun oorsprong vonden in de Germaanse mystiek, christelijke elementen uit bepaalde vieringen vervingen. In Vlaanderen kwam dit het meest tot uiting in de kerstvieringen en de huwelijksplechtigheden die naar SS-traditie gehouden werden. In SS-kringen werd immers niet het kerstfeest als zodanig gevierd, maar wel het joelfeest. Deze joelfeesten waren een viering van de wedergeboorte van het licht. Ook de uitreiking van een *julleuchter* hoorde daarbij (een joelluchter was een soort kaarsenstaander die wederom de rol van het licht symboliseerde) [108]. Ook de SS-huwelijken werden onttrokken aan de katholieke kerk. Het huwelijk werd niet voltrokken door een priester maar door een SS-officier [109], en vóór men kon huwen werd de raszuiverheid van de huwelijkskandidaat onderzocht.

Rechtstreekse aanvallen op uitspraken van de dienaars van de katholieke kerk waren minder uitzonderlijk. Het instrument bij uitstek hiervoor was *De SS-Man*. Om dit te illustreren, volgende korte fragmenten uit het genoemde blad : «(...) en wat Hitler betreft, die krijgt het hier voluit gezegd; niets heeft

---

106 *Het geloof aan God*, s.d. (BAK, NS 31/407).
107 P. CUYT, *Vierenveertig, SS of... Wat willen die «zwarten» ?*, Göttingen, s.d., p. 12.
108 Interview, 2.4.1993.
109 J. VINCX, *op.cit.*, deel 6, p. 90-91.

hij te vertellen. En daarmee punktum. De pastoor heeft het gezegd» [110]. Onder de titel : «Een poot voor eerwaarde zuster Clairisse», bracht *De SS-Man* het volgende stuk : «We hebben, enkele weken geleden, het verhaal gebracht van die godsvruchtige, typisch-Belgische opvoedster in Mortsel die met echt christelijk bolsjewistische geestigheid haar leerlingen opriep om de ongebruikte bevoorraadingszegels nr. 15 goed te sparen. 'Straks komen er uit Rusland vervroren pooten en ooren genoeg' lispelde ze ingetogen en zij keeroogde van vroomheid» [111].

Hiernaast werden dienaars van de katholieke kerk ook voorgesteld als huichelaars die profiteerden van de goedheid en naïviteit van de bevolking. Zo kon men in *De SS-Man* van 10 april 1943 lezen : «Daarbij zijn deze paters geen droomers maar mannen die houden van 'goeie fret' en van de lekkere flesch. En zij kennen den truc om ook in deze benarde tijden niets te kort te komen. Alhoewel de grond hunner hooggeleerde predikaties dezelfde is gebleven, toch zijn zij thans afgewisseld met zeer nuchtere en spitsvondige wenken. «Beminde broeders», zei er een, «wij zijn naar hier gekomen om uwe zielen rijp te maken voor de eeuwige zaligheid. Maar wij hebben maar weinig 'bonnekens' ofte rantsoeneringszegels meegekregen en onze orde is arm en kan er niet genoeg kopen. Daarom zult gij toonen dat uw hart dicht bij dat van uw arme broeders ligt en ons brengen van uw overvloed» [112].

Tot de clerici die aangevallen werden in de SS-literatuur behoorde in elk geval niet Cyriel Verschaeve, naar wie reeds in het eerste nummer van *De SS-Man* in positieve zin verwezen werd [113], en aan wie einde april 1944 een volledig artikel gewijd werd. Op het voorblad prijkte een foto van Verschaeve met daarboven de titel : «Heil U, Verschaeve» [114].

Naast deze primaire onderwerpen kwamen ook nog andere onderwerpen in de SS-ideologie aan bod, die men eerder als ondergeschikt kan beschouwen aan datgene dat wij de «primaire onderwerpen» genoemd hebben. Als eerste en meest belangrijke van wat we «secundaire onderwerpen» zullen noemen, beschouwen we het anti-communisme. Volgens de SS-ideologie was het communisme één van de belangrijkste en gevaarlijkste vormen waaronder het jodendom zich manifesteerde. Het communisme was geen afzonderlijk gevaar, maar het werd zoals zovele zaken beschouwd als een instrument van het «jodendom» in zijn streven naar de wereldheerschappij. In een document bedoeld voor de scholing van de SS-leden werd het als volgt gesteld : «In het bolsjewisme zijn de beide oeroude bloedvijanden van Europa tot een geheel samengesmolten. Het Vooraziatische jodendom voert tegenwoordig bewust en stelselmatig de Binnenaziatische volkenmassa's met hun aan Europa vervreemde instincten tegen Europa aan. Het bolsjewisme als wereldbeschouwing en als machtsstroom is het werktuig van het jodendom tot oprichting van zijn

---

110 *De SS-Man*, 18.4.1942.
111 *De SS-Man*, 25.4.1942.
112 *De SS-Man*, 10.4.1943.
113 *De SS-Man*, 7.12.1940.
114 *De SS-Man*, 29.4.1944.

wereldheerschappij, waarbij het gebruik maakt van de natuurlijke krachten der volken in het Russisch-Binnenaziatische gebied» [115].

Als tweede afgeleide van de «primaire onderwerpen» beschouwen we de elite-gedachte. Deze gedachte was wel zeer duidelijk bij de SS aanwezig, maar beschouwen we eigenlijk als ondergeschikt aan de rassenleer. Het was immers op basis van deze rassenleer dat de elite-gedachte het meest tot uiting kwam. De SS claimde niet alleen op basis van haar verwezenlijkingen de elite te zijn, maar zeker op basis van wie tot de SS kon toetreden. Het is op basis van de rassenleer dat de fysieke toetredingscriteria voor opname in de SS werden opgesteld. Zo valt in één van de scholingsbrieven te lezen : «Wij zullen diegenen uitzoeken, die geestelijk geschikt, ethisch betrouwbaar en lichamelijk het best zijn toegerust voor den kamp, waarbij elkeen geheel zal worden ingezet» [116]. Voor de SS-leden zelf betekende dit dat normaal gezien ook kandidaat SS-mannen aan bepaalde eisen moesten voldoen : «De SS moet voornamelijk voor de rassige verbetering van het volk instaan. Daarom gelden de bijzondere voorwaarden tot opneming in de SS : gestalte, gezondheid, uiterlijk, voorkomen en optreden, strenge keuring» [117]. In Vlaanderen werd hier zoals gezegd wel van afgeweken door de creatie van de SS-militie, het latere Vlaanderen-Korps.

Een derde «secundair onderwerp», is de aandacht voor de geschiedenis. Bij de Algemene en Germaanse-SS in Vlaanderen werd heel wat aandacht besteed aan de geschiedkundige band tussen Vlaanderen en Duitsland. Alhoewel dit eerder een onderwerp is dat meer gebonden is aan de activiteiten van de SS tijdens de oorlog, en de SS of nazi-Duitsland zeker niet de eersten waren om het beeld over het verleden te manipuleren, willen we het hier toch rangschikken onder de «secundaire onderwerpen», aangezien dit zeer regelmatig een onderwerp vormde van de SS-propaganda in Vlaanderen, en datgene wat men trachtte aan te tonen duidelijk in functie stond van de Rijksgedachte. Men trachtte door het manipuleren van het beeld over het verleden de wenselijkheid van de Rijksgedachte te onderstrepen.

De geschiedkundig gerichte artikels in *De SS-Man* waren duidelijk meer dan onschuldige geschiedenislessen. Deze artikels werden eigenlijk het forum waar men onrechtstreeks de politieke strijd met het VNV uitvocht, aangezien men het VNV niet rechtstreeks mocht aanvallen daar men zich niet met de *Tagespolitik* mocht bezighouden. Titels als «Groot Nederland, Brits bruggenhoofd op Europa's vastenland [118], «Groot Nederland een pion der Britsche anti-Europeesche politiek [119]» en «Groot Nederland Wenschdroom der Britsche Anti-Europeesche diplomatie» [120], maken al snel duidelijk wat men dacht van de «Dietsche gedachte» van het VNV; «Groot Nederland»

---

115 *Handleiding der SS voor het onderricht in de wereldbeschouwing, Thema 12 : Europa's doodsvijand, het bolsjewisme*, s.d. (BAK, NS 31/413).
116 Scholingsbrief, Nr. 2, februari 1941, p. 8 (Evdoc.).
117 Scholingsbrief, Nr. 1, januari 1941, p. 9 (Evdoc.).
118 *De SS-Man*, 25.7.1942.
119 *De SS-Man*, 18.7.1942.
120 *De SS-Man*, 1.8.1942.

was immers duidelijk een synoniem voor Dietschland. Een Dietschland dat een onafhankelijke unie zou betekenen van Vlaanderen en Nederland zou dus duidelijk in de kaart spelen van Groot-Brittannië, de vijand.

Naast deze artikels, waarin zeer duidelijk een strijd met het VNV gevoerd werd, verschenen er echter ook meer «gewone» geschiedkundige artikels zoals bijvoorbeeld over de Guldensporenslag. De visie die in dit artikel naar voor kwam, was dat de Guldensporenslag ook een strijd geweest was voor het Germaanse rijk [121]. Meer algemeen blijkt duidelijk dat men, door nadruk te leggen op de verhouding Duitsland-Vlaanderen door de eeuwen heen, het wilde doen voorkomen dat Vlaanderen historisch tot Duitsland behoorde, en dat die momenten in de geschiedenis waar die band verzwakt was ook die momenten waren die voor Vlaanderen het meeste onheil gebracht hadden. Een groot deel van deze artikels waren geschreven door Robert Van Roosbroeck, die sinds 1941 als professor verbonden was aan de Gentse Rijksuniversiteit [122], en regelmatig schreef voor *De SS-Man* [123].

Als vierde «secundair onderwerp» van de SS-propaganda, beschouwen wij de aandacht voor de Germaanse mythologie en zijn afgeleiden. Speciaal hiervoor was in november 1936 de in 1935 opgerichte *Deutsches Ahnenerbe, Studiengesellschaft für Geistesurgeschichte* onder de kortere naam *Ahnenerbe* aan de persoonlijke staf van Himmler verbonden [124]. Deze dienst was bedoeld om het Duitse volk via «wetenschappelijke» weg van zijn bloed en bodem, zijn Arische en vooral zijn Germaanse erfenis bewust te maken.

Niet alleen vormden onderwerpen verbonden aan de Germaanse mythologie een relatief groot deel van de artikelen en scholingsbrieven, maar verwijzingen naar de Germaanse mystiek waren ook een deel van bepaalde SS-ceremonies en feestelijkheden. Niettegenstaande de grote aandacht die aan dit onderwerp geschonken werd, menen we toch ook dit aspect van de SS-ideologie als een afgeleide te moeten beschouwen van in eerste instantie de Rijksgedachte. Aandacht voor een gemeenschappelijke Germaanse achtergrond was ons inziens toch vooral wederom een argument om de wenselijkheid van een ééngemaakt rijk kracht bij te zetten, en had in elk geval méér dan een culturele betekenis. Via aandacht voor de gemeenschappelijke Germaanse achtergrond van Duitsers, Denen, Noren, Vlamingen en Nederlanders wilde men duidelijk doen uitschijnen dat het streven van de SS naar een Germaans Rijk een normale ontwikkeling was.

Men zou ook kunnen zeggen dat de Rijksgedachte een logische gevolgtrekking was van het geloof in een gemeenschappelijke rassenleer. Toch hebben wij ervoor gekozen de aandacht voor de Germaanse voorouders als een afgeleide van de Rijksgedachte te beschouwen, omdat voor het gros van de SS-mannen in het vooroorlogse Duitsland zeker

---

121 *De SS-Man*, 10.7.1943.

122 P.J. VERSTRAETE, K. BARREZEELE, *Vlaamse Portretten, deel 1*, Antwerpen, 1985, p. 120.

123 *Monats-Budget «De SS-Man»*, s.d. (BAK, NS 21/930) – Interview met redactiesecretaris, 23.1.1993.

124 F. REIDER, *Geschiedenis van de SS in beeld*, Antwerpen, 1985, p. 188-190.

Duitsland zelf op de eerste plaats zal gekomen zijn, en dat deze SS-mannen meer in termen van een groot-Duits rijk dan een groot-Germaans rijk zullen gedacht hebben [125]. In de SS-ideologie waren beide begrippen zeer sterk met elkaar verbonden, maar met het begrip «groot Duits rijk» bedoelen we hier het idee van een Duitsland dat haar geografische grenzen van 1933 overtrof en dat ook politiek onder Duits bevel stond. Ons inziens is dan ook de aandacht voor een Germaanse achtergrond eerder een legitimatie geweest van bepaalde aspiraties dan dit de kerngedachte was. In tweede instantie kan men de aandacht voor de Germaanse mystiek ook zien als een afgeleide van de anti-kerkelijke ingesteldheid van de SS. Hierbij willen we ook nogmaals in herinnering brengen dat men ook bij bepaalde feestelijkheden terugviel op een Germaanse zingeving.

Ook de werving voor de *Waffen-SS* kan men als een van de secundaire onderwerpen beschouwen. Vanaf het eerste nummer van *De SS-Man*, werd propaganda gemaakt voor de *Waffen-SS*. In een kort artikel, ondertekend door Leib, werd gemeld dat het voor Vlamingen mogelijk was in dienst te treden bij de *Waffen-SS Standarte Westland* [126]. Al zeer vroeg, vanaf 1 maart 1941, werd «Hier is de Wapen-SS» een vaste rubriek van het blad [127]. Men kan dan ook moeilijk van een zeer opmerkelijke toename in de propaganda voor de *Waffen-SS* spreken voor wat *De SS-Man* betreft, aangezien reeds vanaf het begin van de Algemene-SS, propaganda voor de *Waffen-SS* een vast deel uitmaakte van de in het blad te verdelen ruimte. Wel waren de commentaren die geschreven werden over de oorlogsverrichtingen en artikels of vermeldingen van SS-leden die in Vlaanderen op verlof waren, natuurlijk een impliciete propaganda voor de *Waffen-SS*. Deze artikels namen wel duidelijk toe naarmate de oorlog vorderde [128].

Tenslotte kan men ook de ophemeling van het nationaal-socialistisch Duitsland onderbrengen bij de secundaire onderwerpen. De toestand in Duitsland werd in geen geval enkel in de SS-literatuur gepropageerd, noch kwam dit enkel in de propaganda in België aan bod. Het is vanzelfsprekend dat, om de geneugten van het nationaal-socialisme aan te tonen, regelmatig verwezen werd naar wat het nationaal-socialisme voor Duitsland betekend had. In het bijzonder werd vaak verwezen naar de verschillende arbeidsomstandigheden, waarbij deze in Duitsland als oneindig veel beter werden voorgesteld dan deze in België : «Het leven is hier een paradijs, vergeleken bij den warreboel ginds» [129]. Ook meer zuiver economische gegevens uitgedrukt in cijfermateriaal werden aangevoerd om aan te tonen welke welvaart er in Duitsland was. Deze gegevens werden vergeleken met cijfers van andere landen, voornamelijk die van Engeland [130].

---

125 N.K.C.A. IN'T VELD, *op.cit.*, p. 160-163.
126 *De SS-Man*, 7.12.1940.
127 *De SS-Man*, 1.3.1941.
128 *De SS-Man, passim.*
129 *De SS-Man*, 14.3.1942.
130 Scholingsbrief, Nr. 4, april 1941, p. 36-42 (Evdoc.).

Met de term «tijds- en plaatsgebonden onderwerpen» bedoelen we die onderwerpen die onder druk van de oorlog werden ingegeven, samen met die onderwerpen die enkel in de propaganda van de Vlaamse SS-organisaties voorkwamen. Een van de duidelijkste voorbeelden van een plaatsgebonden onderwerp is de propaganda gericht tegen België. De negatieve houding tegenover de Belgische staat kwam in de SS-propaganda op twee manieren tot uiting. Allereerst had het bestaan van een Belgische onafhankelijke staat geen zin, en werd, conform de Rijksgedachte, verklaard dat Vlaanderen een deel van een nieuw Germaans rijk moest uitmaken, waar de oude straatsstructuren weg zouden vallen : «Bekeken van het volksche standpunt heeft België voor de Vlamingen geen belang. Zij immers behooren tot het groote Germaansche volk en zij hebben wel een betere en eervolle taak in het Europa van de toekomst» [131]. Ten tweede werd duidelijk gemaakt dat de instellingen die verbonden waren aan de Belgische staat nodig aan vervanging toe waren en in nationaal-socialistische zin moesten omgevormd worden. Tot de belangrijkste van deze instellingen behoorde in elk geval het onderwijs : «Daarom willen wij het oude krot (de Belgische scholen) afbreken, afbreken tot op den grond en dit met bovenaardsch genoegen. Een *Heimatjugendheim* is de nieuwe schoolvorm, een school die tegelijk onderwijsgesticht, volksinstituut en *Soldatenheim* is [132]».

Als een tijdsgebonden onderwerp kunnen we de propaganda gericht tegen de geallieerden beschouwen. Uiteraard had de SS geen monopolie met betrekking tot het voeren van propaganda waarvan de geallieerden het onderwerp waren. Wel was het zo dat in de SS-publicaties, en dan voornamelijk via *De SS-Man*, de geallieerden regelmatig bekritiseerd werden of belachelijk werden gemaakt. Net zoals bij de vrijmetselarij en het communisme het geval was, werden ook de acties van de Amerikanen en de Engelsen geplaatst tegen een achtergrond van rassenleer en «jodendom». Wat Amerika betreft, vormden niet alleen de daden van de regering onderwerp van uiteenzettingen, maar ook de aspecten van de Amerikaanse cultuur werden verklaard als instrumenten van het «jodendom» : «Het stijllooze in muziek, film, literatuur, beeldende kunsten, wijst op het volksvreemde, het ontbreken van elk gevoel voor volk en ras (...). Joodsche smakeloosheid en ontbinding vinden, onder den mantel van het Amerikanisme in film, literatuur en jazzmuziek, ingang in de geheele wereld [133]».

III. AANSLAGEN, FYSIEK GEWELD EN POLITIONELE ACTIES

Vooral vanaf het begin van 1943 werd de Germaanse-SS meer en meer betrokken bij het uitvoeren van bewakings- en opsporingsopdrachten. Deze betrokkenheid bij politionele acties werd nog vergroot door het feit dat er een steeds grotere doorstroming was van SS-leden naar gewapende eenheden. Alhoewel een aantal van deze eenheden onder het gezag van

---

131 *De SS-Man*, 2.5.1942.

132 *De SS-Man*, 8.3.1941.

133 *Handleiding der SS voor het onderricht in de wereldbeschouwing. Thema 17 : De USA – Werktuig der joodsche wereldmacht*, s.d. (BAK, NS 31/413).

de *Waffen-SS* viel, is hier toch een verschil met de gewone indiensttreding bij de *Waffen-SS*, omdat het de bedoeling was dat deze eenheden in eigen land zouden optreden en dus in geen geval zouden ingezet worden aan het oostfront.

Naast de inzet van de leden van de Germaanse-SS bij dergelijke bewakings- en opsporingsopdrachten, staan we ook even stil bij het machtsmisbruik dat leden van de organisatie gemaakt hebben op basis van het feit dat zij lid waren van een collaborerende organisatie. Eveneens duidelijk verbonden aan het feit dat men lid was van de Germaanse-SS waren de acties die uitgevoerd werden door een groep onder leiding van Robert Verbelen. Gezien de bijzondere aard van deze acties zullen we deze echter afzonderlijk van de voorgaande behandelen.

Gewelddaden en razzia's tegen de joden

Rekening houdend met de SS-ideologie hoeft het geen verwondering te wekken dat de eerste gewelddadige acties waarbij de Algemene-SS betrokken was, gericht waren tegen de joden. Reeds in april 1941 hadden leden van de Algemene-SS, de anti-joodse organisatie Volksverwering, en de Zwarte Brigade samen na een vertoning van de film *Der ewige Jude*, in het jodenkwartier te Antwerpen meer dan 200 joodse winkels en 2 synagogen beschadigd, waarna in de synagogen zelfs brand gesticht werd [134]. Deze actie zou gebeurd zijn zonder dat bij de eigenaars van deze winkels gewonden waren gevallen en zonder dat tussenliggende winkels van «arische» eigenaars beschadigd werden. Ondanks het feit dat de leiders van de organisaties die hadden deelgenomen, aan het Militair bestuur hadden beloofd dat dergelijke acties niet meer zouden voorkomen, had een gelijkaardig optreden twee dagen later weer plaats [135].

In Brussel en in Antwerpen waren leden van de Algemene en Germaanse-SS ook betrokken bij razzia's tegen joden in hun stad. Vanaf de herfst van 1942 zou in Antwerpen de hulp van leden van de Algemene-SS niet meer echt nodig geweest zijn. In Brussel bestond er een langere samenwerking [136]. Op zijn proces in Wenen in 1965, gaf Robert Verbelen toe dat leden van storm Brussel waren ingezet bij razzia's tegen de joden. Volgens hem, had hij daartegen onmiddellijk geprotesteerd bij Jungclaus en gezegd dat hij aan de storm duidelijk had gemaakt dat de SS zich inzette voor de strijd in het Oosten en niet tegen de joden. Drie weken later zou Verbelen zelfs nog naar de SD geroepen zijn om verantwoording af te leggen

---

134 *Tätigkeitsbericht nr. 16 der Militärverwaltung für den Monat April 1941* (NCWOII) – M. STEINBERG, *L'etoile et le fusil, la question juive 1940-1942.*, Bruxelles, 1983, p. 155.

135 De bezwaren vanwege het Militair Bestuur tegen dergelijke acties waren niet omdat men niet wilde dat er iets met de joden zou gebeuren, maar omdat men vreesde dat herhaaldelijk voorkomen van soortgelijke acties een weerslag zou kunnen hebben op de bestuurbaarheid van het land.

136 M. STEINBERG, *op.cit.*, p. 205-209.

over zijn uitspraak [137]. Gezien het ideologisch profiel van de SS is enig scepticisme aangaande deze bewering van Verbelen hier wel op zijn plaats. Bovendien werd in een document betreffende de acties uitgevoerd tussen 24 juli en 24 augustus 1944 door het Veiligheidskorps (VK), een organisatie die onder de leiding stond van Verbelen, vermeld dat onder andere twee joden waren aangehouden [138], wat bewijst dat hij ofwel zijn mannen niet onder controle had, ofwel zulke acties op zijn minst oogluikend toestond.

Machtsmisbruik door SS-leden

Bij de behandeling van een onderwerp als machtsmisbruik moet men een onderscheid maken tussen twee soorten van misbruik. Enerzijds was er misbruik van het lidmaatschap met het oog op financiële verbetering en anderzijds beschouwden sommigen zich op basis van hun lidmaatschap van de Algmene-SS, gemachtigd tot het gebruiken van geweld. Beide soorten misbruik zijn voorgevallen binnen de Algemene- en Germaanse-SS. Zo zou Jef François, de vierde standaardleider van de Algemene-SS, in West-Vlaanderen een groot aantal SS-mannen uitgesloten hebben, die in uniform smokkel dreven. In hun uniform van de Algemene-SS werden zij immers ongehinderd de Belgisch-Franse grens overgelaten [139]. Ook één van de laatste stormbanleiders verklaarde een aanvraag gekregen te hebben van een SS-man, die vroeg hem papieren te bezorgen om regelmatig naar Frankrijk te kunnen gaan om aldus een smokkeltrafiek te kunnen verderzetten [140].

Beruchter zijn echter de gevallen waar leden van de Germaanse-SS hun lidmaatschap van deze organisatie gebruikten en beschouwden als een rechtvaardiging voor het mishandelen van andersgezinden. Het valt op, dat in de gevallen die ons bekend zijn het nooit ging om geweld per se, maar om gevallen waar het geweld ook duidelijk kan geplaatst worden in het kader van de SS-ideologie. Zo liepen na de Jan Acke-herdenking te Kortrijk op 5 maart 1944, een optocht ter ere van de directeur van de SS-gezinde uitgeverij Steenlandt die ongeveer een jaar tevoren vermoord was, verscheidene klachten binnen bij de politie. Wie op dat moment op straat was, werd door leden van de Germaanse-SS fysiek mishandeld en gedwongen met gestrekte arm het vaandel te groeten en het hoofd te ontbloten. Daarnaast werden ook mensen uit hun huizen en café's naar buiten gesleept om het vaandel en de stoet te groeten. De politieverslagen die naar aanleiding van deze incidenten werden opgemaakt, vermelden verder ook nog dat de SS-leden die van deze acties beschuldigd werden niet verhoord werden aangezien zij lid waren van de Germaanse-SS [141].

---

137 NCWOII, JB 11/1, Zitting van 1 december 1965, p. 30.
138 NCWOII, DJ 113, 23.1.1946.
139 Interview met standaardleider, 16.12.1992.
140 Interview met stormbanleider, 9.3.1993.
141 Stadsarchief Kortrijk, voorlopig nummer 2823.

In Antwerpen trok een stormbanleider op 14 maart 1943 samen met leden van de Germaanse-SS van zijn storm naar een rolschaatsbaan in Leuven en arresteerde op eigen houtje ongeveer 20 personen die Engelse en Russische kentekens op hun kledij droegen. Hij voerde ze mee naar Antwerpen en hield ze daar gedurende één dag in de kelder van het SS-dienstgebouw. Bovendien dreigde hij hen neer te schieten indien zij niet bereid waren formulieren te ondertekenen waarmee zij zich opgaven voor dienst in de Vrijwillige Arbeidsdienst, de *Organisation Todt* of de *Waffen-SS*. Aanvallen tegen dergelijke zaken die als «anglofiel» bekend stonden, kwamen wel vaker voor [142].

Deze misdrijven bleven echter niet altijd zonder gevolg. Aangezien de Germaanse-SS opgenomen was in het geheel van de SS-structuur, vielen de leden van de organisatie onder de jurisdictie van het SS-gerecht [143]. De eerder vermelde stormbanleider van Antwerpen werd door het SS-gerecht een geldboete van 10.000 BF opgelegd, en werd op vraag van de *Oberfeldkommandant* in Antwerpen ontheven van zijn functie [144]. Daarbij was ook de beoordeling van dergelijke daden de inzet van een strijd tussen het Militair Bestuur en de SS. Bij het Militair Bestuur was men van mening dat ook de leden van de Nieuwe Orde-bewegingen de gewone wetten moesten naleven. De leiders van deze *deutschfreundlichen Kreisen* zoals het stuk stelt, waren eerder van oordeel dat dergelijke acties politiek gerechtvaardigd waren en beschouwden gerechtelijke vervolging als onverantwoord [145].

Tenslotte willen we er nog op wijzen dat er ons geen gevallen bekend zijn waar men tegen leden van het VNV optrad; wel een geval waar leden van storm Gent een vrachtwagen met kolen voor Winterhulp overvallen hadden, waarna zij verklaarden dat het hun bedoeling was geweest om deze kolen te gebruiken voor de dienst Voorzorg van de Germaanse-SS. De daders werden veroordeeld tot drie maanden gevangenis [146]

De groep rond Verbelen

De avond van de 4de december 1942 werd in Brussel August Schollen vermoord, die enkele dagen voordien benoemd was tot stormbanleider van West-Vlaanderen. De aanslag werd naderhand door de Gewapende Partizanen opgeëist. De twee vermoedelijke daders en tien gijzelaars werden enkele uren later door de SD aangehouden en begin 1943 gefusilleerd [147]. Voor bepaalde personen binnen de Germaanse-SS, en voornamelijk een

---

142 *SS- und Polizeigericht X Aussenstelle Brüssel* over *Politische Aktionen in Belgien*, 15.3.1944 (GMRA, T 175, Roll 131, 2657869- 2657876).

143 De leden van de verschillende SS-diensten en -organisaties in Vlaanderen, vielen onder de jurisdictie van het *SS-und Polizeigericht X Den Haag, Aussenstelle Brüssel*.

144 Zie noot 142.

145 *Ibidem*.

146 *Anweisung an SS-und Polizeigericht Brüssel über Behandlung politischer (gegenterroristischer) Strafsachen*, 13.5.44 (NCWOII, GRMA, T 175, Roll 131, 2657596-2657601)

147 Scenario BRTN-reeks *De tijd der vergelding*, Programma 1: Verbelen en konsoorten, 1986, p. 26.

groep rond Robert Verbelen, stormbanleider van Brabant en Limburg, ging deze maatregel echter niet ver genoeg. Rond de jaarwisseling 1942-1943 ondernam deze groep dan ook reeds enkele moordaanslagen op personen die zij medeverantwoordelijk achtten aan de aanslag op Schollen. Deze personen waren geen verzetsstrijders die rechtstreeks iets met de dood van Schollen of andere SS-leden te maken zouden gehad hebben, maar waren personen die door Verbelen moreel verantwoordelijk werden geacht voor deze aanslagen [148]. Onder hen vier bekende vrijmetselaars : gewezen burgemeester van Sint-Joost-ten-Node Georges Pêtre, generaal op rust Emile Lartigue, schepen van Antwerpen Eric Sasse, en advocaat aan het Hof van Beroep te Brussel Raôul Engel [149].

De acties die uitgevoerd werden door de groep die Verbelen rond zich verzameld had, waren meestal eerder kleinschalig en hadden dus nog niets te maken met de acties die uitgevoerd waren door het later opgerichte Veiligheidskorps (VK). Bij de acties waarover we het hier hebben waren in het totaal een veertigtal personen betrokken. Men moet hier echter een onderscheid maken tussen een vaste kern van een tiental personen, en de rest, die slechts bij enkele acties betrokken was. Voor zover we hebben kunnen nagaan werden er in de periode vóór de creatie van het Veiligheidskorps, 33 acties uitgevoerd door de groep rond Verbelen. Bij de ons bekende acties waren in het totaal 46 verschillende personen actief (hierbij is geen rekening gehouden met één geval waarbij hele stormen mee optraden). Bij deze groep van 46 waren 23 personen die slechts bij één actie meegedaan hebben. Vijftien anderen hebben dan nog aan 2 tot 5 acties hun medewerking verleend en slechts een kern van 8 personen was bij meer dan 5 acties betrokken [150]. Deze groep wordt in de literatuur af en toe met de naam «stootgroep Verbelen» of *Polizeizug Verbelen* aangeduid. Beide namen zijn ons inziens echter ietwat ongelukkig gekozen omdat zij een verkeerde indruk wekken. Deze termen doen uitschijnen dat het zou gaan om een kleine groep goedgetrainde personen. Dit was echter niet het geval. Het zou verkeerd zijn om hetzij bij deze vaste kern, hetzij bij de grotere groep van 46 de term «stoottroep» te gebruiken. De term «stoottroep» suggereert immers een zeker professionalisme dat bij deze groep zeker niet aanwezig was. Het ging hier niet om een kleine groep die speciale moordtechnieken aangeleerd kreeg; méér dan de gebruikelijke scholing te Schoten zullen de leden van deze «stoottroep» hoogstwaarschijnlijk niet meegemaakt hebben. Wanneer men de processtukken doorneemt, valt namelijk vooral het amateurisme op waarmee de aanslagen voorbereid en uitgevoerd waren. Regelmatig ging het bijvoorbeeld niet verder dan een moordpoging. De intentie om te doden was er wel (in bepaalde gevallen werden tevergeefs drie verschillende plaatsen aangedaan vooraleer onverrichter zake naar de thuisbasis terug te keren), maar het slachtoffer was of dié avond niet thuis of was al lange tijd verhuisd (één van de

148 P. VAN MEERBEECK, E. VERHOEYEN, H. VAN DE VIJVER, *De tijd der vergelding & het verzet*, Brussel, 1988, p. 20.

149 Zie vorige noot en noot 147, p. 9, 15-16.

150 NCWOII, JB 11/2-4.

uitgekozen slachtoffers leefde al sedert een jaar of twee in Engeland). In één geval was er zelfs een Duitse wachtpost [151].

Alhoewel we het hier zoals gezegd niet hebben over de acties uitgevoerd door het VK, moeten we toch duidelijk maken dat er ook na de creatie van het VK nog enkele acties uitgevoerd werden die de stempel dragen van het vroegere «werk» van Verbelen. Hiermee bedoelen we dat ook nà mei '44 nog acties werden uitgevoerd door een ongeüniformeerde, kleine groep personen. Deze personen zijn dezelfden als die we eerder ontmoet hebben rond Verbelen vóór de creatie van het VK. Het belangrijkste criterium dat we hier gebruiken om de acties van het Veiligheidskorps van de rest te scheiden, is dat de acties van het Veiligheidskorps in alle openheid gebeurden. Dit was totaal anders bij de aanslagen uitgevoerd onder leiding van Verbelen vóór het VK bestond. Deze werden immers uitgevoerd door SS-mannen in burgerkledij.

Een bijzonder geval wordt gevormd door de gebeurtenissen van de 28ste februari 1944. In deze nacht werden verschillende acties uitgevoerd. Hierbij was echter niet alleen de normale groep van Verbelen betrokken, maar werd ook het officierenkorps van de Germaanse-SS ingezet. Dit is voor zover we hebben kunnen nagaan, de enigste inzet geweest vóór de creatie van het Veiligheidskorps, waarbij formeel een beroep werd gedaan op de Germaanse-SS om acties tegen het verzet te ondernemen. Volgens standaardleider Van Dijck, kwam Verbelen bij hem met de melding dat Jungclaus een dergelijke actie bevolen had. Daarop werd een vergadering ingericht om de acties te bespreken. Gedurende deze vergadering gaf Van Dijck zelf het bevel aan de aanwezige officieren om aan deze acties deel te nemen, aangezien hij vond dat zij zich bij een dergelijke zaak niet aan hun verantwoordelijkheid mochten onttrekken [152]. Bij één van de acties die op die avond werden uitgevoerd, namelijk een aanval op het politiekantoor te Vorst, namen dan ook de verschillende stormbanleiders (uitgezonderd stormbanleider Bachot) en de standaardleider van de Germaanse-SS zelf deel. Bij deze actie werd het politiekantoor te Vorst vernield en werden verschillende agenten vermoord [153]. Oorspronkelijk zou het de bedoeling geweest zijn de boel klein te slaan, maar zonder de agenten te vermoorden. Het is pas nadat enkelen van hen reeds buiten waren dat Verbelen standaardleider Van Dijck er toe zou hebben aangezet om op de agenten te schieten [154].

Zoals gezegd is dit voor zover we hebben kunnen nagaan de enigste actie geweest vóór de creatie van het VK, waarbij min of meer formeel een beroep gedaan werd op de leiding van de Germaanse-SS. Waarom dit slechts bij deze ene gelegenheid gebeurde is niet duidelijk. Er zijn immers verschillende mogelijkheden. Zo is het mogelijk dat het bevel inderdaad van Jungclaus kwam en dat deze vond dat de Germaanse-SS in deze zaak

---

151 NCWOII, JB 11/2.
152 Interview met standaardleider, 2.11.1994.
153 NCWOII, JB 11/1.
154 Interview met stormbanleider, 9.3.1933.

moest optreden. Indien dit echter het geval was, komt het ons zeer vreemd voor dat Jungclaus het bevel door Verbelen zou hebben laten doorgeven aan Van Dijck. Hij kon dit immers zonder problemen rechtstreeks aan Van Dijck doorgeven, wat ook voor de hand zou liggen aangezien Van Dijck binnen de Germaanse-SS de hoogste in rang was. Een tweede mogelijkheid is natuurlijk dat Verbelen zelf het initiatief genomen had, zogenaamd handelend op bevel van Jungclaus. Indien dit het geval was had Verbelen met zijn groep genoeg «ervaring» opgedaan om dergelijke opdrachten te laten uitvoeren door zijn gewone groep. Wat dit betreft moet hier nog wel duidelijk gesteld worden dat verschillende leden van de groep rond Verbelen diezelfde avond op verschillende andere plaatsen actief geweest waren met het uitvoeren van aanslagen.

Praktisch gezien bestond er dus geen echte nood aan een bevel van Van Dijck. We hebben echter reeds vemeld dat Verbelen vanwege het Militair Bestuur helemaal niet de steun had betreffende deze aanslagen die hij later claimde gehad te hebben. Wanneer Verbelen dus werkelijk handelde op eigen initiatief en een beroep deed op de leiding van de Germaanse-SS, zou Van Dijck als hoogste in rang formeel de verantwoordelijkheid hebben moeten dragen. Het is dan ook niet onmogelijk dat Verbelen ook de leider van de Germaanse-SS wilde compromitteren om zich op deze manier in te dekken tegen eventuele gerechtelijke vervolging. Een derde mogelijkheid is tenslotte, dat het initiatief noch van Verbelen of van Jungclaus afkomstig was, maar van Van Dijck zelf. Deze mogelijkheid lijkt ons echter de minst waarschijnlijke. Ten eerste was deze actie de enigste van deze aard waar Van Dijck vóór de creatie van het VK bij betrokken was. Een tweede en belangrijker argument echter was dat de andere acties die op die avond plaatsvonden zoals reeds gezegd uitgevoerd werden door de normale groep mensen rond Verbelen en ook hun manier van werken eerder de stempel droeg van het vroegere «werk» van deze groep.

Zoals blijkt uit het feit dat onder de eerste slachtoffers van de groep rond Verbelen vier vooraanstaande vrijmetselaars waren, die eigenlijk niets met verzetsacties te maken hadden, werd het begrip «vijand» als aanduiding voor wie men zou aanpakken, zeer ruim geïnterpreteerd. Onder de slachtoffers waren dan ook vermeende communisten, mensen die men ervan verdacht bij een aanslag bij hen in de buurt betrokken te zijn geweest, of personen die de begrafenis van een Waffen-SS'er verstoord hadden, maar ook een deserteur uit het NSKK. Ook vooraanstaande personen uit juridische en economische kringen, zoals Alexandre Galopin, gouverneur van de *Société Générale*, en Paul Thoreau, directeur bij Sofina en zijn privé-secretaris Staatge [155], werden het slachtoffer van de groep rond Verbelen. Enkele belangrijke personen uit juridische kringen zoals secretaris-generaal voor Justitie de Foy, de Procureur-generaal van het Hof van Beroep te Brussel Charles Collard, en de Eerste Voorzitter van het Hof van Cassatie te Brussel Jamar, kregen ook het bezoek van de groep rond Verbelen, maar waren

155 M. VAN DEN WIJNGAERT, *Nood breekt wet, Economische collaboratie of accomodatie : het beleid van Alexandre Galopin, gouverneur van de Société Générale tijdens de Duitse bezetting (1940-1944)*, Tielt, 1990, p. 119.

die avond niet thuis of weigerden open te doen [156]. Waarom precies deze mensen als doelwit werden uitgekozen is niet duidelijk. Ook wat betreft de mate waarin preciese aanslagen van het verzet aanleiding waren tot deze acties, hebben we niet kunnen nagaan.

Reactie van de militaire overheid

Op zijn proces in Wenen in 1965 heeft Verbelen altijd volgehouden dat het Militair Bestuur volledig op de hoogte was van de acties die hij en zijn groep uitvoerden, en dat zij hier geen probleem mee hadden. Dit is eerder onwaarschijnlijk omdat, zoals we reeds eerder gezien hebben, men bij het Militair Bestuur van mening was dat ook de leden van de Nieuwe Orde-bewegingen de gewone wetten moesten naleven, en men er daar niet voor terugschrok om leden van deze organisaties die het recht in eigen handen namen, te bestraffen [157]. Het feit dat de groep rond Verbelen ook regelmatig samenwerkte met de *Sicherheitspolizei* te Brussel en duidelijk de steun had van het *SS-und Polizeigericht* [158] maakte het voor het Militair Bestuur ook niet gemakkelijker Verbelen te straffen. Voor zover we hebben kunnen nagaan, is geen enkele van de betrokkenen bij deze acties ooit voor deze daden vervolgd door het Militair Bestuur. Wel had Jungclaus enkelen onder hen verplicht naar Duitsland te vertrekken, aangezien de *Feldgendarmerie* uit Gent vernomen had dat zij betrokken waren in de aanslagen van 28 februari 1944 en zij bijgevolg gevaar liepen aangehouden te worden. Onder hen was ook stormbanleider Pasques, die kort nadien Vlaams referent te Berlijn werd voor de Germaanse stormbannen. Jungclaus had niet enkel weet van deze acties, het werd aan zijn oordeel overgelaten om de beslissing te nemen om zaken waar SS-leden bij betrokken waren, al of niet bij het SS-gerecht aanhangig te maken [159].

Doorstroming van SS-leden naar wachtgroepen

De belangrijkste wachtgroep wat betreft de doorstroming van leden van de Germaanse-SS naar gewapende eenheden was de SS-Wacht Sint-Truiden. Wie tot deze SS-Wacht wilde toetreden moest lid worden van de Germaanse-SS. Alhoewel deze eenheid dus enkel uit SS-leden bestond, stond de organisatie zelf niet onder SS-gezag, maar stond vanaf einde 1941 onder bevel van de *Bauleitung der Luftwaffe* [160] en verzorgde voornamelijk de wacht op het vliegveld van Sint-Truiden. Niettemin werd de eenheid als een SS-eenheid beschouwd en werd binnen de Germaanse-SS hier in redelijke mate voor geworven [161]. Deze eenheid bleef zeer beperkt van omvang. In juni

---

156 NCWOII, JB 11/2.
157 Als vorige noot.
158 *Einstellungsverfügung*, 28.2.1944 (BDC, documenten Verbelen).
159 *Vermerk* over *Politische aktionen in Belgien*, 4.6.1944 (NCWOII, GRMA, T175, roll 131, 2657509-2657510).
160 J. VINCX, *op.cit.*, deel 6, p. 361.
161 Standaardbevel nr. 40, 14.10.1942 (Verzameling documenten J. Vincx).

1943 werd deze wachtgroep samengevoegd met de SD-wacht (die onder meer instond voor de bewaking van de Dossinkazerne te Mechelen en het kamp van Breendonk) en het Wachtkorps Nordland. Deze nieuwe eenheid kreeg de naam DeVlag-wachtkorps [162].

Naast deze speciaal voor bewakingsdiensten opgeleide groepen, waarvan een groot deel onder hen waarschijnlijk wel lid was van de Germaanse-SS maar die dus niet onder het gezag van de Germaanse-SS-leiding ressorteerde, werden soms ook gewone SS-stormen voor beperkte bewakings- en opsporingsopdrachten in hun streek ingezet. In Kortrijk bijvoorbeeld bewaakten leden van de storm samen met leden van de *Fahndungsdienst* opgespoorde werkweigeraars die samengebracht waren in de stadsbibliotheek [163]. Het uitvoeren van dergelijke bewakingsopdrachten of het meehelpen bij arrestaties, gebeurde normaal gezien in samenwerking of na overleg met de plaatselijke militaire of politionele overheid [164]. In de zomer van 1944 werd de Germaanse-SS tenslotte gedeeltelijk bewapend. De verschillende stormen kregen vanwege de standaardleiding elk een aantal geweren om onder hun leden te verspreiden [165]. We mogen echter aannemen dat het grootste deel van diegenen die de behoefte voelden om een wapen te bezitten, reeds over een wapen beschikte. Voor het bezit van een wapen was wel een *Waffenschein* nodig die uitgereikt werd door het Militair Bestuur, maar vaak werd die bekomen zonder dat men vragen stelde over de afkomst van het wapen [166]. Bovendien was men er midden 1943 reeds in geslaagd om bij het Militair Bestuur te bekomen dat, zoals dat ook bij de Duitse soldaten het geval was, enkel nog de *Feldgendarmerie* en niet meer de Belgische politie de leden van de Germaanse-SS op wapenbezit mocht controleren [167].

IV. DE LEDEN VAN DE ALGEMENE- EN GERMAANSE-SS VLAANDEREN : SOCIALE ACHTERGRONDEN

Om een beter beeld te krijgen van wie zich aansloot bij de Algemene en Germaanse-SS hebben we onderzoek verricht naar drie verschillende aspecten, namelijk de leeftijd, de burgerlijke stand en de sociale achtergrond van leden van de organisatie. Helaas is er nog onvoldoende materiaal voorhanden om de gegevens die we verzameld hebben te vergelijken met die van andere organisaties zoals bijvoorbeeld de DMO van het Verdinaso of de Zwarte Brigade van het VNV.

---

162 F. SEBERECHTS, *op.cit.*, p. 75 en J. VINCX, *op.cit.*, deel 6, p. 242.

163 J. VANBOSSELE, *Kortrijk tijdens de tweede wereldoorlog*, deel 3, *De verwoesting van de stad*, Kortrijk, 1987, p. 139.

164 Interview met stormbanleider, 9.3.1993, met aanvullende correspondentie. – Interview met stafschaarleider, 14.5.1993, met aanvullende correspondentie.

165 Interview met stafschaarleider, 14.5.1993, met aanvullende correspondentie. – NCWOII, PV 1, Nummers der geweren van Storm 6/1, s.d.

166 Zie noot 165.

167 *Monatsbericht der Germanischen Leitstelle, Finanzen, Wirtschaft und Vermögensverwaltung über Volkstumsarbeit in Flandern*, juli 1943 (BAK, NS 1 vorl. 524).

In ons onderzoek hebben we ons voorlopig toegespitst op de leden van twee Oostvlaamse stormen, namelijk Gent en Aalst. De keuze voor deze twee stormen werd bepaald door het beschikbaar materiaal. Alhoewel we in het totaal beschikken over de namen van ongeveer 700 SS-leden, waren enkel voor Gent en Aalst voldoende gegevens voorhanden om een groep samen te stellen waarvan het aantal personen t.o.v. de waarschijnlijke sterkte van hun storm procentueel hoog genoeg was om enigszins representatief te zijn voor de gehele storm.

Gegevens over de leden van storm Gent hebben we verzameld op basis van de Volkstelling van 1931-1947, zoals bewaard op de dienst bevolkingsregister van de stad Gent. Voor de gegevens van storm Aalst hebben we ons gebaseerd op de gegevens over leden van storm Aalst, zoals vermeld in het boek «De Duitse bezetting te Aalst 1940-1944» [168].

Een eerste groep waarnaar we onderzoek verricht hebben, bestaat uit de leden die aangesloten waren bij storm Gent en die ook in die stad woonden. Leden afkomstig uit troep Wetteren of troep Eeklo, beide troepen die onder storm Gent vielen, zijn dus niet in deze structuur opgenomen. We hadden genoeg materiaal om 129 leden met zekerheid te identificeren. Het ging hier zowel om SS-mannen en leden van het Vlaanderen-Korps, als om Beschermende Leden. Bij de verwerking van de gegevens omtrent de leeftijdsstructuur hebben we echter een onderverdeling gemaakt tussen actieve SS-leden, dit zijn zowel SS-mannen als leden van het Vlaanderen-Korps, en Beschermende Leden. Dit onderscheid hebben we voornamelijk gemaakt om meer informatie te verkrijgen over de Beschermende Leden. Was het feit dat men Beschermend Lid was een bewuste keuze, of was dit eerder omdat men te oud was om actief aan de oefeningen deel te nemen ?

Aangezien we niet beschikten over een momentopname, zijn in de door ons onderzochte populatie alle personen opgenomen die we met zekerheid konden identificeren ongeacht het moment waarop ze lid waren. Om deze reden hebben we er voor gekozen de gegevens te noteren op basis van de geboortedata van de leden van deze groep. Hierbij hebben we de leeftijdscategorieën ingedeeld met een onderverdeling om de vijf jaar. Enkel voor de groep waarin de oudste leden vermeld staan, hebben we deze groep uitgebreid tot een periode van 26 jaar, aangezien het aantal SS-leden dat in deze categorie viel zeer klein was. De hoogte van de kolommen geeft in absolute cijfers het aandeel weer dat het aantal leden van de genoemde leeftijdscategorie vertegenwoordigt. Naar schatting heeft het aantal actieve SS-leden in Gent tijdens de gehele oorlog ongeveer een 100 tot 150 man bedragen [169].

---

168 J. & B. GHYSENS, *De Duitse bezetting te Aalst 1940-44. Reconstructie van een collaboratie*, deel II, Aalst, 1983, p. 485 en 497.

169 Interview met standaardleider, 16.12.1992. – Interview met SS-Man, 12.12.1992.

De grafische weergave van deze gegevens geeft volgend resultaat :

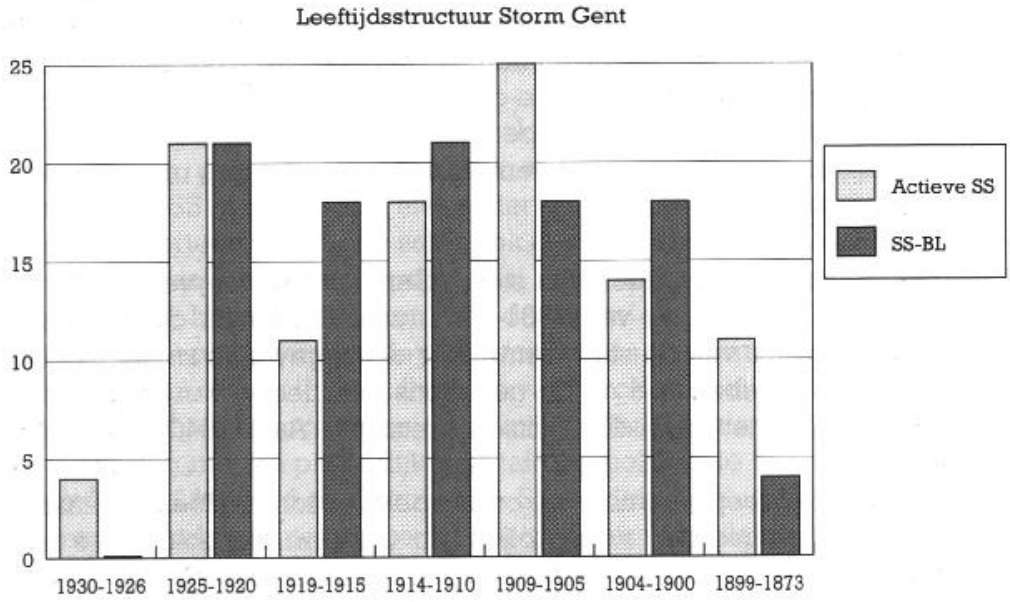


Fig. 1. Leeftijdsstructuur Storm Gent.

Om deze resultaten in zekere mate in een perspectief te kunnen plaatsen, hebben we een identieke leeftijds-structuur gemaakt van SS-leden van storm Aalst. Voor Aalst hebben we echter geen onderverdeling in actieve SS en BL gemaakt, aangezien het bijna allen actieve SS-leden waren. Voor de analyse van storm Aalst beschikten we over 39 namen. Hoogstwaarschijnlijk zal storm Aalst echter niet dezelfde omvang gehad hebben als storm Gent en zal het ledenaantal gedurende de hele oorlog ongeveer 50 tot 80 man bedragen hebben. De grafische verwerking van de gegevens van storm Aalst geeft het volgende resultaat (zie figuur 2).

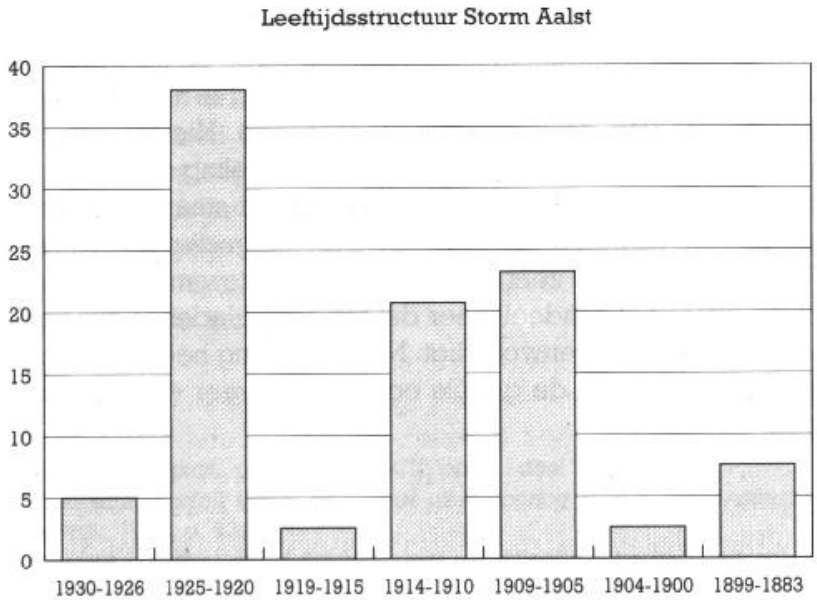


Fig. 2. Leeftijdsstructuur Storm Aalst.

Opvallend is in elk geval dat het aandeel van de groep die bij het uitbreken van de oorlog maximaal 25 jaar oud was, in Aalst veel groter was dan in Gent. In Gent was ongeveer 60% van de leden (zowel actieve SS als Beschermende Leden) ouder dan 25 jaar toen de oorlog uitbrak, in Aalst was dit ongeveer 30%.

Het is niet mogelijk dat de relatief hoge leeftijd van de leden van storm Gent mede bepaald wordt door het feit dat storm Gent misschien meer vrijwilligers voor de *Waffen-SS* en het Vlaams legioen geleverd heeft dan storm Aalst, en dat dit mede verklaart waarom de groep jongeren bij storm Gent zo laag ligt. Een onderzoek naar de Limburgse vrijwilligers in de *Waffen-SS* en het Vlaams Legioen heeft uitgewezen dat de gemiddelde leeftijd van de verschillende lichtingen Limburgse oostfrontvrijwilligers tussen de 22 jaar en 23 jaar lag, met uitzondering van de eerste lichting voor het Vlaams Legioen waar de gemiddelde leeftijd rond de 26 jaar lag [170]. Wanneer we naar de leeftijd kijken van diegenen onder hen die lid waren van de Algemene-SS of Germaanse-SS, zien we dat ook het grootste deel van de vrijwilligers afkomstig uit de Algemene-SS het patroon volgt dat ook voor het totaal van de vrijwilligers geldt (zie figuur 3).

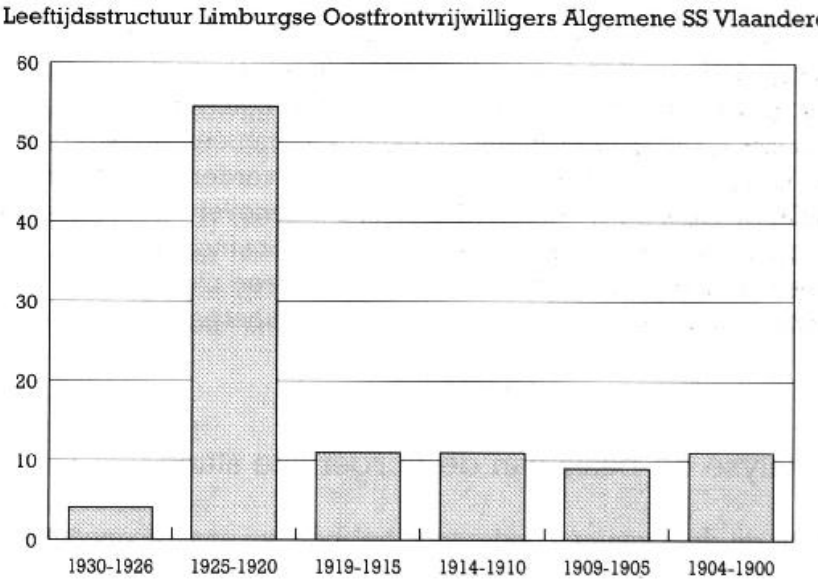


Fig. 3. Leeftijdsstructuur Limburgse Oostfrontvrijwilligers Algemene SS Vlaanderen.

Alhoewel we dus bij de relatief kleine groep jongeren (als hiertoe behorend beschouwen we de groep die ten hoogte 25 jaar was bij het uitbreken van de oorlog) van storm Gent er rekening mee houden dat een deel van vooral de jongere SS-leden zich zullen gemeld hebben voor de *Waffen-SS* en het Vlaams Legioen, blijft toch de vaststelling dat zowel in Aalst als in Gent het aantal «oudere» leden aanzienlijk was. Bovendien is het natuurlijk zo dat als jongere leden zich inderdaad eerder zullen aangemeld

170 W. MASSIN, *Limburgers in het Vlaams Legioen en de Waffen-SS*, Kortessem, 1991, p. 200-201.

hebben voor het Oostfront, zij ook slechts een kortere tijd in de Algemene- of Germaanse-SS actief zullen geweest zijn.

Ook wat betreft de leeftijdsstructuur van de Beschermende Leden uit Gent kunnen we toch bepaalde besluiten trekken. Uit onze analyse blijkt immers duidelijk dat Beschermende Leden niet enkel mensen waren die te oud waren om lid te zijn. Bij onze besluiten betreffende de Beschermende Leden moeten we er ook rekening mee houden dat de scheiding tussen BL en actieve SS niet noodzakelijk zo strikt is als men zou denken. Zoals reeds vermeld, was er wel een duidelijk onderscheid tussen de rechten en taken van de actieve SS-mannen en de Beschermende Leden, maar werden ook SS-leden die men bij de leiding liever kwijt dan rijk was, soms overgeheveld naar de afdeling van de Beschermende Leden. Waarschijnlijk zal dus ook een deel van deze Beschermende Leden voorheen een functie bekleed hebben als actief SS-man.

Hoe kleinschalig ons onderzoek naar de leeftijdsstructuur van de leden van de Algemene- en Germaanse-SS ook geweest is, onze vaststelling dat wat de leeftijd van de leden betreft de Algemene en Germaanse-SS zeker geen voortgezette jeugdbeweging geweest is, betekent toch dat er verder onderzoek vereist is naar de politieke afkomst van de leden. Het grootste deel van de leden zullen dus geen jongeren geweest zijn die misschien vóór de oorlog in één of andere jeugdbeweging hebben gezeten, maar eerder mannen die vóór de oorlog al lid konden zijn van één of andere partij of militie. Des te meer vraagt dit onderwerp verder onderzoek omdat verschillende oud-leden van de organisatie tegenover ons verklaarden dat in de stormen waar zij actief waren het aantal personen dat vóór de oorlog van geen enkele partij of militie lid was, toch een niet onbelangrijk deel uitmaakte. Ook bevestigden zij dat in hun stormen het aantal jongeren eerder beperkt was.

Een analyse op basis van de burgerlijke stand

Voor dit deel van ons onderzoek hebben we ons geconcentreerd op de leden van storm Gent, en hebben we geen onderscheid gemaakt tussen actieve leden en Beschermende Leden. Een eerste onderverdeling die we gemaakt hebben is of de leden van storm Gent gehuwd of ongehuwd waren. Het aantal gescheiden mannen was te beperkt om weer te geven. Bij de verwerking van de gegevens werd elke leeftijdscategorie beschouwd als 100% en wordt dus per leeftijdscategorie getoond hoeveel procent van de leden gehuwd, respectievelijk ongehuwd was. De grafische verwerking van deze gegevens geeft het volgende resultaat (figuur 4).

Wanneer we deze resultaten vergelijken met een indeling van de mannelijke inwoners van Gent naar leeftijdsgroepen en burgerlijke stand volgens de volkstelling van 1930, blijkt dat bij onze referentiegroep algemeen

gezien iets meer ongehuwden waren dan het Gentse gemiddelde [171]. Op het totaal van 129 stormleden vormde het aantal ongehuwden 32%.

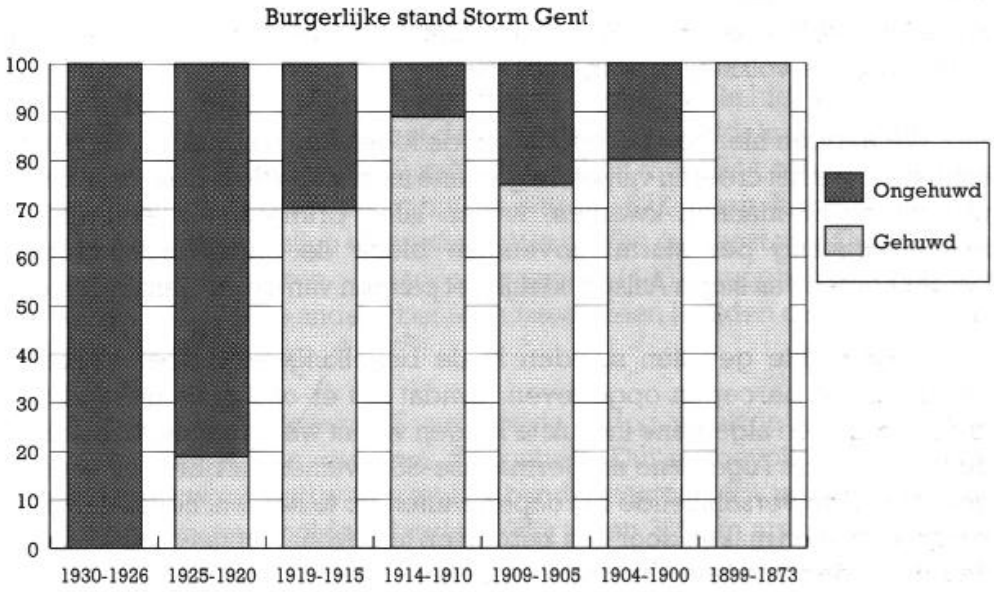


Fig. 4. Burgerlijke stand Storm Gent.

Wanneer we deze cijfers vergelijken met de gegevens van de Limburgse vrijwilligers voor de *Waffen-SS* en het Vlaams Legioen, blijkt een duidelijk verschil. Onder deze vrijwilligers was bijna 75% ongehuwd [172].

Wanneer we bij de leden van storm Gent nog eens een verdere opdeling maken naar het aantal kinderen dat het gezin van de SS-man in kwestie telde en deze gegevens in absolute cijfers uitdrukken, komen we tot het volgende resultaat.

Ongehuwd :	42
Gehuwd, geen kind :	33
Gehuwd, 1 kind :	31
Gehuwd, 2 kinderen :	11
Gehuwd, 3 kinderen :	7
Gehuwd, 4 kinderen en meer :	5

Het grootste deel van de SS-leden was dus gehuwd, maar het aantal SS-leden met kinderen was in de minderheid.

---

171 R. VAN DOORSLAER, «Gentenaars in de internationale brigaden», in *Bijdragen tot de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog*, VI, 1980, p. 189.

172 W. MASSIN, *op.cit.*, p. 202.

Sociale achtergrond

Voor het verkrijgen van gegevens betreffende de sociale achtergrond van SS-leden hebben we ons voor storm Gent gebaseerd op de beroepen vermeld in de volkstelling van 1931-1947.

We hebben hier ook beroepen van de leden van storm Aalst vermeld, aangezien we het creëren van een algemene indruk van de beroepssectoren waaruit de SS-mannen kwamen, wilden laten primeren op een strikte beroepsindeling per storm. Bovendien bleek de onderverdeling per beroepsgroep van storm Aalst duidelijk het patroon van storm Gent te volgen.

In bepaalde gevallen stonden in de bevolkingstelling per persoon verschillende beroepen opgegeven. Omdat het er ons zoals gezegd om te doen was een algemene indruk te krijgen vanuit welke beroepssectoren de leden van de Algemene en Germaanse-SS kwamen, hebben we ervoor gekozen deze verschillende beroepen samen op te nemen, liever dan een keuze te moeten maken door één beroep op te geven. Wanneer verschillende beroepen opgegeven werden, bleef het opleidingsniveau dat men kan veronderstellen vereist te zijn voor het uitoefenen van de arbeid meestal gelijk of daalde dit licht; duidelijke gevallen van sociale promotie hebben we niet aangetroffen.

Onder «arbeiders» hebben we naast diegenen die als zodanig genoteerd stonden in de bevolkingstelling, ook die personen ondergebracht wiens aard van arbeid veronderstelt dat zij werkzaam zijn in een onderneming en daar enkel handarbeid verrichten.

Onder «ambachtelijke beroepen» hebben we diegenen ondergebracht die hun arbeid als zelfstandige konden uitoefenen. We hebben niet kunnen uitmaken of het hier om zelfstandigen ging of om personen die in loondienst stonden.

In absolute cijfers uitgedrukt gaf dit het volgende resultaat :

Pas afgestudeerd of zonder beroep :	8
Beroep niet gekend :	10
Bedienden :	23
Arbeiders :	70
Ondernemers en handelaars :	29
Vrije beroepen :	1
Kunstenaars :	5
Beroepen na hogere studies :	3
Ambachtelijke beroepen :	55
Beroepsmilitairen :	5

Uit deze gegevens blijkt zeer duidelijk dat er een grote vertegenwoordiging was van laaggeschoolden. De grootste groep wordt duidelijk gevormd door de arbeiders, gevolgd door de beoefenaars van ambachtelijke beroepen. Alhoewel we hier geen onderverdeling gemaakt hebben tussen

actieve SS en Beschermende Leden, blijkt hieruit dus ook duidelijk dat de BL-afdeling niet enkel bestond uit leden van «hogere sociale klassen». Wel was het zo dat het merendeel van de onder de categorie «ondernemers en handelaars» vermelde personen enkel Beschermend Lid waren.

Alhoewel verder onderzoek uiteraard vereist is, lijkt hier toch duidelijk een verschil geweest te zijn met de Nederlandse BL-afdeling. Volgens een opgave van de Germaanse-SS in Nederland uit mei 1944 oefenden er van de 3672 BL die er op dat moment waren, 622 geen beroep uit. Het merendeel hiervan zullen waarschijnlijk vrouwen geweest zijn. De grootste beroepsgroepen waren : kantoor-personeel (408), kooplieden (283) en ambtenaren (327). De andere beroepscategorieën haalden de honderd niet (artsen : 54, advocaten : 19) [173].

In de Duitse *Allgemeine SS* van vóór de oorlog, week de beroepsverdeling niet veel af van die van de gehele Duitse bevolking. Duidelijk oververtegenwoordigd waren wel de handelssector (18% tegen 9% van de bevolking), ongeschoolde arbeiders (8% tegen 3%) en ambtenaren (10% tegen 5%). Sterk ondervertegenwoordigd waren de vrije beroepen (1% tegen 6%) en de agrarische sector (10% tegen 22%) [174].

Ook hier hebben we weer het probleem gehad dat er voorlopig eigenlijk nog geen onderzoek geweest is naar de sociale achtergronden van leden van bijvoorbeeld de Zwarte Brigade of de DMO. Het is dus praktisch onmogelijk om vast te stellen of het opleidingsniveau van de leden van de Algemene en Germaanse-SS vergelijkbaar is met dat van leden van andere dergelijke organisaties, of dat dit integendeel hiermee contrasteert.

Uiteraard kunnen we hier ook geen causale verbanden leggen. Behoorden de meeste leden van storm Gent en storm Aalst tot wat men de «laaggeschoolden» kan noemen, zo was dit ook het geval voor Gentenaars in de Internationale Brigaden die in de Spaanse burgeroorlog gevochten hadden, en die dus eerder tot de andere kant van het politieke spectrum behoorden [175]. Bovendien is het natuurlijk zo dat, alhoewel deze groep procentueel gezien een grote vertegenwoordiging kende binnen de Algemene en de Germaanse-SS, de groep SS-leden t.o.v. het totaal aantal in Gent werkzame laaggeschoolden slechts een miniem deel zal omvat hebben. Men mag dus zeker ook de persoonlijke motivatie van de leden niet uit het oog verliezen.

V. BESLUIT

De politieke rol die de Algemene-SS gespeeld heeft in de Duitse bezettingspolitiek is door de studie van Dr. De Jonghe genoegzaam bekend. In ons

---

173 N.K.C.A. IN'T VELD, *op.cit.*, p. 260.
174 *Idem*, p. 29.
175 R. VAN DOORSLAER, *op.cit.*, p. 190.

artikel hebben we dan ook meer de focus gelegd op de leden van deze organisatie. Wie waren deze mensen ? Welke opvattingen werden zij verondersteld te huldigen en wat waren de eventuele gevolgen van deze opvattingen voor wat hun gedrag aangaat ?

Uit onze analyse van de SS-propaganda blijkt dat men de Vlaamse SS-mannen voornamelijk wilde overtuigen van het feit dat zij Germanen waren en dus thuishoorden in het Groot-Germaanse, c.q. Groot-Duitse rijk. Zij waren voor alles Germanen, aan niemand anders dan Adolf Hitler iets verschuldigd (ook niet aan de Kerk). In deze overtuigingsstrategie werd al het slechte voorgesteld door het jodendom en werd een Groot-Germaans rijk gezien als de ultieme oplossing voor alle problemen.

Hoewel de inhoud van een propagandamateriaal niet noodzakelijk altijd de gevoelens van de gebruikers ervan weergeeft, was het door de ideologie die in de SS-propaganda uitgedrukt werd, onvermijdelijk dat verschillende leden van deze organisatie zich boven de wet verheven achtten en gewelddadig optraden tegen andersgestemden of tegen personen die volgens hen tot het verkeerde ras behoorden. Even onvermijdelijk was het dat de Germaanse-SS na verloop van tijd steeds meer betrokken werd bij opsporings- en bewakingsopdrachten.

De vraag wie deze leden precies waren, uit welke politieke en sociale kringen ze kwamen is nog steeds moeilijk te beantwoorden. Ons onderzoek wees uit dat een redelijk aantal leden van de storm Gent en Aalst uit de lagere sociale klassen afkomstig waren, maar oud genoeg om reeds een politiek verleden te hebben. Om meer inzicht te krijgen in deze situatie is het echter noodzakelijk dat verder onderzoek in deze materie verricht wordt.

Xavier Dehan

JEUNE EUROPE, LE SALON DIDIER ET LES ÉDITIONS DE LA TOISON D'OR (1933-1945) [1]

C'est en janvier 1933 que paraît, pour la première fois, le bulletin mensuel *Jeune Europe, le front européen pour les Etats-Unis d'Europe* en Belgique [2]. Ce mensuel réclame dans son en-tête une fédération européenne et se présente comme l'organe de l'*Union Jeune Europe* (*U.J.E.*). Durant un peu plus de trois ans, ce bulletin que l'on pourrait qualifier de journal, du fait de son format, et de revue, du fait de sa tenue, va paraître assez irrégulièrement. En juin 1936, date de parution de la dernière livraison, vingt-cinq numéros auront été imprimés et diffusés. Cette période fut mise à profit pour y développer une argumentation européiste tendant à une plus grande intégration au sein d'une fédération protégée par une armée commune et caractérisée par la suppression des barrières douanières. Le but déclaré est d'obtenir la paix et la prospérité pour les pays adhérents.

1. *JEUNE EUROPE* EN BELGIQUE

Derrière ce bulletin mensuel belge se profile un mouvement européiste né près de trois ans auparavant, le 1er septembre 1930, à Genève. C'est, en effet, dans le contexte ultérieur à la proposition Briand faite en septembre 1929 lors de la Xe réunion de l'assemblée de la Société des Nations qu'il faut comprendre l'émergence de la formation européiste [3].

---

1 Je tiens à remercier les responsables du Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale (C.R.E.H.S.G.M.) de m'avoir offert l'opportunité de présenter, dans le cadre des séminaires, le 29 mars 1995, ce sujet dont le présent article retiendra l'essentiel. Pour davantage d'informations, voir: X. DEHAN, *Jeune Europe, des Etats-Unis d'Europe à l'Europe allemande (1930-1940)*, Louvain-la-Neuve, mémoire de licence inédit, 1994 (prom. M. Dumoulin).

2 *Jeune Europe* (*J.E.*), Edition de Bruxelles, janvier 1933, 4 p. Le bulletin de la section belge de l'*Union Jeune Europe* (*U.J.E.*) peut être lu en Belgique à la Bibliothèque royale Albert Ier (Bruxelles) sous la cote B 3978 (Exemplaires de février 1933 à juin 1936). Le C.R.E.H.S.G.M. dispose également de quelques exemplaires sous la cote R 428 B. Enfin, les Archives de la Ville de Bruxelles renferment les seuls exemplaires de l'année 1933 (de janvier à décembre). La Fondation Archives Européennes (F.A.E.) à Genève dispose d'un exemplaire de la livraison de janvier 1933 dans le Fonds Gauthier (AP 16, boîte 1, farde *Imprimés*).

3 En ce qui concerne la naissance et le développement du mouvement *Jeune Europe* en Suisse et au-delà depuis 1930, voir X. DEHAN, «Jeune Europe, des Etats-Unis d'Europe à l'Europe allemande (1930-1940)», in M. DUMOULIN (dir.), *Penser l'Europe à l'aube des années trente, quelques contributions belges*, Louvain-la-Neuve - Bruxelles, Collège Erasme -

1.1. Aux origines du mouvement

La formation européiste veut d'abord s'adresser aux citoyens des Etats européens. L'*U.J.E.* souhaiterait réunir un maximum d'adhérents dans les différents pays d'Europe afin de constituer un mouvement de masse suffisamment important pour forcer la main aux décideurs politiques. En effet, chaque groupe national devrait réclamer à son gouvernement l'organisation d'un référendum. Celui-ci devrait permettre le rassemblement d'une assemblée constituante européenne.

En regard, des études d'experts relatives à la confédération européenne seraient menées au sein d'organisations compétentes existantes ou à créer en dehors ou au sein de l'*U.J.E.* En se basant sur ces études, le mouvement élaborerait un projet de Constitution Fédérale Européenne ainsi qu'un programme de transition. Il soumettrait le résultat de ses travaux aux divers gouvernements européens en soulignant l'importance d'une réalisation en «un délai raisonnable».

Pour atteindre de tels résultats, la formation a besoin de s'organiser rapidement. Le mouvement sera de type pyramidal. A sa tête, un comité-directeur prendra l'essentiel des décisions. A la base, l'*Union Jeune Europe* se subdiviserait en groupes, eux-mêmes composés de cercles réunissant des foyers. Dix membres suffiraient pour former un foyer, cinq foyers seraient nécessaires pour constituer un cercle tandis que les groupes réuniraient au moins cinq cercles. Il y aurait donc au minimum 250 membres par groupe. A la tête de chaque section et sous-section, un chef dirigerait les opérations.

Le mouvement réclame à ses membres le devoir de propager «de plus possible l'idée de la Confédération européenne» ainsi que celui «d'amener à l'*U.J.E.* le plus grand nombre possible d'adhérents». Car le but poursuivi par le mouvement ne pourra être atteint que lorsque celui-ci groupera «plusieurs millions d'adhérents». L'objectif est important, voire démesuré.

Une fois que les effectifs et les ressources le lui permettront, le mouvement «soumettra aux différents gouvernements européens le résultat des travaux de l'*Union* en suggérant la réalisation d'une Confédération sur le modèle suisse». Celle-ci se ferait progressivement, en commençant par une union douanière, l'unification monétaire et la création d'une armée fédérale remplaçant les armées nationales. Pour l'*U.J.E.*, toutes ces réformes contribueront à la prospérité commune tout en rendant la guerre impossible, parce qu'inutile. La sauvegarde de la souveraineté, les moeurs et les coutumes des Etats seraient garantis.

Ed. Nauwelaerts, 1995, Travaux d'histoire et de philologie, 7e série, fascicule n° 1, p. 151-203. L'essentiel de la documentation à ce sujet est conservé à la Fondation Archives Européennes (F.A.E.) et à la Bibliothèque Publique et Universitaire (B.P.U.) de Genève.

1.2. Initiateurs en Belgique

En décembre 1932, les statuts de la section belge de l'*Union Jeune Europe* sont publiés au *Moniteur belge* [4]. C'est l'organisation d'un *Bureau d'action central*, coordonnant les actions des divers groupes depuis Bruxelles, qui lance véritablement la formation européiste en Belgique. Les initiateurs de la section belge sont peu nombreux.

Les époux Didier forment, de l'avis de leurs contemporains, «un des plus beaux couples» de Bruxelles. Mariés immédiatement après la première guerre mondiale, ils vivent ensemble jusqu'à leur mort. Ils mènent, durant l'entre-deux-guerres, une vie exaltante, roulent dans une voiture extraordinaire. A partir de mai 1935, ils s'installent définitivement dans un hôtel particulier à Ixelles. C'est un beau bâtiment style 1900 que Lucienne Didier reçoit en cadeau de son père, le notaire Albert Bauwens. Leur action en faveur des Etats-Unis d'Europe naît en 1932 et s'étend jusqu'à la guerre. A la fin de cette période, les Didier penchent de plus en plus pour une politique internationale laissant à l'Allemagne les mains libres à l'Est [5].

Lucienne, née à Bruxelles le 16 juin 1902, fait des études à Londres. Quand elle épouse Edouard Didier, elle n'a que dix-sept ans. C'est déjà une belle femme. Elle s'exprime remarquablement bien. Plus qu'une femme du monde, elle brille par son intelligence. C'est ainsi qu'elle se lance dans la propagation des idées de l'*U.J.E.* à propos d'une fédération européenne à créer. Son idéal pacifiste puise ses origines dans son milieu, ses études, et les événements de la guerre et de l'après-guerre. Elle est très enthousiaste et le restera après la seconde guerre mondiale. Parallèlement au mouvement dont elle s'occupe, elle ouvre un salon politico-mondain à partir de 1935. Ce dernier sera connu plus tard sous le nom de «salon Didier». Elle réunit de la sorte le gratin bruxellois et parfois aussi étranger. Chaque fois, un conférencier s'y exprime, suite à quoi un débat d'idées s'ouvre, largement dirigé par Lucienne Didier [6].

Son mari, Louis-Eugène-Edouard Didier, est né le 8 février 1895 à Liège. Durant la période de guerre, il combat sur le front de l'Yser. En 1919, il épouse Lucienne Bauwens. C'est un homme charmant, beau, distingué surtout. Durant l'entre-deux-guerres, il est, avec son frère Yvan, à la tête d'une entreprise d'imprimerie, *Le façonnage du papier*. Constituée le 1er février 1921, pour une durée illimitée, cette société est tenue conjointement par

---

4 Les statuts de la section belge de l'*Union Jeune Europe* sont inscrits aux annexes du *Moniteur belge, recueil des actes concernant les associations sans but lucratif*, 17.2.1932, n° 1355, p. 684-685.

5 R. BAUWENS-VERSCHOORE, Entretien 18.08.94. C'est grâce au témoignage de Madame Bauwens, belle-soeur de Lucienne Didier, que l'on en sait davantage à propos de ce couple. Le reste provient d'une trop rare documentation ainsi que des explications données par Léo Moulin qui les fréquenta avant la guerre.

6 Léo MOULIN, Entretien 07.09.93: «Incontestablement, ayant le minimum de culture nécessaire pour comprendre la discussion, pour l'organiser, pour intervenir, la diriger, l'orienter, c'était un élément positif. Elle n'était pas du tout désagréable, et, intellectuellement, elle était valable».

les deux frères jusqu'au 29 octobre 1941. A cette date, le frère d'Edouard Didier devient le seul ayant droit et poursuit l'activité. La société est évaluée alors à 650.000 francs environ [7]. Moins impliqué que son épouse dans *Jeune Europe*, Edouard Didier s'occupe plutôt de l'intendance [8]. Il publiera quelques articles dans l'édition bruxelloise de l'*U.J.E.* dont il est, par ailleurs, rédacteur en chef. Il mourra fin des années septante, début des années quatre-vingt.

Jacques Bauwens, le frère de Lucienne, plus jeune, est aussi enthousiaste que sa soeur au sujet du mouvement européiste. Il compte parmi les fondateurs de l'*U.J.E.* à Bruxelles. Sa participation reste néanmoins discrète, son nom n'apparaît qu'une fois sur les documents de l'*Union Jeune Europe*. Il n'écrira aucun article, sous son nom en tout cas, ni ne donnera de conférences dont on ait gardé une trace. Juriste, il remplace son père à vingt-cinq ans. Il devra faire face à un cabinet périclitant qui exige de lui beaucoup de temps. C'est alors qu'il s'éloigne du groupe de Bruxelles, ne sachant plus maintenir tant d'activités différentes.

Michel Reich est originaire de Russie, issu d'une famille riche et doté d'une belle intelligence. Engagé volontaire sur le front Est en 1914-1918, il y gagne ses galons d'officier, y mérite croix, médailles et citations. En pleine débâcle, il combat le bolchevisme. Fait prisonnier, il s'évade et quitte la Russie pour la Pologne, l'Allemagne puis la France. Tirant les leçons de la guerre, il néglige sa carrière professionnelle pour un engagement sans limites au profit de l'européisme et du pacifisme. En Belgique, il collabore à *Jeune Europe*. C'est le rédacteur le plus prolifique. A lui seul, il tient le journal [9]. On le retrouve présent lors des réunions du comité central en 1933 ainsi qu'en d'autres endroits. Il meurt le 17 décembre 1935, suite à des complications de santé nées des gaz qu'il respira au front. Il a alors 39 ans [10].

Comment ces initiateurs de la formation européiste en Belgique entrent-ils en relation avec l'*U.J.E.* ? Plusieurs hypothèses sont à prendre en compte. Le couple Didier fréquentait souvent le quartier latin à Paris. Dans un tel milieu, ils ont pu rencontrer certains membres français de l'*U.J.E.* D'autre part, la mère de Lucienne Didier, souffrante depuis la naissance de son fils, Jacques Bauwens, retourna se faire soigner en Suisse, son pays d'origine. Lors d'un voyage sur place, les Didier ont pu faire la connaissance des fondateurs du mouvement. Il est encore possible, et c'est l'hypothèse la plus forte, que ce soit un autre membre-fondateur de la section belge, Michel Reich, qui entra, le premier, en contact avec les Suisses. On peut apprécier une première fois sa verve dans le bimensuel que tient le président à Genève en août 1932. C'est peut-être par lui que les Didier ont eu connaissance du

---

7 *Procès-verbal d'information*, 04.10.1945 (Bruxelles, Conseil de Guerre, Dossier Louis Didier (29.11.45), Farde «Le façonnage du papier»).

8 Léo MOULIN, Entretien 07.09.93 et R. BAUWENS-VERSCHOORE, Entretien 18.07.94.

9 Il signe bon nombre de ses articles d'un pseudonyme (H. Stark). C'est sous le nom de Michel Reich qu'il apparaît dans les P.V. de séance du comité central ainsi que dans la correspondance.

10 S. DE CORVINO, *A la mémoire de Michel Reich*, Bruxelles, J.E., Janvier 1936, p. 5.

mouvement *U.J.E.* [11]. Il est donc difficile de déterminer avec exactitude l'origine des relations entre Suisses et Belges.

Ensemble, les responsables de la section belge de l'*U.J.E.* mettent en place un journal mensuel européiste de bonne tenue. La première parution est distribuée gratuitement aux premiers membres adhérents [12]. Le reste des dix mille exemplaires imprimés est vendu en kiosque et en librairie, distribué en rue, donné à titre de propagande. Le journal ne contient pas de publicité. Il est, au dire d'Edouard Didier, couvert financièrement par les adhésions [13]. C'est l'appartement de Michel Reich qui fait office de lieu d'édition.

Dès le premier numéro, la forme du bulletin est définitive. Environ quarante à cinquante pour cent de la surface d'impression est couverte de textes qui sont soit des articles originaux voire des articles signés par la rédaction, soit des extraits de livres et autres reprises d'articles. Les cinquante à soixante autres pour cent sont dédiés pour partie aux slogans, à diverses informations, ainsi qu'à une rubrique systématique reprenant de courtes phrases, des opinions de personnalités européennes connues. Enfin, le plus souvent en première page, des illustrations représentatives des sujets débattus sont imprimées afin sans doute de frapper l'imagination des lecteurs.

1.3. Le bulletin mensuel

Impossible de reprendre ici toutes les personnalités signataires dans *Jeune Europe*. La première chose qui ressort, c'est l'éclectisme politique. Nous retrouvons, en effet, des hommes de tous les horizons politiques. Citons, pour exemple, Henri De Man (socialiste), le R.P. Rutten (catholique) et Paul Hymans (libéral). La tendance générale est, cependant, plus proche des socialistes et des catholiques progressistes.

Une autre tendance est celle d'une participation croissante des Belges dans le journal. Les deux premières années, en effet, Français et Belges se partagent les surfaces de textes. Il ne faut pas oublier qu'une bonne part de ces textes sont des reproductions. Or, c'est de France que provient l'essentiel de la production européiste. Il n'y a pas à s'étonner de voir tant de signatures françaises. Ensuite, le nombre des textes écrits pour le journal par des Belges augmente de façon importante lorsque les jeunes de l'écurie Leclercq se joignent au mouvement.

Ce phénomène se déroule fin 1934 – début 1935. Auparavant déjà, l'abbé Leclercq, intellectuel brillant, professeur à l'Institut Saint-Louis de Bruxelles, puis à Louvain, et fondateur de la revue *La Cité chrétienne*, écrit

---

11 Harry STARK, «Faire l'Europe», in *Nouvel Essor*, n° 16, 20 août 1932, p. 2-3. Les titres de ses articles suivants sont tous du même genre comme on le verra plus loin.

12 Ils ne sont que cinq cents à la fin du mois de janvier 1933 (*Lettre de Gauthier à Mueller*, 14.02.33, F.A.E., Genève, AP 21, Fonds Mueller, boîte 1).

13 *Ibidem*.

dans *Jeune Europe*. Il le fait dès le lancement du bulletin de *Jeune Europe* en janvier 1933, de sorte qu'il est un des auteurs les plus prolifiques du mouvement.

Outre l'abbé Leclercq, nous avons également relevé d'autres personnes rédigeant des articles à la fois dans *Jeune Europe* et dans *La Cité chrétienne*. Il s'agit, surtout, d'Henri Nicaise, rédacteur en chef de la révue *La Cité chrétienne*. Il s'accrochera longtemps aux positions pacifistes puis ultra-neutralistes de *Jeune Europe*. On relève également les signatures de Jules Parfait, Marcel Vercruysse et Alphonse Zimmer de Cunchy. Ces collaborateurs de Jacques Leclercq s'engagent donc en 1935 dans les rangs de *Jeune Europe*, à une époque où *La Cité chrétienne* a une orientation fort proche de ce mouvement [14].

En effet, pacifiste et internationaliste, *La Cité chrétienne* avait défendu la motion d'Oxford [15] signée à l'époque de la conférence générale sur le désarmement à laquelle la revue s'intéressait vivement [16]. A Oxford, les étudiants refusent de se battre pour un ordre international vieilli et désuet sous lequel se cache le nationalisme le plus primaire. Des membres de *La Cité chrétienne* signent cette motion tout comme d'autres étudiants des universités belges. Ils souhaitent défendre leur position dans les pages de la revue de Leclercq. Celui-ci sent bien que si changement il doit y avoir, c'est grâce aux jeunes qu'il aura lieu.

Dès les origines, la revue éprouve des difficultés à faire accepter ses idées en matière d'organisation internationale. Elle se heurte à l'opposition des conservateurs et des nationalistes belges bien pensants [17]. Pourtant, c'est à bras-le-corps que plusieurs rédacteurs accueilleront le message de *Jeune Europe*. Certains s'y tiendront au-delà des premiers coups de force de l'Allemagne, alors qu'il n'y a plus guère d'espoir de régler les différends internationaux pacifiquement. C'est le cas d'Henri Nicaise. Celui-ci expose les positions de *Jeune Europe* dans le journal du mouvement [18].

Dans la livraison de février 1935, entièrement consacrée au rapprochement franco-allemand, Nicaise fait le point sur les positions du mouvement. Celui-ci a dû, selon lui, affronter une crise de croissance liée aux événements

---

14 P. SAUVAGE, *La Cité chrétienne (1926-1940). Une revue autour de Jacques Leclercq*, Bruxelles-Gembloux-Paris, 1987, p. 155. Traite des relations entre *La Cité chrétienne* et *Jeune Europe* assez fréquemment dans son ouvrage, mais malheureusement n'a guère approfondi le domaine, notamment lors de ses très nombreux entretiens avec des contemporains (Entretien 30.03.92).

15 *Idem*, p. 101-102.

16 Si l'on en croit les nombreux articles sur le sujet: H. COCHAUX, «Le désarmement», in *C.C.*, 20.2.32, p. 493-506; A. ZIMMER, «Les débuts de la conférence du désarmement», in *C.C.*, 20.5.32, p. 864-871; H. NICAISE, «En marge de la conférence du désarmement», in *C.C.*, 5.11.32, p. 26-31 et «La conférence du désarmement et la paix», in *C.C.*, 20.9.34, p. 180-183; M. GREGOIRE, «La Belgique, la France et le désarmement», in *C.C.*, 20.5.34, p. 968-972.

17 P. SAUVAGE, *op.cit.*, p. 144.

18 H. NICAISE, «Position de Jeune Europe», in *J.E.*, Bruxelles, Février-Mars 1935, p. 1 et 4.

en Allemagne. En effet, l'arrivée d'Hitler au pouvoir, au moment où *Jeune Europe* était dans sa phase ascendante, a provoqué une remise en question de son idéal. Mais, l'opposition, à première vue évidente, entre le nationalisme allemand et l'internationalisme du mouvement est factice. Il constate une coïncidence entre deux réelles volontés pacifistes et conclut sur une entente possible. Ne pas briser les ponts, aller au-delà des préjugés, voilà ce qu'il propose.

Il poursuit donc quelques mois plus tard dans *La Cité chrétienne* [19]. «*Jeune Europe* n'abandonne pas la lutte». Un manifeste a été envoyé à «tous les chefs des principaux groupements de jeunes appartenant aux tendances les plus diverses». Il recueille l'adhésion de tous [20]. Sur le terrain des réalisations pratiques, «des adhérents de *Jeune Europe* s'engagent à boycotter certaine presse inspiratrice de psychose guerrière».

Des contacts sont noués avec la revue *Sohlbergkreis* qui travaille au rapprochement franco-allemand. Cette volonté de maintenir ouverte la porte, généreuse en un sens, entraînera les pires difficultés au sein même du comité rédactionnel de *La Cité chrétienne*. Elles apparaîtront au grand jour vers 1937-1938.

Parallèlement aux jeunes de la revue de Leclercq, d'autres écrivent à la fois dans *Jeune Europe* et dans *L'Avant-Garde* [21]. Il s'agit de Pierre Seigneur, le directeur du journal estudiantin, ainsi qu' André Falk. C'est donc tout un réseau de jeunes catholiques qui se connaissent et fréquentent les mêmes lieux auquel on a affaire.

En regard de ces nouveaux venus, Michel Reich et les époux Didier maintiennent leur activité au profit du mouvement. Tirant les leçons de la guerre, Reich néglige sa carrière professionnelle pour un engagement sans limites au profit de l'européisme et du pacifisme. C'est le rédacteur le plus prolifique du bulletin. A lui seul, il tient le journal. Les Didier sont également très présents. A eux deux, ils livrent une petite quinzaine d'articles. L'essentiel est de la plume de Lucienne Didier qui est alors déjà responsable des réunions qui se tiennent chez elle et où l'on voit des socialistes, des catholiques, des pacifistes et des nationalistes, des Belges, des Allemands.

1.4. Nouvelles orientations

A la base du mouvement, il y a les membres. En Belgique, *Jeune Europe* en regroupe cinq mille en juin 1933. Ils seront six mille en janvier 1934. Le mouvement reste encore très vivant cette année, quatre mille personnes ayant renouvelé leur adhésion. Mais un tel résultat coûte aux responsables

---

19 ID., «Jeunes catholiques en action», in *C.C.*, 5.9.35, p. 607-611.

20 «Le manifeste des jeunes», in *Bulletin de l'union belge pour la S.D.N.*, n° 1, Janvier 1936, p. 16-17.

21 Lire le mémoire de licence en journalisme de B. DANDOIS, *L'Avant-Garde, un quotidien chrétien et social. 1932-1939*, Bruxelles, U.L.B., 1979.

belges de «grands efforts» et nécessite une «administration de bureau particulièrement onéreuse» [22]. C'est surtout à Bruxelles et dans les communes périphériques de la capitale que se forme la majorité des groupes de *Jeune Europe* [23].

Malgré le déploiement de beaucoup d'énergie, via le bulletin mensuel, des publications diverses, mais aussi de nombreuses conférences, le message européiste ne passe pas dans la population. On est très loin des millions d'adhérents nécessaires pour obliger les gouvernements à réunir une assemblée constituante européenne. Le résultat est cependant non négligeable, mais il est nettement insuffisant.

Ailleurs, le mouvement cesse peu à peu ses activités. Ainsi, 1933 est à la fois l'année de l'apogée de la formation européiste, grâce surtout aux apports des sections suisse et belge, et en même temps l'année de l'écroulement de toute l'organisation. Tout est consommé l'année suivante et seule la section belge poursuit ses activités et se renouvelle.

Au milieu de l'année 1934, une question importante se pose aux membres de *Jeune Europe*. Doit-elle devenir un parti politique ? Lucienne Didier refuse clairement de s'y résoudre [24], et avec elle tous les membres fondateurs. Pour ceux-ci, un parti se base d'abord et avant tout sur un programme de politique intérieure. Il faudrait donc définir un tel programme sans aucune expérience et sans aucune idée. De plus, les membres de la formation européiste adhèrent également à des partis différents. Si *Jeune Europe* devait devenir un parti cela signifierait qu'il entrerait en opposition avec ces partis. Cela entraînerait de douloureux déchirements au sein de ses membres.

Le refus est net et catégorique. Ce qui n'empêchera pas que la question soit à nouveau posée en janvier 1935 sans pour autant que les dirigeants changent d'opinion [25]. Si la question est posée, c'est parce que les responsables de *J.E.* se rendent compte qu'il est impossible de provoquer un mouvement de masse en faveur des Etats-Unis d'Europe. L'année 1933 a été celle de la mise en place, l'année 1934, celle des conférences et de la propagande. L'année suivante sera celle d'un renouveau des méthodes.

Jeune Europe mue de plus en plus en un club de jeunes intellectuels socialistes et catholiques essentiellement. Au-delà des difficultés financières, ce point détermine la fin du journal. A quoi bon tant d'efforts si c'est pour n'être lu que par quelques-uns ? C'est à cette époque que le mouvement s'ouvre à l'Allemagne nazie. Chercher à composer avec le voisin, telle sera la politique du club *Jeune Europe* jusqu'en 1940.

---

22 *Lettre de Didier à Mueller*, 30.10.34 (F.A.E., Genève, AP 21, Fonds Mueller, boîte 1).

23 Un rapport sur l'état de la formation européiste établit à 3.000 le nombre d'adhérents à l'*U.J.E.* à Bruxelles et aux environs en juin 1934.

24 Lucienne DIDIER, «Le groupement *Jeune Europe* doit-il devenir un parti politique ?», in *J.E.*, Bruxelles, Juin-Juillet 1934, p. 3.

25 ID., «*Jeune Europe* n'est pas un parti politique», in *J.E.*, Bruxelles, Janvier 1935, p. 2.

2. L'EUROPE AU SALON DIDIER

La section belge de *Jeune Europe*, dernier reliquat du mouvement, sombre vers 1936 avec la disparition du journal mensuel. Seuls les responsables se regroupent en un club *Jeune Europe* [26]. Les difficultés financières n'expliquent pas tout. Ses têtes pensantes cherchent d'autres moyens d'agir. Si les masses ne répondent pas au message de paix du mouvement, l'élite sera peut-être plus réceptive [27]. A partir de 1935, Lucienne Didier tient un salon dans sa demeure d'Ixelles [28]. Cette pratique est courante à pareille époque [29]. Pourtant, tout mondain qu'il puisse paraître, le salon n'en devient pas moins politique. On y rencontre des écrivains, des hommes politiques et des intellectuels de tous bords, la plupart fort jeunes.

2.1. Des intellectuels pacifistes

C'est d'abord par l'action de *Jeune Europe*, surtout grâce aux conférences, puis au salon Didier, que ces jeunes pacifistes se retrouvent. «Des jeunes catholiques rencontrant des non-catholiques, c'était un événement. Nous étions une petite minorité. Les gens nous mettaient en garde de part et d'autre. Il fallait être très indépendant intellectuellement parlant pour faire ce geste: rencontrer des jeunes catholiques qui vous parlaient de Maritain et de Berdiaiev. Je les ai lus à ce moment-là. C'était quelque chose d'extraordinaire» [30]. C'est ainsi que les socialistes Léo Moulin et Paul-Henri Spaak rencontrent les catholiques de *L'Avant-Garde* (démocrates-chrétiens) et de *La Cité chrétienne* (catholique).

Bien sûr, le pacifisme est vécu différemment par les socialistes et par les catholiques. C'est d'abord par tradition que la gauche s'oppose à la guerre [31]. Celle-ci a toujours été ressentie comme un avatar de la lutte des

---

26 C'est ainsi qu'il faut comprendre le passage sur le salon Didier dans J. GÉRARD-LIBOIS et J. GOTOVITCH, *L'An 40. La Belgique occupée*, Bruxelles, C.R.I.S.P., 1971, p. 43-47.

27 Au sujet de la dialectique «élite et masse» dans les mouvements européistes de l'entre-deux-guerres: J.-L. CHABOT, *L'idée d'Europe unie de 1919 à 1939*, Grenoble, 1978, p. 367-373.

28 Il est assez difficile de dater les premières réunions du salon Didier. Il semble bien que ce soit à partir de 1935 que Lucienne Didier commence à réunir chez elle ses amitiés bourgeoises. Sans doute moins ambitieux sur le plan des mondanités, le salon Didier se réunit fréquemment. Que la formule soit effectivement celle d'une réunion bimensuelle est difficile à établir. Léo Moulin réfute tout caractère régulier au salon Didier (Entretien 07.09.93): «Un coup de téléphone et on se retrouvait entre amis». Parfois, un orateur prend la parole pour un bref exposé. La plupart du temps, ce ne sont qu'échanges de vues et discussions privées au salon et autour de la table.

29 Pour s'en assurer, il suffit de lire l'article de B. DELCORD, «A propos de quelques chapelles politico-littéraires en Belgique, 1919-1945», in *Cahiers du Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale* (C.R.E.H.S.G.M.), t. 10, Bruxelles, 1986, p. 153-184.

30 Léo MOULIN, Entretien 07.09.93. ID., *Libre parcours*, Bruxelles, Racine, 1995, p. 79.

31 ID., «Le pacifisme des Gauches dans la Belgique des années 30», in *La Revue Générale*, 1983, n° 8-9, p. 17: «L'antimilitarisme, le pacifisme inconditionnel, le refus de participer aux liturgies du nationalisme, sont inscrits depuis longtemps dans les traditions des Gauches (...)».

classes. Pourquoi un ouvrier allemand devrait-il combattre un ouvrier français ? Seuls certains, sous le couvert du nationalisme, du patriotisme et de la défense de la civilisation, purent s'enrichir de la guerre. D'où la méfiance constante vis-à-vis des marchands de canons. D'où, également, le refus de la guerre pour quelque motif que ce soit.

De plus, «les meilleurs esprits (...) nous avaient enseigné que c'était de la folie de se battre». Tous les jeunes, qui ne connurent pas la guerre, furent initiés par les anciens combattants. La seule chose qu'ils en retirent, c'est l'horreur. Dans les rangs socialistes, peu nombreux sont alors ceux qui sont prêts à se battre. «L'horreur de la guerre préparait les esprits à la capitulation». C'est ainsi qu'on peut comprendre ce «lâche soulagement» que chacun ressentit à l'annonce des accords de Munich [32].

En définitive, armé de tels principes, «le pacifisme plus ou moins inconditionnel nous a fait capituler au moment de la guerre d'Espagne». «Si on a ravitaillé les Républicains, c'est en cachette qu'on le fit. On n'a jamais osé faire l'équivalent de ce que les Soviétiques ou les Allemands faisaient. (...) C'était des volontaires qui se battaient» [33]. Alors que l'Allemagne se dote d'armements lourds et occupe la Rhénanie, certains refusent aveuglément la guerre au nom du fait qu'il vaut mieux «être un Allemand vivant qu'un Belge mort» [34].

Du côté des catholiques, les jeunes rédacteurs de *L'Avant-Garde* étaient aussi des pacifistes. «Et très soucieux sur la question, toujours prêts à déceler partout la patte fourchue des marchands de canons» [35]. *L'Oeuvre* et *Le Canard enchaîné* sont les journaux de référence pour ces jeunes étudiants de Louvain. Ce pacifisme amène *L'Avant-Garde* à défendre le discours du premier ministre Broqueville (6 mars 1934). La défense de la politique de neutralité accroît l'audience du journal estudiantin. Alors qu'Hitler envoie des troupes pour occuper la Rhénanie, le journal s'efforce «nettement de désolidariser la Belgique de la politique française et anglaise» [36]. Ce n'est qu'ensuite que le journal prend un ton violemment antifasciste.

En politique intérieure, *L'Avant-Garde* prône le rapprochement de «l'aile la plus avancée du parti catholique avec les éléments les moins anti-cléricaux du parti socialiste» [37]. D'où quelques rencontres, notamment au salon Didier. Là, se retrouvent des socialistes comme Léo Moulin, Paul-Henri Spaak et surtout Henri De Man, personnalité centrale du salon. Pour les jeunes socialistes, il apporte un renouveau indiscutable de la doctrine. Pour les jeunes catholiques, il est l'homme de l'ouverture. Celui avec qui ils peuvent dialoguer sans avoir l'impression de se frotter au diable. C'est pourquoi les frères Seigneur, Pierre et Albert, accompagnés de Raymond De Becker,

---

32 ID., Entretien 07.09.93.
33 *Ibidem.*
34 ID., «Le pacifisme...», p. 39.
35 F. MARCEAU, *Les années courtes*, Paris, Gallimard, 1968, p. 234.
36 R. DE BECKER, *Livre des vivants et des morts*, Bruxelles, Ed. de la Toison d'Or, 1942, p. 175.
37 F. MARCEAU, *op.cit.*, p. 235.

Louis Carette, Henri Bauchau, Robert Triffin [38] et d'autres encore, se rendent chez les Didier.

Le pacifisme est également très présent parmi les rédacteurs de *La Cité chrétienne*. Si Jacques Leclercq ne semble pas avoir été chez les Didier [39], d'autres, plus jeunes, comme Marcel Grégoire [40], le directeur de la revue, s'y rendent. Il faut noter que certains comme Carette passeront d'abord par *L'Avant-Garde* avant d'écrire dans la revue de Leclercq.

Au cours des premiers mois de l'année 1934, Jacques Leclercq met au point sa pensée sur les événements d'Allemagne [41]. Dans une série d'articles, il analyse l'objection de conscience qui se présente comme seule action pour éviter la guerre. Puis, il se penche sur la question des institutions internationales. Celles-ci ont été considérablement freinées par le préjugé de l'indépendance absolue des Etats. Il met alors en évidence les avantages d'un ordre international. Pour Leclercq, l'option est évidente: on ne peut juger l'Allemagne que sur des faits et non sur des paroles. La meilleure manière de réduire les craintes de chacun, c'est de construire une Europe avec l'Allemagne. En son sein, elle ne serait plus qu'un Etat parmi d'autres. La direction générale de la revue part dans ce sens. C'est pourquoi, elle applaudit au discours de Broqueville [42], juge sévèrement les puissances qui refusent la révision des traités [43].

«C'est avec cette Allemagne nazie que nous devons travailler dans un esprit pacifiste» proclame la rédaction au lendemain du rattachement de la Sarre [44]. Cette prise de position coïncide avec l'arrivée de nouveaux rédacteurs à *La Cité chrétienne*, les mêmes qui collaborent à la rédaction de *Jeune Europe*. Désormais, leur point de vue est fixé [45].

2.2. Des adeptes de l'ordre nouveau

Parallèlement à ce pacifisme proclamé et défendu haut et fort, surtout par des jeunes, nombreux sont les assidus du salon Didier à vouloir une remise en ordre de la Belgique. Le phénomène est général. Il ne touche pas que

---

38 *Robert Triffin, conseiller des princes, témoignage et document*, Louvain-la-Neuve, 1990, p. 17-22.

39 Léo MOULIN., Entretien 07.09.93.

40 Cité par R. DE BECKER, *op.cit.*, p. 185.

41 J. LECLERCQ, «Guerre et service militaire devant la morale catholique», in *C.C.*, 20.5.1934, p. 476-478. Du 20 janvier au 20 mars, l'auteur a écrit quatre articles sous le même titre. Il les rassemble ensuite dans une brochure publiée aux Editions de *La Cité chrétienne*.

42 M. GRÉGOIRE, «A un tournant de la politique internationale de la Belgique. Le remarquable discours du Premier Ministre», in *C.C.*, 20.3.1934, p. 668-671.

43 H. NICAISE, «La conférence du désarmement et la paix», in *C.C.*, 20.9.1934, p. 181-183. Nicaise souhaite que «la diplomatie belge prenne contact avec l'Allemagne».

44 *C.C.*, 20.2.1935, p. 226: «Il ne s'agit ni d'admirer, ni de flétrir un régime; il s'agit de vivre en paix avec un grand peuple voisin et de tâcher de collaborer avec lui au bien commun, dans la mesure du possible.»

45 P. SAUVAGE, *op.cit.*, p. 155-161.

ce pays. L'impact de la crise économique mondiale qui suit le krach de la bourse de *Wall Street* est non négligeable. «Si on ne connaît pas l'atmosphère dans laquelle nous avons vécu ces années-là. Il n'y avait aucun espoir. Parce qu'on croyait à la fin du monde capitaliste, mais on ne voyait pas les moyens de lui succéder. La bourgeoisie, elle-même, croyait que c'était la fin d'un certain monde. Il n'y avait pas de sécurité sociale» explique Léo Moulin [46].

C'est dans ce contexte que naît cette volonté de remise en ordre dans de nombreux pays, dont la Belgique. En effet, dans de telles conditions, il est difficile d'admettre quelque éclat que ce soit. Or, de multiples scandales politico-financiers entachent la vie politique. Cette collusion entre les hommes politiques et le monde de la finance est alors une évidence au sein du parti catholique. Crockaert, et d'autres catholiques avec lui, dénoncent les «banksters». Ensemble, ils cherchent à sortir le parti catholique de l'ornière. D'autres scandales éclatent dans le monde socialiste. La Banque du Travail fait aveu de faillite. La spirale est incessante.

Or, la jeunesse, qui pèse alors d'un poids démographique important et qui a assisté, impuissante, à la mise en oeuvre du traité de Versailles par un personnel politique vieilli, ne souhaite rien d'autre que de renverser l'ordre établi. Celui-ci est perçu comme désuet. Il est défendu par des personnalités politiques sur le retour. Tous veulent un ordre nouveau qui reste encore à définir, mais qui souvent vise à l'accentuation des pouvoirs de l'exécutif. Les catholiques veulent un exercice du pouvoir réel par le Roi [47]. Les socialistes souhaitent l'extension de l'interventionnisme étatique [48].

C'est à cette époque que Degrelle veut «balayer les pourris», régénérer le tissu socio-politique. Il ne vient qu'une fois au salon Didier [49]. Il n'était guère apprécié par Lucienne Didier [50]. Par contre, deux autres rexistes notoires fréquentent le salon: José Streel et Pierre Daye. Le premier fréquente occasionnellement le salon Didier, «mais il ne partagea jamais la germano-

---

46 Léo MOULIN, Entretien 07.09.93.

47 M. CONWAY, «De la cité séculaire à la cité de Dieu: les catholiques et la politique dans la Belgique francophone de l'entre-deux-guerres», in *Cahiers du C.R.E.H.S.G.M.*, n° 13, 1990, p. 57-89. Sur la base des résultats d'enquêtes orales menées par les étudiants des Facultés Saint-Louis de Bruxelles en 1991-1992, voir G. BRAIVE, «Tentatives droitières dans la jeunesse étudiante catholique», in *De l'avant à l'après-guerre: l'extrême droite en Belgique francophone*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, Coll. Pol-His, n° 12, 1994, p. 17-40.

48 Léo MOULIN, Entretien 07.09.93.

49 Il raconte cet épisode dans son livre *La cohue de 1940* (Lausanne, 1949, p. 176-177). C'est bien du salon Didier qu'il parle, même s'il ne le cite pas explicitement. José Streel l'y invita.

50 R. BAUWENS-VERSCHOORE, Entretien 18.07.94. *Lettre de Lucienne Didier à Raymond De Becker* [Bruxelles, début 1942] (Conseil de guerre de Bruxelles (C.G.B.), Dossier Louis Didier, Farde *Documents*, 3. D). Lucienne Didier y fait un commentaire de lecture du manuscrit des mémoires de Raymond De Becker. Elle a supprimé la mention de la présence de Degrelle «car il avait jugé bon, lors de 'l'affaire Abetz', de déclarer dans la presse qu'il ne fréquentait pas 'ce salon de Mme Didier où l'on rencontrait des Allemands'. Ce qui était d'ailleurs la pure vérité». Cette animosité explique peut-être le fait que Degrelle ne soit pas revenu au salon. Pourtant leurs chemins se croiseront encore. Voir *Infra*.

philie de ses membres les plus en vue» [51]. Par contre, sa volonté de remettre de l'ordre dans une société décadente est une évidence [52]. La présence de Pierre Daye n'est pas une surprise. Il fréquente de nombreux salons. Au contraire de Streel, il est fort attiré par le national-socialisme [53].

On retrouve également présents au salon Didier des personnalités belges, journalistes, écrivains et hommes politiques qui naviguent entre ces eaux. Parmi les plus âgés, figure le baron Pierre Nothomb [54]. C'est alors un écrivain de valeur, belgiciste et nationaliste réputé. Le journaliste et écrivain Robert Poulet y vient aussi [55]. De même, le fondateur de *Cassandre*, Paul Colin, se déplace régulièrement au salon Didier. En regard, on signale, ici et là, la présence d'artistes belges, comme War Van Overstraeten et Auguste Marin.

Des Français fréquentent aussi le salon. C'est le cas de Bernard de Jouvenel et de Francis Delaisi [56], tous deux fervents européistes, mais aussi Marcel Aymé, dont Lucienne Didier fera un buste [57], Henri de Montherlant surtout, Robert Brasillach et Alfred Fabre-Luce.

2.3. Autour d'Henri De Man

C'est incontestablement autour de cette personnalité socialiste belge que se regroupe l'ensemble des assidus au salon Didier. Henri De Man est l'homme du renouveau socialiste. L'auteur d'*Au-delà du marxisme*, qui sur le plan de la doctrine se révèle être assez révolutionnaire, est connu de tous. Il sert de guide aux jeunes socialistes désemparés par la crise. Léo Moulin et Paul-Henri Spaak entrent dans son sillage, notamment grâce au «Plan du Travail» qu'il propose fin 1933.

Le Plan apporte ce qui apparaît, pour certains, comme une solution à la société, pour d'autres, comme un programme pour les élections. Au moins, il apporte quelque chose. Il propose d'abord la constitution d'un régime d'économie mixte. Ensuite, il veut engager la planification de l'économie nationale. Enfin, il défend une réforme du régime parlementaire de manière à renforcer l'institution démocratique. Grâce à lui, «on se rapprochait des classes moyennes; on n'était plus nécessairement anticléricaux; on pouvait

---

51 M. CONWAY, «Du catholicisme à la collaboration: le cas de José Streel», in *1940: Belgique. Une société en crise, un pays en guerre*, Actes du colloque tenu à Bruxelles du 22 au 26 octobre 1990, Bruxelles, C.R.E.H.S.G.M., 1993, p. 324.

52 *Idem*, p. 305-326. L'ouvrage de J.-M. DELAUNOIS, *De l'Action catholique à la collaboration* (Bruxelles, Legrain, 1993, 253 p.) apporte aussi des éléments intéressants.

53 Les présences mondaines de Daye sont décrites par Bernard Delcord dans son article sur les «chapelles politico-littéraires» (voir note 29).

54 Si l'on en croit le roman auto-biographique de D. GILLÈS, *Le festival de Salzbourg*, Paris, Albin Michel, 1974, p. 255 et sv.

55 Au moins une fois: B. DELCORD, *op.cit.*, p. 167.

56 R. DE BECKER, *op.cit.*, p.185.

57 B. DELCORD, *op.cit.*, p. 167.

s'entendre avec certains éléments du monde catholique (...). C'était une nouveauté absolue» [58].

Les jeunes catholiques qui le rencontrent au salon ne s'y trompent pas. Des Carette et des De Becker notamment soulignent l'importance et l'influence majeure du personnage sur leur génération [59]. C'est l'évidence, même si les articles de ces catholiques sont souvent négatifs, notamment dans *La Cité chrétienne*.

Henri De Man vient défendre son «Plan du Travail» au salon Didier. Il est, à cette époque, ministre dans le gouvernement Van Zeeland. Au cours de son exposé, il prétend que ce gouvernement «est en train de réaliser une partie importante du plan du travail». Un incident éclate alors. «Comme l'orateur avait fait suivre d'une pause ces paroles qui, sans aucun doute, méritaient réflexion (...), le silence général fut interrompu soudain par un léger sifflement ironique». Chacun se regarde. Qui a bien pu songer à siffler le père du plan ? En définitive, cet incident se révèle être bien peu de chose. C'est le perroquet de Lucienne Didier qui souhaite se faire entendre [60]. L'épisode marque les esprits. Plus tard, en rectifiant le manuscrit des mémoires de De Becker, Lucienne Didier souhaitera apporter les rectifications qu'elle juge utiles «pour satisfaire à la fois la vérité historique et la vanité de Monsieur Jaco qui ne désire pas passer à la postérité sous le nom vulgaire de *coco*» [61].

Il est possible que Paul-Henri Spaak vint aussi en ces lieux exposer le plan du travail. Sans être un habitué, il y vint à plusieurs reprises [62]. Selon Léo Moulin, De Man étant empêché, «Madame Didier a téléphoné à Spaak» pour lui demander de venir exposer la pensée du père du plan. «Il a accepté et m'a téléphoné pour venir avec lui. Parce qu'il n'avait pas une très grande culture politique, il se servait de moi s'il avait une citation à faire, un argument à servir (...). J'étais 'Monsieur calé' comparé à lui. Ce qui n'était pas très difficile dans ce domaine-là. Alors, il disait 'j'emmène mon dictionnaire avec moi, si j'ai besoin d'une citation, je demanderai à Moulin'» [63].

Henri De Man reconnaîtra le rôle des salons en général dans son ouvrage *Après coup* [64]. Il en parle à propos de Vandervelde, mais peut-être pense-t-il au salon Didier où il a eu ses quartiers avant la guerre. Relire de la sorte les quelques lignes qu'il écrit, donne un autre éclairage à sa pensée et aux raisons de sa présence. «On y fait et défait les réputations, dit-il, on y noue et dénoue les relations personnelles, on y gagne ou perd des appuis, on y prépare tout ce qui, plus tard, affrontera le feu de la rampe.» Puis, il

---

58 Léo MOULIN, Entretien 07.09.93.
59 F. MARCEAU, *op.cit.*, p. 235. R. DE BECKER, *op.cit.*, p. 184-185.
60 R. DE BECKER, *op.cit.*, p. 185.
61 *Lettre de Lucienne Didier à Raymond De Becker*, s.l.n.d. [Bruxelles, début 1942] (C.G.B., Dossier Didier, Farde documents, 3. D).
62 J. GÉRARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 45.
63 Léo MOULIN, Entretien 07.09.93.
64 H. DE MAN, *Après coup*, Bruxelles, Ed. de la Toison d'Or, 1941, p. 225-226.

insiste sur l'aspect intéressant d'un salon politique lorsqu'il accueille «des chefs du mouvement socialiste ouvrier», à moins qu'eux-mêmes tiennent un salon, ce qui revient au même. C'est introduire dans un mouvement de classe «un corps étranger, ou plus exactement une agence d'influences étrangères à cette classe».

Du reste, il est impossible de savoir avec précision à quelle occasion Henri De Man rencontra les époux Didier. Par contre, ce qui est sûr, c'est qu'entre eux il y a une amitié solide. Dans *Jeune Europe*, les Didier publièrent l'un ou l'autre article du penseur socialiste. Ils le reçoivent fréquemment en leur demeure. Plus tard, durant la guerre, ils publieront trois de ces livres et le fréquenteront encore.

2.4. Quelques Allemands

C'est dans une brasserie du quartier latin que les Didier font la connaissance d'Otto Abetz, futur ambassadeur du III[e] *Reich* à Paris, fin 1933 – début 1934 [65]. Ils y discutent du rapprochement franco-allemand. Les Didier viennent alors de fonder la section belge de l'*U.J.E.* Ils souhaitent associer leur organisation aux efforts d'Abetz qui défend l'Allemagne de la moindre velléité belliciste. C'est dans ce but que le futur ambassadeur du *Reich* à Paris vient sur invitation au salon Didier le 21 février 1935. C'est la première fois qu'il y vient. Il fait une conférence sur l'état de la jeunesse allemande «devant une trentaine de dirigeants de groupements de jeunesse» [66].

A partir de cette rencontre et des premiers contacts avec le club *Jeune Europe*, une solide amitié lie les époux Didier et Otto Abetz. Il semble même que celui-ci soit très dévoué à la maîtresse de maison, Lucienne Didier. Ayant tous deux une fibre d'artiste et de nombreuses connaissances littéraires, ils ne pouvaient que s'entendre. Etre Allemand, et nazi de surcroît, ne suffit pas pour condamner sa présence. Il parle merveilleusement le français, son épouse est française. Il est francophile autant qu'un Allemand puisse l'être. En un mot, il est presque insoupçonnable.

Un autre Allemand se présente au salon Didier, encore davantage qu'Abetz. Max Liebe, délégué en Belgique d'Otto Abetz, parle bien le français lui aussi [67]. Il est attaché au corps diplomatique allemand à Bruxelles. Lié également à «l'écurie von Ribbentrop», il est d'abord visiteur sans mandat officiel. Après septembre 1939, il devient conseiller à l'ambassade du *Reich*. Il prend des «vacances», la veille du 10 mai 1940, mais revient dans les

---

65 *Procès verbal de la commission rogatoire*, 9.7.1946 - 13.7.1946 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 42, p. 2).

66 *Ibidem*. Probablement devant les jeunes de *La Cité chrétienne*, de *L'Avant-Garde*, de quelques socialistes. Un compte rendu de cette rencontre par A. ZIMMER DE CUNCHY, «Un entretien avec un jeune Allemand», in *J.E.*, Bruxelles, Février-Mars 1935, p. 3.

67 Léo MOULIN, Entretien 07.09.93.

bagages de la *Wehrmacht*. Il n'oublie pas ses amitiés d'avant-guerre puisqu'il confie à Raymond De Becker la rédaction du *Soir* en juin 1940 [68].

Otto Abetz et Max Liebe se présentent au salon comme de jeunes nazis qui cherchent à l'Ouest compréhension et appui en faveur de la Nouvelle Allemagne. Ils défendent une politique pacifiste de l'Allemagne. «Hitler est (...) un ancien combattant, (...) lui aussi hait la guerre. Il est bien décidé à ne pas la faire. Mais, comme c'est un grand politique et qu'il connaît notre hantise à tous, il en use très habilement dans un but précis, (...) qui est de rassembler tous les Allemands dans une même patrie, dans un même Reich. Il poussera peut-être les choses jusqu'à l'extrême limite mais, gardant son sang-froid, il n'ira pas au-delà et n'engagera jamais les hostilités». Telle est la couleur, pas forcément l'exactitude [69].

Parmi les jeunes Belges qui se rendent au salon Didier, peu nombreux sont ceux qui se ferment à un tel langage. Profitant de l'idéal internationaliste des participants, et notamment des rédacteurs de *La Cité chrétienne*, ils commencent à infiltrer certains milieux intellectuels. A tout le moins, ils en prennent le pouls.

Les objectifs d'Otto Abetz peuvent être nombreux. Nous en identifions deux: l'intoxication de la jeunesse belge et le noyautage du parti socialiste. Qu'une telle opération ait été menée sciemment, et consciemment, et systématiquement, est impossible à établir en présence de bien peu de documents. Mais on ne peut écarter cette hypothèse. Le résultat reste le même: les Allemands préparent certains intellectuels à une collaboration éventuelle.

2.5. Camps de vacances

C'est dans ce cadre que les Didier organisent des camps où se rencontrent des jeunes Allemands, Anglais, Belges et Français. Le premier a lieu en Allemagne à la Noël 1935. Le principe est calqué sur des expériences antérieures. En effet, depuis la guerre, quelques intellectuels cherchent à améliorer les relations franco-allemandes.

Ainsi, c'est à Davos, en Suisse, qu'avait eu lieu la première rencontre franco-allemande durant les vacances de Pâques 1928 [70]. De nouvelles rencontres se déroulent alors chaque année. Parallèlement à celles-ci, une autre réunion de jeunes des deux pays est organisée dans une auberge

---

68 J. GÉRARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 45. De Becker raconte cet épisode dans le dernier chapitre de ses mémoires.

69 D. GILLÈS, *op.cit.*, p. 260.

70 J.-F. SIRINELLI, *Génération intellectuelle: Khâgneux et normaliens durant l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988, p. 540-541. Cette rencontre est notamment évoquée par G. DAVY, «Célestin Bouglé, 1870-1940», in *Revue française de sociologie*, t. VIII, 1967, p. 6-7. Voir surtout: O. ABETZ, *Histoire d'une politique franco-allemande (1930-1950): Mémoires d'un ambassadeur*, Paris, Stock, 1953, p. 25 et sv.

de jeunesse du Sohlberg en Forêt-Noire. La région vient d'être évacuée par les dernières troupes françaises d'occupation. Au loin, on peut apercevoir la flèche de la cathédrale de Strasbourg. C'est une nouveauté mêlée de symboles multiples. L'instigateur de cette rencontre n'est autre qu'Otto Abetz [71]. Là, également, de nouvelles rencontres se succéderont.

Du 26 décembre 1935 au 5 janvier 1936, durant les vacances de Noël, un camp de ski en Haute-Bavière est organisé par la section belge de *Jeune Europe* [72]. Ce camp entre dans la droite ligne de ces premières rencontres franco-allemandes. Une série de camps sont organisés pour les vacances d'été. Après le coup d'essai de Noël, ils prennent plus d'envergure. La section belge de *Jeune Europe* prévoit quatre camps pour cette période estivale [73].

Le premier camp d'été se déroule au Zoute du 11 au 19 juillet 1936. De jeunes Belges dont Louis Carette y rencontrent de jeunes Britanniques, Français, dont Emmanuel Mounier, et un groupe de jeunes Allemands de la *Hitler Jugend*. Chaque jour, des exposés politiques et des échanges de vues alternent avec les sports de plage. Au bord de la mer, ces jeunes peuvent confronter leurs cosmogonies, démocrates d'un côté, nationaux-socialistes de l'autre. «Ce fut cordial, pas très concluant» se souvient Carette [74]. Le son de cloche est le même pour Léo Moulin qui s'y rend comme dirigeant [75].

Dans ses souvenirs, les Allemands apparaissent comme «extrêmement sympathiques». Le soir, ils chantent à deux, trois voix. Si certains ont une volonté de désarmer la jeunesse belge, personne n'en a conscience [76]. Ensemble, ils visitent les villes flamandes de Bruges et de Damme. Ils parlent d'égal à égal. Ils impressionnent aussi par leur discipline, leurs aptitudes sportives. Les discussions vont bon train à propos de l'Europe qu'il faudrait construire. Les Allemands présentent Hitler comme quelqu'un de pacifique, qui veut simplement remettre de l'ordre dans son pays. Il condamne le parlementarisme. Mais, à l'époque tout le monde, ou à peu de choses près, condamne le parlementarisme [77].

Un autre camp du même genre a lieu en Norvège, à Elvesaeter dans le Jotunheinon, du 18 au 31 juillet. Ensuite, c'est en Allemagne que se retrouvent les jeunesses en présence, du 19 au 31 août. Ils visitent d'abord Cologne, Coblence, Mayence, Francfort. Ensuite, ils se rendent à Hersfeld en Thuringe dans le grand camp international estudiantin organisé par la

---

71 B. OUDIN, *Aristide Briand*, Paris, 1987, p. 536.

72 *Jeune Europe*, Bruxelles, Septembre 1935, p. 2 et 4; Décembre 1935, p. 7. Compte rendu dans *Jeune Europe*, Bruxelles, Janvier 1936, p. 6.

73 Ils sont notamment annoncés dans le *Bulletin de l'Union belge pour la Société des Nations*, Juillet 1936, n° 3-4, p. 62-63.

74 F. MARCEAU, *op.cit.*, p. 236-237. Louis Carette pense que cette rencontre a eu lieu «vers 1935», ce qui serait une erreur en regard de la documentation présente.

75 «Parce que j'étais déjà plus âgé que les jeunes qui étaient présents» (Léo MOULIN, Entretien 07.09.93).

76 «Il n'y avait aucune raison de croire qu'ils voulaient nous infiltrer» (*Ibidem*).

77 «On allait quand même pas se battre pour le parlementarisme» (*Ibidem*).

jeunesse hitlérienne [78]. La visite de camps de travail, d'entreprises industrielles et culturelles de la nouvelle Allemagne, est au programme. L'été se clôture alors par un voyage organisé dans le midi de la France du 29 août au 19 septembre.

Avant même ces camps de vacances, les rédacteurs de *La Cité chrétienne* se rendent en Allemagne [79]. Henri Nicaise est du voyage avec «quelques collaborateurs et amis de la revue». Il fait part d'une «sympathie durable pour cette jeunesse ardente», avant d'estimer qu'un tel voyage permit de perdre «quelques préjugés» au sujet du régime nazi [80]. C'est aussi à cette époque que les Allemands accentuent leur intérêt pour la Belgique. Otto Abetz, qu'ils rencontrent lors de sa conférence en 1935, écrit un article dans la revue *Sohlbergkreis*, fondée en 1933 et qui rappelle le nom du lieu des rencontres franco-allemandes [81]. *La Cité chrétienne* en fait mention. Plus encore, la revue soutient les initiatives des *Cahiers franco-allemands*. Un numéro spécial est consacré à la Belgique [82].

Les Français aussi s'intéressent à la Belgique. Devient-elle un lieu de passage pour l'amélioration des relations franco-allemandes ? En tout cas, Mounier publie un numéro spécial intitulé *Pour un ordre nouveau en Belgique* [83]. Dans un appendice final, la rédaction d'*Esprit* relève l'existence de *Jeune Europe* à Bruxelles. La revue signale que *Jeune Europe* organise fréquemment des voyages d'études et des camps de vacances à l'étranger. L'objectif est d'établir «un contact culturel permanent entre les nouvelles générations des différents pays» [84]. Maintenir des contacts avec l'Allemagne est un moyen pour sauvegarder la paix.

Ces premiers camps recueillent, semble-t-il, un certain succès. D'autres sont organisés ensuite: à Noël en Allemagne, durant les vacances d'été au Zoute [85]. Fin 1936, en Allemagne, les jeunes échangent de la documentation sur leur pays respectif. En août 1937, des industriels et journalistes allemands se rendent en Belgique. C'est après un camp au Zoute que quelques jeunes se retrouvent chez les époux Didier. Ils y rencontrent à nouveau Abetz, empêché de se rendre au littoral belge [86]. Ensuite, au cours de l'hiver 1937-1938, un camp de ski est à nouveau organisé en Haute-Bavière. Abetz y retrouve Lucienne Didier notamment [87]. Les discussions s'y limitent à des

---

78 *Bulletin de l'Union belge pour la Société des Nations*, Juillet 1936, n° 3-4, p. 62.
79 Du 14 au 22 avril 1936. *C.C.*, 5.3.1936, p. 287.
80 H. NICAISE, «Jeunesse allemande», in *C.C.*, 20.11.1936, p. 53 et sv.
81 O. ABETZ, «A la recherche de l'Occident», in *Solhlbergkreis*, Janvier-Février 1936, cité dans *C.C.*, 5.4.1935, p. 356-357.
82 Compte rendu dans *C.C.*, 20.5.1936, p. 438.
83 «Pour un ordre nouveau en Belgique», in *Esprit*, n° 41, Février 1936.
84 J. PARFAIT, «Troisième force et jeunesses belges», in *Idem*, p. 792-793.
85 H. BAUCHAU et L. VAN DIEREN, «Contacts avec la jeunesse allemande», in *C.C.*, 20.2.1938, p. 232-234.
86 *Procès-verbal de la commission rogatoire*, 9.7.1946 - 13.7.1946 (voir note 65).
87 *Ibidem*.

questions culturelles et aux problèmes de jeunesse selon Bauchau, présent également [88].

A la veille de la guerre, des rencontres sont encore organisées au Zoute entre écrivains et artistes belges et allemands [89]. Malgré l'aveuglement de certains, la plupart savent que les accords de Munich ne sont qu'un répit, que la guerre éclatera sous peu. Tel est le cas de Louis Carette [90]. Cependant l'absence de réaction des démocraties, l'action de propagande des diplomates allemands, l'horreur de la guerre et le pacifisme qui en est né, paralysent chaque intellectuel qui préfère croire en un compromis plutôt que de se préparer à se défendre [91].

«Rencontrer de jeunes nazis est assez tentant pour les jeunes intellectuels belges de l'époque. Ce sont alors de chics militants qui savent pourquoi ils se battent, spirituellement, politiquement parlant. En face, la jeunesse est désemparée, aux abois». Par conséquent, rencontrer un Abetz n'est pas perçu comme quelque chose de dangereux, de glissant:

> «On ignorait vraiment la nature du nazisme. Il n'y avait pas moyen. Au fond, mêmes les horreurs qui se sont produites après. Pendant la guerre, il y avait les camps. Mais, vous savez, on avait admis les camps en Russie... (...) Même les Juifs allemands, j'en ai connu beaucoup, nous disaient 'mais non il ne faut pas juger le peuple allemand, il est brutal pour le moment. Il est dans la misère, le désarroi.' Même les Juifs défendaient le peuple allemand» [92].

Difficile, dans ce contexte d'ignorance et de confusion, de comprendre le danger qu'il y a à rencontrer de jeunes Allemands embrigadés dans le parti nazi. D'autant qu'ils veulent «faire l'Europe», tout comme leurs homologues belges, français, britanniques. Au salon, les personnes présentent parlent «interminablement d'une Europe nouvelle, captivante, irréelle comme dans un rêve», nous dit Degrelle. Celle-ci lui apparaît «sous un jour extrêmement plaisant» grâce à la présence de «l'inspiratrice de ces échanges de vues», «la belle Egérie qui ouvrait ses salons à ces débats». Ironique, il ajoute qu'une «Europe vue à travers elle devait être pleine d'attraits» [93].

---

88 H. BAUCHAU et L. VAN DIEREN, *op.cit.*, p. 234.

89 R. DE BECKER, *op.cit.*, p. 219.

90 F. MARCEAU, *op.cit.*, p. 287: «Nous en étions réduits à nous promettre de nous envoyer mutuellement des colis dans les camps de prisonniers».

91 «Il n'y avait que quelques types (...) qui prêchaient la résistance au fascisme, mais sans donner les armes nécessaires et créer l'état d'esprit nécessaire pour se battre contre le fascisme. (...) Finalement, l'armée belge n'avait plus envie de se battre en 1940. (...) On a été préparé à la capitulation» (Léo MOULIN, Entretien 07.09.93).

92 *Ibidem.*

93 L. DEGRELLE, *op.cit.*, p. 176.

2.6. Suspicions légitimes

La présence des deux diplomates allemands, Abetz et Liebe, la fréquentation de bon nombre de collaborateurs futurs, invite à s'interroger: «*Ex post*, la tentation est forte de voir dans ce salon un foyer de précollaboration: il le fut en réalité pour certains de ses promoteurs, et de ses hôtes, mais il serait pour le moins abusif de voir dans tous les assidus du salon des précollaborateurs. On y voyait également des étrangers non allemands (Britanniques entre autres), des personnalités belges peu suspectes de sympathie pour le III[e] *Reich* mais en quête de dialogue avec d'autres familles politiques, le dénominateur commun étant le désir de combattre «le désordre établi» [94].

En juillet 1939, des articles du *Soir* mettent en garde les participants à ces réunions chez les Didier et aux camps-colloques [95]. Ils sont signés d'un S.H. mystérieux qui reprendra sa plume après-guerre pour dénoncer les agissements de certains ayant fréquenté avant-guerre le salon Didier [96]. Un de ces articles reproduit un commentaire d'un participant à ces rencontres [97]. L'auteur de l'article conclut: «De l'échange d'idées à la propagande directe s'opère un glissement. Ce glissement est redoutable (...)» [98].

En plus de ces articles, d'autres indices mettent en garde certains des assidus au salon Didier. Pour Léo Moulin, ce n'est pas tant ce que disait Abetz que la manière de présenter les choses qui suscita la suspicion: «il disait des choses que nous pouvions dire aussi: la paix, la liberté, le respect des peuples, un parlementarisme très tiède, anticommunisme», mais «il était trop brillant à la française. Il voulait vraiment nous fasciner, nous convaincre» [99].

Ceci étant, Degrelle ne croit pas «qu'on ait préparé de bien terribles complots contre la Sûreté de l'Etat» au salon Didier [100]. Malgré tout, parmi

---

94 J. GÉRARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 44.

95 Ces articles font l'écho d'une presse parisienne qu'Abetz qualifie de «calomnieuse». Celle-ci, courant juin-juillet 1939, accuse le diplomate allemand d'organiser en France la cinquième colonne, de faire de l'espionnage et de corrompre certains journaux. Voir *Procès-verbal de la commission rogatoire*, 9.7.1946 - 13.7.1946: Bruxelles, C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 42, p. 3. Les articles du grand quotidien belge sont signés S.H.: «La propagande nazie en Belgique, in *Le Soir*, 16.7.1939, p. 1 et 3; «La propagande, arme terrible», in *Le Soir*, 17.7.1939, p. 1; «Gare aux pièges», in *Le Soir*, 18.7.1939, p. 1; «A propos d'une rencontre d'intellectuels belges et hitlériens», in *Le Soir*, 19.7.1939, p. 1; «Le cas Abetz», in *Le Soir*, 20.7.1939, p. 1; «La mauvaise humeur de la presse nazie», in *Le Soir*, 21.7.1939, p. 1. Les initiales S.H. cachent Charles Breisdorff et Désiré Denuit, respectivement rédacteur en chef et journaliste, futur rédacteur en chef du *Soir*. Cfr *Le Soir. Un siècle d'histoire*, p. 65.

96 S.H., «Abetz parle de ses activités en France et en Belgique», in *Le Soir*, 11.12.1945, p. 1.

97 S.H., «A propos...», p. 1: «Les Allemands (...) étaient tous d'authentiques nazis. (...) Je fus particulièrement frappé de l'intérêt qu'ils portaient à une politique belge étrangère de la France et de l'empressement mis par les Allemands à souligner les divergences entre les Belges et les Français.»

98 *Ibidem*. Le passage est repris par D. MARTIN, «De Duitse 'vijfde kolonne' in België, 1936-1940», in *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1980, t. XI, p. 85-117.

99 Léo MOULIN, Entretien 07.09.93.

100 L. DEGRELLE, *op.cit.*, p. 177.

les jeunes rédacteurs de *La Cité chrétienne*, des dissensions divisent le groupe dès 1936-1937 [101]. Certains se montrent favorables au maintien de contacts avec l'Allemagne pour sauver la paix, dans la droite ligne de *Jeune Europe*. C'est le cas d'Henri Nicaise. D'autres penchent de plus en plus en faveur d'une intervention armée pour garantir la sécurité collective. Marcel Grégoire en fait partie. Une rupture se prépare. Grégoire, refusant de céder, quitte la revue en 1938.

Quand la guerre éclate, chacun choisit son camp. Les chemins se séparent également pour les intellectuels belges. Certains meurent au front, d'autres fuyent ou entrent dans la résistance, quelques-uns verseront dans la collaboration avec l'occupant. C'est notamment le cas des instigateurs de la section belge de *Jeune Europe*, les époux Didier.

3. LES ÉDITIONS DE LA TOISON D'OR

Le 10 mai 1940, les troupes du *Reich* hitlérien se lancent à l'assaut de l'Europe occidentale. La Belgique a vainement cherché son salut dans une politique d'indépendance vis-à-vis de ses voisins. Elle est écrasée en dix-huit jours. Au début des hostilités de nombreuses personnalités belges et étrangères sont arrêtées sur base de leurs activités durant l'immédiate avant-guerre. Les Didier font partie de celles-là. Rentrés au pays après la victoire allemande, ils n'ont qu'une idée: fonder une maison d'édition.

3.1. Arrestation administrative

Il n'avait pas échappé aux autorités compétentes que Lucienne Didier donnait des réceptions où des personnalités allemandes, telles Otto Abetz et Max Liebe, «eurent l'occasion d'entrer en contact avec des Belges et de faire de la propagande pour les conceptions national-socialistes» [102].

En effet, Abetz avait fait l'objet d'une campagne de presse à Paris, vers juin-juillet 1939, l'accusant «d'avoir été le Chef de la cinquième colonne». «Ces calomnies, et notamment celles d'avoir fait de l'espionnage et d'avoir corrompu la presse, ayant été reproduites dans les journaux belges, les époux Didier, en raison de leurs relations avec» lui, «furent arrêtés en Mai 1940 en Belgique» [103]. Après avoir été arrêtés, ils sont internés dans un camp en France et ne sont libérés qu'au moment de la chute de Paris. Otto Abetz les reçoit à l'ambassade d'Allemagne à Paris quelques jours après la prise de la capitale française par les unités allemandes [104]. C'est pourquoi le

---

101 P. SAUVAGE, *op.cit*, p. 161 et sv.

102 *L'exposé des faits*, 24 septembre 1946 (Conseil de guerre de Bruxelles (C.G.B.), Dossier Didier, Farde information, p. 1).

103 *Ibidem*.

104 La prise de Paris se déroule le 14 juin. La rencontre s'effectue donc vers la mi-juin. *Procès-verbal de la commission rogatoire en vue d'interroger Otto Abetz*, 9.7.1946 - 13.7.1946 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 42, p. 3). O. ABETZ, *op.cit.*, p. 143.

sénateur nationaliste-flamand Edmond Van Dieren aurait croisé, fin juin – début juillet, Edouard Didier à l'ambassade où «il circulait comme chez lui» [105].

Le livre d'autographes de l'ambassade d'Allemagne à Paris relève encore la présence de Lucienne Didier aux côtés de celles de Henri De Man, Pierre Daye, Léon Degrelle et son épouse, le 10 août 1940, lors d'un dîner donné à l'occasion du passage à Paris de Lucienne Didier et de Léon Degrelle, également libéré d'un camp d'internement en France [106].

Par la suite, Abetz rencontra encore deux ou trois fois les époux Didier [107]. Selon lui toujours, «les entretiens» qu'il eut «avec les époux Didier portèrent en ordre principal» sur quelques points. «Mme Didier souhaitait que l'on fit quelque chose pour obtenir la libération des prisonniers de guerre wallons, elle me demandait d'intervenir à cette fin auprès d'Hitler. Ensuite, elle se plaignait des erreurs commises par les Allemands en Belgique, notamment la Politique Flamande, ainsi que les exactions sur le plan économique et social. Elle souhaitait que j'intervienne pour qu'il y soit mis un terme.» Abetz, déjà impuissant en France, ne pouvait rien faire concernant la Belgique, à supposer qu'il en eût la volonté [108].

«Enfin, nous dit Abetz, comme on avait fermé la frontière belge aux livres français, d'ordre de l'Autorité allemande, Mme Didier se proposait ainsi que son mari de fonder à Bruxelles même une maison d'éditions d'oeuvres littéraires françaises afin d'assurer ainsi le maintien du contact intellectuel entre la Belgique et la civilisation française. (...) Cette considération fut à l'origine de la création des éditions de la *Toison d'Or*» [109].

3.2. Une maison d'édition

Dès l'automne 1940, Edouard Didier prépare la création de cette maison d'édition. Nous l'avons vu, il a une certaine expérience dans ce domaine. Il fait procéder à des traductions, avance les fonds nécessaires pour la constitution de cette entreprise [110]. Ses efforts aboutissent à la constitution

---

105 Cité par J. GÉRARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 47, selon la version donnée par le comte Capelle de son entretien du 6 juillet 1940 avec le sénateur Van Dieren: *Recueil de Documents publié par le secrétaire du Roi*, 1949, Addenda, annexe n° 31, p. 80.

106 *Procès-verbal de la commission rogatoire en vue d'interroger Otto Abetz*, 8.6.1946 - 1.7.1946 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 41, p. 2-3). L. DEGRELLE, *La Cohue de 1940*, Lausanne, 1949, p. 89-99. M. CONWAY, *Degrelle: les années de collaboration. 1940-1944: le rexisme de guerre*, Ottignies, Quorum, 1994, p. 38-59.

107 *Procès-verbal de la commission rogatoire*, 9.7.1946 - 13.7.1946, p. 3. En mars 1941, lors d'un déjeuner pris dans un restaurant parisien, Henri De Man et Otto Abetz se rencontrèrent en présence de Lucienne Didier. *Procès-verbal de la commission rogatoire*, 8.6.1946 - 1.7.1946, p. 2-3.

108 *Procès-verbal de la commission rogatoire*, 9.7.1946 - 13.7.1946, p. 4.

109 *Ibidem.*

110 *Exposé des faits*, 24.09.1946, p. 1. Fait mention de documents à ce propos dans les pièces à conviction. Ceux-ci ne se trouvent plus au dossier.

par acte notarié du 25 mars 1941 de la Société Anonyme *Les Editions de la Toison d'Or*, ayant pour objet toutes entreprises d'éditions [111].

Le capital social est 750.000 francs belges, représenté par 150 actions de 5.000 francs. Les actionnaires sont Edouard Didier (80 actions), Raymond De Becker (45 actions), et Pierre Daye (5 actions). Les vingt dernières parts sont souscrites par des proches de De Becker [112]. Didier, président du conseil d'administration, est surtout administrateur-délégué. Les autres administrateurs sont Pierre Daye et Raymond De Becker. Ce dernier porte, en outre, le titre d'administrateur-directeur.

En réalité, Edouard Didier et Raymond De Becker ne sont propriétaires véritables que de cinq actions chacun. Il est possible que Pierre Daye soit propriétaire de ses cinq actions déclarées [113].

Par un jeu de contre-lettres [114], 135 actions sur 150 appartiennent à la société *Mundus*, de Presbourg (Bratislava) en Slovaquie. Sous couvert de la nationalité slovaque, *Mundus* est en fait un puissant trust allemand d'éditions. Il est sous la coupe des Affaires étrangères allemandes (*Auswärtiges Amt*) et donc de Ribbentrop [115].

Comment Didier et De Becker entrent-ils en relation avec *Mundus* ? Abetz n'en souffle mot [116]. En revanche, les raisons d'un lien avec *Mundus* paraissent plus claires. Outre les avantages financiers qui sont importants à en juger par les sommes mises en jeu, *Mundus* peut protéger la *Toison d'Or* des ennuis provoqués par la *Propaganda Abteilung* grâce à ses liens avec l'*Auswärtiges Amt*. Malgré tout, cet appui reste assez limité. «Le trust *Amann*, dépendant du parti nazi et ayant tout l'appui du Ministère de la Propagande, était incomparablement plus puissant» [117]. La concurrence fait rage entre ces deux groupes allemands. Les ennuis de la *Toison d'Or* seront d'ailleurs nombreux lorsqu'il s'agira d'obtenir l'*imprimatur* de la *Propaganda Abteilung* ou la diffusion par l'agence Dechenne, contrôlée par le groupe *Amann*. Par contre, la diffusion à l'étranger, en France notamment, sera facilitée grâce aux liens avec *Mundus*.

---

111 *Moniteur belge, annexes*, n° 4811, 12 avril 1941. *Moniteur belge, annexes*, n° 6624, 4 mai 1941.

112 Les journalistes Géo Clavier, René Henrard, Joe Meulepas, l'écrivain Guido Eeckels et l'industriel Lucien Juglou.

113 *Procès-verbal d'interrogatoire de Raymond De Becker*, 26.10.1945 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 39).

114 Les doubles des contre-lettres relatives à la propriété des actions de la S.A. *Les Editions de la Toison d'Or*, datées du 10 mars 1941, se trouvent versés au dossier Didier, annexe 48, documents 1 à 6.

115 *Procès-verbal de la commission rogatoire en vue d'interroger Otto Abetz*, 9.7.1946 - 13.7.1946, p. 5.

116 *Idem*, p. 4.

117 *Idem*, p. 6. Cité dans *Exposé des faits*, 24.09.1946, p. 2.

3.3. Ligne éditoriale

Le choix de la *Toison d'Or* est un rappel à la mythologie grecque et à cet ordre de chevalerie créé au XV[e] siècle par le duc de Bourgogne. La symbolique qui se cache derrière ces références demeure obscure. Rien n'est dit à ce propos [118]. Le programme d'édition, quant à lui, se divise en trois points [119]. Il prévoit un volet édition, une revue politico-littéraire et une prospection significative en vue d'accueillir de jeunes talents.

Le volet édition comprend une série littéraire d'auteurs wallons et français, ainsi que des traductions d'ouvrages flamands, allemands, scandinaves, espagnols et italiens. De plus, la série intégrera des essais et critiques littéraires divers. Une deuxième série s'attache à publier des essais politiques soit proposés par leur auteur, soit commandés par la maison d'édition.

Ces essais devraient étudier les questions sociales, économiques et politiques posées par la situation d'alors. Une liste d'auteurs d'essais est proposée. Parmi les Belges, on retrouve De Becker, De Man, Moulin et Streel. Les deux premiers seront effectivement publiés. Parmi les Français, les noms de Brasillach, De Rougemont, Fabre-Luce et Maulnier sont avancés. A nouveau, des traductions de l'allemand, du flamand, de l'italien et de l'espagnol sont prévues.

Enfin, la troisième et dernière série serait consacrée à des études historiques. Elles seront «vulgarisatrices, à bon marché, ayant trait avant tout au passé de la Belgique, envisageant le patrimoine national au point de vue historique et artistique et assurant l'édition d'anciens chroniqueurs». Ces ouvrages seront réalisés, «de plus souvent», en collaboration avec quelques professeurs, écrivains et journalistes [120].

Dans l'esprit de Raymond De Becker, la *Toison d'Or* a été fondée «pour permettre aux auteurs belges d'expression française de pouvoir éditer leurs oeuvres sans devoir passer par Paris ainsi que pour faire connaître au public d'expression française, par des traductions appropriées, les oeuvres les plus significatives de la culture germanique et nordique (...)». Cette fonction qu'il estime être «une fonction européenne» doit donc permettre l'amélioration du niveau de connaissance du public belge et français vis-à-vis du national-socialisme et de la culture allemande [121].

---

118 Sans que des liens directs puissent être établis avec les principes théoriques des rexistes, le fait que la maison d'édition de Didier porte ce nom pourrait faire référence à ces Etats bourguignons à reconstituer.

119 *Projet de programme d'édition* [s.l.n.d.] (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 48, document 15).

120 La note cite Prof. Ganshof, Marlier, Eemans, Goulin, Marinus, Van Huffel.

121 R. DE BECKER, *Toison d'Or et projet de revue*, s.l.n.d. (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 48, documents 17 et 18).

En regard de ce volet édition, un projet de revue est défendu par De Becker. Cette revue aurait pour objet de faciliter la création, dans les milieux intellectuels bruxellois et wallons, d'un «centre vivant d'où puisse surgir un véritable courant en faveur des tâches» indiquées ci-dessus. «Elle suppose que puisse se constituer une sorte de laboratoire où les jeunes auteurs bruxellois et wallons pourront confronter leurs idées et leurs oeuvres avec celles des écrivains et des savants nordiques et germaniques.» Il poursuit: «Ce n'est que par cette confrontation que des oeuvres imprégnées de la nouvelle conception de vie pourront surgir parmi eux». Et plus loin: «Il est frappant de constater que les notions les plus élémentaires relatives à la révolution nationale-sociale (...) font totalement défaut.» De Becker conclut: «Un grand effort culturel s'avère donc indispensable (...)» [122].

Raymond De Becker se voit déjà rédacteur en chef, tandis que Paul De Man assumerait les tâches de secrétaire de rédaction. La revue accueillerait la participation littéraire de Robert Poulet, Louis Carette, Remy Magermans, Jean Willems. Le volet artistique serait assuré par Georges Marlier, Oscar Espla, Pierre Gilson de Rouvreux, entre autres. Il cite encore des noms pour représenter l'aspect «société et sciences» de la revue [123].

Cette revue devait s'imposer aux milieux intellectuels et tracer une ligne nouvelle. Elle s'opposerait au principe des «revues qui existaient avant-guerre» et qui «n'étaient que l'expression de petites chapelles littéraires ou de groupements partisans ou confessionnels» [124]. Divers titres sont proposés: La «Nouvelle revue européenne», les «Cahiers européens», les «Nouveaux cahiers», «Carrefour», «Les cahiers de l'Ouest», «La nouvelle alliance» [125]. La référence à l'Europe entre dans la droite ligne de cet esprit européiste souhaitant, avant-guerre, une Allemagne aux mains libres à l'Est. C'est ignorer que l'Europe entière est, alors, une Europe allemande.

La revue ne verra pas le jour. *Mundus* ne semble pas intéressé [126]. Le troisième volet du programme d'édition assure la prospection, c'est-à-dire la recherche de nouveaux talents. La revue aurait dû servir à cet effet [127]. C'est impossible. Restent le concours littéraire du *Soir* et les relations personnelles. Dans ce domaine, tant De Becker que les Didier peuvent compter sur leurs connaissances, notamment grâce aux très nombreux écrivains qui, de passage à Bruxelles, fréquentaient le salon de ces derniers.

---

122 *Ibidem.*

123 Bernard Heuvelmans, Prof. Bobeau, Dr. Vermersch, Prof. Lespès, Prof. Montaudon, Dr. Martial, Al Carrel, Dr. Faure, Prof. Schmidt, Prof. Peiter, Prof. Askeil, Brinckman, entre autres.

124 R. DE BECKER, *Toison d'Or et projet de revue...*

125 *Ibidem.* Voir aussi la correspondance de De Becker dans son dossier conservé à la Cour militaire de Bruxelles (C.M.B.), Farde information.

126 *Lettre de De Becker à Alexander*, 21.4.1942 (C.M.B., Dossier De Becker, Farde information). Alexander est le représentant de *Mundus* à Paris. Il traite des questions d'éditions pour la *Toison d'Or*. Les autorités allemandes n'interviennent que pour accorder l'*imprimatur*.

127 *Projet de programme d'édition*, [s.l.n.d.].

Comme le fera remarquer, après-guerre, le juge d'instruction Vinçotte chargé de l'affaire, «les objectifs que s'était fixés la *Toison d'Or*, n'ont été inventés, ni par *Mundus*, ni par les dirigeants belges de la société d'éditions». Il poursuit:«Ce sont les objectifs de toutes les instances allemandes» [128]. Ils correspondent, en effet, à ceux décrits dans un rapport secret de la *Propaganda Abteilung*. Dans l'introduction de ce document, daté d'août 1941, les missions de la *Propaganda Abteilung* sont définies clairement. Certains points concernent le cas présent.

«Eveiller la compréhension pour la nécessité de l'ordre nouveau européen et diriger le pays dans tous les domaines vers l'Allemagne comme futur centre politique et économique de l'Europe», telle est une des missions de la *P.-A.* Une autre est «de rompre par une propagande culturelle habilement dirigée l'influence française, prédominante jusqu'ici et de faire connaître la richesse culturelle allemande». Enfin, la propagande en Belgique a également pour objet «de familiariser la partie sympathisante de la population avec le patrimoine idéologique du national-socialisme (...)» [129].

3.4. Partage des responsabilités

Souscripteur apparent du plus grand nombre d'actions, président du conseil d'administration, Edouard Didier est, en outre, le seul des trois administrateurs à consacrer le plus clair de son temps à la *Toison d'Or* et à exercer la gestion journalière de la société [130]. Aux éditions de la *Toison d'Or*, Didier s'occupe du bon fonctionnement de la société en général. Il règle les problèmes administratifs, verse les salaires, assure une bonne gestion, veille aux fournitures de papier et engage du personnel. Il occupera jusqu'à dix personnes, sans compter les subalternes, ce qui n'est pas peu pour une maison d'édition. Selon une employée de la première heure, il s'attache d'abord aux «préoccupations financières», puis devient «un des tout bons éditeurs belges» [131].

Aux dires de celle-ci, Edouard Didier refuse de publier des ouvrages à caractère politique. Il ne s'occupe pas de la série «essais», entièrement laissée aux bons soins de De Becker. Il s'attache plutôt à la série des romans. «Certains manuscrits de romans ont été modifiés (...) sur instruction de Didier, pour en atténuer le caractère politique». Pour elle, la parution d'ouvrages

---

128 *Exposé des faits*, 24.9.1946, p. 3.

129 L'ensemble de ce dossier secret est versé au dossier Didier, Farde document, point T. Les points cités sont le C, le D et le F. La *Propaganda Abteilung* se donne sept objectifs au total.

130 Des trois, il est le seul à percevoir un salaire mensuel. Celui-ci s'élève à 12.500 frs d'abord, à 25.000 frs ensuite. *Procès-verbal d'information, Désiré Tollet*, 23.9.1946 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 52). Tollet exerce la fonction de comptable à la *Toison d'Or*.

131 *Déposition de Waslet Simone*, 29.7.1946 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 46). Simone Waslet entre à la *Toison d'Or* au début de 1941. Elle y corrige les épreuves, lit les manuscrits des romans, élabore des rapports et supervise le travail des autres collaborateurs.

allemands et scandinaves «était une façade à l'égard de la *Propaganda Abteilung*». Edouard Didier voulait «que les ouvrages 'gardent' leur valeur même après la guerre». En conséquence de quoi «au fur et à mesure que l'influence de De Becker a diminué», les éditions de la *Toison d'Or* abandonnent de plus en plus «la publication de titres allemands». Le choix se porte vers les auteurs français. «Cela coïncidait d'ailleurs avec le goût du public; on a pu constater que les traductions d'Allemands se vendaient mal».

Le rôle de Lucienne Didier est mal connu. «Il semble qu'elle s'intéressait vivement aux éditions de la *Toison d'Or*», elle participe aux entretiens qu'a son mari avec Abetz à leur sujet, «mais elle n'y a assumé aucune responsabilité officielle» [132]. «Elle n'intervenait pas dans le choix des livres» [133]. Elle exerce, par contre, «une très forte influence sur son mari» [134], ce qui confirmerait les propos de quelques assidus du salon Didier. Ce qui est sûr, c'est qu'elle relit des manuscrits, notamment celui de De Becker. *Le Livre des vivants et des morts* est publié aux éditions de la *Toison d'Or* en 1942. Lucienne Didier y apporte quelques modifications [135].

Dans une lettre qu'elle adresse à De Becker à ce propos, il lui «semble que la *Toison d'Or* devrait s'abstenir à l'avenir de publier des livres faisant de la propagande pour le national-socialisme et cela aussi longtemps que les Allemands s'abstiendront de faire une déclaration nette et précise quant à l'intégrité de la Belgique» [136]. Ce qui démontre, une fois encore, la position ambiguë des Didier.

«Les manuscrits politiques (...) étaient vus en premier lieu par Raymond De Becker» se souvient une employée de la *Toison d'Or* [137]. «Didier n'avait pas beaucoup à dire au sujet du choix» de ces manuscrits. En principe, il ne pouvait pas publier un livre sans l'avis de De Becker [138]. «Telle était du moins la situation au début, plus tard, l'influence de Didier est allée en augmentant au fur et à mesure que De Becker, trop occupé ailleurs, s'est désintéressé de plus en plus de la maison. De plus, De Becker a disparu à la fin de 1943.»

C'est lui qui impose la publication de *Transmission des Pouvoirs* de Franz Briel et de *L'Europe et le monde* de Erich Brandenburg, «ainsi que son propre

---

132 *Exposé des faits*, 24.9.1946 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, p. 8).

133 *Déposition de Waslet Simone*, 29.7.1946, p. 3.

134 *Procès-verbal d'interrogation de Paul De Man*, 30.7.1946 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 47, p. 2).

135 *Lettre de Lucienne Didier à Raymond De Becker*, s.l.n.d. [Bruxelles, début 1942] (C.G.B., Dossier Didier, Farde documents, 3. D, p. 1).

136 *Idem*, p. 2. Cette phrase entre parfaitement dans la logique des Didier. 1° Avant- guerre: Faire l'Europe en reconnaissant la position de l'Allemagne. 2° Après mai 1940: Accepter l'Europe allemande à condition que la Belgique reçoive un minimum de garanties quant à son intégrité.

137 *Déposition de Waslet Simone*, 29.7.1946, p. 1.

138 *Procès-verbal d'interrogation de Raymond De Becker*, 26.10.1945 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 39, p. 1).

livre» [139]. Didier trouve ces ouvrages peu intéressants et ne s'en cache pas. Il refuse parfois d'éditer un ouvrage. C'est le cas de celui du Dr. Teske, «nettement séparatiste» [140]. Pour ce faire, il invoque de multiples raisons, retards dans la relecture, perte des manuscrits, manque de papier. En définitive, il apparaît que l'aspect nettement collaborationniste des éditions de la *Toison d'Or* relève bien davantage de la présence de De Becker que de la volonté de Didier.

«L'impression que m'a faite M. Didier est celle d'un éditeur aimant beaucoup son métier et j'ai eu le sentiment que ses relations, indéniables, avec l'Ambassade d'Allemagne et avec la *P.-A.* étaient considérées, par lui, comme nécessaires pour pouvoir continuer à sortir des livres. Je crois qu'il désirait concéder aux Allemands le minimum possible.» Telle est la conviction d'une autre employée de la *Toison d'Or* [141].

Un premier élément de réponse se dessine. Lorsque, sous l'occupation, il fallut engager des techniciens subalternes pour la *Toison d'Or*, Simone Waslet fit venir «une majorité, et vers la fin presque la totalité, de juifs et de réfractaires». Elle a été amenée «à mettre Didier au courant de cela et il s'est déclaré parfaitement d'accord» [142].

Un deuxième élément de réponse est relatif aux relations avec les Allemands. Certes, les Didier fréquentent Abetz, mais de loin [143]. Certes, les Didier fréquentent le baron von Mentzingen, mais «il a dû intervenir pour aplanir des conflits avec la *Propaganda Abteilung*» [144]. C'est donc pour faire accepter des manuscrits qu'ils passent par lui. D'autant que des liens sont établis entre les Affaires étrangères, la maison-mère en Slovaquie et la *Toison d'Or*, et leur appui est souvent nécessaire. Certes, Didier correspond avec le Dr. Teske de la *Propaganda Abteilung*, mais à chaque fois, l'éditeur se plaint de ce qu'il y a eu «des accrochages». A un point tel que Didier et De Becker décident de se partager le travail pour obtenir l'*imprimatur*, le premier se chargeant des rapports avec l'ambassade, le second se chargeant des rapports avec la *Propaganda Abteilung* [145]. Malgré cela, «il y a eu une ou deux interdictions de la *P.-A.*, notamment du livre d'Henri De Man, *Réflexion sur la Paix*, (...) et le troisième volume de Fabre-Luce, *Journal de*

---

139 *Déposition de Waslet Simone*, 29.7.1946, p. 1. Franz Briel est peut-être un pseudonyme pour Julien Juglou, industriel à Herstal, homme de paille pour la *Toison d'Or* et commissaire de cette société.

140 *Idem*, p. 2. Le Dr. Teske fait partie de la section littéraire de la *Propaganda Abteilung* à Bruxelles.

141 *Déposition de Juliette Losange*, 24.9.1946 (Bruxelles, C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 53). Juliette Losange est engagée en novembre 1942 comme secrétaire administrative. Elle assure la correspondance avec les imprimeurs et les correcteurs et la mise en route des livres.

142 *Déposition de Waslet Simone*, 29.7.1946, p. 4. Léo Moulin, Entretien 07.09.93.

143 Selon Abetz lui-même, ils se virent deux ou trois fois sous l'occupation, malgré les très nombreux passages des Didier à Paris. La capitale française devenait peu à peu le principal lieu de vente des éditions de la *Toison d'Or*.

144 Attaché culturel à l'ambassade d'Allemagne à Bruxelles. Tous les manuscrits lui sont soumis pour avis.

145 *Déposition de Waslet Simone*, 29.7.1946, p. 3.

la France» [146]. En retour, lorsque la *Propaganda Abteilung* propose des ouvrages, ce qui arrive fréquemment, ils sont le plus souvent refusés. Le refus est parfois motivé, le plus souvent, Didier se contente de faire traîner les choses en longueur [147].

Ce qui sera, après-guerre, «particulièrement inexcusable», «c'est l'acceptation de fonds allemands». «Il était déjà grave d'aider à réaliser le plan allemand de pénétration de la culture germanique en Belgique et de transformation, dans le sens germanique, des affinités intellectuelles et culturelles de la population belge.» Mais, c'est «le fait de créer une entreprise allemande camouflée sous l'apparence d'une société belge (...) dans un secteur aussi délicat (...)» qui est perçu comme l'aspect le plus condamnable de l'activité de Didier.

D'autant que «l'appartenance de la *Toison d'Or* à *Mundus* est une chose qui devait normalement perdurer même en cas de cessation de l'occupation allemande, même en cas de paix de compromis, laissant à la Belgique une apparente indépendance». Dès lors, «l'Allemagne aurait tenu ici une maison d'édition, devenue facilement la plus puissante, puisqu'ayant derrière elle toutes les ressources d'un trust ayant des ramifications dans toute l'Europe». Enfin, « si l'on y ajoute l'achat par l'Allemagne, régulier lui aussi, des titres de l'Agence Dechenne, on voit quelle influence l'Allemagne devait acquérir de façon durable dans la vie intellectuelle belge». Vue ainsi, la condamnation est sans appel [148].

Le trust *Mundus*, outre les très importantes prises de participation à l'affaire, livre de grandes quantités de papier en sus des livraisons de l'Office central du papier [149]. Il envoie des ouvrages en lecture en vue de les faire traduire. Il accorde son appui aux éditions de la *Toison d'Or* via l'ambassade et von Mentzingen. *Mundus* est omniprésent dans les décisions de la maison d'édition. Le trust allemand décide d'une augmentation de capital en avril 1942. Il double la mise de fond qui passe à 1.500.000 francs, somme appréciable pour l'époque [150].

Cette augmentation de capital correspond à une volonté d'affirmer la présence de la *Toison d'Or* sur le marché français. En effet, celui-ci deviendra à partir de 1942, un point de vente important, et bientôt le plus important pour cette maison d'édition. Didier se rend souvent au siège de Paris où il «aurait voulu transposer toute la société» [151].

---

146 *Procès-verbal d'interrogation de Raymond De Becker*, 26.10.1945 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 39, p. 2).

147 *Déposition de Waslet Simone*, 29.7.1946, p. 4.

148 *Exposé des faits*, 24.9.1946 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, p. 4).

149 *Déposition de Désiré Tollet*, 23.9.1946. *Déposition de Juliette Losange*, 24.9.1946.

150 *Moniteur belge, annexes*, n° 6714, 11-12.5.1942, p. 2.034-2.035. Didier, De Becker et Daye ont peut-être gardé 5 actions chacun comme ils le firent lors de la création de la société.

151 *Déposition de Waslet Simone*, 29.7.1946, p. 3.

Selon De Becker, «Didier avait des projets très précis de faire appel à des capitaux belges et français, de façon à faire de la société, même dans sa structure, la maison d'éditions européennes que nous avions envisagée» [152]. Ce projet ne se réalisa pas et la société restera une société allemande sous couverture belge.

C'est sans aucun doute les accrochages qu'il a avec le Dr. Teske de la *Propaganda Abteilung* ainsi que ceux qu'il a avec l'agence Dechenne liée au groupe allemand concurrent *Amann*, qui lui valent des ennuis. Didier refuse le plus souvent de publier les ouvrages proposés par Teske. Il se brouille à de nombreuses reprises avec l'agence Dechenne qui refuse de diffuser ses publications ou, lorsqu'elle accepte, demande des prix prohibitifs.

Les responsables de *Mundus* et l'attaché culturel de l'ambassade, liés ensemble à Ribbentrop, aplanissent les différends. Pourtant Teske demande au trust allemand de relever Didier de ses fonctions. Il estime que les capacités de Didier sont trop minces pour assumer la responsabilité des éditions [153]. Il propose de le faire remplacer par Paul De Man qui bientôt travaillera chez Dechenne [154]. *Mundus* refuse, car au-delà du problème que pose Didier, le Dr. Teske et l'Agence Dechenne tenue par von Balluseck pour le groupe *Amann* cherchent à affaiblir les positions du trust concurrent [155].

Malgré tout Didier a senti son siège basculer. D'autant qu'il se plaint: «je ne vous cache pas un certain découragement et mon déplaisir d'avoir à assumer la responsabilité d'une entreprise dont les buts pas plus que les moyens ne sont nettement définis» [156]. On le voit, les multiples ennuis qu'il a, additionnés au fait qu'il ne semble pas se rendre compte des objectifs véritables de *Mundus*, et, derrière elle, de l'Allemagne, en Belgique, le troublent beaucoup.

Il se rend à Berlin au milieu du mois de décembre 1942 pour se défendre de toutes les accusations portées contre lui. Lorsqu'il revient, son siège est sauvé [157]. Il perd alors de vue ses inquiétudes à propos des objectifs du trust allemand. D'autant plus que les éditions de la *Toison d'Or* entrent dans une année faste. En effet, l'exploitation n'a commencé à devenir bénéficiaire qu'au moment de l'arrestation de De Becker. Si «les actions n'ont jamais donné de dividendes», c'est sans doute pour garder suffisamment

---

152 *Procès-verbal d'interrogation de Raymond De Becker*, 26.10.1945, p. 3.

153 *Lettre de Teske à Mundus*, 12.10.42 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 8).

154 *Lettre de Teske à Klatten* [du service d'information de l'*Auswärtiges Amt*], 12.10.42 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 8).

155 *Mundus* ne prend même pas la peine de répondre à Teske. C'est directement à von Balluseck que le trust allemand signifie son refus de renvoyer Didier. *Lettre de Mundus à von Balluseck*, 18.12.1942 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 48, document 13).

156 *Lettre d'Edouard Didier à Richard Alexander* [représentant de *Mundus* à Paris], 25.6.1942 (C.G.B., Dossier Didier, Farde information, annexe 48, document 13).

157 *Lettre de Mundus à von Balluseck*, 18.12.1942.

de ressources financières afin d'assurer la pénétration sur le marché français [158]. Par contre, tous les employés de l'entreprise seront augmentés en 1943 [159]. En France, la vente est facilitée par la forte implantation de *Mundus* qui a son propre représentant à Havas et aux Messageries Hachette [160].

Un troisième élément de réponse se révèle à l'observation de la ligne d'édition. Il est un fait que lorsque De Becker se retire peu à peu de l'affaire, trop occupé ailleurs puis placé en résidence surveillée, fin 1943, la *Toison d'Or* abandonne progressivement la traduction d'ouvrages allemands ou scandinaves pour se livrer à la publication de livres français [161]. Parmi les ouvrages allemands traduits, on trouve quelques livres de pure propagande comme *La science brise les monopoles* de Anton Sischka, *De ma fenêtre* de Friedrich Sieburg, *L'Europe et le monde* de Erich Brandenburg et *Esprit des nations Allemagne – France – Italie* de A.-E. Brinckmann. La publication d'oeuvres scandinaves, «dont les étalages des librairies étaient pleins sous l'occupation», correspond selon le juge d'instruction aux «plus noires intentions», «celles d'orienter le public belge vers les littératures germaniques» [162].

De plus, la *Toison d'Or* publie des essais d'auteurs belges. C'est ainsi que le premier livre publié par la maison d'édition sera *Après coup* de Henri De Man [163]. Pour faire passer cet ouvrage auprès de la *Propaganda Abteilung*, Abetz écrira une notice où il défend la position de De Man comme un intermédiaire entre le marxisme et le national-socialisme [164]. Edité au moins trois fois, il est diffusé en France et en Belgique pour un total de 16.000 exemplaires. Son autre ouvrage, *Les cahiers de ma montagne*, est également publié en 1944 aux éditions de la *Toison d'Or* ainsi que *Réflexions sur la paix*, interdit de vente. D'autres ouvrages tendancieux sont publiés. C'est le cas du livre de De Becker, *Le livre des vivants et des morts*, ainsi que celui de Franz Briel (Julien Jublou), *Transmission des pouvoirs*.

A côté de ces ouvrages, la *Toison d'Or* a publié un certain nombre de romans d'auteurs belges qui plus tard révéleront leur talent. Ainsi Paul Willems y publie ses premiers ouvrages, *Tout est réel ici* et *L'herbe qui tremble*. De même, Louis Carette y publie *Le péché de complication*. Par la suite, il préfère éditer lui-même son *Cadavre exquis*, «la maison qui avait publié mon premier livre avait pris, depuis, une orientation qui ne me plaisait

---

158 *Procès-verbal d'interrogation de Raymond De Becker*, 26.10.1945, p. 3.
159 *Déposition de Waslet Simone*, 29.7.1946, p. 3.
160 J. GÉRARD-LIBOIS & J. GOTOVITCH, *op.cit.*, p. 47.
161 B. DELCORD, *op.cit.*, annexe, p. 185-186.
162 *Exposé des faits*, 24.9.1946, p. 5.
163 Le contrat est signé le 17 mars 1941, soit avant l'existence légale de la *Toison d'Or*. De Man doit toucher 15 % du prix de la vente.
164 *Notiz betreffend veröffentlichung des Memoiren Hendrik de Man's im Brüsseler Verlag «Toison d'Or»*, Paris, 4 mars 1941: «*Das Buch Hendrik de Man's ist das geeignetste Mittel, gerade den französichen Sozialistenführern die Welt des Nationalsozialismus propagandistisch zu erschliessen*». Cette note fut envoyée au ministère des Affaires étrangères qui la transmit à Didier via *Mundus* (*Procès-verbal de la commission rogatoire*, 8.6.1946 - 1.7.1946, p. 3).

pas» [165]. «Cet aspect de l'entreprise eut certes pu être louable en d'autres circonstances», souligne le juge d'instruction, mais en plus «on constate que la plupart des auteurs (...) ont pris, (...) à des degrés divers, position en faveur de l'ordre nouveau» [166].

En regard des auteurs allemands, scandinaves et belges, la *Toison d'Or* publie également quelques auteurs français. A nouveau, la série «essais» recueille l'essentiel des collaborationnistes. *La révolution européenne* de Delaisi et les tomes I et II du *Journal de la France* de Fabre-Luce (le tome III sera interdit de vente) sont de bons exemples. Même le domaine de l'histoire, avec à peine cinq ouvrages, est tendancieux. Bertrand de Jouvenel publie *Napoléon et l'économie dirigée.*

Les essais, plus marquants que les romans, font la réputation des éditions de la *Toison d'Or.* Or, on l'a vu, c'est De Becker qui est responsable de la section «essais», Didier préférant, lui, ne pas faire de politique. Est-ce une raison suffisante pour expliquer la nette diminution des publications de ce type en 1943-1944 ? Si la *Toison d'Or* en revient à une politique plus neutre dans ses publications, en n'éditant plus que des romans, et des livres pour enfants, la plupart des auteurs, eux, sont impliqués à des degrés divers dans la collaboration. Il suffit de parcourir la liste des livres de la maison d'édition bruxelloise pour en prendre l'exacte mesure. De plus, comme le secteur de l'édition est une bonne affaire pendant la guerre et que le livre français se vend mieux, on peut parfaitement comprendre le changement de cap de la *Toison d'Or.* D'autant que la fortune des armes n'est plus dans le camp des vainqueurs de 1940. C'est ainsi que le juge d'instruction en charge de l'affaire explique ce changement. Il considère que l'effacement de De Becker n'est qu'une pure coïncidence.

Dans cette affaire, le rôle de Pierre Daye est limité «aux délibérations relatives au choix des livres à publier». Dans certains cas il reçoit «des manuscrits en lecture», il amène aussi «un certain nombre d'auteurs». De Becker estime ses fonctions comme accessoires [167]. Les quelques autres actionnaires, hommes de paille en vérité, ne jouent, eux non plus, aucun rôle dans les activités de la maison d'édition. Ils sont tous des proches de De Becker qui les a enrôlés, car il faut alors légalement sept fondateurs pour une telle entreprise [168].

3.5. A l'heure de la libération

En juin 1944, les Alliés débarquent en Normandie. A partir du mois de juillet, les événements se précipitent. Edouard et Lucienne Didier partent pour la France. Avant leur départ, Didier a pris soin de retirer de l'argent des

---

165 Il parle de cet épisode dans ses mémoires: F. MARCEAU, *op.cit.*, p. 334-335 et p. 350-351.

166 *Exposé des faits*, 24.9.1946, p. 5.

167 *Procès-verbal d'interrogation de Raymond De Becker*, 26.10.1945, p. 1. Le Dossier de Pierre Daye ne contient rien de déterminant au sujet de ses actions à la *Toison d'Or.*

168 *Idem*, p. 2.

comptes de la *Toison d'Or* [169]. Il a emporté aussi quelques dossiers, notamment ceux relatifs à son activité personnelle pendant l'occupation et celui concernant ses rapports avec la société *Mundus* [170].

Ils rejoignent Henri De Man en Haute-Savoie. Celui-ci y possède une résidence qu'il occupe depuis sa retraite en 1941 [171]. De là, ils tentent, en compagnie de l'ancien ministre, de franchir une première fois la frontière suisse à la fin du mois d'août 1944. Arrêtés par des résistants français, ils sont relâchés grâce à De Man qui prétend avoir une mission commandée urgente à effectuer en Suisse [172]. Les Didier disparaissent alors dans la nature. Quant à De Man, il sera placé en résidence surveillée. Autorisé à rester sur le territoire helvétique, il lui sera interdit d'avoir la moindre activité politique.

Les pistes sont particulièrement embrouillées en ce qui concerne le trajet que suivent les Didier. On note la présence d'Edouard Didier le 22 septembre 1944 à Bruxelles. Le 14 octobre, une lettre de Didier signale au comptable de l'entreprise, Tollet, qu'il lui est impossible de rentrer en Belgique «avant quelques mois». Il a pourtant bon espoir de reprendre l'affaire à son nom propre, les deux autres administrateurs n'étant «vraisemblablement plus à même d'exercer leur mandat». Il attend que les représailles de la résistance se tassent et souhaite que son comptable lui verse une importante somme d'argent sur un compte à l'étude de son beau-frère, le notaire Jacques Bauwens. Ce que Tollet ne fera pas [173]. Une dernière note signale Lucienne Didier à Bruxelles au mois de mai 1945. Il semble que ni l'un ni l'autre ne reviendront avant le procès.

Suite à une plainte anonyme, les Autorités judiciaires mettent les scellés au 10, rue du Musée [174]. Des résistants y sont déjà passés en emportant de nombreux documents. L'enquête est ouverte le 26 septembre 1944, soit presque immédiatement après la libération de Bruxelles. Elle s'achève le 24 septembre 1946. Le procès, lui, aura lieu le 29 novembre 1946.

Ne retenant aucune circonstance atténuante et tenant compte de la fuite d'Edouard Didier [175], le Ministère public demanda les travaux forcés à perpétuité [176]. Les griefs retenus contre lui sont multiples. On retiendra la création avec des fonds ennemis d'une entreprise inféodée à l'ennemi et ayant des objectifs de propagande en faveur de l'ennemi; la responsabilité

---

169 Les relevés de comptes sont versés au dossier.

170 *Déclaration de Simone Waslet*, 28.9.1944.

171 Il en parle dans *Cahiers de ma montagne*, Bruxelles, Editions de la Toison d'Or, 1944.

172 Les versions divergent à propos des Didier. Une certaine confusion règne et beaucoup de rumeurs font état de leur arrestation. La version qui est proposée ici est la plus plausible à défaut d'être exacte. Nous nous basons sur le dossier «Recherches concernant Didier, en fuite», annexe 40 du Dossier Didier, C.G.B., ainsi que sur le Dossier Henri De Man, C.M.B.

173 *Lettre de Didier à Tollet*, 14.10.1944.

174 Cette rue a presque entièrement disparu suite aux travaux de construction de la Bibliothèque royale Albert Ier.

175 Les procès effectués en l'absence du prévenu furent souvent plus sévères.

176 Dossier Didier, C.G.B., Feuille d'audience n° 4196-4199: conclusions du ministère public.

comme éditeur des ouvrages étrangers de tendance nazie [177]; son esprit de lucre, au moins en partie, étant donné la nature commerciale de l'affaire.

Le tribunal tranchera. Ce sera la peine de mort par fusillade. Le jugement est sévère en regard du dossier, non des griefs. Nous avons essayé de nous éloigner du caractère passionnel du climat dans lequel tous les procès de collaboration se rendirent [178], en relisant toutes les pièces et en retraçant l'ensemble de la trajectoire des Didier. L'historien, avec le recul, peut sans doute mieux le faire que le juge. Mais il ne doit pas se substituer au juge. Les faits sont là. Objectivement, Edouard Didier a reçu des fonds d'un groupe allemand en temps de guerre. Il a publié des ouvrages de propagande, et, ce faisant, il a gagné de l'argent. C'est sans appel.

Quelques articulets commenteront le procès [179]. Les Didier, eux, sont loin. Ruinés, ils s'installent à St-Germain-des-Prés. Ils y ont un fils, né tardivement, qui devient par la suite un homme d'affaires en vue dans le domaine du marché de l'art. Les Didier mènent alors une vie de bohême et fréquentent encore de nombreux artistes et écrivains. Parmi eux figurent Montherlant et Jünger, rencontré par l'intermédiaire de Henri De Man. Lucienne Didier se met à la sculpture non sans un certain succès. Edouard poursuit des activités industrielles de moindre envergure [180].

Ainsi s'achève ce parcours d'une quinzaine d'années durant lesquelles les Didier, de zélateurs des Etats-Unis d'Europe, deviendront des partisans de l'Europe allemande, non sans quelques réserves de principe. Ce n'est qu'après cette Seconde Guerre mondiale qu'ils pourront voir l'Europe s'organiser en glissant peu à peu de l'intergouvernemental au supranational. Peut-être mesurèrent-ils mieux leurs erreurs, à défaut de ne pouvoir rattraper le temps perdu.

---

177 En vertu de l'article 18 de la Constitution, Edouard Didier ne porte pas la responsabilité des ouvrages dont les auteurs sont connus et domiciliés en Belgique.

178 Il est frappant de constater que les condamnations varient quant à leur nombre et leur dureté en fonction du lieu où est jugée l'affaire. Lire à ce propos: L. HUYSE & S. DHONDT e.a., *La répression des collaborations, 1942-1952. Un passé toujours présent*, Bruxelles, 1993.

179 M.D., «Conseil de guerre de Bruxelles. Les éditions de la Toison d'Or. Didier est condamné à mort», in *Le Soir*, 30.11.1946; Anonyme, «La conquête de la Toison d'Or. Défilé des Argonautes», in *Le Gaulois*, 25.1.1947.

180 R. BAUWENS-VERSCHOORE, Entretien 18.07.94.

RESUMES – SAMENVATTINGEN SUMMARIES

Rudi VAN DOORSLAER, *Entre révolution mondiale et identité juive. Les Juifs de Belgique dans la guerre civile d'Espagne.*

Cent nonante-six Juifs partirent de Belgique pour se battre dans la guerre civile d'Espagne. Parmi les premiers volontaires se trouvent proportionnellement beaucoup de «révolutionnaires professionnels», mais aussi des étudiants et des trotskistes. A ce moment, le *Komintern* et les partis communistes n'avaient pas encore pris en main l'organisation du volontariat.

Les «révolutionnaires professionnels» partirent pour l'Espagne suite à toute une série de motifs qui se recouvrent parfois: pour s'y établir (donc émigrer de Belgique), pour se battre en faveur des intérêts de la classe ouvrière et contre le fascisme et pour défendre leur parti (le parti communiste) et l'Union soviétique. Les trotskistes partirent pour y mener la révolution. Leur engagement était spontané, intense et rapide, leur déception devant la réalité espagnole grande et leur retour tout aussi rapide. Parmi les étudiants juifs, également, se manifestait un courant d'enthousiasme spontané.

A partir de la deuxième semaine d'octobre 1936, le départ organisé par les communistes commença. Les communistes juifs, principalement des immigrés est-européens de Bruxelles et d'Anvers, partirent sur la trace des autres communistes. La Belgique envoya un nombre particulièrement élevé de volontaires vers l'Espagne (2.400), parmi eux figurent plus ou moins 800 immigrés.

En comparaison avec les autres volontaires belges, le groupe juif est plutôt exceptionnel. La base de comparaison, un petit groupe de 68 volontaires gantois, est sans doute mince, mais les différences sont tellement évidentes que l'inventaire de celles-ci se doit d'être connu. Les volontaires juifs sont pour plus de la moitié des militants communistes ou des sympathisants, alors que les Gantois ne le sont que dans à peine un quart des cas. Les Juifs proviennent pratiquement autant d'Anvers que de Bruxelles. A Anvers, une importante minorité a ses origines dans le mouvement de jeunesse sioniste.

Au niveau social, les volontaires gantois appartiennent principalement au milieu des travailleurs non-qualifiés. Du côté des volontaires juifs, un profil professionnel est spécifiquement juif: beaucoup de travailleurs manuels dans la confection, la maroquinerie et le diamant, mais également, beaucoup d'étudiants et d'intellectuels. Le niveau scolaire des volontaires gantois est inférieur au niveau belge moyen; chez les volontaires juifs, c'est l'opposé.

Le profil professionnel juif montre un enracinement culturel fort et durable dans le milieu juif. D'autre part, il y a au niveau culturel des manifestations

évidentes d'une aspiration vers le modernisme. Ainsi, parmi les 196 juifs, on retrouve 27 femmes. Ce signal d'émancipation se retrouve également dans la présence d'un assez grand nombre de concubins. Notre hypothèse est que ces différences peuvent être expliquées par l'origine des volontaires juifs qui étaient pour bon nombre d'entre eux, des enfants issus des classes moyennes ou des familles bourgeoises. Le niveau scolaire élevé, l'attitude émancipatrice, l'engagement communiste fortement motivé idéologiquement, tous ces éléments ne sont pas isolés mais forment un ensemble cohérent.

Après la guerre civile également, les différences restèrent remarquables. Les volontaires gantois furent peu nombreux à prendre une part active dans la résistance. La continuité dans la lutte antifasciste sembla plus tenir du mythe que de la réalité. Il en va tout autrement pour les volontaires juifs et ce malgré leur statut d'immigrés. L'énorme majorité fit de la résistance. La continuité dans leur idéologie et leur comportement fut grande, et elle se manifeste en premier lieu par l'importance de leur appartenance durable au parti communiste. Nous avons pu déduire de cette prosopographie que le groupe des volontaires juifs était composé d'un réseau de sous-groupes et qu'à l'intérieur de ces sous-groupes, des individus étaient reliés par des relations affectives.

Partout où depuis le dernier quart du dix-neuvième siècle des immigrés juifs s'établirent par une émigration massive d'Europe de l'Est, ils jouèrent un rôle proportionnellement important dans les mouvements de gauche. Le développement d'une sous-culture juive de gauche basée sur la combinaison d'une idéologie et de liens affectifs-associatifs en est à mes yeux, à l'exemple de ce qui a été constaté chez les volontaires juifs, l'explication la plus probante. La force de cette génération ne se trouva pas dans le fait que son énergie révolutionnaire ait causé une rupture avec l'identité juive. Elle résulta au contraire de la convergence de ces éléments.

Rudi VAN DOORSLAER, *Between world revolution and jewish identity: the Jews of Belgium and the Spanish Civil War.*

196 Jews left Belgium in order to fight in the Spanish Civil War. In the early months the Comintern and the Communist Parties had not yet brought the recruitment of the volunteers under its control and among these first volunteers were a considerable number of Communist «professional revolutionaries», Trotskyists and students. The «professional revolutionaries» set off for Spain for a number of sometimes inter-related motives: some wished to settle there (and thereby emigrate from Belgium); others wished to fight for the interests of the working class against fascism and to defend both the Communist Party and the Soviet Union. As for the Trotskyists, they volunteered to fight in the Civil War in order to bring about revolution. Their participation was spontaneous, intense and rapid; so too was their abrupt deception confronted by the realities of the situation in Spain and their equally rapid return to Belgium. Similarly, among the Jewish students, it was a spontaneous enthusiasm which led them to volunteer to fight in Spain.

From the second week of October 1936, the Communists began to organise departures of volunteers to Spain. Jewish Communists, principally East European immigrants from Brussels and Antwerp, followed the path traced by the other Communists. In total, 2,400 Belgian volunteers set off for Spain – a high figure in proportion to other countries – of whom some 800 were immigrants. In comparison with the other Belgian volunteers, the Jews formed a somewhat exceptional group. The group of non-Jewish volunteers used for comparison in this article – a small group of 68 volunteers from Gent – is, it must admitted, limited, but the differences between them and the Jewish volunteers are so marked that they deserve to be considered.

More than half of the Jewish volunteers were Communists or sympathisers of the party, compared with scarcely a quarter of the Gent volunteers. The Jews came almost equally from Brussels and Antwerp, and among the Antwerp contingent a significant minority were originally from the Zionist youth movement. In terms of social class, the Gent volunteers came principally from the ranks of the unskilled workers. But among the Jewish volunteers a particular Jewish socio-economic profile was very evident: many came from the garment, leather and diamond trades, but equally strikingly there were also many students and intellectuals. The level of education of the Gent volunteers was below the Belgian average, while that of the Jewish volunteers was above the average.

The professional profile of the Jewish volunteers reflected a strong and durable roots in the Jewish community. At the same time, one finds in their cultural attitudes unambivalent expressions of their strivings towards a modern identity. Thus, for example, among the 196 Jewish volunteers, there were 27 women. This reflection of emancipation was also evident in the large number of volunteers who lived with their partners outside of marriage. My hypothesis is that this apparent contrast with the non-Jewish volunteers can be best explained in terms of the social origins of the Jewish volunteers, many of whom were children of middle-class or bourgeois families. The high level of educational qualifications, their emancipated attitudes and their strongly ideological commitment to Communism were not isolated factors but expressions of a coherent whole.

After the Civil War, the differences between the Jewish and non-Jewish volunteers remained marked. Only a small number of the Gent volunteers played an active role in the Resistance, indicating that the notion of a continuity in the anti-fascist struggle is essentially a myth. Among the Jewish volunteers, despite their status as immigrants, the opposite was the case. The overwhelming majority participated in the Resistance. The continuities in their ideological commitment and their actions, expressed especially by their loyalty to the Communist Party, would thus appear to have been important. Moreover, as I have been able to establish by means of prosopographical methods, the Jewish Spanish Civil War volunteers were in reality composed of a series of sub-groups and that within each sub-group the members were linked by a network of emotional ties.

Everywhere in Europe where the mass Jewish migrations from Eastern Europe led to the foundation of Jewish communities, these Jews played a disproportionately important role in movements of the political left. The development of a left-wing Jewish sub-culture, based both on ideology and a combination of relations and emotional attachments, would appear to me to have been the most important factor in this process. The strengh of this generation lay not in the fact that their revolutionary energy caused them to break with their Jewish identity. On the contrary, it was the opposite which was true: its strength lay in the – albeit for the most part unconscious – convergence of these two elements.

Etienne VERHOEYEN, *De zending François De Kinder (december 1943-april 1944).*

François De Kinder (1897-1944) was de laatste van een reeks geheime agenten die door de regering in ballingschap ermee belast werden een boodschap aan koning Leopold III te (laten) overhandigen. Hij werd per vliegtuig afgezet in Frankrijk op 17 december 1943. Enkele dagen later overhandigde hij een brief van de regering aan Kardinaal Van Roey, die ermee had ingestemd de brief aan de koning te bezorgen. De regering vroeg dat de koning bij de bevrijding een boodschap tot de Natie zou richten waarin hij zou verklaren dat België steeds in oorlog met Duitsland was geweest, dat de collaborateurs zouden gestraft worden, dat hij zijn entourage zou zuiveren, en dat de orde zou hersteld worden volgens de regels van de grondwet en met respect voor de openbare vrijheden. Op 11 januari 1944 overhandigde de koning aan de kardinaal een 'antwoord', dat volgens De Kinder zelf «naast de kwestie» was (het kwam in maart 1944 in Londen aan). In plaats van een antwoord op de brief van de regering was het in feite een principsverklaring, waaruit bleek dat de houding van de koning tegenover de regering-Pierlot niet gewijzigd was. Hij wenste geen enkel contact met deze regering, die hij sinds einde mei 1940 niet meer als 'zijn' regering erkende. Alle pogingen van de regering om met de koning in contact te komen om zich met hem te verzoenen hebben aldus geen resultaat gehad.

Einde januari 1944 vertrok De Kinder opnieuw naar Frankrijk, vanwaar hij naar Groot-Brittannië zou terugkeren. Door een reeks gebeurtenissen moest zijn vertrek uitgesteld worden. De Kinder werd op 20 april 1944 in Parijs aangehouden in niet volledig opgehelderde omstandigheden. Na een verblijf in de gevangenis van Fresnes werd hij op 31 augustus 1944 zonder vorm van proces in Verdun terechtgesteld. Zijn zending, waaraan de regering het grootste belang hechtte, was een maat voor niets geweest.

Etienne VERHOEYEN, *François De Kinder: messenger to the King (december 1943-april 1944).*

François De Kinder (1897-1944) was the last secret agent to whom the Belgian government-in-exile entrusted the mission of communicating a message to King Leopold III.

De Kinder landed in France by Lysander aeroplane on 17 September 1943. Some days later, he gave the government's letter to Cardinal Van Roey who had agreed to transmit it to the King. In this letter, the government expressed the wish that, when the country was liberated, the King would issue a public statement declaring that Belgium had never ceased to be at war with Germany, that pro-German collaborators would be punished, that he would purge his entourage of advisors and that order would be re-established on the basis of respect for the Constitution and established freedoms. On 11 January 1944, the King gave the Cardinal a «reply» which, according to De Kinder himself, «evaded the issue». This reached London by clandestine courier in March 1944 but, rather than a response to the government's letter, it was in effect a declaration of principles, from which it was evident that the attitude of the King towards the Pierlot government (which he had not recognised as «his» government since May 1940) had not changed. The King wished to have no contact with the government-in-exile and all attempts on the part of the government at making contact and effecting a reconciliation therefore proved to be fruitless.

De Kinder left Belgium for France at the end of January, intending to make his way back to Britain. A conjunction of circumstances, however, prevented him from leaving France and De Kinder was arrested in Paris on 20 April 1944 in circumstances which remain obscure. After a period of detention in the prison of Fresnes, he was shot without trial at Verdun on 31 August 1944. His mission, to which the government had attached great importance, had been for nothing.

Gita DENECKERE, *La grève générale de 1936: les entraves à la formation d'un front populaire.*

Dans la contribution qui suit, la question principale est celle du poids de «la rue» dans les événements politiques et sociaux des années trente. Le point de départ est l'analyse de la politique de crise sociale de Guy Vanthemsche dans *Le chômage en Belgique 1929-1940* (Berchem, 1989). Le bilan qu'il fait de la politique de crise dans les années 1931-1935 est que les courants concurrentiels et opposés du mouvement ouvrier fondamentalement impuissant étaient poussés dans la défensive. Ils laissèrent l'initiative de la conduite économico-sociale aux puissances patronales et conservatrices. Le poids de la rue, l'unique moyen qui éventuellement puisse arrêter la politique de déflation était dans la première moitié des années trente inutilisé par le mouvement ouvrier.

Nous avons essayé dans ce contexte de répondre à la question du poids de «la rue». Pour ce faire, nous avons d'abord porté notre attention sur l'agitation de la rue qui précédait l'entrée du POB dans le premier gouvernement Van Zeeland. Ensuite, nous traitons de l'influence de la grève générale en mai et juin 1936 sur la politique sociale. Le corps de cette contribution est une dialectique entre une révolte spontanée de la base, le passage de celle-ci vers les porte-parole socialistes et la réaction dans les cercles dirigeants.

Il faut remarquer que les deux principales actions de protestations de masse de l'entre-deux-guerres – la grève sauvage de 1932 et la grève générale de 1936 – ne peuvent être identifiées avec les interventions du mouvement ouvrier organisé.

L'ouverture des archives du Bureau du parti et du Conseil général du POB (AMSAB), les archives royales et les procès-verbaux du Conseil des ministres (Archives Générales du Royaume) fit en sorte que la dialectique entre rue, mouvement ouvrier organisé, cercles patronaux et gouvernementaux soit mise en lumière.

La vague d'agitation spontanée contre les décrets-lois du «gouvernement des banquiers» en 1935 a été utilisée par le POB pour attaquer la politique de crise au Parlement. Le gouvernement était trop affaibli pour pouvoir se permettre de réfréner la protestation sociale en se mettant à dos le POB.

En juin 1936, l'imprévisibilité de la grève fut un facteur d'explication important du succès atteint. La vague massive de grèves désorganisa les mécanismes de contrôle structurel de négociation sociale à peine développé et négligé par le patronat.

Les ouvriers se refusèrent encore plus longtemps à se soumettre à la politique sociale de déconstruction et choisirent pour leur action collective le moment opportun de la crise politique et de la déstabilisation électorale. Sans la grève, les réformes sociales importantes n'auraient sans doute pas été extorquées en 1936. La ratification législative rapide des éléments sociaux dans le programme gouvernemental d'un côté et la Conférence nationale du Travail de l'autre côté étaient les seuls moyens pour canaliser avec l'aide du POB la vague de protestation spontanée dans une forme moins dérangeante de la politique d'interaction.

Le CCI était dans les années trente uniquement préparé à négocier avec les syndicats si la pression de la base rendait cela inévitable. Au milieu de la crise politique, après les élections de mai 1936, la grève générale rendit obligatoire une rupture dans la politique sociale qui jusqu'alors était dominée par le patronat.

Gita DENECKERE, *The General Strike of 1936. Legal and practical obstacles to a Popular Front.*

In this article, the central question is the role played by the «street» in the socio-political events of the 1930s. It takes as its point of departure the analysis of the policies during the social crisis provided by Guy Vanthemsche in *De werkloosheid in België 1929-1940* (Berchem, 1989) (*Unemployment in Belgium 1929-1940*). The conclusion which he reaches regarding the policies followed in the crisis years of 1931 to 1935 is that the competing and deeply-divided wings of the workers' movement were ultimately powerless and forced onto the defensive, thereby abandoning the initiative on socio-economic matters to the employers and the conservative forces. Mass protest in the street, the only means that a halt might be called to the policy of deflation, was not deployed by the workers' movement.

In order to investigate the issue of the importance of «the street» in this analysis, we focused first on the street protests which preceded the entry of the Belgian Workers' Party (BWP) into the first Van Zeeland government. Subsequently, we turned to consider the impact of the general strike in May-June 1936 on social policy. Of central importance was the interaction between spontaneous street actions, their impact on Socialist spokesmen and the response from the ruling elite. It must be stressed that the two principal mass protest actions of the inter-war-period – the unofficial strikes of 1932 and the general strike of 1936 – can not be identified with the actions of the organised workers' movement. The material contained in the archives of the Political Bureau and the General Council of the BWP (preserved at AMSAB), in the Royal Archives and the minutes of the Council of Ministers (conserved in the National Archives) enables one to understand the complex interconnection which in fact characterised relations between street actions, the organisations of the workers' movement and the employers and the governing elites.

The spontaneous wave of agitation against the decree-laws of the «government of the bankers» in 1935 was exploited by the BWP in order to attack the government's policies in parliament. The government was at that time too weak to be able to restrain the threatened social protest without antagonising the BWP. In June 1936, the unpredictability of the strikes was an important factor in explaining the successes which they attained. The mass wave of strikes disrupted the mechanisms of collective bargaining, which were still in their infancy and remained much contested by the employers. The workers refused any longer to submit to the destructive social policies and seized on the opportune moment created by the political crisis and by the general election results to pursue their collective action. Without the strikes there is no doubt that the important social reforms would not have been implemented in 1936. The rapid legal implementation of the social concessions in both the programme of the government and the decisions of the National Labour Conference provided the only means of channelling the spontaneous protest action – with the assistance of the BWP – into less threatening forms of political action. The employers' confederation (the CCI) in the 1930s was only willing to negotiate with the trade unions if the pressure

from below made it unavoidable. In the midst of the political crisis after the general elections of May 1936, the general strike therefore forced the employers to break with the social policy which they had hitherto followed.

Fabrice SCHUERMANS, *De Franstalige Belgische schrijvers in 1940-1941.*

In 1940-41, op een ogenblik dat de afloop van de oorlog nog onzeker was, was het Belgisch cultureel wereldje in volle beroering. Het gezegde, «zelfs in oorlogstijd behoudt de cultuur zijn rechten», indachtig, probeerden een reeks schrijvers en journalisten hun vooroorlogse contacten te behouden, en dit ongeacht hun verschillend politiek engagement.

Vóór de oorlog maakten Poulet, Hellens en Gevers deel uit van de *Groupe du Lundi*. Samen met nog anderen (de Ghelderode, Hubermont, Pulings,...) ondertekenden ze het bekende manifest van de groep in kwestie. Ze ontmoetten elkaar vaak, waardeerden elkaar en beheersten rustig het literaire landschap van toen.

Ondanks de overweldigende aanwezigheid van de bezetter, poogden ze een nieuw nummer van het tijdschrift *Disque Vert* te lanceren, zonder echter goed te beseffen dat de toestand veranderd was. Na 10 mei was het onmogelijk de oude gewoontes in stand te houden. Het beoefenen van de kunst om de kunst los van elk politiek engagement was niet meer mogelijk. In de ogen van zijn tijdgenoten was Robert Poulet niet langer de veelbelovende auteur van *Handij*, maar vooral een journalist die collaboreerde. De schrijvers geloofden dat in die periode nog een scheiding tussen politiek en literatuur mogelijk was en wilden zich afstandelijk opstellen. Ze beseften echter niet (of wilden ze het niet begrijpen ?) dat hun engagement hen serieus ging compromitteren.

Fabrice SCHUERMANS, *Intellectual affinities of Belgian French-speaking writers during the Second World War (1940-1941).*

In 1940-1941, when the outcome of the war was still highly uncertain, Belgian cultural life was in a state of turmoil. Following the principle that «even in time of war, culture retains its rights» and regardless of their different political choices, a number of writers and journalists sought to maintain their pre-war contacts.

Before the war, Poulet, Hellens and Gevers had formed part of the *Groupe du Lundi* (Monday Group) and, together with others (notably de Ghelderode, Hubermont and Pulings), they signed the famous manifesto published by the group. They socialised with each other, admired each other's work and dominated the literary world of the time.

Despite the stifling effect of the presence of the Occupying forces, they tried to publish a new number of the revue *Disque Vert* (*Green Disc*), without being conscious that the situation had changed profoundly. After 10 May

1940 it was impossible to maintain the classical postures and attitudes towards cultural matters. The notion of practising art for its own sake, independent of the artist's political commitments, was no longer acceptable. In the eyes of his contemporaries, Robert Poulet was no longer the promising author of *Handji*; he was above all a pro-German journalist. Believing that it was still possible to maintain a dividing-line between the political and literary domains, these writers sought to place themselves above the conflict. But what they failed to understand (and one must question whether they really wanted to understand it) was that their actions had the effect of compromising them dangerously.

Bart CROMBEZ, *L'«Algemene-SS Vlaanderen».*

Pendant l'occupation, l'*Algemene-SS Vlaanderen* fut l'une des plus importantes organisations présentes en Flandre. L'instauration de l'*Algemene-SS* donnait aux dirigeants *SS* allemands l'occasion de se mêler de la politique d'occupation de manière directe et indirecte. Le petit nombre de membres de l'organisation conduisit toutefois au fait que les dirigeants *SS* allemands choisirent après un certain temps de faire principalement appel à la *DeVlag* pour jouer dans le futur un rôle politique. Après ce tournant, la valeur politique de l'*Algemene-SS* s'estompa, mais l'organisation conserva son caractère fanatique. Durant l'occupation, la propagande *SS* principalement exprimée par le biais du *De SS-Man* demeura une gêne pour le *VNV*. Dans cette propagande, la vision *SS* allemande selon laquelle la Flandre serait intégrée dans un grand empire germanique était en effet totalement suivie. Dans cet empire, il n'y aurait pas de place pour un «pays thiois» séparé. La représentation que les Flamands tenaient de leurs ancêtres qu'ils étaient aussi des «Germains», était sans doute le point le plus important sur lequel était mis l'accent via la propagande. Au travers d'articles culturels, historiques, mais aussi par le biais de l'introduction de nouveaux usages on essayait de détourner les membres *SS* de l'influence de l'Eglise catholique. La vision d'une communauté germanique d'origine était toujours soulignée. De toute façon, il était plus facile de convaincre les gens d'un grand empire germanique ou autrement dit d'une grande Allemagne en construction.

Le même fanatisme qui émergeait de la propagande fut employé par divers membres de l'organisation dans la lutte contre leurs ennemis politiques. Bien avant que l'occupant fit appel aux *Germaanse-SS* de manière organisée, certains membres acquirent déjà de l'expérience par l'emploi de la violence. Déjà en 1941, les Juifs furent les victimes des actes de violence de l'*Algemene-SS*. A partir de 1943, cette violence prit cependant une autre forme et des personnes qui étaient connues pour leurs opinions divergentes furent assassinées par un groupe de membres *SS* que Robert Verbelen avait rassemblé autour de lui. Le profil idéologique du *Germaanse-SS* et les circonstances de guerre conduisirent toutefois inévitablement à l'utilisation de cette organisation pour des missions de recherche et de surveillance.

Proposer un profil sociologique des membres de cette organisation semble être une mission difficile. Le matériel mis à notre disposition était très limité si bien que nous n'avons pas pu jouir d'une vue complète concernant la représentativité de nos données. Cependant, il semble que ce sont principalement les membres des basses classes sociales inférieures qui ont rejoint l'*Algemene-SS*. Si nous observons l'âge des membres, nous constatons qu'il y a des différences évidentes à mettre en exergue concernant les deux sections que nous avons examinées. Dans le groupe d'assaut de Gand, la participation de la jeunesse dans l'organisation est bien moindre qu'à Alost. Pour pouvoir déterminer dans quelle mesure ces constatations sont représentatives pour l'entièreté de l'*Algemene-SS* et de quelle façon ce profil est caractéristique à l'*Algemene-SS* ou correspond au profil des organisations paramilitaires en général, il faudrait mener de plus amples investigations.

Bart CROMBEZ, *The «Algemene-SS Vlaanderen».*

During the Occupation, the *Algemene-SS Vlaanderen* was one of the most important organisations active in Flanders. The establishment of the *Algemene-SS* provided the German leaders of the *SS* with the opportunity to intervene both directly and indirectly in German policy in Flanders. The small number of its members did, however, subsequently lead the German leadership of the *SS* to turn to *DeVlag* as the principal future political force in Flanders. After this change in policy, the political importance of the *Algemene-SS* declined, but it retained its fanatical character. During the Occupation, the propaganda of the *SS* expressed principally through its publication *De SS-Man* remained an irritant to the *VNV*. In this propaganda, the German *SS* vision of Flanders integrated in a large Germanic empire was followed faithfully and there was no place for the notion of an independent «*Thiois*» state. The portrayal of the «Germanic» ancestry of the Flemish was without doubt the dominant theme of this propaganda but by means of cultural and historical articles, as well as by the introduction of new customs, they also sought to turn the members of the *SS* away from the influence of the Catholic Church. The vision of a Germanic community was continually emphasised, no doubt because it was in this way more feasible to convince people that a large Germanic empire (in other words an expanded Germany) was coming into being.

The fanaticism evident in the propaganda was also demonstrated by various members of the organisation in their struggle against their political enemies. Long before the Occupying forces began to use the services of the Germanic *SS* in an organised manner, certain of its members had already resorted to violence. Already in 1941 Jews were the victims of violent actions by the *Algemene-SS* and from 1943 onwards this violence took another form when various individuals known for their divergent political views were murdered by a group of *SS* members directed by Robert Verbelen. The ideological character of the *SS* and the circumstances of the war also led ineluctably to the use of the organisation in surveillance and investigation work.

To provide a sociological profile of the membership of the organisation is not easy. The material available to us is very limited and it is impossible to determine whether the conclusions we have been able to derive from it were typical of the organisation as a whole. Nevertheless, it would seem that it was principally the members of the lower social classes who joined the *Algemene-SS*. As far as its age profile is concerned, there were important differences between the two localities which we have studied. In the assault group of Gent, the level of participation of young people was much lower than in the case of Aalst. In order to be able to determine how far these findings are typical of the *Algemene-SS* as a whole and how far this profile was specific to the *Algemene-SS* or corresponded to all paramilitary groupings, research on a larger scale would be required.

Xavier DEHAN, *«Jeune Europe», het «Salon Didier» en de «Editions de la Toison d'Or» (1933-1945).*

De beweging *Jeune Europe* ontstond in september 1930 te Genève in het kader van het voorstel van de Franse eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken Aristide Briand tijdens de X^{e} algemene vergadering van de Volkenbond. De stichters wilden een brede beweging in het leven roepen om te ijveren voor een op federale leest geschoeid Europa.

De Belgische afdeling van *Jeune Europe* werd slechts in december 1932 onder het impuls van een klein aantal personen, waaronder het echtpaar Didier, opgericht. Hoewel ze laattijdig was gestart, telde die afdeling het meest aantal leden – Zwitserland niet meegerekend – en was ze koploper inzake het organiseren van allerlei activiteiten. In januari 1933 liet ze een maandblad verschijnen dat tot in juni 1936 zou blijven bestaan. Bovendien organiseerde ze tal van conferenties en publiceerde ze heel wat boeken en vlugschriften.

Aangezien de omstandigheden ongunstig waren voor de realisatie van een eengemaakt en vredelievend Europa, verdween de al in 1934 zieltogende beweging definitief in 1936. Nochtans kwamen in België de verantwoordelijken van *Jeune Europe* nog regelmatig in het Salon Didier samen om er verder over het toekomstige Europa van gedachten te wisselen. Men kwam er pacifisten van zowel socialistische als christelijke signatuur tegen. Ze waren even verblind door hun categorische weigering oorlog te voeren als door hun bewondering voor het Duitse model en lieten zich geleidelijk aan door de Nieuwe Orde-ideeën beïnvloeden.

In de kampen van Het Zoute, waar ze jonge nazi's konden ontmoeten, traden ze in contact met Otto Abetz. Een journalist van *Le Soir* merkte toen op: *de l'échange d'idées à la propagande directe s'opère un glissement. Ce glissement est redoutable...* Het was echter niet in het Salon Didier dat er verschrikkelijke komplotten tegen de veiligheid van de staat werden gesmeed. De discussies die er plaatsvonden verzwakten niettemin elke kritische houding tegenover de gevaren van het nazisme.

Toen de oorlog uitbrak kozen de Didiers partij. Hoewel niets bewijst dat ze er zich van bewust waren, was hun opvatting over Europa niet langer die van een federatie waarin Duitsland zijn plaats zou gehad hebben, maar wel die van een Duits Europa waarin België van een zekere autonomie zou genieten. Bijgestaan door Raymond De Becker, richtten de Didiers met behulp van Duitse fondsen, afkomstig van *Mundus*, de *Editions de la Toison d'Or* op en publiceerden ze tal van werken, waaronder sommige uitgesproken pro-nazi waren. Na de oorlog werden de Didiers veroordeeld.

Xavier DEHAN, *«Young Europe», the Didier Salon and the «Editions of the Golden Fleece».*

The *Young Europe* movement first emerged at Geneva in September 1930 in the context of the proposal made by the French prime minister and Minister of Foreign Affairs, Aristide Briand, at the 10th session of the Assembly of the League of Nations. Its purpose was, so its members intended, to create a vast movement in favour of the development of a federal Europe.

The Belgian section of the *Young Europe* movement was founded in December 1932 at the instigation of a small group of individuals, notably Edouard and Lucienne Didier. Despite the late date of its foundation, this section became the most important, with the exception of Switzerland, in terms of the number of its members and, more especially, in terms of the wide range of its pro-European activities. A monthly periodical was launched in January 1933 which lasted until June 1936 and lectures were organised, books published and pamphlets distributed.

By the mid-1930s, international circumstances were no longer favourable to the construction of a peaceful and unified Europe and the *Young Europe* movement, already moribund by 1934, disappeared completely in 1936. Nevertheless, the leaders of *Young Europe* in Belgium continued at the salon hosted by Lucienne Didier to pursue their discussions on the future structure of Europe. This salon therefore became a meeting place of pacifists of the Socialist and Christian left who, blinded both by their categorical rejection of war and by their admiration for the achievements of Germany, gradually let themselves become influenced by New Order ideas.

They also came into contact with Otto Abetz at the camps held at Zoute where they were able to meet young Nazis. As a journalist of the newspaper *Le Soir* remarked: «it is easy to easy to slide down the dangerous slope from the exchange of ideas to direct propaganda (...)». Thus, though it was certainly not at the salon Didier that fearful plots against the security of the state were concoted, these discussions did at least partly serve to disarm its participants against the dangers constituted by the rise of Nazism.

When the war broke out, the Didiers chose to support the German cause. Though there is no evidence to prove that they were conscious of it, their notion of a unified Europe was no longer that of a federation in which Germany would have its place, but instead of a German-dominated Europe

in which Belgium would retain a certain autonomy. Helped by Raymond De Becker, they founded with German money from *Mundus* the *Editions de la Toison d'Or* (*Editions of the Golden Fleece*) which published a large number of works, some of which were unambivalently pro-German. After the war, the Didiers were found guilty of collaborationist activities.

BIBLIOGRAFIE van de in 1994 verschenen publikaties betreffende BELGIË TIJDENS DE TWEEDE WERELDOORLOG

samengesteld door Willem C.M. MEYERS

Zoals in de vorige afleveringen wordt ook hier naar volledigheid gestreefd en uiteraard worden alle opmerkingen en suggesties in dank aanvaard. Titels die eertijds aan onze aandacht ontsnapten worden hier vermeld.

De doorlopende nummering om het samenstellen van een eventueel geïntegreerd auteurs-, persoonsnamen- en plaatsnamen-register mogelijk te maken wordt verder gezet. De traditionele chronologisch-systematische indeling blijft uiteraard behouden.

LIJST VAN AFKORTINGEN

AMSAB	Archief en Museum van de Socialistische Arbeidersbeweging
ann.	bijlagen
ARA	Algemeen Rijksarchief
bibl.	bibliografie
BTMG	*Belgisch Tijdschrift voor Militaire Geschiedenis*
Cahiers-	*Cahiers d'histoire de là Seconde Guerre Mondiale –*
Bijdragen	*Bijdragen tot de geschiedenis van de tweede wereldoorlog*
cart.	kaarten
CLHAM	Centre Liégeois d'Histoire et d'Archéologie Militaires
CREHSGM	Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale
facs.	facsimilés
ill.	geïllustreerd
ind.	registers, indices
KU	Katholieke Universiteit
NCWOII	Navorsings- en studiecentrum voor de geschiedenis van de tweede wereldoorlog
RBHM	*Revue belge d'Histoire militaire*
s.d.	*sine dato*. Maar wel verschenen in de door de bibliografie bestreken periode
s.l.	*sine loco*. Zonder plaats van uitgave
s.n.	*sine nomine*. Zonder vermelding van uitgever
s.p.	zonder paginanummering
tabl.	tabellen

UG Universiteit Gent
WT *Wetenschappelijke Tijdingen*

WERKINSTRUMENTEN

A. Bibliografieën en inventarissen

3601. *Bibliographie sélective. 50e anniversaire, 44-94, Bataille des Ardennes. Edition augmentée*, Marche-en-Famenne, Bibliothèque Publique Centrale de la Province de Luxembourg, 1994, 4°, ind., 56 p. (LE 2/41)

3602. **Crombé (Isabelle)**. *CMB. Inventaris van het archief van de Centrale der Metaalbewerkers van België (1899-1989)*, Gent, AMSAB, 1994, 4°, bibl., ind., 387 p. (AMSAB Werkinstrumenten)

3603. **Mertens (Piet) & Selleslagh (Frans)**. *België bezet en bevrijd. Originele klankfragmenten uit de periode 1940-1944*, Brussel, EVA-VAR, 1994, 4 CD-dragers + brochure, 50 p.

3604. **Meyers (Willem C.M.)**. *Bibliografie van de in 1991, 1992 en 1993 verschenen publikaties betreffende België tijdens de tweede wereldoorlog*, in *Cahiers-Bijdragen 16*, 1994, p. 187-226.

3605. **Id**. *Fonti ed archivi sul collaborazionismo in Belgio*, in **Cajani (Luigi) & Mantelli (Brunello) (Eds.)**. *Una certa Europa. Il collaborazionismo con le potenze dell'Asse 1939-1945. Le Fonti* [1], p. 291-308. (15.651)

3606. **Nuyttens (Michel)**. *Inventaris van het archief Achille Van Acker (1898-1975)*, Brussel, ARA, 1994, 8°, ind., 339 p. (Rijksarchief te Brugge, *Inventarissen*, 31)

3607. **Schreiber (Jean-Philippe) & Van Doorslaer (Rudi)**. *Bibliographie sélective de l'histoire des juifs de Belgique, 1918-1945*, in **Van Doorslaer (Rudi) (Dir.)**. *Les Juifs de Belgique. De l'émigration au génocide, 1925-1945* [2], p. 225-240. (15.886)

3608. **Van Doorslaer (Rudi)**. *Steeds wordt een andere oorlog beschreven. Recente tendensen in de oorlogshistoriografie in België*, in *Spiegel Historiael*, 1994, 3/4, p. 144-150. (14.598)

3609. **Verbruggen (Paule)**. *Overzichtslijst van het archief van Hendrik Fayat*, Gent, AMSAB, 1994, 4°, ind., 264 p. (AMSAB Werkinstrumenten)

B. Methodologie

3610. **De Wever (Bruno)**. *'Idealistische oostfrontstrijders' en `flaminboches'. De collaboratie in België: onverwerkt verleden*, in *Spiegel Historiael*, 1994, 3/4, p. 138-143. (14.598)

---

1 Brescia, Fondazione Luigi Micheletti, 1994, 4°, IX + 430 p. (*Annali della Fondazione Luigi Micheletti*, 6/1992)

2 Bruxelles, CRESHGM, 1994, 8°, bibl., 246 p. Voortaan geciteerd als *Les Juifs de Belgique*.

3611. **Id.**. *«Septemberweerstanders», «Idealistische Oostfrontstrijders» en «flaminboches». De Tweede Wereldoorlog in België: onverwerkt verleden*, in *La Résistance et les Européens du Nord. Het Verzet en Noord-Europa* [3], p. 384-392.

3612. **Dratwa (Daniel)**. *Un aspect de la mémoire de la Seconde Guerre en Belgique: les monuments juifs*, in *Les Juifs de Belgique*, p. 209-222. (15.886)

3613. **Gotovitch (José)**. *Pour une histoire adulte du Temps présent*, in *De l'avant à l'après-guerre. L'extrême droite en Belgique francophone* [4], p. 9-14. (14.261)

3614. **Kesteloot (Chantal)**. *La Résistance: ciment d'une identité en Wallonie*, in *La Résistance et les Européens du Nord. Het Verzet en Noord-Europa*, p. 406-418.

3615. **Lagrou (Pieter)**. *Memory and National Identity. Myths of Resistance and Martyrdom in Belgium and the Netherlands*, in *La Résistance et les Européens du Nord. Het Verzet en Noord-Europa*, p. 424-443.

I. VOOROORLOG (1936-9.V.1940)

A. Binnenlandse politiek

3616. **Balace (Francis)**. *Rex aux élections communales de 1938*, in *Les élections communales... – De gemeenteraadsverkiezingen...* [5], p. 231-253. (L 6/18)

3617. **Braive (Gaston)**. *Tentations droitières dans la jeunesse catholique*, in *De l'avant à l'après-guerre*, p. 17-40. (14.261)

3618. **Carpentier (Christian) & Moser (Frédéric)**. *De Staatsveiligheid. Geschiedenis van een destabilisatie* [6], Leuven, Kritak, 1994, 8°, ind., 293 p. (16.032)

3619. **Colignon (Alain)**. *Le rexisme, un pré-poujadisme ?*, in *De l'avant à l'après-guerre*, p. 41-76. (14.261)

3620. **Conway (Martin)**. *Explications pour un échec*, in *De l'avant à l'après-guerre*, p. 79-103. (14.261)

---

3 *Communications présentées lors du colloque de Bruxelles, 23-25 novembre 1994 - Bijdragen voor het colloquium te Brussel, 23-25 november 1994*, Brussel-Bruxelles, NCWOII-CRESHGM – Institut d'Histoire du Temps présent, 1994, 4°, 460 p. Voortaan geciteerd als *La Résistance et les Européens du Nord. Het Verzet en Noord-Europa*.

4 **Balace (Francis), Braive (Gaston), Colignon (Alain), Conway (Martin), Frognier (André-Paul), Gérard-Libois (Jules), Gotovitch (José), Javeau (Claude), Mabille (Xavier) & Rezsohazy (Rudolf)**. *De l'avant à l'après-guerre. L'extrême droite en Belgique francophone*, Bruxelles, De Boeck Université, 1994, 8°, ill., tabl., 256 p. Voortaan geciteerd als *De l'avant à l'après-guerre*.

5 *Les élections communales et leur impact sur la politique belge (1890-1970) – De gemeenteraadsverkiezingen en hun impact op de Belgische politiek (1890-1970). Actes – Handelingen. 16e Colloque International 16de Internationaal Colloquium Spa, 2-4 sept. 1992, Bruxelles-Brussel*. Crédit Communal 1994 Gemeentekrediet, 8°, 613 p.

6 Oorspronkelijk verschenen als *La Sûreté de l'Etat*, Quorum Editions.

3621. **De Troyer (François)**. *Une vie de militant. 1930-1964: 64 années au service d'un idéal de Justice et de Liberté*, Rixensart, Le Cercle local d'éducation populaire de Rixensart – Présence et Action Culturelles du Brabant Wallon, 1994, 8°, ann., ill., ind., 336 p. (14.848)

3622. **De Wever (Bruno)**. *De Vlaams-nationalisten in de gemeentebesturen tijdens het interbellum*, in *Les élections communales... – De gemeenteraadsverkiezingen...*, p. 195-230. (L 6/18)

3623. **Fueg (Jean-François)**. *Le Rouge et le Noir. Un hebdomadaire bruxellois non conformiste*, in *RBHC*, XXIV, 1993, 3-4, p. 441-500.

3624. **Gotovitch (José)**. *Le Parti communiste et les élections communales 1926-1952*, in *Les élections communales... – De gemeenteraadsverkiezingen...*, p. 293-308. (L 6/18)

3625. **Gunst (Petra) m.m.v. H. Balthazar, K. Biebauw, B. De Wever, O. Moens, J. Tachelet en B. Willems**. *Burgemeesters en raadsleden 1938-1947. Veranderingen en continuïteit van het politiek personeel*, in *Les élections communales... – De gemeenteraadsverkiezingen...*, p. 399-427. (L 6/18)

3626. **Kesteloot (Chantal)**. *Mouvement wallon et identité nationale*, Bruxelles, CRISP, 1993, 4°, ind., tabl., 48 p. (*Courrier hebdomadaire*, n° 1392) (14.051)

3627. **Leveque (Laurent) & Hoyaux (Jacques)**. *Luc Javaux. Combats pour la Wallonie*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 1993, 16°, bibl., facs., ill., ind., 216 p. (13.868)

3628. **Libon (Micheline)**. *Elie Baussart. «Raciner» les Wallons*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 1993, 16°, bibl., ill., ind., 286 p. (13.771)

3629. **Saerens (Lieven)**. *L'attitude du clergé catholique belge à l'égard du judaïsme (1918-1940)*, in *Les Juifs de Belgique*, p. 11-56. (15.886)

3630. **Velaers (Jan) & Van Goethem (Herman)**. *Leopold III. De Koning, het Land, de Oorlog*, Tielt, Lannoo, 1994, 8°, bibl., 1.152 p. (LJ 4/24)

3631. **Vos (Louis)**. *Shifting Nationalism: Belgians, Flemings and Walloons*, in **Teich (Mikulas) & Porter (Roy)**. *The national question in Europe in historical context* [7], p. 128-147. (13.800)

3632. **Wils (Lode)**. *Vlaams-nationalisme en Nieuwe Orde*, in *WT*, LIII – 3/1994, p. 179-189. (R 1063)

3633. **Id.** *Vlaanderen, België, Groot-Nederland. Mythe en geschiedenis. Historische opstellen, gebundeld aangeboden aan de schrijver bij het bereiken van zijn emeritaat als hoogleraar aan de K.U. Leuven*, Leuven, Davidsfonds, 1994, 8°, bibl., ind., 507 p. (15.924)

---

7 Cambridge, Cambridge University Press, 1993, 8°, cart., ind., XX + 343 p.

B. Buitenlandse en militaire politiek

3634. **Alexander (Martin S.)**. *The Maginot Line and Belgium*, in *The Republic in danger* [8], p. 172-209.

3635. **Dumoulin (Michel) & Stelandre (Yves)**. *L'Idée Européenne dans l'entre-deux-guerres*, Louvain-la-Neuve, Academia-Erasme, 1992, 8°, bibl., ind., 183 p. (13.665)

3636. **Pansaerts (Carl S.)**. *Anglo-German conversations on colonial appeasement, and the involvment of the Belgian Congo (October 1937-March 1938)*, in *Cahiers-Bijdragen 16*, 1994, p. 41-80.

3637. **Van Roon (Ger)**. *Neutrality and Security: The Experience of the Oslo States*, in **Ahmann (Rolf), Birke (Adolf M.) & Howard (Michael)**. *The Quest for Stability. Problems of West-European Security 1918-1957* [9], p. 265-298. (13.657)

3638. **Id.** *Rapprochement en vagues successives. La préhistoire du Benelux*, in *Regards sur le Benelux* [10], p. 13-37.

3639. **Verhoeyen (Etienne)**. *De Duitse Abwehr in België (september 1939 – mei 1940) (Deel 3)* [11], in *BTMG*, III/1994, p. 369-388. (R 017)

3640. **Waegemans (Emmanuel) (Red.)**. *Potemkinse dorpen. Belgen in Rusland*, Antwerpen, Standaard Uitgeverij, 1994, 8°, ill., ind., 240 p. **Thiry (August) & van Cleemput (Dirk)**. *Disparu en Russie* (Frédéric Legrand), p. 95-117; **Detrez (Raymond)**. *De Sovjetunie in de ogen van een flamingant: Dr. Gustaaf Schamelhout*, p. 118-133; **Coudenys (Wim)**. *Pierre Hubermont, een proletarisch schrijver in Sovjet-Rusland*, p. 134-152; **Waegemans (Emmanuel)**. *Johan Daisne in de* Vooruit. *Een Vlaams magisch realist in de sociaal-realistische Sovjetunie*, p. 153-171; **Tavernier (Roger)**. *Mathieu Corman: boekhandelaar, globetrotter, reporter*, p. 172-199; **De Wever (Bruno)**. *Oorlogvoeren tegen het 'barbaarse bolsjevisme'*, p. 200-215; **Stelandre (Yves)**. *Beschouwingen van Belgen over de Sovjetunie in de jaren 1950*, p. 216-232. (16.777)

C. Economie en maatschappij

3641. **Delforge (Véronique)**. *Profil d'une fédération jociste féminine: Bruxelles (1925-1940)*, in *Le monde catholique et la question sociale* [12], p. 129-148.

---

8 *General Maurice Gamelin and the politics of French defence 1933-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 8°, ann., bibl., ind., tabl., XIV + 573 p. (14.997)

9 New York-London, Oxford University Press-The German Historical Institute London, 1993, 8°, ind., tabl., xi + 546 p.

10 **Postma (A.), Balthazar (H.), Brinkhorst (L.J.), Dumoulin (M.), von Kunitzki (N.) & Busschaert (J.)**. *Regards sur le Benelux. 50 ans de coopération*, Tielt, Lannoo, 1994, 4°, ann., ill., ind., 406 p. Voortaan geciteerd als *Regards sur le Benelux*. (LJ 4/30)

11 Vervolg van nr. 3228.

12 **Rosart (Françoise) & Zelis (Guy) (Eds)**. *Le monde catholique et la question sociale (1891-1950)*, Bruxelles, Editions Vie ouvrière, 1992, 184 p.

3642. **Ista (Nathalie)**. *Les Semaines sociales wallonnes durant l'entre-deux-guerres (1926-1939)*, in *Le monde catholique et la question sociale* [13], p. 149-164.

3643. **Jacquemotte-Thonnart (Madeleine)**. *Ma vie de militante 1907-1945*, Bruxelles, Université des femmes, 1992, 12°, ill., ind., 224 p. (13.165)

3644. **Labajos-Perez (Emilia) & Vitoria-Garcia (Fernando) (Eds.)**. *Los Niños. De kinderen van de Spaanse Burgeroorlog in België (1936-1939)* [14], Gent, AMSAB, 1994, 8°, bibl., facs., ill., ind., 155 p. (16.247)

3645. **Mommen (André)**. *The Belgian Economy in the Twentieth Century*, London, Routledge, 1994, 8°, bibl., ind., tabl., XXX + 266 p. (15.900)

3646. **Ploegaerts (Léon) & Puttemans (Pierre)**. *L'oeuvre architecturale de Henry van de Velde*, Bruxelles-Québec, Ateliers Vokaer-Les Presses de l'Université Laval, 1987, 4°, ann., bibl., ill., ind., 462 p. (17.217)

3647. **Schreiber (Jean-Philippe)**. *L'attitude des Juifs en Belgique face au nazisme: le boycottage économique (1933-1939)*, in *Les Juifs de Belgique*, p. 79-100. (15.886)

3648. **Tyssens (Jeffrey)**. *Een Vlaamse inbreng in de vrijzinnige actie rond de Schoolkwestie in de jaren '30. Van de* Vrienden van het Officieel Onderwijs *naar het* Algemeen Verbond ter Bevordering van het Officieel Onderwijs, in *BTNG*, XXIV, 1993, 3-4, p. 353-397.

3649. **Van den Wijngaert (Mark) (Ed.)**. *Het onvoltooide verhaal. Democratisering van absolutisme tot particratie*, Leuven-Amersfoort, Acco, 1994, 8°, bibl., facs., ill., 128 p. **Janssens (Paul)**. *Democratisering van het politieke leven in de achttiende en de negentiende eeuw*, p. 13-40; **Van den Wijngaert (Mark)**. *Democratisering van het politieke leven in België in de negentiende en de twintigste eeuw*, p. 41-59; **Veraghtert (Karel)**. *Moeizame weg naar een sociaal-economische democratie*, p. 61-82; **Defoort (Eric)**. *Democratisering van de cultuur in België*, p. 83-99; **Goossens (Wilfried)**. *Het publieke discours, politieke partijen en vrijheid*, p. 101-124. (16.776)

3650. **Van Doorslaer (Rudi)**. *Les enfants du ghetto. L'immigration juive communiste en Belgique et la quête de la modernité (1925-1940)*,in *Les Juifs de Belgique*, p. 59-77. (15.886)

3651. **Van Meerten (Michelangelo)**. *Het moeras van de krisis. De jaren dertig op de beurs*, in *Ter beurze* [15], p. 258-293.

---

13 Cfr. noot 11.

14 In Franse vertaling *Histoire d'enfants de la guerre civile espagnole réfugiés en Belgique (1936-1939)*, Bruxelles, Editions Vie Ouvrière, 1994, 8°, ann., bibl., ill., ind., tabl., 112 p. (16.026)

15 **De Clercq (Geert) (Ed.)**. *Ter beurze. Geschiedenis van de aandelenhandel in België, 1300-1990*, Brugge-Antwerpen, Marc Van de Wiele – Tijd, 1992, 480 p. Eveneens in Franse versie als *A la bourse. Histoire du marché des valeurs en Belgique de 1300 à 1990*, Gembloux, Duculot, 1992, 474 p.

3652. **Van Themsche (Guy)**. *Naar een bescherming van het spaarwezen. De evolutie van de beursreglementering in België in het interbellum*, in *Ter beurze* [16], p. 294-308.

3653. **Id.** *Le chômage en Belgique de 1929 à 1940: son histoire, son actualité* [17], Bruxelles, Labor, 1994, 8°, ind., 213 p. (15.720)

II. DE ACHTTIENDAAGSE VELDTOCHT

A. Militaire en politieke gebeurtenissen

3654. **Bikar (André)**. *La Campagne de mai 1940 en Belgique: la journée du 10 mai dans le sous-secteur de couverture du 1er Lanciers, entre la frontière allemande et la position Royompré-Hockai-Stavelot*, in *RBHM*, III/1994, p. 335-367. (R 017)

3655. **Bleuzé (André) & Vanbossele (José)**. *De Kortrijkse gesneuvelden 1940-1945*, Kortrijk, N.F.S., 1994, 8°, ill., 64 p. (15.885)

3656. **Bonmariage (Charles)**. *Témoignages. Campagne des 18 jours – Occupation – Libération*, Manhay, Syndicat d'Initiative et de Tourisme de la Commune de Manhay, 1994, 4°, cart., facs., ill., 208 p. (17.999)

3657. **De Schuytter (Jos)**. *De vluchteling van het 3de Linie*, Ieper, Jos De Schuytter, 1992, 8°, ann., cart., facs., ill., 166 p. + ann. (13.499)

3658. **De Vos (Luc)**. *Guide des champs de bataille de Belgique et du Grand-Duché du Luxembourg*, Bruxelles, Editions de l'Octogone, 1994, bibl., cart., ill., 180 p.

3659. **d'Ydewalle (Pierre)**. *Aux avant-postes. Mémoires 1912-1940* [18], Bruxelles, Racine, 1994, 8°, ind., 471 p. (14.858)

3660. **Gany (André)**. *Regards d'un militaire sur la seconde guerre mondiale. De quelques concepts stratégiques dépassés... à d'autres pleins de promesse*, in *La mémoire* [19], p. 115-129. (15.752)

3661. **Jamart (Jean) & Dewandre (Roger)**. *L'armée belge de France en 1940*, Bastogne, Impr. Schmitz, 1994, 8°, ann., bibl., cart., ind., 992 p. (14.621)

3662. **Levo (Jean-Marie)**. *Les sacrifiés du Canal Albert*, in *Bulletin d'information du CLHAM*, I-III/1994, p. 6-16. (R 1064)

3663. **Michiels (Philippe)**. *La bataille d'Esquelmes (20-21 mai 1940)*, in *Mémoires de la Société d'Histoire de Mouscron et de la Région*, XIV, 1992, p. 121-136.

3664. **Sponselee (Georges)**. *De Tweede Wereldoorlog in Oost-Zeeuws-Vlaanderen*, Hulst, Van Geyt Productions, 1994, 4°, cart., facs., ill., ind., 96 p. (17.223)

---

16 *Idem*.

17 Vertaling van nr. 2299.

18 In het Nederlands *De Memoires 1912-1940*, Tielt, Lannoo, 1994, 8°, 423 p.

19 **Krupa (Alain-Gérard)**. *La mémoire*, Liège, Province de Liège-Service des Affaires culturelles, 1994, 4°, bibl., ill., 179 p.

3665. **Vandeweyer (Luc)**. *De rekruteringsreserve van het Belgische leger in 1940. Een politiek en militair-strategisch probleem*, in *Cahiers-Bijdragen 16*, 1994, p. 81-115.

3666. **Vernier (Franck)**. *Les abris de la position fortifiée de Liège en mai 1940*, in Bulletin d'Information du CLHAM, 1992, 1, p. 21-50; 2, p. 11-36; 3, p. 19-43; 4, p. 15-46. (R 1064)

B. Burgerbevolking

3667. **Claessens (Henriette)**. *Een wilde roos* (roman), Utrecht-Antwerpen, De Koofschep, 1993, 219 p.

3668. **Lépine (André)**. *Le début de la 2e guerre mondiale à Philippeville: journal des soeurs de Notre-Dame*, Cerfontaine, Musée de Cerfontaine, 1993, 8°, 75 p. (*Cahier d'Entre-Sambre-et-Meuse*, 6)

3669. **Warris (Gaby)**. *Het bloedbad van Abbeville, 20 mei 1940*, Antwerpen-Baarn, Hadewijch, 1994, 8°, ill., 93 p. (14.841)

III. DE BELGISCHE REGERING MET DE GEALLIEERDEN

3670. **De Bruyn (Alfons) & Van Cauwenberghe (L.)**. *Herdenking wereldoorlog 1939-45: onze krijgsgevangenen, Belgische soldaten in Engeland*, Sint-Katelijne Waver, Erf en Heem, 1993, 4°, ann., bibl., cart., ill., ind., 2 vol. (14.880)

3671. **Dewandre (Roger)**. *Au galop de nos blindés*, Braine-l'Alleud, J.M. Collet, 1992, 212 p.

3672. **De Nave (Francine)**. *Hugo Van Kuyck, de architect van de landing*, Antwerpen, F. De Nave-Historische Musea, 1994, 4°, ill., 31 p. (14.964)

3673. **Fayat (Hendrik)**. *Législation belge en exil. Aperçu de l'action législative et exécutive du Gouvernement belge en exil (16 mai 1940-8 septembre 1944)* [20], Bruxelles, Fondation H. Pierlot, 1994, 8°, ann., ind., 46 p. (15.596)

3674. **Grosbois (Thierry)**. *L'idée européenne en temps de guerre dans le Benelux (1940-1944)*, Louvain-la-Neuve, Academia-Erasme, 1994, 8°, bibl., ind., 267 p. (16.434)

3675. **Id.** *Les négociations de Londres pour une union douanière Benelux (1941-1944)*, in *Regards sur le Benelux*, p. 39-68.

3676. **Hunin (Jan)**. *Between Germanophobia and Anglophilia. The Belgian Statesman Camille Huysmans and the Second World War*, in *La Résistance et les Européens du Nord. Het Verzet en Noord-Europa*, p. 69-85.

3677. **Laureys (Véronique)**. *L'attitude du gouvernement belge en exil à Londres envers les juifs et la question juive pendant la seconde guerre mondiale*, in *Les Juifs de Belgique*, p. 137-152. (15.886)

---

20 Vertaling van nr. 3300.

3678. **Id.** *The Belgian Government in Exile in London and the Jewish Question during the Second World War*, in *Historical Research. The Bulletin of the Institute of Historical Research*, VI/1994, p. 213-223. (14.962)

3679. **Verhoeyen (Etienne)**. *La Résistance belge vue de Londres. Ententes et divergences entre Belges et Britanniques: le Cas du SOE*, in *La Résistance et les Européens du Nord. Het Verzet en Noord-Europa*, p. 156-182.

3680. **Verwilghen (André Paul)**. *Souvenirs d'Afrique (1938-1945)*, Rixensart, Michel J. Verwilghen, 1992, 292 p.

3681. **Weber (Guy)**. *Tempêtes dans la Baie de Sallenelles. 6 juin – 17 août 1944*, Dinant, L. Bourdeaux-Capelle, 1990, 8°, bibl., cart., ill., tabl., 318 p.

IV. HET BEZETTE BELGIË

A. De bezetter

3682. **Balace (Francis) & Colignon (Alain)**. *Quelle Belgique dans l'Europe allemande ?*, in **Balace (Francis) (Dir.)**. *Jours de guerre. Jours de doute* [21], p. 7-41.

3683. **Fagnoul (Kurt)**. *Als Blauer Eisenbahner in Russland*, in *Zwischen Venn und Schneifel*, XXVIII, 1992, p. 99-101, 120-123, 142-144.

3684. **Gotovitch (José)**. *Les occupations allemandes en Belgique*, in *Relations Internationales*, n° 79, automne 1994, p. 303-317.

3685. **Grosbois (Thierry)**. *Le renseignement économique et financier en Belgique occupée. L'exemple du Groupement d'études économiques*, in *La Résistance et les Européens du Nord. Het Verzet en Noord-Europa*, p. 183-207.

3686. **Ipema (I.)**. *Alfred Toepfer – Nederduitser, Pan-Germaan of Groot-Nederlander ?*, in *WT*, LIII – 1/1994, p. 34-55. (R 1063)

3687. **Lennarts (Marc)**. *L'occupant allemand et sa politique culturelle dans l'Amt Montzen (1940-1944). Histoire d'une imposture avortée*, in *Im Göhltal. Zeitschrift der Vereinigung für Kultur, Heimatkunde und Geschichte im Göhltal*, Nr 52, II/1993, p. 31-39. (13.315)

3688. **Id.** *L'occupant allemand et sa politique culturelle dans l'*Amt Montzen *(1940-1944). Histoire d'une imposture avortée*, in *Bulletin trimestriel du Crédit communal*, XLVI, 1992, 182, p. 49-64. (R 1664)

3689. **Steinberg (Maxime)**. *La Judenpolitik: le sens de l'opportunité*, in *Les Juifs de Belgique*, p. 103-118. (15.886)

3690. **Vanoverbeke (Lothair)**. *Moorsele één dorp, twee vliegvelden: de militaire geschiedenis van de Moorseelse vliegvelden tijdens beide wereldoorlogen*, Kortrijk, Groeninghe, 1993, 8°, bibl., ill., ind., tabl., 410 p. (15.848)

---

21 Bruxelles, Crédit communal, 1994, 4°, ill., 127 p. Voortaan geciteerd als *Jours de guerre 10*.

3691. **Verhoeyen (Etienne)**. *«Abwehr appelle Londres». L'Englandspiel en Belgique*, in *Jours de guerre 10*, p. 83-99.

B. De Belgische structuren

3692. **Balace (Francis)**. *L'aventure des Volontaires du Travail*, in *Jours de guerre 10*, p. 43-71.

3693. **Bellens (Frans)**. *Hippoliet Paelinckx*, in *De Burgemeesters van Brasschaat in de XXste Eeuw* [22], p. 79-103.

3694. **Hemmerijckx (Rik)**. *A la guerre comme à la guerre. Gentse socialisten tussen collaboratie en verzet (1940-1944)*, in *BTNG*, XXIV, 1993, 3-4, p. 529-568.

3695. **Id.** *Pour une histoire ouvrière de l'occupation. Le cahier des procès-verbaux de l'Association des Ouvriers Métallurgistes du Centre (1941-1942)*, in *Cahiers-Bijdragen 16*, 1994, p. 117-161.

3696. **Luyten (Dirk)**. *De «opdracht» van de regering aan het Galopin-komitee op 15 mei 1940*, in *Cahiers-Bijdragen 16*, 1994, p. 163-171.

3697. **Roba (Jean-Louis) & Léotard (Jean)**. *La région de Walcourt-Beaumont pendant la seconde guerre mondiale. Tome II: 1942-1943*, Walcourt, Cercle d'Histoire de l'Entité de Walcourt, 1990, 8°, ann., bibl., cart., ill., ind., 269 p. (17.998)

3698. **Id.** *La région de Walcourt-Beaumont pendant la 2e guerre mondiale. Tome III*, Clermont, Cercle d'Histoire de l'Entité de Walcourt, 1994, 8°, ann., bibl., cart., facs., ill., ind., 445 p. (16.260)

3699. **Seberechts (Frank)**. *Rust en orde heerscht in de gemeente. Wommelgem tijdens de Tweede Wereldoorlog*, in *De Krijter. Jaarboek 1994-1995* [23], ann., bibl., p. 7-243. (17.069)

3700. **Sercu (Piet) e.a.** *De oorlog en de wederopbouw. Een sterke beurs in moeilijke tijden, 1940-1959*, in *Ter beurze* [24], p. 309-322.

3701. **Triffaux (Jean-Marie)**. *Arlon, 1939-45. De la mobilisation à la répression*, (Arlon), J.M. Triffaux, 1994, 4°, bibl., facs., ill., ind., 495 p. (16.127)

3702. **Van den Wijngaert (Mark)**. *Les catholiques belges et les juifs durant l'occupation allemande 1940-1944*, in *Les Juifs de Belgique*, p. 121-127. (15.886)

3703. **Verhoeyen (Etienne)**. *La Belgique occupée – De l'an 40 à la Libération* [25], Bruxelles, Ed. De Boeck Université, 1994, 8°, bibl., ill., ind., tabl., 611 p. (15.768)

3704. **Vincx (Jan)**. *Hoe Herentals de Tweede Wereldoorlog 1940-1945 beleefde*, Herentals, Geschiedkundige Kring i.s.m. Service Boekhandel Bert Van Sande, 1994, 8°, bibl., ill., 256 p.

---

22 Brasschaat, Gemeentebestuur, 1994, 4°, bibl., ill.

23 Wommelgem, Wommelgemse Heemkundige Kring De Kaeck, 1994, 8°, ill., 264 p.

24 Cfr. nr. 3651.

25 Vertaling van nr. 3336

V. COLLABORATIE

3705. **Bollen (M.) e.a.** *De vrijwillige arbeidsdienst te Zandvliet*, in *Polderheem* (Heemkundige Kring Antwerpse Polders), XVII, 1992, 2, p. 29-48.

3706. **Conway (Martin)**. *Collaboratie in België. Léon Degrelle en het Rexisme, 1940-1944* [26], Groot-Bijgaarden, Globe, 1994, 8°, bibl., ill., ind., IX + 378 p.

3707. **De Wever (Bruno)**. *Greep naar de macht. Vlaams-nationalisme en Nieuwe Orde. Het VNV 1933-1945*, Tielt-Gent, Lannoo-Perspectief, 1994, 8°, ann., bibl., ill., ind., 701 p. (14.947)

3708. **Id.** *«Rebellen» aan het Oostfront. De politieke moeilijkheden bij de Vlaamse Oostfronters. (Eerste deel)*, in *WT*, LIII – 4/1994, p. 201-215. (R 1063)

3709. **Henn (Carola)**. *Oorlog en collaboratie: variaties op een thema in de romanliteratuur van Nederland en Vlaanderen*, in *Literatuur. Tijdschrift over Nederlandse Letterkunde*, 1987/3, p. 147-152. (16.815)

3710. **Massin (Willy)**. *Limburgers in het Vlaams Legioen en de Waffen-SS*, Kortessem, JoChriLy/Falize, 1994, 8°, ann., bibl., cart., ill., ind., tabl., 320 p. (14.695)

3711. **Van Den Berg (J.J.)**. *«Dietsland Houzee !» De NSB en Vlaanderen 1940-1944. (Eerste deel)*, in *WT*, LIII – 4/1994, p. 217-234. (R 1063)

3712. **Van Gorp (Gui)**. *Met het Veiligheidskorps naar Duitsland. Jef de Meyer en Cyriel Verschaeve in exil eind 1944*, in *Verschaeviana Jaarboek 1993* [27], p. 219-284.

3713. **Verstraete (Pieter Jan)**. *Albert Derbecourt, pleiter voor de nieuwe orde*, in *De Leiegouw*, 1994, Jg. XXXVI, afl. 1, p. 3-27. (14.786)

3714. **Id.** *De Oostfrontroman in de Vlaamse literatuur*, Kortrijk, P.J. Verstraete, 1994, 8°, bibl., ill., ind., 79 p. (14.409)

VI. VERZET

3715. **Anselin (Renée) & Cordiez (Marcel)**. *Cinquante ans après. Un regard sur la résistance à Roisin pendant la seconde guerre mondiale. Le Groupe Nola*, (Roisin, s.n.), 1994, 8°, ann., bibl., ill., 35 p. + ann. (14.921)

3716. **Balace (Francis)**. *Aspects de la résistance en province de Liège*, in *La Mémoire*, p. 75-101. (15.752)

---

26 Vertaling van nr. 3383. De Franse vertaling verscheen als *Degrelle, les années de collaboration*, Ottignies, Quorum, 1994, 8°, bibl., ill., ind., 395 p. (15.726)

27 *Colloquiumnummer Mythevorming omtrent Verschaeve*, Brugge, Jozef Lootensfonds, 1994, 8°, ann., facs., ill., 359 p. Voortaan geciteerd als *Verschaeviana Jaarboek 1993*.

3717. **Beaucamp (Louis), Bouchez (Maurice) & de Billoez (Serge) e.a.** *Mémorial Ellezellois. Tome III. La résistance et les combats de la Libération*, Ellezelles, Comité de Recherches du Patrimoine Historique d'Ellezelles, 1994, 4°, cart., facs., ill., ind., 197 p. (15.837)

3718. **Cammaert (A.P.M.)**. *Het verborgen front. Geschiedenis van de georganiseerde illegaliteit in de provincie Limburg tijdens de Tweede Wereldoorlog*, Leeuwarden-Mechelen, Eisma, 1994, 8°, bibl., ill., ind., LII + 1260 p. (16.528)

3719. **Christiaens (Marcel)**. *Luingne, il y a cinquante ans: la mort de Raymond Beaucarne et le calvaire de sa famille*, in *Mémoires de la Société d'Histoire de Mouscron et de la Région*, XIV, 1992, p. 137-147.

3720. *50ème anniversaire de la Libération 1944-1994*, Huy, Société Littéraire de Huy, 1994, 4°, ill., 75 p. (15.825)

3721. **Colignon (Alain)**. *La Résistance en Belgique francophone: une anglophilie par défaut*, in *La Résistance et les Européens du Nord. Het Verzet en Noord-Europa*, p. 30-43.

3722. **De Bongnie (Charles)**. *1104 jours de Bruxelles à Londres*, Braine-l'Alleud, J.-M. Collet, 1992, 106 p.

3723. **Duplat (Guy)**. *Le «Faux Soir». Novembre 1943 – Novembre 1993*, Bruxelles, Robert Hurbain, 1993, 4°, ill., 40 p. (14.174)

3724. **Gosset (Emmanuel) (Ed.)**. *La Résistance, la Libération, les Hutois racontent*, Huy, Ville de Huy-Office de Tourisme, 1994, 8°, ill., 108 p. (15.190)

3725. **Gotovitch (José)**. *L'engagement des intellectuels dans la résistance*, in *La Résistance et les Européens du Nord. Het Verzet en Noord-Europa*, p. 284-287.

3726. **Id.** *Résistances et question juive*, in *Les Juifs de Belgique*, p. 129-136. (15.886)

3727. **Hemmerijckx (Rik)**. *De Belgische communisten en het syndicaal verzet: de actie der Syndicale Strijdkomitees*, in *La Résistance et les Européens du Nord. Het Verzet en Noord-Europa*, p. 208-217.

3728. **Kesteloot (Chantal)**. *Une idée vraie ne vieillit pas. Le maintien de la Charte de Quaregnon. Débats et controverses (1942-1945)*, in *Socialisme*, V-VI/1994, p. 151-158.

3729. **Lorneau (Marc)**. *Une guerre totale: presse et propagande durant la deuxième guerre mondiale*, in *La mémoire*, p. 59-72. (15.752)

3730. **Marquet (Victor)**. *Bijdrage tot de geschiedenis van het Geheim Leger 1940-1944. Eerste deel. Oorsprong van het Geheim Leger. Het Belgisch Legioen 1940-1942. Boekdeel III. 1942 – Het doorslaggevend jaar*[28], Brussel, Pygmalion-Unie der Verbroederingen van het Geheim Leger, (1994), 4°, ann., ind., p. 296-458. (15.643)

3731. *Ohey 44, que sont-ils devenus ?*, Ohey, Syndicat d'Initiative d'Ohey, 1994, 4°, bibl., ill., s.p. (15.877)

3732. **Raskin (Brigitte)**. *De eeuw van de ekster* (Pater J. Raskin), Amsterdam, Kritak-Meulenhoff, 1994, 8°, ill., ind., 485 p. (15.907)

---

28 Vertaling van nr 3441.

3733. **Vancoppenolle (Georges)**. *Le Mouvement National Belge. Secteur Renaix de la Zone I Hainaut et extension en Flandres*, (Ronse), Georges Vancoppenolle, 1994, 4°, ann., facs., ill., 103 p. (15.754)

3734. **Van Rutten (Pierre)**. *Le service «Marc» à Tournai. Souvenirs d'espionnage*, in *Mémoires de la Société royale d'Histoire et d'Archéologie de Tournai*, VII, 1992, p. 371-408.

3735. **Verbois (Léon)**. *Armée Secrète. La libération dans le secteur Beauraing-Gedinne*, in *Ardenne wallonne*, 1994, n° 58, p. 15-19, n° 59, p. 50-55. (16.510)

3736. **Id.** *Les parachutages*, in *Bulletin du CLHAM*, 1992, 1, p. 56-65; 2, p. 11-38.

3737. **Verhaegen (Marie-Pierre)**. *Participation de la noblesse belge à la Résistance*, in *La Résistance et les Européens du Nord. Het Verzet en Noord-Europa*, p. 358-375.

3738. **Verhoeyen (Etienne)**. *Un réseau belge du Nord: «Ali-France»*, in *Revue du Nord*, LXXVI, n° 306, VII-IX/1994, p. 545-563.

3739. **Verschooris (Marc)**. *De papegaai is geschoten. De bevrijding van Martin – Gent 15 juli 1944. Bij het verzetswerk van Jozef Speeckaert*, Gent, Snoeck-Ducajou, 1994, 8°, ill., ind., 100 p. (14.972)

3740. **Wollants (Arthur) & Bouveroux (Jos)**. *Russische partizanen – WO II Limburg*, Leuven, Davidsfonds, 1994, 8°, ann., ind., ill., 230 p. (15.778)

3741. **Wynants (Jacques)**. *A.S. et F.I. à Verviers: reflet des clivages sociaux*, in *La Résistance et les Européens du Nord. Het Verzet en Noord-Europa*, p. 358-375.

VII. BEVOLKING TIJDENS DE BEZETTING

A. Terreur

1. Algemeen

3742. **Balteau (Bernard)**. *Tessenderlo, 29 avril 1942: une erreur humaine ?*, in *Jours de guerre 10*, p. 101-111.

3743. **J.M.** *Un prêtre. Pierre Harmignie*, Namur, Editions Fidélité, 1994, 8°, ill., 47 p. (15.743)

3744. **Liard (Robert)**. *Jacques Ochs. 1883-1971.* (Bruxelles), Académie Royale de Belgique-Fondation Jacques et Yvonne Ochs-Lefèbvre, 1992, 4°, ill., 87 p. (16.473)

3745. **Verhoeyen (Etienne)**. *Jours de terreur, jours de doute...*, in *Jours de guerre 10*, p. 113-124.

2. Rassenvervolging

3746. **Broder (Pierre)**. *Des Juifs debout contre le nazisme*, Bruxelles, EPO, 1994, 8°, ill., ind., 240 p. (15.931)

3747. **Isaacman (Clara)**. *Jaren van angst. Het ware verhaal van Clara Heller*, Antwerpen, Standaard Uitgeverij, 1992, 8°, ill., ind., 109 p. (12.092)

3748. **Michman (Dan)**. *Les mouvements de jeunesse sionistes en Belgique durant l'occupation allemande. Etude d'un point de vue comparatif*, in *Les Juifs de Belgique*, p. 173-192. (15.886)

3749. **Schmidt (Ephraim)**. *Geschiedenis van de Joden in Antwerpen in woord en beeld. Aangevulde herdruk van de Nederlandse uitgave*, Antwerpen-Rotterdam, Uitgeverij C. De Vries-Brouwers, 1994, 8°, ann., bibl., ill., ind., 354 p. (16.313)

3750. **Steinberg (Maxime)**. *Les juifs de 1940 à 1944. Trois stratégies pour une tragédie*, in *Les Juifs de Belgique*, p. 155-172. (15.886)

3751. **Id**. *Le pas de l'étoile*, in *Jours de guerre 10*, p. 73-81.

3752. **Teitelbaum-Hirsch (Viviane)**. *Enfants cachés. Les Larmes sous le masque* [29], Bruxelles, Labor, 1994, 8°, ann., bibl., ill., ind., 203 p. (14.622)

3753. **Waghman-Eshkoli (Eve)**. *Les contacts entre le centre mondial de Hechalutz de Genève et la résistance pionnière sioniste en Belgique*, in *Les Juifs de Belgique*, p. 193-206. (15.886)

3754. **Zachary (Dominique)**. *La patrouille des enfants juifs. Jamoigne, 1943-1945*, Bruxelles, Editions Racine, 1994, 8°, ann., cart., ill., ind., tabl., 207 p. (14.857)

3. *Koncentratiekampen*

3755. **Brusson (Paul)**. *Les prisonniers et la déportation*, in *La mémoire*, p. 105-110. (15.752)

3756. **Burkel (Jean-Charles)**. *Survie au Bagne de Breendonck*, Hamois, Editions Michel Bourdeau, 1994, 8°, ill., 272 p.

3757. **Denuit-Somerhausen (Christine)**. *Le décret Nacht und Nebel de décembre 1941 et les prisonniers politiques belges: une première approche*, in *Cahiers-Bijdragen 16*, 1994, p. 17-40.

3758. *Mémorial Ellezellois. Tome II. Les prisonniers politiques*, Comité de Recherches du Patrimoine Historique d'Ellezelles, 1994, 4°, bibl., cart., facs., ill., ind., 159 p. (14.968)

3759. **Verheyen (Henk)**. *Het sanatorium*, Uitgeverij Hadewijch, 1994, 8°, bibl., cart., facs., ill., ind., 119 p. (15.916)

4. *Bombardementen*

3760. **Decuypere (Dirk)**. *De luchtaanvallen op Comines: 1941-1942*, Geluwe, Dirk Decuypere, 1992, 130 p.

3761. **Dumoulin (René)**. *La Tragédie de Florival. Jeudi 20 juillet 1944*, Melin, Les Amis de Nethen, 1994, 4°, facs., ill., ind., 41 p. (15.829)

---

29 In het Nederlands *Tranen onder het masker. Ondergedoken kinderen*, Antwerpen, Coda, 1994, 200 p.

3762. **Kenis (Rudy)**. *Het verhaal van de Lancasterbommenwerper «Alfa Romeo Two» neergeschoten boven Linkhout-Zelem tijdens WO II*, Lummen, Rudy Kenis, 1994, 8°, ill., 213 p. (16.403)

3763. **Piron (Jacques)**. *Namur, une ville wallonne sous les bombes américaines*, Namur, Editions Erasme, 1994, 8°, ill., 150 p. (14.965)

3764. **Scheder (Robert) & Francard (Roger)**. *Marloie 1944-1994*, Marloie, Comité de village «Catastrophe du 21 mai 1994», 1994, 8°, facs., ill., 58 p. (15.820)

3765. **Vets (Henri), Martin (Henri) & Braive (Gaston)**, *Les chutes d'avions dans la région de Genappe pendant la guerre '40-'45*, in *Le Lothier roman. Revue d'histoire publiée par le Cercle d'histoire et d'archéologie du Pays de Genappe*, 1994/1, p. 5-29. (14.937)

B. Krijgsgevangenen

3766. **Mélot (Jean)**. *Lumière noire*, Liège-Bressoux, Editions Dricot, 1993, 8°, facs., ill., ind., 253 p. (13.405)

3767. **Wildemeersch (Henri)**. *Les années noires*, Limbourg, chez l'auteur, 1994, 8°, ill., 140 p.

C. Verplichte tewerkstelling

3768. **Smans (Marleen & Stan)**. *Vader was in Duitsland*, Berchem, Uitgeverij EPO, 1994, 8°, ill., 104 p. (14.603)

3769. **Van Laere (Alfons)**. *Bommen op Berlijn*, (Evergem), A. Van Laere, (1994), 4°, ill., 57 p. (15.654)

D. Samenleving en dagelijks leven

3770. **Betz (Raymond)**. *La guerre 1940-45 à Lasne*, Lasne, Cercle d'Histoire de Lasne, 1994, 8°, bibl., ill., 159 p. (15.869)

3771. **Brüls (W.)**. *Limal sous l'occupation allemande (1940-1944)*, in *Wavriensia. Bulletin du Cercle Historique et Archéologique de Wavre et de la Région*, 1994, n° 4-5-6, p. 113-166. (16.507)

3772. **Buisseret (André)**. *A deux reprises...souvenirs de guerre d'un collège bruxellois*, Bruxelles, André Buisseret, 1992, 136 p.

3773. **De Bondt (Roger)**. *De oorlog van een kleine man*, Sint-Amandsberg, Drukkerij Regina, 1993, 4°, facs., ill., ind., 123 p. (13.864)

3774. **Delaet (Jean-Louis) (Dir.)**. *Le pays de Charleroi, de l'occupation à la libération, 1940-1944. 50e anniversaire de la libération*, Charleroi, Ville de Charleroi-CGER, 1994, 4°, bibl., ill., ind., tabl., 203 p. (15.761)

3775. **Delarue (Thomas)**. *Aspects de la vie quotidienne sous l'occupation*, in *La mémoire*, p. 33-56. (15.752)

3776. **Doucet (Jean-Marie)**. *Affiches de guerre à Huy (1940-1941)*, in *Annales du Cercle hutois*, XLVI, 1992, p. 11-31.

3777. **Evrard (Jean), Godeaux (Jean-Géry), Lambou (Marcel) & Stekke (Robert)**. *Tramways et Trolleybus dans la guerre (1939-1945). Une décennie de transports publics à Liège*, Liège, GFT, 1994, 8°, bibl., cart., facs., ill., ind., 80 p. (15.082)

3778. **Fizaine (Marie)**. *Mémoire de coeur, quatrième tome*, Florenville, Paroisse Notre Dame de l'Assomption, 1994, 4°, ill., 207 p. (15.988)

3779. **Geusens (August)**. *Genk in de Tweede Wereldoorlog*, Genk, Heemkring Heidebloemke, 1994, 4°, cart., ill., 86 p. (16.816)

3780. **Hendrickx (Jean-Pierre)**. *L'enlèvement des cloches de l'église de Court-Saint-Etienne par les Allemands en octobre 1943*, in *Les Dossiers du CHIREL de Court-Saint-Etienne n° 3. Les cloches de Saint-Etienne. Leurs Histoires II*, p. 12-34. Court-Saint-Etienne, Comité d'Histoire religieuse du Brabant Wallon Court-Saint-Etienne – Mont-Saint-Guibert, 1994, 8°, ill., 48 p. (14.932)

3781. **Jannes (Daniel)**. *Diest tijdens de Tweede Wereldoorlog*, Diest, Kiwanis Mosterdpot Diest, 1994, 4°, cart., ill., ind., tabl., 162 p. (14.943)

3782. **Kustermans (Paul)**. *Land in oorlog* (jeugdroman), Averbode-Apeldoorn, 1994, 12°, 288 p. (16.780)

3783. **Liber (Alphonse)**. *Mes souvenirs de la guerre 1940-1945*, Namur, 1992, 89 p.

3784. **Meurisse (André R.)**. *De croix noires et étoiles blanches. Un enfant du terroir bastognard se souvient des années 1940-1945*, Bastogne, Cercle d'histoire de Bastogne, (1994), 8°, bibl., cart., ill., 278 p. (14.308)

3785. **Moërynck (Robert)**. *Notre commune au fil du temps. Les marques commémoratives de la Seconde Guerre mondiale dans notre commune*, Bastogne, Echevinat de la Ville de Bastogne avec la collaboration du Musée de la Parole, 1994, 4°, bibl., cart., ill., ind., 105 p. (14.873)

3786. **Id.** *Passant souviens-toi ! Le monument aux morts de Bastogne*, Villers-le-Bonne-Eau, Musée de la Parole au Pays de Bastogne, 1992, 250 p.

3787. **Moria (Roger) & Godfroid-Herbots (Jenny)**. *Een schaduw over Zoutleeuw 1940-1945. Tentoonstellingscatalogus*, Zoutleeuw, Toeristische Dienst, 1994, 8°, bibl., cart., ill., ind., 85 p. (17.386)

3788. *Oorlog en bevrijding te Kontich-Waarloos, 1940-1945*, Kontich, Gemeentebestuur, 1994, 8°, cart., ill., ind., 72 p. (17.361)

3789. **Poncelet (Augustin)**. *Neuvillers et sa population dans la guerre 1940-1945*, Neuvillers, s.n., 1994, 8°, bibl., ill., 87 p. (*Les cahiers du 700e anniversaire de Neuvillers*, n° 2, 1994). (15.822)

3790. **Ruwet (Armand)**. *Vues d'une occupation et d'une libération, Verviers 1940-1945*, (Andrimont-Dison), Editions Irézumi, 1994, 4°, bibl., ill., 152 p. (16.709)

3791. **Van Achter (G.)**. *Sous l'occupation allemande en 1940-1944*, in *Mémoires de la Société d'Histoire de Comines-Warneton et de la Région*, XXII, 1992, p. 399-422.

3792. **Van Audenhaege (Leon)**. *Oorlog in Woluwe* [30], Sint-Lambrechts-Woluwe, L. Van Audenhaege, 1994, 8°, facs., ill., ind., 208 p. (14.996)

3793. **Van Bouchaute (Piet), Willockx (Freddy) & De Cock (B.) e.a.**. *Oorlog in de stad: kroniek van Sint-Niklaas in 1941. Informatiebrochure*, Sint-Niklaas, Stadsbestuur, 1991, 35 p.

3794. **Van Mensel (Odette)**. *Oorlogskind*, Tielt, Lannoo, 1994, 8°, ill., ind., 256 p. (15.580)

3795. **Vermeulen (Caroline)**. *Mettet sous l'occupation (1940-1944). Enquête orale*, Biesme-Mettet, Maison de la Mémoire de Biesme-Mettet, 1994, 4°, ann., bibl., ill., 80 p. (15.826)

VIII. VAN DE BEVRIJDING TOT DE VREDE (8.V.1945)

A. De Bevrijding

3796. **Aerts (Kristof), De Vos (Luc) & Abts (Jan)**. *Leuven: De Bevrijding 1944-1945*, Leuven, Stadsuitgave, 1994, 8°, bibl., cart., ill., ind., 64 p. (17.366)

3797. *L'année de l'espoir. La Belgique, des heures folles de la Libération à la sanglante bataille des Ardennes*, Bruxelles, Rossel et Cie, 1994, 4°, ill., 98 p. (*Le Soir illustré. Collection*, n° hors-série, I/1994) (14.963)

3798. **Auquier (André)**. *Souvenirs de guerre et libération de Quaregnon et d'ailleurs*, Wasmes, Imprimerie Creaprint, 1994, 8°, ill., ind., 95 p. (15.735)

3799. **Bourdon (Yves), Faucon (Claude), Toubeau (Maurice) & Huet (Henri)**. *La poche de Mons. La libération, en septembre 1944, de la région Mons-Borinage-Bavai-Maubeuge*, Ottignies, Quorum, 1994, 4°, ann., bibl., cart., facs., ill., ind., tabl., 240 p. (14.846)

3800. **Breugelmans (J.)**. *De laatste vlucht van Leutnant Karl-Heinz Kempf van de Duitse Luftwaffe. Het einde van een aas van het Jagdgeschwader 26 te Baal op 3 september 1944*, in *Het Oude Land van Aarschot*, XXVI, 1991, 2, p. 57-85.

3801. **Buchet (Eugène)**. *En 1944, Hitler lance ses armes de représailles par delà le front de l'Ouest*, in *La mémoire*, p. 155-161. (15.752)

3802. **Id**. *Le support logistique de l'U.S. Army de la Normandie aux Ardennes*, in *La mémoire*, p. 133-138. (15.752)

3803. **Caudron (André) & Boucq (Odon)**. *La Libération, Nord-Pas-de-Calais et Belgique*, (Lille), Nord-Eclair – La Nuée Bleue, 1994, 4°, bibl., cart., ill., ind., 190 p. (15.714)

---

30 Bestaat eveneens in Franse versie als *Woluwe en guerre*.

3804. *50e anniversaire de la libération. La Poche de Mons (1944-1994)*, Mons, la Ville de Mons, 1994, 4°, 94 p. **Bourdon (Yves)**. *Résumé des opérations militaires depuis le 6 juin 1944 (France – Belgique)*, p. 1-6; **Id.** *La libération de Mons*, p. 7-24; **Piérard (Christiane)**. *Souvenirs. Autour de la libération de Mons le 2 septembre 1944*, p. 44-72. (15.759)

3805. **De Vos (Luc)**. *De Bevrijding. Van Normandië tot de Ardennen* [31], Leuven, Davidsfonds, 1994, 8°, ann., bibl., cart., ill., ind., 175 p. (14.894)

3806. **De Weer (Jean-Pierre)**. *De Ile Slag bij Oudenaarde 5-8.9.1944. De doorbraakpoging van het 15. Duitse Leger in September 1944 tussen Schelde en Leie*, Oudenaarde, Drukkerij Vandevelde, 1994, 8°, ann., bibl., cart., ill., ind., 262 p. (14.966)

3807. **De Wilde (Ivan), De Paepe (Jozef) & Van Hulle (Marc)**. *Brandende Polders*, Eeklo, Taptoe, 1994, 8°, ill., ind., 205 p. (15.693)

3808. **Dion (Marcel) (Ed.)**. *1944-1994*, Brussel-Bruxelles, «Tank Museum», 1994, 4°, cart., ill., 96 p. (Speciaal bevrijdingsnummer – numéro spécial libération *Tank Museum News*). (15.740)

3809. **Gaier (Claude)**. *La guerre n'était pas finie*, in *La mémoire*, p. 151-152. (15.752)

3810. **Henry (René)**. *Dis, raconte-moi la guerre et la libération d'Aywaille*, Liège-Bressoux, Editions Dricot, 1994, 8°, bibl., ill., 130 p. + 38 p. ann. (17.030)

3811. **Israël (J.)**. *De brug tot market-garden: met de bevrijding van: Lommel, Overpelt, Neerpelt, Valkenswaard*, Eindhoven, Kempen Pers – Lommel, Museum Kempenland, 1992, 142 p.

3812. *Le jour où ils sont arrivés*, Tournai, Courrier de l'Escaut, 1994, 4°, facs., ill., tabl., 205 p. (16.200)

3813. **Koeune (Roger)**. *Quarante-cinq ans après, se souvenir de Remagen*, (Arlon), Roger Koeune, (1991), 4°, ann., ill., 114 p. (16.512)

3814. *Kortrijk in 1944. Catalogus bij de tentoonstelling 'Kortrijk in 1944' in het Stadhuis van Kortrijk van 3 tot en met 18 september 1994*, Kortrijk, Stadsbestuur, 1994, 4°, ill., 39 p. (15.828)

3815. **Lambotte (Janine)**. *Chocolat embrasse Mickey Mouse. Chronique de la libération*, Bruxelles, Gramma, 1994, 8°, ill., 133 p. (15.935)

3816. *Libération. La bataille de Terwagne. Je raconte*, Terwagne, Cercle Historique et Culturel de Terwagne, 1994, 4°, cart., ill., ind., 34 p. (16.694)

3817. *Liège libre. 1944-1994*, Liège, CLHAM, 1994, 4°, cart., ill., 2 vols. (R 1064)

3818. **Louche (Marius P.R.)**. *«Vrijheid is geen geschenk van de hemel». De bevrijding van Beringen, Beverlo, Heppen en Leopoldsburg (6-12 september 1944)*, Beverlo, Erfwacht, 1994, 8°, 18 p. (15.783)

---

31 In Franse vertaling als *La Libération. De la Normandie aux Ardennes*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 1994, 8°, ann., bibl., cart., ill., ind., 175 p.

3819. **Notteboom (Hugo)**. *In Flanders Fields. Canadese herdenkingen Adegem-Maldegem, 1945-1994*, Maldegem, Heemkundige Kring Het Ambacht, 1994, 4°, bibl., ill., ind., 120 p. (15.704)

3820. **Pauwels (Wilfried) & Van Louwe (Carlos)**. *De Bevrijding in beeld. De Westhoek in september 44*, Veurne, De Klaproos, 1994, 8°, cart., ill., ind., 125 p. (15.854)

3821. **Pennant (Daniël) & Detourbe (Pierre).** *Cinquantenaire des combats de Goegnies*, Quévy, «Vieux Givry», 1994, 4°, bibl., ill., 47 p. (Livrets Givryens, Numéro spécial) (16.125)

3822. **Pied (Robert)**. *Wavre – Septembre 1944. Chronique d'une Libération*, Wavre, Syndicat d'initiative de la Ville de Wavre, 1994, 8°, bibl., ill., 105 p. (15.824)

3823. **Quaghebuer (Roger) & Verbeke (Roger V.)**. *Ze zijn daar ! De bevrijding van Ieper en het Westland in september 44*, Veurne, Uitgeverij De Klaproos, 1994, 4°, bibl., cart., facs., ill., ind., tabl., 206 p. (16.255)

3824. **Vallaey (Willy) (Red.)**. *Roeselare bevrijd. Van D-Day tot V-Day 1944-1945. Gids bij een tentoonstelling*, Roeselare, Stadsbestuur, 1994, 4°, ann., bibl., cart., ill., ind., 169 p. (17.373)

3825. *V-Bommen op Groot-Antwerpen, 1944-1945*, Antwerpen, Stadsarchief, 1994, 4°, ind., 40 p. (16.695)

B. Ardennenoffensief

3826. **Blunt Jr (Roscoe C.)**. *Inside the Battle of the Bulge. A Private comes of Age*, Westport-London, Praeger, 1994, 8°, ill., ind., 205 p. (15.684)

3827. **Bourgraff (Lucien) & Guillot-Pingue (Robert)**. *Ourthe dans la tourmente von Rundstedt*, (S.l.s.n.), 1994, 8°, bibl., cart., ill., 29 p. (14.931)

3828. **Cole (Hugh M.)**. *La grande bataille des Ardennes en Belgique et au Luxembourg*, Villance-en-Ardenne, Editions Omer Marchal, 1994, 8°, ill., ind., XII + 626 p. (15.819)

3829. **Dillen (Jean)**. *Antwerp B70 1944-45. Uit het oorlogsdagboek van het vliegveld Deurne*, Erpe, Uitgeverij De Krijger, 1994, 4°, ill., 192 p. (16.047)

3830. *1944 Un Noël en enfer – des Malmédiens racontent*, Malmédy, Royal Syndicat d'Initiative et de Tourisme «Malmédy Hautes Fagnes», 1994, 8°, ill., ind., 84 p. (16.390)

3831. **du Bus de Warnaffe (Marie)**. *Journal de Tristes Jours*, Bastogne, Cercle d'Histoire de Bastogne, 1994, 12° obl., ill., 72 p. (15.821)

3832. **Engels (Emile)**. *Ardennes 1944-1945, guide du champ de bataille*, Bruxelles, Racine, 1994, 8°, bibl., cart., ill., ind., 141 p. (15.637)

3833. **Id.** *Bastogne, 30 jours sous la neige et le feu*, Bruxelles, Racine, 1994, 8°, cart., ill., 280 p.

3834. **Id.** *Op tocht langs Ardense slagvelden*, Tielt, Lannoo, 1994, 8°, bibl., cart., ill., ind., tabl., 144 p. (16.036)

3835. **Fergloute (Robert), Lessire (Adrien), Gélard (Joseph) & Servais (M.)**. *Bastogne – Hiver 44-45. Des civils témoignent*, Bastogne, Imprimerie Schmitz, 1994, ill., 587 p.

3836. **Gavroye (Joseph)**. *Haute Ardenne, 1944-1945. Bataille des Carrefours: Baraque de Fraiture-Manhay. Villages sacrifiés... et les civils ?*, S.l., Editions J.A.C., 1994, 8°, cart., ill., ind., 302 p. (16.190)

3837. **Giot (Jean-Louis)**. *Verdenne 1944. Les événements de septembre et les opérations pour le contrôle de la route Marche-Hotton (20-26 décembre 1944)*, Marche, Top Magazine, 1994, 8°, ann., bibl., cart., ill., ind., 123 p. (15.684)

3838. **Gosset (Pierre)**. *La Bataille des Ardennes*, in *La mémoire*, p. 165-172. (15.684)

3839. **Kokott (Heinz)**. *L'offensive des Ardennes. La Bataille de Bastogne. La 26ème Division Volksgrenadier dans la Bataille des Ardennes. 1ère partie*, (Bastogne), Groupe d'études et de recherches sur la Bataille du Saillant, 1994, 4°, ann., cart., ill., 108 p. (15.737)

3840. **Mac Donald (Charles B.)**. *La bataille de la fôret de Huertgen*, Jalhay, Foxmaster & Pozit Press, 1992, 320 p.

3841. **Monfort (Eddy)**. *Les combats pour les carrefours de la Baraque de Fraiture – Manhay et le village de Malempré du 19 décembre 1944 au 7 janvier 1945*, Manhay, Syndicat d'Initiative et de Tourisme de la commune de Manhay, 1994, 4°, ann., bibl., cart., ill., ind., 213 p. (18.000)

3842. **Thomas (Paul)**. *Ardennes 44, du sang sur la neige*, Braine-l'Alleud, J.M. Collet, 1994, 8°, ann., bibl., cart., ill., 192 p. (14.940)

IX. NA-OORLOG

A. Binnenlandse politiek

3843. **Abramowicz (Manuel)**. *Extrême-droite et antisémitisme en Belgique de 1945 à nos jours*, Bruxelles, EPO, 1993, 8°, ill., ind., 159 p. (13.403)

3844. **Arcq (Etienne) & Blaise (Pierre)**. *Des fondements idéologiques de la sécurité sociale, 1944-1960*, Bruxelles, CRISP, 1994, 4°, ann., ind., tabl., 80 p. (16.689)

3845. **Jacquemotte-Thonnart (Madeleine)**. *Ma vie de militante de 1945 à ce jour*, Bruxelles, Université des Femmes, 1994, 8°, ill., ind., 204 p. (15.608)

3846. **Lagrou (Pieter)**. *Herdenken en vergeten. De politieke verwerking van verzet en vervolging in België na 1945*, in *Spiegel Historiael*, 1994, 3/4, p. 116-122. (14.498)

3847. **Maison (Gustave)**. *Aux trousses du Bataillon fantôme (Chronique du 16e Bataillon de Fusiliers)*, Namur, Editions du Confluent, 1994, 8°, ill., 153 p. (15.830)

3848. **Reynaert (Herwig)**. *Politieke elites op lokaal vlak in Vlaanderen 1946-1982*, in *Les élections communales... – De gemeenteraadsverkiezingen...*, p. 429-463. (L 6/18)

- Repressie

3849. **Abicht (Ludo)**. *De zure druiven van de oorlog – Amnestie of verzoening ?*, Antwerpen-Baarn, Hadewijch, 1994, 8°, ind., 123 p. (15.687)

3850. **Beel (Veerle) m.m.v. Van den Driessche (Pol)**. *Het was de tijd die vol haat zat. Kinderen van de repressie (1). Het komt allemaal terug. Kinderen van de repressie (2). 'Hoe kan ik oordelen ?' Frans-Jos over Severinus Verdoodt: 'Ik voel alleen grote deemoed'*, in *DS Magazine*, 18-25/III/1994. (K 1345)

3851. **Desanghere (Steven)**. *Repressie en epuratie in (Groot-) Diksmuide en de gevolgen op politiek en sociaal vlak*, Gent, UG, 1994, 4°, ann., bibl., cart., facs., ill., ind., tabl., 2 vol. (TH 470)

3852. **Davidsfonds & Taal-Aktie-Komitee (samenst.)**. *Het proces Vindevogel*, Leuven, Davidsfonds, 1994, 8°, ill., ind., 198 p. (16.044)

3853. **De Belder (J.L.) & Melis (Jan) e.a.**. *Gedicht in onrecht, gesproken in hoop*, Gent, FVK-Rodenbachfonds, 1994, 8°, 36 p. (16.182)

3854. **Hoflack (Kris), Huyse (Luc) & Romijn (Peter)**, *Het spook van de collaboratie. De bestraffing en de perceptie van het onvaderlands gedrag in België en Nederland*, in *Spiegel Historiael*, 1994, 3/4, p. 123-130. (14.598)

3855. **Huyse (Luc)**. *Collaboratie en repressie in België*, in *Uuytwysens d'archiven* [32], p. 65-88.

3856. **Huyse (Luc) & Hoflack (Kris)**. *Onverwerkt verleden. Een naschrift*, Leuven, KU Leuven Faculteit Rechtsgeleerdheid, 1994, 4°, 62 p. (Cahier 2 van het Instituut Recht en Samenleving) (14.800)

3857. **Linclau (Joost)**. *Albert Lebbe in de Vlaamse Beweging. Langemark in de Vlaamse Beweging 1914-1945. Deel I*, Brugge, J. Linclau, 1992, 8°, ann., bibl., facs., ill., ind., 222 p. (14.006)

3858. **Pauwels (Wilfried)**. *De Bevrijdingsdagen van 1944. De geheime rapporten van François Louis Ganshof*, Antwerpen, De Nederlanden, 1994, 8°, ill., ind., 291 p. (14.889)

3859. **Seberechts (Frank)**. *Ieder zijn zwarte. Verzet, collaboratie en repressie*, Leuven-Gent, Davidsfonds-Perspectief Uitgaven, 1994, 8°, bibl., ill., ind., 221 p. (14.852)

3860. **Swerts (Emmy)**. *Mijn tienerjaren in oorlog en repressie*, Kapellen, Pelckmans, 1994, 8°, 174 p. (14.635)

3861. **Van Isacker (Karel)**. *Irma Laplasse. Haar gevangenisdagboek. De kritiek van haar strafdossier*, Kapellen, Pelckmans, 1994, 8°, ann., cart., ind., 139 p. (14.643)

3862. **Van Roy (Louis)**. *Brieven aan een Kardinaal. Bijdrage tot de studie van de na-oorlogse periode*, Wielsbeke, Uitgeverij Oranje-De Eenhoorn, 1994, ann., bibl., ill., ind., 272 p. (15.733)

---

32 **Stevens (Fred) & Van den Auweele (Dirk) eds**. *Uuytwysens d'archiven. Handelingen van de XIde Belgisch-Nederlandse rechtshistorische dagen. Leuven 22-23 november 1990*, Leuven, KUL Afdeling Romeins Recht en Rechtsgeschiedenis, 1992, VIII + 325 p.

B. Buitenlandse politiek

3863. **Boekestijn (Arend Jan)**. *Souveraineté et intégration: le Benelux 1945-1958*, in *Regards sur le Benelux*, p. 99-123.

3864. **Cassiers (Isabelle)**. *Du «miracle belge» à la croissance lente: l'impact du Plan Marshall et de l'Union Européenne des paiements*, in *Historiens de l'Europe Contemporaine – Historians of Contemporary Europe*, vol. 9, n° 1-2, VI/1994, p. 3-28.

3865. **Dumoulin (Michel)**. *Il movimento per l'unità europea in Belgio*, in **Pistone (Sergio) (Ed.)**. *I Movimenti per l'unità europea del 1945 al 1954*, Milano, Fondazione europea Luciano Balis-Faca Book, 1992, p. 147-170.

3866. **Grosbois (Thierry) (Ed.)**. *Benelux, «Laboratoire» de l'Europe ? Témoignage et réflexions du Comte Jean-Charles Snoy et d'Oppuers, recueillis et édités par Thierry Grosbois*, Louvain-la-Neuve, Editions Ciaco, 1991, 8°, ill., ind., 125 p. (17.163)

3867. **Kersten (Albert E.)**. *Les aspects politiques de la coopération Benelux: l'intégration entre la construction interne et les rapports internationaux 1944-1958*, in *Regards sur le Benelux*, p. 79-90.

3868. **Martin (Dirk)**. *Belgian diplomats in the Cold War. The case of Jacques Delvaux de Fenffe*, in *Historiens de l'Europe Contemporaine – Historians of Contemporary Europe*, vol. 8, n° 3-4, XII/1993, p. 207-213.

X. PERSONALIA

Elsschot (Willem)

3869. **De Ridder (Ida)**. *Willem Elsschot, mijn vader*, Amsterdam, Nijgh & Van Ditmar, 1994, 8°, ill., ind., 143 p. (16.315)

Gantois (Jean-Marie)

3870. *Zannekin Jaarboek 16*, Ieper, Zannekin, 1994, 8°, ill., 176 p. O.m.: **Cailliau (Maurits)**. *Jean-Marie Gantois en Zannekin*, p. 133-148; **Vinks (Jos)**. *Jean-Marie Gantois en de zuidelijke grensgebieden van de Nederlanden*, p. 149-148; **Verstraete (Pieter Jan)**. *Reimond Tollenaere op bezoek in Frans-Vlaanderen*, p. 163-166.

Rolin (Henri)

3871. **Devleeschouwer (Robert)**. *Henri Rolin 1891-1973. Une voie singulière, une voix solitaire*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1994, 8°, bibl., ill., ind., 611 p. (16.527)

Snoy et d'Oppuers (Jean-Charles)

3872. **Grosbois (Thierry)**. *Portrait de Jean-Charles Snoy et d'Oppuers*, in *Regards sur le Benelux*, p. 167-171.

Spaak (Paul-Henri)

3873. **Dumoulin (Michel)**. *Portrait de Paul-Henri Spaak*, in *Regards sur le Benelux*, p. 125-128.

van Severen (Joris)

3874. **Werkers (Jef) & Cailliau (Maurits)**. *Gedenkboek Joris van Severen – 1894-1994*, Aartselaar, Nationaal Studie- en documentatiecentrum Joris van Severen, 1994, ill., 352 p. **Verstraete (Pieter Jan)**. *Joris van Severen en de Vlaamse Beweging*, p. 9-22; **Eggermont (Vik), D'Haese (Jan), Sengier (Alfons), Cailliau (Maurits), Duyck (M.), Pauwels (Luc) & de Bois (Hildegonde)**. *Joris van Severen en de konservatieve revolutie*, p. 177-226; **Kennes (Ward)**. *De nationale visie van Joris van Severen*, p. 227-268; **Cailliau (Hadewich) & Meeus (Paul)**. *De mens Joris van Severen in de visie van Louis Gueuning*, p. 329-336.

3875. **Wils (Lode)**. *Joris van Severen. Een aristocraat verdwaald in de politiek*. Leuven, Davidsfonds, 1994, 8°, ann., ill., ind., 71 p. (16.391)

Verschaeve (Cyriel)

3876. **Baerlecken-Hechtle (Martha)**. *Cyriel Verschaeve. Ein Mythos in Deutschland ?*, in *Verschaeviana Jaarboek 1993*, p. 131-173.

3877. **Proost (Mija)**. *Cyriel Verschaeve, mythe en werkelijkheid. Vlucht en aankomst in Solbad-Hall. September 1944-mei 1945*, in *Verschaeviana Jaarboek 1993*, p. 175-213.

3878. **Van der Elst (Frans)**. *Verschaeve. Het einde van een mythe ?*, in *Verschaeviana Jaarboek 1993*, p. 299-309.

3879. **Vanlandschoot (Romain)**. *Het Leuvense eredoctoraat van 1937. Verschaeve en de Katholieke Universiteit van Leuven in de late jaren dertig*, in *Verschaeviana Jaarboek 1993*, p. 17-130.

3880. **Verstraete (Pieter-Jan)**. *Cyriel Verschaeve en Zuid-Afrika. Een literair-historische benadering*, in *Verschaeviana Jaarboek 1993*, p. 311-337.

Index [33]

A

Abbeville 3669
Abicht (Ludo) 3849
Abramowicz (Manuel) 3843
Abts (Jan) 3796
Adegem 3819
Aerts (Kristof) 3796
Afrika 3680
Ahmann (Rolf) 3637
Albertkanaal 3662
Alexander (Martin S.) 3634
Anselin (Renée) 3715
Antwerpen 3749, 3825, 3829
Arcq (Etienne) 3844
Ardennes 3601, 3797, 3802, 3805, 3826, 3828, 3832, 3834, 3836, 3838-3839, 3842
Arlon 3701
Auquier (André) 3798
Aywaille 3810

B

Baal 3800
Baerlecken-Hechtle (Martha) 3876
Balace (Francis) 3616, 3682, 3692, 3716
Balteau (Bernard) 3742
Balthazar (H.) 3625, 3638
Bastogne 3784-3785, 3831, 3833, 3835, 3839
Baussart (Elie) 3628
Beaucamp (Louis) 3717
Beaucarne (Raymond) 3719
Beaumont 3697-3698
Beauraing 3735
Beel (Veerle) 3850
Bellens (Frans) 3693
Beringen 3818
Berlijn 3768
Betz (Raymond) 3770
Beverlo 3818
Biebauw (K.) 3625
Biesme 3795
Bikar (André) 3654
Birke (Adolf M.) 3637
Blaise (Pierre) 3844
Bleuzé (André) 3655
Blunt Jr (Roscoe C.) 3826
Boekestijn (Arend Jan) 3863
Bollen (M.) 3705
Bonmariage (Charles) 3656
Borinage 3799
Bouchez (Maurice) 3717
Boucq (Odon) 3803
Bourdon (Yves) 3799, 3804
Bourgraff (Lucien) 3827
Bouveroux (Jos) 3740
Braive (Gaston) 3617, 3765
Breendonk 3756
Breugelmans (J.) 3800
Brinkhorst (L.J.) 3638
Broder (Pierre) 3746
Brüls (W.) 3771
Brussel 3641, 3722, 3772
Brusson (Paul) 3755
Buchet (Eugène) 3801-3802
Buisseret (André) 3772
Burkel (Jean-Charles) 3755
Busschaert (J.) 3638

C

Cailliau (Hadewich) 3874
Cailliau (Maurits) 3870, 3874
Cajani (Luigi) 3605
Cammaert (A.P.M.) 3718
Carpentier (Christian) 3618
Cassiers (Isabelle) 3864
Caudron (André) 3803
Centre 3695
Charleroi 3568
Christiaens (Marcel) 3719
Claessens (Henriette) 3667
Cole (Hugh M.) 3828
Colignon (Alain) 3619, 3682, 3721
Comines 3760, 3791
Congo 3636
Conway (Martin) 3620, 3706
Cordiez (Marcel) 3715
Corman (Matthieu) 3640
Coudenys (Wim) 3640
Court-Saint-Etienne 3780
Crombé (Isabelle) 3602

D

Daisne (Johan) 3640
Davidsfonds 3852
De Belder (J.L.) 3853
de Billoez (Serge) 3717
de Bois (Hildegonde) 3874
De Bondt (Roger) 3773
De Bongnie (Charles) 3722
De Bruyn (Alfons) 3670
De Cock (B.) 3793
Decuypere (Dirk) 3760
Defoort (Eric) 3649

---

33 Auteursnamen worden in vet gezet, vermelde persoonsnamen in kursief en plaatsnamen in romein.

Degrelle (Léon) 3706
Delaet (Jean-Louis) 3774
Delarue (Thomas) 3775
Delforge (Véronique) 3641
Delvaux de Fenffe (Jacques) 3868
de Meyer (Jef) 3712
De Nave (Francine) 3672
Denuit-Somerhausen (Christine) 3757
De Paepe (Jozef) 3807
Derbecourt (Albert) 3713
De Ridder (Ida) 3869
Desanghere (Steven) 3851
De Schuytter (Jos) 3657
Detourbe (Pierre) 3821
Detrez (Raymond) 3640
De Troyer (François) 3621
Deurne 3829
Devleeschouwer (Robert) 3871
De Vos (Luc) 3658, 3796, 3805
Dewandre (Roger) 3661, 3671
De Weer (Jean-Pierre) 3806
De Wever (Bruno) 3610-3611, 3622, 3625, 3640, 3707-3708
De Wilde (Ivan) 3807
D'Haese (Jan) 3874
Diest 3781
Diksmuide 3851
Dillen (Jean) 3829
Dion (Marcel) 3808
Doucet (Jean-Marie) 3776
Dratwa (Daniel) 3612
du Bus de Warnaffe (Marie) 3831
Duitsland 3636, 3638, 3876
Dumoulin (Michel) 3635, 3865, 3873, 3638
Dumoulin (René) 3761
Duplat (Guy) 3723
Duyck (M.) 3874
d'Ydewalle (Pierre) 3659

E

Eggermont (Vik) 3874
Ellezelles 3717, 3758
Elsschot (Willem) 3869
Engels (Emile) 3832-3834
Esquelmes 3663
Europa 3605, 3635, 3637, 3674, 3864-3867
Evrard (Jean) 3777

F

Fagnoul (Kurt) 3683
Faucon (Claude) 3799
Fayat (Hendrik) 3673
Fayat (Hendrik) 3609
Fergloute (Robert) 3835
Fizaine (Marie) 3778
Florenville 3778
Florival 3761
Fraiture 3836, 3841
Francard (Roger) 3764
Frankrijk 3634, 3661
Fueg (Jean-François) 3623

G

Gaier (Claude) 3809
Galopin (Alexandre) 3696
Gamelin (Maurice) 3634
Ganshof (François Louis) 3858
Gantois (Jean-Marie) 3870
Gany (André) 3660
Gavroye (Joseph) 3836
Gedinne 3735
Gélard (Joseph) 3835
Genappe 3765
Genève 3753
Genk 3779
Gent 3694, 3739
Geusens (August) 3779
Giot (Jean-Louis) 3837
Godeaux (Jean-Géry) 3777
Godfroid-Herbots (Jenny) 3787
Goegnies 3821
Goossens (Wilfried) 3649
Gosset (Emmanuel) 3724
Gosset (Pierre) 3838
Gotovitch (José) 3613, 3624, 3684, 3725-3726
Groot-Brittannie 3636, 3670, 3673
Grosbois (Thierry) 3674-3675, 3685, 3866, 3872
Gueuning (Louis) 3874
Guillot-Pingue (Robert) 3827
Gunst (Petra) 3625

H

Hainaut 3733
Harmignie (Pierre) 3743
Heller (Clara) 3747
Hemmerijckx (Rik) 3694-3695, 3727
Hendrickx (Jean-Pierre) 3780
Henn (Carola) 3709
Henry (René) 3810
Heppen 3818
Herentals 3704
Hockai 3654
Hoflack (Kris) 3854, 3856
Hotton 3837
Howard (Michael) 3637
Hoyaux (Jacques) 3627
Hubermont (Pierre) 3640
Huertgen 3840
Huet (Henri) 3799
Hunin (Jan) 3676
Huy 3720, 3724, 3776
Huyse (Luc) 3854-3856
Huysmans (Camille) 3676

I

Ieper 3823
Ipema (I.) 3686
Isaacman (Clara) 3747
Israël (J.) 3811
Ista (Nathalie) 3642

J

Jacquemotte-Thonnart (Madeleine) 3643, 3845
Jamart (Jean) 3661
Jamoigne 3754
Jannes (Daniel) 3781
Janssens (Paul) 3649
Javaux (Luc) 3627
J.M. 3743

K

Kenis (Rudy) 3762
Kennes (Ward) 3874
Kersten (Albert E.) 3867
Kesteloot (Chantal) 3614, 3626, 3728
Koeune (Roger) 3813
Kokott (Heinz) 3839
Kontich-Waarloos 3788
Kortrijk 3655, 3814
Kustermans (Paul) 3782

L

Labajos-Perez (Emilia) 3644
Lagrou (Pieter) 3615, 3846
Lambotte (Janine) 3815
Lambou (Marcel) 3777
Langemark 3857
Laplasse (Irma) 3861
Lasne 3770
Laureys (Véronique) 3677-3678
Lebbe (Albert) 3857
Legrand (Frédéric) 3640
Lennarts (Marc) 3687-3688
Leopold III 3630
Leopoldsburg 3818
Léotard (Jean) 3697-3698
Lépine (André) 3668
Lessire (Adrien) 3835
Leuven 3796, 3879
Leveque (Laurent) 3627
Levo (Jean-Marie) 3662
Liard (Robert) 3744
Liber (Alphonse) 3783
Libon (Micheline) 3628
Liège 3666, 3716, 3774, 3777, 3817
Limal 3771
Limburg 3710, 3718, 3740
Linclau (Joost) 3857
Linkhout 3762
Lommel 3811
Londen 3673-3679, 3691, 3722
Lorneau (Marc) 3729
Louche (Marius P.R.) 3818
Luingne 3719
Luxemburg (Groot-Hertogdom) 3638, 3658, 3674-3675, 3828, 3863, 3866-3867
Luyten (Dirk) 3696

M

Mac Donald (Charles B.) 3840
Maison (Gustave) 3847
Maldegem 3819
Malempré 3841
Malmédy 3830
Manhay 3836, 3841
Mantelli (Brunello) 3605
Marche 3837
Marloie 3764
Marquet (Victor) 3730
Marshall (George) 3864
Martin (Dirk) 3868
Martin (Henri) 3765
Massin (Willy) 3710
Meeus (Paul) 3874
Melis (Jan) 3853
Mélot (Jean) 3766
Mertens (Piet) 3603
Mettet 3795
Meurisse (André R.) 3784
Meyers (Willem C.M.) 3604-3605
Michiels (Philippe) 3663
Michman (Dan) 3748
«Mickey Mouse» 3815
Moens (O.) 3625
Moërynck (Robert) 3785-3786
Mommen (André) 3645
Monfort (Eddy) 3841
Mons 3799, 3804
Montzen 3687-3688
Moorsele 3690
Moria (Roger) 3787
Moser (Frédéric) 3618

N

Namur 3763
Nederland 3615, 3633, 3638, 3674-3675, 3863, 3866-3867
Neerpelt 3811
Neuvillers 3789
Normandie 3802, 3805
Notteboom (Hugo) 3819
Nuyttens (Michel) 3606

O

Ochs (Jacques) 3744
Ohey 3731

Oslo 3637
Oudenaarde 3806
Ourthe 3827
Overpelt 3811

P

Paelinckx (Hippoliet) 3693
Pansaerts (Carl S.) 3636
Pauwels (Luc) 3874
Pauwels (Wilfried) 3820, 3858
Pennant (Daniël) 3821
Philippeville 3668
Pied (Robert) 3822
Piérard (Christiane) 3804
Piron (Jacques) 3763
Pistone (Sergio) 3865
Ploegaerts (Léon) 3646
Poncelet (Augustin) 3789
Porter (Roy) 3631
Postma (A.) 3638
Potemkin 3640
Proost (Mija) 3877
Puttemans (Pierre) 3646

Q

Quaghebuer (Roger) 3823
Quaregnon 3728, 3798

R

Raskin (Brigitte) 3732
Raskin (Joseph) 3732
Remagen 3813
Reynaert (Herwig) 3848
Roba (Jean-Louis) 3697-3698
Roeselare 3824
Roisin 3715
Rolin (Henri) 3871
Romijn (Peter) 3854
Ronse 3733
Royompré 3654
Rundstedt 3827
Rusland 3640, 3683, 3740
Ruwet (Armand) 3790

S

Saerens (Lieven) 3629
Sallenelles 3681
Schamelhout (Gustaaf) 3640
Scheder (Robert) 3764
Schmidt (Ephraim) 3749
Schreiber (Jean-Philippe) 3607, 3647
Seberechts (Frank) 3699, 3859
Selleslagh (Frans) 3603
Sengier (Alfons) 3874
Sercu (Piet) 3700
Servais (M.) 3835
Sint-Lambrechts-Woluwe 3792
Sint-Niklaas 3793
Smans (Marleen & Stan) 3768
Snoy et d'Oppuers (Jean-Charles) 3866, 3872
Solbad-Hall 3877
Spaak (Paul-Henri) 3873
Spanje 3644
Speeckaert (Jozef) 3739
Sponselee (Georges) 3664
Stavelot 3654
Steinberg (Maxime) 3689, 3750-3751
Stekke (Robert) 3777
Stelandre (Yves) 3635, 3640
Swerts (Emmy) 3860

T

Taal-Aktie-Komitee 3852
Tachelet (J.) 3625
Tavernier (Roger) 3640
Teich (Mikulas) 3631
Teitelbaum-Hirsch (Viviane) 3752
Terwagne 3816
Tessenderlo 3742
Thiry (August) 3640
Thomas (Paul) 3842
Toepfer (Alfred) 3686
Tollenaere (Reimond) 3870
Toubeau (Maurice) 3799
Tournai 3734, 3812
Triffaux (Jean-Marie) 3701
Tyssens (Jeffrey) 3648

V

Vallaey (Willy) 3824
Van Achter (G.) 3791
Van Acker (Achille) 3606
Van Audenhaege (Leon) 3792
Vanbossele (José) 3655
Van Bouchaute (Piet) 3793
Van Cauwenberghe (L.) 3670
Van Cleemput (Dirk) 3640
Vancoppenolle (Georges) 3733
Van Den Berg (J.J.) 3711
Van den Driessche (Pol) 3850
Van den Wijngaert (Mark) 3649, 3702
Van der Elst (Frans) 3878
van de Velde (Henry) 3646
Vandeweyer (Luc) 3665
Van Doorslaer (Rudi) 3607-3608, 3650
Van Goethem (Herman) 3630
Van Gorp (Gui) 3712
Van Hulle (Marc) 3807
Van Isacker (Karel) 3861
Van Kuyck (Hugo) 3672
Van Laere (Alfons) 3769
Vanlandschoot (Romain) 3879
Van Louwe (Carlos) 3820
Van Meerten (Michelangelo) 3651
Van Mensel (Odette) 3794

Vanoverbeke (Lothair) 3690
Van Roey (Ernestus-Josephus) 3861
Van Roon (Ger) 3637-3638
Van Roy (Louis) 3862
Van Rutten (Pierre) 3734
van Severen (Joris) 3874-3875
Van Themsche (Guy) 3652-3653
Velaers (Jan) 3630
Veraghtert (Karel) 3649
Verbeke (Roger V.) 3823
Verbois (Léon) 3735-3736
Verbruggen (Paule) 3609
Verdoodt (Frans-Jos) 3850
Verdoodt (Severinus) 3850
Verhaegen (Marie-Pierre) 3737
Verheyen (Henk) 3759
Verhoeyen (Etienne) 3639, 3679, 3691, 3703, 3738, 3745
Vermeulen (Caroline) 3795
Vernier (Franck) 3666
Verschaeve (Cyriel) 3712, 3876-3880
Verschooris (Marc) 3739
Verstraete (Pieter Jan) 3713-3714, 3870, 3874, 3880
Verviers 3741, 3790
Vets (Henri) 3765
Verwilghen (André Paul) 3680
Veurne 3820
Vincx (Jan) 3704
Vindevogel (Leo) 3852
Vinks (Jos) 3870
Vitoria-Garcia (Fernando) 3644
Vlaanderen 3631, 3633, 3648, 3733, 3848
von Kunitzki (N.) 3638
Vos (Louis) 3631

W

Waegemans (Emmanuel) 3640
Waghman-Eshkoli (Eve) 3753
Walcourt 3697-3698
Wallonie 3614, 3626-3628, 3631, 3642
Warneton 3791
Warris (Gaby) 3669
Wavre 3822
Weber (Guy) 3681
Werkers (Jef) 3874
Wildemeersch (Henri) 3767
Willems (B.) 3625
Willockx (Freddy) 3793
Wils (Lode) 3632-3633, 3875
Wollants (Arthur) 3740
Wommelgem 3699
Wynants (Jacques) 3741

Z

Zachary (Dominique) 3754
Zandvliet 3705
Zelem 3762
Zeeuws-Vlaanderen 3664
Zoutleeuw 3787
Zuid-Afrika 3880

INHOUDSTAFEL

Lijst van afkortingen 251

WERKINSTRUMENTEN 252
A. Bibliografieën en inventarissen 252
B. Methodologie 252

I. VOOROORLOG (1936-9.V.1940) 253
A. Binnenlandse politiek 253
B. Buitenlandse en militaire politiek 255
C. Economie en maatschappij 255

II. DE ACHTTIENDAAGSE VELDTOCHT 257
A. Militaire en politieke gebeurtenissen 257
B. Burgerbevolking 258

III. DE BELGISCHE REGERING MET DE GEALLIEERDEN 258

IV. HET BEZETTE BELGIE 259
A. De bezetter 259
B. De Belgische structuren 260

V. COLLABORATIE 261

VI. VERZET 261

VII. BEVOLKING TIJDENS DE BEZETTING 263
A. Terreur 263
1. Algemeen 263
2. Rassenvervolging 263
3. Koncentratiekampen 264
4. Bombardementen 264
B. Krijgsgevangenen 265
C. Verplichte tewerkstelling 265
D. Samenleving en dagelijks leven 265

VIII. VAN DE BEVRIJDING TOT DE VREDE (8.V.1945) 267
A. De Bevrijding 267
B. Ardennenoffensief 269

IX. NA-OORLOG 270
A. Binnenlandse politiek 270
– Repressie 271
B. Buitenlandse politiek 272

X. PERSONALIA 272

Index 274

TABLE OF CONTENTS

List of abbreviations 251

REFERENCE WORKS 252
A. Bibliographies and guides to archives 252
B. Methodology 252

I. PRE-WAR PERIOD (1936-1940.V.9) 253
A. Domestic politics 253
B. Foreign and military policy 255
C. Economy and society 255

II. THE 18 DAYS CAMPAIGN 257
A. Military and political events 257
B. Civil population 258

III. THE BELGIAN GOVERNMENT WITH THE ALLIES 258

IV. THE OCCUPIED COUNTRY 259
A. The occupier 259
B. Belgian institutions 260

V. COLLABORATION 261

VI. RESISTANCE 261

VII. THE POPULATION DURING THE OCCUPATION 263
A. Terror 263
1. Generalities 263
2. Racial persecution 263
3. Concentration camps 264
4. Bombardments 264
B. Prisoners of war 265
C. Forced Labour 265
D. Society and daily life 265

VIII. FROM LIBERATION TO V.E. DAY 267
A. Liberation 267
B. Battle of the Bulge 269

IX. THE AFTER-WAR 270
A. Domestic politics 270
– Purge and repression 271
B. Foreign policy 272

X. BIOGRAPHICAL MATERIALS 272

Index 274

In Memoriam Alain Dantoing (1950 - 1994)

Op 14 oktober 1994 werden we geconfronteerd met het bericht van het plotselinge overlijden, op 44-jarige leeftijd, van onze collega en vriend Alain Dantoing. Ongeloof, onbegrip en een gevoel van immense machteloosheid maakten zich van ons meester. De avond voordien had hij nog met een opgewekt «Tot morgen!» van ons afscheid genomen... voorgoed. Daarna begon het trage, moeizame verwerken van die schokkende realiteit, het gewennen aan zijn afwezigheid en het leren voortleven zonder zijn sterke présence en zijn oprechte vrijmoedigheid. De tijd heelt weliswaar alle wonden, maar de herinnering aan hem zal ons steeds heel levendig bijblijven. Als een laatste huldeblijk publiceren wij hierna de tekst die Kanunnik R. Aubert, de door Alain Dantoing zo gewaardeerde mentor, tijdens de ontroerende begrafenisplechtigheid liet voorlezen:

Le 14 octobre 1994, nous apprenions avec tristesse le décès tout à fait inopiné à l'âge de 44 ans de notre collègue et ami, Alain Dantoing. Incrédulité, incompréhension et un sentiment d'immense impuissance nous ont envahis. Le soir précédent, il nous quittait encore joyeusement sur ces mots: «à demain», or c'était pour toujours... Puis, l'assimilation lente et pénible de cette réalité choquante commença, ainsi que l'accoutumance à son absence et l'apprentissage de la vie sans sa forte présence et sa sincère franchise. Le temps il est vrai efface toutes les douleurs mais son souvenir restera à jamais gravé dans nos mémoires. Comme un dernier hommage, nous publions ci-dessous le texte du chanoine R. Aubert, mentor très estimé d'Alain Dantoing, qui fut lu durant ses émouvantes obsèques:

«La disparition brutale d'Alain Dantoing laisse un grand vide dans la communauté des historiens belges. Elle est particulièrement regrettée par les historiens de l'Eglise de Belgique au cours du 20e siècle. Il avait, en effet, accumulé de nombreux matériaux qui devaient lui permettre de poursuivre l'étude du clergé et des catholiques de notre pays face à l'occupation allemande pendant la 2e guerre mondiale.

Il avait consacré à ce sujet un 1er volume, sur les prises de position du Cardinal Van Roey durant les années 1939-1941, qui avait été accueilli par les critiques universitaires avec les éloges qu'il méritait; il préparait un 2e volume qui aurait mené l'étude de ce sujet délicat jusqu'à la fin de l'occupation allemande. Il est vraiment navrant que cette œuvre remarquable et monumentale demeure inachevée. Mais les regrets suscités par la disparition d'Alain Dantoing ne sont pas seulement d'ordre scientifique: il importe également de souligner ses qualités morales, qui étaient du reste à la base de ses qualités scientifiques. Alain était, d'une part, un grand travailleur toujours sur la brèche, à l'affût du moindre renseignement ou de documents inédits qui pouvaient permettre de cerner de plus près les divers aspects de la vérité

complexe. Et il était, d'autre part, d'une rigueur exemplaire dans la recherche de cette vérité, refusant de céder aux tentations apologétiques ou polémiques auxquelles succombent trop facilement beaucoup de ceux qui abordent l'étude de cette période controversée. Son intégrité intellectuelle était vraiment exemplaire. Le souvenir de l'HOMME que fut Alain Dantoing ajoute encore au chagrin que cause la disparition de l'historien.»

Bio-bibliografie

Alain Dantoing werd op 22 juni 1950 te Ottignies geboren. Na zijn Grieks-Latijnse humaniora in het Koninklijk Atheneum van zijn geboorteplaats studeerde hij moderne geschiedenis aan de UCL, waar hij in 1973 het licentiaatsdiploma behaalde. Van maart 1974 tot maart 1975 was hij waarnemend bibliothecaris van de Faculteit Economische, sociale en politieke wetenschappen aan diezelfde universiteit.

In oktober 1976 trad hij in dienst bij het Centrum waar hij zich specialiseerde in de geschiedenis van de katholieke hiërarchie tijdens de bezetting. Die vakkundigheid vond haar weerslag in een proefschrift («*L'épiscopat belge en 1939-1940: de la neutralité à la présence*») waarmee hij op 15 maart 1990 «met de grootste onderscheiding» tot doctor promoveerde. Amper een jaar later verscheen het als boek onder de titel «*La 'collaboration' du Cardinal Van Roey*», dat wekenlang vooraan op de lijst van de meest verkochte publicaties prijkte. Zijn deskundigheid werd in 1990 nog beloond met een benoeming tot historisch raadgever van het departement De Boeck-Université van de Uitgeverij De Boeck-Wesmael, die zijn werk op de markt had gebracht.

Datzelfde jaar nam hij het redactiesecretariaat van het franstalige gedeelte van de *Cahiers/*

Biobibliographie

Alain Dantoing est né à Ottignies le 22 juin 1950. Après ses humanités gréco-latines à l'athénée royal de son village natal, il étudia l'histoire moderne à l'UCL où il obtint son diplôme de licence en 1973. De mars 1974 à mars 1975, il occupa le poste de bibliothécaire de la Faculté des sciences économiques, sociales et politiques de la même université.

En octobre 1976, il entrait au Centre où il se spécialisa dans l'histoire de la hiérarchie catholique pendant l'occupation. Le fruit de ses connaissances nourrit sa thèse de doctorat (*L'épiscopat belge en 1939-1940: de la neutralité à la présence*) pour laquelle, le 15 mars 1990, il obtint le titre de docteur avec «la plus grande distinction». Moins d'un an plus tard, celle-ci fit l'objet d'un livre intitulé *La «collaboration» du cardinal Van Roey*, qui figura durant des semaines sur la liste des publications les plus vendues. Ses compétences furent encore récompensées en 1990 avec sa nomination de conseiller historique du département De Boeck-Université des éditions De Boeck-Wesmael, qui avaient introduit son livre sur le marché.

A partir de cette même année, il s'occupa du secrétariat de rédaction de la partie francophone des *Cahiers-Bijdragen*. Avec sa conscience professionnelle bien connu-

Bijdragen op zich. Met zijn gekende nauwgezetheid en alerte kritische geest las en herlas hij, zowel naar inhoud als naar vorm, manuscripten, vertalingen en drukproeven. Niets ontging hem hierbij, van een slecht geplaatste komma tot een foute datum of een dubieuze bewering. Onverzorgd taalgebruik en/of een krampachtige stijl deden hem meer dan eens steigeren. Bovendien hield hij zich stipt aan de werkverdeling en aan de gemaakte afspraken, zodat de *Cahiers/Bijdragen* steeds op de geplande datum verschenen. Kortom, op hem konden we rekenen en met hem «samen-werken» was zeker geen ijdel woord.

e et son esprit critique et éveillé, il lisait et relisait, tant au point de vue du contenu que de la forme, manuscrits, récits et épreuves d'imprimerie. Rien ne lui échappait, d'une virgule mal placée à une date erronée ou une assertion douteuse. Un emploi nonchalant de la langue et/ou un style crispé le firent plus d'une fois se cabrer. Il respectait scrupuleusement le travail qui lui était imparti et ce qui était décidé de sorte que les *Cahiers-Bijdragen* paraissaient toujours à la date initialement prévue. En conclusion, ce n'est pas un vain mot que de dire que l'on pouvait toujours compter sur lui et travailler étroitement avec lui.

- «Une manifestation de défense ouvrière contre le travail étranger dans les mines du Pas-de-Calais en 1892», in *Revue belge d'histoire contemporaine*, V, 1974, 3-4, pp. 427-445.
- «La Hiérarchie catholique et la Belgique sous l'occupation allemande», in *Revue du Nord*, LX, 1978, 237, pp. 311-331.
- «J.E. Van Roey», in *Winkler Prins Encyclopedie van de Tweede Wereldoorlog*, T. 2, p. 526 (Amsterdam-Bruxelles, Elsevier, 1980).
- *Archives Baron Raoul Richard* (Inventaire), Bruxelles, CREHSGM, 1982, 30 p.
- «Le Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale», in *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, n° 10, décembre 1982, pp. 33-35.
- «La Hiérarchie catholique et la Belgique sous l'occupation allemande», in *Miscellanea Historiae Ecclesiasticae*, VI. Actes du Congrès de Varsovie. 1978. *Section IV: Les Eglises chrétiennes dans l'Europe dominée par le IIIe Reich*, Louvain-la-Neuve, RHE,1984, pp. 68-82.
- «La vie religieuse sous l'occupation», in *1940-1945. La vie quotidienne en Belgique*, Bruxelles, CGER, 1984, pp. 168-175.
- «Eglise et syndicat en 1940: Les avatars d'une politique de présence», in *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 1985, 9, pp. 269-335.

- «Le léopoldisme en cause», in *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 1986, 10, pp. 195-200.

- «Avril 1937: le Cardinal Van Roey condamne le rexisme», in *Les Grands Evénements du XX^e siècle*, Bruxelles, Reader's Digest, 1987, pp. 130-133.

- *La «collaboration» du cardinal. L'Eglise de Belgique dans la Guerre 40*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1991, ill., ind., tabl., 466 p.

- «Le cardinal Van Roey de la neutralité à la présence», in *Jours de Guerre*, 5, Bruxelles, Crédit Communal, 1991, pp. 55-67.

- «Du fascisme occidental à la politique de présence: Robert Poulet», in *Belgique 1940. Une société en crise, un pays en guerre. Actes du Colloque tenu à Bruxelles du 22 au 26 octobre 1990*, Bruxelles, CREHSGM, 1993, pp. 337-343.

- «Robert Poulet ou la Grande Illusion», in *Jours de guerre*, 8, Bruxelles, Crédit Communal, 1992, pp. 32-55.

- Traduction de/Vertaling van: H. DE RIDDER, *Sire, donnez-moi cent jours*, Paris-Louvain-la-Neuve, Duculot, 1989, 196 p.

- Comptes rendus dans les *Bulletins* et dans *La Revue d'Histoire ecclésiastique, Archives et bibliothèques de Belgique, Revue belge d'Histoire contemporaine*.

Namens de redactie

F.Selleslagh
Redactiesecretaris

Au nom de la rédaction,

Frans Selleslagh
Secrétaire de rédaction

CAHIERS-BIJDRAGEN (1967-1995)

Hieronder publiceren wij de lijst, per auteur en per onderwerp, van alle tot en met 1995 in de *Cahiers-Bijdragen* verschenen artikels. Tussen haakjes vermelden wij telkens het nummer en het jaartal.

Les deux index (auteurs et matières) que nous publions ci-après donnent un aperçu complet de tous les articles parus dans nos *Cahiers-Bijdragen*. Entre parenthèses, nous mentionnons chaque fois le numéro et l'année de parution.

I. AUTEURS

Martin S. ALEXANDER

- *Les réactions à la menace stratégique allemande en Europe Occidentale: la Grande-Bretagne, la Belgique et le «Cas Hollande» (décembre 1938-février 1939) / Westeuropese reakties op de Duitse strategische bedreiging vóór de tweede wereldoorlog: Het voorbeeld van Groot-Brittannië, België en de «Cas-Hollande» – krisis van december 1938 tot februari 1939* (7, 1982).

F. BALACE & C. DUPONT

- *Les «Anciens» et le Roi. Facteurs de cohésion et de divergence 1945-1950* (9, 1985).

Herman BALTHAZAR

- *De socialistische Internationale. De Londense debatten in 1940-1941 / L'Internationale Socialiste. Les débats de Londres en 1940-1941* (2, 1972).

Bart BRINCKMAN

- *Een schakel tussen arbeid en leiding: Het Rijksarbeidsambt (1940-1944)* (12, 1989).

Jean-Claude BURGELMAN

- *Het belang en de betekenis van de oorlog voor het Belgische omroepbestel* (11, 1988).
- *Repliek op het artikel van J. Veldekens en J.R. De Kriek* (13, 1990).

Frank CAESTECKER

- *Het Poolse leger in ballingschap en de Poolse gemeenschap in het neutrale België (september 1939-mei 1940)* (15, 1992).

- *De opvang in 1956-1957 van Hongaarse vluchtelingen in België, een katalysator voor een liberaler vluchtelingenbeleid ?* (spec.nr Hongarije, 1995).

Patrick CLAEYS

- *De advokaat of de duivel ? Het proces-Mindszenty in de Vlaamse dagbladpers (1948-1949)* (spec.nr Hongarije, 1995).

Martin CONWAY

- *Le rexisme de 1940 à 1944: Degrelle et les autres* (10, 1986).
- *De la «cité séculière» à la «cité de Dieu»: Les catholiques et la politique dans la Belgique de l'entre-deux-guerres* (13, 1990).

Bart CROMBEZ

- *De Algemene-SS Vlaanderen* (17, 1995).

Jean CULOT

- *L'exploitation de la main-d'oeuvre belge et le problème des réfractaires / Het gebruik van Belgische arbeidskrachten en het probleem van de werkweigeraars* (1, 1970).

Alain DANTOING

- *Eglise et syndicat en 1940: Les avatars d'une politique de présence* (9, 1985).

Josette DEBACKER

- *Première étude d'une brigade spéciale de résistance: La Brigade de Luttre* (1967).

Els DE BENS

- *Propaganda rond de verplichte Tewerkstelling / La propagande pour le travail obligatoire* (1, 1970).

Xavier DEHAN

- *«Jeune Europe», le salon Didier et les Editions de la Toison d'Or (1933-1945)* (17, 1995).

Albert DE JONGHE

- *De vestiging van een burgerlijk bestuur in België en Noord-Frankrijk (Document) / L'établissement d'une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France (document)* (1, 1970).

- *Korrektie / Mise au point* (2, 1972).
- *De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel (1942-1944) – Eerste deel: De «Sicherheitspolizei» in België / La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles (1942-1944). Première partie: La «Sicherheitspolizei» en Belgique* (3, 1974).
- *De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel (1942-1944) – Tweede deel: De infiltratie van de politieke kollaboratie in Vlaanderen door de SS van het begin der bezetting tot de dood van De Clercq (juni 1940-oktober 1942) / La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles (1942-1944). Deuxième partie: L'infiltration de la collaboration politique en Flandre par la SS, du début de l'occupation à la mort de Staf De Clercq* (4, 1976).
- *De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel (1942-1944) – Derde deel: Ontwikkeling van oktober 1942 tot oktober 1943 / La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles (1942-1944). Troisième partie: Evolution d'octobre 1942 à octobre 1943* (5, 1978).
- *De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel (1942-1944) – Vierde deel: Salzburg voor en na. Politieke ontwikkeling van augustus 1943 tot juli 1944 / La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles (1942-1944). Quatrième partie: Salzbourg avant et après. Evolution politique d'août 1943 à juillet 1944* (7, 1982).
- *De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF te Brussel (1942-1944) – Vijfde deel: Salzburg voor en na. Politionele ontwikkeling van september 1943 tot het einde van de bezetting. I. Achtergrond van Canaris' tweede ambtstermijn te Brussel. De toestand van september 1943 tot maart 1944. II. De tweede ambtstermijn van Canaris te Brussel (februari-september 1944).* Excursus: *Degrelle over de gebeurtenissen te Bouillon in juli 1944. Slotbeschouwingen. Overzichtelijke inhoudstafel / La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles (1942-1944). Cinquième partie: Salzbourg avant et après. Evolution policière de septembre 1943 à la fin de l'occupation. I. Le contexte du second terme de Canaris à Bruxelles. II. Le second terme de Canaris à Bruxelles (février-septembre 1944).* Excursus: *Degrelle et les événements de Bouillon en juillet 1944. Considérations finales. Table générale des matières des cinq parties* (8, 1984) [1].
- *Aspekten van de wegvoering van koning Leopold III naar Duitsland (7 juni 1944)* (11, 1988).

Ann DELBEKE

- *De «Auslandsorganisation» in België (1932-1944)* (10, 1986).

---

1 Il existe un index de tous les noms cités dans les cinq livraisons: *A. De Jonghe, La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF. INDEX* collationné par Anne Bernard (1984) / *A. De Jonghe, De strijd Himmler-Reeder om de benoeming van een HSSPF. INDEX* opgesteld door Anne Bernard (1984).

Bernard DELCORD

- *A propos de quelques «chapelles» politico-littéraires en Belgique (1919-1945)* (10, 1986).

Gita DENECKERE

- *De algemene staking van 1936. Wetten en praktische bezwaren tegen een volksfront* (17, 1995).

Christine DENUIT-SOMERHAUSEN

- *Le décret «Nacht und Nebel» de décembre 1941 et les prisonniers politiques belges: une première approche* (16, 1994).

Kristel DE SMEDT

- *De herziening van de schoolboeken tijdens de bezetting (1940-1944)* (14, 1991).

Luc DE VOS

- *Un petit pays dans la guerre froide. Le choix entre indépendance ou interdépendance* (n° spéc. Hongrie, 1995).

Luc DE VOS, Frank DECAT & Dirk VAN DUYSE

- *De militaire funktie van het Albertkanaal* (13, 1990).

Jean DUJARDIN

- *Inventaire des publications périodiques clandestines (1940-1944) de la province de Liège* (1967).
- *Le Mouvement National Belge. Activités dans le domaine du Renseignement et de l'Action (1941-février 1944) / De Belgische Nationale Beweging (1941-februari 1944)* (2, 1972).
- *Le Service «D» et l'aide aux illégaux / De «Dienst D» en de hulp aan de onderduikers* (3, 1974).
- *Le Service «Luc», été 1941-été 1942 – Aspects des problèmes de commandement et de liaisons / De Dienst «Luc» (Zomer 1941-zomer 1942)* (6, 1980).
- *Le service de renseignements «Boucle» (1942-1944)* (15, 1992).

Kurt FAGNOUL

- *Aspects de la seconde guerre mondiale au pays de Saint-Vith / Flitsen uit het oorlogsgebeuren in de streek van Sankt-Vith* (7, 1982) + *Erratum* (8, 1984) [2].

R. FALTER

- *De «Brüsseler Zeitung» (1940-1944) / Le «Brüsseler Zeitung» (1940-1944)* (7, 1982).

Jean FOSTY

- *Les réseaux belges de France / De Belgische netten in Frankrijk* (2, 1972).

Mihály FÜLÖP

- *La paix inachevée. Le Conseil des ministres des Affaires étrangères et le traité de paix hongrois de 1947* (n° spéc. Hongrie, 1995).

José GOTOVITCH

- *Introduction à l'étude de la déportation: le convoi du 22 septembre 1941* (1967)
- *Les rapports de la «Sicherheitspolizei» sur la Résistance belge en 1943* (1967)
- *Photographie de la presse clandestine de 1940 / Beeld van de klandestiene pers in 1940* (2,1972).
- *Quelques données relatives à l'extermination des Tsiganes de Belgique / Enkele gegevens betreffende de uitroeiing van de zigeuners uit België* (4, 1976).

Thierry GROSBOIS

- *La naissance du Benelux (1941-1944)* (15, 1992).

Georges HAUTECLER

- *La vie religieuse des prisonniers de guerre belges (1940-1945). Faits et documents / Het godsdienstige leven van de Belgische krijkgsgevangenen (1940-1945)* (3, 1974).
- *La vie religieuse des prisonniers de guerre belges – Compléments / Het godsdienstige leven van de Belgische krijgsgevangenen – Aanvullingen* (4, 1976).

---

2 La version (originale) allemande de cet article parut séparément. De (originele) Duitse versie van dit artikel verscheen afzonderlijk: Kurt FAGNOUL, *Streiflichter auf das Kriegsgeschehen im Sankt Vither Land*, Brüssel, CREHSGM-NCWOII, 1982, 4°, ill., 28 p.

Rik HEMMERIJCKX

- *Pour une histoire ouvrière de l'occupation. Le cahier des procès-verbaux de l'Association des Ouvriers métallurgistes du Centre (1941-1942)* (16, 1994).

Geertrui HOFMANS

- *Het probleem van de ekonomische kollaboratie. De houding van de Groep de Launoit tijdens de tweede wereldoorlog* (15, 1992).

I. JONES

- *La mission économique belge à Londres (20 juillet-31 décembre 1940). Le baron Boël et l'engagement de la flotte belge dans l'effort de guerre allié* (11, 1988).

Emile KRIER

- *Rex et l'Allemagne (1933-1940) – Une documentation / Rex en Duitsland (1933-1940)* (5, 1978).

Paul M.G. LEVY

- *Les conditions de paix de la radio nazie / De vredesvoorwaarden van de nationaal-socialistische radio* (6, 1980).

Dirk LUYTEN

- *Het katolieke patronaat en het korporatisme in de jaren dertig en tijdens de bezetting* (13, 1990).
- *De «opdracht» van de regering aan het Galopin-Komitee op 15 mei 1940* (16, 1994).

Fabrice MAERTEN

- *Aspects de la libération dans le Brabant wallon (septembre 1944-début février 1945)* (11, 1988).

Victor MARQUET

- *La sauvegarde du port d'Anvers* (13, 1990).

Dirk MARTIN

- *Nazi-propaganda in België tijdens de onafhankelijkheidspolitiek* (9, 1985)
- *Koude oorlog en mentaliteiten: een Belgisch topdiplomaat, Jacques Delvaux de Fenffe* (spec. nr. Hongarije, 1995).

Willem C.M. MEYERS

- *De Vlaamse Landsleiding. Een emigrantenregering in Duitsland na september 1944 ? / La «Vlaamse Landsleiding», un «gouvernement» d'émigrés en Allemagne après septembre 1944* (2, 1972).
- *Bibliografie van de in 1982, 1983 en 1984 verschenen publikaties betreffende België tijdens de tweede wereldoorlog* (9, 1985); *1985* (10, 1986); *1986* (11, 1988); *1987* (12, 1989); *1988 en 1989* (13, 1990); *1990* (15, 1992); *1991, 1992 en 1993* (16, 1994); *1994* (17, 1995).

James Edward MILLER

- *La conduite de la guerre économique aux U.S.A. – Organisation, sources et bibliographie / De Amerikaanse ekonomische oorlogvoering – Organizatie, bronnen, bibliografie* (4, 1976).

Patrick NEFORS

- *De opeising van toluol door de bezetter: De grijze zone van de Galopin-doctrine (september 1941-januari 1942)* (15, 1992).

Imre OKVATH

- *Les accords magyaro-soviétiques durant la guerre froide (1948-1953)* (n° spéc. Hongrie, 1995).

Carl S. PANSAERTS

- *Anglo-German conversations on colonial appeasement and the involvement of the Belgian Congo (October 1937-March 1938)* (16, 1994).

J.R. PAUWELS

- *De Canadezen en de bevrijding van België (1944-1945). Niet alleen een militaire geschiedenis* (9, 1985).

Erik PERTZ

- *De tewerkstelling van Kortrijkzanen in Duitsland (1940-1945) / La mise au travail des Courtraisiens en Allemagne (1940-1945)* (4, 1976).

Martin R. SCHÄRER

- *La représentation des intérêts belges par la Suisse / De behartiging van de Belgische belangen door Zwitserland* (4, 1995).

Luk SCHEPENS

- *De hulpverlening aan de gemobilizeerden en hun families in West-Vlaanderen (september 1939-mei 1940) / L'assistance aux mobilisés et à leurs familles en Flandre Occidentale (septembre 1939-mai 1940)* (7, 1982).

Peter SCHOLLIERS

- *De massale ontruiming van de SS-gevangenissen. De transporten van 8 en 23 mei 1944 naar Buchenwald / L'évacuation massive des prisons SS en Belgique – Les convois des 8 et 23 mai 1944 à destination du camp de concentration de Buchenwald* (6, 1980).

Fabrice SCHUERMANS

- *La communauté émotionnelle des écrivains belges de langue française durant la guerre (1940-1941)* (17, 1995).

Frans SELLESLAGH

- *De klandestiene K.A.J. in Duitsland (1942-1944) / La K.A.J. clandestine en Allemagne (1942-1944)* (2, 1972).
- *De gevangenisnotities van Jozef Cardijn (11 juni-2 september 1942)* (9, 1985).

Israël SHIRMAN

- *La spoliation économique des Juifs de Belgique / De ekonomische plundering van de Joden in België* (3, 1974).

Maxime STEINBERG

- *Les yeux du témoin et le regard du borgne. Lecture critique d'un génocide au quotidien* (12, 1989).

Jean STENGERS

- *Quelques libres propos sur «Faurisson, Roques et Cie»* (12, 1989).

Sándor SZAKALY

- *D'une armée à l'autre. Le corps des officiers de 1944 à 1947* (n° spéc. Hongrie, 1995).

Jean-Marie TRIFFAUX

- *Une page d'histoire de l'occupation allemande à Arlon: le «Deutsche Sprachverein»* (14, 1991).

William UGEUX

- *La propagande: un investissement trop coûteux et mal étudié ? / De propaganda: Een te kostelijke en slecht bestudeerde investering ?* (6, 1980).

Gie VAN DEN BERGHE

- *Kennis en onwetendheid over nazi-kampen* (16, 1994).

Mark VAN DEN WIJNGAERT

- *De Secretarissen-generaal tegenover de verplichte Tewerkstelling (1940-1944) / Les secrétaires généraux et la mise au travail obligatoire (1940-1944)* (1, 1970).

Christine VAN DER CRUYSSEN

- *Handhaaf en bouw ! De werking van het VVKS tijdens de Tweede Wereldoorlog* (14, 1991).

Frans VAN DER ELST

- *Dr. Elias als leider van het V.N.V. / Elias, chef du V.N.V.* (3, 1974).

Jean-Marc VANDERLINDEN

- *La réinsertion socio-professionnelle des anciens de la «Légion Wallonie». Première approche* (14, 1991).

Luc VANDEWEYER

- *De hoop op een Duitse revanche-oorlog. De voorbereiding van de kollaboratie door de Vlaams-nationalisten rond het weekblad «Vlaanderen»* (12, 1989).
- *De evacuatie van de burgerbevolking in 1940. Nieuwe gegevens betreffende het regeringsbeleid* (15, 1992).
- *De rekruteringsreserve van het Belgisch Leger in 1940. Een politiek en militair-strategisch probleem* (16, 1994).

Rudi VAN DOORSLAER

- *Gentenaars in de Internationale Brigaden – Motivaties voor het vrijwilligerschap in een politiek-militair konflikt / Les volontaires gantois pour les Brigades internationales en Espagne – Motivations du volontariat pour un conflit politico-militaire* (6, 1980).
- *Tussen wereldrevolutie en joodse identiteit. Joden uit België in de Spaanse burgeroorlog* (17, 1995).

Jean VANWELKENHUYZEN

- *Het alarm van januari 1940 in Nederland* (1967).
- *La conférence diplomatique du 5 avril 1940 / De diplomatieke konferentie van 5 april 1940* (3, 1974).

J. VELDEKENS & J.R. DE KRIEK

- *Toelichting bij het artikel «Het belang en de betekenis van de oorlog voor het Belgische omroepbestel»* (12, 1989).

Etienne VERHOEYEN

- *De herderlijke brief van kardinaal Van Roey over de kapitulatie van 28 mei 1940 – Het aandeel van advokatuur en magistratuur / La lettre pastorale du cardinal Van Roey sur la capitulation du 28 mai 1940 – Le rôle du barreau et de la magistrature* (5, 1978).
- *Un groupe de résistants du Nord-Hainaut: La Phalange Blanche* (12, 1989).
- *Le Service de renseignements «Marc» (1942-1944). 1ère partie* (14, 1991).
- *Le service de renseignements «Marc» (1942-1944). 2ème partie* (15, 1992).
- *François De Kinder: messager auprès du Roi (décembre 1943-avril 1944)* (17, 1995).

Frédérique WERBROUCK

- *Les réactions de l'opinion publique et du monde politique belge face à la révolution hongroise de 1956* (n° spéc. Hongrie, 1995).

Jacques WYNANTS

- *Verviers, l'autorité communale en 1940-1941* (2, 1972).

II. MATIÈRES / ONDERWERPEN

1. De vooroorlog – L'avant-guerre

   N^os^/N^rs^ 1967 – 3, 1974 – 5, 1978 – 6, 1980 – 7, 1982 – 9, 1985 – 10, 1986 – 12, 1989 – 13, 1990 – 15, 1992 – 16, 1994 – 17, 1995.

2. De 18-daagse Veldtocht – La Campagne des 18 jours

   N^os^/N^rs^ 5, 1978 – 13, 1990 – 15, 1992 – 16, 1994.

3. De Belgische regering met de Geallieerden – Le gouvernement belge avec les Alliés

   N^os^/N^rs^ 2, 1972 – 4, 1976 – 11, 1988.

4. Het bezette België – La Belgique occupée

   N^os/N^rs 1, 1970 – 2, 1972 – 3, 1974 – 4, 1976 – 5, 1978 – 7, 1982 – 8, 1984 – 9, 1985 – 11, 1988 – 13, 1990 – 15, 1992 – 16, 1994 – 17, 1995.

5. De collaboratie – La collaboration

   N^os/N^rs 2, 1972 – 3, 1974 – 4, 1976 – 5, 1978 – 7, 1982 – 8, 1984 – 10, 1986 – 14, 1991 – 17, 1995.

6. Het Verzet – La Résistance

   N^os/N^rs 1967 – 2, 1972 – 3, 1974 – 6, 1980 – 12, 1989 – 13, 1990 – 14, 1991 – 15, 1992 – 17, 1995.

7. De bevolking tijdens de bezetting – La population sous l'occupation

   N^os/N^rs 1967 – 1, 1970 – 2, 1972 – 3, 1974 – 4, 1976 – 6, 1980 – 8, 1984 – 9, 1985 – 12, 1989 – 14, 1991 – 16, 1994.

8. Van de bevrijding tot de vrede (8.V.1945) – De la libération à la paix (8.V.1945)

   N^os/N^rs 9, 1985 – 11, 1988 – 13, 1990.

9. De na-oorlog – L'après-guerre

   N^os/N^rs 9, 1985 – 14, 1991 – Hongarije/Hongrie (1995).

Ceuterick, B-3000 Leuven

DE AUTEURS – LES AUTEURS

Rudi VAN DOORSLAER (°1951)
J. Plateaustraat, 12
9000 GENT

Studeerde geschiedenis aan de Universiteit Gent.
Specialiseerde zich in de socio-politieke geschiedenis van de XX^ste eeuwse radicale bewegingen in België en in de geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog in het bijzonder. Publiceerde o.m. *De KPB en het Sovjet-Duits niet-aanvalspact, 1939-1941* (Brussel, 1975), *De moord op Lahaut* (Leuven, 1985, i.s.m. E. Verhoeyen), *Het verzet (België in de Tweede Wereldoorlog, deel 6)* (Kapellen, 1988) en promoveerde op *Kinderen van het getto. Joodse immigratie en communisme in België, 1925-1941* (Gent, 1990). Werkleider bij het NCWOII waar hij verantwoordelijk is voor afdeling documentatie.

Etienne VERHOEYEN (°1945)
Montenaken, 121
3202 RILLAAR

Licencié en Sciences morales (RUG), producteur à la BRTN, chercheur associé au CREHSGM.

Gita DENECKERE (°1964)
Martelaarslaan, 327
9000 GENT

Dr. in de geschiedenis RUG (1993). Proefschrift: *Sire, het volk mort. Collectieve actie in de sociale geschiedenis van de Belgische staat, 1931-1940* (promotor: Prof. Dr. Herman Balthazar). Universitaire loopbaan: Aspirant NFWO, 1988-1992; Wetenschappelijk medewerker Vakgroep Nieuwste Geschiedenis RUG, 1994-1995; Postdoctoraal Onderzoeker NFWO, sinds oktober 1995.

Fabrice SCHUERMANS (°1968)
Rue des Nations-Unies, 115
4432 ALLEUR

Licencié et agrégé en philologie romane et licencié en arts et sciences de la communication à l'Université de Liège. De 1990 à 1993, il est assistant au service de linguistique et de phonétique du professeur Munot et professeur de français. Actuellement, il est engagé par le Commissariat Général aux Relations Internationales de la Communauté française de Belgique en tant que Lecteur à Coimbra (Portugal).

Bart CROMBEZ (°1971)
Johan Daisnestraat, 28
9000 GENT

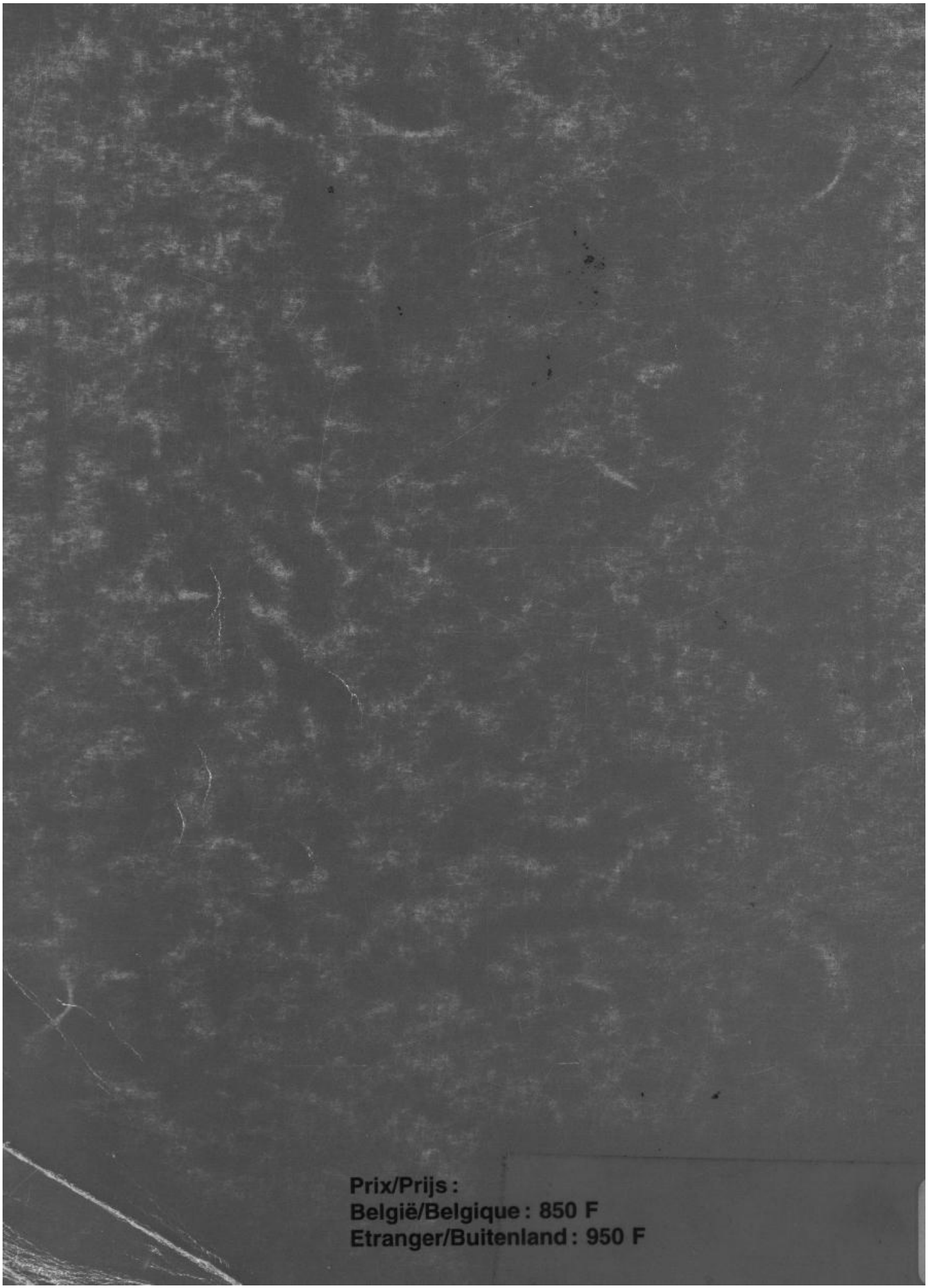
Licentiaat in de Geschiedenis (Afdeling Nieuwste Tijden) (RUG, 1993) en houder van een aanvullend diploma in de Media en Communicatie (RUG, 1994). Als assistent verbonden aan de vakgroep communicatiewetenschappen van de Universiteit Gent.

Xavier DEHAN (°1970)
Rue du Chevalet, 13a
1348 LOUVAIN-LA-NEUVE

Licencié et agrégé en Histoire de l'UCL. Assistant à l'Institut d'Etudes européennes à l'UCL, il prépare actuellement sa thèse de doctorat sur *Les perspectives de la mutation en Europe à l'aube du XXe siècle*. Il est l'auteur de plusieurs articles traitant de l'idée européenne à partir des années trente.

Willem C.M. MEYERS (°1943)
Vredelaan, 51
1080 BRUSSEL

Licentiaat Middeleeuwse Geschiedenis RUG, verbonden aan het NCWO II sinds 1969. Vanaf 1970 bouwde hij er de bibliotheek uit, waarvan hij de leiding behield tot eind oktober 1992. Daarnaast werkte hij de lopende bibliografie over België tijdens de Tweede Wereldoorlog uit, zoals die in deze publicatie nog verder verschijnt. Sinds 1982 tevens vast medewerker aan de *Bibliografie van de Geschiedenis van België* in BTFG-RBPH en auteur van historiografische overzichten over België in buitenlandse publicaties.



Prix/Prijs :
België/Belgique : 850 F
Etranger/Buitenland : 950 F